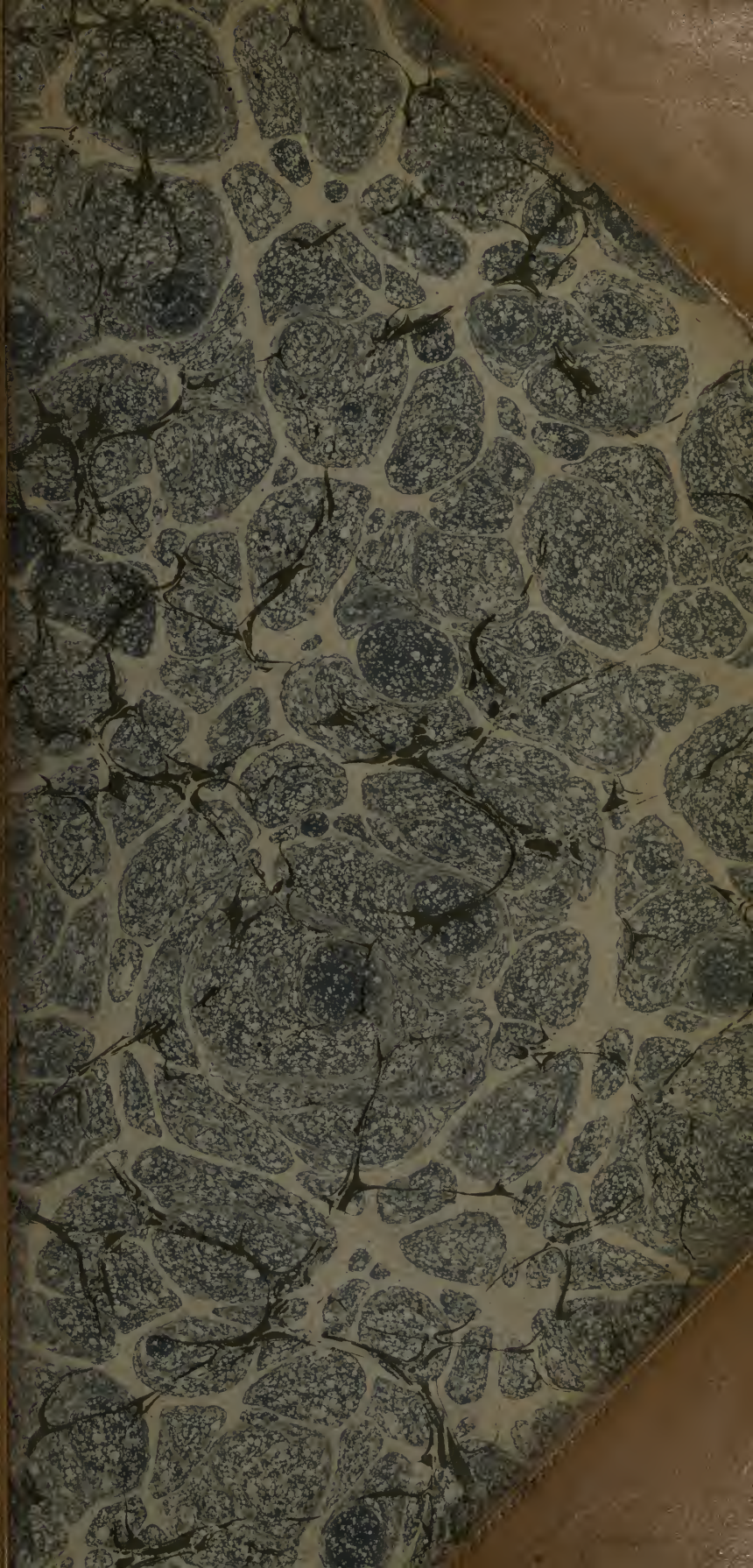


4th copy

pp. 69-74 cutting or mutilated. & pp. 41-56.

In the G. 2. copy there is bound up a Compte Rendu Analytique of Coste & Raffalovitch dated 1889.

Imperfect copy.
Might be useful to patch up others.

I bought it to replace one lent to Balfour, & as usual with him, not returned.

I now have other copies

CONGRÈS MONÉTAIRE

INTERNATIONAL

EFF
C7498c

(EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE DE 1889)

Congrès Monetaire International, Paris 18

CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Tenu à Paris, les 11, 12, 13 et 14 septembre 1889.

COMPTE RENDU « IN EXTENSO »

ET DOCUMENTS

PARIS
BIBLIOTHÈQUE DES *ANNALES ÉCONOMIQUES*
PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE
4, rue Antoine-Dubois, 4

1890

409256
28. 1. 43

FT
C7430

CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL DE 1889

ORGANISATION DU CONGRÈS

ORGANISATION DU CONGRÈS

COMITÉ D'ORGANISATION

Par arrêtés ministériels en date des 5 décembre 1888 et 21 janvier 1889, le ministre du commerce et de l'industrie, commissaire général de l'Exposition universelle de 1889, a nommé membres du Comité d'organisation du Congrès monétaire international,

MM.

André (Alfred), banquier, régent de la Banque de France.
Brelay (Ernest), publiciste, ancien conseiller général de la Seine.
Cernuschi (Henri), publiciste.
Christophle, député, gouverneur du Crédit foncier de France.
Clamageran, sénateur.
Clavery, directeur des affaires commerciales et consulaires au ministère des affaires étrangères.
Cochut (André), directeur honoraire du Mont-de-piété de Paris.
Coste (Adolphe), publiciste.
Cousté, vice-président de la Chambre de commerce de Paris.
Delombre (Paul), publiciste.
Denormandie, sénateur.
Faure (Fernand), député.
Fournier de Flaix, publiciste.
Foville (Alfred de), chef de la statistique au Ministère des finances.
Gay, président de la Société générale de crédit industriel et commercial.
Germain (Henri), membre de l'Institut, président du Crédit Lyonnais.
Girod, ancien directeur du Comptoir d'escompte de Paris.
Hotinguer (le baron), banquier, régent de la Banque de France.
Leroy-Beaulieu (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.
Liron d'Airolles (de), conseiller d'État, directeur du mouvement des fonds au ministère des finances.

Magnin (J.), vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France.
Noel (Charles), trésorier de la Chambre de commerce de Paris.
Ribot, député.
Roche (Jules), député.
Rothschild (le baron Alphonse de), banquier, régent de la Banque de France.
Rouvier, député.
Roy, ancien président de la Chambre de commerce de Paris.
Ruau, directeur de la Monnaie.
Say (Léon), sénateur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques.
Soubeyran (le baron de), député, président de la Banque d'escompte de Paris.

Dans sa première séance, le 18 février 1889, le comité d'organisation a composé ainsi son bureau :

Président : M. J. Magnin.
Vice-présidents : MM. Léon Say et Henri Cernuschi.
Secrétaires : MM. Adolphe Coste et Fernand Faure.

Le bureau ainsi constitué a été chargé d'élaborer le programme et le règlement du Congrès monétaire international.

Dans sa deuxième séance, le 12 mars 1889, le Comité d'organisation a adopté le programme et le règlement proposés par le bureau. Il a composé de la manière suivante la commission de statistique prévue par le programme :

Président : M. Léon Say.
Rapporteurs : MM. Adolphe Coste, Paul Delombre, Fernand Faure, Fournier de Flaix et Alfred de Foville.

Le Comité a approuvé les termes de la lettre d'invitation au Congrès et décidé que cette circulaire serait adressée par les soins du bureau et des membres du Comité :

Aux ministres étrangers et aux commissions étrangères représentant les différents pays à l'Exposition universelle ;

Aux personnalités connues en France ou à l'étranger pour avoir pris part à l'étude ou à la discussion des questions monétaires ;

Aux membres de l'Institut international de statistique ; aux sociétés d'Economie politique et de Statistique des différents pays ;

Aux banques, aux sociétés de crédit et aux principaux banquiers ;

Aux principales chambres de commerce, etc.

Dans sa troisième séance, le 2 septembre 1889, le Comité d'organisation a pris connaissance des adhésions au Congrès, il a arrêté les dispositions à prendre pour la tenue du Congrès, et a formulé l'ordre du jour à lui proposer.

Nous reproduisons ci-après la lettre d'invitation, le programme, l'ordre du jour, la liste des membres du Congrès et la liste des pays représentés au Congrès par des délégués.

INVITATION AU CONGRÈS.

Paris, le 25 avril 1889.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous informer que le *Congrès monétaire international*, institué à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889, se tiendra à Paris, au palais du Trocadéro, du 11 au 14 septembre 1889.

Nous vous adressons ci-joint le programme des questions qui doivent y être traitées.

Nous espérons, Monsieur, que vous voudrez bien prendre part à ce Congrès, et nous vous prions, dans ce cas, de nous faire parvenir votre adhésion,

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération très distinguée.

Pour le Comité d'organisation.

Le président,

J. MAGNIN.

Les vice-présidents :

Léon SAY, Henri CERNUSCHI.

Les secrétaires :

Adolphe COSTE, Fernand FAURE.

N. B. — Prière de vouloir bien adresser les adhésions et la correspondance au président du Comité d'organisation : M. J. MAGNIN, sénateur, gouverneur de la Banque de France, à l'hôtel de la Banque, rue de la Vrillière, à Paris.

Extrait du règlement : Un compte rendu détaillé du Congrès sera publié par les soins du Comité d'organisation... Une cotisation de 20 francs devra être payée par chaque membre du Congrès.

PROGRAMME DU CONGRÈS

1° Rapport de la commission de statistique nommée par le Comité d'organisation du Congrès. Cette commission rendra compte des travaux les plus récents sur la statistique de l'or, de l'argent et des instruments de circulation, et sur la législation monétaire comparée.

2° Recherche des causes de la baisse de l'argent par rapport à la valeur de l'or. Doit-on attribuer cette baisse à l'accroissement de la production des mines? Ou à la suspension de la frappe illimitée de l'argent dans les États bimétalliques ? Ou à ces deux causes réunies?

3° Quels dommages la baisse de l'argent et les fréquentes fluctuations de sa valeur par rapport à la valeur de l'or, causent-elles au commerce en général, à l'industrie, à l'agriculture, aux finances des gouvernements?

4° Examen des moyens proposés pour remédier à cet état de choses :

a. Rétablissement de l'ancien système bimétallique sur une base encore plus vaste au moyen d'une entente internationale ;

b. Adoption générale du monométallisme-or et démonétisation graduelle de l'argent. Dans cette éventualité, quelles mesures transitoires serait-il nécessaire de prendre?

5° Avantages et inconvénients des Unions monétaires de plusieurs États avec circulation réciproque. Améliorations et extensions dont elles seraient susceptibles.

6° Entretien de la circulation monétaire. Estimation du *frai* de la monnaie. Influence de l'usure monétaire sur la prime des lingots et le taux des changes. Moyens d'y remédier. A qui doit incomber la dépense d'entretien de la circulation : aux particuliers, à l'Etat ou au groupe d'États constitué en Union monétaire?

7° Questions diverses :

a. Recherche du meilleur type de monnaie internationale,

b. Observations relatives à la monnaie divisionnaire d'argent, de nickel et de cuivre.

ORDRE DU JOUR

PROPOSÉ PAR LE COMITÉ D'ORGANISATION

Mercredi 11 septembre

Séance du matin, à 9 heures et demie

Ouverture du Congrès;
Constitution du bureau définitif;
Communication, s'il y a lieu, du Comité d'organisation ;
Discussion générale sur les quatre premiers articles du programme (statistique, baisse de l'argent, dommages qui en résultent, remèdes à y apporter).

Séance de l'après-midi, à 2 heures

Suite de la discussion sur les quatre premiers articles du programme.

Jeudi 12 septembre

Séance du matin, à 9 heures et demie. — Séance de l'après-midi, à 2 heures

Les deux séances seront consacrées à la suite de la discussion sur les quatre premiers articles du programme.

Vendredi 13 septembre

Le matin, à 10 heures précises

Visite à la Banque de France (rendez-vous à l'Hôtel de la Banque, rue de la Vrillière).

Séance de l'après-midi, à 2 heures

Discussion du cinquième article du programme (unions monétaires).

Samedi 14 septembre

Le matin, à 9 heures précises

Visite à l'Hôtel des Monnaies (rendez-vous à l'Hôtel des Monnaies, 11, quai Conti).

Séance de l'après-midi, à 2 heures

Discussion des sixième et septième articles du programme (entretien de la circulation monétaire et questions diverses).
Clôture du Congrès.

LISTE DES MEMBRES DU CONGRÈS

Ador, conseiller d'État, à Genève.
Akermann, régent de la Banque de France, à Paris
Albrecht (Charles), banquier à Riga.
Allard (A.), banquier, directeur de la Monnaie, à Bruxelles.
Allard (Josse), banquier à Paris.
André (Alfred), régent de la Banque de France, *membre du Comité d'organisation.*
Antumez, ministre du Chili, à Paris,
Aramayo (Félix-Avelino), *délégué du gouvernement Bolivien.*
Arendt (docteur Otto), secrétaire de l'Association bimétallique allemande.
Badel (S), *délégué de la République de Salvador.*
Bætzmann, commissaire de la Norvège à l'Exposition universelle.
Baudelot, censeur de la Banque de France, à Paris.
Bertin, caissier principal de la Banque de France.
Beeton (A.), à Lyon.
Bloch (de), conseiller d'État actuel, à Saint-Pétersbourg.
Boissevain (G.-M.), à Amsterdam.
Boissonnade, conseiller légiste du gouvernement du Japon.
Bonesco.
Bonhome (baron A. de), à Bruxelles.
Borst (J.), à Delfzijl (Pays-Bas).
Bosch (Yvo), président de la Banque générale de Madrid.
Brelay (Ernest), ancien conseiller général de la Seine, *membre du Comité d'organisation.*
Cahen d'Anvers, banquier, à Paris.
Calzado (A.)., banquier, député aux Cortès.
Camondo (comte A. de), président du Comité national pour la participation des Italiens à l'Exposition Universelle.
Castillo (A. del), *délégué du Mexique.*
Cayla, receveur des finances à Saint-Sever.
Cernuschi (Henri), publiciste, *vice-président du Comité d'organisation.*

Chabert, régent de la Banque de France, à Paris.

Chabrières, trésorier général, régent de la Banque de France.

Chevassus (H.), à Londres.

Christophle, député, gouverneur du Crédit foncier de France, *membre du Comité d'organisation.*

Clamageran, sénateur, *membre du Comité d'organisation.*

Clavery, directeur des affaires commerciales et consulaires au Ministère des affaires étrangères, *membre du Comité d'organisation.*

Cochut (André), directeur honoraire du Mont-de-Piété de Paris, *membre du Comité d'organisation.*

Coste (Adolphe), publiciste, *secrétaire du Comité d'organisation.*

Cousté, vice-président de la chambre de commerce de Paris, *membre du Comité d'organisation.*

Crespo (Gilberto), *délégué du Mexique.*

Dana Horton (S.), ancien délégué des États-Unis d'Amérique aux conférences monétaires internationales de 1878 et 1881.

Darblay, censeur de la Banque de France.

Delatour (Albert), sous-chef au ministère des finances.

Delombre (Paul), publiciste, *membre du Comité d'organisation.*

Demesmay, à Cysoing (Nord).

Denormandie, sénateur, ancien gouverneur de la Banque de France, *membre du Comité d'organisation.*

Desmarest, sous-gouverneur de la Banque de France.

Dongé (E.), sous-directeur du Comptoir Lyon-Alemand, à Paris.

Donon (Armand), président de la Société de dépôts et de comptes courants, à Paris.

Dreydel (Léopold), à Paris.

Eichtal (Ad. d'), ancien banquier, à Paris.

Ephrussi, de la maison Ephrussi et Porgès, à Paris.

Fabre (Cyprien), président de la chambre de commerce de Marseille.

Fantoni (comte), *délégué du Comité national italien.*

Faure (Fernand), député, *secrétaire du Comité d'organisation.*

Fauveau, percepteur à Domène (Isère).

Fielden (J.-C.), à Manchester.

Florez (docteur Emmanuel).

Fournier de Flaix (E.), publiciste, *membre du Comité d'organisation.*

Foville (Alfred de), chef de la statistique au ministère des finances, *membre du Comité d'organisation.*

Foxwell (H.-S.), de l'Université de Cambridge, professeur d'économie politique à l'Université de Londres.

François (G.), à Douai.

Fremantle (C.-W.), sous-directeur de la Monnaie royale, *délégué du gouvernement Britannique.*

Freitas-Fortuna (de), banquier, à Oporto.

Freiwald, *délégué de la Commission néerlandaise.*

Frewen (Moreton), à Londres.

Gaddum (H.-T.), à Manchester.

Galet (Denis), banquier, président de l'Union des banquiers des départements, à Amiens.

Gallien, banquier, à Paris.

Gasté (J. de), ancien député.

Gay, président de la Société générale de crédit industriel et commercial, *membre du Comité d'organisation.*

Geetruyen, (Von), à Rome.

Gentili di Giuseppe, *délégué du Comité national italien.*

Germain (Henri), membre de l'Institut, président du Crédit lyonnais, *membre du Comité d'organisation.*

Girod, ancien directeur du Comptoir d'escompte, *membre du Comité d'organisation.*

Goguel, banquier, régent de la Banque de France.

Goschen (G.), à Londres.

Grad (Charles), député au Reischtag, à Logelbach (Alsace).

Grenfell (H.-R.), ancien gouverneur et l'un des directeurs actuels de la Banque d'Angleterre.

Grodet (A.).

Guzel (Pierre), banquier, à Paris.

Haupt (Ottomar), publiciste, à Paris.

Haworth (J.), à Manchester.

Heaton (Ralph), à Birmingham.

Hentsch (Albert), banquier, à Paris.

Hirsch (Louis), fils aîné, à Paris.

Hope (Sir T.-C.), à Londres.

Hottinguer (baron), régent de la Banque de France, *membre du Comité d'organisation.*

Houdard (A.), publiciste, à Paris.

Jolivot, *délégué de la Principauté de Monaco.*

Jourdan (E.), directeur de l'École des hautes études commerciales, à Paris.

Juglar (docteur Clément), publiciste, à Paris.
Kergall, rédacteur en chef de la *Revue économique et financière*, à Paris.
Kinen, banquier, à Paris.
Kleser (Hans), à Cologne.
Koch (E.), à Dusseldorf.
Kramer-Frey.
Lalande (Armand), député.
Lamas (E.), rédacteur en chef de la *Revue sud-américaine*, à Paris.
Laveleye (Émile de), professeur d'économie politique à l'Université de Liège.
Laveleye (Georges de), publiciste, *délégué de la Commission belge*.
Legrand de Villers, régent de la Banque de France.
Lehideux (E.), banquier, à Paris.
Lerique, directeur du Comptoir Lyon-Alemand, à Paris.
Leroy-Beaulieu (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, *membre du Comité d'organisation*.
Levasseur (Émile), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, à Paris.
Lévy, directeur de la Banque nationale de Copenhague, *délégué du Danemarck*.
Liron d'Airolles (de), directeur du mouvement des fonds au ministère des finances, *membre du Comité d'organisation*.
Londen (Hjalmar), commissaire général du grand-duché de Finlande.
Longhurst, correspondant de l'*Economist* de Londres.
Luzzatti (Luigi), député au parlement italien, *délégué du Comité national italien*.
Magagna, président de la chambre de commerce italienne, à Paris.
Magnin (J.), vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France, *président du Comité d'organisation*.
Malarce (de), à Paris.
Mallet (baron), régent de la Banque de France.
Mannequin (Théodore), publiciste, à Paris.
Marble.
Masquelier, président de la chambre de commerce du Havre.
May (G.), à Paris.
Mendel (Isidore), *délégué de la République dominicaine*.
Mercet, banquier, à Paris.
Meysey-Thompson (Sir Henry), vice-président de la Ligue bimétallique anglaise, à York.

Michau, régent de la Banque de France.
Minovits, directeur du *Courrier financier de Bucarest*, à Bucarest.
Mirabaud, banquier, à Paris.
Modera, à Verviers (Belgique).
Montgolfier, président de la chambre de commerce de Saint-Étienne.
Morel, directeur de l'Agence de la Hongkong and Shanghaï Bank, à Lyon.
Moret y Prendergast, ancien ministre, à Madrid.
Morla Vicuna (Carlos), secrétaire de la légation du Chili à Paris, *délégué du gouvernement Chilien.*
Murray, (G.-H.) attaché à la Trésorerie, *délégué du gouvernement Britannique.*
Neymarck (Alfred), publiciste, à Paris.
Nicolas, directeur de la Banque neuchâteloise, à Neuchâtel (Suisse).
Niel (Henry Mac), secrétaire de la Ligue bimétallique anglaise, à Manchester.
Noel (Charles), trésorier de la chambre de commerce de Paris, *membre du Comité d'organisation.*
Oppenheim (P.-M.), banquier, à Paris.
Passy (Frédéric), membre de l'Institut.
Pellegrini, vice-président de la République Argentine, *délégué extraordinaire du gouvernement Argentin.*
Permezel (Léon), à Lyon.
Perozzo (Luigi), au ministère des finances, à Rome.
Perrissin, à Paris.
Peytel, président du Crédit algérien, à Paris.
Poirrier, président de la chambre de commerce de Paris.
Poznanski, commissaire général de la section Russe à l'Exposition universelle.
Pratsch, rédacteur de la *Berliner Bœrsen Zeitung.*
Prom (Hubert), président de la chambre de commerce de Bordeaux.
Puycerver (Joaquim-Lopez), ancien ministre, député aux Cortès, *délégué du Comité d'Espagne.*
Puynode (Gustave du), publiciste, à Ciron (Indre).
Pyls (W.), sénateur-bourgmestre de Maëstricht.
Raffalovich (Arthur), publiciste, à Paris.
Raffalovich (Hermann), à Paris.
Raoul-Duval (Fernand), régent de la Banque de France.
Raphael (E.-N.), à Paris.

Reboul (E.), à Paris.
Reinach (baron Jacques de), banquier, à Paris.
Renouard, sous-gouverneur de la Banque de France.
Reverter (don Juan Navarro), député aux Cortès, *délégué du Comité d'Espagne*.
Rey, président de la Société marseillaise.
Reynaud, à Paris.
Ribot, député, *membre du Comité d'organisation*.
Roche (Jules), député, *membre du Comité d'organisation*.
Rothschild (baron Alphonse de), régent de la Banque de France, *membre du Comité d'organisation*.
Rouvier, député, ministre des finances, *membre du Comité d'organisation*.
Roy, ancien président de la chambre de commerce de Paris, *membre du Comité d'organisation*.
Ruau, directeur de la Monnaie, *membre du Comité d'organisation*.
Sack (A.), conseiller d'État actuel, à Saint-Pétersbourg.
Sainctelette, ingénieur, commissaire du roi à la Monnaie de Bruxelles.
Salas.
Say (Léon), sénateur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques, *vice-président du Comité d'organisation*.
Scharling (W.), professeur à l'Université de Copenhague, député.
Schneider, régent de la Banque de France.
Schoenhoff, consul américain, à Berslem.
Sautter (G.), à Paris.
Siegfried (Jacques), président de la Banque russe et française, à Paris.
Silva Prado (Éduardo da), *délégué de la Commission brésilienne*.
Simonelli (R.), à Pise.
Smith (L.-O.), sénateur suédois, à Stockholm.
Sobry, professeur, à Anvers.
Société de Géographie, à Lisbonne.
Soubeyran (baron de), député, président de la Banque d'escompte de Paris, *membre du Comité d'organisation*.
Spitzer (Ch.), courtier, à Paris.
Tanaka (vicomte), ministre plénipotentiaire du Japon, *délégué du Japon*.
Tessonnière, c nseur de la Banque de France.

Tuck (Edward).
Vandamme, à Lille.
Vernes, régent de la Banque de France.
Vesselowski (de), conseiller d'État, à Saint-Pétersbourg.
Vigano (Francesco), professeur d'économie politique, à Milan.
Vignes (Édouard), banquier, à Troyes.
Villaverde (de), à Madrid.
Villey (Edmond), doyen de la Faculté de droit à Caen.
Vlasto (Antoine), *délégué de la Commission hellénique*.
Votdevael, membre de la chambre des États généraux, à Amsterdam.
Walras (Léon), professeur à l'Académie de Lausanne (Suisse).
Walls (Léon), *délégué de la Commission argentine*.
Wirth (Max), à Vienne (Autriche).

PAYS ÉTRANGERS

Représentés au Congrès monétaire par des délégués

ANGLETERRE. — Délégués du gouvernement Britannique : l'honorable C.-W. Fremantle, C. B., sous-directeur de la Monnaie, et M. G.-H. Murray, attaché à la Trésorerie.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE). — Délégué extraordinaire du gouvernement Argentin : M. Pellegrini, vice-président de la République argentine. — Délégué de la Commission argentine : M. Léon Walls.

BELGIQUE. — Délégué de la Commission belge : M. Georges de Laveleye, directeur du *Moniteur des intérêts matériels.*

BOLIVIE. — Délégué du gouvernement Bolivien : M. Félix Avelino Aramayo.

BRÉSIL. — Délégué du Commissariat général du Brésil et de la Commission brésilienne d'études de l'Exposition universelle : M. Eduardo da Silva Prado.

CHILI. — Délégué du gouvernement Chilien : M. Carlos Morla Vicuna, secrétaire de la légation du Chili en France.

DANEMARCK. — Délégué du gouvernement : M. Lévy, directeur de la Banque nationale de Copenhague.

DOMINICAINE (RÉPUBLIQUE). — Délégué du gouvernement : M. Isidore Mendel, ex-président de la chambre de commerce de Santo-Domingo, ex-président de la Banque commerciale de Santo-Domingo.

ESPAGNE. — Délégués du Comité d'Espagne à l'Exposition universelle : Don Juan Navarro Reverter, ingénieur, député aux Cortès, délégué général du Comité d'Espagne, et M. Joaquin Lopez Puycerver, ancien ministre, député aux Cortès.

GRÈCE. — Délégué de la Commission hellénique à l'Exposition universelle : M. Antoine Vlasto.

HOLLANDE. — Délégué de la Commission néerlandaise : M. J. Freiwald, président du Comité exécutif néerlandais à Paris.

ITALIE. — Délégués du Comité national italien : MM. L. Luzzatti, député au parlement italien, Gentili di Giuseppe et le comte Fantoni.

JAPON. — Délégué du gouvernement du Japon : M. le vicomte Tanaka, ministre plénipotentiaire du Japon à Paris.

MEXIQUE. — Délégués du gouvernement du Mexique : MM. Antonio del Castillo, ingénieur, et Gilberto Crespo.

MONACO (PRINCIPAUTÉ DE). — Délégué du gouvernement : M. Jolivot, membre du conseil d'État de la Principauté.

SALVADOR (RÉPUBLIQUE DE). — Délégué : M. S. Badel.

CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL DE 1889

SÉANCES DU CONGRÈS

PREMIÈRE SÉANCE

Le mercredi 11 septembre 1889, à 9 heures et demie du matin, au Palais du Trocadéro

---

Présidence de M. J. Magnin

Vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France

Sommaire : Lettre et allocution de M. Rouvier, ministre des finances. — Constitution du bureau du Congrès. — Discours de M. Magnin, président du Congrès. — Communications au nom du Comité d'organisation. — M. Allard. — M. Grenfell. — M. le docteur Otto Arendt. — M. Moret y Prendergast. — M. Théodore Mannequin.

Prennent place au bureau : M. J. Magnin, président du Comité d'organisation; M. Henri Cernuschi, vice-président; M. Adolphe Coste, secrétaire.

La séance est ouverte à 10 heures.

M. Magnin. — Messieurs, je me mets provisoirement au fauteuil du président pour remplacer M. le ministre des finances qui, à son très grand regret, a été obligé de s'absenter. Vous savez tous le motif de cette absence : nous sommes dans la période électorale. En parcourant les rues de Paris, vous avez pu voir les murs couverts d'affiches. M. le ministre a dû se rendre dans le département où il est candidat. Il m'a chargé de vous exprimer tous ses regrets de ne pouvoir assister à nos séances et, en même temps, il m'a remis une lettre dont je vais avoir l'honneur de vous donner communication. Cette lettre m'est adressée comme président du Comité d'organisation du Congrès monétaire international. En voici le texte :

Paris, le 10 septembre 1889.

« Monsieur le président,

« J'aurais tenu à honneur de venir moi-même souhaiter la bienvenue aux membres du Congrès monétaire, et je me proposais d'assister au moins à sa première séance.

« Forcé de quitter Paris dès aujourd'hui, je vous prie de vouloir bien exprimer à MM. les délégués des gouvernements étrangers, et aux éminents spécialistes qui ont bien voulu répondre à notre appel, le regret que j'éprouve de ne pouvoir m'associer que de loin à leurs travaux.

« Le gouvernement français a eu, vous le savez, à différentes reprises, l'occasion de faire connaître ses idées sur les questions monétaires. Bien que les faits qui se sont produits dans ces dernières années ne nous semblent pas de nature à modifier à cet égard nos dispositions générales, nous suivrons avec le plus grand intérêt les échanges de vues qui vont avoir lieu. Il ne s'agit cette fois que d'un débat purement scientifique, et les opinions exprimées seront toutes personnelles; il en résultera néanmoins de précieux éléments d'information pour tous ceux à qui incombe la responsabilité des solutions à faire prévaloir.

« C'est pourquoi je remercie d'avance le Congrès qui va s'ouvrir, des services qu'il rendra au monde économique, de plus en plus préoccupé des grands problèmes que la question monétaire implique aujourd'hui.

« Agréez, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre des finances,

« ROUVIER. »

En même temps qu'il me remettait cette lettre, M. le ministre, qui avait l'intention bien arrêtée d'inaugurer nos séances, a bien voulu me laisser une note contenant les paroles qu'il se proposait de vous adresser. Je vais vous en donner lecture :

« Messieurs,

« Je suis heureux de me trouver chargé de souhaiter la bienvenue aux membres du Congrès monétaire, et je vous remercie tous d'avoir bien voulu répondre à notre appel. Je vous en remercie au nom du gouvernement de la République. Ce n'est pas sans un sentiment de légitime fierté qu'il voit tant d'hommes occupant une place considérable dans les sciences, les lettres ou les arts, venir apporter ici chaque jour le concours de leurs lumières et de leur expérience. Si je m'en croyais le droit, je vous en remercierais aussi au nom de tous ceux qu'intéresse le progrès économique et

social des peuples, progrès si intimement lié à la solution des problèmes monétaires.

« Plus on a creusé ces problèmes, plus on a été amené à reconnaître que ce n'est pas seulement la facilité des échanges qui en dépend, mais aussi le développement de la production qui peut, suivant les solutions adoptées, prendre un essor puissant ou se voir paralysé et atteint dans ses forces vives. C'est cette vérité, mieux connue à notre époque qu'à aucune autre, qui partout a attiré sur les questions monétaires l'attention des hommes d'État et des hommes de science.

« Ces questions ont pris dans les dernières années un caractère d'actualité, je pourrais dire d'acuité tout spécial. On a vu la situation monétaire des différents pays profondément influencée par des causes diverses. De brusques variations se manifestaient dans la production et surtout dans la valeur réciproque de l'or et de l'argent. Y a-t-il réellement dans ces faits une action perturbatrice qui puisse expliquer les crises dont, à des degrés divers, tous les pays ont eu récemment à souffrir ? Peut-on entrevoir dans telle ou telle solution un remède à cet état de choses qui préoccupe à bon droit les gouvernements et les peuples ? Telles sont les questions que le monde entier se pose. Elles ont déjà donné lieu à bien des recherches, à bien des discussions. Beaucoup d'entre vous y sont intervenus, apportant des idées souvent opposées, mais toujours soutenues avec science et talent. Plus que jamais, nous devons continuer à les approfondir, cherchant à les éclairer chaque jour d'une lumière nouvelle.

« Aussi, messieurs, est-ce avec le plus vif intérêt et avec la certitude d'en tirer de précieux enseignements que nous suivrons vos savantes discussions. Elles feront faire, nous n'en doutons point, un pas de plus à la science monétaire et prépareront, pour un avenir que nous souhaitons prochain, une solution. » (*Applaudissements.*)

Vous avez maintenant, messieurs, à constituer le bureau du Congrès, et je prie M. Cernuschi, vice-président du Comité d'organisation, de vouloir bien me remplacer au fauteuil.

M. Cernuschi, *vice-président du Comité d'organisation.* — La parole est à M. Coste pour vous faire connaître une motion.

M. Adolphe Coste, *secrétaire du Comité d'organisation.* — Mes-

sieurs, un certain nombre de membres proposent la liste suivante pour composer le bureau du Congrès :

Président d'honneur : M. Pellegrini, vice-président de la République argentine, délégué extraordinaire de son gouvernement au Congrès monétaire international.

Président : M. J. Magnin, vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France, déjà président du comité d'organisation du Congrès.

Vice-présidents : M. Léon Say, sénateur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques, et M. Henri Cernuschi, publiciste, tous les deux vice-présidents du Comité d'organisation. En outre, pour représenter les principaux pays et les différentes opinions monétaires : M. Grenfell (Angleterre), ancien gouverneur et l'un des régents actuels de la Banque d'Angleterre ; M. Max Wirth (Autriche) ; M. Emile de Laveleye (Belgique), professeur à l'université de Liège ; M. Dana Horton (États-Unis), ancien délégué des États-Unis d'Amérique aux conférences monétaires de 1878 et 1881 ; M. Emile Levasseur (France), membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; et M. Luigi Luzzatti (Italie), député au parlement italien, délégué du Comité national italien au Congrès monétaire. (*Applaudissements. Aux voix ! aux voix !*)

M. Cernuschi. — Je mets aux voix la liste qui vient de vous être présentée. (*Adopté à l'unanimité.*) Vous avez maintenant à désigner vos secrétaires. Nous vous proposons pour ces fonctions : M. Adolphe Coste, qui a été membre et secrétaire du Comité d'organisation et qui s'est fort bien acquitté de ses fonctions ; son collègue, M. Fernand Faure, député ; et M. Arthur Raffalovich, publiciste, membre du Congrès. (*Adopté.*)

Messieurs, je déclare le bureau du Congrès constitué, et je prie M. Magnin de reprendre sa place au fauteuil présidentiel.

M. J. Magnin, *président.* — Messieurs, je devrais m'étonner d'être désigné pour remplir les fonctions de président du Congrès, en voyant dans l'assistance qui veut bien m'écouter tant d'hommes illustres dans les sciences financières et économiques, qui auraient mieux que moi occupé ce fauteuil, si je ne savais qu'en me choisissant, vous avez voulu honorer la Banque de France, cette grande institution de crédit, qui a su conquérir la considération et la con-

fiance du monde entier par la prudence et la sagesse de sa gestion presque séculaire. (*Applaudissements.*)

Je vous remercie pour la Banque qui sera flattée du témoignage d'estime que lui donnent spontanément des hommes éminents tels que vous. Je vous remercie personnellement d'un honneur auquel j'attache le plus grand prix. (*Applaudissements.*)

Vous voudrez bien permettre, messieurs, à celui qui a eu l'honneur de provoquer et de présider la Conférence de 1881, de vous rappeler en quelques mots le passé et de vous dire ce qu'il augure de l'avenir pour la solution de cette grande question monétaire qui, non seulement est liée intimement aux intérêts commerciaux, industriels, agricoles du monde entier, mais encore qui les domine et les régit.

Messieurs, les États-Unis et la France ont convoqué en 1881, à Paris une conférence monétaire internationale dans le but de « sou-« mettre à l'acceptation des gouvernements représentés un plan et « un système pour l'établissement, au moyen d'une convention inter-« nationale, de l'usage de l'or et de l'argent comme monnaie bimé-« tallique. »

Bien que la plupart des gouvernements représentés se fussent déclarés en faveur du projet franco-américain, la Conférence dut, par suite de l'attitude de l'Angleterre, s'ajourner sans avoir atteint le résultat désiré.

Les instructions du gouvernement anglais à son délégué portaient qu'il devait « se limiter à fournir à la Conférence les renseignements « qu'on lui demanderait sur les lois et le système monétaire de « l'Angleterre, mais qu'il devait s'abstenir de prendre part à la « discussion sur le fond ».

La Conférence, dans sa treizième séance tenue le 8 juillet 1881, s'ajournait au 12 avril 1882 par une résolution motivée, adoptée par l'unanimité des membres votants. Elle ne s'est pas réunie à cette date ni plus tard; mais que s'est-il passé depuis ?

Le désordre monétaire qui (on peut le dire sans témérité) date de 1873 et auquel la conférence de 1881, si elle avait abouti, aurait pu porter remède, n'a fait que s'aggraver. L'écart de valeur entre l'or et l'argent s'est encore augmenté dans une large proportion. Les perturbations du change entre les pays monométalliques argent et les pays qui ne frappent que des monnaies d'or sont devenues plus intenses et plus fréquentes. Les perspectives, loin d'être rassurantes, sont faites pour effrayer les esprits prudents.

En effet, que les États-Unis viennent à abroger le Bland-bill, que l'Union latine soit dénoncée, et l'avilissement du métal blanc par rapport au métal jaune n'aurait pour ainsi dire plus de limite. Ce serait alors une terrible catastrophe monétaire et commerciale dans le monde entier.

Profitant de l'occasion que lui offrait l'Exposition universelle, la France a provoqué la réunion du congrès monétaire qui ouvre aujourd'hui ses séances. Nos invitations ont de toutes parts reçu le meilleur accueil : votre présence en témoigne d'une façon évidente. Nous avons la satisfaction de voir ici, pour la première fois, les Américains du Sud siéger à côté des Européens et des Américains du Nord, pour s'occuper ensemble de la plus importante des questions économiques : je veux dire de la question de la monnaie. Laissez-moi constater que nous sommes le premier congrès monétaire universel qui se soit jamais réuni.

Nous osons espérer de bons résultats des discussions auxquelles nous allons assister : cet espoir, nous le fondons sur le langage que tient actuellement l'Angleterre, bien différent de celui de 1881.

Il y a quelques semaines, le chef du gouvernement anglais, le marquis de Salisbury, répondait par les paroles suivantes à la grande députation de la ligue bimétallique, qui sollicitait l'appui du gouvernement pour la réalisation du système bimétallique universel (je cite la partie importante de sa réponse) :

« Je vais vous faire connaître un motif spécial qui fait que je « désire très vivement ne pas préjuger la ligne de conduite que « l'on pourra adopter éventuellement par un mot quelconque tombé « aujourd'hui de ma bouche. J'ignore si vous avez été avisés que, « pendant l'automne de l'année courante, on doit convoquer à Paris « un grand congrès international ayant pour objet l'examen de la « question monétaire. Ce congrès doit discuter précisément les « questions que vous avez soulevées aujourd'hui devant moi : la « cause de la baisse qu'a subie la valeur de l'argent, les remèdes « qu'il conviendrait d'y apporter, et diverses autres questions monétaires de grande importance.

« J'espère bien que ce débat sera international et que l'Angleterre ne manquera pas d'y jouer son rôle.

« Car, laissez-moi vous le rappeler (et c'est par ces mots que je « veux conclure), il ne vous incombe pas seulement de faire com- « prendre clairement cette question, et de la faire discuter parmi « les classes monétaires les plus influentes de notre pays et de cha-

« cune des parties de notre pays ; mais la décision à laquelle on « s'arrêtera éventuellement dépendra nécessairement en grande « partie de la mesure dans laquelle vous réussirez à exercer vos « facultés de persuasion auprès des autres nations du globe.

« Faites donc en sorte que cette question ne soit pas entachée « de préjugés insulaires. Engageons le débat avec le monde monétaire et le monde politique tout entier, et efforçons-nous de dégager « des lumières que nous sommes tous en état d'y apporter, des « leçons susceptibles de nous faire aboutir à un résultat certain et « fécond. »

J'estime qu'il n'y a rien à ajouter à ces paroles. Je sortirais de mon rôle de président si je ne me bornais à appeler sur elles toute l'attention du Congrès, qui ne peut manquer d'y voir un pas fait vers une solution nécessaire et un bon augure pour l'avenir.

J'invite le Congrès, à commencer la discussion des graves questions qui sont à son ordre du jour. Le large programme que le Comité d'organisation a élaboré permet à toutes les opinions de se manifester, à tous les systèmes de se produire.

Votre président s'efforcera de diriger vos discussions avec impartialité; il vous demande de lui continuer la bienveillance dont vous venez de l'honorer. (*Applaudissements répétés.*)

Je donne maintenant la parole à M. le secrétaire Coste, pour vous rendre compte des travaux du Comité d'organisation et vous faire connaître la composition du Congrès ainsi que les différentes mesures qui ont été prises.

M. Adolphe Coste, *secrétaire*, présente les excuses de MM. Léon Say et Fernand Faure. Il rend compte de la propagande faite par le Comité d'organisation du Congrès qui a obtenu à ce jour cent quarante-deux adhésions. En ajoutant à ce chiffre les trente membres du Comité d'organisation et les vingt-deux délégués des gouvernements étrangers ou des comités étrangers de l'Exposition universelle, au nombre de seize, qui se sont fait représenter, le nombre des membres du Congrès est de cent quatre-vingt quatorze (1).

M. le secrétaire donne lecture de la dépêche de sir J. Elliot, chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique, en date du 10 septembre, aux termes de laquelle l'honorable C.-W. Fremantle, C. B.,

(1) Voir les listes publiées p. 8 à 15, de la première partie du présent volume.

sous-directeur de la Monnaie, et M. G.-H. Murray, attaché à la Trésorerie, sont nommés délégués britanniques auprès du Congrès international monétaire.

Communication est donnée au Congrès de la liste de tous les autres délégués des gouvernements et des comités étrangers.

M. le secrétaire rend compte ensuite des travaux de la commission de statistique formée par le Comité d'organisation et présidée par M. Léon Say.

Trois rapports ont été imprimés et sont mis à la disposition de tous les membres du Congrès : le premier, dû à M. Alfred de Foville, est relatif à la statistique universelle des métaux précieux (production, monnayage et consommation industrielle de l'or et de l'argent); le second, dû à M. E. Fournier de Flaix, est un rapport sur l'enquête monétaire anglaise; le troisième, dû à M. Adolphe Coste, est un rapport sur le célèbre ouvrage du docteur Adolphe Soetbeer (*Materialien* etc.), dont une traduction française doit être offerte au Congrès par M. Ruau, directeur de la Monnaie. Ces trois rapports sont présentés sous la responsabilité personnelle de leurs auteurs, le temps n'ayant pas permis au Comité d'organisation d'en prendre connaissance.

Outre ces rapports, plusieurs documents importants qui ont été remis au bureau sont tenus à la disposition des membres du Congrès pour être consultés par eux s'ils le désirent; entre autres : un mémoire (en allemand) du savant docteur Soetbeer, expressément rédigé pour le Congrès monétaire et en partie analysé dans le rapport de M. Alfred de Foville; une note (en anglais) adressée au très honorable G.-J. Goschen, chancelier de l'Échiquier, par sir Rawson W. Rawson, président de l'Institut international de statistique, et relative à la statistique des prix; une note manuscrite de M. Ottomar Haupt sur les stocks monétaires des différents pays, les encaisses des Banques et les frappes des métaux précieux jusqu'à la fin de 1888 (1).

M. le secrétaire termine son exposé par quelques recommandations d'ordre pratique empruntées au règlement du Congrès.

M. Magnin, *président*. — Vous venez d'entendre les communications faites par M. le secrétaire au nom du Comité d'organisation. Je vais vous donner lecture de l'ordre du jour qui vous est proposé.

(1) Ces différents rapports et documents sont reproduits dans la partie de ce volume, afférente à la Statistique.

(M. le président donne lecture du document qui a été reproduit dans la première partie, page 7). Vous voyez que la discussion générale sur les quatre premiers articles du programme (Statistique, Baisse de l'argent, Dommages qui en résultent, Remèdes à y apporter) contient à peu près toute la question monétaire et se prête à l'exposé de tous les systèmes ; nous avions indiqué que cette discussion générale serait ouverte dès la première séance, mais, avant de l'entamer, je pense qu'un certain nombre de membres étrangers du Congrès ont peut-être quelques communications à présenter et qu'il vaudrait mieux les entendre tout d'abord.

M. Alphonse Allard. — M. le président nous a cité tout à l'heure les paroles prononcées à Londres par lord Salisbury en réponse à la députation de la Ligue bimétallique anglaise. Nous attachons beaucoup d'importance aux déclarations des ministres anglais. Je pense qu'il conviendrait, avant de passer à la discussion de notre programme, de prier MM. les délégués de la Ligue bimétallique anglaise ici présents, de vouloir bien nous dire ce qui s'est passé à ce sujet dans leur pays, et quel est le véritable sens que nous devons attacher aux paroles du premier ministre d'Angleterre. (*Approbation.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Grenfell.

M. Grenfell. — Messieurs, je défère à votre invitation d'aborder la grande question du bimétallisme, mais je dois d'abord vous déclarer que je me présente devant vous non pas comme administrateur et ci-devant gouverneur de la Banque d'Angleterre, ni comme trésorier du club des économistes à Londres, car j'avoue que la majorité de mes collègues à la Banque et même, je le crains, une bonne partie de mes confrères du club sont monométallistes. Je suis à ce Congrès le délégué d'une association volontaire nommée la « Ligue bimétallique de l'Angleterre », laquelle, par une résolution formelle, m'a chargé de la représenter dans les débats qui vont avoir lieu. Je suis accompagné du secrétaire de la Ligue et de plusieurs membres représentatifs de grands intérêts : un grand propriétaire foncier, ancien membre du parlement, le propriétaire d'une monnaie à Birmingham, et un professeur distingué de l'école moderne de l'économie politique à l'université de Londres.

Messieurs, je vous prie de croire que je n'ai nullement l'intention de vous présenter une longue étude sur la question abstraite de la

monnaie, mais je ne croirais pas obéir à mon mandat si je m'abstenais de vous donner un rapport très court sur l'état de la question dans mon pays.

Il y a deux grands obstacles à vaincre en Angleterre. L'un est général et l'autre particulier. L'obstacle général, c'est l'encombrement des voies parlementaires, ce qu'on appelle l'obstruction. L'obstacle particulier, c'est la conviction qu'ont la plupart des membres de l'ancienne école des économistes anglais, que le dernier mot a déjà été dit, au sujet de l'étalon monétaire, dans les discussions du commencement de ce siècle, par le premier lord Liverpool et par ceux qui ont suivi ses traces.

Messieurs, un philosophe français du siècle passé, en parlant des études mathématiques en Angleterre, a prétendu que le succès de Newton avait eu l'effet de les retarder plutôt que de les encourager, et il en donnait pour raison que les Anglais étaient si satisfaits de la renommée de Newton et des résultats de ses travaux, qu'ils paraissaient croire qu'il n'y avait plus rien à y ajouter. Je ne sais pas si cette observation spirituelle était fondée à l'égard des travaux de Newton, mais je suis convaincu qu'elle est parfaitement exacte à l'égard de l'étude des étalons monétaires.

Messieurs, il y a parmi vous deux membres de ce Congrès qui ont été envoyés par le gouvernement britannique pour suivre le cours de vos débats ; ce n'est donc pas à moi de m'arroger le droit de parler au nom de mon gouvernement, mais je ne me crois pas empêché de vous citer quelques-unes des observations faites par les ministres.

Vous savez, messieurs, que nous avons eu deux commissions royales : l'une pour faire une enquête sur l'état du commerce général, et l'autre pour tâcher de résoudre les questions actuellement soumises à ce Congrès ; et que les séances de ces deux commissions ont duré quatre ans, et ont donné lieu à des « blue books » innombrables, qui ont encombré les bibliothèques ; or, je vais vous dire, messieurs, la conclusion à laquelle les ministres de mon pays sont arrivés après avoir censément parcouru avec attention cette masse de matériaux.

Le premier ministre n'est pas encore parvenu à la connaissance élémentaire de la question, à savoir que les économistes continentaux et américains sont déjà depuis longtemps arrivés à la conclusion que le bimétallisme serait possible, pourvu que la plus grande nation commerciale du monde y consentît. C'est sans doute avec un

très grand étonnement que vous avez entendu les paroles sérieuses du premier ministre, en réponse à un mémoire qui lui était présenté et qui était appuyé par une députation de près de cinq cents personnes de la plus haute influence.

M. le président a déjà cité les paroles du premier ministre et je ne les lirai pas une seconde fois, je me bornerai à en reproduire la conclusion : « Faites donc en sorte, a-t-il dit, que cette question « ne soit pas entachée de préjugés insulaires. Engageons le débat « avec le monde monétaire et le monde politique tout entier, et « efforçons-nous de dégager des lumières que nous sommes tous en « état d'y apporter, des leçons susceptibles de nous faire aboutir « à un résultat certain et fécond. »

Ces paroles ne laisseront pas que de vous étonner. Il paraît que le premier ministre de mon pays est de l'avis qu'il faut non pas résoudre la question qui a été discutée pendant quatre ans par les commissions inaugurées par lui-même, et dans la presse pendant dix-sept ans, et par deux ou trois conférences internationales, mais qu'il faut recommencer à fond en apprenant l'A. B. C. de la science monétaire, et rétablir, si nous le pouvons, les conclusions qui ont été prouvées *usque ad nauseam.*

Messieurs, je vous ai déjà parlé de l'étonnement avec lequel j'ai écouté les paroles du premier ministre, quoique je fusse très charmé de recevoir le conseil de ne pas donner à nos discussions une couleur insulaire. Maintenant, je vous prie d'écouter ce qu'a dit le ministre des finances, dans un discours d'une impartialité complète.

« Je sais bien que la plupart des monométallistes s'attachent si « fortement à leurs opinions qu'il y en a plusieurs, comme la « plupart des fidèles les plus orthodoxes, qui ne savent pas donner « les raisons de leurs croyances. Je dois dire que quand ces per- « sonnes s'apercevront de la force de leurs adversaires, — je ne « dis pas la force croissante, de crainte que cela n'indique un « préjugé contre les monométallistes, — mais quand ils verront « l'énergie avec laquelle vous poursuivez votre lutte, il sera de leur « devoir d'imiter les efforts que vous faites pour éclairer le public, « et non pas de se taire et de se tenir à l'écart, comme si leur foi « était tellement orthodoxe qu'il ne fût nullement nécessaire d'avan- « cer quelque chose pour la défendre? »

Messieurs, voilà les opinions de ceux qui sont au pouvoir, mais, comme vous le savez tous, il y a une grande lacune qui sépare le pouvoir de la faculté d'agir.

Ceux qui sont au pouvoir chez nous, comme ailleurs, dépendent de l'opinion publique et des moyens que possède l'opposition de leur faire une concurrence heureuse. Or, notre opposition est conduite par M. Gladstone, qui se croit dispensé quelquefois de faire des études sur les questions les plus épineuses, sur lesquelles il est pourtant toujours prêt à parler et à avoir une opinion. Eh bien, M. Gladstone a déclaré (quoique rien au monde ne le persuaderait de parcourir ce qu'on a dit ou écrit à ce sujet) que le bimétallisme est synonyme de deux autres expressions : la protection et la répudiation des dettes publiques. Cette thèse n'est pas, selon moi, susceptible de preuve.

M. Gladstone m'a adressé, en date du 29 juin, une lettre en réponse à une question que je lui ai faite au sujet d'un discours dans lequel il avait présenté le bimétallisme comme analogue à la protection. Je vais vous lire sa lettre.

« Je n'accuse pas le bimétallisme dans toutes les formes et *per* « *se* d'avoir les qualités de la protection, mais je parlais, dans le « discours que vous citez, du mouvement bimétallique, comme il « nous a été expliqué par M. Chaplin à la Chambre des com- « munes, comme étant, selon moi, et non moins distinctement « selon lui, protectionniste dans ses effets. J'admets que cette pro- « position présuppose qu'il ne désire pas que la valeur actuelle « soit la proportion légale et qu'il ne remercierait pas le Parlement « pour une déclaration que l'or serait dans la proportion de 1 à 22. « Je n'ose pas dire qu'une telle déclaration serait protectionniste.

« Je suis pourtant fortement de l'opinion que l'existence d'un « étalon quelconque n'implique pas nécessairement une interven- « tion dans le commerce ; qu'un tel étalon devrait être un simple « étalon ; que l'or est le meilleur étalon ; et que, *cæteris paribus*, ce « serait mieux d'avoir un même étalon partout ; qu'un change- « ment de l'étalon (même pour en avoir un meilleur) pourrait « entraîner des inconvénients au moins temporaires ; et que, de « changer l'étalon pour un pire, en le faisant double, serait une « erreur sérieuse et permanente, même dans le cas où le chan- « gement serait fait en raison des valeurs actuelles.

« Je ne doute pas que l'on puisse contester ces propositions, « mais j'espère ne jamais ajouter une contention sur le bimétal- « lisme à celles de ma vie longue et trop contentieuse. » (1)

(1) La dernière phrase, malgré son anglicisme, a été conservée pour laisser à la traduction la couleur de l'original.

Voilà la lettre intéressante de l'homme d'État du passé. Nous avons pour nous ceux de l'avenir, et notamment M. Balfour, un homme très fort, et M. Chaplin, la dernière recrue du corps ministériel.

Messieurs, ces opinions de M. Gladstone sont celles de tous ceux qui ont étudié l'économie politique depuis 1815 jusqu'à l'époque des économistes français de nos jours, et qui sont résolus à ne pas rentrer au collège pour suivre le cours des idées nouvelles. Ce sont les opinions de ceux qui, comme les successeurs de Newton, sont de l'avis que le dernier mot a été dit à ce sujet, et que c'est une perte de temps que de tâcher de rien ajouter aux travaux de Locke et de ses disciples.

Au moins le gouvernement ne partage pas cette satisfaction fatale, et il nous encourage à persévérer, seulement avec tous les retards possibles.

Messieurs, après ces explications, vous ne serez pas étonnés des obstacles à travers lesquels nous avons, avec plus ou moins de succès, tâché de nous frayer un chemin.

Messieurs, je me suis bien gardé de tenir des propos insulaires, je crains même d'avoir trop dénigré les façons d'agir de mon pays. Je déclare que cette question me semble essentiellement cosmopolite, et que les lois sur la circulation monétaire sont tout aussi susceptibles d'une entente internationale que les douanes, les postes, les télégraphes, les phares, les signaux maritimes et beaucoup d'autres affaires de moindre importance dont on a fait l'objet de traités innombrables.

En voyant les hommes d'État hostiles ou (lorsqu'ils sont favorables) si pleins de froideur, la Ligue bimétallique s'est déterminée à faire appel à un autre tribunal, à savoir le peuple dans ses assemblées primaires. La Ligue a fait imprimer pour le Congrès un compte rendu des diverses corporations ou sociétés ouvrières qui ont entamé des discussions à ce sujet; vous y verrez qu'une grande partie de ces associations sont bien disposées à l'égard des réformes que nous recommandons. Mais nous avouons que c'est une tâche assez difficile que d'ajuster les débats sur un sujet aussi subtil que celui-ci avec la tendance des esprits dans une assemblée populaire. Si Locke et Newton ne sont point d'accord, si, dans un siècle où les lumières se répandent avec une rapidité étonnante, une partie des économistes français et des économistes américains est en lutte avec la majorité des anciens économistes anglais, com-

ment peut-on s'attendre à un jugement satisfaisant de la part des ouvriers et de leurs délégués ?

Il ne me reste plus qu'à parler de la presse de Londres.

Au moins ceux qui ont adopté la presse comme carrière, ne sont pas intéressés à la protection des classes créancières. Les classes créancières, dont la plupart sont libre-échangistes, demandent à haute voix la protection pour leurs industries. Et il faut avouer que les classes créancières jouissent d'une très haute influence à Londres.

Je ne sais pas si cette influence est l'origine de l'attitude de la presse de Londres. Tout ce que je sais, c'est qu'il est presque impossible de persuader les grandes autorités de la presse quotidienne de Londres, de permettre l'insertion des lettres ou articles soutenant l'idée bimétallique.

Messieurs, à tout cela, quel remède y a-t-il ? Je n'en connais qu'un : c'est que tous les autres gouvernements fassent des arrangements entre eux pour tenir encore un « congrès d'action », avec pleins pouvoirs de terminer cette controverse dans le sens qui leur sera dicté par leur propre opinion, et de mettre en pratique les théories qu'ils admettent, en laissant à mon pays le blâme qui s'attache aux nations qui mettent des obstacles dans la voie de ceux qui désirent faire avancer la civilisation du monde.

Le libre échange n'est pas adopté par le monde. Je le déclare un fait indiscutable.

Mais il n'y a, que je sache, aucune raison qui s'oppose à ce qu'une monnaie internationale soit créée, et, selon moi, une monnaie internationale marquerait une bonne étape sur la grande route du libre échange.

Messieurs, je vous prie d'agréer ma reconnaissance pour l'attention avec laquelle vous avez bien voulu écouter ce discours, dans lequel je me suis efforcé de vous rendre compte de ce que la Ligue anglaise a fait depuis la dernière Conférence de Paris. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. le docteur Otto Arendt, secrétaire de la Ligue bimétallique allemande.

M. Otto Arendt. — Messieurs, je me présente ici comme délégué de la Ligue bimétallique allemande. Cette Ligue réunit beaucoup de membres du parlement, des industriels, des agriculteurs, des hom-

mes de science, qui sont tous convaincus que la crise économique que nous avons éprouvée peu de temps après l'introduction en Allemagne de l'unique étalon d'or, est due à la dépréciation de l'argent qui en a été la conséquence. Nous avons fait de l'agitation dans ce sens, nous avons rencontré des partisans du bimétallisme dans toutes les parties de l'Allemagne, et nous sommes parvenus à empêcher la démonétisation des thalers. Mais le gouvernement de mon pays commence à reconnaître la possibilité d'établir le bimétallisme ; et des conférences monétaires ont été organisées dans ce but. Je veux dire qu'en Allemagne nous n'avons pas l'espoir que le bimétallisme puisse s'établir sans l'Angleterre, mais nous avons la conviction que notre gouvernement prendra une détermination conforme à celle que prendra l'Angleterre.

Je dois dire à M. Grenfell que, si nous sommes protectionnistes en Allemagne, c'est à cause de l'unique étalon d'or. Il peut assurer à M. Gladstone que, dès que l'Angleterre sera revenue au bimétallisme, nous ne croirons plus le protectionnisme nécessaire et nous reviendrons au libre échange. Mais si l'Angleterre ne marche pas avec les autres peuples dans la voie du bimétallisme, il n'est pas douteux pour moi que l'Allemagne n'aille encore plus avant dans le système protecteur.

J'ai l'honneur, messieurs, de vous apporter une lettre de M. de Kardorff, membre du parlement allemand et président de notre Ligue bimétallique. Si M. le président me le permet, je vais en donner lecture.

M. de Kardorff s'exprime ainsi :

« A mon plus vif regret je suis empêché de prendre part aux séances du Congrès monétaire international qui s'ouvre à Paris.

« Comme président de l'Association allemande pour l'établissement d'un double étalon universel, je crois qu'il est de mon devoir d'affirmer que, si l'Empire allemand n'envoie pas officiellement des délégués pour prendre part à ces conférences, aucun doute du moins ne peut subsister qu'il ne se rende parfaitement compte de la gravité et de l'importance à tous les points de vue de la question monétaire.

« Le chancelier de l'Empire, prince de Bismarck, a bien refusé, à plusieurs reprises, de prendre, au nom de l'Empire allemand, l'initiative du règlement de la question monétaire, mais, en même temps, il a laissé entendre clairement que l'Allemagne prêterait

tout son concours à la Grande-Bretagne, si cette dernière puissance prenait l'initiative pour arriver à ce but.

« Cette conduite du gouvernement ne répond pas entièrement aux vues de ceux des bimétallistes allemands qui, comme moi-même, préféreraient une ligue bimétalliste comprenant les États-Unis, les États formant l'Union monétaire latine et l'Empire allemand, dont l'Angleterre serait exclue, à une ligue dont l'Angleterre ferait partie ; mais un certain nombre de mes amis, au contraire, approuvent complètement la conduite du gouvernement, et nous autres ne savons que trop bien que tous nos efforts, sans l'appui du gouvernement, seraient tout à fait inutiles, et ne trouveraient même pas une approbation suffisante auprès du peuple allemand.

« Ainsi donc la solution de la question si importante, à savoir si l'anarchie monétaire, qui règne à présent, doit continuer au grand préjudice de toutes les nations civilisées, ou bien si l'on doit sérieusement tenter de régler cette question dans l'intérêt de la civilisation universelle par une convention internationale, est soumise uniquement au bon vouloir et aux résolutions du gouvernement anglais ou plutôt du parlement anglais.

« J'espère que les conférences du Congrès qui se réunit à Paris, auront pour résultat d'amener le gouvernement et le peuple anglais à prendre l'initiative pour résoudre cette question.

« Suivant moi, sans la solution de la question monétaire, on ne pourra non plus aboutir dans la question la plus grave de la politique intérieure de la Grande-Bretagne, je veux parler de la question irlandaise, et arriver à une pacification satisfaisante.

« Car la question irlandaise, par sa nature même, est une question principalement agraire, et ce sont justement les intérêts agricoles du monde civilisé qui souffrent le plus de l'abaissement des prix, suite naturelle et inévitable de l'*appréciation* de l'or, c'est-à-dire de l'augmentation de la valeur marchande et intrinsèque de l'or.

« Nul système d'exploitation ne peut protéger une population agricole de l'appauvrissement et de la misère, tant qu'il faut redouter des abaissements de prix de longue durée qui absorbent systématiquement les profits de toute espèce de l'agriculture.

« Si les intérêts de la population rurale du monde entier sont les mêmes quant à la question monétaire, les intérêts de l'Empire des Indes, ainsi que ceux des grands centres industriels de l'Angleterre, paraissent démontrer explicitement que l'Angleterre surtout a

tout avantage à se mettre à la tête du mouvement pour le règlement définitif de cette question brûlante.

« La solution de cette question ne manquera pas d'exercer une influence bienfaisante sur le développement économique des nations, elle amènera une pacification des éléments mécontents, turbulents et anarchistes des peuples, et se montrera ainsi comme une garantie solide de la paix extérieure et intérieure. »

M. Léopold Dreydel. — Un mot seulement. Comme l'orateur précédent vient de le dire, une certaine quantité de thalers a été conservée dans la circulation en Allemagne. J'ai pu constater l'année dernière que, dans les caisses publiques des provinces rhénanes, des petits payements de 100 à 2,000 marks, employaient une proportion de 20 à 60 % de thalers.

M. Magnin, *président*. — La parole est à M. Moret y Prendergast.

M. Moret y Prendergast. — J'ai demandé la parole pour une question préalable. Il ne s'agit pas ici d'un congrès ordinaire pour éclairer l'opinion sur les affaires monétaires : le rôle du Congrès a été tracé par le chef du cabinet anglais et par M. Goschen, dans leur réponse à la députation des bimétallistes anglais, ce qui donne à nos travaux une portée exceptionnelle. Il ne s'agit donc pas de discussions théoriques, ni d'exposition de doctrines, mais de faits clairs et précis destinés à former la conviction des hommes d'État et à les déterminer à l'action.

Les faits sont pour la plupart consignés dans les deux grandes enquêtes anglaises, mais leur valeur est rehaussée par les informations que nous venons d'entendre et par le discours de notre Président, dont personne ne peut méconnaitre l'autorité et l'importance ; il s'agit donc d'agir et, pour nous, de montrer les raisons sur lesquelles nous nous appuyons pour réclamer une entente des gouvernements sur la question monétaire. Est-ce qu'on peut continuer à vivre dans la situation actuelle? Doit-on en sortir? Oui ou non? Voilà toute la question, telle que je la comprends : voilà le but du Congrès.

Il est possible qu'on nous oppose les avantages du *statu quo*, et que l'appel de M. Goschen soit inutile, les monométallistes se sentant soutenus par la force d'inertie. Dans ce cas, nous devrions faire des efforts d'autant plus extraordinaires que la lutte électorale en France nous enlève des auxiliaires des plus importants. Mais si on

prétend soutenir le *statu quo*, il nous faudra repousser certains arguments. On ne peut pas dire que les pays à double étalon ont éprouvé des secousses qui sont inconnues de l'Angleterre et de l'Allemagne, car ceux-là surtout n'ont pas le droit de critiquer notre santé qui sont la cause de notre maladie, ayant troublé profondément, depuis 1873, le système monétaire de l'Europe.

J'ai écouté avec une grande surprise l'assertion de M. Gladstone assimilant le bimétallisme au protectionnisme. Il est vrai que, dans sa lettre à M. Grenfell, M. Gladstone explique et atténue beaucoup le sens de ses paroles, mais il suffit que l'idée ait été formulée pour que nous ayons tout intérêt à la réfuter. Car c'est à cause de l'*appréciation* de l'or que les prix des choses ont baissé, et c'est en présence de cette baisse persistante que les agriculteurs surtout ont demandé et obtenu des droits de douane. C'est donc le monométallisme qui a enfanté le retour à la protection douanière et qui a droit à la parenté avec le protectionnisme que M. Gladstone a voulu imputer aux bimétallistes.

Nous sommes ici en face d'un problème d'un intérêt supérieur. Les gouvernements nous demandent notre avis, les faits réclament une solution. Il ne paraît pas possible de rester dans la même situation depuis l'enquête anglaise et la gravité de la crise. L'Union latine arrive à échéance : elle n'est pas dénoncée, mais elle peut l'être et, en tout cas, il faut trouver une solution solide qui nous mette à l'abri des secousses et des crises. Le monométallisme-or ne pourra pas se présenter comme une solution, car il ne l'est pas du moment que tout l'Orient est monométalliste-argent. Il ne reste donc que la convention internationale pour régler d'un commun accord les rapports entre les deux métaux. (*Vifs applaudissements.*)

M. Théodore Mannequin. — M. le Président, j'ai préparé une réponse très courte et très catégorique à toutes les questions posées par le programme, et si vous me le permettez, je voudrais la communiquer au Congrès avant la discussion particulière du bimétallisme qui va s'ouvrir.

M. Magnin, *président.* — Vous avez la parole.

M. Mannequin. — Messieurs, je considère que tout système monétaire revient à une question de métrologie, parce que la mon-

naie est une mesure de la richesse et que toute altération d'une mesure de la richesse est une altération de la justice distributive.

En ma qualité de *monométalliste*, pour parler le langage des honorables initiateurs de ce Congrès, je réponds ainsi à notre programme :

1° Si scrupuleux que soient les statisticiens, ils ne peuvent absolument pas compter sur une exactitude suffisante de leurs affirmations en matière de métaux monnayés. Les données du monnayage ne leur manquent pas sans doute, mais celles de la destruction accidentelle ou clandestine des monnaies leur font complètement défaut; d'ailleurs, le spirituel rédacteur du rapport que nous connaissons me permettra cette observation : fût-elle exacte, la connaissance des quantités d'or et d'argent monnayés dans le monde civilisé, n'est pas plus utile à la métrologie économique que ne pourrait l'être à la métrologie ordinaire celle des quantités de matières longues employées à la représentation du mètre dans le même monde.

2° Les métaux précieux ont toujours baissé simultanément depuis la découverte de l'Amérique et toujours l'argent a baissé plus que l'or. Il en a été autrement de nos jours avec la production aurifère si abondante et si soudaine de la Californie et de l'Australie, mais pendant quelques années seulement et dans une proportion insignifiante. La baisse interrompue de l'argent relativement à l'or a recommencé depuis vingt ans environ avec une intensité sans exemple dans le passé, bien que la production exceptionnelle de l'or n'eût pas continué. Il y a là, messieurs, un phénomène normal que j'expliquais déjà il y a trente ans, alors que des économistes éminents pronostiquaient une baisse de l'or capable d'en faire tomber la valeur au niveau de celle de l'argent.

Ce phénomène le voici : quand, toutes choses égales d'ailleurs, deux produits qui baissent à la fois répondent concurremment aux mêmes besoins, celui des deux qui y répond le mieux baisse moins que l'autre, parce que la demande en augmente beaucoup plus que celle de l'autre, en supposant que celle de l'autre augmente, ce qui n'arrive pas toujours. Il en est ainsi à plus forte raison quand le produit qui baisse le moins est le plus riche des deux. Ce phénomène est évident pour les subsistances; mais pour ce genre de produits, dont la consommation est rapide, il est momentané, tandis que pour les métaux précieux, dont la consommation dure indéfiniment, il dure comme leur consommation.

3° Les dommages que la baisse de l'argent et les fluctuations de sa valeur relativement à la valeur de l'or causent au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et aux finances publiques, sont d'autant plus grands que la législation prétend faire davantage pour les prévenir ou les atténuer, alors surtout que pour cela elle altère les trois conditions suivantes de toute bonne monnaie : l'*exactitude* comme mesure de la richesse, la *commodité* comme instrument des échanges, et l'*économie* comme dépense publique.

4° Le rétablissement du double étalon traditionnel sur des bases nouvelles aurait les conséquences trop connues que ce régime a toujours eues : il ferait sortir alternativement l'or et l'argent de la circulation et baisser la monnaie. Les *bimétallistes* prétendent que leur système n'aurait pas ces conséquences. Messieurs, ce n'est pas la loi qui produit ces conséquences, c'est le double étalon, et il y aurait naïveté grande ou témérité à supposer qu'une loi nouvelle, internationale ou nationale, pourrait empêcher les effets d'une cause qu'elle conserverait ; et le pays qui souscrirait à une loi semblable assumerait devant l'histoire une triste responsabilité. N'oublions pas d'ailleurs que le régime de l'étalon monétaire unique a pour patrons historiques dans l'Europe moderne, Locke, Newton, les savants fondateurs du système métrique en France, lord Liverpool et le législateur anglais de 1816.

La loi nouvelle ne parviendrait jamais à fixer les valeurs relatives de l'or et de l'argent, mais elle pèserait arbitrairement sur la production, la distribution et la consommation des métaux précieux pour en altérer la liberté, c'est-à-dire la moralité ; et si elle parvenait à ses fins elle aboutirait à une inconséquence dont les *bimétallistes* ne semblent pas se douter : elle engendrerait l'étalon unique d'or. En effet, l'or et l'argent monnayés ayant toujours respectivement les mêmes valeurs ne feraient plus qu'un étalon en deux métaux, et alors celui des deux qui a seul les aptitudes nécessaires à la fonction d'étalon véritable, le plus riche, l'or, prendrait dans la circulation la place qui caractérise cette fonction, la plus grande, comme en Angleterre. Sans doute la loi nouvelle pourrait disposer que chaque État lié par elle conservât ou frappât une certaine quantité de monnaies d'argent ; mais elle ne ferait pas que ces monnaies circulassent si le commerce n'en veut pas comme en France, et alors il arriverait que, malgré sa disposition, l'argent qui hausserait peut-être momentanément, baissât de nouveau et plus que jamais.

Les mesures transitoires à adopter pour l'établissement de l'étalon unique d'or pourraient être onéreuses dans les pays comme la France, qui ont un stock excessif de grosses monnaies d'argent, mais elles seraient d'autant plus onéreuses qu'on aurait plus attendu pour les prendre. Avec cet étalon, le service des échanges est beaucoup moins coûteux qu'avec le double étalon. J'estime qu'avec le régime sans nom qu'elle a aujourd'hui pour un pareil service, la France peut dépenser deux cents millions de francs de trop chaque année.

5° Les avantages et les inconvénients des *unions monétaires* nous apparaissent clairement dans les résultats de la Convention de 1865 entre la France, l'Italie, la Suisse et la Belgique. Cette union s'imposa à la France à la suite d'une altération des petites monnaies d'argent, en Suisse et en Italie, altération préjudiciable à la France, dont le double étalon a toute la responsabilité. Elle a eu pour effet : 1° de supprimer la liberté du monnayage dans les pays unis; 2° de soulever entre ces pays des difficultés odieuses pour le retrait des monnaies d'argent à un moment donné; 3° de conserver sans emploi, en France pour le moins, une masse considérable de pièces de 5 francs d'argent dont le commerce ne veut plus ; enfin 4°, avec cette conservation, d'autoriser une circulation excessive de billets de banque, sous prétexte que l'établissement qui les émet en a la contre-partie dans ses caves.

Cependant l'union en question a eu son utilité, mais sans préméditation de ses fondateurs. Elle a conservé ou imposé l'étalon unique d'or de fait, que le mécanisme aveugle du double étalon avait apporté aux pays unis à l'époque où l'or baissait plus que l'argent, et qu'il leur aurait enlevé plus tard avec la baisse de l'argent; enfin, avec cette imposition, elle a préservé les mêmes pays d'une baisse considérable de leur monnaie.

6° La meilleure circulation monétaire ne peut être garantie efficacement que par la liberté du monnayage, à la condition, bien entendu, que la frappe des monnaies, dont la valeur légale est supérieure à la valeur marchande, ne profite qu'à l'État, et qu'il n'en soit pas abusé.

7° Je rappellerai, au sujet de la monnaie internationale, que le Congrès monétaire du Champ-de-Mars, en 1867, s'en occupa tout spécialement. Ce congrès, dont j'avais l'honneur d'être membre, s'était donné la mission d'étudier le meilleur système possible de *poids et mesures* pour en conseiller l'uniformité à tous les peuples civilisés.

Il adopta sans hésiter toutes les mesures françaises, une seule exceptée, la *monnaie*, parce qu'elle est *bimétallique*. On lui soumit pourtant un système de pièces d'or qui aurait compliqué excessivement les monnaies nationales sans utilité réelle pour le commerce international; mais, après un commencement de réalisation officiellement encouragé, ce système avorta.

Messieurs, l'étalon unique d'or à bases décimales, dont l'unité ne serait ni trop grande ni trop petite, voilà, suivant moi, la réponse la plus sage à la septième question de notre programme.

Je termine, messieurs, en conjurant les hommes éminents qui ont pris l'initiative de ce Congrès de renoncer au *bimétallisme*, dont l'essai serait désastreux pour le monde civilisé, sans donner les résultats qu'en attendent les mineurs américains. On disait autrefois : *Noblesse oblige;* n'hésitons pas à dire aujourd'hui, si modestes que soient nos titres : *Science oblige*, la science économique surtout qui n'a pas encore donné les splendides résultats qne ses fondateurs avaient promis à l'humanité. (*Applaudissements.*)

La séance est levée à midi 10. La séance suivante est fixée, ce même jour, à 2 heures et demie du soir.

DEUXIÈME SÉANCE

Le mercredi 11 septembre 1889, à 2 heures et demie du soir au Palais du Trocadéro

---

Présidence de M. J. Magnin.

Sommaire. : M. Boissevain. — M. Henri Cernuschi. — M. Adolphe Coste. — M. Charles Spitzer.

Prennent place au bureau : MM. J. Magnin, président; Adolphe Coste et Arthur Raffalovich, secrétaires.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

M. Magnin, *président*. — La parole est à M. Boissevain, d'Amsterdam, pour une motion d'ordre.

M. G.-M. Boissevain. — Je veux d'abord adresser à M. le président, comme à l'un des représentants du gouvernement de la France, tous nos remerciements d'avoir bien voulu nous inviter à ce Congrès monétaire de 1889. Je crois, messieurs, que notre réunion fait dignement partie des fêtes du centenaire de la grande Révolution. Cette réunion pourra contribuer à ouvrir une voie nouvelle au pro-

Et maintenant, me référant à ce qui a été dit par M. Goschen, je propose que messieurs les monométallistes veuillent bien répondre au défi qui leur a été porté, — et c'est là l'objet de la motion d'ordre que j'ai l'honneur de vous proposer, — qu'ils veuillent bien nous dire pourquoi ils combattent le bimétallisme ? Je ne suis ni anglais ni français, j'ai seulement beaucoup de sympathie pour tout ce qui touche à la France, qu'il me soit donc permis, en ma qualité d'étranger, de poser cette question aux monométallistes.

Ici, en France, vous avez fait du bimétallisme, non pas comme il doit être fait, mais sur un terrain restreint; tandis que ce qu'on désire, c'est son internationalité, c'est-à-dire que le bimétallisme soit un système adopté, non pas seulement par quelques nations, mais par le monde commercial tout entier.

Les inconvénients même qu'on peut reprocher à l'Union latine ne prouvent rien contre une convention monétaire internationale. Ils disparaîtraient par cette convention internationale qui mettrait fin aux crises qui se sont manifestées dans ces vingt dernières années.

Je le répète, M. Goschen a posé la question très nettement, il a dit : « Quels sont les arguments qu'on fait valoir contre le bimétallisme ? » Eh bien, messieurs, ma motion d'ordre est celle-ci : Que messieurs les monométallistes veuillent bien répondre à cette question et nous faire savoir les objections qu'ils élèvent contre un bimétallisme véritable et international.

M. Magnin, *président*. — La parole est à M. Adolphe Coste.

M. Adolphe Coste. — Messieurs, nous avons un grand désavantage dans toute cette discussion. Nous sommes desservis par la qualification de « monométallistes » que vous nous donnez, que nous acceptons sans y prendre garde, et vous êtes au contraire très bien servis par le titre de « bimétallistes » que vous vous êtes accordé.

Vous savez quelle est la puissance des mots. Dans l'esprit du public, *bimétallisme* signifie emploi de deux métaux, par conséquent abondance de monnaie. *Monométallisme*, au contraire, veut dire emploi d'un seul métal; il paraît donc synonyme de restriction monétaire. Eh bien, ce n'est pas cela du tout. Il peut y avoir autant d'abondance monétaire avec le monométallisme qu'avec le bimétallisme; il peut même y en avoir plus.

Laissez-moi éclaircir ma pensée par un ou deux exemples.

Il y a cent ans (nous sommes en plein centenaire, il n'est donc pas hors de propos de rappeler ces faits), en 1785, le rapport légal de l'or à l'argent était en France de 1 à 14, 62 1/2; il était au dessus du rapport réel; aussi l'or avait-il presque disparu de la circulation, personne ne voulait s'acquitter d'une dette de 24 livres avec un louis d'or qui valait 25 livres 10 sous : on ne payait plus qu'en argent. A cette époque, le bimétallisme avait donc eu pour résultat une restriction monétaire. M. de Calonne, pour faire reparaître l'or, dut

et de la base [illegible]

Supposez, au contraire, que le monométallisme légal soit proclamé, c'est-à-dire que le payement en or soit déclaré obligatoire pour les gros règlements, de 1,000 francs et au dessus, la Banque ni le Trésor ne pourraient plus refuser ce métal à leurs créanciers; par contre, ils pourraient l'exiger de leurs débiteurs, ce qui alimenterait leurs encaisses. Il n'y aurait d'ailleurs aucune raison de démonétiser pour cela l'argent, qui continuerait à servir pour les règlements inférieurs à 1,000 francs, lesquels, à en juger par la circulation relative des billets de banque de petite coupure, sont d'une importance égale dans leur ensemble à la masse des gros règlements (2).

Nous aurions, dans cette hypothèse, sous un régime légal de monométallisme, une circulation réelle des deux métaux plus libre, plus abondante que sous le bimétallisme. En même temps, les changes

(1) « On ne peut prétendre, fait observer le docteur Soetbeer, que ce rapport correspondit exactement en 1785 au rapport existant réellement dans les affaires courantes, car, à cette époque, le marc d'or ne valait réellement que 15 marcs d'argent. La nouvelle ordonnance monétaire française avait clairement pour but d'élever le cours et la valeur nominale des nouvelles monnaies d'or, d'attirer ainsi les apports de ce métal dans les Hôtels monétaires et d'empêcher la fonte et l'exportation à l'étranger de ces nouvelles espèces... »

(2) Au 31 janvier 1889, la somme des billets de banque de 1,000 francs ne représentait en France que 41,42 0/0 de la circulation totale; les billets de 100 francs et de 50 francs représentaient 54,34 °/₀ de la circulation totale des billets.

seraient améliorés, il n'y aurait plus prétexte à des relèvements du taux de l'escompte et de la prime de l'or. Le commerce en éprouverait un véritable soulagement.

Ces exemples et cette supposition vous prouvent que la question du bimétallisme ou du monométallisme est tout à fait indépendante de la question de l'abondance ou de la restriction monétaire.

Messieurs, s'il m'était permis d'avoir une opinion, je tiendrais pour l'abondance de la monnaie, avec Michel Chevalier, Mac Culloch, Roscher, invoqués par M. Dana Horton à la Conférence de 1881 (1), et aussi avec M. Léon Say, qui a fait connaître sa pensée sur ce point, lors de la discussion à l'Académie des sciences morales et politiques, à propos du mémoire de M. Allard.

Je vous demande la permission de citer quelques-unes des paroles de M. Léon Say :

« Toutes les fois, dit-il, que les métaux précieux affluent dans un pays, les affaires y deviennent plus actives, et personne n'a perdu le souvenir de ce qui s'est passé en Europe après les découvertes de l'or de Californie. David Hume l'avait déjà remarqué au XVIIIe siècle : « Quand le numéraire, disait-il, commence à affluer, toute « chose revêt une face nouvelle ; le travail et l'industrie prennent de « l'animation... » On peut croire, ajoute M. Léon Say, que le pays dans lequel afflue le numéraire n'est pas enrichi par cette importation, mais il est certain qu'il s'y produit un changement dans la distribution de la richesse antérieurement acquise. »

Je ne crois pas, en effet, que l'accroissement de la monnaie soit par lui-même une augmentation de richesse, mais c'est un accroissement de l'opinion que nous avons de notre richesse, et alors nous en recevons une stimulation plus grande pour notre activité et notre production. Les revenus fixes (salaires, intérêts, loyers) peuvent tout d'abord en souffrir quelque peu, mais les profits en sont favorisés, et c'est là le principal ressort de la production et de la répartition.

Donc, il faut se réjouir d'une augmentation de monnaie, mais à condition qu'elle soit mesurée, qu'elle nous donne l'excitation qui développe nos forces, non la fièvre et l'ivresse qui les paralysent.

Qui nous donnera la juste mesure ?

Est-ce la sagesse du législateur ? Hélas, non. Nous savons trop

(1) Procès-verbaux de la Conférence monétaire de 1881, tome II, p. 39.

que l'homme est impuissant à se refuser à lui-même les faveurs dont il a l'entière disposition.

Une seule mesure est efficace, c'est celle qui est imposée par un obstacle extérieur, c'est la difficulté de l'extraction du métal dans les mines.

Je suis d'accord avec M. Cernuschi sur ce point : il faut désirer une monnaie abondante, mais une monnaie métallique.

Mais alors je me permets de lui dire : Ne faussez pas les conditions de la production métallique, ne donnez pas une prime énorme aux extracteurs, ne leur assurez pas un débouché illimité à des prix artificiels, comme naguère avec moins de puissance on l'a voulu faire pour le cuivre.

Je m'explique.

M. Cernuschi professe que la monnaie est conventionnelle, que c'est la loi qui *crée* la valeur de la monnaie (nous, nous disons seulement qu'elle la consacre).

M. Cernuschi admet que la loi peut donner à la monnaie une valeur supérieure à celle que les transactions libres du marché donnent au lingot.

Il admet que la loi confère au kilogramme d'argent fin monnayé une valeur de 222 fr. 22 alors que l'argent lingot ne vaut que 155 fr., un peu plus ou un peu moins (1).

Il prétend donner au lingot une plus-value légale de 67 fr., c'est-à-dire de 43 ou 44 °/₀ des prix actuels.

Dès que la loi aura parlé, suivant M. Cernuschi, le lingot obéira, il remontera à la valeur légale.

Soit, mais alors, si vous voulez mon opinion, ce serait tant pis pour nous.

En faisant de la valeur du métal une valeur purement conventionnelle, vous détruiriez vous-même votre principe, qui est de mesurer la quantité de la monnaie à la difficulté de la production métallique. Vous la supprimeriez cette difficulté, puisque vous supprimeriez le prix du marché qui forme le seul obstacle, qui constitue le seul frein efficace.

Le prix actuel, si bas qu'il soit, est encore supérieur au coût de production. Ce qui le prouve, c'est l'accroissement continu de la production américaine.

(1) Le prix de 155 fr. le kilogramme d'argent fin correspond à 42 7/16 ou 42 1/2 pence l'once standard.

La production des mines d'argent des États-Unis a passé de 301,000 kilos, moyenne annuelle de la période de 1866-1870, à 1,283,000 kilos en 1887, et cela malgré les cours qui se sont abaissés de 60 5/8 pence à 44 5/8.

Les prix de l'once standard d'argent ont diminué dans la proportion de 100 à 73. La production s'est accrue dans la proportion de 100 à 426.

Je sais bien que l'on dit que plus les prix sont bas, plus les mines produisent pour se rattraper sur la quantité. Mais c'est à la condition qu'elles ne perdent pas sur le détail. Donc, à l'heure actuelle, le coût de production est encore inférieur au prix du marché, malgré la baisse déjà réalisée.

Avec un prix du lingot relevé par la loi, nous verrions la production accrue sur les mines en activité ; nous verrions de nouvelles mines rentrant en activité, celles par exemple qui ont réduit leur extraction depuis quelques années ; nous verrions enfin transformer en métal cette masse de minerai provisoirement extrait mais non traité et qui attend sur le carreau la hausse de l'argent ou le perfectionnement des procédés techniques. « Les rapports officiels, dit le professeur Lexis, montrent que la richesse en argent des États et Territoires du Pacifique est inépuisable, et que le développement annuel de cette richesse dépend uniquement de l'extension des chemins de fer, des progrès de la science et du concours du capital et du travail. La baisse du prix de l'argent a principalement pour effet de laisser à l'état brut une grande quantité de minerais pauvres qu'on ne fait qu'amasser dans l'espoir de la découverte de procédés de traitement plus économiques ou de la réhabilitation de l'argent (1). »

Or, ne croyez pas qu'il soit indifférent de provoquer à ce point la production du métal blanc ; vous en feriez du cuivre.

M. Cernuschi vous a montré la toise des deux métaux, et en invoquant les bienfaits de l'abondance de la monnaie, il vous a demandé si vraiment on pouvait s'en tenir à l'or, dont il vous montrait la proportion minuscule, et s'il fallait abandonner la masse imposante de l'argent. Cela vous a fait impression, et vous

(1) Cité par le Dr Soetbeer. Voir ci-après le Rapport sur les *Materialien* (Chap. Ier, § 2), ou page 13 de la traduction française : *Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des métaux précieux et de la question monétaire*, Paris-Nancy, Berger-Levrault et Cie. 1889.

aurez la même impression en visitant bientôt les caves de la Banque de France.

Que M. Cernuschi me pardonne de le lui dire : C'est un leurre.

D'abord, il aurait pu faire le même raisonnement à l'égard du cuivre, dont la masse est encore plus grande, et qui pourtant a été démonétisé.

Ensuite, il n'a comparé que les quantités et point les valeurs, ce qui est illusoire, car, pour les métaux précieux comme pour les hommes, c'est à leur esprit, et non à leur volume, qu'il faut les mesurer.

Enfin il ne s'est adressé qu'à de prétendus monométallistes absolus qui voudraient *hic et nunc* démonétiser l'argent. Or, c'est une espèce que je ne connais pas, ni lui non plus je suppose.

Quels sont les chiffres ou les grandeurs qu'il faut substituer d'après le Dr Soetbeer, aux proportions de M. Cernuschi?

16 1/2 milliards de stock monétaire or dans les pays civilisés.
9 1/2 — de stock monétaire argent.

---

26 milliards de métaux monnayés au total, autrement dit 63 1/2 °/o d'or monnoyé contre 36 1/2 °/o d'argent monnayé.

Vous le voyez, les proportions sont renversées.

Et il me semble qu'il ressort de ces chiffres une impression bien différente de celle que donne la toise de M. Cernuschi.

Quant à l'accroissement net annuel, il est présentement peu sensible : environ 1/2 °/o pour l'or, 1 1/2 °/o pour l'argent.

Mais, d'un coup de baguette, vous pouvez le grandir démesurément, cet accroissement.

Par trois procédés :

1° Par la surproduction des mines, comme je l'ai indiqué tout à l'heure.

2° Par le monnayage en Europe de tout ou partie de ce qui s'exporte annuellement en Asie et en Afrique : 1.500.000 kilog. d'argent, d'après M. Soetbeer, soit 3 1/2 °/o du stock monétaire argent, ce qui déjà n'est plus un accroissement négligeable.

3° Enfin, par ce que j'appellerai le déclassement de l'argent non monnayé, dont il existe, d'après M. Cernuschi, pour une trentaine de milliards (différence entre les 40 milliards figurés par la toise de M. Cernuschi et les 9 1/2 milliards de M. Soetbeer).

M. Cernuschi, *interrompant.* — Vous me faites dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai parlé que de quantités hypothétiques.

M. Coste, *continuant.* — M. Cernuschi n'insiste pas sur son chiffre conjectural, et je n'insisterai pas davantage. Je dis seulement qu'il y a, par le monde, sinon 30 milliards, du moins 25 ou 20 ou 15 milliards d'argent non monnayé, dont la conversion partielle en monnaie pourrait être provoquée, et serait certainement provoquée par votre exhaussement artificiel de la valeur de l'argent monétaire.

J'en conclus que si l'on exagérait la valeur monétaire du métal blanc on pourrait redouter, à bref délai, le grossissement considérable du stock monétaire argent. Il y aurait *inflation* très probable, des troubles dans les prix, des souffrances sociales, des spoliations.

Simultanément, l'or se retirerait de la circulation, on le thésauriserait comme le seul métal précieux offrant un refuge certain aux épargnes; on stipulerait son emploi dans tous les contrats à long terme : bref, il ferait prime.

Vous n'auriez plus de perte cotée sur l'argent, vous auriez une prime sur l'or : le résultat final serait identique, mais vous auriez, chemin faisant, troublé profondément toutes les relations sociales.

Est-ce là un but raisonnable à atteindre? Non, mille fois non.

Nous arrivons ainsi, ce me semble, à éliminer deux solutions extrêmes qui paraissent également impossibles :

Première solution extrême : La suppression de l'argent. On ne peut le supprimer, parce qu'il est trop important dans la circulation monétaire (36 1/2 °/₀ environ).

Deuxième solution extrême : Le rétablissement du rapport fixe de 15 1/2, avec la libre carrière laissée à la frappe de l'argent.

Ces deux mesures étant écartées, il y a maintenant des solutions moyennes à examiner.

On peut dire tout d'abord, en faveur d'un rapport fixe entre les deux métaux, que c'est un système qui a fait jusqu'à un certain point ses preuves : il a l'avantage d'éviter les variations trop brusques et trop fréquentes dans la valeur des métaux; il régularise leur valeur; et l'on n'a rien à dire quand il ne fait que régulariser, que consacrer une valeur établie par le libre jeu de l'offre et de la demande. Ce n'est là sans doute qu'une action provisoire, mais l'éternité n'est faite que de provisoires ajoutés les uns aux autres.

Donc, nous pouvons admettre un régime légal qui se conforme à l'actualité du marché, et qui se modifie périodiquement, lorsqu'il

est survenu des changements notables dans la valeur respective des métaux. De Calonne a changé le rapport en 1785 ; nous pourrions le changer en 1889.

Voyons-en les conséquences :

L'or valant 3,444 fr. 44 le kilog. de fin, et l'argent 155 fr., le rapport entre les deux métaux est de 22 à 1,il a même été de 22 1/2 à 1.

Faudrait-il établir ce rapport?

Faudrait-il, au contraire, admettre la probabilité d'un certain relèvement de l'argent? Je le crois.

On a parlé en Angleterre du rapport de 1 à 20 : c'est M. Samuel Montagu qui a proposé ce chiffre, dans une note complémentaire au rapport final de l'enquête anglaise. Cela suppose pour l'argent une valeur de 172 fr. 22 au kilogramme de fin ou de 47 pence 1/8 à l'once standard.

Admettons ce rapport, et raisonnons sur cette supposition. Ici se présente toute la difficulté de la réalisation.

Quel métal ajustera-t-on au nouveau rapport? Sera-ce l'or ?

Alors il faudrait faire une nouvelle opération à la de Calonne, mais dans une proportion bien plus forte. On abaisserait le poids des louis d'or, en leur conservant leur valeur nominale.

A une époque où tous les contrats sont réglés en monnaie d'or (puisque la monnaie d'argent ne vaut aujourd'hui que par comparaison à la monnaie d'or), on viendrait faire cette opération de faux-monnayage : reprendre vos louis de 6 gr. 45 et vous donner, à la place, des louis de 5 grammes ne valant intrinsèquement que 15 fr. 50. C'est avec ces louis nouveaux, en les comptant pour 20 francs, que vous payeriez vos créanciers; mais c'est avec ces louis nouveaux, qui vous seraient comptés pour 20 francs, que vous seriez payés de vos salaires et de vos loyers et de vos intérêts; c'est aussi en ces louis nouveaux que l'État serait payé de ses impôts.

Il faudrait donc reviser tous les contrats, tous les impôts. Ce serait effroyable.

Si l'on ne modifie pas la valeur des pièces d'or, ce serait donc celle des écus d'argent qu'on ajusterait au nouveau rapport?

Je le dis tout de suite, la chose est moins impossible. On peut donner à l'écu de 5 francs un poids de 32 gr. 25 au lieu de 25 grammes.

Ah! par exemple, vous ne seriez pas bénis du public, quand il recevrait pour 1,000 francs, 6 kilog. 450 au lieu de 5 kilogrammes, e pour 10,000 francs, 64 kil. 500 gr. au lieu de 50 kilogrammes.

Je crois que tout le monde refuserait cette monnaie, et que, si la Banque lui ouvrait ses comptes courants, elle irait tout entière s'immobiliser dans ses coffres.

Ce serait là un assez grave inconvénient, mais ce ne serait pas le plus grand.

Le plus grand, le voici.

A qui incomberait la perte résultant de cette augmentation du poids de la monnaie d'argent? Aux États ou aux détenteurs d'argent?

Si c'est aux États, gare aux budgets! Il y aurait une somme de 900 millions de francs à passer par profits et pertes pour l'Union latine (1).

Mais si c'est aux détenteurs d'argent qu'il s'agit de faire supporter la perte, gare aux banques! Je connais une puissante institution de crédit, la première du monde latin, qui est ici représentée par ses chefs les plus éminents, qui y perdrait beaucoup plus que son capital et ses réserves, et tout son crédit par surcroît.

Messieurs, je n'insiste pas. Je ne crois pas qu'en l'état actuel de l'Europe, personne puisse proposer une opération pareille. (*Applaudissements.*)

Alors, messieurs, récapitulons. Où en sommes nous, puisque nous avons rayé successivement toutes les solutions: le rétablissement du rapport de 15 1/2, comme contraire à la loi du marché; l'établissement d'un nouveau rapport, comme entraînant des pertubations pires que celles dont nous souffrons présentement? Que nous reste-t-il?

Il nous reste le *statu quo:* le monométallisme de fait, le monométallisme bossu, comme l'a appelé spirituellement M. Cernuschi, et comme l'a établi une personne très autoritaire qu'on appelle la force des choses.

Nous nous acheminons vers l'unique étalon d'or, puisque la monnaie d'or est la seule dont la frappe soit encore autorisée.

Et nous conservons une grande quantité de monnaie d'argent protégée par la loi, et qui ne peut pas s'accroître: assignats métalliques préservés de toute *inflation.*

(1) M. Soetbeer (voir le Rapport sur les *Materialien*, Chap. V, ou la traduction française, p. 67), évalue le stock monétaire argent de l'Union latine à 3.200 millions de marks, soit à 3.950 millions de francs sur lesquels une perte de 22 1/2 °/₀ représenterait 888.750.000 francs.

Nous avons donc l'abondance de la monnaie, et si tout l'or que les Banques possèdent n'était pas retenu en prison, comme un malfaiteur ou un débiteur malheureux, nous aurions une abondance de monnaie plus grande qu'à aucune époque et dans aucun pays.

La situation n'est donc pas très mauvaise, je parle pour la France, et il serait à mon avis facile de l'améliorer en consacrant les faits accomplis, en donnant légalement aux deux métaux les rôles que la force des choses leur a attribués.

La monnaie d'or est désormais la seule monnaie internationale, la seule monnaie-étalon ; rendez-la donc obligatoire pour toutes les transactions importantes.

La monnaie d'argent est encore très considérable, très nécessaire à conserver, mais elle ne doit plus être qu'une monnaie subordonnée, auxiliaire, facultative, cantonnée entre les frontières des États ou des Unions monétaires. Limitez donc son pouvoir libératoire aux transactions de moindre importance, à toutes celles, par exemple, qui n'atteignent pas 1,000 francs.

Je dis : « qui n'atteignent pas 1,000 francs », parce que je crois que les lettres de change de 1,000 francs et au-dessus devraient être exigibles en or, et que les billets de banque de 1,000 francs, qui servent au commerce en gros et à la banque, devraient être remboursables en or, afin de faire cesser cette incertitude des règlements internationaux ou commerciaux importants, qui trouble les contrats et qui pèse sur les échanges.

Quant à la monnaie d'argent, je le répète, la masse des petites transactions est si grande, qu'elle suffirait à utiliser la monnaie d'argent existante, et qu'elle en réclamerait peut-être l'augmentation.

Enfin, messieurs, un dernier mot. Les prévisions en matière monétaire, sont toujours très aléatoires. Nul de nous, même le plus savant, ne peut dire ce qu'il adviendra finalement de l'or et de l'argent ; il ne faut donc pas brûler ses vaisseaux, il faut se réserver des portes de sortie.

Avec le système de *statu quo* amélioré que je viens d'exposer, et qui est dicté par les faits, rien n'est compromis, tout est réservé.

Survienne une production inespérée d'or, une reprise de la valeur de l'argent, il est facile d'effacer le privilège donné à l'or et d'étendre la puissance libératoire de l'argent.

Survienne, au contraire, une baisse nouvelle de l'argent, une extension plus grande des moyens de crédit et de compensation, est encore facile de réduire la puissance libératoire de l'argent, et de le démonétiser ou de l'immobiliser dans la mesure nécessaire, suivant les convenances de chaque État.

C'est, je crois, le parti de la sagesse et de la prudence, au moins en ce qui concerne notre Union latine.

Mais ma conclusion n'est pas seulement applicable à une partie de l'Europe, elle a une portée plus générale, elle peut aboutir à un résultat plus étendu.

Généralisée en Europe et en Amérique, introduite aux Indes, elle mettrait en circulation tout l'or qui est aujourd'hui immobilisé, et elle ferait naître alors vraisemblablement, dans chaque pays particulier, des besoins nationaux d'argent, qui suffiraient à maintenir la valeur de ce métal.

C'est là, messieurs, mon espoir et la consolation que je me permets d'offrir aux bimétallistes.

Quelle qu'en soit la valeur, ma conclusion économique est bien nette:

L'or est désormais le seul métal monétaire international; l'argent ne peut plus jouer qu'un rôle national. (*Applaudissements répétés d'une partie de l'assemblée.*)

M. Magnin, *président.* — Dans l'ordre des inscriptions, la parole est à M. Fournier de Flaix.

M. Fournier de Flaix. — Monsieur le président, je partage en tout point les idées que M. Coste vient d'exposer, et je crois qu'il vaudrait mieux donner d'abord la parole à un orateur bimétalliste.

M. Magnin, *président.* — Il est, en effet, conforme à l'usage des assemblées de donner la parole alternativement aux personnes qui désirent parler *pour* ou *contre* la question en discussion. On vient de parler contre le bimétallisme, y a-t-il un orateur disposé à parler en faveur du bimétallisme?

M. Charles Spitzer. — Je demande la parole.

M. Magnin, *président.* — Vous avez la parole.

M. Charles Spitzer dépose sur le bureau un mémoire adressé au Congrès et intitulé : *Projet de solution de la question monétaire.* L'orateur en lit des extraits et expose que son système est fondé sur le bimétallisme entendu de la manière suivante :

La proportion du poids correspondant à la valeur fixée par la législation entre l'or et l'argent n'étant plus possible avec les conditions monétaires actuelles, à cause des fluctuations continuelles du prix de l'argent, ce poids ne saurait plus servir de régulateur entre les deux métaux précieux. L'auteur de la proposition essaie donc d'obtenir cette proportion fixe nécessaire par une autre voie. Il propose de l'établir entre, d'une part, une monnaie composée d'un alliage d'or, d'argent et de cuivre, frappée suivant une combinaison imaginée par l'auteur, et, d'autre part, la monnaie d'or actuellement existante. La quantité pour cent de l'or y contenu sera toujours indiquée sur les pièces.

Pour pouvoir appliquer ce système, il est de toute nécessité de créer une nouvelle monnaie où l'or, l'argent et le cuivre seront combinés, monnaie destinée à remplacer, avec le temps, les monnaies d'or et d'argent actuellement en cours.

La statistique prouve que, dans les pays où le bimétallisme domine à l'heure présente, la valeur de la totalité des pièces d'or dont ils disposent ensemble est supérieure de cinq milliards à celle de la totalité des pièces d'argent qu'ils possèdent. Si ces pays adoptaient le système de l'auteur, ils devraient, tout d'abord, se procurer de l'argent pour une somme de 2 *milliards* 1/2. On conçoit l'effet immense que produirait sur le marché de l'argent cet achat gigantesque, surtout s'il était exécuté avec la rapidité voulue, et l'on admettra que l'auteur de la proposition ne s'avance pas trop en affirmant que l'ancienne proportionnalité de valeur entre l'or et l'argent (1 à 15 1/2 en France) se rétablirait ainsi facilement d'elle-même.

Lorsque, à l'aide d'une série d'opérations, qu'il ne paraît pas nécessaire de spécifier à cette place, l'argent aura retrouvé son ancienne valeur, on prendra toutes les pièces d'or et d'argent qui se trouveront alors dans le pays, on les fondra ensemble et on les transformera en pièces de monnaie du système indiqué. A ce moment on pourra le faire sans perte et sans altération dans les cours du change; c'est alors surtout que ce système pourra déployer l'activité qui lui est propre. L'État qui, jusque là, n'aurait frappé de la monnaie que pour son propre compte, en frapperait également

alors pour le public. De nouveaux horizons s'ouvriraient; le commerce et l'industrie prendraient un essor inespéré ; les traités de commerce seraient, par le jeu naturel de ce système, annulés dès qu'ils présenteraient le moindre inconvénient. Les augmentations du taux de l'escompte ne seraient plus à l'ordre du jour aussi souvent qu'aujourd'hui, et les crises monétaires deviendraient de plus en plus rares.

La séance est levée à 5 heures 15 minutes. La séance suivante est fixée au lendemain, à 9 h. 1/2 du matin.

TROISIÈME SÉANCE

Le jeudi 12 *septembre* 1889, *à* 9 *heures et demie du matin au Palais du Trocadéro*

Présidence de M. J. Magnin

Sommaire : M. Pellegrini, président d'honneur — Communications du Secrétaire — M. Cernuschi — M. Fournier de Flaix — M. Boissevain — M. Levasseur

Prennent place au bureau : M. Pellegrini, président d'honneur; M. J. Magnin, président; MM. Adolphe Coste et Arthur Raffalovich, secrétaires.

La séance est ouverte à 9 heures et demie.

M. Coste, *secrétaire*, présente les excuses d'un certain nombre de membres du Congrès empêchés d'assister aux séances.

Il donne lecture d'une lettre de M. le docteur L. Mechelin, membre du Sénat impérial de Finlande, lequel n'a pu se rendre au Congrès, mais a fait imprimer spécialement à son intention le texte de la loi monétaire du grand-duché de Finlande. Cette brochure, qui sera distribuée aux membres du Congrès, est accompagnée d'un Précis du droit public du grand-duché de Finlande qui, est déposé sur le bureau (1).

M. le Secrétaire informe, en outre, le Congrès de l'envoi d'un certain nombre d'exemplaires de la traduction française du savant ouvrage du docteur Adolphe Soetbeer, de Goettingue, intitulé : *Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des métaux précieux et de la question monétaire*. C'est la première traduction française de cet important ouvrage. Elle est due aux soins de M. Ruau, directeur de la Monnaie, dont on connaît le zèle éclairé pour la science. M. le docteur Soetbeer, prévenu du but de cette publication, l'a gracieusement autorisée. C'est donc un véritable cadeau qui est fait au Congrès et qui mérite tous ses remerciements. (*Applaudissements unanimes.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Fournier de Flaix.

M. E. Fournier de Flaix. — Messieurs, je désirerais constater le résultat auquel nous sommes arrivés dans les deux séances précédentes. Nous avons entendu d'abord M. Grenfell, puis MM. Arendt, Moret et Mannequin. M. Grenfell, en sa qualité d'ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, dont il est aujourd'hui l'un des directeurs, n'a dû vous laisser aucune illusion sur la situation actuelle de l'opinion en Angleterre, au point de vue de la question qui nous occupe. Quant à moi, j'avais lu avec beaucoup de soin les quatre volumes contenant les rapports de la commission anglaise sur le bimétallisme, et je m'étais déjà fait la même opinion que vous devez partager maintenant, c'est-à-dire qu'il n'y a pas à compter en ce moment sur l'Angleterre, au point de vue d'un traité international concernant le bimétallisme.

M. Arendt nous a dit ensuite qu'il n'y avait rien à espérer du côté de l'Allemagne, dont le Gouvernement était opposé à tout traité international, parce qu'il était convaincu qu'il n'y avait rien à faire avec l'Angleterre. Dans ces conditions, vous vous rendez facilement compte que les chances de succès étant très limitées, ce n'est pas dans un traité international qu'il faut chercher un remède à la situation actuelle.

Mais après l'opinion de l'Angleterre et celle de l'Allemagne, il y a l'opinion de la France et de la Russie dont il faut aussi tenir compte. Ici, je ne me sépare pas de M. Cernuschi, et je ne l'ai interrompu hier que pour lui demander quelle était la situation

de la France, surtout depuis que tout est changé, depuis qu'elle n'est plus comme autrefois dans la main d'un seul homme et qu'elle jouit de sa pleine indépendance. Vous, messieurs, qui connaissez l'état des esprits en France, vous devez reconnaître que si l'Angleterre et l'Allemagne ne veulent pas d'un traité international, la France en voudrait encore bien moins : d'où je conclus que ce n'est pas sur ce point que le Congrès doit porter ses études, mais ailleurs, et je crois que M. Coste nous a rendu un véritable service quand il nous a indiqué dans quelles voies nouvelles on devait entrer.

Je vous ai également fait connaître, dans mon rapport sur les derniers résultats de l'enquête qui a été faite en Angleterre, les témoignages et les systèmes de plusieurs personnes d'une autorité considérable, parmi lesquelles il convient de citer M. Marshall, professeur à l'Université de Cambridge, qui a présenté un système nouveau, digne d'être étudié. MM. Nasse et Lexis ont aussi exposé des systèmes fort appréciés, qui nous donnent une idée exacte de la situation monétaire en Allemagne ; je dis donc que c'est dans l'étude des systèmes qui viennent d'être présentés, plutôt que dans un projet de traité international, que nous devons chercher la solution du problème qui nous occupe, surtout après les raisons qui nous ont été données par M. Cernuschi. Je ne veux pas réfuter en détail son discours ; je me bornerai à quelques objections fondamentales.

M. Cernuschi n'a pas tenu compte des faits. Il nous a présenté ce rapport de 15 1/2 comme remontant, nous a-t-il dit, à l'origine du monde, tandis qu'il n'existe en réalité que depuis peu d'années,

seulement depuis la fin du XVIIIe siècle ; vous n'avez qu'à prendre l'histoire, vous verrez que c'est sous Louis XVI que le 15 1/2 a commencé. Et combien de temps a-t-il régné ? Tout au plus 50 ans.

Il y a des faits qui comptent dans la vie des peuples et qu'on ne saurait méconnaître; M. Cernuschi a cependant laissé de côté un des faits monétaires les plus importants de l'humanité. Il n'a rien dit de la révolution monétaire de 1850, de ce colossal afflux de métaux précieux qui a eu pour résultat cette amélioration des prix dont nous avons tous profité depuis 1860; mais cela ne pouvait pas toujours durer, ainsi que l'a dit M. Blake dans sa remarquable déposition de l'enquête anglaise. M. Blake a établi d'une manière parfaite que la hausse des prix n'aurait pu continuer, attendu qu'à cette époque, c'est-à-dire de 1870 à 1872, il y a eu un élan considérable dans la production générale : qui ne sait que pour le blé, le café, par exemple, cette augmentation a dépassé, même pour les blés de France, tout ce qu'on avait pu prévoir. De même, pour les vins, il s'est produit une très grande baisse, pourquoi ? parce que de tous côtés la production avait été considérable.

Voilà donc des faits dont il faut tenir compte, sans quoi vous arrivez à des choses tout à fait impraticables ; mais soyez bien convaincus que, dans ce cas, ce ne serait pas la France qui aurait le plus à se plaindre.

M. Cernuschi aurait bien dû également nous entretenir quelque peu de la loi de Gresham, loi fondamentale, reposant sur le fait que le débiteur se libère toujours avec la monnaie qui a le moins de valeur ; c'est encore la loi d'aujourd'hui, une loi devant laquelle tout le monde s'incline, même M. Cernuschi, ainsi qu'il l'a fait dans ses écrits, parce qu'il est trop au courant des faits monétaires, pour ne pas reconnaître la loi de la monnaie, qui n'est elle-même que la manifestation d'un principe supérieur, celui de la moindre action.

Tous les délégués anglais ont rendu justice aux hommes d'État qui, depuis 1873, ont su prendre certaines dispositions sans lesquelles tout l'or de la France aurait été englouti jusqu'à la dernière pièce. Nous devons en conclure que ceux qui ont prévenu l'invasion de l'argent, ont rendu un immense service à leur pays, tandis que ceux qui voudraient lui imposer aujourd'hui un traité international compromettraient peut-être irrémédiablement une situation excellente ; je crois qu'ils n'y parviendront pas.

Je ferai un autre reproche à M. Cernuschi, je lui dirai que ses

préférences pour un traité international garantissant le 15 1/2 immuable, ne lui ont pas permis de faire usage des meilleurs arguments qu'il avait entre les mains. Il est en effet difficile d'établir un système monétaire avec l'or seul, car il y a d'autres peuples que la France dans le monde, il y a d'autres intérêts dont il faut tenir compte ; notamment, la France est entourée de nations comme la Belgique, la Suisse, l'Espagne, qui ne sont pas en état d'avoir une circulation d'or suffisante ; la France, néanmoins, doit veiller à ce que leur situation monétaire soit toujours à peu près satisfaisante ; elle y a son intérêt; je ne vous parlerai pas des intérêts de l'Inde, confiés à l'Angleterre, ni de ceux des divers États de l'Amérique du Sud.

Il y a là de puissants intérêts à ménager ; vous voyez que les difficultés sont grandes, et j'aurais voulu que ce Congrès s'occupât des divers projets mis en avant pour satisfaire ces divers intérêts, par exemple, du système que M. Marshall a proposé et de divers autres. En général, les partisans de ces systèmes affirment qu'il n'existe pas de lien solidaire entre l'or et l'argent ; que celui maintenu actuellement est un lien factice, accidentel, établi en vertu de besoins qui se modifient sans cesse ; pourquoi alors ne pas séparer l'or et l'argent, puisqu'ils ne peuvent plus marcher d'accord ? pourquoi ne pas établir, comme aux États-Unis d'Amérique, un système fiduciaire spécialement approprié à cette séparation ? pourquoi ne pas accepter les certificats d'argent, les billets de banque remboursables en argent ? pourquoi unir violemment les métaux que la nature a désunis ? Mais il y a bien d'autres questions : Pourquoi, par exemple, la législation des différents États ne serait-elle pas modifiée d'un commun accord pour rendre à l'argent un certain pouvoir libératoire ? Vous savez qu'en Angleterre, ce pouvoir est très limité, ce qui a été le principal obstacle, lorsqu'il a été question d'adopter son système monétaire actuel.

M. Marshall a proposé d'établir une sorte de comité international composé de délégués des principales nations ; ce comité achèterait une certaine quantité d'argent qui serait destinée à maintenir, pendant quelques années, l'argent à un taux normal; on parerait ainsi aux inconvénients d'une baisse nouvelle et aux pertes du change. Les oscillations de la production de l'argent et du prix de l'argent, l'extension de l'emploi de l'argent, permettraient aux États co-intéressés de liquider le stock d'argent international.

MM. Claremont Daniell, Lord Grey, MM. Nasse et Lexis ont dé-

veloppé d'autres projets, plus ou moins en rapport avec celui de M. Marshall ; je pense qu'il serait plus pratique d'étudier ces divers projets que de discuter les raisons des chances d'un traité international qui ne convient à personne. J'ajoute que la situation politique en Europe, dont il faut tenir compte, n'en comporte aucun.

A cet égard, je repousse entièrement les conclusions de la Commission d'enquête anglaise, ou je les trouve insuffisantes ; je crois avoir présenté, dans le rapport que j'ai soumis à cet égard au Congrès, la véritable physionomie de la *Gold and silver commission*, dont l'œuvre considérable dominera les débats monétaires de la fin de ce siècle. La Commission s'est partagée en deux moitiés et a rédigé trois rapports. Le premier contient les conclusions arrêtées à l'unanimité, mais ne constatant que des faits. Le second indique les conclusions de la moitié de la Commission favorable à un traité international, avec maintien du 15 1/2 et frappe illimitée de l'argent avec pouvoir libératoire. Et le troisième résume les idées ou les projets de l'autre moitié, hostile à tout traité international, mais impuissante à formuler des remèdes efficaces.

Ces remèdes ne sauraient être limités à ceux indiqués par la *Gold and silver commission :* il en existe d'autres qui ont été étudiés avec beaucoup de soin ; c'est à leur étude plutôt qu'à des discussions théoriques sans issue que je convie le Congrès.

Parmi les documents les plus importants de l'enquête anglaise il y a lieu de placer au premier rang le rapport de M. Austen, expert de l'hôtel des monnaies de Londres, sur l'état actuel de la production de l'argent. Rien ne saurait limiter cette production, puisque la moitié à peu près de l'argent provient de l'exploitation des minerais aurifères, cuprifères ou plombifères ; par suite, la baisse de l'argent pourrait continuer, si des arrangements spéciaux n'interviennent pas, et tout projet de maintenir une proportion fixe de rapport entre l'or et l'argent doit être abandonné comme chimérique.

Donc, ce sont ces arrangements spéciaux auxquels le Congrès doit accorder la préférence, car les conditions actuelles de la production de l'argent ne permettent de conserver aucun espoir de trouver les éléments d'un traité international. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président* — La parole est à M. Boissevain.

M. G.-M. Boissevain. — Messieurs, j'ai demandé la parole pour vous exposer la situation monétaire en Hollande, qui, d'après ce que

M. Cernuschi en disait hier, serait très mauvaise, mais qui en réalité est bien meilleure que l'honorable orateur ne la dépeignait. J'ai rédigé un mémoire au sujet de notre régime monétaire et de la situation actuelle. Je prends la liberté de le déposer ici avec documents à l'appui, et j'espère que le Bureau voudra bien l'insérer, soit en entier, soit en résumé, aux annexes des procès-verbaux du Congrès.

Pour le moment, je me borne à vous communiquer les principaux faits concernant la situation actuelle. J'ai pris comme base les chiffres du 31 août dernier. Nous avons en ce moment en Hollande la circulation monétaire et fiduciaire suivante :

60.000.000 florins en argent et monnaie d'appoint;
24.500.000 » en or;
12.000.000 » en billets de l'État;
206.100.000 » en billets de banque, représentés, à l'actif de la Banque néerlandaise, par:

Encaisse-argent	fl.	75.900.000
Encaisse-or	»	23.100.000
Lingots d'or et monnaies étrangères en or	»	43.300.000
Portefeuille sur l'étranger	»	37.400.000

Ces différents éléments se totalisent ainsi:

Or et équivalents	128.300.000	florins.
Argent	136.000.000	»
Total	264.300.000	»

auxquels il faut ajouter environ 100.000.000 de florins en monnaie d'argent aux Indes.

Une loi de 1884 autorise le gouvernement à démonétiser 25 millions d'argent, aussitôt que cela sera reconnu nécessaire, ce qui diminuera d'autant notre stock d'argent pour augmenter à peu près d'autant notre stock d'or; cette loi de 1884 a été rendue, à la demande du gouvernement, pour maintenir la monnaie d'argent à sa valeur nominale légale par rapport à l'or.

J'ajouterai que le système de la Banque néerlandaise est d'acquiescer à toutes les demandes d'or qui lui sont adressées pour les besoins d'exportation du commerce, contrairement à ce qui se fait dans d'autres pays où la couverture métallique de la banque de circulation se compose, comme celle de la Banque néerlandaise, d'or et d'argent, mais où l'on n'a pas la certitude de n'obtenir que de l'or et sans qu'il y ait une prime à ajouter, quand on en demande pour l'exportation.

La situation monétaire de notre pays n'est donc certes pas aussi mauvaise qu'il a été dit. Toutefois nous sommes loin de la croire parfaite. Nous reconnaissons, au contraire, qu'elle est défectueuse, puisqu'il y a en circulation pour un montant considérable de monnaie d'argent, dont la valeur légale est de beaucoup plus élevée que la valeur marchande du métal. Nous savons très bien que, lors même que pour le moment il n'y a pas d'inconvénient direct à cet état de choses, il est théoriquement vicieux, et que, de fait, il en découle toujours un très grave danger.

Mais la Hollande a bien dû accepter son régime monétaire actuel, contrainte qu'elle y était par des circonstances auxquelles elle ne pouvait rien.

En principe, on est généralement, dans notre pays, franchement et nettement bimétalliste. Nous sommes partisans de ce système parce que, théoriquement et scientifiquement, nous le considérons comme le meilleur, étant entendu qu'il s'agit du bimétallisme international. Aussi nous nous faisons honneur de ce que c'est un économiste hollandais, M. Mees, de son vivant président de la Banque néerlandaise, qui a été l'un des premiers à le défendre et à l'expliquer. Mais de plus nous sommes partisans du système, parce qu'il est le seul qui puisse nous satisfaire réellement en pratique.

Nous sentons chez nous le besoin du double étalon. En effet, quand, après 1873, il a été question de modifier notre système monétaire en nous conformant aux changements introduits dans toute l'Europe, nous avons adopté en Hollande l'étalon d'or, mais nous avons conservé en même temps la monnaie d'argent comme monnaie étalon, tout en interdisant pour le présent, cela va de soi, la frappe libre de nouvelles monnaies de ce métal. On s'arrêta à ce parti, parce que nous voulions un système monétaire qui fût en rapport avec celui des autres pays de l'Europe ; mais, en même temps, nous désirions conserver notre étalon d'argent, parce que la monnaie d'argent est celle qui convient le mieux aux besoins de la circulation de nos colonies des Indes et que nous tenions à conserver un seul système monétaire pour le pays et pour ses colonies.

Et permettez-moi d'ajouter que ce système du double étalon qui nous est le plus favorable, en Hollande, est aussi le système qui vaut le mieux pour le monde entier, y compris la France, parce que c'est celui qui convient à tous les grands pays commerçants, qui ont des rapports fréquents avec les pays d'Orient et avec les autres pays à monnaie d'argent comme, par exemple, le Mexique.

Voilà donc pourquoi sur le terrain pratique nous sommes, je le répète, bimétallistes en Hollande. Cependant nous ne désirons pas l'union monétaire générale dans le sens de l'Union latine, mais seulement l'identité des étalons pour le monde entier. Aussi longtemps que cela n'existera pas, nous aurons à subir toutes les conséquences qui résultent des difficultés du change entre l'Occident et l'Orient, telles que nous les avons connues ces derniers temps avec tous les maux qui en sont découlés.

Maintenant j'arrive au discours de M. Coste, auquel je ne pourrai répondre que d'une manière très incomplète, de même qu'à celui de M. Fournier de Flaix, parce que je ne voudrais pas abuser trop longtemps de la bienveillante attention de l'assemblée.

M. Coste est partisan de l'abondance de la monnaie, mais il veut qu'elle ne s'accroisse que par des moyens naturels et non par des moyens artificiels ; les bimétallistes ne veulent pas autre chose. Mais pourquoi fait-il une distinction entre le métal or et le métal argent ? Les métaux précieux doivent leur valeur à l'emploi qu'on en fait comme monnaie. Cela est aussi vrai de l'argent que de l'or. Il n'est pas plus arbitraire de donner cette valeur monétaire à l'argent qu'à l'or. Il suffit de fixer le rapport de valeur entre les deux métaux dans la circulation monétaire, pour que la valeur marchande des deux métaux non monnayés s'y conforme aussitôt. Jusqu'en 1873, le métal blanc a fait fonction de monnaie tout aussi bien que le métal jaune; en ce moment, la moitié, si ce n'est plus, de la circulation monétaire, dans le monde entier, consiste en métal blanc; et même en Europe et aux États-Unis, où l'étalon d'or a été adopté, la monnaie d'argent fait encore partie pour plus de 40 % de la circulation monétaire. Pourquoi donc exclure cette moitié de la monnaie ? Il n'y a aucune raison pour faire cette différence. Mais, dit M. Coste, il y a eu un tel accroissement dans la production du métal blanc, ces dernières années, qu'il est devenu impossible de conserver le rapport ancien. Je dis que c'est là un argument qui ne peut pas être soutenu; il y a eu, il est vrai, une très grande augmentation dans la production de l'argent ; mais qu'est-ce que cette augmentation en comparaison de celle de l'or à partir de 1850 ? La production annuelle des métaux précieux, quelle qu'elle puisse être, ne signifie que peu de chose, si on la compare au stock tout entier de l'or et de l'argent existant dans le monde.

Mais vous dites encore que, bien que la valeur de l'argent ait

notablement diminué dans ces dernières années, la production de ce métal n'a pas cessé de s'accroître. D'abord, on sait bien de quelle faible importance sont les frais de production des métaux précieux pour influer sur leur valeur. Mais, en outre, il résulte manifestement de l'enquête anglaise que, s'il y a eu peut-être baisse du métal blanc, il y a eu d'autre part une hausse incontestable du métal jaune. Or, la hausse du côté de l'or diminue d'autant la baisse du côté de l'argent; il n'est donc pas étonnant que la production de l'argent n'ait pas diminué.

D'ailleurs cette modicité des frais de production que vous invoquez contre l'argent, s'observe aussi bien pour l'or. Dès qu'une mine d'or est découverte, vous voyez les heureux possesseurs de la mine faire monter de suite leurs actions de 200 ou 300 °/₀, en raison des énormes bénéfices qu'ils auront à réaliser sur la production de l'or. Serait-ce là un motif pour ne pas se servir de ce dernier métal ?

M. Coste nous a dit encore : « Nous allons voir venir au monnayage en quantités considérables le métal blanc non monnayé. » Cette crainte est vaine. L'argent non monnayé, c'est de l'argent qu'on ne monnayera plus ; c'est de l'argent perdu pour la circulation par son emploi industriel. Quant à l'argent déjà monnayé aux Indes orientales, risque-t-il de revenir en Europe ? C'est là un argument dont on s'est déjà fréquemment servi ; mais je crois que de ce côté on a beaucoup exagéré le danger.

Il n'y a pas longtemps, quelques semaines à peine, j'avais l'occasion de m'entretenir avec un de nos consuls aux Indes, et il me racontait que, dans ces dernières années, l'importation de l'argent avait beaucoup augmenté à Bangkok. Je lui demandai s'il n'en était pas résulté une dépréciation du métal. Il me répondit que non; mais que, dans toutes les Indes, et notamment dans le royaume de Siam, on a vu, dans ces derniers temps, le métal blanc remplacer les coquillages dont les indigènes se servaient auparavant comme de monnaie, lorsqu'on n'avait pas assez d'argent. Maintenant que le métal blanc commence à se répandre, il remplace les anciens coquillages. Ceci nous montre que la masse totale de l'argent pourrait augmenter encore dans des proportions considérables, sans qu'on ait à s'inquiéter pour cela du retour du métal blanc de l'Inde orientale.

M. Coste nous a dit encore qu'il résulterait de l'adoption de son système ce très grand avantage que l'or de l'Inde orientale revien-

drait dans la circulation européenne ; je partagerais cette manière de voir, mais, selon moi, pour que l'or de l'Inde orientale reparût dans notre circulation, il faudrait avant tout réhabiliter le métal blanc, lui donner de nouveau, dans la circulation monétaire, la place qu'il avait autrefois, faire disparaître ainsi tout motif de préférence pour l'or : si l'on fait cela, personne n'aura plus intérêt à thésauriser l'or.

La conclusion de M. Coste est qu'il faut conserver le *statu quo* en tentant des améliorations successives; c'est aussi à peu près la conclusion de M. Fournier de Flaix. C'est donc la continuation de la situation monétaire de ces dernières quinze années qu'on pemande. Les conséquences en sont faciles à prévoir. La rareté de l'or continuerait d'entraîner la baisse générale des prix. Cette baisse des prix a eu pour effet de diminuer la production générale dans des proportions sensibles; il en est résulté, pour la plupart des nations, une tendance à se retirer chacune chez elle et à prendre des mesures restrictives du commerce.

Avec le grand développement du commerce et de l'industrie, d'avant 1873, certaines améliorations avaient été apportées dans la condition des ouvriers; leurs salaires avaient augmenté d'une manière continue, jusqu'en 1873. Mais, à partir de cette date, tout a commencé à diminuer : salaires et production générale, et si l'amélioration du sort des classes ouvrières n'a pas continué, c'est par le fait de la situation monétaire, que l'on voudrait encore prolonger.

On vous a dit quel était le danger de la situation ; depuis ces quinze dernières années, nous en sommes arrivés à repousser l'argent et, actuellement, nous souffrons partout de la rareté de l'or.

Un Membre. — Non, ce n'est pas exact.

M. G.-M. Boissevain. — On me dit non, parce qu'il y a eu dernièrement une certaine abondance de capital; mais précisément l'abondance des capitaux est le résultat logique de la rareté de l'or. Cela vous a été démontré bien des fois déjà; mais je vous demande la permission d'y ajouter encore un argument. Les personnes qui pourraient demander à emprunter de l'or aujourd'hui, s'abstiendront de le faire autant que possible, persuadées qu'elles feraient une mauvaise affaire, si elles avaient à rendre cet or dans quelques semaines, dans quelques mois et surtout dans quelques années, dès

l'instant que la valeur de cet or est en voie d'augmenter par rapport à celle des marchandises en général ; et voilà pourquoi il y a une augmentation considérable dans les capitaux disponibles et, par suite, une baisse de l'intérêt de l'argent.

Vous dites que la situation monétaire actuelle n'est pas mauvaise; je vous demande bien pardon; le monde commercial est en ce moment dans une situation monétaire qui n'est pas soutenable à la longue. Il est impossible, par exemple, que les États-Unis continuent à frapper des monnaies d'argent, de la manière dont ils l'ont fait jusqu'à présent. Si l'on ne revient pas à un régime monétaire général qui satisfasse tout le monde, il y aura aussi de nouvelles démonétisations d'argent en Europe; vous avez déjà vu que M. Frère-Orban avait manifesté le désir que la Belgique fit démonétiser une partie de ses écus; même en France, où la situation monétaire est admirable sous beaucoup de rapports, je ne crois pas qu'on puisse se contenter longtemps encore du *statu quo*. Il faut donc en venir à la réglementation d'un système monétaire général, il faut une entente internationale.

Or, si j'avais à m'immiscer dans la politique, je demanderais, quant à moi, tout simplement la réunion d'un Congrès monétaire international, d'une conférence, où seraient appelés les représentants de tous les gouvernements, pour établir un système monétaire général. Je suis persuadé que si les représentants de divers États se réunissaient pour discuter cette question, ils reconnaîtraient, au bout de très peu de temps,que le bimétallisme est le seul système qui puisse unir les nations entre elles ; de même que, sur le terrain de la politique, selon l'expression de M. Thiers, la République est, en France, la forme de gouvernement qui vous divise le moins.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas d'obstacles à surmonter ? Je crois au contraire qu'il y a de très grandes difficultés à vaincre pour en revenir au système monétaire que nous avions avant 1873, parce qu'il s'est produit un très grand écart entre la valeur marchande des deux métaux et le rapport de 15 1/2. Mais, sans entrer ici dans la discussion du rapport de 15 1/2, je me permettrai cependant une seule observation.

Je désire notamment appeler votre attention sur la nécessité d'en revenir à ce rapport, parce qu'il est encore le rapport légal qui règle une circulation monétaire argent de 8 milliards, en Europe et aux États-Unis.

Si nous adoptions le rapport de 1 : 20, ces 8 milliards d'argent ne vaudraient plus que 5 milliards et demi, tout au plus. Je ne vous demande pas qui ferait les frais de cette transformation, c'est encore là la moindre des questions. Ce qui me paraît le plus important, c'est que, de nouveau, nous occasionnerions une contraction de 2 milliards et demi dans la circulation.

Or, nous cherchons un remède contre la rareté de l'or, et la première chose que nous ferions serait précisément de diminuer de deux millards et demi la valeur de notre stock d'argent! Ce serait absurde. Il y aurait donc un très grand inconvénient à revenir par ce procédé au bimétallisme.

Le retour pur et simple à l'ancien rapport de valeur, quelque inconvénient qu'il puisse présenter, aurait, par contre, de grands avantages.

Et en tout cas, quelles que soient les objections à l'adoption du bimétallisme, les objections au maintien de la situation actuelle sont encore bien plus fortes.

M. Fournier de Flaix a parlé des différents palliatifs proposés pour remédier à cet état de chose ; la meilleure solution à laquelle on finira toujours par arriver, c'est l'identité, la communauté des étalons monétaires pour le monde commercial tout entier; il faut que l'or et l'argent soient de nouveau *liés* ensemble (*linked*); il n'y a que le bimétallisme qui permette d'atteindre ce résultat; c'est pourquoi nous sommes convaincus en Hollande qu'il faut en revenir au bimétallisme. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Émile Levasseur. (*Applaudissements.*)

M. Émile Levasseur. — Messieurs, vous m'avez fait l'honneur de me nommer vice-président. Je profite de la première occasion où la parole m'est donnée pour commencer par vous remercier et vous assurer que je me sens très honoré de siéger au bureau, dans une réunion d'hommes qui, par leurs fonctions et par la pratique des affaires, ont acquis une grande expérience en matière de monnaie; car je suis un de ces économistes de cabinet, auxquels M. Cernuschi reprochait de n'apercevoir le monde de la réalité qu'à travers les nuages de leurs théories. On m'a dit en confidence que j'avais été désigné parce qu'il convenait de faire place au monométallisme dans le bureau. Je suis touché du sentiment d'impartialité qui a dicté ce choix. Toutefois la qualification m'inspire,

comme à M. Coste, certain scrupule que je veux vous communiquer.

Je ne connais pas pour ma part de monométallistes. S'il y en a un dans cette salle, qu'il se nomme. Je crois que l'espèce en est rare.

On a voulu dire autre chose. Comme le public, qui ne sait pas l'économie politique et n'a pas le temps de l'apprendre, est porté à juger sur l'enseigne, il faut éviter de l'induire en erreur par des mots inexacts.

Je ne connais que deux systèmes, celui de l'unité d'étalon et celui du double étalon. Le premier veut que la loi ne confère la plénitude du pouvoir libératoire dans un État qu'à un seul métal, or ou argent, converti en monnaie du pays. Le second attribue ce pouvoir aux deux métaux,en déterminant le rapport de leur valeur.

Des économistes ont défendu l'un et l'autre système, et les bimétallistes (puisqu'ils se nomment ainsi eux-mêmes) se priveraient à tort d'un légitime appui s'ils prétendaient s'isoler en se plaçant hors du giron de l'économie politique. Quant à moi, je paraîtrai peut-être à mon collègue, M. Cernuschi, un « ultra » si je lui avoue que je suis trimétalliste; c'est-à-dire que je crois que trois métaux, indépendamment des instruments de crédit, sont nécessaires pour la circulation de la richesse : l'or comme libérateur universel, l'argent comme auxiliaire dans les moyens et les petits payements, et un métal commun, bronze, nickel ou autre, pour la menue monnaie.

Mais je suis partisan d'un étalon unique.

Avant de vous faire connaître la raison de mon choix, je vous demande la permission d'écarter quelques objections qu'on a fait à ce système. Elles ne tiennent pas au fond de la question; mais des bimétallistes (je ne dis pas tous) ont, dans leurs écrits, accusé le système de l'étalon d'or de la plupart des maux dont souffre aujourd'hui notre constitution économique, et en ont fait prévoir de plus redoutables encore pour l'avenir, si on n'applique pas leur remède. Il importe de ne pas laisser passer l'accusation sans réponse.

Il y a sur cette matière, comme sur la plupart des matières économiques, des gens qui récusent l'opinion des économistes, en disant que ce sont des théoriciens qui n'ont ni la pratique des affaires, ni le sens de cette pratique. Je trouve ce dédain un peu cavalier. Est économiste qui a suffisamment étudié l'ensemble des faits et des idées économiques pour concevoir une idée générale

des phénomènes et de leurs principes, des effets et de leurs causes. Je suis étonné qu'on s'imagine qu'il faille ne pas voir l'ensemble pour apercevoir une partie, et qu'il soit bon d'ignorer les causes pour juger des effets. Je me plais à citer, comme preuve de mon assertion, le nom d'un des économistes les plus distingués de notre temps, M. de Laveleye, ici présent, précisément parce que je ne partage pas sur ce point son opinion. M. de Laveleye s'élève volontiers aux plus hautes considérations de la science, et cependant aucun côté de la question monétaire ne lui échappe. Sans doute, les praticiens ont plus l'habitude de voir les détails ; les théoriciens portent plus volontiers leurs regards sur l'ensemble ; mais les uns complètent les autres, et les uns et les autres contribuent à éclairer les diverses faces d'un problème.

Un des orateurs qui m'ont précédé paraît avoir classé les économistes en deux catégories : les jeunes et les vieux, et il accorde à ceux-ci moins de compétence qu'aux premiers. Eh bien ! je me range de bon cœur dans la catégorie des anciens, puisque mes soixante ans sont sonnés. Mais le certificat d'âge ne correspond en aucune façon à un brevet de doctrine, et je connais de jeunes économistes, j'en connais même d'éminents, comme mon confrère Leroy-Beaulieu, qui sont, comme moi, partisans de l'étalon d'or.

Ce qui est vrai, c'est que de très bons esprits ont sur ces matières des opinions différentes, et que beaucoup se passionnent dans un sens et dans l'autre. Qu'en conclure ? — Que le problème est grave et difficile à résoudre.

Je ne cherche pas à vous imposer mon opinion ; je vous demande la permission de l'exposer le plus brièvement possible.

Des publicistes distingués, disais-je, ont attribué à l'étalon d'or une grande partie des maux dont souffre aujourd'hui l'état économique du monde civilisé. Il est rare que les ardeurs de la polémique n'entraînent pas les combattants au delà de la mesure ; c'est ce qui est arrivé pour la question monétaire.

Les bimétallistes diraient volontiers de l'or : « C'est un pelé, un galeux » et crieraient : « Haro sur le baudet ». L'or toutefois est un personnage qui fait dans le monde meilleure figure que le baudet, et qui se défendra par sa seule importance.

Permettez-moi de vous citer un exemple. Plusieurs fois, en présidant à la Sorbonne une des sections du Congrès des Sociétés savantes, j'ai entendu des membres de la Société contre l'abus du tabac, faire de savantes communications ayant pour objet de démon-

trer par la statistique que cet abus engendre de grands maux. Je crois que l'abus du tabac est, en effet, mauvais, comme la plupart des abus; mais j'avoue que je suis très embarrassé d'en mesurer les effets par la statistique.

Ces savants dressent des cartes de la France, sur lesquelles apparaissent en teinte foncée, les départements où l'on consomme le plus de tabac ; on voit bien ces départements coïncider à peu près avec ceux qui consomment le plus d'alcool, qui comptent le plus de condamnations prononcées en vertu de la loi sur l'ivresse, le plus d'aliénés, le plus de délits et de crimes. Mais cette coïncidence suffit-elle pour affirmer la relation de cause à effet et pour imputer à la pipe et au cigare toute cette masse de méfaits ? Ne serait-il pas plus prudent de dire simplement que les départements les plus peuplés, les plus manufacturiers, les plus riches sont en général (règle qui d'ailleurs n'est pas sans exception) ceux où l'on fume le plus, où l'on boit le plus, qui attirent le plus de malfaiteurs ?

Je crains que, dans la question de la monnaie, on ne prenne aussi, par excès de zèle, la simultanéité de certains phénomènes pour une dépendance de l'effet à la cause ! *Cum hoc, ergo propter hoc :* c'est un genre de sophisme connu depuis l'antiquité.

En premier lieu, une des accusations qu'on a portées contre notre état monétaire actuel est d'être la cause des crises. On lui reproche particulièrement d'avoir engendré le malaise qui, depuis 1882, gêne l'essor du commerce. Il est vrai qu'il y a des crises monétaires. Mais tous les économistes savent, et beaucoup ont appris par M. Juglar qui a éclairé depuis longtemps cette question et qui vient de la traiter de nouveau dans un remarquable volume, que les crises ne datent pas d'aujourd'hui, ni même de notre siècle, et qu'elles n'étaient pas moins fréquentes ni moins intenses en France, il y a une vingtaine d'années, lorsque le système du double étalon était en pleine vigueur, enfin que, pour avoir l'étalon d'or, l'Angleterre n'en est pas d'une manière générale plus affectée que le continent.

Sans doute, notre siècle est plus exposé que les précédents à ces maladies économiques qui commencent souvent par affecter la circulation, pour faire ensuite sentir leur effet sur la consommation et la production. Sans doute aussi, un brusque changement dans l'état monétaire d'un pays peut amener une crise ; mais le fait d'avoir ou l'or ou l'argent pour étalon ne saurait produire cet effet. Écartons donc ce grief.

En second lieu, on l'a accusé d'aggraver les difficultés du change. Il y a eu de tout temps un change dans le commerce international ; il y a eu même, jusqu'à l'époque où les communications sont devenues faciles, un change, souvent très accusé, de place en place dans le même pays. Mais les variations du change sont certainement moins considérables avec un étalon qu'avec deux, parce qu'à la rareté du capital ou des créances sur une place relativement à une autre place, cause de différence dans le change, s'ajoute lorsqu'il y a deux étalons, la rareté relative d'un des deux métaux, autre cause de différence. La baisse actuelle de l'argent est un phénomène qu'il ne faut pas confondre avec le change ordinaire, et qui est produit par la coïncidence d'une production croissante et d'un débouché restreint. Écartons aussi ce grief.

En troisième lieu, on l'a accusé d'être la cause de la baisse des prix de gros.

La baisse ne saurait être mise en doute. Mais il faut s'entendre sur la nature, l'étendue et la portée de cette baisse. Je vous soumets le tableau suivant, je l'emprunte aux solides recherches de M. Soetbeer, dont M. Ruau, directeur de la Monnaie, a eu la bonne pensée de publier une traduction et dont M. Coste nous a distribué un résumé. Ce tableau montre que les prix paraissent être en moyenne aujourd'hui un peu supérieurs à ceux de la fin de la première moitié de notre siècle, c'est-à-dire de la période qui a immédiatement précédé la découverte des mines de Californie et d'Australie, mais qu'ils

	LES PRIX de la PÉRIODE 1847-50 étant représentés par 100	QUELS ONT ÉTÉ LES PRIX	
		MOYENS de la PÉRIODE 1881-85	MAXIMA de 1850 à 1885
21 produits agricoles	100	130	150 (1854 et 1874)
21 produits de l'élevage et de la pêche	100	150	158 (1875)
6 Fruits du midi	100	134	142 (1855)
18 Produits coloniaux	100	120	140 (1857)
13 Produits miniers et métallurg.	100	81	140 (1872)
6 Matières textiles	100	96	154 (1864)
10 Articles divers	100	91	162 (1864)
14 Articles de tissage	100	103	146 (1864)
En résumé, 114 articles choisis par M. Soetbeer dans le commerce de Hambourg et dans l'exportation anglaise	100	117	130 (1857) 138 (1873)

sont bien inférieurs aux deux époques de la plus forte hausse, celle qui a suivi l'affluence de l'or (1856) et celle qui a suivi la guerre franco-allemande (1873).

M. Cernuschi, qui ne paraît pas goûter l'intervention de la statistique dans les discussions monétaires, m'excusera, j'espère, cette fois, si j'en mêle un peu à ma démonstration, en empruntant à un savant très compétent la série d'*index numbers*, que je viens de citer. « Index number » est un mot de métier que M. Cernuschi me pardonnera encore.

M. Henri Cernuschi. — Oui, oui ! très bien ! mais la statistique vaut moins que les bons raisonnements.

M. Emile Levasseur. — Les tableaux de M. Soetbeer confirment ce que les économistes savent et ce que j'ai moi-même eu l'occasion d'établir, un des premiers peut-être, dans un volume intitulé : *La question de l'or*, publié en 1858, — vous voyez par cette date que j'ai raison de me ranger dans la catégorie des vieux économistes, — à savoir que, lorsque la demande augmente avec la richesse, on voit, d'une part, les produits naturels renchérir et, d'autre part, les produits manufacturés, quoique plus demandés aussi, diminuer de prix, grâce au progrès de la chimie, de la physique et de la mécanique. Mon livre, écrit au moment où les prix étaient le plus exagérés, marque le point culminant de la hausse. J'en ai calculé le taux pour chaque espèce de marchandises ; mais ce n'est pas le lieu d'insister sur ce point.

Si nous consultons M. Soetbeer, nous constatons que la moyenne générale des 114 articles s'est élevée à une valeur de 130 en 1857, qu'elle a baissé ensuite, pour remonter après la guerre franco-allemande jusqu'à 138 en 1873. C'est de là qu'elle est descendue à 117 (moyenne de 1881-1885), et même à 108 en 1885. Les produits de l'élevage et de la pêche ont même atteint 158 en 1875 et ils ont peu descendu, étant encore à 150 en 1881-1885. Ceux de la culture ont baissé davantage ; toutefois ils sont à 130, tandis que la plupart des produits qui relèvent de l'industrie sont à 103 ou au-dessous de 100.

Le tableau dressé par sir Rawson W. Rawson, qui a été mis à votre disposition et que j'ai sous les yeux en parlant, prend pour point de départ l'année 1856, date à partir de laquelle les statistiques du commerce anglais deviennent comparables entre elles. Il commence donc précisément à ce point culminant ; il accuse par

conséquent de 1856 à 1888 une dépréciation (baisse de 34 p. °/₀ au-dessous de la valeur initiale), tandis que M. Soetbeer, prenant pour point de départ l'année 1847, accuse une élévation de 17 p. °/° pour la moyenne 1881-1885 et de 8 p. °|₀ pour l'année 1885 relativement à son nombre initial.

La baisse des prix provient de causes multiples. Il y a des économistes qui refusent de compter l'état monétaire du monde au nombre de ces causes. Je ne suis pas de leur avis ; j'ai eu plusieurs fois occasion de le dire et, sachant par l'histoire combien l'affluence ou la rareté des métaux précieux a agi dans le passé sur le prix des marchandises, je serais fort étonné que la production plus restreinte des mines d'or et la suspension de la frappe de l'argent n'eussent, de notre temps, aucune influence. Je crois, toutefois, que cette influence sur l'état présent des prix est beaucoup moindre que celle que les instruments de crédit peuvent produire dans un sens ou dans l'autre, et que celle qu'ont produite dans le sens de la baisse l'accroissement de la production, soit de la production manufacturière armée d'un outillage puissant, soit de la production de certaines denrées agricoles, stimulée par la facilité des communications et par la concurrence beaucoup plus vive des producteurs sur les marchés nationaux et internationaux. Si l'élévation de la valeur de l'or était la grande cause du phénomène, il serait surprenant qu'elle ne se fût pas fait sentir jusque sur les prix de détail. Or, les dépenses ordinaires de la vie n'ont pas diminué, tandis qu'elles avaient beaucoup augmenté de 1850 à 1857.

Les dépenses de nos aïeux avaient beaucoup augmenté aussi dans la seconde moitié du XVIe siècle ; un phénomène tout contraire s'était produit au commencement du même siècle ; le prix des marchandises et le taux des salaires étaient très bas. C'est qu'alors le commerce augmentait et que la production des métaux, l'Amérique n'étant pas encore découverte, restait à peu près stationnaire.

Il faut donc écarter aussi ce grief, ou du moins n'attribuer à cette cause qu'un rôle très secondaire.

D'ailleurs, je suis quelque peu surpris que des économistes gémissent de l'abaissement des prix en général. Que les négociants aiment la hausse qui facilite leurs opérations et qui leur assure un bénéfice par le seul fait d'un intervalle entre l'achat et la vente, je le comprends. Mais que des savants ne réfléchissent pas que presque tout l'effort des hommes dans la production a pour objet l'abondance et le bon marché de la richesse, que la plupart des perfec-

tionnements de la science ont ce bon marché pour résultat, c'est ce que je ne comprends pas. Sans doute, une brusque chute des prix provenant d'une crise a des effets fâcheux. Mais une lente et définitive diminution du prix des marchandises les plus courantes met la richesse à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs.

Or, il est très vraisemblable que la quantité de richesse produite par les pays civilisés, loin de diminuer depuis quinze ans, a augmenté ; il est même certain que le commerce extérieur de plusieurs grandes nations, qui a diminué en valeur depuis six ans, a cependant augmenté en poids. Quand on regarde de haut, on s'aperçoit que la valeur, qui occupe le premier rang dans les préoccupations du commerce, n'est qu'au second dans le mouvement économique et que la chose qui importe avant tout, c'est la richesse.

On a été jusqu'à reprocher à la monnaie d'or d'être cause de la misère ouvrière, d'avoir occasionné une baisse des salaires, d'avoir jeté des ouvriers sur le pavé en faisant fermer des ateliers, d'avoir provoqué des grèves. Accusation bien injuste et sophisme dangereux, messieurs. Les salaires des ouvriers ont presque partout augmenté très notablement depuis cinquante ans; ils ont augmenté particulièrement, en France, depuis 1870. Il est vrai que, depuis 1882, l'état général des affaires a arrêté ce mouvement et que, dans certains cas même, il y a eu une diminution correspondant à l'amoindrissement des profits. Toute crise prolongée a des effets de ce genre. Mais c'est au-dessus d'un accident passager qu'il faut s'élever pour discerner l'ensemble du mouvement des salaires. Quand on compare, même dans une période restreinte à une vingtaine d'années, la courbe des salaires et la courbe des prix, surtout, comme nous l'avons dit, celle du prix des produits manufacturés, on voit presque partout la première monter, la seconde descendre : il y en a maint exemple dans les graphiques de l'exposition du groupe d'économie sociale sur l'esplanade des Invalides. Quoique les prix de détail n'aient pas tous suivi la même marche, on est en droit de conclure que la situation de l'ouvrier s'est doublement améliorée, d'abord parce qu'il reçoit plus d'argent, ensuite parce que chaque pièce de monnaie peut acheter plus de marchandises. Le directeur général de la statistique du royaume d'Italie, M. Bodio, a donné, pour les ouvriers de son pays, la mesure de ce progrès, en calculant qu'il y a un quart de siècle il leur fallait en moyenne 183 heures de travail pour acheter un hectolitre de blé et qu'il ne leur en faut plus que 86. Je regretterais que des hommes dont la parole

fait autorité et peut avoir un retentissement lointain se portassent garants de l'opinion erronée d'une aggravation de la misère parmi les travailleurs salariés, et que, pour soutenir une thèse particulière par des arguments sonores, ils fournissent des armes à des attaques injustes contre l'organisation sociale. (*Applaudissements.*)

Un de nos collègues a accusé notre état monétaire d'engendrer la protection douanière. L'Espagne, au nom de laquelle il parlait, est dans une situation dont je comprends la difficulté: les blés étrangers, particulièrement ceux de l'Inde, sur lesquels la baisse de l'argent agit comme une prime à l'exportation, arrivent, grâce à des frets réduits, à bas prix dans les ports, dont plusieurs, comme Barcelone, sont de grands centres de consommation. Cependant les blés de Castille, faute de moyens de communication suffisants, n'y parviennent qu'avec une surcharge de frais qui leur rend la concurrence désavantageuse. Mais il n'est pas exact de lier d'une manière générale les deux faits. Les États-Unis, que les protectionnistes citent souvent comme une preuve triomphante en faveur de leur théorie, ont établi leur système protecteur après la victoire du Nord manufacturier sur le Sud agricole et sans se préoccuper alors de la question monétaire. (*Applaudissements.*)

La plupart des États de l'Europe ont renforcé leur système protecteur par suite d'influences politiques plus encore qu'économiques et bien avant la crise actuelle. En France, les plaintes des agriculteurs sur le bas prix des céréales datent de la suppression de l'échelle mobile et sont devenues plus aiguës à la suite des grandes importations des États-Unis, plus encore que de l'Inde; pour nous, contentons-nous de nous souvenir avec reconnaissance qu'elles ont comblé le déficit de nos mauvaises récoltes. On a pensé donner satisfaction à leurs doléances par l'établissement d'un droit de trois, puis de cinq francs. Je regarde, au point de vue de l'intérêt général où j'essaie toujours de me placer, cette concession comme une erreur et une faute; et cependant les agriculteurs n'ent ont pas été satisfaits. Ils ne le seraient pas davantage si le traité international proposé par M. Cernuschi était signé.

En matière économique, comme en bien d'autres, les avocats d'une thèse aiment à rassembler de toutes parts le plus d'arguments qu'ils peuvent afin de grossir le faisceau. Ils ne s'inquiètent pas suffisamment de la causalité; la concomitance leur suffit.

J'en ai donné un exemple en parlant des statisticiens moralistes

qui prêchent contre l'abus du tabac, et j'ai dit que la plupart des défenseurs du bimétallisme agissent de même.

J'essaie, pour ma part, d'avoir une opinion scientifique, fondée sur la connaissance et sur l'appréciation des faits. Je comprends que, ces matières étant controversables, on aboutisse à une conclusion différente de la mienne ; mais je voudrais qu'on l'appuyât sur des arguments appartenant en propre à la cause.

Avant de terminer cette partie de mon argumentation, je dois dire un mot des dettes publiques. On a présenté le bimétallisme comme un moyen de produire, grâce à la baisse constante de valeur de l'unité monétaire, un allègement de ces dettes. Je ne puis admettre même la pensée d'un pareil moyen ; car elle contient l'espérance d'une banqueroute, banqueroute lente et déguisée, sans responsabilité. L'État ne doit pas aspirer à un résultat qui ruinerait ses créanciers; il commettrait une très mauvaise action s'il prenait des mesures monétaires en vue de l'atteindre. Que les dettes aient été contractées en monnaie d'or ou d'argent, qu'importe; elles l'ont été loyalement de part et d'autre, et l'État doit payer en débiteur honnête, avec la monnaie légale. Cette monnaie vaut ce qu'elle vaut; plus ou moins, suivant le prix du marché; mais l'État n'a pas le droit de l'altérer dans le dessein de tirer profit de son abaissement.

Il ne faut pas perdre de vue d'ailleurs que l'État n'est pas seul à avoir des dettes, qu'il existe dans toute société un nombre extrêmement considérable de débiteurs et de créanciers, que beaucoup d'engagements sont contractés à long terme, que l'avilissement constant de l'étalon monétaire est, par conséquent, une cause d'appauvrissement pour beaucoup et de profits immérités pour tous. Les uns gagneront, les autres perdront, sans que ni les uns, ni les autres soient redevables de leur gain ou de leur perte à leur travail ou à leur faute : c'est une fatalité qui s'imposera et qui altèrera les relations économiques. Il y aurait là un mal.

L'idéal, pour que l'équité fût complète sous ce rapport, serait d'avoir un étalon d'une valeur absolument invariable. Puisque cet idéal ne saurait être réalisé, souffrons que l'étalon varie suivant les lois naturelles de l'échange ; mais ne conseillons pas à l'État de jeter son épée dans un des plateaux de la balance.

Je suis du nombre des économistes qui s'inquiètent de l'énormité des dettes publiques, et nul ne souhaite plus que moi que la France en particulier s'efforce d'en alléger le fardeau. Mais c'est par la voie

légitime de l'amortissement ou de la conversion et non par la banqueroute que j'aspire à cet allègement.

M. Émile de Laveleye. — Je demande à répondre un mot à M. E. Levasseur. Je suis partisan, comme lui, de la justice dans les rapports économiques. J'ai seulement déclaré que s'il doit y avoir des variations dans la valeur monétaire, je préfère celles qui résultent de l'abondance de la monnaie à celles qui résultent de sa rareté, c'est-à-dire que je préfère celles qui sont favorables aux débiteurs à celles qui sont favorables aux créanciers, parce que, en général, les premiers constituent la classe qui travaille et les seconds celle qui jouit du capital déjà formé. Partout, sauf en Angleterre, l'emploi des deux métaux était admis par la loi. Si donc l'afflux plus considérable tantôt de l'or, tantôt de l'argent, amenait une diminution insensible de la charge des dettes publiques, il n'y avait ni banqueroute, ni injustice à aucun degré.

M. Émile Levasseur. — Je regarde ma montre et je vois qu'il est plus de midi. Je renonce à exposer la deuxième partie du programme que je m'étais tracé; et je me contenterai de prendre des conclusions.

M. Magnin, *président*. — Il serait fâcheux que M. E. Levasseur fût obligé d'arriver à ses conclusions avant d'avoir achevé son discours; je le prierai donc de vouloir bien le continuer à la séance de ce soir, à deux heures et demie.

La séance est levée à midi quinze minutes. La séance suivante est fixée pour le même jour, à deux heures et demie.

QUATRIÈME SÉANCE

Le jeudi 12 septembre 1889, à 2 heures et demie du soir, au Palais du Trocadéro.

Présidence de M. J. Magnin

Sommaire : M. Emile Levasseur — M. Alphonse Allard — M. Arthur Raffalovich — M. Armand Lalande — Sir Henry Meysey-Thompson

Prennent place au bureau : M. Pellegrini, président d'honneur ; M. Magnin, président ; MM. Adolphe Coste et Arthur Raffalovich, secrétaires.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

M. Magnin, *président.* — Je viens de recevoir une dépêche de M. Max Wirth, l'un des vice-présidents du Congrès, que les suites d'une maladie empêchent de venir assister à nos séances comme il en avait l'intention, et qui me charge de présenter ses hommages respectueux au Congrès en le remerciant de l'honneur qu'il a bien voulu lui faire en le nommant vice-président.

La parole est à M. Emile Levasseur pour la continuation de son discours.

M. E. Levasseur. — Monsieur le Président, je vous remercie de me permettre d'achever ma démonstration et j'adresse aussi mes remerciements à l'assemblée qui veut bien m'écouter. Comme il y a beaucoup d'orateurs inscrits, je n'abuserai pas de sa complaisance.

J'ai traité, ce matin, de la « partie négative » du sujet. Je voudrais aborder ce soir « la partie positive. »

Je serai peut-être mieux compris en disant que, ce matin, j'ai examiné les griefs que l'on fait à la restriction de la frappe de la monnaie d'argent dans l'Union latine et à l'état actuel de la cir-

culation monétaire qui n'admet l'argent qu'avec réserve ; j'ai cherché si ces griefs étaient fondés, et si la monnaie était bien réellement la cause unique ou la cause principale des maux qu'on lui attribue. Cet après-midi, je voudrais chercher en quoi consistent le système de l'unité et celui de la dualité d'étalon, et quelle action l'adoption de l'un ou de l'autre peut exercer sur la circulation et sur l'ensemble de la richesse.

Cette question est plus vaste que celle dont j'ai parlé ce matin. Je n'aborderai donc que quelques-uns des points principaux. Il n'y a pas lieu d'ailleurs d'insister sur les principes devant une assemblée d'hommes aussi compétents. Je ne reviendrai que très brièvement sur ce qu'a dit à ce sujet M. Cernuschi... que je ne vois pas ici en ce moment.

M. Magnin, *président*. — Il ne va pas tarder, soyez en bien certain. (*Rires.*)

M. E. Levasseur. — M. Cernuschi a semblé dire que la valeur des monnaies était une convention émanant de la loi. Tous les économistes savent, — et M. Cernuschi, qui est économiste, le sait aussi, — que la loi détermine le poids, le titre, le nom des pièces de monnaie, mais qu'elle n'en fait pas la valeur.

La monnaie, pour ne parler que de ses deux principales qualités, est à la fois une mesure et un équivalent des valeurs. En d'autres termes, ce n'est ni la loi, ni l'État qui font, quand on achète une marchandise, que l'on donne au marchand un plus ou moins grand nombre de pièces de monnaie. Il est impuissant à déterminer ce rapport de quantité ; en général, il le reconnaît et s'abstient ; quand il lui arrive de l'entreprendre, c'est toujours au détriment de la liberté des transactions et, sauf certains cas spéciaux, au dommage de la production de la richesse. Les économistes blâment une intervention de ce genre quand elle n'est pas indispensable.

Ce que fait légitimement l'État, c'est : en premier lieu, comme je viens de le dire, de garantir par son empreinte que telle pièce, ayant un nom déterminé, pièce de 20 francs, de 5 francs, etc., a le titre et le poids fixés par la loi ; en second lieu, de donner à cette pièce le cours légal, autrement dit d'autoriser tout débiteur à payer son créancier avec des pièces de cette espèce et d'obliger tout créancier à les recevoir, sauf stipulation spéciale écrite dans le contrat.

Sur ce premier point, nous sommes, je crois d'accord.

Je passe à la seconde qualité de la monnaie.

La monnaie est une mesure, parce qu'en effet elle sert à mesurer en quelque sorte et à comparer les valeurs : on sait qu'une marchandise qui vaut 100 francs n'a que la moitié de la valeur d'une autre qui en vaut 200. Mais elle est en même temps un équivalent, parce qu'on ne donne 100 francs ou 200 francs d'une marchandise qu'autant qu'on estime qu'elle les vaut, c'est-à-dire qu'autant que le métal contenu dans dix pièces de 20 francs possède, au jugement de l'acheteur et du vendeur, une valeur intrinsèque égale à celle de la marchandise vendue 200 francs.

Il y a un grand intérêt à avoir une monnaie fixe. Cette fixité dépend de deux conditions : la fixité du poids et du titre de la pièce, et la fixité de la valeur du métal dont elle est faite.

Grâce à Dieu, notre système monétaire est resté à peu près tel que la loi de germinal an XI l'a fait ; notre unité monétaire est le franc qui en principe — sinon en fait aujourd'hui — est une pièce d'argent du poids de 5 grammes, au titre de 900/1000. Dans la pratique actuelle, cette unité est en réalité la vingtième partie de la pièce d'or de 20 francs. Il importe donc de ne pas changer le poids et le titre de cette pièce de 20 francs. C'est l'élément de fixité dont les hommes disposent, puisqu'il est une création de la loi. Il faut le maintenir. Les souverains, au moyen âge et jusque dans les temps modernes, ont cru avoir le droit de changer le poids, le titre et le nom des monnaies ; cette opération, qui était préjudiciable au commerce, était souvent désavantageuse, même pour leur Trésor. La lumière est faite sur ce point, et je ne crois pas qu'un gouvernement puisse avoir maintenant la pensée de commettre la faute que l'histoire reproche à Philippe le Bel, et dont Law se rendait encore coupable au XVIIIe siècle.

Peut-on, d'autre part, obtenir la fixité de valeur ?

Les économistes répondent qu'il est impossible de fixer indéfiniment la valeur d'une marchandise quelconque. Le mètre, le litre, le gramme sont des mesures parfaitement fixes, parce qu'ils représentent une longueur, un volume, un poids déterminés, connus, invariables. Quel que soit l'objet que l'on mesure, soit en France soit en Chine, soit aujourd'hui soit dans cent ans, la longueur qu'on nomme mètre sera toujours la même longueur.

On ne peut mesurer les objets qu'avec leur semblable, une longueur avec une longueur, un poids avec un poids. Il faut donc une valeur pour mesurer les valeurs. Mais ce qui vaut ici un franc ne le vaut pas ailleurs aujourd'hui, et ne le vaudra pas ici demain. La

valeur n'est, en réalité, que le rapport qui s'établit au moment de l'échange entre les deux objets échangés. On pourrait troquer un hectolitre de froment contre six lièvres, comme on peut acheter cet hectolitre avec 18 francs; mais, l'année prochaine, il faudra peut-être donner 20, peut-être 16 francs, comme il faudra donner cinq lièvres s'ils sont alors rares sur le marché. A tout cela, l'État n'a rien à voir : il n'est pas le maître de la valeur.

Nul de nous n'a la puissance de faire que tous les prix, c'est-à-dire toutes les valeurs exprimées en monnaie, restent toujours invariables, ni même qu'ils soient partout les mêmes pour la même marchandise dans le même temps.

Par exemple, il y a des chapeaux qui valent de 16 à 22 francs. Je crois même qu'on en fait à 9 fr. 50. C'est probablement la qualité de la marchandise qui est cause de ces différences; c'est aussi le quartier, la clientèle.

Tous les tailleurs ne vendent pas les mêmes habits aux mêmes prix.

Le prix du blé, que je citais à l'instant, varie suivant le rendement de chaque récolte. La valeur des métaux précieux et, par suite, celle de la monnaie, qui en est la conséquence logique et nécessaire, varie suivant que le stock métallique augmente plus ou moins vite et que le commerce en a plus ou moins besoin. La fixité absolue de la valeur de la monnaie est donc une utopie.

Quel système en approche le plus? L'unité ou la dualité d'étalon?

Je n'hésite pas à dire que c'est l'unité.

Mes voisins me font signe qu'un étalon unique est en effet préférable. Je partage leur sentiment et je vais en donner immédiatement la raison.

Avec le double étalon, c'est-à-dire avec des monnaies d'or et d'argent ayant les unes et les autres le cours légal et possédant la puissance libératoire dans sa plénitude, les débiteurs peuvent choisir à leur gré l'or ou l'argent pour payer leurs créanciers. Lequel choisiront-ils? Naturellement celui qu'ils pourront se procurer le plus facilement, le plus économiquement.

Je ne parle pas, bien entendu, de la ménagère qui va acheter de la viande chez son boucher. Je parle du grand commerce et surtout des banquiers qui approvisionnent le marché des métaux précieux, et qui portent, quand il y a lieu, des lingots à l'hôtel des monnaies. Avouons que ces banquiers seraient bien naïfs — et je ne les soupçonne pas de l'être — si, ayant à faire un gros payement dans un

pays qui admet le double étalon avec le rapport de 1 à 15 1/2, ils n'achetaient pas de l'argent lorsque, sur le lieu de production, on en donne 16 kilogrammes pour 1 kilogramme d'or, ou de l'or, lorsque, sur le lieu de production, on en donne 1 kilogramme pour 15 kilogrammes d'argent. Ils achèteront donc, ils importeront, ils feront frapper en monnaie, ils feront passer dans la circulation le métal qui, au moment de l'opération, aura relativement le moins de valeur.

Si, dans la suite, le rapport se trouve renversé, c'est l'autre métal qu'ils achèteront et introduiront, précisément parce qu'il sera déprécié et qu'ils y trouveront leur bénéfice.

Je ne m'étonne pas qu'il y ait des banquiers partisans du double étalon.

Quel sera le résultat de ce mouvement des métaux précieux ? D'une part, le métal déprécié entrera en abondance, avec d'autant plus d'abondance même qu'il sera plus déprécié et que, par conséquent, l'importation en sera plus lucrative. D'autre part, le métal qui aura le plus de valeur sera, pour la même raison, exporté, chaque banquier pouvant, sur le marché national, faire provision de l'un ou de l'autre et ayant intérêt à prendre celui qui fait prime sur le marché étranger.

Le pays dont le système monétaire est fondé sur le double étalon est donc exposé à voir sa monnaie sans cesse en mouvement par l'afflux du métal délaissé et par l'écoulement du métal préféré, et le courant se renverser chaque fois que la préférence se déplacera. Ce n'est assurément pas là une condition de fixité de valeur.

La notion que j'essaie d'établir est, je crois, bien simple. Elle ne procède pas, vous le savez, d'une vue théorique des choses. L'expérience nous a instruits sur ce point. Sans sortir de France et sans remonter au delà d'un demi-siècle, nous avons vu, sous ce rapport, les effets du double étalon. A la suite d'une lecture intéressante, faite par M. Allard à l'Académie des sciences morales et politiques, j'ai eu l'occasion de produire dans la discussion quelques chiffres qui me paraissent convaincants à cet égard et que je vous demande la permission de reproduire ici.

En 1847, disais-je, époque où l'or était rare et cher, la France avait un excédent d'importation d'argent de 54 millions et un excédent d'exportation d'or de 12 millions ; en 1854, époque de la grande production des mines de Californie et d'Australie, l'excédent était de 416 millions à l'importation de l'or et de 164 à l'expor-

tation de l'argent ; en 1888, l'argent étant devenu abondant, l'exportation de l'or a présenté un excédent de 93 millions et l'importation de l'argent un excédent de 54 millions (1). Cette alternative est due précisément au double étalon, et le double étalon a obligé la France à avoir un système monétaire qui est bizarre, et l'Union latine à interdire la frappe de la monnaie d'argent.

Si, au contraire, le pays n'admet qu'un seul étalon, le créancier n'a plus le choix et l'importateur a les mains liées par la loi. Supposons que cet étalon soit l'or. L'or, comme toute marchandise, vaut plus ou moins ; d'un côté, la richesse des mines exploitées et la facilité de l'extraction, de l'autre, la quantité de métal réclamée pour la fabrication de la monnaie, pour les échanges en lingots et

(1)

ANNÉES	MOUVEMENTS	OR	ARGENT	OBSERVATIONS
		Millions de francs		
1847	Importation	21	138	La production de l'argent est plus considérable que celle de l'or.
	Exportation	33	84	Exportation d'or.
		— 12	+ 54	Importation d'argent.
	Balance	+ 42		Balance favorable ; différence peu considérable.
1854	Importation	480	99	La production de l'or est beaucoup plus considérable que celle de l'argent
	Exportation	64	263	Très forte importation d'or.
		+ 416	— 164	Grande exportation d'argent.
	Balance	+ 353		Balance favorable ; différence considérable.
1873	Importation	175	389	La production de l'argent est redevenue plus considérable que celle de l'or.
	Exportation	284	207	Grande exportation d'or.
		— 109	+ 182	Grande importation d'argent.
	Balance	+ 73		Balance favorable à l'accroissement des métaux précieux ; différence moins forte qu'en 1884, malgré la reconstitution par importation du numéraire de la France.
1888	Importation	101	163	La production de l'argent continue à être plus considérable que celle de l'or.
	Exportation	194	109	Exportation d'or.
		— 93	+ 54	Importation peu considérable d'argent, le monnayage étant suspendu.
	Balance	— 39		Balance défavorable ; différence faible.

pour tous les emplois industriels constituent l'offre et la demande et sont les régulateurs de la valeur. Il peut se faire, comme l'a remarqué M. de Laveleye, que cette valeur diminue si l'offre augmente, comme il peut arriver qu'elle augmente, si la demande est plus forte. Les contrats, stipulés payables en monnaie légale, suivent la fortune de l'unique métal reconnu comme étalon ; ils ne subissent plus les fluctuations de la prédominance de l'un ou de l'autre, et ne sont pas soumis à une alternative qui fait toujours arriver vers les créanciers le métal déprécié. Cette condition nous rapproche donc davantage de la fixité.

Elle nous paraît, en outre, plus équitable. Voici pourquoi. Avec le double étalon, le débiteur choisit et c'est la volonté d'un homme (je ne dis même pas la volonté des deux parties contractantes) qui, par ce choix, détermine la valeur de la monnaie. Avec l'étalon unique, cette valeur est inhérente à une chose, vous entendez bien, à une chose et non une volonté humaine ; et j'ajoute à une chose unique, laquelle peut aussi bien valoir plus—ce qui profiterait au débiteur, — que valoir moins — ce qui profiterait au créancier.

L'or est rare, dit-on; il augmente et il augmentera encore de valeur. Mais dans quelle mesure les moyens de crédit ne suppléent-ils pas à la monnaie dans les échanges ; c'est ce qu'on ne dit pas ; pourtant il y a encore dans les affaires une très large place pour le progrès des moyens de compensation et de circulation fiduciaire. On ne dit pas non plus — et je m'empresse de dire qu'on ne sait pas — ce que des découvertes nouvelles peuvent ajouter au stock métallique. Qui se doutait en 1846 que l'or allait, par la découverte des mines de Californie et d'Australie, devenir si abondant ? En 1856, que l'argent à son tour, par la découverte des mines de la Cordillère du Nord, allait affluer jusqu'à s'avilir ? Qui connaît aujourd'hui ce que rendront les nouvelles mines d'or de l'Afrique australe ?

Avec le double étalon, non seulement les fluctuations sont plus fréquentes, mais il y a beaucoup de chances pour qu'elles se fassent toujours en baisse et, par conséquent, toujours au profit des débiteurs et au préjudice des créanciers.

L'étalon unique nous rapprochant de l'idéal de la fixité, je préfère l'unité d'étalon.

M. Cernuschi a apporté un petit engin de démonstration qui parle clairement aux yeux, et qui a été déjà employé, M. Cernuschi le sait, M. de Laveleye aussi ; moi-même, je me suis servi d'une figure du même genre dans un petit traité d'économie politique qui date au

moins de vingt ans. J'ai dit dans ce manuel, et je redis volontiers ici, pourquoi le blé, qui est pourtant une marchandise d'une grande utilité et une marchandise abondante, n'avait pas les qualités requises pour devenir une monnaie; j'ai dit qu'entre autres défauts, il avait celui de ne pas posséder une valeur assez fixe. D'une année à l'autre, cette valeur peut doubler, tripler même et au delà, suivant les pays. Pourquoi? Parce que la récolte est consommée entièrement ou en très grande partie d'une année à l'autre ; la réserve n'est qu'une quantité relativement faible : le blé est d'une conservation trop difficile et trop encombrante pour qu'on accumule une série de plusieurs récoltes, même si la consommation ne les réclamait pas à mesure qu'elles sont fauchées et battues. Il en résulte que, pendant que le nombre des consommateurs reste à peu près invariable d'une année à l'autre, le stock peut varier subitement d'un quart et plus : de là, un changement, subit aussi, dans le rapport de l'offre et de la demande, et partant dans la valeur.

Il en est autrement des métaux précieux. On ne les consomme pas comme le blé; on les emploie, et cet emploi ne les détruit pas. La perte réelle ne résulte que des naufrages, des thésaurisations, et de certaines consommations industrielles. Mais le stock principal de ces métaux, monnaies ou lingots, qui est à l'état d'offre sur le marché commercial, comprend la production de toutes les années antérieures, celle des siècles passés comme du siècle présent, sans qu'il soit possible de faire aucune distinction entre l'argent provenant des mines du Laurium qu'exploitaient dans l'antiquité les Athéniens ou des dernières mines découvertes au Colorado. A ce capital monétaire du monde civilisé, la production d'une année, qu'elle soit abondante ou faible, ajoute une quantité trop peu considérable, relativement, pour exercer une grande influence sur l'offre générale des métaux précieux. C'est une des raisons de la fixité dont jouissent à peu près ces métaux pendant une période de quelques années, et c'est aussi une des raisons qui les ont fait choisir comme monnaie.

M. Cernuschi s'est servi d'images pour rendre sa pensée sensible. Permettez-moi, à son exemple, de supposer que toute la masse des métaux précieux du monde soit contenue dans un réservoir, et que ce réservoir soit sans cesse alimenté par deux robinets dont l'un verse la production en or, et l'autre la production en argent. Séparez ces deux métaux et mettez-les chacun dans un réservoir moitié plus petit et alimenté par un seul robinet. Le niveau ne s'élèvera

pas plus vite qu'auparavant dans chacun d'eux. Ce qui signifie, en passant de l'image à la réalité, qu'une fois la valeur du métal fixée, les variations de cette valeur ne seront pas vraisemblablement plus grandes avec un étalon qu'avec deux.

Je ne dis pas cependant que la situation sera exactement la même. Car, si la quantité du métal qui doit faire face aux échanges devient moitié moindre, chaque particule de métal, ayant plus de besogne, sera plus demandée et acquièrera plus de valeur.

Si, d'autre part, le débit de chaque robinet n'est pas toujours égal, il est possible qu'il s'établisse parfois une certaine compensation de l'affaiblissement de l'un par l'accroissement de l'autre, lorsqu'ils versent leur métal dans le même récipient.

Cette dernière objection aurait plus de poids si l'unité d'étalon était, comme semble l'indiquer le mot « monométallisme, » l'emploi exclusif d'un seul métal pour le monnayage. Or, je suis partisan de l'unité d'étalon et partisan de l'or pour étalon. Mais je n'ai nullement l'intention de proscrire l'argent de la circulation. Je demande seulement qu'il ait un rôle subalterne ; mais les subalternes occupent, dans l'ordre économique, une très large place et peuvent avoir une grande importance.

On a dit avec raison que la monnaie n'était pas une marchandise comme une autre et que, quoique soumis comme toute marchandise aux variations de valeur qui résultent de l'offre et de la demande, les métaux précieux dont elle est faite avaient cependant une certaine fixité, qu'ils devaient cette fixité, non seulement à la nature du stock dont nous venons de parler et qui constitue l'offre, mais aussi au rapport légal établi dans chaque pays qui règle la demande. C'est une vérité courante en économie politique. Il est certain que, si en France la frappe était libre, l'argent ne s'y vendrait pas beaucoup au-dessous du taux de 15 1/2 pour 1, et que, si tous les grands États adoptaient le double étalon avec le même rapport, 15 1/2 deviendrait à peu près le rapport régulateur du marché. Mais cette situation n'empêcherait pas dans l'avenir, comme elle n'a pas empêché dans le passé, les spéculateurs de profiter de cet à peu près, ce profit de simuler la production du métal inférieur en valeur et, par suite, celui-ci de l'emporter en quantité sur le métal supérieur dans la circulation des pays qui auraient adhéré au pacte.

Plusieurs orateurs qui m'ont précédé ont parlé de l'Inde ; ils se sont apitoyés sur les misères de ce pays et ils en ont rendu notre régime monétaire responsable. Oui, pendant qu'en Europe un cer-

tain nombre de peuples ont une circulation fondée plus ou moins complètement sur l'étalon d'or, jusqu'à présent, en Orient, l'étalon d'argent a prévalu. Cependant, comme on le faisait remarquer ce matin, l'or commence à s'y introduire en quantité plus considérable qu'autrefois (1). Mais, supposez que ce pays n'ait que de l'argent, je ne vois pas qu'il y ait lieu d'en gémir. Il me semble même qu'au point de vue de leur économie générale, les Indiens sont dans une situation meilleure qu'il y a cinquante ans, alors qu'ils possédaient beaucoup moins d'argent. Depuis dix ans, on a frappé une quantité de monnaie d'argent variant de 30 à 160 millions de roupies par an, sans compter un peu de cuivre et d'or.

La richesse des habitants de l'Inde consiste principalement en coton, en blé, en opium : ce sont là leurs moyens d'échange. Ils sont encore, et pour longtemps, débiteurs de l'Angleterre, qui a fourni les capitaux de leurs chemins de fer et autres travaux publics ; ils ont à payer par an, en Angleterre, 150 à 200 millions de roupies; ils s'acquittent avec leurs denrées agricoles. L'Angleterre leur envoie, de son côté, des métaux précieux, surtout de l'argent, sur lequel ses banquiers et marchands réalisent de très beaux bénéfices. Les Hindous, comme le faisait remarquer un orateur, se contentent de cet argent et, quoique leur condition économique ne soit pas à l'abri de la critique, ils trouvent avantage à faire, même de cette manière, des échanges avec l'Europe. Je reviendrai sur la situation de l'Angleterre sous ce rapport. Je puis dire, toutefois déjà, qu'il me paraîtrait difficile de faire voter, par le parlement britannique, une loi sur le bimétallisme qui établirait l'équivalence de 1 à 15 1/2 pour les deux métaux, parce que les Anglais, qui achètent beaucoup à l'Inde, ne sont pas au fond très fâchés de se procurer, à bon marché, l'argent avec lequel ils la payent.

Évidemment, si nous allions faire une enquête dans les cantons agricoles de l'Angleterre, nous n'entendrions pas les cultivateurs raisonner comme les négociants exportateurs. En Angleterre, comme en France et plus peut-être qu'en France, l'agriculteur se plaint de la concurrence étrangère et de l'abaissement des prix qui en est la conséquence. Comme la plupart des hommes absorbés par

(1) Le mouvement des métaux précieux dans l'Inde en millions de roupies a été en 1888 :

	Importation.	Exportation.
Or.....	3.2	0.2
Argent.....	10.5	1.3

la conduite de leurs intérêts privés, ils voient ce qui les touche immédiatement et personnellement, et ne voient pas autre chose. Or, ce qui les touche, c'est de recevoir, comme marchands de denrées ou comme propriétaires affermant leurs terres, moins d'argent qu'autrefois; que les consommateurs payent moins, voilà une affaire qui leur paraît secondaire et que les campagnards, au delà comme en deçà de la Manche, qualifient volontiers de vaine spéculation de théoricien.

Je ne nie pas la gêne des agriculteurs, mais je dis que la question du blé importé a deux faces, une plus spéciale et l'autre plus générale, et que la question du commerce de l'Angleterre avec l'Inde se présente sous une troisième face, celle du négoce. Or, Londres a toujours été un grand marché et est devenu — peut-être un peu par la faute de Paris — le plus important de beaucoup pour les métaux précieux. L'or et l'argent y affluent; l'Angleterre garde une partie de l'or et vend le reste, à prime quand elle le peut ; elle exporte la plus grande partie de l'argent et, quand elle l'envoie dans l'Inde, elle jouit par la différence de valeur du lingot sur le marché anglais et sur le marché indien, d'un escompte considérable. De quoi les négociants anglais se plaindraient-ils ?

Revenons au fond de la question. Les bimétallistes pensent qu'il serait bon que les deux métaux, or et argent, eussent le pouvoir libératoire au même titre et dans toute sa plénitude, parce qu'il y aurait ainsi dans le commerce du monde plus de monnaie, et surtout de monnaie pouvant servir aux échanges nationaux. Ils pensent qu'il est possible, grâce à des conventions signées par les grandes puissances de l'Europe et de l'Amérique, d'unir indissolublement l'un à l'autre les deux métaux précieux dans le rapport de 1 à 15 1/2 et de n'en faire, pour ainsi dire, qu'une même masse, qu'un seul stock monétaire mis à la disposition du monde civilisé. Entrons un moment dans cette hypothèse.

Je fais toutefois d'abord une réserve. Si ce changement devait se faire tout à coup, l'argent réapparaissant en maître sur la scène comme par un coup de théâtre, je le regretterais : en matière économique, je l'ai dit, je n'aime pas les à-coups; ils troublent l'ordre établi et la conscience morale des peuples.

Si cette réunion et cet accroissement devaient se faire lentement, — je ne vois pas bien comment elle se ferait ainsi, — je n'aurais plus la même objection à lui opposer. Mais je ne vois pas encore quels grands avantages en résulteraient. Je laisse de côté les détails ; je

ne veux envisager que l'intérêt général de la circulation et des nations qui concluraient le pacte.

Sans doute, il est bon d'avoir une monnaie suffisamment abondante : elle facilite les échanges. Mais il n'est en aucune façon désirable d'avoir une monnaie qui s'avilisse : en donnant plus de pièces à manier, elle appauvrit les uns, comme je l'ai dit, et n'enrichit pas tous ceux auxquels elle fait quelque temps illusion.

Les quatre grandes nations qui, d'après le projet de M. Cernuschi, se trouveraient plus particulièrement engagées dans le pacte, n'ont pas aujourd'hui une pénurie telle de métal précieux qu'elles désirent en posséder demain le double au risque de voir doubler le prix des choses.

Il y a un aspect de cette question dont je ne dois pas omettre de parler. M. Émile de Laveleye, avec la profonde connaissance qu'il a de ces questions, dit : « Vous êtes aveugles si vous ne voyez pas le grand avantage de l'abondance de la monnaie. Quand on verse à flots les métaux précieux, les prix haussent sans doute ; mais, loin de s'en plaindre, il convient de s'en réjouir ; car la hausse, c'est l'activité sur le marché, c'est la prospérité dans la boutique ; tout marchand vend plus cher qu'il n'a acheté et tout le monde est content. »

Tout le monde ? M. de Laveleye oublie les rentiers. N'oublie-t-il pas aussi un peu les ouvriers qui sont souvent, dans ce cas, les derniers à profiter de la hausse et qui n'obtiennent l'élévation de leurs salaires que parce que la hausse du prix des denrées leur a rendu l'existence difficile ? L'exemple de 1850-1856 peut nous instruire à ce sujet. C'est pourquoi je me permets de répondre à mon confrère : « Je crains une hausse des prix résultant d'une augmentation du stock métallique. D'ailleurs cette hausse ne peut pas durer indéfiniment, sans quoi l'argent et l'or seraient à la fin réduits à n'avoir pas plus de valeur que le billon : ce qui serait un mal. Il y a donc une limite, et, cette limite une fois atteinte, ces merveilles de la hausse continue, qui éblouissent M. de Laveleye, cesseraient de se produire. Il ne faut pas confondre l'accroissement du stock métallique, qui pousse en effet à la hausse, mais qui est un état transitoire, avec l'abondance des métaux précieux, qui peut constituer un état permanent, qui est désirable quand elle n'est pas hors de proportion avec la richesse à échanger, mais qui se concilie très bien avec le maintien des prix au même niveau. »

Je parlais tout à l'heure du concert des grandes nations s'unissant

pour conclure le pacte bimétallique. Je crois, en premier lieu, que cet accord n'est pas possible ; en second lieu, je suis convaincu que s'il était possible, il ne serait pas durable. Beaucoup d'entre nous ici ont les cheveux blancs ou gris; ils savent par expérience ce que durent les traités. Il n'y a pas trois quarts de siècle que le roi de Prusse promettait respectueusement amitié à l'empereur de Russie ; il y a à peine un quart de siècle que la Maison de Savoie doit la couronne d'Italie à l'intervention française ; dix ans ne s'étaient pas écoulés depuis la signature de la Sainte-Alliance que l'Angleterre s'isolait presque dans son parlementarisme et dans son île. Les conventions d'ordre économique ont encore, quoi qu'on en ait dit, une vitalité moins longue que les traités politiques, parce que l'intérêt d'aujourd'hui n'est peut-être pas ou n'est pas jugé être celui de demain. On a fait des conventions internationales de tarifs de poste; celles-ci dureront, parce qu'elles sont dans l'intérêt permanent de tous, mais elles subiront des remaniements de tarifs, quand il y aura lieu d'en faire. Pourra-t-il en être de même de la convention établissant le rapport de 1 à 15 1/2?

Pour avoir signé une alliance monétaire, on ne l'aura pas faite perpétuelle, n'est-ce pas? A un moment donné, la voilà rompue ; chacun reprend sa liberté d'action, croyant agir au mieux des intérêts de son pays. Comment se fera la liquidation?

M. Henri Cernuschi. — Il n'y a pas lieu à liquidation. Il ne s'agit pas d'une union monétaire avec circulation réciproque, il s'agit d'une entente internationale sur le rapport de poids entre l'unité monétaire en argent et l'unité monétaire en or.

M. Émile Levasseur. — Je prends note de votre déclaration. Il n'y aurait pas de clause de liquidation, ni, par conséquent, de sanction qui empêchât les gouvernements de sortir à un moment donné de l'alliance.

Dès lors, d'habiles spéculateurs pourront se dire : « Voici l'un des deux métaux qui est produit à beaucoup moins de frais et en plus grande quantité que l'autre dans telle région minière ; nous allons former un syndicat, accaparer les mines, ou du moins acheter une quantité considérable de ce métal, et le faire entrer par toutes les douanes, s'il le faut, dans les hôtels des monnaies de notre voisin ; nous conseillerons ensuite à notre gouvernement de dénoncer le traité pour mettre notre pays à l'abri d'une réimportation. » (*Bruit. Interruptions diverses.*)

Je vous en prie, monsieur Cernuschi, ne m'interrompez pas ; vous me répondrez.

M. Henri CERNUSCHI. — Je ne vous interromps pas.

M. Émile LEVASSEUR. — Je sais bien que vous n'en avez pas l'intention ; mais vous le faites néanmoins involontairement. (*Rires.*)

Je disais donc qu'il serait à craindre que, dans chaque pays, des spéculateurs n'achetassent, pour l'exporter, le métal le moins cher, sauf à retirer ensuite, en temps opportun, leur épingle du jeu.

Pendant même la durée de cette union monétaire, conclue et pratiquée de bonne foi, la force des choses ébranlerait l'édifice factice du rapport prétendu immuable de 1 à 15 1/2. On n'a pas dit et on n'a pas la prétention de croire que tous les pays du monde entreraient sans exception dans cette ligue bimétalliste. Parmi ceux qui resteraient en dehors, il y aurait des pays producteurs — producteurs aujourd'hui ou producteurs demain — de métaux précieux ; quels magnifiques bénéfices vous leur offrez en leur assurant un prix constant de vente, quel que soit le prix de revient ! Quelle excitation à produire le métal dont il conviendrait précisément de restreindre la production par cela même qu'il menacerait de s'avilir ! Je dis qu'il est aussi impossible d'imaginer comment quatre grandes nations soutiendraient indéfiniment une alliance monétaire qu'il est impossible de régler la production des deux métaux, de manière à ce que la proportion de 1 à 15 1/2 demeure réellement constante sur tous les marchés. (*Dénégation de M. Cernuschi.*)

Les nations qui auraient laissé pénétrer dans leur circulation les envois de métal déprécié faits par les spéculateurs, en subiraient les premières de fâcheuses conséquences. Pour ma part, je ne conseillerai jamais à mon pays d'entrer dans une fédération pareille.

Hier, M. Cernuschi, employant pour sa démonstration une image sensible, a supposé que deux oiseaux placés dans une cage, y demeuraient tant que la porte était fermée. L'un était blanc ; l'autre jaune ; le jaune c'était l'or... c'était le vrai serin, n'est-ce pas ? (*Rires.*)

M. Cernuschi conseillait de tenir la cage bien close pour les empêcher de partir, et, d'après sa figure de rhétorique, la fermeture c'était la convention internationale avec le taux de 1 à 15 1/2.

L'économie politique, qui est fondée sur le principe de la liberté du travail et des échanges, n'aime pas beaucoup les cages fermées

et ne croit pas à la vertu des grilles ; elle dirait volontiers que le serin jaune serait bien... naïf, si, la porte étant même entr'ouverte, il ne s'envolait pas vers des régions où il serait certain de trouver un meilleur accueil.

Le propriétaire ne trouverait pourtant pas, comme l'a dit M. Cernuschi, le lendemain l'oiseau blanc seul, il en trouverait peut-être seize, car il y aurait eu un chassé-croisé et une quinzaine d'oiseaux d'argent seraient venus remplacer dans la cage, — dans la circulation monétaire du pays, si vous aimez mieux que je parle sans figure, — l'oiseau d'or envolé, ce qui serait désagréable au propriétaire, s'il aime la variété et surtout s'il n'aime pas les oiseaux blancs, parce qu'ils sont moins précieux. Autre inconvénient : la cage serait encombrée et les oiseaux n'y *circuleraient* pas à l'aise.

S'il y avait réellement une pénurie de numéraire, on pourrait s'ingénier à trouver un moyen d'y suppléer. Mais l'argent manque-t-il ?

Un Membre. — C'est l'or qui manque. (*Plusieurs voix : Oui ! Oui !*)

M. Émile Levasseur. — Vous dites que l'or manque ; manque-t-il lui-même réellement ? Je ne le crois pas.

Vous voulez dire qu'il manque dans les pays pauvres ? Je l'admets. Mais, parce qu'un homme pauvre n'a pas d'argent dans sa poche, ce n'est pas une raison pour dire qu'il n'y a pas d'argent dans la société ; la richesse de la société pourrait doubler, tripler et cependant cet homme restera toujours pauvre. On peut en dire autant des États civilisés dans le monde. Il y en a qui sont moins riches les uns que les autres et qui peuvent, par suite, conserver dans leur circulation plus ou moins de métaux précieux ; il y en a qui, étant riches, ont un système de crédit qui leur permet de faire face à leurs échanges avec moins de numéraire que leurs voisins. Mais les États pauvres ou, plus exactement, les États dont les gouvernements sont pauvres, ayant des finances en mauvais état ou un papier-monnaie déprécié, ont peu de monnaie, quel que soit leur étalon, or ou argent. Si on leur en apportait, ils ne pourraient pas la conserver ; le métal précieux s'échapperait par leurs frontières comme l'eau s'écoule d'un pot fêlé.

Je comprends que M. de Laveleye regrette que certains pays, comme la Roumanie, qu'il a citée, je crois, dans son article, n'ait pas plus de numéraire. Je le regrette comme lui, parce que j'aime

ce pays, et parce que je souhaite la prospérité générale de l'Europe et du monde. Mais pour atteindre le but souhaité, il est souhaitable, non pas que la monnaie s'avilisse en se multipliant, mais que la richesse de ces pays augmente et que l'équilibre entre leurs recettes et leurs dépenses s'établisse mieux.

Puisqu'il s'agit dans cette question d'une entente des nations en vue de l'intérêt de chacune, permettez-moi de me placer un instant au point de vue de mon propre pays. Je dis qu'en France, ni l'or ni l'argent ne manquent à l'heure présente ; si l'argent n'est plus frappé comme par le passé, c'est que l'Union latine s'est garantie contre le danger d'une invasion de ce métal déprécié, et elle a eu raison de le faire. Mais, en fait comme en principe, notre système monétaire reste toujours fondé sur le double étalon, c'est-à-dire que tout débiteur peut à son gré se libérer en pièces d'or ou en pièces de cinq francs d'argent, quelle que soit la somme à payer.

Vous savez que la Banque de France renferme dans ses caisses environ 1 milliard 200 millions d'argent. Je ne doute pas que la Banque ne tienne à votre disposition cette énorme quantité de métal, si vous éprouvez le besoin et si vous trouvez le moyen de le faire circuler. Je dis même, avec la conviction d'être l'interprète du sentiment de notre Président et avec la certitude qu'il ne me démentira pas, qu'il serait enchanté si vous vouliez bien lui prendre cet argent. (*Rires.*)

Malheureusement le public n'en veut pas. Il atteste ainsi d'une manière éclatante — *vox populi* — qu'il ne souffre pas d'une pénurie de stock métallique, mais qu'il préfère l'or à l'argent.

La Banque de France aurait absolument le droit de payer toujours tout ce qu'elle doit en argent. Je dis que ce serait son droit, je ne dis pas que ce serait son devoir et son intérêt. Son devoir est d'être utile au commerce dans la plus large mesure qu'autorise la sécurité de son crédit ; car cette sécurité est nécessaire au commerce. Ses intérêts sont communs avec ceux du commerce français. La Banque, qui le sait et qui pratique son devoir, n'use pas rigoureusement de son droit; elle fournit de l'or à ceux qui en ont besoin pour des payements soit à l'intérieur, soit plus encore à l'extérieur, et, si elle leur fait parfois payer une certaine prime, c'est probablement afin de discerner ceux qui ont un vrai besoin de ceux qui n'ont qu'une préférence.

Si l'argent ne circule pas plus en France, ce n'est donc pas parce qu'il manque, c'est parce que le public n'en veut pas.

Ne vous fiez pas à vos alliés, monsieur Cernuschi ; les bimétallistes vous trahissent. Ils prêchent l'usage de la monnaie d'argent et réclament pour lui le droit à la circulation, — j'allais dire le droit au travail, — et ils n'en usent pas eux-mêmes. Nous pourrons tous deux leur appliquer ce vers de Corneille :

La foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère?

Demandez-leur d'ouvrir leurs porte-monnaie : vous y trouverez plus d'or que d'argent, peut-être en argent rien que des pièces divisionnaires.

M. Henri Cernuschi. — Nous avons des billets ! (*Rires.*)

M. Émile Levasseur. — Oui, mais vous avez aussi de l'or.

Il y a une immense circulation d'or en ce moment, qui est nécessaire non seulement au commerce, mais aux besoins journaliers de la vie. Une femme va faire des emplettes dans un magasin de nouveautés avec des billets et de l'or dans son porte-monnaie. Un voyageur, même quand il a dans son portefeuille des lettres de crédit, met dans son sac de l'or, et évite d'emporter une grosse somme en argent, parce qu'elle l'encombrerait et parce que, hors des frontières de l'Union latine, elle ne serait plus acceptée en payement. Les mœurs ont changé : autrefois on voyageait avec de l'argent parce qu'on voyageait moins, qu'on dépensait moins et qu'on avait peu d'or. Nous avons aujourd'hui beaucoup d'or : sachons en jouir. Qui, de notre temps, consentirait à charger sa poche de 10 kilogrammes d'argent? Ce n'est pourtant qu'une somme de 2,000 francs, et il est rare qu'un ménage qui entreprend un voyage à l'étranger ne dépense pas davantage.

M. Henri Cernuschi. — Deux mille francs en or, c'est encore trop lourd ; mieux vaut se munir de billets de la Banque de France.

M. Émile Levasseur, — Deux mille francs en or tiennent dans deux petits rouleaux qui ne pèsent pas un kilogramme et qu'on met aisément dans une poche.

Le grand commerce, est, à cet égard, comme le simple voyageur. Il préfère l'or, parce que l'or est plus commode, parce qu'étant donné l'importance des affaires, on compte plus facilement, on expédie à moins de frais, on conserve plus aisément une grosse somme en or qu'en argent.

S'il y avait à choisir entre les deux métaux, je serais de l'avis

du public, je choisirais l'or. Mais il n'est même pas question de faire aujourd'hui un choix; la force des choses a substitué dans la circulation l'or à l'argent, tout en conservant à ce dernier le rôle qui lui convient et que le premier ne peut pas remplir à sa place, celui de monnaie subsidiaire.

J'aurai bientôt fini. Il ne me reste plus qu'à dire quelques mots de la situation des États qu'on veut contraindre, par une convention internationale, à aller contre le courant des choses et contre le sentiment public, en faisant rentrer l'argent dans la circulation avec les honneurs de la souveraineté libératoire, et cela non sans quelque profit pour les propriétaires de mines d'argent.

La France n'a pas besoin de signer la convention qu'on lui propose : elle a assez de monnaie, je crois l'avoir démontré. Elle en a même qu'elle ne peut pas employer: les bilans de la Banque de France le prouvent. Pourquoi signerait-elle un contrat par lequel elle s'engagerait à recevoir en quantité illimitée le genre de monnaie dont précisément on ne veut pas dans notre pays, ou dont on ne veut qu'une quantité limitée et bien inférieure au stock existant?

Est-ce pour le plaisir de faire remonter le cours du lingot d'argent sur la place de Londres? Mais la France n'a pas de mines d'argent, et si ses cultivateurs imposent à ses législateurs l'obligation de voter un droit protecteur en faveur du blé national, le gouvernement n'a pas du moins celle de signer un traité protecteur de l'argent étranger; ce n'est pas là son affaire.

Est-ce parce que des propriétaires aux États-Unis, qui extrayent par an de leurs mines une masse d'argent valant environ 200 millions en or à Londres, les vendraient 300 millions à Paris, si la libre frappe au taux de 15 1/2 pour 1 était rétablie, et qu'ils seraient heureux de se procurer ainsi un bénéfice annuel de cent millions? Mais ce n'est pas l'affaire de la France.

Est-ce parce que des négociants et des banquiers anglais trouveraient commode de pouvoir puiser sur le marché français, à un taux qui ne dépasserait pas le rapport de 1 à 15 1/2, soit de l'or, soit de l'argent à leur volonté et suivant les besoins de leur commerce d'exportation? Mais ce n'est pas l'affaire de la France.

Est-ce par un sentiment de charité pour le commerce de l'Inde que quelques orateurs croient mal équilibré et en faveur duquel ils nous engagent à voter des mesures secourables? La France a sans doute beaucoup de sympathie pour l'Inde, où elle a des colonies minuscules à côté du géant britannique; mais, si elle voulait faire acte

de charité envers les Hindous, il faudrait lui conseiller, non d'adopter un système monétaire dont l'efficacité pour l'Inde est contestable et dont le dommage pour la France est certain, un système qui permettrait de faire sur elle et à son détriment des bénéfices particuliers se chiffrant par des centaines de millions, mais de proposer au parlement français un projet de loi pour une subvention de 100 millions à distribuer aux indigents des bords du Gange. Le sacrifice au moins serait limité et serait certainement moindre. Le difficile serait de trouver un cabinet qui fît la proposition et une chambre qui la votât.

Les bimétallistes se disent peut-être : « M. Levasseur n'est pas dans la question, ou n'en voit pas le point essentiel. Ce point, c'est l'exportation. La France ne peut pas exporter son argent. C'est pourquoi il s'accumule dans les caves de la Banque et pèse sur elle comme un énorme poids mort qui gêne le mouvement de ses opérations de crédit ».

Mais, si la France rétablissait la libre frappe de l'argent, elle n'exporterait pas une pièce de cinq francs de plus ; elle exporterait au contraire son or en échange de l'argent qu'on s'empresserait de lui apporter. Dans l'intérêt de son exportation, elle doit donc s'abstenir de toute initiative relativement à cette question et de toute mesure prise isolément, qui lui serait funeste.

« Mais c'est une mesure collective que nous demandons », objectent les bimétallistes.

J'ai répondu que je ne croyais pas à une entente des grandes puissances sur cette question et que je regardais la durée d'une Union de ce genre comme plus impossible encore que sa formation. Aussi y a-t-il des bimétallistes assez avisés pour dire aux Français : « Commencez toujours ». Moi, je dis à mes concitoyens : « Gardez-vous bien de commencer ». A un de mes amis qui me vantait les avantages du bimétallisme et les bonnes dispositions des Anglais à l'adopter, j'écrivais dernièrement : « Je croirai à ces bonnes dispositions le lendemain du jour où les deux chambres du Parlement auront voté et où la reine aura promulgué le bill établissant, pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, la libre frappe et le cours légal sans restriction des deux métaux. »

Mais je ne crois pas, comme je l'ai dit, l'Angleterre disposée à changer son système monétaire, lequel est éprouvé par trois quarts de siècles d'existence. L'Angleterre n'aime pas beaucoup les changements de ce genre. Ses amis peuvent lui conseiller de

refondre ses monnaies usées, ils ne lui conseilleront pas de lâcher la proie pour l'ombre, en conférant à l'argent le droit qu'elle n'a attribué qu'à l'or. Je répète que l'Angleterre est sous ce rapport dans une bonne situation: grâce à ses relations, elle est le grand marché des métaux précieux, elle a de l'or et elle a de l'argent, elle vend les deux aux étrangers; elle vend surtout l'argent à l'Asie, et elle fait des bénéfices sur ces diverses opérations. Que gagnerait-elle à changer?

Quant à l'Allemagne, je connais un peu moins l'état de sa circulation. Elle a en principe une législation monétaire différente de celle de la France, puisqu'elle a adopté l'unité d'étalon, tandis que la France maintient la dualité; mais, en fait, elle admet une quantité illimitée d'or et une quantité limitée d'argent. Quoiqu'elle se soit arrêtée dans l'entreprise qu'elle avait formée de démonétiser et de vendre tout son vieil argent, je ne crois pas qu'elle soit disposée à faire à la convention bimétalliste le sacrifice de son mark d'or.

Je ne suis pas persuadé que les États-Unis eux-mêmes veuillent entrer dans cette voie, de quelques expérances que nous leurrent à cet égard les bimétallistes, dont le bataillon est compact dans ce pays et compte dans ses rangs des hommes d'une haute distinction. Les États-Unis ont bien rendu une loi par laquelle le gouvernement est obligé de frapper tous les mois une certaine quantité d'argent. On a donné ainsi une demi-satisfaction aux propriétaires de mines d'argent qui voulaient placer avantageusement leur marchandise, mais on n'a pas transformé la circulation; le public a résisté en Amérique, comme en Europe, et la monnaie d'argent s'accumule dans les caisses du gouvernement. On préfère même à cette réalité encombrante un papier qui en est la représentation. On préfère surtout l'or.

Je comprends que les propriétaires de mines d'argent s'inquiètent et même que la politique des États-Unis s'émeuve de leur inquiétude, parce que les intérêts engagés dans les mines sont très considérables dans ce pays. Je regrette cependant de voir parfois s'établir un concert, je dirais presque une coalition entre des opinions politiques et des intérêts économiques qui n'ont pas un lien nécessaire. Je le dis avec discrétion, mais avec sincérité à propos des États-Unis où je m'honore de compter quelques amis et dont j'admire la vigoureuse croissance. Je le dirais de même à propos de la France. Que le parti républicain aux États-Unis incline vers le système protecteur, je le constate à regret, mais je le comprends, en souhaitant

que, quelque jour, le Nord aperçoive la lumière sur le chemin de Damas. Mais quelle raison a-t-il d'être bimétalliste plutôt que monométalliste? Je ne le vois pas, et je demeure convaincu qu'en pareille matière il est bon de ne pas paraître ce qu'il n'est pas nécessaire d'être.

Je crois en avoir dit assez, pour expliquer les quatre propositions que je me permets de soumettre au Congrès et dont il ne me reste plus qu'à donner la formule.

1° Mon confrère, M. Emile de Laveleye, a dit, dans une brochure que vous avez tous lue sans doute, que la combinaison bimétalliste était possible, même sans qu'il fût besoin de signer de traités internationaux; qu'il suffisait qu'un certain nombre d'États prissent la résolution de laisser frapper sans limitation l'or et l'argent, en donnant également aux deux métaux le pouvoir libératoire dans le rapport de 1 à 15 1/2.

Je déclare être absolument opposé à cette proposition. A mon avis, elle serait funeste aux pays qui, sans être garantis par un traité, admettraient ainsi l'argent dans l'état actuel du marché. Ils feraient un métier de dupes en contribuant à relever, à leurs frais, une valeur qui est avilie et un métal dont ils n'ont pas besoin.

2° La proposition de M. Cernuschi me paraît plus solidement fondée, parce qu'elle repose sur une convention qui lierait plusieurs grandes nations commerçantes du globe.

Néanmoins je la repousse aussi, parce que les nations commerçantes ne sont pas et ne sauraient pas être toutes comprises dans cette convention; parce que, même si elles y étaient comprises, la valeur factice que l'on donnerait à l'argent, ne serait pas garantie contre les variations résultant de la production et contre les spéculations des particuliers; parce que, tout en attribuant une légère part d'influence à la monnaie sur la baisse des prix, nous ne croyons pas que le numéraire fasse en général défaut dans le monde; parce que nous pensons qu'une augmentation lente par la production annuelle de l'or est préférable pour l'équilibre commercial à un doublement soudain par l'admission de l'argent; parce que, d'une part, il nous paraît impossible que les grands États, consultant chacun leur intérêt particulier, se décident à conclure cette alliance, et que, d'autre part, s'ils s'y décidaient, rien n'assurerait la stabilité indéfinie du rapport de 1 à 15 1/2 contre une dénonciation du traité par quelque gouvernement, dont les intérêts se seraient déplacés ou qui verrait plus clair dans ses intérêts; parce

qu'en tout état de cause, le système de l'unité d'étalon nous paraît préférable à celui de la dualité, et parce qu'étant admise l'unité, c'est l'or qui a au plus haut degré les qualités requises pour servir d'étalon.

M. Fournier de Flaix a fait une proposition incidente qui peut être considérée comme un amendement à la proposition de M. Cernuschi.

L'adoption de ce système, présenterait, suivant mon opinion, à peu près les mêmes inconvénients que celui de M. Cernuschi. Je ne peux pas davantage m'y rallier.

3° Vous me direz : « Eh bien ! Quel système proposez-vous donc ?

Au risque de paraître terre-à-terre et d'être classé comme le plus timide des vieux économistes, je dirai franchement que je ne propose rien, que je ne trouve pas la situation monétaire aussi mauvaise qu'on veut bien la représenter et que, par conséquent, je suis pour le temps présent du moins, partisan du *statu quo*.

4° Je sais bien qu'une pareille proposition n'est pas de nature à flatter la popularité. On aime les grands remèdes et les promesses de guérison. J'avoue humblement que je ne vends pas de pastilles Géraudel monétaires. Cependant, comme je ne me dissimule pas que notre législation sur cette matière n'est pas parfaite, et qu'il est singulier d'avoir une loi déclarant que l'unité monétaire est le franc d'argent pesant 5 grammes à 900/1000 de fin, une autre loi déclarant que le franc n'aura que 835/1000 de fin, et une troisième loi interdisant absolument la frappe de monnaies d'argent à 900/1000, je proposerai aussi un petit remède pour me mettre en règle avec les convenances.

Ce remède, qui est une simple affaire d'intérieur et non de convention diplomatique, consisterait à laisser la frappe de l'or entièrement libre, comme elle est aujourd'hui, et à rendre libre aussi la frappe de l'argent, mais sous la double condition : 1° que celui qui apporterait des lingots d'argent pour les convertir en monnaie, les vendît au cours du jour à l'hôtel des monnaies, et payât 5 francs chaque pièce de cinq francs; 2° que celui qui voudrait payer en pièces de cinq francs ne pût pas imposer à son créancier plus de 500 francs de cette monnaie par payement.

J'indique cette limite, parce qu'on peut donner 5 francs en billon, 50 francs en monnaie divisionnaire d'argent ; mais j'accepterais volontiers les 999 francs proposés par M. Coste. Ce à quoi je tiendrais, c'est à une limitation.

Si la loi était telle, on ne pourrait plus accuser le gouvernement d'opprimer l'argent et de ruiner la société en interdisant la frappe du métal sauveur; car chacun serait libre d'en faire frapper suivant ses besoins.

Mais personne n'aurait la perspective de faire par cette frappe un gain abusif, puisque chacun payerait la pièce de cinq francs au prix de sa valeur nominale et non au prix de la valeur intrinsèque du métal; le bénéfice résultant de la différence resterait acquis à l'Etat.

Personne enfin ne pourrait faire subir une perte injuste à son créancier, puisque la somme que ce dernier serait obligé d'accepter n'excéderait pas 500 francs, somme insignifiante au point de vue où nous nous plaçons, suffisante néanmoins pour que l'argent rendît tous les services qu'on peut en attendre légitimement dans l'état actuel des choses.

Reste à savoir si ce moyen, que je ne propose qu'avec timidité, arrêterait entièrement la spéculation (1), et s'il serait assez goûté du public pour établir un fort courant de circulation d'argent.

Messieurs, j'ai terminé (*Applaudissements répétés.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Alphonse Allard.

M. Alphonse Allard. — Je dois m'excuser, messieurs, de me présenter devant tant de savants économistes, tant d'hommes de valeur; je ne suis ni l'un ni l'autre. Simple homme pratique; je viens ici, en mon nom absolument personnel, vous apporter le contingent d'une expérience de trente années, acquise au contact des affaires de banque et de métaux précieux.

J'ai écouté les remarquables discours prononcés par M. Coste, par M. Fournier de Flaix et par M. Levasseur; mon attention a été captivée surtout par celui de M. Levasseur, si pétillant d'esprit, si rempli de bonne grâce et sous le charme duquel nous nous trouvons encore. Ce discours rappelait ces étoffes anciennes que nos pères tissaient avec une si exquise finesse, auxquelles ils savaient, avec un art tout particulier, communiquer de si belles et de si vives couleurs, mais dont la solidité ne répondait pas toujours à la brillante apparence, — j'y reviendrai tout à l'heure.

(1) A la suite du Congrès, M. Boissevain a publié une brochure : *Quelques observations au sujet du Congrès monétaire international,* dans laquelle il montre que cette spéculation pourrait se produire très largement et serait préjudiciable à la France (p. 48). Je me rallie volontiers à cette opinion (*Note de M. Levasseur.*)

Un mot d'abord à M. Fournier de Flaix, qui m'a étonné lorsqu'il nous a dit que : « *La France était trop riche et trop prospère pour « qu'elle ait besoin de signer des traités monétaires* » ; à l'entendre on pourrait supposer que la France envierait la Chine et la grande muraille qui l'entoure.

Soyez sans crainte, ce n'est pas là l'idée de M. Fournier de Flaix. S'il déconseille à la France de signer des traités, il n'entend parler que de traités se basant sur le bimétallisme; car il n'a pas hésité plus loin à déclarer qu'elle serait toute prête à accepter un traité, à condition qu'il ait pour base des certificats d'argent non convertibles en or, à l'instar des États-Unis d'Amérique.

Il est permis de s'étonner d'une semblable contradiction chez un adversaire de pareille valeur.

Mais la France est-elle bien aussi étrangère que le croit M. Fournier de Flaix aux préoccupations monétaires du globe? Il est permis d'en douter, lorsqu'on a entendu M. le Ministre des finances et M. le Gouverneur de la Banque de France venir nous faire ici même les déclarations que nous avons entendues.

M. Rouvier ne nous disait-il pas :

« De brusques variations se manifestent dans la production et « surtout dans la valeur réciproque de l'or et de l'argent. Y a-t-il « réellement dans ces faits une action perturbatrice qui puisse « expliquer les *crises* dont à des degrés divers, *tous les pays* ont eu « récemment à souffrir? Peut-on entrevoir dans telle ou telle solu- « tion *un remède à cet état de choses qui préoccupe à bon droit les « gouvernements et les peuples ?* »

Notre honorable Président, gouverneur de la Banque de France, n'ajoutait-il pas, de son côté, ces paroles : « Le désordre monétaire « qui, on peut le dire sans témérité, date de 1873 et auquel la con- « férence de 1881, si elle avait abouti, aurait pu porter remède, « n'a fait que s'aggraver. L'écart de valeur entre l'or et l'argent « s'est encore augmenté dans une large proportion. Les perturba- « tions du change entre les pays monométalliques-argent et les pays « qui ne frappent que des monnaies d'or sont devenues plus inten- « ses et plus fréquentes. *Les perpectives, loin d'être rassurantes, sont « faites pour effrayer les esprits prudents.* »

En présence d'inquiétudes aussi explicitement formulées par le Ministre des finances et par le chef du premier établissement de crédit de ce pays, ne doit-on pas s'étonner de l'extrême optimisme de M. Fournier de Flaix? Qu'il me permette de le lui dire, je crains

vraiment qu'il ne se montre ici plus catholique que le Pape, plus saint peut-être même que le bon Dieu!

M. Levasseur, quant à lui, dans le langage si aimable, si coquet, si charmant, dont il possède le bien rare privilège, nous apparaît peut-être plus optimiste encore que M. Fournier de Flaix; il croit que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes :

« LA CRISE? nous dit-il, *tranquillisez-vous! C'est la marche ordi-* « *naire des choses! Il y a toujours eu des crises chez les peuples en* « *croissance! C'est le progrès! C'est la grandeur du siècle! C'est la* « *croissance!* TANT MIEUX, TROIS FOIS TANT MIEUX!

« *La baisse des prix?* ajoute-t-il encore; *tant mieux, toujours tant mieux!*

« *Comment donc*, continue-t-il, *la production abondante! mais* « *c'est la richesse des peuples! Avoir tout à bon marché : le manger, le* « *boire, le dormir et le reste! mais c'est le bonheur!*

« *Croyez le bien*, nous dit-il enfin, *s'il y a une baisse des prix, les* « *métaux précieux y sont pour peu de chose. La vérité est que la baisse* « *des prix vient de* L'EXCÈS DE LA PRODUCTION. »

Telle est, je pense, en résumé, la thèse qu'est venu développer devant vous M. Levasseur, sous une forme des plus charmantes d'ailleurs.

Je suis véritablement étonné, messieurs, que dans le milieu où nous nous trouvons, parmi des hommes sérieux, des hommes d'étude, qui sont au courant de la question, l'on puisse tenter de faire renaître cette vieille prétention d'attribuer la baisse des prix à une *surproduction*, à une *crise d'abondance;* je croyais cette thèse condamnée à jamais, morte depuis longtemps. Mon aimable contradicteur n'ignore pas cependant que toutes les autorités, toutes les commissions, qui depuis quelques années ont étudié la question, ont émis des avis absolument contraires à l'excès de production, qui n'existe pas d'après eux.

Je ne pourrais vous lire ici tous ces avis, tous ces jugements, mais mon savant ami, M. Emile de Laveleye, dans notre dernière publication, a fait bonne justice de ce soi-disant *excès de production;* il a produit deux ou trois chiffres qui le mettent à néant pour jamais.

Je demande à l'assemblée la permission de les lui rappeler :

Dans les 23 années, de 1850 à 1873, la production universelle avait augmenté, d'après le Dr Soetbeer, de 2 3/4 pour cent chaque année.

Pendant le même temps, les prix avaient augmenté de 18 à 20 pour cent. (1)

Depuis 1873, la production universelle a diminué au point de ne plus augmenter en moyenne que de 1 6/10 par an.

S'il était vrai que la production dût régler à elle seule les prix, ceux-ci auraient dû évidemment monter. Mais, voilà bien autre chose, au lieu de monter, ils ont descendu de 25 à 30 pour cent.

D'où cette conséquence logique, que l'excès de production, loin d'avoir exercé une influence en baisse sur les prix, n'en a eu aucune, puisque la production a diminué, et puisque, d'autre part, les prix ont varié en sens contraire, c'est-à-dire que quand la production croissait beaucoup, avant 1873, les prix ont monté, tandis que,lorsqu'au contraire la production s'est ralentie, après 1873, les prix ont baissé.

D'où nous devons conclure que la production doit définitivement être mise hors cause lorsqu'il s'agit d'expliquer la baisse des prix actuelle.

Comment du reste admettre, puisque cette baisse de prix a commencé depuis 15 ans, que ce soi-disant excès de production, cause du mal, ait continué pendant aussi longtemps?

On peut bien admettre un excès momentané de fabrication pour certains articles, mais quand de pareilles crises se produisent, elles portent en elles-mêmes le remède et elles cessent bien vite.

Mais un excès de production de tous les articles à la fois, dans le monde entier, cela depuis 15 ans! Depuis 15 années, l'humanité aurait produit plus qu'elle ne pouvait consommer, dans le seul but de produire une crise ruineuse! N'est-ce pas, messieurs, la légende des cinquante Danaïdes puisant dans un tonneau sans fond que l'on a la prétention ici de restaurer?

Et remarquez encore à quelles erreurs vous mènent de pareilles théories.

L'excès de *travail* amenant la *crise*, l'*abondance* provoquant la *privation*, l'excès de production des *richesses*, engendrant la *misère!* Paradoxes frappants! paradoxes dangereux même s'il en fût, car ils ne tendent à rien moins qu'à laisser supposer que la fin réelle de l'homme travailleur ne serait sur cette terre que la misère et la faim, c'est la thèse du nihilisme, destructif de notre ordre social.

(1) 18 °/₀ d'après le Dr Soetbeer; 20 °/₀ d'après le Profr Jevons.

Si tout ce que je vous dis ici, messieurs, provenait de mon humble personne, j'en ferais avec vous bon marché, mais j'ai pour moi les hommes les plus célèbres de l'Angleterre.

Consultée par la reine d'Angleterre, la commission de la *Depression of trade* a, en effet, cherché cet excès de production dont on parlait alors ; elle ne l'a trouvé nulle part. Après deux ans de recherches inutiles, elle a fini par avouer son impuissance, dans un rapport qui restera célèbre, et où elle concluait que la crise de baisse des prix devait provenir de causes monétaires, qu'elle priait la Reine de faire étudier sans retard.

C'est alors que fut nommée la commission spéciale de l'or et de l'argent (*Gold and silver commission*).

Non seulement cette commission s'inscrivit en faux contre l'idée d'un excès de production produisant la baisse des prix et la crise, mais elle déclara évident, pour elle, que c'était bien la cause monétaire qui agissait depuis 1873, date à laquelle les peuples de l'Europe avaient fermé leurs hôtels des monnaies au monnayage de l'argent, fermeture qui provoqua la demande exagérée et la hausse de l'or, ce qui voulait dire, en fin de compte, la baisse des prix dans tous les pays qui avaient l'or en circulation.

« *Les bimétallistes*, nous dit M. Levasseur, *attribuent tous les* « *maux de l'humanité à la démonétisation de l'argent ; ils rappellent* « *ces médecins qui trouvent que toutes les maladies proviennent de* « *l'usage du tabac.* »

Je ne sais si cet argument vous a extrêmement frappés, mais, quant à moi, il m'a fort touché, je suis précisément un fumeur émérite.

Or, je suis persuadé du mal que cela me fait, et, loin de me plaindre, je trouve que mon médecin a raison de me dire que le tabac, en nuisant à mon économie générale, atteint tous mes organes à la fois.

Et c'est en ceci que l'argument de M. Levasseur me touche, c'est que néanmoins je reste fumeur, tout comme il continue à rester monométalliste, en dépit du mal qu'il doit reconnaître. Je tiens qu'il a tout aussi tort de soutenir l'étalon d'or que moi le tabac, et que nous ferions bien mieux, l'un et l'autre, d'écouter les médecins que de nous plaindre.

Mais laissons-là ces amusantes plaisanteries et ces spirituelles diversions de M. Levasseur; nous avons, messieurs, trop de questions sérieuses à traiter; il s'agit ici des souffrances profondes de l'humanité, d'un mal intense, d'une crise sérieuse à guérir !

A ce mot de *crise*, voilà M. Levasseur et M. Fournier de Flaix qui nous arrêtent.

Non, s'écrient-ils, parce que la théorie les y oblige !

Oui, répondons-nous, parce que notre sens *pratique* nous y contraint !

Comment est-il possible de mettre en doute l'existence de la crise, lorsque tout le monde en parle, lorsque tous les gouvernements s'en occupent et sont impuissants à la conjurer, lorsqu'il y a déjà six ans, M. Goschen, le chancelier de l'Echiquier d'Angleterre, en signalait les graves symptômes à la réunion des banquiers de Londres (18 avril 1883) et attribuait déjà, il y a six ans, la baisse des prix à la rareté de l'or? Peut-on nier que les prix de toutes choses aient baissé depuis 15 ans dans l'univers entier, que cette baisse se soit produite inégalement, qu'elle ait causé de profondes révolutions ? Peut-on enfin nier cette crise lente, insidieuse et continue, qui, depuis 15 ans, agit sans relâche et paralyse l'humanité ?

Ne voyez-vous donc pas, messieurs, le fermier qui ne peut plus payer ? Ne voyez-vous pas la terre qui retourne en friche ? Ne voyez-vous pas l'industriel qui réalise le fabrique au-dessous de la matière première ? le commerçant qui voit baisser entre ses mains la valeur des marchandises qu'il a achetées ? Ne vous apercevez-vous pas de cette dépression générale ? Ne voyez-vous pas enfin cette lutte constante entre patrons et ouvriers, et la baisse des salaires qui est en train de se produire ?

Peut-on bien venir ici contester qu'il y ait une crise, alors que tous les pays, la France comprise, ont créé des commissions spéciales pour étudier cette maladie si singulière que personne ne peut l'expliquer, si ce n'est par l'origine monétaire. Et c'est ce moment même que M. Fournier de Flaix a choisi pour venir nous dire ici que la France est tellement heureuse qu'elle n'a à se préoccuper de rien.

Je crains bien qu'il ne se laisse aller à l'oubli facile des gens qui s'amusent et des gens heureux. Fasciné par les splendeurs de l'Exposition de 1889, dans ce Paris si brillant aujourd'hui, il oublie trop aisément les faits qui se sont passés sous ses propres yeux, dans son propre pays ! Qu'il me permette donc de les lui rappeler.

Il a oublié apparemment qu'en 1884 une commission des 44 a été nommée par le parlement français pour étudier les misères des travailleurs, il y a de cela à peine cinq années. Il est bien vrai que cette

commission a avoué son impuissance, mais elle n'en a pas moins déposé deux rapports partiels qui ont suffi à constater de grandes et profondes souffrances, non pas à Paris peut-être, non pas à l'Exposition de 1889, où MM. Levasseur et Fournier de Flaix ne peuvent les découvrir, mais au sein des centres industriels français, dans le bassin de la Loire et ailleurs.

Cette commission nous a montré Saint-Étienne perdant le tiers de sa population, les départements embarrassés des masses ouvrières sans travail, les industries du fer et de la soie souffrant, elle nous a signalé un mal grandissant auquel elle ne voyait aucun remède !

Sont-ce là ces conditions de richesse et de pléthore dont MM. Levasseur et Fournier de Flaix s'attribuent le droit de tant s'enorgueillir, je le demande ?

Et encore si ce mal constant et intense n'existait qu'en France, on pourrait peut-être encore attendre un remède du dehors, mais c'est que malheureusement il est universel.

En 1885, l'Angleterre créait la commission de la *Depression of trade* (dépression du commerce) pour étudier les malheurs des classes ouvrières dans ce pays. Cette commission, elle aussi, aboutissait, au bout de deux ans, à un aveu d'impuissance ; et cependant ses études furent consciencieuses, je n'en veux pour preuve que les livres bleus que je vois là-bas amoncelés sur notre bureau.

C'est cette commission qui fit, en 1887, un si chaleureux appel à la Reine d'Angleterre, pour que cette gracieuse Majesté fit étudier les origines monétaires de la crise, dont les singuliers phénomènes, la longueur et l'universalité surtout, ne pouvaient s'expliquer que par des origines monétaires.

C'est seulement alors que fut nommée la commission spéciale du *gold and silver*, qui ne déposa son rapport qu'après une étude de dix-huit mois.

Et l'on viendra prétendre aujourd'hui que tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Ah ! messieurs, s'il peut être vrai que les médecins bimétallistes méritent le reproche de M. Levasseur d'exagérer un peu les maux soufferts, je crains bien que lui et son école ne ressemblent singulièrement au célèbre médecin *Tant mieux* de jadis.

Ce qu'il y a de remarquable, j'allais presque dire d'effrayant, c'est que pendant que ces messieurs entreprennent ainsi de nous

tranquilliser, nous voyons de tous les côtés à la fois les troubles économiques qu'ils nient dégénérer en troubles sociaux et politiques.

Faut-il s'en étonner ? Dans un travail tout récent, M. Gibbs, directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Ligue bimétallique anglaise, expliquait d'une façon fort humoristique et très saisissante pourquoi il en est ainsi :

« Quand le moulin ne tourne pas, dit-il, le meunier se contente « de fermer, il est le patron, il possède. Mais l'ouvrier, lui, ne « peut cesser de travailler, car c'est pour lui la *misère* et la « *faim !* »

Après la France et l'Angleterre, la Belgique créait, en 1889, la Commission du travail ; cette commission, pas plus que les autres, n'a trouvé de remède ; à peine a-t-elle conseillé quelques baumes à appliquer sur les douloureuses blessures qu'elle avait constatées.

D'où je conclus, messieurs, qu'il est impossible d'écouter mes contradicteurs lorsqu'ils viennent ici douter qu'il y ait UNE CRISE !

Ici se présente cette première question.

QUELLE EN EST LA CAUSE ?

Nous répondons hardiment qu'elle est due à LA BAISSE DES PRIX PROVOQUÉE PAR LA RARETÉ ET LA HAUSSE DE L'OR.

L'or a été plus demandé depuis l'instant où, en 1873, les peuples d'Europe ont empêché le métal argent d'être converti en monnaie ; l'or a monté de prix, c'est-à-dire qu'on en a donné de moins en moins pour le même objet ; de là cette baisse des prix si universelle.

Si l'un de mes adversaires ici présents vient me dire que j'ai tort, je le prie de bien vouloir venir ici prendre ma place, je la lui cède de grand cœur, mais à la condition qu'il s'engage à nous expliquer d'une autre façon les origines et les causes de la crise actuelle.

Entendons nous bien cependant, nous refusons à titre d'explication ces dissertations théoriques qui n'en sont pas ; il nous faut une explication qui explique au moins quelque chose, et qui par cela même soit sérieuse ; il faut qu'on nous montre une cause qui ait agi depuis 1873 sans discontinuer ; et il faut que cette cause n'existât pas avant 1873, car nous savons, et je vous l'ai déjà fait voir, qu'avant cette date les prix montaient au lieu de baisser, alors que cependant la production des marchandises croissait plus qu'aujour-

d'hui, — il faut donc, pour être logique, que quelque chose se soit passé en 1873 qui ait provoqué la baisse des prix.

C'est ce fait qui se serait passé en 1873, et qui ne serait pas un fait monétaire, que nous demandons à connaître ; nul encore ne l'a indiqué.

J'attends cette explication et je cède à l'instant même la parole à quiconque me fera l'honneur de la prendre. Je puis porter ce défi à mes contradicteurs avec d'autant plus d'assurance que voilà quinze années entières qu'on cherche cette explication, et que personne encore n'a rien trouvé.

Est-ce assez clair ?

Mais aussitôt vous allez voir mes contradicteurs chercher à s'échapper par la tangente.

« *Vous attribuez*, disent-ils, *la baisse des prix à la rareté de l'or*, « *et celle-ci n'existe pas ; l'or est suffisant, il est abondant même*, « *voyez les milliards dont regorge la Banque de France* ». C'est là une erreur que je vais rectifier.

Mais permettez-moi d'abord une parenthèse pour remercier M. Levasseur de l'éloge, peut-être un peu involontaire, qu'il a fait du *bimétallisme*, éloge bien précieux de sa part ; il a félicité la Banque de France, dans la personne de notre honorable Président, de s'être toujours servi de l'argent, *c'est-à-dire du bimétallisme*, pour préserver son encaisse en or. Je constate avec plaisir que les opinions de M. Levasseur sur le bimétallisme ont dû se modifier bien fort dans ces derniers temps, et je ne désespère pas de voir bientôt dans nos rangs une recrue dont le charme oratoire est si apprécié.

Je ferme ici ma parenthèse pour en revenir à cette rareté de l'or contestée par nos contradicteurs.

Ne serait-ce donc qu'un simple paradoxe, un argument forgé à plaisir, une fantaisie ? Il n'en est rien, l'or est plus rare qu'on ne pense, malgré les encaisses des Banques.

Il est bien vrai, et personne ne l'ignore ici, que la Banque de France possède un bon milliard d'or, mais elle a bel et bien 2 milliards 1/2 de billets en circulation. Cet or, qui est à la Banque, semble pour le vulgaire dormir inactif dans la caisse, mais il est, pour nous, la garantie des billets, il circule en réalité sous forme de papier.

L'or des banques est donc de l'or parfaitement employé : voilà l'absolue vérité.

C'est tellement vrai qu'il suffit qu'on enlève de l'encaisse 10 ou 20 millions pour jeter l'alarme et faire hausser l'escompte.

« *Mais cependant,* insiste-t-on encore, *jamais on n'a vu pareils* « *amoncellements de milliards, n'est-il pas évident qu'il y a assez* « *d'or* » ?

Si l'on s'étonne ainsi de la grande augmentation des masses monétaires indispensables aux échanges aujourd'hui, c'est qu'on ne se fait en général aucune idée de ce que peut bien avoir été l'augmentation de ces échanges depuis quelques années.

J'ai trouvé dans un travail tout récent de M. Alfred Neymarck, intitulé le *Centenaire économique de la France,* des chiffres qui m'ont confondu d'étonnement et qui prouvent combien les métaux précieux sont en quantités insuffisantes pour les besoins croissants de notre civilisation.

La production de la houille pour la France seule dans les derniers cent ans a augmenté de 8,195 pour cent. Le commerce général de la France a augmenté, en moyenne, de 8 p. c. chaque année depuis cent ans. Les valeurs mobilières (qui venaient, il est vrai, de naître) ont augmenté de 26,366 pour cent, et tout le reste à l'avenant.

Je le demande, dans un pareil moment, avec de pareilles augmentations de trafic et d'échanges, comment peut-on supposer un seul instant que, sans troubler le monde entier, sans causer les perturbations les plus profondes, sans provoquer les crises les plus redoutables, il serait possible de diminuer de moitié les métaux précieux qui circulent? C'est cependant ce que l'on a décidé en supprimant en 1873, en Europe, l'office monétaire de l'argent. Comment pourrions-nous espérer jamais suffire à tous les échanges de l'univers avec l'or seul, alors surtout que l'on sait que les mines d'or sont en décroissance constante, et que de 703 millions de francs qu'elles produisaient entre 1856 et 1860, elles ne produisent plus guère chaque année que 500 millions, soit une diminution du tiers.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte de l'Europe pour se rendre compte qu'il ne s'y trouve, après tout, que 159 millions d'habitants qui ont encore chez eux du métal, qu'il soit d'or ou d'argent, tandis que 136 millions en sont totalement privés et n'ont que du papier à cours forcé. Avons-nous donc un intérêt quelconque à appauvrir ces peuples avec lesquels nous faisons commerce tous les jours? Ne serait-il pas désirable, au contraire, de voir la Russie,

l'Autriche et les autres nations pourvues d'une bonne monnaie métallique, et capables les unes et les autres de nous payer à un change fixe, en bonnes espèces métalliques, les marchandises que nous serions heureux de leur fournir? Comment, je le demande, dans un moment pareil, pourrait-il être profitable à personne d'enlever à l'argent son caractère libératoire et monétaire?

Personne ne nous l'a jamais expliqué.

« *Mais*, nous dit-on encore, *si l'or est rare, il nous en viendra des* « *mines nouvelles, on en découvre au Cap, en Afrique, et ailleurs* ».

Si le présent nous appartient à peine, l'avenir n'appartient certainement à personne; mais, même en admettant ces très singulières et fort problématiques hypothèses, il arriverait sans doute de ces mines nouvelles ce qui est arrivé des anciennes : la civilisation locale s'est si grandement développée qu'elle a fini par absorber elle-même l'or que les mines retiraient de la terre.

L'Australie qui, bon an mal an, envoyait en Angleterre chaque année 175 millions de francs entre 1871 et 1875, en était arrivée, en 1884, à lui en reprendre au contraire pour 2 millions 1/2; les États-Unis eux-mêmes enlèvent souvent aujourd'hui l'or à l'Angleterre; ce sont, en réalité, les fleuves d'or qui remontent vers leur source.

La rareté de l'or se révèle de tous les côtés à la fois, et ce matin même j'en ai trouvé une nouvelle indication.

Le gouvernement français a bien voulu nous faire remettre, tout à l'heure, la traduction faite par les soins de M. Ruau, directeur de la Monnaie de Paris, d'un livre des plus intéressants, c'est celui du célèbre docteur Soetbeer; je les remercie de ce bien précieux document.

Je viens de l'ouvrir un peu au hasard, il est vrai, et voici ce que je trouve à la page 70 :

« *Dans tout le domaine de la statistique, dit-il, il n'y a pas un* « *point qu'il soit possible d'établir aussi strictement que le cours du* « *change et qui puisse servir à tirer des conclusions aussi exactes.* »

Depuis plus de trente années, j'ai suivi les cours du change, et je partage de la façon la plus absolue l'avis émis par le docteur Soetbeer : aucune statistique n'est, en effet, plus exacte que le cours libre du change.

Or, voulez-vous savoir ce que disent les cours du change?

Ils expriment, dans le monde entier, la rareté et la hausse de l'or.

Au moment même où je parle, l'or fait une prime de :

25	pour mille	en Italie;
40	—	en Espagne;
330	—	en Russie;
175	—	en Roumanie;
960	—	à la Plata;
310	—	aux Indes.

Peut-on encore prétendre que l'or soit suffisamment abondant pour assurer les échanges dans l'univers? Le témoignage que je vous donne ici de sa rareté universelle ne trahit pas! affirme le célèbre docteur Soetbeer.

La seule inspection de ces chiffres vous dit assez, messieurs, les troubles profonds qui ont été jetés dans les échanges et dans les prix universels, troubles qui arrêtent le progrès et atrophient le développement de l'humanité!

Comment agit en effet cette hausse de l'or? Une pièce de vingt francs vaudra, nous le savons bien, toujours vingt francs, mais si cette pièce devient plus rare et plus recherchée, si elle monte de prix, il faudra pour l'obtenir sacrifier plus de marchandises qu'autrefois. C'est ainsi que les prix de toutes les marchandises baisseront, et c'est précisément là le plus inquiétant de tous les phénomènes que nous constatons dans la longue crise qui nous paralyse et nous étouffe depuis tantôt quinze ans.

C'est, du reste, le phénomène exactement inverse de celui qui s'est produit naguère, de 1850 à 1870, alors que la Californie et l'Australie déversaient leurs flots d'or dans la circulation du monde, et provoquaient, pendant vingt années consécutives, la hausse de toutes les marchandises dans l'univers entier.

J'en trouve la preuve dans le livre de M. Soetbeer, à la page 97.

La moyenne de tous les prix du monde avait monté, de 1850 à 1873, de 38 %; pourquoi? Parce que la Californie et l'Australie rendaient la monnaie du monde plus abondante, et parce qu'ainsi chacun en donnait plus pour le même objet.

Mais voilà qu'à partir de 1873 on limite, puis on arrête le monnayage de l'argent en Europe; l'abondance monétaire disparaît peu à peu; l'or, plus recherché, hausse de prix; on en donne moins pour les mêmes objets; les prix baissent, et M. le docteur Soetbeer nous dit que de 138 qu'ils avaient atteints, en 1873, ils étaient redescendus déjà à 108, en 1885, presqu'au niveau des prix moyens de 1848. Il ne s'en faut plus que de 8 pour cent. Mais

nous pouvons être bien certains d'y arriver bientôt, si nos adversaires continuent avec le même succès à favoriser la hausse de la monnaie d'or ; nous pouvons même être certains de voir le retour des mêmes révolutions qu'au temps de 1848.

Dans tous les débats monétaires actuels, il y a un fait qui m'a toujours étonné. Nous sommes des bimétallistes, des défenseurs, des conservateurs de cette vieille citadelle élevée en l'an XI, et qui, pendant les trois premiers quarts de notre siècle, a été si utile à notre développement.

Nous traduisons en chiffres, nous calculons en francs, ce que coûterait la suppression du bimétallisme, nous montrons la hausse de l'or, la baisse des prix et les injustices qui en sont les corollaires inévitables.

Il faudrait au moins que, en contre-partie de ces calculs et de ces chiffres, ceux qui attaquent le bimétallisme, calculent à leur tour le mal qu'il a fait, et qu'avant de démolir cette citadelle ils expriment en francs les pertes auxquelles elle nous exposait naguère !

C'est eux qui veulent démolir, c'est eux qui en bonne logique devraient nous dire pourquoi, tandis que les rôles sont changés : c'est nous qui parlons; M. Goschen, le chancelier de l'Échiquier d'Angleterre, le leur a très spirituellement fait remarquer (30 mai 1889) :

« *Les monométallistes, leur a-t-il dit, ont une foi tellement ortho-*
« *doxe dans leur religion qu'ils oublient d'expliquer pourquoi.* »

S'ils omettent ainsi de calculer en francs les inconvénients du bimétallisme, c'est par cette raison bien simple qu'il n'y en a pas, qu'il n'y en a jamais eu.

Ils viennent, il est vrai, nous dire, sans droit et sans preuve, que : « *la hausse des prix produite par l'or de la Californie et de* « *l'Australie entre* 1850 *et* 1873 *était une hausse factice qui ne pou-* « *vait durer* », mais, ce qu'ils se gardent bien d'avouer, c'est que c'est eux qui, par les lois de 1873, l'ont arrêtée en démonétisant l'argent.

Hausse factice, dites-vous, mais pourquoi donc *factice ?* Je le demande.

Je pense que tous, tant que nous sommes, nous serions heureux de voir renaître cette ère de pléthore, de prospérité et d'activité. Alors, il n'y avait pas de question sociale, l'ouvrier travaillait, chacun faisait des bénéfices et des économies, tout le monde dépensait, et l'univers entier était satisfait.

Nous autres, messieurs, nous les bimétallistes, nous les partisans de la réhabilitation de l'argent dans ses anciennes fonctions et dans ses attributions séculaires, nous n'avons aucune crainte de calculer et d'affirmer les maux que les lois proscriptives de 1873 ont répandus sur l'humanité; nous craignons d'autant moins de le faire aujourd'hui que tous les faits nous donnent raison, et que ce qui se passe aujourd'hui avait été prévu par nous depuis de longues années.

Permettez-moi en finissant de vous résumer à grands traits les maux dont nous accusons les lois de 1873.

L'or, devenu rare, a monté, je vous l'ai démontré ; tout homme qui possède un engagement qui lui assure la possession de pièces d'or dans l'avenir, se trouve *favorisé.*

Le créancier de l'État qui possède un titre de rente, est assuré que, chaque année, on doit lui payer des pièces d'or, lesquelles, puisque la moyenne de tous les prix a baissé de 30 °/₀, lui assurent un surcroît de jouissance, auquel il n'avait certes aucun droit.

Ces rentiers sont *favorisés.*

De même, tous les autres rentiers, hypothécaires ou ordinaires, tous les obligataires d'État, de provinces ou de communes, tous les obligataires de chemins de fer, tous sont *favorisés.*

Mais celui qui, tout au contraire, a des produits à vendre, qui cherche à les échanger contre ces mêmes pièces d'or, se trouve depuis 15 ans dans une situation absolument inverse ; plus les prix baissent, plus l'or se raréfie et monte, et plus aussi il se voit forcé de céder plus de marchandises, plus de travail, s'il veut vendre ses produits et devenir lui aussi propriétaire de cette pièce d'or si recherchée, si désirée de tous.

Tous les travailleurs sont donc des victimes.

Voilà pourquoi le cultivateur qui doit confier pendant douze mois à la terre le blé qui doit lui apporter la récolte, l'industriel qui doit confier à son outillage la matière première qui ne lui reviendra fabriquée que six, huit ou peut être dix mois après, que le commerçant qui achète dans l'espoir de vendre à plus haut prix, sont tous les victimes directes de la baisse continue des prix.

Les travailleurs sont victimes pendant que les rentiers sont favorisés ; il y a là un trouble profond, produit par la cause monétaire.

Si vous voulez bien ouvrir le rapport de la commission anglaise

de la *Depression of trade*, vous verrez qu'elle y constate, en effet, cet étrange phénomène que je viens de vous signaler :

« *Il est évident*, dit-elle, *que les bénéfices sociaux sont plus mal* « *répartis qu'auparavant.* »

S'il est exact, comme nous venons de le démontrer, que les porteurs de rentes d'État sont favorisés par la hausse de l'or qu'on leur doit payer chaque année, il est bien évident que les États perdent exactement ce qu'ils font gagner à leurs créanciers, l'or que l'État doit leur payer vaut plus, a une puissance d'achat plus grande, leur procure en un mot plus de jouissances qu'autrefois.

« *Qu'est-ce que cela me fait*, s'écrie M. Levasseur, avec un « transport de générosité des plus sublimes, *il est honnête pour un* « *État de payer toujours ses dettes avec le métal le plus rare.* »

Je comprends les élans de générosité de la part d'un particulier, je les comprends aussi de la part de M. Levasseur, mais je ne les comprends plus du tout de la part d'un État, je crois même qu'un État est et doit rester impersonnel, que la générosité en faveur de telle ou telle classe d'administrés doit lui être strictement interdite ; elle ne constitue jamais qu'une injustice criante à l'égard des autres.

Quant à l'honnêteté, elle n'a que faire ici ; la seule honnêteté qui soit de rigueur pour un État, c'est celle qui consiste à acquitter ses dettes dans les termes du contrat.

En France, par exemple, où toutes les dettes ont été contractées sous le régime du bimétallisme, c'est-à-dire qu'elles sont toutes *payables soit en or soit en argent, au gré du débiteur*, l'honnêteté réelle consiste à s'acquitter de cette façon et non pas d'une autre.

Lorsqu'en 1873, vous avez suspendu le monnayage de l'argent, *vous avez augmenté la charge de l'Etat, puisque vous lui avez enlevé le droit d'option*, et vous l'avez obligé à payer chaque année plus qu'il ne devait ; en le forçant à ne plus se servir que d'un seul métal, *l'or*, qui valait de plus en plus, vous avez amené l'État à favoriser les rentiers ; il en ressort que les contributions qu'il doit continuer à prélever sur l'ensemble des contribuables leur pèsent d'autant plus lourdement !

M. Clément Juglar. — Il n'y a aucune loi qui établisse en France que les payements se feront en or.

M. Allard. — Il n'y a, en effet, aucune loi française qui pres-

crive que l'État devra payer ses dettes en or ; il peut s'acquitter avec de l'argent, et il use de cette faculté...

M. Clément Juglar. — Il y a des États qui s'obligent à payer en or, mais nous ne sommes pas de ceux-là.

M. Magnin, *président*. — M. Allard, veuillez continuer votre discours.

M. Allard. — L'observation de M. Juglar est juste. On n'est pas obligé, en France, de payer en or ; mais toutes les valeurs de ce pays sont basées sur l'or, depuis que vous n'avez plus le système de l'argent.

Je ne veux pour preuve de ce que j'avance que ce seul fait que, de toutes les richesses et valeurs cotées dans nos Bourses, les titres d'État et les obligations sont les seuls qui aient monté, et cela parce que ce sont des bons qui assurent le droit de recevoir de l'or à échéance.

Et puis enfin, ne voyez-vous donc pas tous les États qui convertissent leurs dettes ?

Tous ces faits qui sont en accord parfait avec notre thèse, ne trouvent aucune explication chez nos contradicteurs ; aussi prennent-ils toujours fort grand soin de les passer sous silence.

Parlons maintenant de l'agriculture, car elle est une des premières victimes de la crise monétaire.

On parle trop volontiers de la baisse du métal argent, il semblerait vraiment qu'il aurait baissé dans le monde entier. C'est là une profonde erreur qu'il faut chasser de notre esprit. Il n'en est rien. Il n'a baissé que chez nous en Europe, dans les pays qui, depuis 1873, ont refusé, de s'en servir comme de monnaie.

Cessant d'être monnaie en Europe, il n'y est plus resté que simple marchandise, et, *exprimé en or*, dans ce métal si recherché et si rare, dans ce métal qui a monté de 30 °/₀ environ, il n'est pas étonnant que *l'argent ait baissé* comme toutes les autres marchandises ; c'est tout simplement un des résultats de la hausse de l'or, sur laquelle nous nous sommes suffisamment expliqués tout à l'heure.

Si c'était réellement, comme on le soutient, l'abondance de la production des mines d'argent qui aurait provoqué chez nous cette baisse du métal argent, elle se serait bien vite répercutée d'un bout à l'autre du monde, et les lois de l'offre et de la demande, si souvent invoquées par nos contradicteurs, s'en seraient chargées.

Il n'en a rien été. Lisez les enquêtes anglaises; il est établi que le métal argent n'a pas baissé dans les pays où l'on a continué à l'employer comme monnaie, et, en ce moment même, on peut acheter aux Indes avec du métal argent tout autant, sinon plus, de richesses qu'autrefois,

Ce même argent s'achète cependant chez nous, *mais contre de l'or*, à 30 °/₀ de perte.

Avec cet argent avili par nous, nous allons acheter aux Indes les mêmes quantités de grains qu'autrefois, ce grain nous coûte 30 °/₀ de moins, nous le rapportons en Europe à peu de frais, grâce au canal de Suez, et nous venons faire une concurrence redoutable, une guerre mortelle, à notre propre agriculture.

Telles sont les origines et telles sont les causes des souffrances de l'agriculture ! de ces clameurs et de ces plaintes qui s'élèvent de toutes parts !

L'industrie souffre du même mal.

Les deux tiers de l'univers, les deux tiers, entendez-le bien, messieurs, n'emploient et ne veulent employer que de l'argent, et cet argent n'a pas baissé chez eux.

Nos industriels d'Europe font partie de ce tiers restant qui n'entend se servir que d'or sur les conseils de messieurs les monométallistes.

Pour qu'un de nos industriels puisse aller vendre ses produits aux deux tiers de l'univers qui n'ont que de l'argent, il doit le leur vendre contre argent, échanger ensuite cet argent contre de l'or, et perdre par conséquent 30 °/₀ sur la somme d'or qu'il rapportera en Europe.

Notre industriel devrait ainsi, pour compenser sa perte, vendre 30 °/₀ plus cher, mais le métal argent n'a pas baissé dans les pays où il va vendre, c'est-à-dire que les prix de toutes choses n'ont pas haussé, de telle sorte que notre industriel ne peut récupérer sa perte, et force lui est ou de vendre à 30 °/₀ de perte ou de ne pas vendre du tout.

Nos industriels Européens ont donc contre eux une perte de 30 °/₀ à subir, c'est-à-dire la perte de l'argent; c'est ce que M. Grenfell, ici présent, appelait si spirituellement naguère :

« *Un droit protecteur de 30 °/₀ au rebours, que nous avons établi* « *nous-mêmes contre notre industrie* » !

Cette situation explique comment il se fait que les colonies deviennent industrielles au détriment de l'Europe, pourquoi Man-

chester ferme ses ateliers pendant que Bombay ouvre les siens, pourquoi enfin l'activité diminue en Europe pendant qu'elle se développe dans les colonies.

C'est ainsi que la commission du *Gold and silver* constate que, dans les derniers 15 ans, l'exportation vers la Chine des produits fabriqués aux Indes a augmenté de 1,058 %; nous n'avons plus entre l'Europe et les échelles d'Orient aucun moyen fixe d'échange, nous n'avons plus notre ancienne sécurité.

C'est, d'après les travaux des commissions anglaises, l'un des plus grands dangers pour l'avenir.

Le monde se trouve, depuis 1873, divisé entre 390 millions d'hommes qui ne veulent que de l'or, et 826 millions qui ne veulent que de l'argent, sans aucun moyen de payement fixe entre eux; aussi que constatons-nous? Une grande réduction dans le trafic des nations, à ce point que le commerce général de l'Angleterre, qui se chiffrait en 1872 par 21 livres par tête d'habitant, ne correspondait plus en 1886 qu'à 16 livres par tête, soit 25 % en moins.

Les hommes les plus entreprenants n'osent plus déplacer leurs capitaux, ils n'osent plus braver les aléas sans limites d'un change qui manque des bases monétaires communes indispensables, il en résulte pour tous des troubles profonds.

Parmi les troubles causés par la baisse de l'argent, citons encore son influence sur le libre échange, — le libre échange devient impossible, et nous en avons un exemple très frappant dans ce qui se passe entre les Indes et l'Angleterre.

Aux Indes, la roupie achète 30 % moins d'or qu'autrefois parce que l'or a monté, mais elle achète encore la même quantité des autres marchandises, parce que l'argent, qui est la monnaie courante, n'a pas baissé de valeur. D'où cette conséquence que l'Indien a 30 % d'avantage à exporter des marchandises plutôt que d'exporter de l'or.

Tournons-nous maintenant vers l'Angleterre. Ici, l'or achète 30 % plus d'argent que de marchandises; l'Anglais aura donc 30 % d'avantage à exporter de l'argent, ce qui forcera les détenteurs de marchandises à baisser leurs prix ou à conserver leurs produits.

L'on conçoit facilement, par conséquent, comment cette baisse de l'argent fausse tous nos tarifs douaniers. La baisse des prix qu'elle amène soulève ce chorus général qui accuse les produits

étrangers de venir faire concurrence aux produits nationaux ; le libre échange est battu partout, et la protection triomphante s'établit victorieuse sur les ruines créées en 1873 par le monométallisme, tandis que la mystérieuse influence de la monnaie échappe à bien des yeux.

Restez-en convaincus, messieurs, la protection moderne est d'essence monétaire ; ouvrez le troisième rapport de la *Gold and silver* commission, n° 9 et n° 27, et vous n'aurez plus aucun doute à cet égard.

Cette séparation des peuples de l'univers en *peuples à or*, d'un côté, et *peuples à argent*, de l'autre côté, doit infailliblement amener des troubles politiques.

Pardonnez-moi si je vais vous parler encore de l'Angleterre et des Indes, mais leur cas est trop instructif pour le négliger ; ils sont tous les deux monométallistes par excellence, l'un en *or*, l'autre en *argent;* ils ont précisément le genre de monnaie que nos contradicteurs vous engagent tant à adopter, ils sont de ces pays tels que les rêve M. Levasseur et tels que les désire M. Fournier de Flaix.

Que vient donc nous dire sir Éveling Baring, ancien ministre des Finances des Indes, de ce pays monométalliste ? Il vient, dans l'enquête parlementaire anglaise, faire dans son propre pays cette grave et importante déposition :

« *Il n'est pas certain*, vient-il dire, *si les choses continuent, que* « *d'ici trois ans les Indes ne fassent pas banqueroute.* » Cette déclaration date de deux années et demie (15 juillet 1887). C'est un ministre des Indes qui vient publiquement avouer ses inquiétudes à la mère patrie !

Aussi, devant des déclarations aussi formelles, devant une pareille menace, l'unanimité des membres de la *Gold and silver commission* n'a-t-elle pas hésité à déclarer « *qu'à de pareils maux on* « *devait absolument trouver un remède !* »

Voilà certes, messieurs, de bien grands troubles, voilà des maux bien inquiétants, et cependant il en est de bien plus inquiétants encore ! Je veux vous parler des ouvriers et de la classe ouvrière.

Nous avons vu l'agriculture, l'industrie, le commerce atteints par la raréfaction monétaire et par la hausse de l'or, les prix et les valeurs en baisse, le capital atteint partout. Or, l'harmonie sociale veut que, lorsque le capital souffre, le travailleur partage ses souffrances. Quelque antinomie que l'on prétende constater dans les lois qui les régissent, quelque antagonisme que l'on

cherche à établir entre ces deux forces sociales, capital et travail, l'on ne trouvera jamais qu'harmonie entre eux.

Dans les classes laborieuses, les constatations sont navrantes. Nous avons parmi nous M. Fielden, l'un des membres les plus distingués de la ligue bimétallique anglaise, qui a étudié tout spécialement depuis quelques années la situation des ouvriers dans son pays. Je lui emprunte un seul chiffre : il évalue à 2 milliards de francs, je dis 2,000 millions de francs, ce que, chaque année. les ouvriers anglais reçoivent en moins à quinze ans d'intervalle.

Faut-il s'étonner de pareille décadence? La commission du *Gold and silver*, constate que l'*income-tax*, cet impôt qui frappe les bénéfices et les revenus de l'Angleterre, s'en va chaque année diminuant, malgré l'ardeur tracassière du fisc; elle constate que le progrès national s'est ralenti depuis 1874, au point qu'en prenant la moyenne des années de 1874 à 1886, le progrès en Angleterre a diminué des trois quarts de ce qu'il était chaque année avant 1874.

Cet arrêt dans les bénéfices, dans le travail, dans la production, dans l'activité sociale, ne peut durer bien longtemps sans développer à l'état aigu les questions sociales; l'histoire est là pour le prouver, et les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets.

Nous savons que, de 1810 à 1848, pendant que la vapeur changeait la face du monde, les mines n'avaient pas fourni les métaux précieux en quantités suffisantes, la monnaie manquait, et les prix généraux de l'univers avaient baissé dans une mesure tout aussi large qu'aujourd'hui. Qu'est-il arrivé? Toutes les nations eurent leur révolution : en Angleterre, en France, en Allemagne, en Belgique, partout, la question sociale s'était levée menaçante.

Comment cela a-t-il fini? Nous le savons tous : la Providence veillait sur l'humanité; la Californie et l'Australie furent découvertes vers 1849; la circulation monétaire, de rare qu'elle était en 1848, devint abondante; les prix remontèrent; dans le monde entier, on ne parla plus des questions sociales; une ère de prospérité commença et se perpétua sans interruption jusqu'en 1873.

Nous avons été les témoins des effets produits par l'apparition tutélaire de ces mines d'or; nous savons qu'elles nous ont sauvés des menaçants cataclysmes de 1848. Sortant des terres de Californie et d'Australie, cet or est venu rendre à notre civilisation, en 1850, cette puissance, cette activité, cette pléthore qui lui échappaient en 1848. C'est ainsi que nous avons atteint, riches, heureux et prospères, à cette malheureuse date de 1873, où advint aux

gouvernements de l'Europe la malencontreuse idée de se passer des monnaies d'argent et de les supprimer.

En empêchant dorénavant le métal argent de se transformer en monnaie, en le dépréciant, en l'empêchant de servir aux échanges, que faisaient donc les gouvernements ? Ils faisaient le contraire des mines d'or de Californie et d'Australie, ils diminuaient les quantités monétaires en circulation : c'est comme s'ils avaient ouvert un trou immense dans la terre et que, par la force et par la puissance de la loi, ils y eussent fait rentrer d'un commun accord toutes les masses d'argent de la circulation !

Quoi d'étonnant alors qu'en faisant le contraire de la Californie, ils aient ramené sur nos têtes tous les dangers qui nous menaçaient en 1848 ? La plus simple logique, le raisonnement le plus élémentaire, ne devaient-ils pas le faire prévoir ?

Tout ce qui est arrivé depuis lors avait du reste été prédit.

Tout comme en 1848, les classes ouvrières sont celles qui sont le plus éprouvées aujourd'hui, et je n'en veux pour preuve que ces grèves qui se multiplient chaque jour, ces luttes sans issues que j'entends de tous côtés, dont la ville de Londres avec 180,000 hommes en grève, poussés par la faim et la misère, nous offre le pénible et inquiétant spectacle.

Il y a trois ans, la Commission anglaise de la *Depression of trade* s'inquiétait déjà de cette situation :

« *Nous avons constaté*, disait-elle dans son rapport, *que les* « *plaintes émanent principalement des classes qui s'occupent plus* « *directement et plus exclusivement de la production. Il est hors de* « *doute*, ajoutait-elle, *que, des richesses annuellement créées dans* « *notre pays, il échoit aux travailleurs une part proportionnelle-* « *ment moins importante qu'autrefois.* »

Ecoutez encore, messieurs, le président des *Trade's unions* de Londres. Il souhaite la bienvenue aux délégués de toutes les sociétés anglaises, qui s'étaient donné rendez-vous ces jours derniers à Dundee. Remarquez en quels termes il caractérise la question sociale qui devient, pour lui comme pour nous, de plus en plus inquiétante :

« *Le mécontentement qui s'étend graduellement parmi les classes* « *ouvrières*, leur dit-il, *doit être attribué à l'insuffisance et à l'in-* « *certitude du travail, à la distribution inégale de ses produits entre* « *les travailleurs et les capitalistes, et à la difficulté sans cesse* « *croissante pour l'ouvrier intelligent d'arriver à l'aisance.* »

Ce sont exactement aujourd'hui les mêmes revendications qu'en 1848.

C'est surtout à la classe laborieuse que les lois de 1873 ont fait le plus de mal; c'est pourquoi, messieurs, nous sommes venus soutenir dans ce Congrès qu'il fallait les abolir et rendre au plus tôt au métal argent le pouvoir monétaire qu'il a toujours possédé depuis que le monde existe. Si nous sommes bimétallistes, c'est surtout parce que nous avons la conviction absolue et bien sincère qu'à continuer ce qui existe, nous marchons directement à des difficultés sociales insolubles, que nous provoquons des grèves et des révolutions, tandis que le rétablissement du bimétallisme, tel qu'il a toujours existé, ramènerait, à n'en pas douter, l'ère de pléthore, de richesse, d'abondance, de prospérité, de bonheur, qui régnait de 1850 à 1873, et qui nous a abandonnés si subitement depuis seize ans.

Je termine, messieurs, en m'excusant d'avoir abusé si longtemps de votre attention. Je viens de vous montrer la succession des maux que la question monétaire a répandus depuis seize ans dans l'univers; nos contradicteurs n'aiment pas à en parler, et la chose se conçoit assez aisément, puisque le seul remède qui se présente, à eux comme à nous, c'est précisément le rétablissement du bimétallisme, qu'ils persistent, bon gré mal gré, à combattre, sans trop s'expliquer sur leurs motifs; c'est ce silence qui a amené M. Goschen, le chancelier de l'Échiquier, à leur adresser ce reproche rappelé par l'honorable M. Grenfell :

« *Messieurs les monométallistes*, a dit le chancelier de l'Échi-
« quier, *sont orthodoxes à ce point que leur foi leur suffit.* »

Nous ne les imitons pas, nous examinons bravement le mal en face, et après les longues et laborieuses études qui ont été faites, nous venons proposer le *seul remède* entrevu, le seul remède efficace possible, un remède *qui ne coûterait rien*, puisqu'il consiste à *rétablir ce qui a toujours existé*. Nous avons donc la confiance que l'on ne continuera plus à prêter une oreille aussi complaisante aux conseils de nos contradicteurs qui, tout au contraire, demandent qu'on ne fasse RIEN, réclament le STATU QUO, c'est-à-dire la CONTINUATION DES CRISES, des grèves et des maux de toutes sortes dont je viens de vous faire la longue nomenclature et le bien triste tableau ! (*Applaudissements.*)

M. MAGNIN, *président.* — La parole est à M. Arthur Raffalovich.

M. Arthur RAFFALOVICH. — Messieurs, ce ne sont pas les économistes qui ont introduit dans ce débat la notion du libre échange et de la protection, parce qu'ils croient qu'il faut séparer le problème monétaire et les questions douanières. M. Grenfell nous a communiqué une lettre fort intéressante de M. Gladstone, expliquant une parole qui lui avait été attribuée. L'illustre homme d'État avait senti instinctivement qu'il y a une parenté étroite entre les théories protectionnistes et les théories bimétallistes. S'il avait entendu M. Arendt, il aurait certainement persisté dans son opinion. M. Arendt est le représentant du parti féodal agraire de l'Allemagne, à l'agitation duquel les consommateurs d'outre-Rhin doivent des droits si élevés sur les céréales. Le bimétallisme et la protection ont un degré de parenté très rapproché : ils partent tous deux de cette conception de l'État providence, d'après laquelle l'État peut intervenir pour redresser des imperfections économiques, d'une part pour agir sur le cours des marchandises, sur la formation du marché indigène, et d'autre part pour réhabiliter le métal blanc. Je crois que la protection douanière est néfaste, mais elle est en dehors du débat.

Le 15 1/2 universel me semble une utopie irréalisable; mon ami, M. Coste, dans un exposé d'une admirable lucidité, a répondu au défi lancé par M. Boissevain et par M. Cernuschi. Il a montré que les partisans de l'étalon d'or ne se bornent pas à nier, qu'ils ont des propositions fermes et positives.

M. Arendt a reproduit la vieille notion que la crise de 1873 est due à l'adoption de l'étalon d'or par son pays. Il aurait pu ajouter que les droits de douane sont supportés par les exportateurs, non pas par les consommateurs indigènes. Une thèse est aussi fausse que l'autre. Après ce que M. Levasseur nous a dit, je n'ai rien à ajouter relativement à la crise économique dont M. Allard aime à faire parade. Si un certain nombre de produits sont meilleur marché aujourd'hui, nous le devons aux progrès de l'outillage industriel, à l'extension du réseau ferré, au canal de Suez, etc.

M. Cernuschi a fait allusion à l'Autriche-Hongrie. Il me paraît utile de donner connaissance au Congrès d'un document fort intéressant : c'est un rapport de M. Lieben à la Chambre de commerce de Vienne sur l'abolition du cours forcé en Autriche-Hongrie.

Le rétablissement de la circulation métallique dans la monarchie austro-hongroise ne peut avoir lieu que d'un commun accord entre

l'Autriche et la Hongrie. La loi du 12 mai 1888, qui a renouvelé le pacte décennal, contient un article obligeant les deux gouvernements à nommer une commission chargée d'étudier les voies et moyens et d'indiquer les mesures préparatoires.

Que signifie le terme de rétablissement de la *valuta ?* S'agit-il de revenir aux payements en argent? Mais les billets de banque valent aujourd'hui plus que le poids d'argent fin qu'ils sont censés représenter. Revenir à l'argent blanc ne donnerait pas une circulation bien assise, libre de fluctuations étendues, ni un moyen de payement international. L'expérience a prouvé qu'on peut vivre, — malheureusement assez mal et d'une façon incomplète, — avec une monnaie dépréciée. Ce qu'il faut, c'est une monnaie dont la valeur soit stable et que l'on puisse échanger en tout temps contre toute autre monnaie.

M. Lieben est, comme nous le serions, l'adversaire déterminé d'un retour au bimétallisme. Ce serait, de la part de l'Autriche-Hongrie, un marché de dupe au profit de l'Amérique, de la France, de l'Inde et de l'Allemagne. L'Autriche, qui paye ses dettes en argent ou en papier-monnaie, n'a aucun intérêt à faire renchérir l'argent, ce serait tirer les marrons du feu pour les autres.

Les partisans du bimétallisme en Allemagne et ailleurs accordent une importance extraordinaire à l'augmentation du matériel monnayé : l'inflation du *medium circulans* leur semble une garantie de la hausse des marchandises. Mais cette hausse serait passagère, l'équilibre se rétablirait bientôt. Au début, les producteurs réaliseraient des bénéfices considérables, mais les salaires hausseraient avec le renchérissement de la vie.

L'Autriche-Hongrie a besoin de 625 millions de francs en or pour reprendre les payements en espèces; l'Allemagne a eu besoin de 1,375 millions; l'Amérique du Nord, de 2,100 millions; l'Italie, de 400 millions. La production annuelle du monde est évaluée entre 500 et 625 millions; en deux années et demie, l'Autriche peut se procurer le métal, sans produire de crises.

L'auteur du Mémoire passe en revue les diverses objections qu'on peut lui opposer. Le rétablissement de la circulation métallique ne présente pas de chances de succès, tant que la paix n'est pas assurée d'une manière durable. Autrement, dès que l'Autriche sera engagée dans une guerre, il n'y aura pas d'autre issue que de recourir à la planche aux assignats, et tous les sacrifices auront été en pure perte.

A ce compte-là, on pourrait attendre indéfiniment sans rien faire. Tout d'abord, il y a une énorme différence, pour un pays entraîné dans une guerre, si sa *valuta* est dans une bonne ou une mauvaise situation. Toute mesure prise pour améliorer la circulation intérieure est une augmentation de la réserve latente du pays. Cela vaut mieux peut-être que d'augmenter l'armement ou l'effectif.

On objecte que les sacrifices sont trop lourds pour le contribuable; il faut attendre le rétablissement de l'équilibre budgétaire, la disparition du déficit. M. Lieben répond qu'il suffit d'un emprunt de 200 à 300 millions de florins, qui exigera de 12 à 15 millions par an. En outre, le budget se ressentirait favorablement d'une amélioration du change, puisque l'Autriche-Hongrie doit payer, chaque année, 68 millions en or et que les douanes donnent seulement 32 millions, — il s'agit du service de la Dette. Il faut y ajouter les achats de la marine, des chemins de fer, etc. Je n'insiste pas sur ce que ce remarquable Mémoire dit des inconvénients qui résultent pour le commerce de l'instabilité du change, de la nécessité de recourir à l'intermédiaire des banques pour les transactions avec l'étranger.

Le Mémoire réfute les objections tirées de la balance du commerce : si celle-ci est passive, dit-on, le dernier florin-or sortira du pays. Il répond que la plupart des pays riches ont un solde en apparence à leur débit; cela provient en partie de ce qu'à la sortie on calcule les marchandises à leur valeur dans le pays et qu'à l'entrée elles sont grevées du fret. D'ailleurs, depuis des années, le bilan commercial est favorable à l'Autriche : une très grande partie de son exportation sert à payer ses créanciers à l'étranger. Un pays peut, en outre, se défendre contre le drainage de l'or en haussant l'escompte, ce qui lui attire des capitaux.

Il y a enfin l'argument agricole de ceux qui considèrent la dépréciation du papier-monnaie comme une prime à l'exportation. Cet argument est surtout populaire en Hongrie ; il serait fondé si l'on songeait à ramener le florin à sa valeur nominale de 2 fr.50 c., mais M. Lieben ne demande pas cela. Il voudrait simplement qu'on stabilisât le florin à sa valeur actuelle.

D'après l'auteur, les banquiers et les institutions de crédit seuls auraient à souffrir, car leur champ d'activité, leurs bénéfices résultant de la spéculation sur le change, seraient plus restreints. Le moment le plus opportun serait celui d'une période relativement longue, pendant laquelle les fluctuations du florin seraient peu sensibles.

Vous voyez dans quel sens se prononce un rapport confidentiel adressé à la chambre de commerce de Vienne.

M. Allard est venu nous entretenir de la dépréciation du papier-monnaie en Russie : le bimétallisme n'a rien à y voir, mais bien d'autres circonstances, une circulation excessive de billets de crédit. La Russie ne fera jamais le jeu des silvermen des États-Unis ni des banquiers de Berlin en adoptant l'étalon d'argent. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Lalande.

M. Armand Lalande. — Messieurs, ce n'est pas un discours que je viens faire devant vous, je vous demande seulement la permission de vous présenter quelques observations sur ce qui vous a été dit déjà. Je serai très bref. J'ai préparé un court résumé des raisons qui me paraissent militer en faveur du bimétallisme et en même temps de celles qui sont contraires au monométallisme. Avant de vous parler des premières, je crois devoir répondre à l'argument principal, — je pourrais presque dire le seul argument qui me paraisse sérieux, — que font valoir les monométallistes pour soutenir leur système, et qui est celui-ci : « L'or et l'argent sont deux natures de marchandises dont la valeur se modifie suivant les lois de l'offre et de la demande, selon leur degré de rareté et d'abondance. Il est, par conséquent, impossible de prétendre fixer d'une manière permanente la valeur relative de ces deux marchandises; et, partant de ce principe, nous nous en tenons absolument à une seule de ces marchandises et nous adoptons l'or comme étalon unique. »

Voila l'argument principal, je peux dire unique, des monométallistes. Avant d'examiner les raisons qui nous sont données au point de vue théorique et auxquelles je répondrai tout à l'heure, je voudrais d'abord faire valoir devant vous quelques raisons de fait contre cette manière de voir, qui consiste à prétendre qu'il est impossible de fixer la valeur relative des deux métaux.

En fait, le rapport de 1 à 15 1/2 paraît être conforme à la réalité. Je lisais, hier encore, dans le rapport final de la commission monétaire anglaise, que, dans l'espace de deux siècles, c'est-à-dire de 1670 à 1873, la valeur de l'argent par rapport à l'or s'est maintenue dans la proportion de 14,—15 ou 15 1/2, presque toujours aux environs de 15 1/2. Eh bien, si, en fait, cette proportion est restée telle entre les deux métaux dans les temps passés, avec quelle

facilité ne pourrait-on pas la maintenir, si un accord s'établissait à nouveau entre les nations intéressées ?

Mais, messieurs, une raison bien plus grave que la raison de fait que je viens de rappeler me paraît devoir être opposée à l'argument que nous discutons ici.

Les monométallistes considèrent comme impraticable et irrationnel de décider à l'avance ce que sera la valeur relative de l'or et de l'argent. Et ils semblent ne pas voir le danger, ils ne reculent pas dans tous les cas devant ce danger bien autrement grave, de donner comme mesure invariable de toutes choses un métal unique : *l'or*.

Sans doute, comme ils le soutiennent, l'or est en réalité une marchandise, dont par conséquent la valeur est variable, d'après son abondance ou sa rareté, d'après les lois de l'offre et de la demande.

Mais s'il en est ainsi, n'y a-t-il pas un très grand danger à adopter cette marchandise unique comme mesure de toutes les valeurs ?

Ainsi, les emprunts d'État, les emprunts des grandes compagnies, comme par exemple les obligations de chemins de fer, les emprunts à long terme des particuliers, tels que les emprunts hypothécaires, engagent les débiteurs à payer à leurs créanciers une certaine somme, soit comme capital, soit comme intérêts : par exemple, des livres sterling.

Qu'est-ce que la livre sterling ? Une certaine quantité d'or déterminée et toujours la même.

Puisque la valeur de l'or, comme celle de toutes les marchandises, est appelée à varier, il en résulte que tous les contrats à long terme dont je viens de parler, présentent les plus grands aléas, si ce remboursement doit avoir lieu dans 10, 20, 30 ans ou davantage.

Si l'or est devenu plus rare et a augmenté de valeur, c'est le créancier qui en bénéficiera. Si l'or a perdu de valeur, c'est le débiteur qui en aura le bénéfice.

Voilà à quels dangers on s'expose, en adoptant l'étalon unique d'or ; ce danger serait diminué de beaucoup si l'on admettait le fonctionnement des deux métaux ; on marcherait alors, s'il m'est permis de parler ainsi, sur deux jambes, avec plus de facilité et de solidité que sur une seule.

On a parlé de supprimer l'argent. Poursuivre la réalisation d'un tel projet me paraît être une folie. Il serait absolument impossible

d'arriver à cette suppression. La raison principale de cette impossibilité est que l'argent est absolument nécessaire comme monnaie divisionnaire et qu'il permet de répondre à tous les besoins du public, beaucoup mieux que l'on ne pourrait y parvenir si l'on n'employait que la monnaie d'or. On a dit que la monnaie d'or est préférable, parce qu'elle est d'un maniement plus facile. L'observation peut être juste en ce qui concerne les gros payements, qui sont faits dans le grand commerce, dans la grande industrie ou par les compagnies financières, mais la plupart des individus qui composent la grande masse des nations ne connaissent guère, pour leurs transactions personnelles, que la monnaie d'argent. Parmi ceux qui composent ce qu'on appelle le public, y en a-t-il beaucoup qui manient des pièces d'or? Non, ce sont les pièces d'argent qui constituent le plus gros de leur petite fortune. Et cela est vrai même dans les pays comme l'Angleterre où le monométallisme d'or existe. J'ai habité l'Angleterre pendant une bonne partie de ma jeunesse, et je trouvais alors que c'était une affaire assez grave que d'attaquer une livre sterling; c'étaient surtout les couronnes, les shillings qui me passaient par les mains. Il en est de même dans les autres pays. D'où je conclus que la monnaie d'argent est en réalité celle qui est le plus en usage dans le peuple; par conséquent, il est tout à fait impossible de la supprimer.

Toute idée d'une suppression de ce genre devant être écartée, il faut aborder le problème du rapport le plus rationnel à établir entre l'or et l'argent?

Je vous avoue que mon intelligence se refuse à comprendre qu'il y ait possibilité de faire admettre dans le monde l'unique étalon d'or. Quand on pense que les trois quarts, si ce n'est plus, des races humaines, c'est-à-dire: l'Asie tout entière, la Chine, l'Inde et tant d'autres pays d'Asie, que toute l'Amérique enfin ont, depuis des millions d'années, toutes leurs richesses représentées presque exclusivement par des monnaies d'argent, on se demande comment on peut envisager sans effroi la perspective d'une démonétisation de l'argent dans le monde entier, si tant est que la chose fût possible. Si l'unique étalon d'or était adopté dans les principaux pays du monde, c'est-à-dire en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, en admettant même que cet étalon ne fût pas adopté dans les pays dont je viens de parler, il est évident que cette adoption de l'or dans les grands pays d'Europe aurait pour conséquence d'une part une baisse effroyable de l'argent, et d'autre part une

hausse énorme de l'or, et il est clair que, dans tout le monde commercial, dont toutes les parties sont solidaires entre elles, il y aurait la plus redoutable révolution économique qui se soit jamais vue.

Nous en avons la preuve convaincante dans la baisse que nous avons vu se produire sur l'argent depuis quelques années. C'est l'adoption de l'étalon d'or par l'Allemagne qui a été le point de départ de la grande baisse de l'argent que nous subissons en ce moment. Cette mesure prise par l'Allemagne a eu des conséquences énormes : 1° l'Allemagne a rejeté sur les marchés du monde une somme de 700 millions d'argent dont elle n'avait plus l'emploi : c'était déjà une cause suffisante pour faire baisser l'argent ; 2° l'Allemagne n'a plus acheté d'argent ; ça été là une nouvelle cause pour faire baisser sa valeur. Si à cela nous ajoutons le développement qu'a pris l'exploitation des mines d'argent aux États-Unis, dans des proportions considérables, il est bien évident qu'il devait y avoir une très forte baisse de la valeur de l'argent. Cette baisse est cependant encore plus apparente que réelle, car il ne faut pas la mesurer à l'écart qui s'est produit entre la valeur de l'or et celle de l'argent. Il a suffi que l'argent ait baissé de 10 °/₀ d'un côté et que l'or ait monté de 10 °/₀ d'un autre côté, pour produire le mouvement que nous constatons aujourd'hui. Faut-il tirer de là cette conclusion, cette conséquence qu'on paraît trop disposé à accepter, que l'argent est un métal de beaucoup moins de valeur que l'or, que c'est un métal déprécié, en un mot qu'il y aurait folie, suivant l'expression de M. Giffen, à conserver l'argent comme monnaie métallique ?

Au sujet des mesures prises par l'Allemagne, j'ai souvent fait cette réflexion que si elle a proscrit l'argent comme étalon monétaire, et si le prix de l'argent a baissé en conséquence, ce n'est pas une raison pour que la valeur réelle de ce métal puisse en être diminuée en quoi que ce soit. Supposez qu'à Paris on défende pour nos voitures l'usage des chevaux bai, il est évident que les chevaux de cette couleur baisseraient de valeur, mais en seraient-ils moins bons pour cela ? Évidemment non. Nous voyons qu'il a suffi de la mesure prise par l'Allemagne pour produire cette espèce de révolution dans notre système monétaire ; que serait-ce si les autres grands pays suivaient son exemple ? Ce serait le plus grand cataclysme financier qu'on ait jamais vu.

Il y a un point sur lequel je me permets d'appeler toute votre

attention. Les métaux précieux, or et argent, représentent-ils, avec leur production annuelle, un stock supérieur aux besoins de la circulation? Quant à moi, il me paraît bien évident que non seulement l'ensemble de ces métaux et leur production annuelle ne sont pas au-dessus des besoins réels du monde, mais qu'ils menacent de devenir tout à fait insuffisants.

Ce matin, un de nos honorables collègues, M. Boissevain, nous a cité ce fait très intéressant, à savoir que dans le royaume de Siam, par suite de l'apparition du métal argent, on avait retiré de la circulation certaines monnaies bizarres, qui consistaient, par exemple, en coquillages de formes diverses. Eh bien, n'y a-t-il pas dans quelques grands pays du monde des monnaies, non pas aussi bizarres, mais presque aussi bizarres, je veux parler des papiers-monnaie? Il y a des pays très importants dans le monde par leurs richesses et l'intensité de leur vie commerciale : la Russie, l'Autriche-Hongrie, toute l'Amérique du Sud, qui ont encore du papier-monnaie ayant cours forcé ; je le demande, pour tous ces pays qui ont des intérêts commerciaux avec tant d'autres nations, n'y aurait-il pas intérêt, pour eux et pour tout le monde commercial, à ce que cette misérable monnaie de papier disparût, comme l'ont fait les coquillages de l'Inde, et que partout la monnaie d'argent y fût substituée? Si ce fait heureux se produisait, il y aurait déjà là un emploi immense de ce métal.

Mais il y a un autre élément dont il faut tenir compte dans l'appréciation des besoins que les nations peuvent avoir des métaux précieux, c'est l'augmentation considérable de la population dans le monde civilisé. Je reste probablement au-dessous de la vérité en estimant à 4 ou 5 millions d'individus par an, l'accroissement de la population en Europe et dans les deux Amériques. Quelle est la quantité de monnaie qui serait nécessaire pour cet accroissement de population? En prenant pour base de calcul la quantité des métaux précieux qui existent en France, il ne faudrait pas moins d'un milliard chaque année à ces populations nouvelles. Bien entendu, ce ne sont pas là des chiffres inattaquables; je ne les donne que comme une approximation; c'est une idée que je vous soumets comme une indication des besoins de métaux précieux qui peuvent se produire chaque année, par suite de l'augmentation du nombre des habitants dans le monde civilisé.

Je n'ai plus que quelques mots à dire, et peut-être vais-je faire sourire nos honorables collègues d'Angleterre, en vous parlant de

ce qui s'est passé chez eux et que certainement je connais moins bien qu'eux-mêmes, mais j'ai été frappé du fait que voici :

L'Angleterre est un pays d'une richesse immense, où les affaires ont une importance gigantesque ; rien ne peut mieux en donner l'idée que l'importance des opérations du Clearing-house de Londres. Les compensations opérées par cet établissement s'élèvent à peu près à 6 milliards de livres sterling par an (elles atteindront près de 8 milliards cette année) ; cela fait plus de 3 milliards de francs par semaine, ou plus de 500 millions de francs par jour. Eh bien, dans un pays tel que celui-là, où tant de richesses sont accumulées, dans ce pays créancier du monde entier, j'avoue que je suis étonné de voir de combien peu de chose dépendent les variations du taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre. Pour ceux qui, comme moi, ne peuvent voir les choses qu'à distance, ces variations paraissent dépendre souvent de très faibles modifications dans l'encaisse de cette institution. L'encaisse de la Banque d'Angleterre est généralement assez faible. Elle n'a guère varié depuis quelques années que de 20 millions de livres sterling comme minimum à 28 millions comme maximum. Pour défendre son or, la Banque élève le taux de l'escompte, dès qu'il y a des retraits de métal, sauf à réduire le taux quand l'encaisse se relève.

Il en résulte que peu de pays voient le taux de l'escompte varier davantage. Il a suffi quelquefois d'un simple retrait de 4 millions de livres sterling, c'est-à-dire de 100 millions de francs, pour que la Banque nationale d'Angleterre se crût obligée d'élever son escompte de 2 % à 4 % et même à 5 %. Eh bien, je me demande si, dans un pays où les affaires commerciales ont tant d'importance, il est admissible que l'escompte puisse dépendre de fluctuations aussi faibles, aussi minimes que celles que je vous signalais tout à l'heure. Je crois que c'est là une conséquence du système de monométallisme-or adopté en Angleterre.

D'après les diverses observations qui précèdent, je suis, messieurs, porté à penser que les conclusions auxquelles il serait rationnel de s'arrêter sont les suivantes :

1° Adoption du bimétallisme par une convention signée par les plus grands États commerçants : France, Angleterre, États-Unis, Allemagne, Russie, Autriche, etc., etc. ;

2° Fixation du rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent ;

3° Durée de cette convention : quinze ou vingt années ;

4° Faculté au bout des quinze ou vingt années de modifier le

rapport de l'or et de l'argent si la nécessité s'en faisait sentir. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Meysey-Thompson.

M. Henry Meysey-Thompson. — Monsieur le Président, messieurs, je ne parle pas assez bien le français pour avoir grande envie de vous faire un discours en cette langue sur le bimétallisme, mais on a demandé à être renseigné sur l'état de l'opinion en Angleterre : M. Fournier de Flaix a dit que l'Angleterre n'accepterait jamais le bimétallisme. Je ne suis pas du tout de cet avis, et c'est pourquoi il m'a semblé qu'il serait peut être utile au Congrès de lui indiquer en très peu de mots les progrès que nous sommes en train de faire en Angleterre vers le bimétallisme.

Messieurs, depuis douze ans je suis bimétalliste, et depuis lors j'ai perdu très peu d'occasions de m'entretenir avec mes amis sur ce sujet, et non seulement avec mes amis, mais avec toutes les personnes que j'ai pu rencontrer en chemin de fer, sur les bateaux à vapeur, et partout où l'on se trouve en contact avec des étrangers. Je crois avoir réussi à approfondir assez complétement les difficultés que nous avons à combattre, et les préjugés qui nous sont opposés.

La plus grande difficulté que nous ayons contre nous, c'est l'ignorance. Autrefois, lorsqu'on entamait la question du bimétallisme, votre interlocuteur vous répondait généralement : « Monsieur, je vous avoue franchement que je ne comprends rien au bimétallisme ; on ne m'a rien appris sur le bimétallisme au collège, et je ne l'ai jamais étudié. »

Maintenant, il y a toujours beaucoup d'ignorants, mais la nature, le caractère de leur ignorance a beaucoup changé.

Autrefois, on était ignorant et on était satisfait de son ignorance ; parfois même on en était fier. Cela vous paraîtra peut-être étrange, mais il y avait une idée très répandue à cette époque en Angleterre, que les monométallistes, les bimétallistes et tous les « istes » en matière de monnaie étaient, à très peu d'exceptions près, des fanatiques un peu toqués et, sans aucune exception, des gens ennuyeux.

Mais, monsieur le Président, nous avons changé tout cela! Ce sont maintenant les bimétallistes qui sont fiers.

Autrefois on était content de rester ignorant, aujourd'hui on ne veut plus l'être. Les personnes auxquelles on s'adresse répondent : « Monsieur, nous sommes honteux de ne pas comprendre le bimé-

tallisme, nous savons que la question est d'une telle importance que tout homme intelligent doit avoir à cet égard une opinion, dites-nous alors quels livres nous pouvons lire, qu'est-ce que nous pouvons faire pour nous instruire » ? Malheureusement, il y en a beaucoup qui en restent là, qui ne comprennent pas, et qui ne comprendront jamais le bimétallisme. Mais, en Angleterre, une fois qu'on s'est mis dans la tête qu'il n'est plus « respectable » de rester ignorant sur une question quelconque, c'est toujours quelque chose de gagné.

Messieurs, la Ligue bimétallique a été constituée pour combattre l'ignorance : elle existe depuis dix-sept mois, et qu'a-t-elle fait dans ces dix-sept mois de son existence?

Je crois, messieurs, que nous pouvons nous vanter d'avoir fait quelque chose. Nous avons organisé des réunions, des « meetings », dans presque toutes les grandes villes d'Angleterre et dans plusieurs petites villes. Ces réunions ont attiré un grand nombre d'auditeurs : il y en a eu auxquelles plus de mille personnes ont assisté, et, dans la plupart de ces occasions, des résolutions ont été adoptées, presque à l'unanimité, approuvant les principes du bimétallisme.

Nous avons distribué gratuitement beaucoup de brochures, exposant les vues des bimétallistes, et démontrant les avantages qui en résulteraient si elles étaient généralement adoptées.

Nous avons reçu beaucoup d'adhésions, et la Société s'est augmentée d'un certain nombre de membres dont plusieurs travaillent très sérieusement à faire triompher nos idées.

Parmi les membres de la Ligue, nous avons deux ministres, actuellement membres du cabinet anglais, M. Arthur Balfour, et M. Henri Chaplin. J'ai entre les mains une liste des vice-présidents de la Ligue; j'y trouve cent membres de la Chambre des communes ; il y en a naturellement beaucoup d'autres qui sont plus ou moins bimétallistes, mais il y en a cent qui se sont déclarés bimétallistes et qui sont devenus membres et vice-présidents de la Ligue.

Il ne serait peut-être pas inutile de vous citer quelques-uns des noms que je trouve sur la liste des vice-présidents :

Le duc d'Abercorn.

Le marquis d'Abergavenny.

Sir James Allport, bimétalliste depuis longtemps, homme qui jouit d'une réputation européenne pour sa connaisance des affaires, et qui fut pendant bien des années chef de l'exploitation du Midland-Railway.

Le duc de Beaufort.

Lord Charles Beresford.

Le très honorable G.-A. Cavendish Beutinch, ancien ministre.

Le marquis de Carmartheu, membre du Parlement.

Sir Georges Campbell, membre du Parlement.

M. Joseph Cowen, propriétaire du « *Newcastle-Chronicle* », un des journaux les plus connus et les plus influents du Nord de l'Angleterre.

Le comte de Crawford et Balcarres.

Le marquis d'Exeter.

Le marquis de Granby, membre du Parlement.

M. Frank Hardcastle, membre du Parlement.

Sir William Houldsworth, membre du Parlement.

M. Isaac Hoyle, membre du Parlement.

M. Henri Howarth, membre du Parlement.

M. Georges Howell, membre du Parlement.

M. Weston Jarvis, membre du Parlement.

Le marquis de Londondery.

Le duc de Leinster.

M. Frank Lockwood, membre du Parlement.

Le duc de Marlborough.

M. Samuel Montagu, membre du Parlement.

M. J. O'Hanlon, membre du Parlement.

Le professeur Nicholson.

Le duc de Portland.

Lord Rowton, ancien secrétaire de lord Beaconsfield.

Sir Albert Sassoon, chef de la grande maison de Sasson à Bombey et Londres.

Le duc de Richmond et Gordon.

M. Samuel Smith, membre du Parlement.

M. Mark Stewart, membre du Parlement.

M. Thomas Sutherland, membre du Parlement.

Le comte de Yarborough.

Messieurs, si je ne craignais pas de vous fatiguer, j'aurais pu vous citer les noms de beaucoup d'autres membres de la Chambre haute, ou de la Chambre des communes, ou des gens qui occupent une haute situation intellectuelle dans le monde politique ou des affaires.

La Chambre des communes se compose aujourd'hui de quatre partis : les conservateurs, les libéraux unionnistes, les libéraux

gladstoniens et les Irlandais. Dans chacun de ces partis nous comptons des adhérents. La question du bimétallisme a été discutée par les chambres de commerce, et par les sociétés d'agriculture en Angleterre et en Écosse, elle a reçu un accueil très favorable, et les nuages de l'ignorance commencent à se dissiper partout.

Après l'ignorance, la difficulté la plus formidable que nous ayons eue à combattre a été l'accusation dirigée contre nous que le bimétallisme n'était que la protection reparaissant sous une forme nouvelle. Il serait bien difficile, peut-être impossible pour vous, messieurs, qui n'habitez pas la Grande-Bretagne, de vous rendre compte de tout le mal que cette accusation nous a fait. Nous comptons dans nos rangs un grand nombre des partisans les plus prononcés du libre échange. Nonobstant cette circonstance, il y a en Angleterre une foule de personnes qui professent un tel fanatisme pour les principes du libre échange qu'il suffit qu'on leur dise qu'une proposition quelconque est une des formes de la protection pour qu'aussitôt elles ne veuillent plus rien écouter, et se refusent obstinément à examiner de quoi il s'agit. C'est un véritable malheur pour nous, parce que, si elles voulaient seulement nous écouter, rien ne serait plus facile que de leur démontrer que le bimétallisme ne peut pas être la protection, sous aucune de ses formes, attendu que la protection est absolument le contraire du bimétallisme.

Examinons un instant cette question : « Qu'est-ce que la protection ? » Quand nous parlons de protection, dans le sens économique du mot, nous voulons dire que la loi accorde à quelques personnes certains droits, certains avantages qu'elle refuse aux autres. C'est par ces droits et ces avantages qu'elles sont protégées. Le bimétallisme donnerait au monde entier les mêmes droits, les mêmes avantages. Si nous avions le bimétallisme universe., chacun aurait le droit d'effectuer partout le payement d'une dette au moyen d'un certain poids d'or ou d'un certain multiple de ce poids en argent. La loi ne saurait attribuer à la fois des droits inégaux à certaines personnes, et des droits égaux à tous.

La protection donne des droits inégaux, le bimétallisme donne des droits égaux. Le bimétallisme ne peut donc être la protection, puisqu'il lui est diamétralement opposé.

Je m'arrête, messieurs. Il est déjà cinq heures passées, il fait chaud, vous êtes tous plus ou moins fatigués, sans quoi j'aurais aimé à vous entretenir de quelques articles du programme des

bimétallistes, nous savons tous que celui qui a la parole n'est jamais fatigué. Je terminerai en exprimant l'espoir que nous entretenons, nous autres bimétallistes anglais, que parmi vous, messieurs, qui jouissez d'une réputation si haute et si distinguée dans le monde financier et économique, nous trouverons des arguments nouveaux pour combattre l'ignorance et les préjugés. Nous nous efforcerons d'en tirer le meilleur parti possible pour arriver à convaincre le peuple anglais. Selon moi, il importe plus encore de convaincre le peuple que son gouvernement. Effectivement, chacun sait que ce que la majorité des gens intelligents pense aujourd'hui en Angleterre, le gouvernement le pensera demain, à la condition toutefois qu'il n'y ait pas en jeu quelque grande question de principe. Or, je ne crois pas qu'il y ait aucune question de principe qui puisse empêcher un gouvernement d'adopter le bimétallisme. Il m'a semblé avoir entendu M. Mannequin prononcer le mot de « moralité ». Je n'ai peut-être pas bien saisi le sens de ses paroles, mais il m'a semblé qu'il revendiquait la moralité comme étant l'un des attributs du monométallisme. Pour moi je ne trouve rien d'immoral, ni même d'inconvenant dans le bimétallisme, et je serais presque tenté d'ajouter que c'est un malheur pour nous, car autrement le public s'y intéresserait peut-être plus volontiers. Messieurs, je vous remercie de la patience et de la courtoisie avec lesquelles vous avez écouté mon mauvais français. (*Applaudissements unanimes.*)

M. Magnin, *président*, rappelle aux membres du Congrès qu'ils seront attendus le lendemain matin à 10 heures à l'Hôtel de la Banque pour visiter l'établissement.

La séance est levée à 5 heures et demie. La séance suivante est fixée au lendemain à 1 heure et demie du soir.

CINQUIÈME SÉANCE

Le vendredi 13 *septembre* 1889, *à* 1 *heure et demie du soir, au palais du Trocadéro.*

Présidence de M. J. Magnin

Sommaire : La visite à la Banque de France — Reprise de la discussion : M. G. du Puynode — M. Dana Horton — M. Émile de Laveleye — M. Frédéric Passy — Communications diverses présentées par M. le Secrétaire.

Prennent place au bureau : M. J. Magnin, président ; MM. Adolphe Coste et Arthur Raffalovich, secrétaires.

La séance est ouverte à 1 heure et demie.

M. Magnin, *président.* — Avant de reprendre notre ordre du jour, je désire remercier MM. les membres du Congrès de la visite qu'ils ont bien voulu faire ce matin à la Banque de France, et en même temps je leur demanderai la permission de leur laisser un souvenir matériel de cette visite.

J'ai pensé que le meilleur souvenir que je pourrais offrir aux honorables membres du Congrès, ce serait de leur remettre une médaille commémorative de la Banque, du genre de celles que nous distribuons à nos régents et administrateurs comme jetons de présence. Elles portent, sur l'une des faces, en exergue, l'inscription suivante dont la Banque ne s'est jamais départie : « *La sagesse fixe la fortune* », et sur l'autre face, l'année de la fondation de la Banque, l'an VIII ; vous le voyez, ce n'est pas une jeunesse ; elle est plus qu'octogénaire ; elle marche vers son centenaire et nous espérons que non seulement elle l'atteindra, mais qu'elle le dépassera. (*Vifs applaudissements.*)

La parole est à M. du Puynode.

M. Gustave du Puynode. — Messieurs, à notre seconde réunion, l'un de nos collègues demandait que les partisans du monométallisme fissent connaître les raisons qui légitimaient leur opinion. Les partisans de cette opinion lui ont, je crois, donné toute satis-

faction; je pense même que leur réponse, à certains moments, a dû lui paraître plus que satisfaisante.

Cependant M. Lalande disait hier que les monométallistes n'avaient invoqué qu'un argument en leur faveur, à savoir que les métaux monnaies sont des marchandises comme tous autres produits, soumises aux variations des quantités qui s'offrent et des besoins qui les réclament. Bien d'autres motifs ont été présentés par les partisans de l'opinion en faveur de laquelle je me propose de parler. Mais M. Lalande a eu toute raison de dire, si telle a été son intention, que cet argument est le motif dominant, le principe fondamental du système monométalliste. Oui, nous affirmons que les métaux monnaies sont des marchandises ordinaires, sujettes aux variations de l'offre et de la demande, et qu'il est, en conséquence, impossible d'établir entre eux un rapport fixe, constant ou à peu près constant; c'est bien là la base de notre doctrine. De même que la base de la doctrine contraire, qu'on le déclare ou qu'on s'en taise, c'est que la loi crée la valeur des métaux monnayés, et peut, par suite, établir un rapport permanent ou à peu près permanent entre eux.

Mais cette dernière pensée n'est pas seulement contredite par tous les enseignements économiques sur la valeur; elle l'est aussi par les faits de chaque jour. Jamais les deux métaux, l'or et l'argent, n'ont circulé aux mêmes conditions, quelles que fussent les lois. Jamais le rapport légal établi entre eux ne s'est maintenu. Leurs variations de valeur ont toujours fait que l'un s'est trouvé déprécié par rapport à l'autre, et aussitôt les payements se sont opérés avec le métal déprécié. Ce dernier a été le seul, en réalité, qui soit resté dans la circulation chez tous les peuples, à toutes les époques.

M. Lalande disait que tant que le bimétallisme a régné en France sans restriction, le rapport de 1 à 15 1/2, établi entre les deux métaux, s'était heureusement maintenu. Il fallait, cependant, autrefois payer une prime, souvent élevée, pour se procurer de l'or, comme il le faut encore en ce moment. Qu'on lise le beau travail de M. Soetbeer, dont tous les écrits sont d'admirables œuvres d'érudition et d'exactitude, notamment le travail où il donne les rapports de l'or et de l'argent de 1500 à 1875, et l'on verra que ces rapports ont constamment varié. Qu'on lise un pareil travail de M. Burchard pour les années suivantes, et l'on y trouvera les mêmes conclusions, ainsi qu'on les retrouvera encore dans les *Documents sur la question monétaire*, publiés par le gouvernement

belge, et qui comprennent les vingt années précédant 1876. Ces *Documents* affirment et nous démontrent que l'argent n'a pas seulement varié de prix, et par suite de rapport avec l'or, chaque année, mais chaque mois.

En présence de tels faits, et ils sont indéniables, comment assurer que la loi peut fixer la valeur des métaux monnaies et leurs rapports? C'est en revenir à la vieille erreur de la monnaie-signe, réfutée déjà par Platon et Aristote, pratiquée, avec les résultats que l'on connaît, par tous les souverains ou les seigneurs faux-monnayeurs, et par tous les faiseurs de papiers-monnaie ou d'assignats. M. Allard n'a pas reproduit parmi nous, dans notre réunion, cette étrange doctrine, mais il l'a formellement soutenue dans son avant-dernière publication sur la monnaie. Il s'y est, il est vrai, autorisé de Montesquieu, qui s'est, en un passage, rallié à cette fâcheuse opinion. Mais je regrette qu'il n'ait pas aussi reproduit cette autre et meilleure pensée de Montesquieu : « Le magistrat ne peut pas plus taxer la valeur des marchandises qu'établir, par une ordonnance, que le rapport de 1 à 10 est égal à celui de 1 à 20. »

Il ne saurait donc y avoir qu'un métal en circulation, et je le répète, il n'y en a jamais eu qu'un. Il faut, par suite, de toute nécessité, choisir entre l'or et l'argent, et lequel est préférable?

Une bonne monnaie doit satisfaire à trois conditions : elle doit être aisément transportable, avoir une longue durée et offrir la plus grande stabilité de valeur possible. Or, c'est l'or qui remplit le mieux ces trois conditions. Il se transporte, se transmet plus facilement que l'argent; c'est de l'évidence. Il a de même une durée plus assurée ; tous les travaux publiés sur le frai des diverses monnaies le prouvent. Il est d'ailleurs singulièrement remarquable que tous ces travaux aient confirmé les lois du frai établies, il y a un siècle, par MM. Cavendisch et Hachett. Je ne saurais dire l'opinion monométalliste ou bimétalliste de M. le directeur actuel de notre Monnaie ; mais dans le cri d'alarme qu'il jetait récemment sur le mauvais état de notre numéraire, il disait que toutes nos pièces d'argent avaient beaucoup frayé, et que seules nos petites pièces d'or, de cinq et de dix francs, avaient, elles aussi, subi une notable perte par l'usage. Cet avantage de durée que possède l'or suffirait seul, en outre, pour marquer sa supériorité comme stabilité de valeur, c'est-à-dire pour faire reconnaître encore sa supériorité sous ce rapport. Mais reportez-

vous de nouveau aux statistiques de MM. Soetbeer et Burchard, les plus grandes autorités qui se puissent invoquer sur la question que nous traitons, et elles vous convaincront aisément que l'or remplit, beaucoup mieux que l'argent, les conditions de stabilité et de sécurité de la monnaie.

Voyez ce qui se passe sous nos yeux. Les peuples sont si persuadés de la supériorité de l'or, qu'ils n'acceptent plus que lui. Comme l'a dit M. Levasseur, la Banque de France, dont le stock argent est de plus de 1.100 millions, aurait grand intérêt à s'en défaire ; la loi l'y autorise, puisque nous vivons encore sous la loi de l'an XI, pour les pièces de cinq francs au moins, et il lui est impossible de s'en débarrasser, parce que le public se refuse à recevoir de l'argent. Sur le marché international surtout, le grand marché de tous les peuples industriels aujourd'hui, le refus de l'argent est absolu. C'est pourquoi les gouvernements des États constituant l'Union latine ont réduit ou suspendu la frappe de l'argent, tout en faisant des monnaies divisionnaires des pièces de cinq francs un simple billon. Ils n'ont été guidés, j'en suis convaincu, par aucune doctrine théorique ou scientifique ; je serais même tenté de croire qu'ils n'en avaient aucune. Mais ils ont vu les faits et se sont appliqués à servir les intérêts de leurs nationaux ; ce dont il leur faut avoir une vraie reconnaissance. Un seul homme d'État a obéi à une opinion scientifique, c'est lord Liverpool, qui n'est pas uniquement l'auteur de la loi anglaise de 1816, laquelle n'admet, on le sait, que l'unique étalon d'or. Il est aussi l'auteur du beau traité *On coins of the realm*, dans lequel il reste fidèle à la doctrine de Locke : qu'il ne peut y avoir en circulation qu'une seule espèce de monnaie, or ou argent, et où il donne la préférence à l'or.

Sur la question de l'abondance du numéraire, je me vois forcé de me séparer de tous les orateurs précédents. Sans doute, je reconnais, avec Hume, qu'une plus abondante monnaie chez les peuples qui en manquent, répand chez ces peuples une activité industrielle, un esprit d'entreprise qui leur manquaient précédemment. L'obstacle qui les arrêtait disparaît alors. Mais dès qu'ils sont pourvus du numéraire suffisant pour leurs affaires, pour leurs transactions, cela suffit. Il ne faut pas trop de monnaie, disait Hume, et il avait raison. Les métaux monétaires coûtent toujours très cher ; pourquoi en acheter plus qu'il n'est nécessaire ?

M. Lalande, oubliant un instant le système du bimétallisme et ses

effets favorables à la multiplication du numéraire, admirait l'Angleterre pourvoyant, avec une faible circulation monétaire, à son immense production, à ses échanges répandus sur le globe entier et s'y accroissant sans cesse. Rappelez-vous aussi les transactions du *Clearing-house* de Londres, s'élevant annuellement, presque sans intervention de numéraire, à 6 milliards de livres sterling; et comment ne serait-ce pas un immense bienfait pour l'Angleterre d'avoir un stock monétaire faible? Malheureusement la France en est, sous ce rapport, bien différente. Pour une production et des échanges infiniment moindres, M. Lalande estimait l'ensemble de nos monnaies à 8 milliards; chiffre qu'a également souvent reproduit Michel Chevalier, mais que je crois moins exact que celui de 9 milliards donné récemment par M. Soetbeer. Or supposez, comme je le crois vrai, que la France pût se contenter de 4 milliards pour satisfaire à ses besoins de circulation, elle perdrait ainsi 250 millions d'intérêts pour les cinq milliards qu'elle a en trop, sans parler des dangers que lui font courir ces cinq milliards surabondants. Cette perte d'intérêts est exagérée! je l'accorde; mais serait-elle exagérée, si à l'intérêt payé l'on ajoutait le frai subi? Nous avons toujours, au reste, détenu beaucoup de numéraire. Law, Arthur Young, Boisguillebert, Necker regardaient déjà, avant 1789, notre stock monétaire comme supérieur à celui de tous les autres peuples. Aucun ne possède aujourd'hui neuf milliards de numéraire.

Aussi applaudirais-je aux mesures qui tendraient à restreindre notre circulation métallique, en s'attaquant de préférence à la monnaie d'argent. Je croirais, par exemple, très utile de réduire le pouvoir libératoire de l'argent à la somme de 50 francs. Je n'hésiterais pas devant ce chiffre, si faible qu'il semble, et je trouverais de même excellent que le gouvernement engageât la Banque de France, qui ne s'y refuserait pas, à émettre de petits billets, afin encore de repousser l'argent. Le frai seul devrait d'ailleurs engager à faire ces deux réformes. Beaucoup de pertes qu'il nous impose disparaîtraient alors, puisqu'elles diminueraient et notre numéraire d'argent et notre petit numéraire d'or, qui, l'un et l'autre, subissent le plus notable frai.

Nous devons même nous presser si nous voulons nous débarrasser d'une partie de nos monnaies d'argent. Le grand débouché de l'argent, jusqu'à nous, c'est l'Orient, les Indes surtout; et M. Soetbeer a montré, dans un travail portant sur toutes les exportations

d'argent des ports de la Méditerranée vers l'Orient, que ces exportations baissent sensiblement. De son côté, M. Burchard a prouvé que la frappe de l'argent dans l'Inde s'est réduite dernièrement de six millions de dollars. Les Indes payent maintenant l'Angleterre au moyen de leurs propres marchandises et par des traites. Leurs importations et les intérêts de leurs emprunts, comme les travaux publics accomplis sur leur territoire par la mère patrie, réclament donc beaucoup moins d'argent qu'autrefois.

Les bimétallistes ont tous invoqué, en faveur de leur système, la crise par laquelle vient de passer le monde industriel, crise plus générale et plus prolongée qu'aucune autre ne l'avait encore été, en l'attribuant au défaut des espèces monétaires. C'est, à mon avis, une profonde erreur. Que les changements introduits par de nombreux États, dans leur système monétaire, soient pour quelque chose dans cette crise, je ne le nie pas; mais c'en est une cause très secondaire. Le produit dont la baisse de prix a été le plus marquée et a eu le plus d'importance, c'est incontestablement le blé. Je m'en tiendrai à cet exemple. Malgré les prodigieux progrès, en effet, de la fortune mobilière, la fortune territoriale est restée la plus considérable sur l'ensemble du continent européen, et la plus grande production de l'industrie territoriale est le blé. Était-il possible, en conséquence, lorsque les nouvelles voies de communication et les nouveaux moyens de transport ont permis aux blés de Russie, des deux Amériques, d'Australie, des Indes, de parvenir sur tous les marchés européens, que ce produit ne vît pas ses prix diminuer, et qu'il ne se produisît pas une grande secousse dans toute la fortune de l'Europe? Évidemment non. Il s'est passé là ce qui s'est passé pour la banlieue de Paris, lors de la construction de nos chemins de fer. Elle a perdu le monopole de l'approvisionnement de Paris, à ce moment, au grand avantage de Paris et de l'ensemble de la France, pour bientôt elle-même recouvrer, du reste, son ancienne prospérité, grâce à l'accroissement général de la richesse et à l'énorme développement de Paris. Seulement ses cultures se sont transformées. Mais en quoi le bimétallisme aurait-il, je le demande, prévenu ou pu prévenir l'abaissement du prix du blé?

Le législateur, en notre pays et dans d'autres, a voulu lutter contre la baisse de ce produit par des droits de douane. Ç'a été un malheur et une injustice. On ne s'oppose jamais au cours naturel des choses par des mesures arbitraires sans être inique et sans être nuisible. Mais encore une fois, le monométallisme n'est pour

rien, ou à peu près pour rien dans la crise dont il s'agit. Ce qui prouverait que ce n'est pas le monométallisme ou les concessions faites à ce système qui l'ont entraînée, c'est que,de tous les grands États, l'Angleterre, la vraie patrie du monométallisme,e st celui qui en a le moins souffert. Cette crise y est même entièrement disparue. Je lisais ces jours-ci les discours prononcés à la dernière réunion générale du Cobden-Club, et j'étais émerveillé des progrès industriels réalisés en ce pays, sous nos yeux, de nos jours, comme de l'abaissement du nombre de ses pauvres assistés. C'est bien là la démonstration d'une nouvelle et vraie prospérité.

Si l'Angleterre est le pays qui a le moins souffert de la crise, c'est la France, au contraire, encore soumise au bimétallisme, qui en a le plus souffert, non, de nouveau, à cause de sa circulation monétaire, mais parce qu'elle avait et a toujours les plus lourdes charges à supporter. Comment, avec la plus forte dette et l'impôt le plus élevé, aurait-elle donc été en position de lutter à conditions égales avec les autres peuples sur le marché général du monde? Il lui a fallu toute sa vitalité, toute son énergie, toutes ses ressources accumulées pour surmonter les difficultés qui lui étaient imposées et pour les vaincre. La crise n'est pas encore terminée pour elle, mais cette crise est à sa fin et ne durera plus longtemps.

Je terminerai en me ralliant au vœu de tous les orateurs entendus jusqu'ici, en faveur d'une monnaie internationale, cet ancien souhait de Scaruffi et de Stevin, au XVIe siècle. Je m'y rallie, je le forme aussi moi ; mais je suis loin d'en croire la réalisation possible en ce moment et de longtemps. Seulement, il sied toujours de se diriger vers les buts désirables, même quand ils semblent éloignés et d'accès difficile. L'on ne marchera, toutefois, vers une circulation monétaire uniforme qu'en se rapprochant du seul étalon d'or. On ne fera plus revenir les peuples qui ont accepté cet étalon sur leur sage décision. On revient rarement de la vérité à l'erreur. (*Applaudissements.*)

M. MAGNIN, *président.* — La parole est à M. Dana Horton.

M. DANA HORTON. — Monsieur le Président, messieurs, je n'ai que quelques mots à vous adresser, je me bornerai à vous indiquer quelques critiques, en partie au point de vue scientifique, en partie au point de vue pratique, sur la position qui a été prise par les orateurs qui sont opposés, ou qui se croient opposés, au mouvement pour la restauration du métal argent dans son ancienne

situation comme monnaie égale à l'or, c'est-à-dire ayant égalité devant la loi.

Je regrette que M. Levasseur ne soit pas ici, parce que je comptais précisément indiquer la grande importance de certaines conclusions pratiques qu'il a émises, qu'il a défendues ici. M. Levasseur nous a dit qu'être partisan de l'étalon unique n'est pas un certificat de vieillesse, qu'il y a encore des personnes jeunes, aussi bien que des gens âgés, qui sont en faveur de ce qu'on appelle « étalon unique d'or ». Il a indiqué aussi qu'il y avait une grande différence d'opinions sur ces questions, et il a voulu en rechercher les causes. Mais il m'a paru qu'il n'a pas observé la vraie cause. La vraie cause est celle-ci : qu'il y avait une orthodoxie, et que cette religion disparaît ou se transforme en une nouvelle orthodoxie.

Les économistes du passé, nous les respectons. Messieurs, j'ai traversé l'Océan, il y a onze ans, pour vous apporter les propositions des États-Unis, des propositions de fédération monétaire, basées sur le principe de l'union, qui avait été consacré par le consentement de tous les économistes de France et des autres pays. Ces propositions ont été discutées ici, devant vous, ces jours-ci, par des Anglais, par des Allemands, par des Hollandais, qui y ont donné leur assentiment. La différence fondamentale entre les principes nouveaux et les principes anciens est celle-ci : nous pensons que l'union monétaire doit avoir son influence sur la matière et non pas sur la forme. Les anciennes unions monétaires ont été des unions qui regardaient principalement les monnaies, la frappe, le coin, et la matière a été un peu négligée. Nous sommes venus ainsi, non pas comme des novateurs, mais simplement pour proposer un amendement, et pour demander l'assentiment des économistes qui avaient déjà donné leur adhésion au principe de l'union monétaire.

Vous voyez, messieurs, qu'elle est parfaitement naturelle, cette différence d'opinion dont a parlé l'honorable M. Levasseur ; il y a des économistes qui proposent un amendement à la science, et le faire accepter, cela demande du temps.

Mais nous, qui avons désiré pendant si longtemps que vous, qui nous êtes opposés, acceptiez un amendement à la science monétaire, nous avons le droit de vous rappeler qu'il n'est pas probable que la science monétaire reste sans amélioration, sans progrès. Eh bien ! nous vous avons demandé de nous comprendre. Mes-

sieurs, je ne veux dire de mal de personne; je n'ai pas l'idée d'attaquer des amis qui sont ici, assemblés dans une réunion internationale. Mais je vous prie d'accepter de moi une plainte. Vous ne nous avez pas fait l'honneur de nous comprendre encore à fond. Voilà la seule raison pour laquelle vous vous montrez ici opposés au mouvement anglais et allemand.

Je veux vous faire observer, messieurs, que la chose dont nous parlons est une chose tout à fait pratique. Je demande à ces messieurs qui ont parlé, à ceux qui vont parler, je demande à M. Passy qui va parler et aux autres qui vont parler : Donnez-nous les raisons pour lesquelles l'Angleterre ne se rallierait pas à la proposition de former une union monétaire avec la France? (*Applaudissements.*)

Si vous pouvez faire voir qu'une union monétaire n'est pas d'une bonne politique, je vous prie de le faire. Mais je vous dirai alors : Si ce n'est pas un bon arrangement que Paris, que la France, ait une parité stable avec Londres et avec Calcutta, avec San-Francisco, avec Buenos-Ayres, alors, démontrez, je vous prie, pourquoi il est bon que Paris ait une parité stable avec Bordeaux, avec Marseille et avec Calais. (*Applaudissements.*)

Voilà la chose : c'est une affaire tout à fait pratique. Messieurs, nous ne sommes pas ici dans le but de faire l'éloge académique de certaines doctrines scientifiques ou pour faire de la statistique et réunir des matériaux pour la science; c'est pour l'effet, pour l'action, dans un but pratique, que nous avons voulu comparer nos idées.

Messieurs, je me suis plaint que nos adversaires ne nous aient pas fait l'honneur de nous comprendre. Je vous assure que les différences qu'il y a entre nos opinions peuvent se résoudre parfaitement bien, si nos adversaires nous font cet honneur. Pour nous, messieurs, il est nécessaire de comprendre votre position, vos opinions. Si nous ne pouvons pas faire cela, nous n'avons pas l'espoir de vous persuader. Nons avons commencé par étudier les opinions que vous partagez, et c'est en les connaissant que nous avons pu ajouter les améliorations dont j'ai parlé.

Je me permets maintenant de signaler certaines observations des orateurs qui m'ont précédé. Il y a un ordre de fait et de pensée dont l'honorable préopinant, M. du Puynode, vous a indiqué la portée, quand il a parlé des deux métaux comme étant *soumis aux lois du marché*. J'accepte, pour le moment, les mots et les expressions de l'honorable préopinant ; je dis : nous sommes dans un

marché. Mais je demanderai : Quel marché? J'affirme que c'est un marché où la décision du Parlement anglais détermine la condition du métal. M. du Puynode ne peut pas nier cela. C'est impossible ! Tout le monde reconnaît que si le Parlement anglais fait une loi, fait la loi pour la monnaie-or en Angleterre ou fait la loi pour la monnaie-argent en Angleterre, ce sera dans un cas l'or, ou dans l'autre cas l'argent, qui sera monnaie en Angleterre. C'est donc dans un marché où les grandes nations sont, pour ainsi dire, les acheteurs que nous nous trouvons.

Eh bien, nous sommes ici pour dire, ou plutôt ces messieurs anglais et ces messieurs allemands sont ici pour dire, après l'invitation de la France et des États-Unis : « Oui, nous sommes prêts à entrer dans ce marché comme acheteurs, et nous savons que si nous y entrons, si les nations s'entendent, nous pouvons fixer l'importance relative de l'or et de l'argent; il n'y a pas d'autres nations qni aient le pouvoir de neutraliser ce que ces nations décideront. »

Maintenant, je vais vous prier, messieurs, de considérer pour un moment l'origine de ces idées sur « l'étalon unique d'or » qui ont été présentées par les orateurs partisans de ce métal. Quelle est l'origine, quelle est, pour ainsi dire, l'histoire de l'évolution de cet ordre d'idées ?

J'ai pu constater, par mes recherches dans l'histoire de la politique monétaire, que, dans le passé, pour la plupart des nations, la constitution monétaire était celle-ci :

Il y avait une monnaie supérieure et une monnaie secondaire. On voyait ainsi partout dans le monde « l'étalon unique » d'argent, si on veut l'appeler ainsi, et « l'étalon » aussi, mais secondaire, d'or. Au point de vue du législateur, l'argent était supérieur, l'or était inférieur. Voilà la constitution monétaire qui a continué jusqu'à notre siècle. M. du Puynode vous a cité M. Mannequin, je crois, et un autre de nos orateurs vous ont aussi cité une grande œuvre de lord Liverpool. Eh bien ! lord Liverpool a cru qu'il pouvait transférer de l'argent à l'or cette position de supériorité légale, mais il n'était pas un ennemi de l'argent. Il a proposé la frappe libre de l'argent en Angleterre. M. Mannequin vous a cité les noms de Locke, de Newton, mais ils étaient en faveur des deux métaux autant que nous. Cela a été prouvé. J'aurai l'honneur de vous indiquer même des manuscrits de Newton que j'ai trouvés moi-même dans les archives de Londres, et un rapport de Locke, qui

n'avaient pas été connus, et que j'ai publiés il y a deux ans. Il est prouvé que, pour Locke et Newton et toutes les autorités anglaises anciennes, le vrai système était un système de monnaies de deux métaux : un métal chef, si je puis dire, un métal supérieur, et un autre métal dans une position légale — dans la pensée, dans l'intention du législateur — un peu inférieure : voilà tout ! (1)

Maintenant je vous prie, messieurs, de remarquer l'importance pratique, pour la question, de l'origine de la théorie de l'étalon unique d'or, du fait que nous avons ici les représentants de l'opinion publique en Angleterre. J'ai eu le grand plaisir de faire, il y a onze ans, lors de la Conférence monétaire de 1878, la connaissance de M. Michel Chevalier, auquel j'ai été présenté par M. de Parieu. M. Chevalier m'a parlé du but de la Conférence, et m'a dit un mot qui m'est resté dans la mémoire et qui y restera toujours ; il m'a dit : « *Vous n'arriverez jamais à convaincre l'Angleterre* ». Voilà le fond de l'opinion de tous ceux qui s'opposent au mouvement vers la restauration de l'argent, qui se produit actuellement en Angleterre et en Allemagne. La France et les États-Unis, comme vous savez, ont été gagnés depuis longtemps. Le fort appui de ceux qui nous font opposition est toujours en Angleterre, et c'est parce qu'on a cru voir chez des ancêtres respectés, Locke et Newton, l'opinion, l'idée, la théorie de l'étalon unique — idée qui appartient aux sciences mathématiques — qu'elle a été acceptée dans la science politique et économique de nos jours.

Messieurs, quelle est votre idée d'un « étalon » ? C'est un poids, dit-on. Eh bien, alors mettez-le sous les vitres où nous gardons les étalons de poids. Oh ! non, non, ce n'est pas tout ! s'écrie-t-on. Ce poids circule, c'est dans le pays. Alors, pour la monnaie, le poids n'est pas tout ! Mais où est « l'étalon », messieurs, si c'est dans la poche du peuple qu'on le place, et si c'est un poids ? Cherchez, messieurs, je vous prie, à mettre dans la pratique, à représenter dans les faits, cette idée d'un « étalon », et vous trouverez qu'il y a du faux dans cette idée. Il y a la monnaie, messieurs, la monnaie légale. Parlez de cela et je vous comprends, et je me soucie très peu de ce que vous dites d'un « étalon ».

(1) Les travaux historiques sur lesquels se basent ces observations se présentent dans le « Document of the Monetary Conference of 1878. (Washington, 1878) ». et dans « The Silver Pound and England's Monetary Policy since the Restoration (London, Macmillan and Co, 1887) », dont des exemplaires seront distribués aux membres du Congrès, sur demande, par MM. Guillaumin et Cie, 14, rue Richelieu.

Eh bien, la théorie de l'étalon unique d'or, s'explique ainsi. On a mal compris — voilà tout! — on a mal compris l'ancienne constitution monétaire qui, comme je vous l'ai expliqué, consistait en ceci : l'argent monnaie supérieure, l'or monnaie secondaire, mais tous les deux monnaie, et tous les deux monnaie complète, la différence étant seulement dans les intentions du législateur, non pas dans la position des monnaies devant le peuple. Le droit de frappe et le pouvoir libératoire étaient égaux. Mais, *dans la pensée du législateur, la base du système était le métal argent. S'il y avait lieu de changer le rapport, c'était la monnaie d'or dont il fallait hausser ou diminuer le poids. C'était là la différence légale entre les deux espèces de monnaie.* Eh bien, on a mal compris cela, et on a cru qu'on avait l'autorité de Locke et de Newton, et aussi de Liverpool, pour une théorie... ou plutôt pour une définition, pour une idée, pour une nuance d'opinion sur la monnaie, qui appartient plutôt aux sciences mathématiques qu'à l'économie politique. Eh bien, messieurs, s'instituant sur cette base erronée, est arrivé alors l'acte posé par le Royaume-Uni, qui est venu fortifier cette opinion, le fait que les lois de ce grand peuple — le peuple le plus avancé, le mieux connu dans le monde du commerce international, la plus grande puissance maritime — avaient donné une préférence accentuée à la monnaie d'or. La loi pour la frappe libre de l'argent existait encore, mais elle n'avait pas été mise en vigueur. Eh bien, le prestige du système anglais s'imposait : on ne regardait pas autre chose, et quand la grande agitation pour l'amélioration du système métrique est venue, vous le voyez, on avait cette erreur sur la nature de la monnaie pour base, on avait l'expérience et l'autorité du Royaume-Uni pour soutien, et ainsi l'enthousiasme mathématique, l'enthousiasme pour le système métrique, a pu pousser les économistes dans la fausse voie, consacrée par la conférence de 1867, et a fait naître l'effort d'abolir la monnaie d'argent.

Voilà, messieurs, l'origine des opinions qui restent encore, qui ont — même aujourd'hui — gardé une certaine influence.

Mais, messieurs, avant de quitter la tribune, je me fais le plaisir de constater que, du reste — à la fin — l'opposition française des maîtres, des professeurs, ne vaut pas grand'chose... (*Oh! Oh!...*) selon l'opinion de M. Levasseur! Ce n'est pas mon opinion seulement, messieurs, c'est l'opinion de M. Levasseur, car il vous a proposé la frappe libre de l'argent.

Un membre. — Mais dans quelles conditions?

M. Dana Horton. — Je vous dirai les conditions. Je regrette que M. Levasseur ne soit pas ici.

M. Magnin, *président*. — Il a été obligé de quitter Paris ce matin. Il m'avait demandé hier de l'excuser auprès du Congrès. Si je ne l'ai pas fait, c'est par oubli.

M. Dana Horton. — Vous étiez tous ici; vous avez entendu M. Levasseur. D'après ce que j'ai entendu, il était pour la frappe libre de l'argent au taux du marché, n'est-ce pas? (*Oui, oui!*)

M. Ad. Coste, *secrétaire*. — C'est-à-dire que, pour frapper une pièce de 5 francs, il demandait, non seulement la quantité d'argent nécessaire pour la frapper, mais un tiers en plus.

Un membre. — La quantité changerait quand le cours varierait.

M. Dana Horton. — M. Levasseur a donné beaucoup d'arguments, il a été bien éloquent, je me souviens avec plaisir de plusieurs choses spirituelles qu'il a dites, et qu'il a dirigées contre nous; tout était très bien dit, mais, à la fin, il a proposé la frappe libre de l'argent.

M. Ad. Coste, *secrétaire*. — Voulez-vous me permettre de dire que M. Levasseur a ajouté que cette monnaie d'argent devrait être limitée comme puissance libératoire à 500 fr.?

M. Dana Horton. — 500 francs, 1,000 francs, quelque chose comme cela.

M. Ad. Coste, *secrétaire*. — C'est moi qui me suis permis d'indiquer, dans ma première observation, qu'il ne faudrait pas dépasser 1,000 fr., qu'il ne faudrait même pas les atteindre, mais M. Levasseur a indiqué la limite de 500 francs.

M. Dana Horton. — D'après ce que je me rappelle, il a parlé de 500 francs, mais il a parlé de 1,000 francs aussi, et il a dit, à la fin : « quelque chose comme cela ».

Mais qu'importe! Si toute l'opposition qui existe contre le mouvement anglais et le mouvement allemand dont le but est de persuader à ces nations, à ces gouvernements, de se joindre à la France et aux États-Unis, si toute cette opposition se fond, si elle disparaît, dans une proposition comme celle de M. Levasseur, j'ai grand plaisir à donner l'assurance à mes amis anglais et à mes amis allemands que nous ne devons pas avoir beaucoup de crainte pour l'avenir, parce que si ces messieurs prennent cette position, ils

sont dans la bonne voie, ils ont fait beaucoup de progrès, ils arrivent, à la fin, à être de nos amis, à se mettre de notre côté.

Ces messieurs anglais sont venus ici sur l'invitation de la direction de l'Exposition, ils ont fait leur rapport sur les progrès obtenus depuis que la question a été laissée, pour ainsi dire, à la porte de l'Angleterre par la fin de la Conférence de 1881 et de 1882, et ces messieurs aussi sont venus de l'Allemagne dans le même but. Ils sont curieux de voir si les hommes de science qui sont réunis en ce moment pourront dire quelque chose pour les convaincre qu'ils ont tort, qu'il faut rebrousser chemin, retourner sur leurs pas et abandonner leurs idées. Eh bien, messieurs, quand la fin pratique d'un discours aussi éloquent que celui de M. Levasseur est la frappe libre de l'argent, je vous assure que nous sommes bien près d'être d'accord.

M. Frédéric Passy. — Ce n'est pas la frappe libre sur le pied de 15 1/2.

M. Dana Horton. — Encore un mot. L'honorable M. du Puynode qui a parlé de l'Angleterre comme de la patrie de l'étalon unique, a aussi ajouté des paroles rassurantes sur la situation de l'Angleterre dans ces dernières années. On croirait qu'il n'y a pas eu de crise, si j'ai bien entendu.

M. du Puynode. — J'ai dit qu'il y en a eu une, mais qu'elle a cessé pour l'Angleterre.

M. Dana Horton. — Si la crise a cessé, nous nous en réjouissons tous, n'est-ce pas? Mais enfin ce que je voulais vous indiquer c'est ceci : la question pratique, pour cette assemblée, est de savoir si la démonétisation de l'argent a été une cause effective de crise dans le passé. Si cela a été, il s'agit d'empêcher la démonétisation de l'argent dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

Eh bien, sur cette question, je n'ai rien entendu. C'est pourtant la question pratique. Nous ne sommes pas ici pour nous demander si nous nous portons bien. (*Rires.*) Il s'agit de demander s'il y a quelque chose à faire pour empêcher une maladie qui arrive. (*Applaudissements.*)

Maintenant, messieurs, je vais ajouter un mot sur la position prise par les défenseurs de la démonétisation de l'argent. Je veux signaler le fait que l'existence de leur opinion vient de ce qu'on n'a pas adopté leurs propositions. La démonétisation de l'argent! On peut employer ce mot, mais le grand fait, le fait important, est

qu'elle n'a pas eu lieu : le mouvement a cessé ; on n'est pas allé plus loin.

Si on était allé plus loin, nous aurions un état de choses tout à fait différent, et c'est cela que nous voulons établir, c'est cela que les orateurs qui s'opposent au mouvement pour la restauration de l'argent devraient nier. Mais ils ne le peuvent pas. La vente des thalers argent en Allemagne a cessé il y a dix ans. Demandez, messieurs, si vous voulez attaquer le fond de la question (je vous préviens de ceci parce que nous attendons que vous compreniez le fond, la portée de la question qui a été posée ici par ces messieurs), — eh bien, demandez-vous quel aurait été le résultat si les écus français, que nous avons eu le plaisir de voir ce matin à la Banque de France, avaient été vendus.

Voilà la question ; voilà la question que vous avez à décider, messieurs. On demande votre avis, on demande si vous êtes en faveur de la démonétisation de l'argent. Si vous n'êtes pas de cet avis, nous vous prions de le dire (M. Levasseur l'a déjà dit), et nous demandons à tous les orateurs qui sont opposés au mouvement qui existe en faveur de l'argent en Angleterre et en Allemagne, de nous dire ce qu'ils auraient fait de ce métal et quel serait le résultat de leur conseil, s'ils arrivaient à décider les gouvernements à entreprendre cette vente et à devenir promoteurs d'un mouvement général contre le métal argent.

Je remercie l'Assemblée de sa grande bienveillance. (*Vifs applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — D'après l'ordre d'inscription, la parole serait à M. Frédéric Passy ; mais M. Émile de Laveleye, qui est indisposé, a demandé qu'on voulût bien le laisser parler d'abord et M. Frédéric Passy y a consenti.

La parole est à M. Émile de Laveleye. (*Applaudissements répétés.*)

M. Émile de Laveleye. — Messieurs, je désire avant tout remercier de tout cœur mon obligeant confrère, M. Frédéric Passy, qui a bien voulu me céder son tour de parole.

J'ai dès le début à vous faire un aveu : J'appartiens à cette espèce particulière de *lunatics*, de fous ou de maniaques, dont a parlé M. Giffen. Je ne puis le dissimuler, je suis bimétalliste, et comme tel je mériterais sans doute d'être enfermé dans le Charenton de l'économie politique. Mais ce qui me console, c'est que j'y serais en très bonne compagnie.

Sans citer les personnes ici présentes et, parmi elles, le prince de ces fous, M. Cernuschi (*rires et applaudissements*), que d'économistes qui sont atteints de cette forme nouvelle d'aliénation mentale ! M. Cernuschi, hier, a été bien sévère et, il me semble, bien injuste à l'égard des économistes. Moi aussi, je suis économiste, — ou du moins professeur d'économie politique,— et c'est précisément à cause de cela que je suis bimétalliste, car,à mon avis, le bimétallisme s'appuie sur les principes les mieux établis de notre science. Aussi avons-nous parmi nous la grande majorité des professeurs d'économie politique du monde entier. Et d'abord presque tous ceux de l'Angleterre, entre autres MM. Foxwell, Nicholson, Marshall, Sidgwick, ce qui ne représente rien moins que l'autorité scientifique des trois grandes universités anglaises : Oxford, Cambridge et Edimbourg ; en Hollande, tous les professeurs sans exception, et même, comme l'a dit M. Pierson, gouverneur de la Banque néerlandaise, tous ceux qui ont une opinion raisonnée sur la question. Il en est de même, je crois, en Italie et en Amérique, où il faut citer M. le professeur Walker, l'auteur d'un des meilleurs livres sur la monnaie. En Allemagne, l'opinion est divisée quant à la possibilité d'appliquer nos idées ; mais tous les savants compétents en admettent les avantages, même les autorités les plus considérables du monométallisme. Ainsi M. Soetbeer, à la profonde science duquel vous venez tous de rendre un juste hommage,écrivait, le 12 octobre 1876, dans la *Neue freie Presse :*

« Si tous les états commerciaux, et par conséquent aussi l'Angleterre, adoptaient, en vertu d'une loi, l'emploi simultané des deux métaux (*Doppelwæhrung*) sur la base d'un rapport fixe, disons 1 : 15,50, et s'y tenaient loyalement, en admettant en même temps la frappe libre et illimitée de l'or et de l'argent, on ne peut mettre en doute, dans ce cas, qu'un rapport très stable de valeur ne s'établisse pratiquement entre les deux métaux, et pour le présent, et pour un avenir éloigné, et que les variations transitoires de valeur aux dépens tantôt de l'or, tantôt de l'argent, ne dépasseraient pas 1/2 ou 1 %. »

Le savant professeur de l'université de Bonn, M. Nasse, s'est exprimé à peu près dans les mêmes termes, et, en outre, nous avons pour nous, sans réserves, les professeurs les plus spécialement renommés dans notre science, Rau, Roscher, Prince-Smith, Schæffle, Adolf Wagner, Lexis, Neuwirth, von Stein, Suess, Otto

Arendt, etc... Vous voyez donc, messieurs, que dans notre maison d'aliénés je me trouverais assez bien entouré.

Mais, nous dit-on, en admettant même que le bimétallisme puisse s'établir, il ne pourra se maintenir. En vertu de la loi de Gresham, le métal le plus déprécié envahira la circulation et chassera le métal recherché. Ainsi, en ce moment, l'argent prendrait la place de l'or. Voilà ce que nous objectent MM. Levasseur et Fournier de Flaix, en invoquant les leçons de l'histoire. — Ici il faut distinguer. Dans l'intérieur du pays la loi de Gresham n'agit pas. En France, par exemple, nul, jusqu'à présent, ne s'est inquiété de savoir s'il serait payé en or ou en argent. Aujourd'hui même, où cependant un écu de 5 francs ne vaut qu'environ 3 fr. 50, parcourez l'Exposition, achetez n'importe quoi, fût-ce l'*Angelus* au prix de 500,000 francs, le vendeur ne vous demandera pas en quel métal vous le payerez. Il sait bien que si la somme est considérable vous lui remettrez des billets de banque et, en tout cas, un numéraire avec lequel il pourra à son tour solder toutes ses dettes ou toutes ses acquisitions. Ce qui est nécessaire pour la circulation intérieure, c'est de recevoir de la monnaie ayant cours légal; qu'elle soit d'or ou d'argent, peu vous importe, car vous n'allez ni la vendre ni la fondre.

Mais, quand il s'agit de l'étranger, vous avez évidemment intérêt à recevoir de la monnaie dont la valeur intrinsèque réponde à la valeur nominale, car, au dehors, la monnaie ne vaut que comme marchandise. Si donc vous avez en circulation deux métaux dont l'un est déprécié, celui-ci, n'étant pas exportable, restera dans le pays, et, les payements se faisant à l'étranger avec l'autre métal, celui-là s'écoulera au dehors. Voilà la loi que l'argentier d'Élisabeth, Gresham, avait bien signalée, et que les Grecs avaient déjà connue. Elle a agi pendant tout le moyen âge, parce que les États avaient des rapports légaux différents entre l'or et l'argent. Tantôt l'or, tantôt l'argent se dirigeait vers le pays où il était coté le plus haut. C'est même à cela, bien plus qu'à l'influence de la production, qu'est due la hausse de la valeur de l'or qui s'est produite entre les années 1500 et 1700.

L'or était recherché, parce qu'il était plus commode pour thésauriser et qu'il se prêtait mieux aux transports, surtout en temps de guerre; par conséquent, les États pour l'attirer à leurs Monnaies en augmentaient à l'envi la valeur.

Jamais nous n'avons nié la loi de Gresham ainsi comprise. M. Cer-

nuschi a même démontré que deux systèmes bimétalliques, avec des rapports légaux différents, ne pouvaient pas bien fonctionner simultanément; le plus fort dévore le plus faible. Ainsi les États-Unis, — qui ont toujours été bimétallistes, quoi qu'en ait dit M. Leroy-Beaulieu, — ayant établi le rapport de 1 à 15,25 en 1786, et de 1 à 15 en 1792, alors que la France avait le 1 à 15 1/2, l'or, évalué trop bas, les a quittés et ils n'ont eu que de l'argent. L'inverse s'est produit après 1834, quand ils ont adopté le 1 à 16 qu'ils ont maintenu dans le *Bland* (*Allison*) *bill* du 25 février 1878 : l'or estimé plus haut qu'en France leur est revenu et l'argent est parti.

Mais à la loi de Gresham nous opposons la loi de Newton, qui a dit ceci : « Si l'or était diminué de valeur chez nous, de façon que ce métal eût le même rapport avec l'argent que dans le reste de l'Europe, il n'y aurait plus aucune tentation d'exporter de l'argent plutôt que de l'or vers les autres États ». Vous trouverez le remarquable rapport de Newton, expliquant la loi de Gresham et le moyen d'y remédier, dans le volume si instructif que M. Dana Horton a publié en 1881 : *Proceedings of the international monetary Conference of 1878.*

Ce que nous demandons donc c'est l'application de l'idée de Newton, le bimétallisme établi par convention internationale, avec un rapport légal identique entre l'or et l'argent dans les différents États contractants.

Supposons que les grandes nations commerciales aient adopté le même rapport légal entre les deux métaux, 1 à 15 1/2, 1 à 16, 1 à 20, n'importe ; — remarquez que le 15 1/2 n'est pas pour nous, pas même pour M. Cernuschi, un rapport nécessaire ; nous pensons seulement que, eu égard aux faits actuels, c'est le meilleur, puisque toute l'Europe a environ le 15 1/2 et les Etats-Unis le 16, que cet État est disposé à ramener au 15 1/2 ; — nous disons qu'alors l'effet de la loi de Gresham serait paralysé, car il n'y aurait plus aucun intérêt à exporter d'un pays dans un autre de l'or plutôt que de l'argent. Cela est évident.

Les Américains sont les plus grands producteurs d'argent du monde ; ils nous en inonderont, disent nos adversaires, mais pourquoi ? Le 15 1/2 étant en vigueur chez eux, ils obtiendront, pour chaque kilogramme d'argent à 9/10 de fin, 200 francs en dollars, avec lesquels ils pourront, s'ils le désirent, se procurer de l'or à New-York, exactement comme ils pourraient le faire à Paris. Les frais d'envoi, de change et d'intérêts, tout cela serait perdu.

Tout envoi d'argent en Europe pour l'échanger contre de l'or se solderait par une perte notable, que l'arbitragiste vous calculera aisément. Il en sera de même à Londres, à Berlin, à Rome, à Madrid : partout, pour un kilogramme d'argent, on vous remettra, en numéraire national, 200 francs, avec lesquels vous obtiendrez, sur place, sans frais, 200 francs d'or. Donc au sein de la grande Union monétaire, la loi de Gresham ne trouvera plus à s'appliquer.

Et les États en dehors de l'Union vous n'en tenez pas compte, dira-t-on. Je demande lesquels. La Chine et l'Inde où l'argent seul circule? L'Amérique du Sud qui n'a ni or ni argent? D'ailleurs, il est certain que tous les petits pays secondaires adhéreraient bientôt à l'union « mondiale ».

Je ne veux pas m'attarder à examiner, avec MM. du Puynode et Levasseur, dans quelle mesure la monnaie est marchandise. En tout cas, c'est une marchandise toute spéciale, puisque seule elle est investie de la puissance libératoire, c'est-à-dire du pouvoir d'acquitter toute dette et de solder toute acquisition. Le métal le plus recherché, même l'or, s'il n'est pas monnaie légale, n'a pas ce privilège. Ainsi on cite le cas d'un négociant mis en faillite à Calcutta, quoiqu'il eût assez d'or pour payer ses échéances. Du moment que l'or et l'argent sont simultanément investis de ce pouvoir payant, ils remplissent également les fonctions d'instrument de l'échange, et leur total forme une masse qui constitue une commune mesure des valeurs très stable. D'où leur vient cette qualité? De la loi qui peut même l'attribuer à des billets non remboursables, à condition que l'émission soit en proportion des besoins, ainsi que nous l'avons vu en 1848 et en 1870, en France.

Ce système, qu'on déclare absurde, a parfaitement fonctionné, à l'avantage du monde entier, pendant trois quarts de siècle, résistant à toutes les crises, à toutes les perturbations : guerres gigantesques, invasions, révolutions, et surtout au danger le plus grand qui l'ait menacé, l'afflux inouï et subit de l'or de l'Australie et de la Californie, jusqu'à l'instant, où, au nom d'une théorie abstraite, le monométallisme a ouvert l'ère des troubles monétaires, en proscrivant d'abord l'or en Belgique et en Hollande, après 1850, et puis l'argent, après 1870, en Allemagne. N'est-ce pas ce système qui a donné à la France cette suprématie monétaire qui la met à l'abri, plus que tout autre pays, des variations du taux de l'escompte?

D'ailleurs, veuillez le noter, le bimétallisme ne prétend pas, comme le lui reprochent ses adversaires, fixer, de par la loi, la va-

leur commerciale de l'or et de l'argent. Ainsi que l'a démontré M. Gibbs, directeur de la Banque d'Angleterre, dans son excellent article de la *Contemporary Review*, de juillet dernier, ce que la loi française de l'an XI décrète est ceci :

A toute personne qui apportera à la Monnaie 1 kilogramme d'or à 9/10 de fin, ce même kilogramme sera remis transformé en disques d'or de 20 ou de 10 francs, dont le total équivaudra à 3.100 francs; et à toute personne qui apportera 1 kilogramme d'argent au même titre de 9/10, ce même kilogramme sera rendu frappé en écus de 5 francs, dont le total équivaudra à 200 francs. Le débiteur pourra faire des offres réelles, soit en ces disques d'or, soit en ces disques d'argent, la loi les investissant d'une pleine valeur libératoire. Mais un gouvernement qui frappe ces monnaies ne garantit pas qu'elles conserveront leur valeur commerciale et relative. Si l'argent vient à baisser, l'État n'est nullement tenu, ni à l'égard de ses nationaux, ni encore moins à l'égard des étrangers, de rembourser en or les écus d'argent.

Ce qui résulte de la loi, c'est qu'il s'établit entre l'or et l'argent un rapport de 1 à 15 1/2, en vertu de la loi de l'offre et de la demande. En effet, en présence d'une offre limitée de l'or et de l'argent, il s'ouvre un débouché, c'est-à-dire une demande presqu'illimitée pour les deux métaux au taux légal, puisqu'avec ces métaux convertis en monnaie libératoire, on peut acheter toutes les valeurs que contiendront les pays associés : terres, maisons, usines, titres de rente, obligations, actions, marchandises de toute espèce, par conséquent des valeurs pour trois ou quatre cents milliards.

Aucune contestation ne me semble ici possible. Supposons qu'à Londres, à Berlin, à Paris, à Washington, on vous donne pour tout kilogramme d'argent 200 francs en monnaie-étalon nationale, qui donc vendrait son argent à un prix inférieur, puisque, pour obtenir 200 fr., il n'a qu'à le porter à la frappe? Il en serait de même pour l'or, dont le prix se conformerait forcément à la valeur légale. Aujourd'hui où tous les Hôtels des Monnaies sont ouverts à la frappe libre de l'or, qui donc en vendrait au-dessous de 3.100 francs le kilogramme? Le rapport de 1 à 15 1/2 entre les deux métaux s'établirait donc, non parce que la loi prétend l'imposer au commerce, mais parce qu'elle crée pour eux une demande, un débouché sans limites sur la base du rapport légal.

Mais, disent MM. Fournier de Flaix et du Puynode, la valeur commerciale de l'argent est aujourd'hui de 42 pences l'once stan-

dard et vous prétendez, par un décret, l'élever à 61 7/8 pence : c'est une impossibilité. — Et d'abord, je soutiens que ce prix de 42 pence n'est nullement le résultat du libre commerce, mais l'effet de la loi. Tant que le bimétallisme a fonctionné en France, le débouché ouvert à l'argent avait assez d'action pour maintenir sa valeur au taux presque constant de 60 à 61 pence. Mais l'Allemagne, comptant sur les cinq milliards de l'indemnité, veut passer de l'étalon d'argent à l'étalon d'or; elle commence ses ventes de métal blanc. Bientôt — pas assez tôt seulement — l'Union latine se refuse à lui servir de déversoir et en suspend la frappe ; puis tous les autres États l'imitent, sauf l'Extrême-Orient. Et vous appelez loi commerciale cette proscription de l'argent par l'Allemagne ? Mais c'est la loi seule qui a agi. Si toute l'Allemagne, l'Union latine et les Etats-Unis, en même temps que l'Inde, avaient conservé la frappe libre de l'argent, il est certain qu'il eût conservé son prix. Qu'était-ce, en effet, qu'un accroissement de la production de deux cents millions de francs, alors qu'après 1850, celle de l'or avait passé de soixante-dix millions pendant la période 1831-1840 à près de sept cents millions, sans que la valeur du métal jaune ait fléchi. Vous proscrivez la consommation du poisson; sa valeur tombe à rien et vous appelez cela une loi commerciale ! Si, en interdisant la frappe de l'argent, la loi en a fait tomber le prix à 42 pence, il n'est pas difficile d'admettre qu'en lui ouvrant de nouveau les Hôtels des Monnaies à l'ancien taux, on l'y ramènera, et d'autant plus facilement que les dix-sept milliards d'argent qui circulent comme monnaie, ont conservé, en vertu de la loi, leur ancienne valeur, comme on le voit en France, par exemple, où quatre écus de cinq francs sont l'équivalent d'un napoléon, et en Allemagne où un thaler vaut trois marks.

J'arrive à un point de la plus haute importance, où j'ai le plaisir de me trouver complètement d'accord avec M. Levasseur. Oui, il est désirable que la monnaie ait une valeur aussi stable que possible. C'est ce que nous enseignent tous les traités d'économie politique. Il s'agit donc de savoir quel est le système monétaire qui offre le plus de stabilité. Nous disons, nous, que c'est celui qui repose sur l'emploi simultané des deux métaux. Vous savez tous que Sismondi, puis Wolowski, ont invoqué l'exemple du pendule des horloges astronomiques que l'on fait de deux métaux, afin que leur dilatation différente se neutralise autant que possible ; c'est ce que l'on appelle des pendules compensés. Puisque vous employez un

instrument compensé pour mesurer le temps, employez donc aussi un instrument d'échange compensé pour mesurer la valeur. Michel Chevalier admettait aussi que, quand on employait deux métaux comme monnaie, l'un servait de parachute à l'autre, en empêchant que sa valeur descendît trop rapidement. Cette vérité ne devrait plus être contestée après la démonstration presque mathématique qu'en a faite Jevons dans son livre classique *On Money*, d'abord par des diagrammes, ensuite par son image des deux bassins, dont le niveau est plus constant si vous les réunissez par un tuyau de jonction, que s'ils restent isolés. Prenez aussi les diagrammes de Soetbeer pour la production annuelle des métaux précieux (publiés antérieurement à ses *Matériaux* etc.), et vous y verrez que la ligne représentant la production combinée des deux métaux a moins de hauts et de bas que celle de l'or ou celle de l'argent. Depuis 1850, par exemple, la production totale annuelle des deux métaux reste environ constante à un milliard, la production de l'argent augmentant au moment où celle de l'or diminue, tandis qu'il est loin d'en être de même pour l'un ou pour l'autre des deux métaux.

Si l'on n'employait qu'un seul métal, il vaudrait encore mieux adopter l'argent, la monnaie par excellence du monde commercial, comme l'a dit Locke, parce que sa production est beaucoup plus régulière que celle de l'or. Voyez les chiffres publiés par M. Fournier de Flaix dans le *Journal de la Société de statistique*, et vous constaterez que l'augmentation de sa production suit — de loin, il est vrai — celle des échanges et du commerce. La moindre « portabilité » de l'argent est un inconvénient minime à côté de la stabilité plus grande de sa valeur, car il circule, sous forme de billet, encore plus léger que l'or, ainsi que nous le voyons en Hollande et pour les *Silver certificates* aux États-Unis.

La production de l'or est *naturellement* très irrégulière par la raison qu'a parfaitement indiquée M. Suess, l'éminent professeur de géologie à l'Université de Vienne, dans son livre si instructif *das Zukunft des Goldes*, l'*Avenir de l'or*, c'est-à-dire parce que presque tout l'or provient du lavage des sables aurifères qui s'épuisent très vite.

Si nous n'avions eu en 1850 que l'or seul, la production de ce métal brusquement décuplée aurait eu sur les prix cette influence de hausse qui effrayait M. Michel Chevalier, et qui l'a porté à proscrire le métal jaune, ainsi que l'ont fait alors la Hollande et la Belgique. La hausse des prix a été minime, parce que l'afflux d'or des

placers n'a élevé que lentement le niveau de la masse monétaire totale des deux métaux réunis.

Chassez l'argent, adoptez partout le monométallisme-or, et qu'on vienne à découvrir de vastes *placers* dans le centre encore inconnu de l'Afrique et de l'Australie, et vous subirez alors cette hausse des prix que prédisait M. Michel Chevalier dans son fameux livre : *La Monnaie,* qui a donné le signal des discussions et des perturbations monétaires. Je conclus de tout ceci que si nos adversaires veulent avant tout la stabilité de valeur de la monnaie, ils doivent la vouloir composée des deux métaux, ou tout au moins de l'argent, de préférence à l'or.

Mais on insiste et on dit : Avec un étalon unique, quand vous avez une somme de numéraire à toucher, vous êtes assuré de ce que vous recevrez; avec le double étalon, le débiteur payera toujours en la monnaie dépréciée. Mais, messieurs, je vous le demande, voyez-vous rien de semblable en France, quoique l'argent ait perdu 30 % de sa valeur? Les débiteurs obligent-ils leurs créanciers à recevoir de l'argent? Nullement, ils payent en billets gagés sur quantité égale d'or et d'argent. D'ailleurs, quand je prête à longue échéance, ce qui m'intéresse, ce n'est pas de recevoir, au jour du remboursement, le même métal que j'ai livré, soit or, soit argent, mais du numéraire ayant conservé la même puissance de payement, la même valeur. J'obtiendrai ce résultat, qui est l'essentiel, bien mieux avec la monnaie bimétallique, parce que, comme nous l'avons démontré, sa valeur est plus stable, moins sujette à de brusques variations.

Sans doute, aujourd'hui, l'argent est devenu un mauvais métal monétaire, mais uniquement parce qu'on lui refuse la frappe libre et que, par conséquent, réduit à n'être plus qu'une marchandise, il varie de prix et n'est plus exportable. Rendez-lui la situation légale qu'il a eue toujours et partout, sauf en Angleterre depuis 1816, et vous lui rendrez aussi toutes ses qualités.

J'ajouterai quelques mots relativement à la rareté de l'or dont vous a parlé M. Allard. Je ne m'arrêterai pas à parler de la crise actuelle de contraction que j'ai traitée dans une annexe du livre de M. Allard, *Dépréciation des richesses.* Je ferai seulement remarquer à M. Levasseur qui nous dit : « Il y a toujours eu des crises », que celle-ci a un caractère tout spécial, généralement reconnu. Ce que je crois pouvoir démontrer, c'est que la rareté de l'or est déjà un fait actuel indéniable, sauf en France, le pays bimétallique par

excellence. Voyez l'Angleterre, a-t-elle assez d'or? Certes, avec ses immenses capitaux placés dans le monde entier, avec sa prééminence commerciale, elle peut toujours s'en procurer, en donnant, par une hausse du taux de l'escompte, un coup de pompe aspirante. Mais son stock d'or est si réduit que la Banque d'Angleterre en surveille sans cesse le niveau d'un œil inquiet, et que, sans cesse aussi, — M. Grenfell vous le dira — l'*Economist* pousse la Banque à des hausses du taux de l'escompte, pour augmenter l'encaisse. L'*Economist*, la principale autorité financière chez nos voisins, disait récemment (4 février 1886), que « quand une demande d'un million sterling emporte complètement cette somme du marché et la détient ailleurs, il y a une pression sensible sur le change ». Ainsi donc, le marché monétaire de Londres, qui donne le ton au monde entier, sauf à Paris, est à la merci d'un retrait de vingt-cinq millions de francs! Voilà à quoi nous réduit le monométallisme-or!

Les États-Unis, qui sont encore le plus grand producteur d'or, en ont-ils assez? Non! semble-t-il, car New-York lutte sans cesse contre Londres, par des hausses de l'escompte, pour attirer de l'or ou pour en empêcher la sortie. Et en outre, elle maintient la frappe des *Bland-dollars*, qu'elle fait circuler sous forme de *Silver certificates*. Est-ce pour favoriser les *Silver-kings*, les producteurs d'argent, comme on l'a dit, qu'en 1878 et en 1881, l'Amérique a proposé à l'Europe un traité de paix monétaire qu'on a repoussé? Quelle pitié, que cette misérable explication! Le but poursuivi est autrement important. Les États-Unis veulent éviter premièrement une nouvelle contraction monétaire, et une nouvelle baisse des prix semblable à celles dont ils ont tant souffert après la reprise des payements en espèces, en 1876; et secondement, une baisse trop forte de l'argent, dont ils pâtiraient et comme grande nation commerciale et comme producteurs de blé, par suite de la concurrence artificiellement favorisée de l'Inde.

Passons à l'Europe. L'Allemagne, par le jeu habile de l'escompte, a augmenté son stock d'or, mais elle ne le juge pas encore suffisant, puisqu'elle conserve à ses thalers leur puissance pleinement libératoire. En Russie, en Autriche, en Grèce, ni or, ni argent : des billets à cours forcé fortement dépréciés. En Italie, en Espagne, en Roumanie, l'or est si rare qu'il fait prime. Mais, dit M. Levasseur, si ces pays n'ont pas assez d'or, c'est qu'ils ne sont pas encore assez riches pour en posséder suffisamment. Et la Belgique, et la Hollande, sur-

tout, dont le commerce extérieur est, par habitant, plus considérable que celui de l'Angleterre, sont-ils aussi des pays pauvres? Récemment, j'avais l'honneur de recevoir une charmante hospitalité chez M. Pierson, le gouverneur de la Banque néerlandaise, et il m'expliquait, avec la précision et la clarté qui lui sont habituelles, que la circulation intérieure se faisait presqu'entièrement en Hollande avec des billets représentant de l'argent, mais que la Banque ne refusait jamais de l'or pour l'exportation, afin de maintenir le pair du change. Néanmoins, le niveau de l'or y tombe parfois bien bas. Quant à la Belgique, si elle doit reprendre, un jour, ses écus de 5 francs, il ne lui restera guère d'or. Faut-il parler de toute l'Amérique méridionale, aussi au régime du papier-monnaie déprécié? Par la rareté de l'or, que vous produisez en chargeant ce métal de faire seul l'office de monnaie internationale, vous condamnez la plupart des nations civilisées au papier-monnaie et à un change sans cesse variable. Cela est très fâcheux, non seulement pour eux, mais aussi pour les pays qui sont en relations commerciales avec eux, pour l'Angleterre, pour la France principalement, car nulle part la solidarité économique des peuples ne se fait sentir davantage qu'en fait de monnaie.

Un autre fait prouve encore la rareté de l'or et explique la baisse des prix. Depuis dix ans, la frappe monétaire est presque complètement suspendue dans notre occident, fait inoui dans l'histoire économique. A l'Hôtel des Monnaies que nous visiterons demain, nous verrons d'admirables engins de monnayage, mais ils restent inactifs. L'argent est proscrit et l'or fait prime. La France frappait, à partir de 1855, environ un demi-milliard par an, or et argent; maintenant, en dix ans, elle n'a pas frappé cent millions. Et il en est ainsi à peu près partout. On m'objecte le chiffre total de la frappe, tel qu'il est relevé dans les publications du directeur de la *Mint* aux États-Unis. Mais on ne veut pas voir que la frappe de l'or ne se fait plus guère que dans les pays qui le produisent, l'Australie, les États-Unis et la Russie, et point chez nous.

Le grand mal causé par le régime monétaire actuel, c'est qu'il a anéanti la stabilité du pair du change entre l'Europe et l'Asie, assuré autrefois par le bimétallisme français. Des variations du change il y en a toujours eu, dit M. Levasseur. Sans doute, mais elles étaient limitées aux variations amenées par la balance entre les importations et les exportations. Aujourd'hui, impossible de savoir ce que rapportera à l'échéance une traite tirée sur l'Orient, payable

en argent. Lisez l'enquête de la *Gold and silver commission :* vous verrez quels sont les plaintes du commerce à ce sujet!

On a prétendu que le système que nous défendons est contraire à la justice. La justice! Mais c'est elle que nous invoquons! Toutes les dettes des États, même celles de l'Angleterre jusqu'en 1816, ont été contractées sous l'empire d'un régime qui accordait à l'argent pleine valeur libératoire. Et maintenant, de par une loi souverainement arbitraire, vous obligez les débiteurs à payer en or, au moment où votre loi accroît la rareté relative et par conséquent la valeur de ce métal, puisqu'en proscrivant l'argent, vous le chargez de faire seul la fonction accomplie auparavant par les deux métaux. La loi ne doit pas modifier les contrats, mais surtout elle ne le doit pas au détriment des débiteurs, c'est-à-dire de ceux qui travaillent, et au profit des rentiers, c'est-à-dire de ceux qui jouissent. (*Très bien!*)

Les pays civilisés sont accablés par la charge énorme d'une dette de cent trente milliards, où la part de la France seule est de plus de trente milliards. Et vous allez accroître cette dette et par conséquent écraser les peuples dans une proportion inconnue, puisque vous ignorez quelle sera la production de l'or, mais certaine puisque vous enlevez aux contribuables l'alternative dans le payement qui était un droit acquis, et que vous leur défendez la frappe de l'argent pour s'acquitter. Vous violez ainsi le décret de la nature qui a donné les qualités monétaires aux deux métaux, et la tradition historique qui a consacré de tout temps l'emploi simultané de l'or et de l'argent. Je dis que c'est là une mesure révolutionnaire au plus haut degré, car vous semez les germes des mécontentements populaires, des crises économiques et par conséquent des insurrections et des révolutions. (*Vifs applaudissements.*)

Vous obligez brusquement le monde à ne plus faire usage, comme monnaie libératoire, que d'un seul métal à une époque où l'accroissement de la population et du commerce, la mise en valeurs d'immenses espaces dans les deux Amériques, en Asie et en Afrique, le remplacement dans beaucoup de pays des payements en nature par des payements en espèces, rendraient indispensable l'emploi d'une quantité beaucoup plus considérable d'agents d'échange métalliques!

Je désire dire quelques mots aussi de cette accusation formulée par M. Gladstone contre le bimétallisme, qui n'est,

prétend-il, que du protectionnisme déguisé. Au contraire, la recrudescence du système protecteur, auquel nous assistons, est due, non uniquement, mais certes principalement, au monométallisme-or qui est imposé au monde depuis 1874. Le public, voyant baisser, en moyenne, tous les prix, n'aperçoit pas que c'est la rareté de l'or qui l'amène en grande partie; il l'attribue surtout à la concurrence de l'étranger et il exige que le législateur l'en défende, en élevant les droits d'entrée. La plupart des pays, l'Amérique du Sud, l'Italie, la Russie, la Roumanie, l'Allemagne, ont grand'peine à conserver leur or en présence de la puissance d'attraction des pays qui sont créanciers par suite de leurs placements au dehors, comme la France et l'Angleterre. Alors ils se disent : « Nous ne pouvons conserver notre or que de deux façons, soit en limitant nos émissions de billets et en haussant l'escompte, soit en nous créant une balance favorable par la réduction de l'importation des marchandises étrangères. La première mesure frappe nos citoyens, la seconde l'étranger, et cette dernière favorise en outre l'industrie nationale. Il n'y a pas à hésiter. Élevons les droits. » Et c'est ce qu'ont fait, depuis dix ans, la plupart des pays.

Je lisais récemment un rapport du Ministre des finances du Chili : il se demandait ce qu'il fallait faire pour mettre un terme à la pénurie d'or dont souffre son pays. On lui avait répondu : Diminuez la quantité de votre papier-monnaie. Nous l'avons fait, répond-il, mais sans résultat. Il ne nous reste donc qu'à nous créer une balance favorable qui nous apportera de l'or. — Je n'ai pas à discuter ici ce qu'il y a de vrai ou de faux dans la théorie de la balance du commerce. Je cite l'opinion dominante et les résultats qu'elle amène.

M. Levasseur disait hier, qu'entre le mouvement protectionniste de 1820-1830 et la rareté de l'or, il n'y avait aucun rapport. Il me fournit un argument historique excellent. Précisément au commencement de notre siècle, — voyez les tableaux de Soetbeer — la production des métaux précieux avait notablement diminué, par suite de la guerre d'émancipation des colonies espagnoles. Il s'est produit alors une crise toute semblable à celle qui a commencé en 1874, avec les mêmes caractères, baisse des prix et triomphe du protectionnisme. On attribuait la crise, comme on le fait maintenant, à la surproduction. J.-B. Say prouvait qu'il était absurde de parler d'un excès de production, alors qu'elle était encore si insuffisante. On ne voyait pas la cause du mal; mais il éclatait sous

la forme d'émeutes, de saccagements des usines, d'attentats de toute espèce, en Irlande surtout. La baisse du prix des denrées agricoles, alors comme aujourd'hui, ruinait les tenanciers et les empêchait de payer leurs fermages. C'est de là que date en Irlande ce mouvement violent d'hostilité contre les propriétaires, qui s'est aggravé récemment au point de devoir coûter peut-être à l'Angleterre son unité nationale.

On a prétendu que l'Angleterre, grâce à son étalon d'or, a moins souffert que les autres pays. Ce n'est pas précisément ce que disent les Anglais. Ont-ils raison? En tout cas, ce qui est certain, c'est que dans aucun pays on n'a cherché des remèdes avec plus d'anxiété et de persistance. Cinq commissions parlementaires ont été chargées successivement de rechercher les causes de la dépression commerciale et des troubles monétaires : deux entre 1820 et 1837; la *Silver Commission* en 1876; la *Commission on Trade Depression* en 1885 et la *Gold and silver Commission* en 1887. Quand un malade appelle cinq fois de suite le médecin en consultation, c'est qu'il n'est pas très satisfait de sa santé. Vous, Français, victimes du bimétallisme, vous n'en avez pas fait autant! (*Rires et applaudissements.*)

Le monométallisme-or, en dehors des maux qu'il a causés et considéré en lui-même, a bien fonctionné en Angleterre, mais pourquoi? Parce qu'il s'appuyait sur le bimétallisme français. C'est ce qu'ont reconnu unanimement les douze commissaires de la *Gold and silver Commission* dans le *Final Report*. L'Angleterre, qui avait, comme étalon, l'or chez elle et l'argent aux Indes, conservait néanmoins un pair fixe du change, parce que la frappe libre de l'argent maintenait le prix de ce métal toujours aux environs de 60 à 61 pence, ce qui correspond au rapport légal de 1 à 15 1/2.

La roupie indienne, une traite sur l'Inde, avait une valeur très stable, parce que, à la rigueur, le kilogramme d'argent que représentait la traite pouvait toujours se convertir à Paris en 200 francs, au moyen desquels on pouvait acheter ou des valeurs françaises ou des effets sur Londres. Depuis que la frappe libre de l'argent, que garantissait le bimétallisme français, n'existe plus, il n'y a plus de pair du change entre l'Asie et l'Europe, parce qu'il n'y a plus de rapport stable entre l'or et l'argent, et le commerce anglais s'en plaint vivement et non sans raison.

Un Membre, *interrompant.* — La France était dupe de son système.

M. Emile de Laveleye. — Nullement. Croyez-vous qu'être utile à ses voisins et favoriser leur expansion commerciale, c'est se nuire à soi-même ? Ce sont là des idées anti-économiques, en contradiction avec le fait de la solidarité d'intérêts des différents peuples.

L'Allemagne, dit-on, ne consentira jamais à accepter le système monétaire universel que vous préconisez. Mais on oublie qu'il s'est trouvé au Parlement allemand une majorité pour voter un vœu en faveur du bimétallisme, ce qui semble prouver que nos voisins de l'Est ont plus de goût pour l'étude des problèmes compliqués que nos voisins de l'autre côté de la Manche, et qu'ils s'affranchissent plus facilement des préjugés et des partis pris. N'est-ce pas le prince de Bismarck qui a défini, en une image frappante, la crise actuelle et ses causes quand il a dit, en parlant de l'or : « C'est une couverture trop étroite et on se dispute pour en avoir une part ». Il avait dit aussi à un député américain : « Nos amis de l'or nous promettaient un bon potage, mais en regardant dans la marmite je n'y vois que de l'eau claire ».

L'obstacle ne vient pas du côté de l'Allemagne, mais elle ne veut agir que de concert avec l'Angleterre, et c'est là que réside la véritable difficulté, car il faut obtenir une majorité dans le Parlement au sujet d'une question complexe et controversée, que beaucoup de membres des Chambres se refusent même à étudier. Toutefois, si les Américains suspendaient le *Bland-bill* et vendaient tous les ans à Londres une centaine de millions de dollars contre de l'or, la baisse de l'argent serait si grande, le blé indien favorisé par une prime de 50 % mettrait tant de terres hors de culture, le commerce avec les pays-argent subirait de tels soubresauts, que les propriétaires et les commerçants anglais se décideraient peut-être à aborder le problème et à apprécier à leur juste valeur les bienfaits du système de lord Liverpool, désormais appliqué dans le monde entier.

Si, un jour, l'Angleterre consentait à restituer à l'argent la place qu'il a occupée autrefois dans sa circulation, les autres États suivraient son exemple, la paix monétaire serait faite, la lutte pour l'or prendrait fin, le pair du change serait rétabli entre l'Europe, l'Asie et l'Amérique, les prix reprendraient leur niveau, et les difficultés monétaires qui nous menacent ne seraient plus à craindre.

Je finis, messieurs, en vous demandant pardon à tous et particulièrement à mon éminent confrère, M. Passy, d'avoir abusé à ce point de la parole. C'est lord Beaconsfield, je crois, qui a dit que l'étude trop attentive de la question qui nous divise rend fou. J'espère au moins que ma folie aura été douce ; mais ce qui est certain c'est qu'elle rend très bavard, car on n'en finit jamais avec tous les points de détail qui s'imposent.

Je me permets de mettre sur le bureau, à la disposition de mes si indulgents auditeurs, quelques exemplaires d'un article de polémique avec notre homme d'État si connu, M. Frère-Orban, au sujet de la question monétaire. (*Vifs applaudissements plusieurs fois répétés*).

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Frédéric Passy.

M. Frédéric Passy. — Messieurs, le plus belliqueux et le plus sympathique des bimétallistes, puisque bimétalliste il y a, notre savant et spirituel collègue, M. Cernuschi, disait, il y a quelques jours, en parlant de moi : « Voilà l'homme pour lequel je vote toujours, et il vote toujours contre moi ». Il disait vrai, mais il faut s'entendre. C'est sur le terrain politique que M. Cernuschi, que j'ai le bonheur de compter parmi mes électeurs, me donne sa voix, et c'est sur le terrain économique, sur un point du moins du terrain économique, que je lui refuse la mienne. Je vais le faire encore; je vais, non seulement voter, mais parler contre lui. Et cela ne l'empêchera pas dimanche prochain de voter pour moi.

Je suis en effet, messieurs, du nombre de ces obstinés, de ces incorrigibles que l'on combat ici avec tant de véhémence, avec tant de talent et d'érudition aussi, je me plais à le reconnaître, sous le nom de monométallistes, mais qui protestent contre cette appellation. Des monométallistes, c'est à dire des gens qui ne voudraient admettre dans la circulation monétaire qu'un seul métal, je n'en connais pas et je ne crois pas que personne en ait jamais rencontré, par une excellente raison, c'est qu'il ne peut pas y en avoir. Mais il y a, et j'en suis, des gens qui, en admettant l'emploi simultané de deux ou de plusieurs métaux, se refusent à admettre que deux de ces métaux puissent jouer à la fois le rôle d'étalon, et protestent contre la prétention de maintenir arbitrairement par la loi un rapport de valeur fixe entre ces deux métaux.

M. Cernuschi, et ceux qui se rangent à son avis, nous disent : l'or et l'argent sont nécessaires l'un et l'autre, et il faut les mainte-

nir l'un et l'autre dans la circulation. Nous ne disons pas le contraire, nous ne demandons pas mieux même que d'y admettre d'autres métaux, s'il en est qui se prêtent à la fonction monétaire, comme le nickel dans certains pays, et nous serions désolés que l'on se privât des ressources que peut offrir, en France aussi bien qu'en Angleterre, où l'on n'a pourtant que l'étalon d'or, la monnaie d'argent. Mais nous disons, et c'est là le seul point qui nous sépare, qu'il faut que l'un de ces métaux soit principal et l'autre subordonné. Nous disons qu'aucun gouvernement n'a, non seulement le droit, mais le pouvoir de maintenir entre deux valeurs, entre deux marchandises, variables toutes deux et variables tantôt dans un sens tantôt dans l'autre, dans des proportions impossibles à déterminer, un rapport fixe et invariable. Nous disons de plus que ces variations de valeur, il est en réalité impossible de savoir auquel des deux métaux elles doivent être attribuées et dans quelle mesure. Et je n'ai besoin pour en donner la démonstration matérielle irréfutable que de faire manœuvrer un instant sous vos yeux ce vulgaire ustensile, avec lequel vous avez peut-être été surpris de me voir monter à la tribune.

(*L'orateur désigne son parapluie qu'il vient de prendre à la main, et le tenant horizontalement sous les yeux des auditeurs, puis lui donnant des inclinaisons diverses, tantôt à la même hauteur et tantôt à des hauteurs différentes, il continue :*)

Je suppose que la tête de mon parapluie représente l'or et que le bout représente l'argent. Ils sont en ce moment au même niveau qui représentera, si vous voulez, fictivement, le rapport de 15 1/2 à 1. A un autre moment, l'une des deux extrémités va se trouver au-dessus ou au-dessous de l'autre; le rapport ne sera plus que 14 ou 14 1/2, comme il a été après 1850, ou il sera au contraire 16, 18, 20 et davantage, comme cela est arrivé dans ces derniers temps. Vous direz que c'est l'or qui a baissé dans un cas, l'argent dans l'autre, ou l'inverse. Je vous réponds que c'est possible, mais que ce n'est pas nécessairement certain. La tête de mon parapluie, qui était au niveau de la pointe, peut avoir monté seule pendant que la pointe restait immobile. Elle peut avoir monté en même temps que la pointe mais davantage; elle peut être restée en place pendant que la pointe seule baissait; elle peut enfin avoir baissé elle-même en même temps que celle-ci, mais d'une moindre quantité. A l'inverse, elle peut se trouver au-dessous dans quatre hypothèses différentes, dont l'une suppose qu'elle a baissé seule, l'autre qu'elle a baissé

en même temps que la pointe, mais davantage, la troisième qu'elle est demeurée immobile pendant que la pointe montait, la quatrième enfin, qu'elle a monté en même temps que la pointe, mais d'une quantité moindre. Ajoutez encore un cinquième cas : celui où les deux extrémités se meuvent en sens inverse, celle-ci ou celle-là montant ou descendant pendant que l'autre descend ou monte. Cela étant, et l'or et l'argent, — marchandises de valeur variable l'une par rapport à l'autre et variable aussi par rapport à d'autres marchandises qui varient elles-mêmes, — ne pouvant être rapportés à aucune valeur fixe et absolue, je maintiens qu'il est impossible de rien affirmer de positif sur la hausse ou la baisse intrinsèque de l'un ou de l'autre, et plus impossible encore de maintenir entre eux une fixité de rapport à laquelle la nature des choses répugne invinciblement.

M. Lalande, que j'ai le regret de voir apporter à la doctrine du double étalon l'autorité de sa grande situation commerciale, nous disait hier que le rapport de 15 1/2 adopté par le législateur paraissait être dans la nature des choses, car il s'était maintenu approximativement pendant environ deux siècles. Cela serait vrai, que l'argument ne serait pas décisif. Je me souviens d'avoir entendu dire à mon savant oncle, M. H. Passy, qu'il semblait que le taux de 5 %, représentant une période moyenne de reconstitution du capital, fût le taux moyen autour duquel oscille naturellement l'intérêt. Mais il n'en concluait pas que le législateur eût raison d'imposer ce taux, sans plus ni sans moins, comme la règle unique de tous les prêts. Une moyenne peut être parfaitement exacte comme moyenne et être fausse dans tous les cas particuliers. M. Lalande avouait des variations de 1, ou de 1 1/2, de 2 peut-être, c'est-à-dire des variations d'un quinzième, d'un douzième, d'un dixième ; ce n'est déjà pas si peu de chose. Je crois, et on l'a déjà dit, qu'il y en a eu, plus d'une fois, de beaucoup plus fortes. En tout cas, elles sont aujourd'hui d'une bien autre étendue. Et, à supposer que le rapport naturel, au siècle dernier comme pendant la première moitié de ce siècle, ait été celui de 15 1/2, il faut bien reconnaître que le rapport naturel d'aujourd'hui, celui qui résulte de la loi naturelle de l'offre et de la demande, est tout autre.

Vouloir, malgré ces variations, maintenir l'ancien rapport, c'est, je le répèterai jusqu'à satiété, vouloir faire violence à la nature ; c'est dire que 2 et 2 font à volonté 4 ou 5 et qu'un vingtième est la même chose qu'un quinzième.

C'est également torturer le sens de la loi. On prétend dans le

camp de nos adversaires rester fidèles à la tradition et maintenir le système de la loi de Germinal an XI. C'est une erreur. Le système du double étalon n'est pas en France le système légal. Il ne prévaut ou plus exactement il n'a l'air de prévaloir en fait, en causant précisément les maux dont on se plaint, que par une violation évidente des principes de la loi.

Ce que la loi de Germinal an XI a formellement établi, c'est l'étalon unique, l'étalon d'argent. L'unité monétaire, le *point fixe*, pour employer le langage de Gaudin, auquel tout doit se rapporter, c'est le franc, et le franc c'est 5 grammes d'argent à 9/10 de fin. A côté du franc, il est vrai, à côté de la monnaie d'argent, mais à titre accessoire, la loi admet une monnaie d'or échangeable contre elle sur le pied, alors conforme au cours commercial des deux métaux, de un pour 15 1/2. Mais en acceptant pour le présent ce rapport, qui lui est fourni par le libre jeu de l'offre et de la demande, le législateur n'a pas la prétention de statuer d'une façon définitive pour l'avenir et ne songe pas à s'arroger le pouvoir de fixer d'autorité la valeur relative des deux métaux; il la constate jusqu'à nouvel ordre et sauf revision. Tout le monde sait que Gaudin, par une prévision que les événements ont justifiée, avait déclaré que le rapport de 15 1/2 pourrait rester approximativement exact pendant une cinquantaine d'années et que si, un jour ou un autre, il venait à être sensiblement modifié, on modifierait en conséquence la partie de la loi relative à l'emploi de l'or. Ce qu'avait prévu Gaudin est arrivé ; mais les conseils qu'il avait donnés n'ont point été suivis. C'est vers 1850, on s'en souvient, que l'équilibre a commencé à être sérieusement rompu, dans un sens contraire à ce qui s'est produit depuis, il est vrai, et au détriment de l'or. Michel Chevalier, dans ses belles études sur la monnaie, a fait ressortir, dès cette époque, le danger du maintien artificiel d'un rapport qui avait cessé d'être vrai, et démontré, aux termes mêmes de la loi, la nécessité de renoncer à la fiction du double étalon. Il est vrai qu'il se trompait sur un point, et je m'honore d'être de ceux qui sur ce point, malgré sa grande autorité, ne l'ont point suivi. Il pensait que c'était l'argent qui devait rester l'étalon, la monnaie type, et que l'or, plus sujet à varier et plus menacé de dépréciation, devait être réduit définitivement au rôle secondaire et ne s'échanger qu'au cours du jour ou à un cours légal, fixé tous les six mois ou tous les ans d'après les variations du cours commercial. J'estimais que personne ne pouvait prévoir avec certitude ce que seraient dans l'avenir les variations

de l'offre et de la demande de l'un ou de l'autre des deux métaux. Je pensais que l'argent, non seulement par suite d'un accroissement de production, mais par suite de changements dans les habitudes qui se sont en effet produits et sur lesquels je reviendrai tout à l'heure, pouvait être menacé d'une dépréciation bien autre que celle qui atteignait l'or : et par suite j'étais d'avis que c'était à l'or, déjà investi du rôle principal chez le peuple le plus commerçant, qu'il convenait de conférer désormais le premier rang. Aujourd'hui, après les événements qui se sont produits, je suis absolument convaincu que la vérité était là, et je ne puis que persister à réclamer la suppression de la dangereuse fiction du rapport fixe, en regrettant que l'on ait attendu si longtemps pour apercevoir le danger, et en remarquant que, si la dépréciation a pris de telles proportions, si surtout il est devenu si difficile de sortir de l'embarras dans lequel on se trouve, la cause en est à l'obstination avec laquelle on s'est attaché à un système condamné par les faits aussi bien que par les principes.

Quoi qu'il en soit, il faut en sortir et le plus tôt possible, car plus on ira et plus la situation s'aggravera. On n'en sortira qu'en revenant à la vérité, c'est à dire à l'étalon unique, qui ne peut être désormais que l'étalon d'or, et en réduisant la monnaie d'argent dans son ensemble à n'être plus que ce qu'elle est déjà pour partie depuis 1862, pour toute la monnaie divisionnaire, qu'un billon supérieur au billon de cuivre.

On nous dit que c'est nous priver d'un des deux métaux, et, pour employer une image de M. Lalande, nous réduire à ne marcher que sur une jambe. On pourrait dire qu'avoir deux jambes, dont l'une n'est bonne qu'à faire trébucher l'autre, n'est peut-être pas un avantage. Mais le reproche est sans fondement, et il ne s'agit pas plus de nous priver de l'usage de l'argent que l'Angleterre n'en a été privée depuis sa réforme de 1816. Il s'agit, au contraire, on l'a déjà dit et j'y reviendrai tout à l'heure, de garder dans la proportion utile nos deux métaux, et de ne pas jouer indéfiniment ce rôle de dupe qui consiste à échanger à perte le métal qui fait prime contre celui qui est en baisse. L'homme qui offrait sur le Pont-Neuf des pièces de cent sous contre 2 francs, ne trouvait pas preneurs, mais les peuples assez naïfs pour donner contre quatre pièces de 5 francs, qui ne valent plus que 3 fr. 50, des pièces d'or dites de 20 francs, qui leur en ont coûté cinq ou cinq et demie, peuvent être bien assurés de trouver toujours preneurs.

La difficulté, quoi qu'on en dise, est facile à tourner. Il suffit, comme l'a dit M. Levasseur, de déterminer un chiffre de 100, de 200 ou de 500 francs (pour ma part je n'irais pas, après la période de transition, au delà de 200, mais c'est un détail), il suffit, dis-je de déterminer un chiffre jusqu'auquel l'argent faisant, je le répète, fonction de billon, serait obligatoirement reçu comme le sont les décimes jusqu'à 5 francs. Au delà, les parties feraient ce qu'elles jugeraient à propos, et l'argent, à moins de conventions contraires, ne pourrait pas être imposé ou ne serait donné qu'au cours.

On dit à ce propos que c'est la loi qui donne à la monnaie son pouvoir libératoire. On fait, j'en ai peur, une confusion. La monnaie, même avec le régime de l'étalon unique, n'est libératoire qu'en vertu du consentement présumé des parties, et il n'est pas exact de dire qu'elle ait cours forcé, en ce sens que nous ne puissions, ainsi que cela a été dit hier, stipuler un payement en autre chose qu'en monnaie légale. Tous les jours, on stipule des payements en nature ou en services; on échange, par exemple, du vin contre de l'huile, ou une maison contre une pièce de terre. Il m'est arrivé à moi-même, à la campagne, de payer mon boulanger en bois, tandis qu'il me payait en pain. Et j'ajoute que ce procédé primitif du troc, qui nous paraît aujourd'hui grossier, est cependant le fond de toutes les opérations d'achat et de vente, et que ce n'est pas pour le supprimer, mais pour le faciliter en le simplifiant, que l'on a adopté l'usage de cette marchandise intermédiaire qui s'appelle la monnaie, et de ces procédés plus économiques et plus rapides, grâce auxquels, comme le disait encore M. Lalande, on remplace de plus en plus l'intervention matérielle de cette monnaie.

Je vous demande, messieurs, la permission de m'arrêter un instant sur ce point, car c'est en grande partie, j'en suis convaincu, à ces perfectionnements mêmes de l'appareil monétaire qu'il faut attribuer la dépréciation si considérable, par rapport à l'or, de l'argent : peut-être aussi, quoi qu'on en pense, une dépréciation moindre de l'or.

Messieurs, les partisans du double étalon se plaignent à la fois, chose contradictoire pourtant, de la dépréciation de la monnaie d'argent et de son insuffisance. Je crois, quant à moi, quoi qu'ils en disent, que nous avons assez de monnaie d'argent, que nous en avons même trop et que c'est, indépendamment de l'accroissement des mines, une des raisons pour lesquelles cette monnaie a baissé et pour lesquelles aussi (ne pouvant par suite du maintien artificiel

du rapport de 15 1/2 s'écouler au dehors) elle demeure inutile et oisive dans les caves de la Banque.

Toute marchandise baisse quand elle est moins demandée, tout outil se déprécie quand il se trouve en face d'un outil plus perfectionné. Or, l'argent est devenu pour nous un instrument d'échange grossier et incommode. Nous n'aimons plus à en sentir le poids dans nos poches. Nous trouvons gênant de faire en argent, et même en or, un payement d'une certaine importance. Il nous serait désagréable de voir entrer chez nous ou en sortir, comme autrefois, ces sacs de 1,000 francs, qui mettaient tout le voisinage au courant de ce qui s'y passait. Je me souviens d'avoir eu jadis, il y a une quarantaine d'années, à recevoir avec mon père un remboursement de 15 ou 20,000 francs. Le débiteur avait apporté ses sacs dans un fiacre qu'il fallut garder à vue tandis qu'on les déchargeait, et je nous vois encore, rangeant par terre des piles de 100 francs pour faire le compte, et nous empressant ensuite de reprendre une voiture pour aller déposer chez un banquier ces matières encombrantes qu'il n'eût pas été prudent de garder chez nous. Aujourd'hui, s'agît-il de dix ou de cent fois plus, on ne remuerait pas un écu. Le débiteur remettrait un bon sur la Banque ou sur l'une des principales sociétés de crédit; le créancier le ferait passer à son actif et donnerait à son tour des chèques suivant son besoin, et tout serait dit. Avec de tels changements dans les habitudes, comment s'étonner que l'argent, une fois entré dans les caves de la Banque, n'en veuille plus sortir, surtout si, comme c'est le cas, il trouve à la sortie des difficultés qu'il n'a pas trouvées à l'entrée. Vous le recevez en vertu de la fiction légale sur le pied de 15 1/2; il entre. Il ne pourrait sortir, en vertu de la réalité, que sur le pied de 22 1/2 et vous ne voulez pas, cela se conçoit, consentir cette perte ; il ne sort pas. Mais cet écart énorme, cette différence de niveau effrayante, c'est vous-même, qui en vous obstinant à maintenir le taux de 15 1/2, l'avez en grande partie provoquée. Vous vous êtes opposés au mouvement naturel qui, peu à peu et sans crise, aurait fait baisser l'argent dans la proportion exacte du besoin et écouler au dehors, vers les pays qui en sont encore à l'usage exclusif ou principal de ce métal, ce que nous en avions en trop. Vous avez ainsi amoncelé, comme derrière une digue élevée à plaisir, des masses énormes de numéraire immobilisé, et vous êtes à la fois surpris et effrayés de la dépréciation qui résulte de cette accumulation et du cataclysme qui peut se produire le jour

où, rompant enfin la digue qui le retient, ce flot énorme sera tout à coup rejeté sur le marché. Mais c'est vous qui l'avez voulu, c'est la digue qui a fait la différence de niveau et qui fait le danger d'inondation. On ne va pas en vain contre les lois de la nature. (*Vifs applaudissements.*)

J'insiste, messieurs; car, ainsi que je l'ai dit, ce n'est pas seulement l'argent, mais l'or lui-même qui, par suite du changement des habitudes, est devenu et devient tous les jours relativement moins nécessaire. Ce n'est pas seulement l'argent qui a cédé la place à l'or, c'est l'or qui a cédé la place au papier qui le représente. On nous a cité les 150 milliards de francs de règlements annuels opérés par voie de virement et de compensation au Clearing-house de Londres, on n'en fait pas moins à celui de New-York. Et non seulement entre les maisons admises au Clearing-house l'emploi des espèces métalliques devient pour ainsi dire inutile, mais les remises de valeurs elles-mêmes ne se font plus matériellement que dans de très faibles proportions. Lorsque l'on a épuisé, comme en algèbre, la série des quantités à recevoir et à payer qui s'annulent, il ne reste la plupart du temps qu'un solde qui peut être sans inconvénient reporté à compte nouveau pour le lendemain.

C'est à raison de cet emploi quotidien et général des procédés qui dispensent de l'usage immédiat du métal que l'Angleterre, pour un chiffre d'affaires beaucoup plus considérable que celui de la France, se contente d'un stock métallique environ trois fois moindre : quelque chose comme deux milliards et demi, d'après les chiffres les plus généralement adoptés. Je dis, messieurs, environ ; car, malgré mon respect pour la statistique et pour les statisticiens, je me méfie toujours des affirmations qui prétendent à une précision trop minutieuse. En fait de monnaie surtout, pour ces matières d'un déplacement et, j'oserai dire, d'une fluidité si insaisissable, qui entrent et qui sortent à toute heure, à l'insu des douanes les plus attentives, dans les poches ou dans les bagages des voyageurs, qui se perdent, s'égarent ou s'enfouissent sans qu'on en puisse suivre la trace, personne ne pourra jamais prétendre sérieusement à autre chose qu'à des approximations plus ou moins probables.

Quoi qu'il en soit, cette quantité de deux milliards et demi, supposée exister en Angleterre, paraît à M. Lalande insuffisante, et il en trouve la preuve dans l'influence qu'exercent sur le taux des escomptes de la banque d'Angleterre des différences de quelques dizaines de millions seulement dans l'encaisse métallique. J'en

demande pardon à mon honorable collègue, mais je crois qu'il se méprend sur le caractère de ce phénomène. C'est la conséquence naturelle de ce perfectionnement de l'appareil de la circulation sur lequel il a si justement insisté.

Avec la balance à bascule qui pèse au dixième, au vingtième, au cinquantième, suivant les conditions dans lesquelles elle est établie, une différence de quelques grammes à l'extrémité du bras de levier produit une différence de plusieurs kilogrammes sur le plateau. Avec l'emploi du papier pour lequel la monnaie, toujours nécessaire, mais à doses relativement réduites, intervient au centième, au millième, au cent millième, les plus légères variations dans les disponibilités métalliques réagissent naturellement avec une intensité proportionnelle. Plus un appareil est perfectionné, plus il est sensible ; ce n'est pas une raison pour revenir à des appareils plus grossiers. Que l'Angleterre ne se plaigne donc pas d'avoir moins de monnaie que les autres peuples à proportion de ses grandes affaires. Qu'elle s'en félicite au contraire, non seulement au point de vue de la facilité et de la rapidité du règlement des comptes, mais encore à un autre point de vue que l'on oublie trop, celui de l'économie des frais d'établissement et d'entretien de l'appareil monétaire. L'or et l'argent ne s'obtiennent ni ne se conservent gratis. Ce sont des marchandises de provenance étrangère, en très majeure partie, pour les peuples européens ; des marchandises d'importation en d'autres termes, ceci soit dit en passant aux partisans de la balance du commerce. On ne se les procure qu'en en fournissant l'équivalent en d'autres marchandises ou en services, c'est-à-dire en fin de compte en les payant en travail.

Je me souviens d'avoir calculé, il y a vingt ou vingt-cinq ans, à propos de leçons sur ce sujet, que le stock monétaire de la France représentait approximativement l'emploi laborieux de deux cent mille existences. Il ne saurait être indifférent d'économiser l'emploi d'un instrument aussi dispendieux. C'est, comme l'a bien dit Smith, le véhicule des valeurs. Le progrès consiste à éviter toute dépense de force inutile. Permettez-moi de vous le dire, mes chers contradicteurs, c'est à ce progrès que vous tournez le dos. Vous repoussez les engins perfectionnés pour en revenir aux vieux engins. Vous faites comme ceux qui voudraient supprimer le gaz ou l'électricité pour empêcher d'abandonner la chandelle et la torche. Nos pères portaient bravement des sacs d'écus sur leurs épaules et s'éclairaient avec des chandelles ; nous en avions encore quand

j'étais au collège, et l'une des prérogatives des gradés en ce temps consistait à moucher les chandelles. Nous avons des éclairages plus perfectionnés ; nous avons aussi des modes de payement plus rapides et plus faciles. Ne nous obstinons pas à retenir malgré lui cet argent qui tend à nous quitter et qui nous aurait quittés déjà en grande partie, sans pertes sérieuses et sans brusques soubresauts, si nous ne l'avions pas accumulé artificiellement, au risque de produire ce qui s'est produit et ce qui se produira. (*Applaudissements.*)

M. Lalande, s'appuyant sur ce qu'avait dit notre collègue M. Boissevain, rappelait que, dans le royaume de Siam, l'usage de l'argent avait fait peu à peu disparaître un agent monétaire d'ordre inférieur, qui consistait en colliers de coquillages, ou l'avait relégué à un rôle tout à fait subalterne. Mais c'est précisément le même phénomène qui se passe chez nous, à un degré supérieur de l'échelle. Nos coquillages, c'est notre monnaie d'argent. La monnaie d'or et les autres procédés tendent à la rendre en grande partie inutile ; mais, en même temps, les peuples moins avancés nous la demandent, et c'est chez eux qu'il faut l'écouler pendant qu'elle y est encore d'un bon placement. C'est un mouvement qui se produit pour toutes choses ; le grand industriel qui renouvelle son matériel en se mettant au niveau des derniers progrès de la mécanique, cherche, en démontant ses vieux métiers, à les céder encore pour une partie de leur valeur à des industriels moins avancés pour lesquels ils constituent une amélioration.

M. Lalande a encore insisté sur ce point qu'une bonne monnaie doit être aussi peu variable que possible. Or, dit-il ainsi que M. de Laveleye, l'or ou l'argent considérés isolément peuvent varier très sensiblement dans leur valeur, en sorte que le même poids de l'un ou de l'autre de ces métaux peut très bien ne pas représenter, dans dix ou quinze ans, la même quantité de marchandises ou de services et correspondre à la même puissance d'achat. Cela est incontestable, et c'est précisément cette variabilité inévitable de la marchandise or et de la marchandise argent qui rend impossible de déterminer une fois pour toutes leurs prix respectifs. C'est en vain que l'on a recours à des images tirées du pendule compensateur des horloges, on ne maîtrise pas les cours du commerce. Et réussît-on par impossible à fondre dans une sorte de moyenne les variations de l'or et celles de l'argent, que cette moyenne elle-même serait variable et ne ferait point disparaître par conséquent l'aléa que voudrait éliminer

notre collègue. Cet aléa, il faut bien le dire, est de l'essence même de toute opération qui compte avec l'avenir. Tout est sujet à hausse ou à baisse. Je prendrai pour exemple, avec la permission de mon excellent collègue, la matière même de son commerce. J'ai bu quelquefois chez M. Lalande, qui est mon ami, de ces excellents vins de Cantenac, de Léoville, ou de Château-Margaux, dont les girondins sont justement fiers. Je ne lui en ai pas acheté; ma cave est plus modeste. Mais j'aurais pu lui en acheter. Supposez qu'au bout de quelques années, les bouteilles qu'il m'aurait livrées aient doublé de prix, ou qu'au contraire, par une circonstance quelconque, elles aient baissé. Est-ce que, lui ou moi, nous aurions le droit de nous en plaindre? De même, lorsque j'ai acheté de l'argent contre du vin ou contre autre chose, ou lorsque j'en vends; j'achète ou je vends un corps certain dont la valeur à venir est incertaine. Et si, au lieu d'une remise immédiate, j'ai stipulé une remise ultérieure, je précise ce qui me sera remis ou ce que je remettrai; je ne dis rien et je ne peux rien dire quant à sa valeur. Un kilogramme d'argent, disait excellemment Gaudin, ne vaut pas deux cents francs, *il est* deux cents francs qui valent ce qu'ils peuvent. Je puis très bien, suivant que cela me convient, stipuler comme payement un poids d'or ou un poids d'argent; et le législateur peut très bien dire qu'en employant le mot de francs ou le mot de dollars j'ai entendu tel poids de tel métal ou de tel autre. Je ne puis pas, ni le législateur non plus, parce que personne n'en sait rien, dire quelle sera à une époque quelconque ou au jour du payement, s'il n'est pas immédiat, la valeur de l'objet métal ou autre chose qui doit être donné en payement.

Ici je rencontre une idée qui a été produite, il y a quelques mois, à l'Académie des sciences morales et politiques, au cours d'une très intéressante discussion provoquée par la lecture d'un mémoire de M. Allard.

M. Léon Say, que je regrette de ne point voir ici, disait qu'en fait, sinon en droit, nous n'avons en France ni le double étalon ni l'étalon unique. Nous avons, suivant son expression, des étalons alternatifs, l'usage prévalant suivant les cas de tout rapporter tantôt à l'or et tantôt à l'argent. Il reconnaissait d'ailleurs, conformément à cette loi de Gresham qu'a vainement tenté d'écarter M. de Laveleye, que c'est toujours le métal déprécié qui chasse l'autre, comme le coucou élevé dans le nid où son œuf a été déposé, jette par dessus bords, pour y rester seul, les autres petits. M. Levasseur,

reprenant spirituellement l'apologue des deux serins présenté par M. de Cernuschi, a dit la même chose, quand il nous a montré le serin jaune remplacé dans la cage par un second serin blanc.

Jusqu'ici je n'ai rien à objecter. Mais M. Léon Say ajoutait, et M. de Laveleye a dit à peu de chose près la même chose, que cette alternance, en conférant aux débiteurs la faculté de se libérer toujours avec le métal en baisse, tendait à les favoriser au détriment des créanciers, et qu'il n'était pas mauvais que le capital, qui représente la richesse acquise, fût ainsi régulièment réduit, à l'avantage du travail qui représente la richesse en formation. Je n'aime pas, pour ma part, ces distinctions et ces oppositions. La loi n'a point à favoriser les uns ou les autres ; elle doit faire respecter les conventions et tenir la balance égale entre tous. Il se peut fort bien que celui qui a à payer soit le riche, et celui qui a à recevoir, le pauvre ; et, en règle, générale je ne vois pas du tout en quoi l'un mériterait plus d'égard que l'autre. Le capital est le fruit du travail et un fruit qui a été non seulement produit et récolté, mais conservé. Cela est fort heureux, non seulement pour celui qui le possède, mais pour celui à qui il en confère l'usage et qui, sans lui, en demeurerait privé. Bentham a dit plaisamment, dans ses lettres pour la défense de l'usure, que le prêteur, c'est l'enfant qui a gardé son gâteau, et l'emprunteur, celui qui a mangé le sien. C'est bien souvent la vérité. Ce n'est pas une raison pour que le législateur prenne parti pour le créancier contre le débiteur ; c'en est une au moins pour qu'il ne prenne pas parti pour le débiteur contre le créancier.

Et ne dites pas que vous éviterez ces alternatives ; que vous maintiendrez par l'effet de la loi la fixité du rapport. L'histoire, l'histoire contemporaine surtout, vous répond, et la nature proteste. Prétendriez-vous, par hasard, que deux unités de longueur, égales à un certain moment, mais dont l'une se dilate ou se contracte avec une grande facilité sous l'influence de la température tandis que l'autre y est pour ainsi dire insensible, peuvent être en tous temps prises indifféremment l'une pour l'autre ; qu'une tige de fer rigide ou une bande de caoutchouc sur laquelle on tire, conservent la même longueur. C'est pourtant ce que vous prétendez faire quand vous entreprenez de relier l'une à l'autre, par un article de loi, deux valeurs aussi manifestement et aussi diversement mobiles que celles de la marchandise or et de la marchandise argent.

Je sais bien ce que vous dites. Vous dites : « Cela n'a pas lieu, en effet, quant à présent, de nation à nation, parce que les gouver-

nements ne se sont pas entendus; mais ils peuvent s'entendre, et c'est ce que nous leur demandons. Il faut poursuivre et réaliser un accord entre les grandes nations civilisées pour maintenir entre elles, dans toute l'étendue de leurs territoires respectifs, un rapport unique, un cours international des métaux précieux. Ce sera comme une sorte d'assurance mutuelle contre les variations des cours. » Et je vous réponds d'abord que vous ne parviendrez pas à réaliser cette convention, pas plus que vous ne parviendriez, par un congrès ou un acte diplomatique, à garantir sur les différentes places du monde, le cours des fonds d'État ou des autres valeurs de Bourse. Et je vous réponds ensuite qu'eussiez-vous, par impossible, réussi à conclure un tel arrangement avec trois ou quatre puissances, vous ne le ferez jamais accepter par toutes ; et il suffira qu'il reste quelque part des nations soumises à un autre régime pour que vous subissiez, malgré vous, le contre-coup des fluctuations de leurs marchés. Vous serez comme des gens qui pour maintenir plein un tonneau se seraient mutuellement interdit d'y puiser, mais qui auraient oublié qu'une clef de leur cave est restée aux mains d'un étranger.

Je vais plus loin : même à l'intérieur d'un pays, vous n'arriverez jamais à réaliser cette immobilité, cette stagnation, qui ne seraient pas autre chose que la destruction du marché même. Ce n'est pas, quoi que vous en disiez, le monnayage qui donne à l'or et à l'argent leur valeur; c'est la valeur propre de l'or et de l'argent qui confère à ces métaux la fonction monétaire. On ne taxe pas plus les lingots que le blé ou la farine; et le cours des lingots influe sur celui de la monnaie, comme le cours du blé et de la farine sur celui du pain. Je vous défie bien, quand il s'agira de grandes opérations, de remises de millions ou de dizaines de millions, d'empêcher les banquiers ou les sociétés de crédit de tenir compte du cours commercial des métaux. Et je vous défie aussi, fût-ce par les lois les plus draconiennes, d'empêcher les spéculateurs de se procurer votre monnaie d'or avec une quantité nominale d'argent qui ne la vaudra pas et de revendre cet or avec bénéfice à l'industrie.

J'ai fait allusion tout à l'heure à la loi limitative du taux de l'intérêt. Le législateur a eu beau dire que le taux de 5 % était le taux raisonnable pour tous les cas, il n'a pas pu faire que cela fût. Il a pu empêcher de se conclure des opérations qui comportaient un taux différent, il n'a pas pu rendre possibles à ce taux celles qui en supposaient un autre. C'est un exemple qui ne devrait pas être perdu. Chacun sait que les places où la liberté des transactions

était respectée, ont eu, de tout temps, le privilège de devenir les grands centres d'affaires au détriment des places où cette liberté était méconnue. Si, par impossible, on réussissait à bannir d'un pays les fluctuations naturelles de la valeur des métaux monétaires, on aurait du même coup destitué ce pays de toute participation aux grandes opérations qui se font sur ces métaux, on aurait amoindri dans une proportion considérable son rôle dans les affaires du monde.

M. Allard nous disait hier que l'argent en France ne jouissait plus du pouvoir libératoire. On lui a répondu, et avec raison, qu'il n'en jouit que trop, puisque, malgré sa dépréciation qui a fait descendre le rapport vrai à 22 1/2, on peut toujours non seulement se libérer en argent, quelle que soit la somme, mais échanger de l'argent contre de l'or au pair de 15 1/2. C'est vrai, a reconnu M. Allard, sur le marché intérieur; mais, sur les marchés extérieurs, votre argent n'est plus reçu, vous n'avez plus vis-à-vis de l'étranger qu'une seule monnaie, la monnaie d'or. Je réponds : A qui la faute? A votre rapport légal qui n'est plus qu'un rapport fictif. A l'intérieur, nous acceptons la fiction parce que l'État la garantit. Nous savons ou nous ne savons pas, selon notre degré d'instruction, que les pièces d'argent ne sont plus que des jetons qui ne valent pas les quatre cinquièmes de leur valeur nominale, qui n'en valent même que les trois quarts quand ce sont des pièces divisionnaires. Mais, comme elles sont remboursables au pair, nous n'en tenons pas compte, nous les recevons pour bonnes de même que nous recevons le billet de banque (qui comme papier ne vaut rien), parce qu'il est remboursable en espèces. A l'extérieur, ce n'est plus la même chose, la fiction cesse, et c'est pour cela que vous avez pu dire que notre argent ne passe plus la frontière. Il eut été plus exact de dire qu'il ne la passe plus qu'en baissant la tête. Quand vous offrez ce que vous appelez une pièce de 5 francs pour 5 francs, on vous la refuse, parce qu'elle ne vaut pas 5 francs ni même 4, comme on vous refuse votre blé, si vous l'offrez à 30 francs le quintal, quand il n'en vaut que 24 ou 25. Mais donnez-les au cours et vous pouvez être certain de trouver preneur. Je sais bien, je l'ai déjà dit, qu'il est dur de céder sa marchandise à perte, mais c'est le seul moyen de s'en défaire, quand elle est en baisse, et souvent, c'est ici le cas, c'est pour n'avoir pas voulu accepter une baisse légère, qu'on est réduit à en subir une considérable.

Ceci m'amène à répondre à la thèse de M. Thompson, qui a bien

voulu nous dire hier que la résistance des économistes à la thèse bimétalliste provenait surtout de leur ignorance, et qui a ajouté, en englobant M. Gladstone parmi ces ignorants, que cette thèse n'a absolument rien de commun avec la protection. Je regrette de ne pouvoir m'incliner devant la science supérieure de notre collègue; mais j'estime, malgré tout ce qu'a pu dire après lui M. de Laveleye, que c'est du protectionnisme au premier chef. Quel est, je vous le demande, le but des mesures protectionnistes? C'est de maintenir, par des droits sur les produits similaires, certains produits à un prix qu'ils n'atteindraient pas ou ne conserveraient pas sans cela. C'est de soustraire, par un procédé ou par un autre, une marchandise ou une industrie, aux effets naturels de la libre concurrence. Que se proposent les partisans du double étalon avec rapport fixe? Évidemment de maintenir artificiellement le cours de l'argent à un taux supérieur à celui que lui assignerait le libre jeu de l'offre et de la demande; de contre-balancer, par une garantie légale, les causes diverses de dépréciation qui atteignent ce métal, et de le relever d'autorité au cours que les bimétallistes, dans leur sagesse, estiment convenable. Où est la différence? Et qu'il s'agisse de blé ou d'avoine, de sucre ou de coton, de fer ou de houille, d'argent ou d'or, n'est-ce pas toujours absolument la même doctrine et la même prétention? Cette prétention, messieurs, je vous demande pardon d'y revenir, mais c'est une considération qui à mon avis domine tout le débat, cette prétention, c'est la doctrine de la toute-puissance de l'État. C'est cette idée que le monde économique est dans la main des gouvernements, et que les choses n'ont pas de lois naturelles. Je sais que mon éminent contradicteur, M. de Laveleye, ne croit pas beaucoup à l'existence de ces lois naturelles. Mais je lui demande la permission de le lui dire, ou plutôt de le lui redire avec tout le respect que j'ai pour son grand talent et pour sa prodigieuse érudition : s'il n'y avait pas de lois naturelles, si les faits économiques ou autres n'étaient pas soumis à des règles certaines, il n'y aurait pas d'ordre en ce monde et il n'y aurait pas de sciences. Les lois, comme l'a dit Montesquieu, sont les rapports nécessaires des choses; la science est la constatation de ces rapports. Elle consiste à observer les faits d'abord, à en reconnaître les relations ensuite et à les relier les uns aux autres par la chaîne des causes et des conséquences. Elle peut s'égarer dans cette recherche. Elle peut mal voir, ou ne voir qu'en partie. Elle peut généraliser trop vite ou interpréter faussement. Elle verra, par exemple, la fumée ou le bal-

lon s'élever dans l'air et elle conclura qu'ils sont soustraits à l'action de la pesanteur. Elle verra le soleil apparaître à l'Orient et, après s'être élevé, disparaître à l'Occident, et elle croira que le soleil tourne autour de la terre. Mais elle continuera ses observations et ses études, elle pèsera, elle analysera, elle rectifiera et elle reconnaîtra que c'est la terre qui tourne autour du soleil, et que si les corps légers s'élèvent, c'est en vertu même des lois de la pesanteur.

Ce qui s'est passé, ce qui se passe encore tous les jours dans l'ordre des sciences physiques, se passe également dans l'ordre des sciences économiques. On voit les hommes se tromper, ou l'on croit qu'ils se trompent ; et l'on conclut qu'il est nécessaire de les mettre à l'abri de leurs erreurs et de leurs fautes en leur donnant des lisières et en leur traçant leur voie. On imagine que des législateurs, des administrateurs, des savants, qui ont plus de lumières et qui sont, à ce qu'ils croient, plus désintéressés dans ces questions que le vulgaire, sauront mieux que les individus qui composent ce vulgaire, comment ils doivent exercer leurs professions, sur quel marché ils ont intérêt à vendre ou à acheter, à quel taux ils peuvent ou ne peuvent pas raisonnablement emprunter, quels engagements ils doivent souscrire ou s'interdire, en quelle estime enfin ils doivent tenir l'or ou l'argent, et sur quel pied il leur est utile de les échanger. Mais les faits mieux observés viennent démentir ces inductions téméraires et rabattre cette présomptueuse confiance. Ils montrent que, si les individus se trompent en détail, les prétendus sages, qui ne craignent pas de se substituer à eux, se trompent en gros, et que n'étant pas, comme les intéressés directs, personnellement responsables des conséquences de leurs erreurs, n'étant pas, comme ceux-ci, visiblement récompensés ou punis par le bon ou par le mauvais succès de leurs actes, ils ne sont pas comme eux et au même degré à cette école quotidienne de l'expérience dont les leçons coûtent mais profitent.

Et cela étant, la science à mesure qu'elle avance, la vraie science, prenant peu à peu la place de la fausse science, écarte les illusions, dissipe les préventions et dit aux administrations, aux gouvernements, tentés de substituer leur sagesse à celle des intéressés, dans l'ordre des intérêts privés : N'y touchez pas; car chaque fois que vous y touchez, vous risquez de faire une faute et vous faites certainement une injustice. Vous commettez de plus une imprudence, et une imprudence qui peut vous être fatale à vous-mêmes, en vous faisant assumer une responsabilité qui ne vous incombe pas. Vous

voulez vous faire bénir comme une providence, vous risquez de vous faire maudire comme une puissance malfaisante. C'est toujours l'histoire du curé dont parle Bastiat. Il avait persuadé à ses paroissiens que ses prières avaient la vertu de préserver leurs vignes de la grêle. Tout alla pour le mieux tant que les vignes furent en effet épargnées, mais au premier orage les paysans lui tombèrent dessus à coups de bâtons en lui disant que c'était sa faute. Combien de révolutions, messieurs, n'ont pas d'autre explication. Sans aller si loin et sans vouloir menacer les bimétallistes d'une guerre sociale, qu'ils me permettent de leur dire en terminant : Prenez garde, vous promettez la stabilité monétaire ; si vous ne l'obtenez pas, c'est à vous qu'on s'en prendra. Et vous ne l'obtiendrez pas, car vous lui tournez le dos. (*Vifs et unanimes applaudissements plusieurs fois répétés.*)

M. Magnin, *président.* — Je vous prie de vouloir bien reprendre vos places; la séance n'est pas terminée. Je comprends votre légitime émotion à la suite du discours si éloquent que vous venez d'entendre, mais après avoir donné ces témoignages de votre juste admiration, il nous faut revenir à notre ordre du jour, si toutefois vous le voulez bien.

Je dois d'ailleurs vous faire observer que c'est demain notre dernier jour et plusieurs articles de notre programme n'ont point encore été abordés. Si le Congrès voulait encore entendre un orateur ou deux, je crois que ce serait sagement agir.

Dans l'ordre des inscriptions, la parole est à M. Foxwell. (*Mouvements divers. — Bruit.*)

M. Foxwell demande à remettre son discours à la séance suivante.

M. le Président. — Alors, nous nous bornerons à vous donner communication d'une note de M. de Malarce qui n'est pas ici, mais que vous connaissez tous. M. de Malarce a assisté à nos premières séances et, obligé de quitter Paris ce matin, il nous a adressé un document dont il désire qu'il soit donné lecture; je donne pour cela la parole à M. le Secrétaire du Congrès.

M. Adolphe Coste, *secrétaire,* donne lecture de la note de M. de Malarce (1).

(1) Cette note est reproduite dans la 4e partie du présent volume : *Statistique et Législation.*

M. le Secrétaire annonce également le dépôt sur le bureau d'un projet de M. H. Chevassus intitulé : *Les Silver-warrants internationaux* (1). L'auteur renonce à prendre la parole.

M. LE PRÉSIDENT rappelle au Congrès que la visite à l'Hôtel des Monnaies doit avoir lieu le lendemain matin à 9 heures.

La séance est levée à cinq heures et demie. La séance suivante est fixée au lendemain à une heure et demie du soir.

(1) Voir à la 3e partie : *Communications diverses.*

SIXIÈME SÉANCE

Le samedi 14 septembre 1889 à 1 heure et demie du soir au Palais du Trocadéro.

Présidence de M. J. Magnin

Sommaire : La visite à l'Hôtel des Monnaies — M. Foxwell — M. Ottomar Haupt — M. Fielden — M. E. Koch — Communication de M. le Président : Lettre de M. Cernuschi instituant un concours bimétallique; Sir Meysey-Thompson; M. Denis Galet — Reprise de l'ordre du jour : M. Clément Juglar — M. Léopold Dreydel — M. Théodore Mannequin — Ajournement des questions du programme non discutées — Explication relative au concours de M. Cernuschi — Clôture du Congrès : M. Magnin, M. Moret y Prendergast.

Prennent place au bureau : M. J. Magnin, président; MM. Adolphe Coste et Arthur Raffalovich, secrétaires.

La séance est ouverte à une heure et demie.

M. Magnin, *président*. — Messieurs, vous avez, ce matin, fait une visite très intéressante à l'Hôtel des Monnaies. A cette occasion, M. Ruau, directeur de cet établissement, a eu la charmante attention de faire frapper une médaille commémorative qui porte la date de votre visite : 14 septembre 1889, et qui va être distribuée aux membres du Congrès.

Au nom du Congrès, j'adresse à M. Ruau tous nos remerciements pour cette attention à laquelle nous sommes très sensibles.

(*Applaudissements répétés*).

L'ordre du jour appelle la communication de M. Foxwell (1).

M. H.-S. Foxwell. — M. le Président, with your permission, I

(1) M. Foxwell s'étant exprimé en anglais, nous reproduisons ici le texte de son discours. On en trouvera la traduction en appendice à la fin du volume.

propose to address the Congress in English, a language with which most of its members are familiar. I shall do my best, by speaking slowly and distinctly, to make myself intelligible to the Congress.

My first duty, sir, is to thank you, on behalf of the English delegates, for the very great courtesy you showed us yesterday at the Bank of France and also for your special consideration to myself, in permitting me to speak this morning instead of at the close of yesterday's session. It will be easily understood by those who heard the brilliant oration of M. Passy that I was not anxious to follow him too closely.

I must confess to a certain surprise at the tone which our debates have taken. For my part I thought we had been summoned to consider in a practical spirit the measures required to meet a grave crisis. Instead of that, we have been largely occupied in discussing the first principles of monetary science, principles which I had thought by this time established beyond dispute. We have listened to some admirable orations. It is a rare pleasure to hear such speeches as those of M. Levasseur, M. de Laveleye, M. Passy, and many others I might name. Still, upon the whole, we could have wished that the discussions had aimed more directly at some practical result, some business-like arrangement, some agreement as to future action. It may be that in England the matter is more advanced ; but there is an indisposition there to devote time to other than the practical aspects of the question; and we had thought that it was to consider it in those aspects that the congress had been convened.

But I will not waste time in vain regrets. Bi-metallists certainly have nothing to fear from a discussion of first principles. We invite such discussion and think we have everything to gain from it. It is however of the first importance that we should set out upon it with a right conception of the existing situation. And this brings me to what I regard as one of the chief uses of such a Congress as this. It gives to the members a most valuable opportunity of informing themselves as to the exact state of opinion in the various countries represented.

Now it appears plainly to me, from certain reports in the French press, and from certain remarks which have been made in the Congress, that the English delegates have not succeeded in conveying a correct impression as to the state of affairs in England. I find for instance that in two of the leading journals, *Le Messager*

and *Le Journal des Débats*, M. Grenfell's speech has been very inadequately represented. He is made to say that one of the principal obstacles to bi-metallism in England is the obstruction caused by the economists. What he actually referred to, was the obstruction in the House of Commons, and the prejudices of the economits of the older generation. I shall show that bi-metallism meets with no opposition from the economists of the modern school. Again it was only the negative part of M. Grenfell's speech that received notice. M. Grenfell made what I, as a younger man ,might perhaps think excessive reserves, in his desire not to raise false hopes in other countries. But he, also, spoke of the great popular movement in Lancashire, of the movement in the Chamber of Agriculture, of the 100 bi-metallists in the House of Commons, and of the remarkably influential deputation from both Houses and all classes received by Lord Salisbury and M. Goschen in May last. This part of his speech seems to have been ignored. I propose therefore to say a few words on this subject, before I proceed to deal with some of the objections to bi-metallism which have been raised by M. Passy, M. de Puynode, M. Levasseur and others.

Let me say that I am sorry that it should be necessary again to refer to the position in England, about which so much has already been said. I regret that we English delegates have been forced to the front so much in these discussions. We do not for a moment suppose that English opinion deserves more consideration than the opinion of any other European power. But as M. Horton has said, the last International Conference left the question of Monetary union at England's door, and it is natural to inquire what answer England may be expected to give. There is another reason for dwelling on English opinion. That opinion has undergone a very remarkable change during the last ten years, and it is very doubtful whether the extent of this change is thoroughly appreciated abroad. Although in France you have had a bi-metallic monetary system, I doubt whether you were until recently intelligently convinced of the principles upon which the system rests. You were bi-metallists without knowing it before the time of Wolowski. At any rate, it is a mistake to suppose that the English were intelligently monometallists. They were monometallists by prejudice, founded upon the accident of history ; but until 1879 the question of the single or double standard had never been thrashed out in England, never even clearly raised. Since that date the question has come to the

front. It has been thoroughly discussed in a multitude of writings, on public platforms, and in the public press. We have had a parliamentary commission of exceptional ability receiving evidence from all quarters, and issuing an exhaustive report.

And the result is that the opinion of intelligent open-minded men has moved steadily in the direction of bi-metallism. Take for example the vital question of the fixed ratio. Fifteen years ago economical opinion in England would have held that it was arbitrary and impracticable to maintain a fixed relation of value between the two metals. With the single notable exception of M. Giffen, who on many other points agrees with our views of the situation, the English Economists would now concede that on this point at least the bi-metallic theory is sound. I do not know what may be the views of Professor Rogers on this point. All the other Professors, so far as I know, admit the bi-metallic theory. I may mention, the Rt Hon. L. Courtney, late Professor and Deputy Speaker, Professors Marshall, Sidgwick, Munro, Edgeworth, Nicholson, Gonner, Symes and Sorley: all of whom admit the possibility of maintaining the fixed ratio in certain conditions, though they may hold different views as to the best ratio to select, and as to the political expediency of entering into a monetary union.

How has this change been brought about? Let me for a moment revert to the history of our monetary policy. In the 18th century no doubt a certain kind of bi-metallism existed. But it was a national bi-metallism part and parcel of the old Mercantile system. There was a conflict of ratios; each nation having its own ratio, chosen in order to inflict injury, or loss of the precious metals, on neighbouring nations. It was a state of monetary war. The French Revolution changed all this. Whatever may be thought of the constitutional changes effected by the men of that Revolution, they had one grand characteristic which must secure them eternal fame, their desinterestedness. In all their schemes and reforms, they aimed at the good of humanity. In England, Newton had hinted at a better system; but it was to the honour of France that she first, by establishing unrestricted mintage of the two metals at an unaltered ratio, made bi-metallism practically international. So little was the importance of that new policy understood at the time that Lord Liverpool, in the famous Report upon which the English gold standard was based, makes no reference whatever to the change. He seems to have entirely ignored what was passing in France; his policy was

absolutely insular. This is one of the many defects in his Report, which I think has been much over-rated. No doubt it contains a mass of historical informations, but this is said to have been the work of the antiquary Ruding, while the passages dealing with monetary policy, and probably due to Lord Liverpool himself, are certainly not remarkable, either for scientific grasp or statesmanlike foresight.

The principles however which Lord Liverpool laid down were not questioned during the next half-century. The system worked well enough, so far as we were concerned, because it was supported by the bi-metallism maintained in France. Of this French system, English economists knew nothing. After 1850 John Stuart Mill was the chief of the English school. His account of bi-metallism is a mere burlesque; and those whom he influenced approached the subject with a strongly hostile prejudice. But in 1870 a new influence made itself felt, that of Jevons, one of the most original and brilliant names in the line of English economists.

Jevons, whose admiration of the French economists was very great, and who had done so much to encourage their study in England, had his attention called to bi-metallism by Wolowski; and the clearness of his conceptions on the subject of value enabled him at once to grasp the principle of the fixed ratio, which he has illustrated in the most effective manner. Now there is no economist whose influence in England is as great as that of Jevons; and this influence increases year by year. He has completely superseded Mill, both in England and Holland: and his theory of value is making its way rapidly in all the leading countries. It will be said he was not himself a bi-metallist. But the principles he established lead straight to bi-metallism, and I venture to think, having had the honour of his friendship, that he would ultimately have inclined to the bimetallic policy. At any rate it is important to notice that his disciples are all bi-metallists so far as theory is concerned. Whatever reserves they may make on points of policy or detail, they all accept the principle of the fixed ratio. I wish to insist upon this point, because it is exactly this principle which M. Passy finds such a stumbling block. It is this very principle upon which in England we are all agreed that M. Passy declares to be absurd, so absurd that its absurdity alone is enough to prove bi-metallism impracticable.

This leads me to remark upon another point in reference to

which there has been some misunderstanding. Many references have been made to the Report of the English Gold and Silver Commission; but the substance of the report does not seem to have been rightly apprehended by several speakers. M. de Puynode, M. Passy and others have represented the Commission as divided into two equal parties opposing one another on all points. I wish to observe that the Commission were in agreement upon almost all the theoretical positions maintained by the bi-metallists, and that in particular they all accepted this theory of the fixed ratio, to which M. Passy rightly attaches so much importance, and which in his view is so impossibly absurd.

It must always be remembered that so far as the mass of the public are concerned, the discussion of bi-metallism is of quite recent date in England, as indeed may be said of France, with the single though brilliant exception of Sismondi. And it seems to me that in estimating the progress made in the direction of bi-metallism of late years, my colleague, M. Grenfell was a little too pessimistic. He was perhaps too much influenced by the opinion of the City. I wish to speak with great respect of the City opinion, where it is the result of a thorough investigation. But the City of London is always conservative in matters of finance ; it suffers from the inertia of prosperity, of excessive occupation in affairs. It is rather Lancashire than London that leads England. We have a proverb which says : « What Lancashire thinks to-day, England will think to-morrow ». It is well known that Manchester was the cradle of the Free Trade movement. It is therefore significant that the chief successes of the League have been won in Lancashire, where men of all classes, and of the greatest diversity of political opinion, are united to advocate bi-metallism.

Not long ago 20,000 £ were subscribeb at a single dinner in Manchester to furnish funds for bringing the advantages of bi-metallism to the notice of all classes. I could not help recalling the famous subscription raised by the Anti-Corn Law League, and the remarkable success which that League attained.

I wish particularly to insist that bi-metallism in England is a popular movement. It will be said : How can you convince the workman that he has anything to fear from a fall of prices? Is not cheapness all he wants? My friend M. Fielden will be able to give a very satisfactory answer to this question. I will only say now that the Lancashire artisan is a long-headed, intelligent man. « What is

the use », said one of them to Lord Salisbury, « of having bread at 6d the loaf, if you have only 4d to buy the loaf with ? » The depressing effect of a fall of prices is nowhere felt so keenly as in the manufacturing districts. Accordingly it is there that the bi-metallists are strongest. No doubt the monetary question is a very complicated one, and it is to be regretted that it is necessary to discuss it upon popular platforms. But this seems to be inevitable under the conditions of modern politics; and for my part I have confidence that in spite of the difficulty of the subject, the English people, who have a healthy common-sense, and who take great pains to inform themselves of the facts, will ultimately arrive at a sound conclusion on the matter : and will adopt to-morrow the policy which the economists recommend to-day.

Let me turn now to discuss the general question, and refer to some of the remarks which have been made upon it. In the first place I would say that the English bi-metallists take up a moderate position. They do not say that bi-metallism will remedy all social ills. What they do maintain is that a sound monetary system will remedy the mischiefs which have been caused by a bad one. Now the fall of prices is universally admitted, as well as the depression to which it has led. M. Levasseur indeed goes so far with us as to admit that it is due to a monetary cause. We draw the logical conclusion that it requires a monetary remedy.

In France, however, you seem to me to take the fall of prices more light-heartedly than we can. I do not regard it as a mere accident of commerce, a mere disturbance of the markets. I see in it a grave social danger, a disturbance of the relations between great economic classes, a cause of revolutionary discontent. It leads to a general disposition to repudiate contracts, which have become inequitably burdensome. And as Herr Arendt has truly said, it is a most powerful stimulus to pretection and exclusive tariffs. But for this view of the question, my interest in it would have been very slight. The theory of bi-metallism is ingenious, and would always have had a certain fascination for me. But it was only when I perceived the grave social bearings of a fall of prices that I became an enthusiastic bi-metallist.

I do not wish to be misunderstood here. I am not an inflationist. The English bi-metallists aim simpley at stability, steadiness of prices. We are not advocates of « Soft money ». Still if we were asked to choose between rising and falling prices, we should prefer

a rise. For we think a rise is less mischievous than a fall; because, though all disturbance of monetary contracts is bad, yet the general effect of rising prices is stimulating to industry, and upon the whole, beneficial to all classes; while falling prices cause a contraction of employment, and seriously injure the industrious classes to the profit of the inactive and retired. What is the position of the French economists upon this fundamental point? I venture, with great respect, to think that they have shown something less than their wonted logical acuteness in dealing with the question. Which do they really want, stability of prices or cheapness? M. Levasseur has said that he is is for stability. But he goes on to say that he wants cheapness. He cannot have both. General and continuous cheapening of prices is certainly not stability. We have made up our minds on this matter. We are for stability. But is not cheapness an advantage! Not necessarily; and the advantage may be secured in another way. What M. Levasseur and all of us desire is an improved position for all classes. This may be secured in two ways. Either prices may fall, incomes remaining fixed; or prices may remain fixed, and incomes rise. We prefer the latter condition of things. To the financial expert it may seem of no consequence which condition prevails. But to the man of the people it is of the greatest consequence; and therefore socially, politically the difference is vital. The workman always resists a faell in money wage, even though his real wage is increasing. This is because his « standard of comfort » rises steadily, and thus he does not feel the rise in real wages, and refuses to believe it. M. Giffen, who looks forward to a fall of prices, but is a monometallist, does not consider that any monetary remedy is required. He says the workman must recognize the facts, and accept a lower money wage. It is easy to say this, but I should not like to have the task of reconciling the workman to the fall of his money wage. It is precisely this difficulty which has recently led to strikes in every part of the Western World. I do not suppose that even the French economists are sanguine enough to suppose that if prices continuously fall, money wages can nevertheless continuously rise. How then do they propose to meet the difficulty?

M. Passy, indeed, who does not always agree with his colleagues, tells us that we have money enough. But what is the test? The only true test is the index number. If the index number continuously falls, then prices are unstable, and this is a sign that money is scarce. Then M. Passy says we have bank paper. No doubt.

But if he means that this enables us to dispense with metal, M. Magnin and M. Grenfell will not be of his opinion. It is the quantity of the metallic reserve which forms the ultimate limit to the issue of bank paper, other things being equal. Here let me say that I quite agree that the actual pocket money of the future will be bank paper. The bi-metallists do not dream of forcing people to carry much silver in their pockets. But the bank paper, like the Bland certificates, must be based on metal somewhere.

Supposing however that we can agree as to the advantage of stability of prices, the question remains, how can this stability best be attained. I shall be brief here, because M. de Laveleye has shown in the most conclusive and admirable manner that the double standard will be more stable than the single gold standard. A single silver standard would be better than a single gold standard. Thus since 1873, while gold has steadily appreciated, the value of silver has remained almost unaltered. M. Passy is wrong in supposing that silver has depreciated. The alteration is in gold. But even if silver were no better than gold, the double standard would still be steadier than one formed of either metal singly. This is the simplest conclusion from the principles of probability.

Besides the public desires to have the free use of both metals. We cannot banish either from circulation. Gold will be used in the West, and silver in the East. There can be no international money based on a single standard. Thus then we require some fixed par of exchange betwen the two great monetary metals. And this brings me tho te question of the fixed ratio. Here M. Passy in his eloquent address made a passionnate appeal to the sanctity of « natural law » It might perhaps be a sufficient answer to this appeal if I were to ask him whether there is any thing « natural » in restraining the mintage of one of the two great monetary metals. But I suppose that M. Passy, like so many of the economists of last century, identifies « natural law » with the policy of *laissez faire*. Any kind of intervention or control on the part of the State is in this view a « violation of natural law. » I cannot accept this position, but I need not dwell on the point. The Congress does not require to be reminded that the appeal to natural law has not always proved a very safe guide in matters of legislation. There seems however to be another sense in wich M. Passy regards the fixed ratio as unnatural. It appears to him arbitrary, unusual, an interference with the ordinary machinery of supply and demand. Ordinary commodities, he

tells us can have no fixed relation of value. Their values will vary with the cost of production and the changes of the market. This is a very common objection ; but it is certainly unfounded. The point has been established by Jevons, beyond dispute, that such a fixed relation may exist, in the way of ordinary commerce, between any two commodities which have, in a determinate degree, the power of serving as substitutes for one another. I can answeer for it that in England at least we have many cases of such « fixed ratios, » quite apart from the interference of authority; as for instance, in competing modes of conveyance, and competing news papers. To take a more stricly analogous instance, I may mention the case of beef and mutton. So long as it is practically indifferent to the English people which of these kinds of meat they consume, so long we know that there cannot be much divergence in their relative value, no matter what may be the changes in cost of production. It is true that these changes of cost will very much affect the quantities of each brought to market and consumed; but till one kind of meat is wholly driven out of consumption, the ratio of value between the two, while the public taste remains the same, will not sensibly alter. There is nothing arbitrary or unnatural in this. But this is precisely the operation of the bi-metallic fixed ratio. By virtue of the power of legal tender, the two metals under a bi-metallic system can replace one another, as bank reserves, and in other ways. Accordingly they exchange at a fixed ratio, determined by the law of legal tender, which gives the conditions of substitution. The theory is perfectly clear, the action perfectly natural. All government does is to declare that ratio established, which, on a broad international view, seems best to represent the requirements of public convenience.

It is this action of government which M. Passy condemns as unnatural. It would be as reasonable to protest against canals as interferences with natural law. Yet the introduction of canals was one of the greatest advances in material progress ever made. Is it not, really, somewhat of a paradox to find M. Passy preaching these doctrines of Rousseau in the very centre of civilisation? in the very precincts of an Exhibition the great purpose of which is to celebrate the triumphs of art over the uncertainties or inconveniences of nature. Why should monetary affairs be the only ones to be left to the mercy of accident ? There must always be a certain amount of the incalculable in commerce. But why should we aggravate it ?

Why add to the necessary uncertainties of business others due to an imperfect monetary mechanism ?

I should have been glad if on my return to England I were in a position to say what policy it is which the French economists recommend. I am afraid I shall not be able to make any authoritative statement on this point. M. Coste indeed declares for the *statu quo* But there is no status; there is only a transitional movement. Two things are possible : either bi-metallism or the complete demonetisation of silver. We cannot remain where we are; there will certainly be change of some kind. The real question is whether we are to restore silver to its function of legal tender, or reduce it to mere token or fractional money.

One definite result has perhaps been made evident by the Congress. With the single exception of M. Passy, no speaker has had the courage to advocate the demonetisation of silver. No one proposed a universal gold monometallism. It is clear that we have definitely abandoned the short sighted folly of 1867. M. Passy indeed wishes to sell the existing silver at its market value. This is logical; but it means demonetisation, and M. Passy's colleagues repudiate his view. M. Levasseur shrinks from such a policy. I am not sure that I have completely seized the effect of M. Levasseur's proposals. I understand him to advocate the free mintage of silver at the market rate, for coinage at 15 1/2, but with a restriction of its legal tender to the payment of sums under a certain limit, say £ 5. This seems to me bi-metallism, but in an imperfect and dangerous form. If the mintage is really unlimited, it is clear that the market rate will rapidly rise until it reaches a point, 15 1/2, beyond which the State will be unable to buy without loss. But meanwhile the silver coins have a limited efficiency as legal tender. There will therefore be a glut of these coins and a premium on gold. It is a new form of l'*Étalon boîteux*. I confess it seems to me a lame conclusion. MM. Coste and Levasseur are really half-way on the road to bi-metallism, and they will be forced by logic to complete the journey.

There are indeed few thoughtful persons who do not feel with the bi-metallists the great inconveniences of the existing situation. But they seem to be deterred from committing themselves definitely to bi-metallism by vague apprehensions of some possible danger in the future, to arise from the excessive supply of silver. Let us then consider what is the worst possible result that can happen under

either system. If silver were to become very plentiful in proportion to gold, then under a bimetallic system the bank reserves would be mainly silver. Bankers might find this a slight inconvenience. The general public would know nothing of the change. Prices would be maintained. There is no danger that they would suffer any appreciable rise. The tendency is always to a fall of prices, and immediately that a rise asserts itself, it is neutralised in a large measure by the consequent expansion of trade, as we saw in 1850. But how should we fare under the gold standard? There would be a heavy fall in the gold value of silver, dislocating the Eastern trade. And what is infinitely more important, there would be an increasing scarcity of gold and a severe fall of prices. The phenomena of 1873-1887 would be continued in a highly aggravated form. I have already said how serious, in my opinion, would be the social and political effects of such a crisis. It is here we have the real danger of gold monometallism. The inconveniences, if any, which might arise under bi-metallism do not approch this in importance. They are of a different order of magnitude altogether.

I do not wish to deny, what some speakers have suggested, that the dangers of a fall of prices might be less severely felt in France, a country of partially self-supplying peasant proprietors, than in England, a country of wage receivers, where all products pass through the markets. But France also has its large towns, and its great manufacturing districts. She is deeply interested in the question by the magnitude of her public debts. And even if it were not so, I do not believe that France, for merely selfish reasons, would hold aloof from a great international measure of reform. which, even if it were of no other service, is the indispensable condi, tion of an international money, the crown of the measures due to the cosmopolitanism of the Revolution of 1789. In past times the world has looked to France to uphold the interests of civilisation, to prefer social to merely material aims; and it was England which had been reproached with its materialism and insularity. I am confident that in future these reproaches will not be deserved by England; and I will not believe they are to pass to France. We may surely all unite in repairing, by international agreement, the evils which have resulted from a monetary, and therefore international disturbance. (*Applaudissements.*)

M. Arthur Raffalovich, *secrétaire*, donne immédiatement en français le résumé du discours de M. Foxwell. Il reçoit, à cette

occasion, les vives félicitations de M. le Président et les applaudissements de l'assemblée (1).

M. Magnin, *président*, — La parole est à M. Ottomar Haupt.

M. Ottomar Haupt. — Messieurs, je n'ai pas l'intention de vous faire un discours, après la magnifique démonstration de M. Frédéric Passy, je veux seulement vous présenter quelques courtes observations, en réponse à ce que plusieurs orateurs ont avancé dans nos séances précédentes.

M. Fournier de Flaix nous a dit tout d'abord avant hier que la baisse de l'argent se trouverait arrêtée par les frais de production de ce métal ; l'orateur a cité, à l'appui de son dire, l'autorité et l'expérience de M. Austen, de Londres, et il a émis ensuite son opinion au sujet de ce qu'il appelle l'apogée de la baisse. Je ne partage pas cette manière de voir. Le fait est que M. Austen a précisément démontré que les frais d'extraction ne montent pas à un chiffre aussi élevé que M. Fournier de Flaix paraît le supposer, car en moyenne ils n'arrivent qu'à 1 sh. 8 pence par once d'argent fin.

D'autre part, M. Kimball, de Washington, a évalué ces frais à 2 shillings 1 d. 1/2 en moyenne, et vous admettrez que, de ce prix à 42 pence 1/2, le cours du jour, il y a le champ libre pour une forte baisse ultérieure.

De même, n'oubliez pas que l'extraction de l'or, de l'argent doré, ne coûte que 2 pence 1/2 par once fine.

En présence de ces chiffres, je suis de l'avis que la baisse de l'argent n'a pas encore dit son dernier mot, d'autant plus que la Roumanie vient d'adopter une loi d'après laquelle elle démonétisera prochainement plus de 30 millions de francs, fait qui doit forcément devenir le signal d'une nouvelle baisse.

M. Boissevain, en parlant de la Hollande, a comparé sa situation monétaire à celle de la France ; je proteste contre un tel rapprochement qui ne repose nullement sur l'état actuel des choses. Vous avez en Hollande 140 millions de florins et probablement 200 autres millions de florins dans les colonies hollandaises ; toute cette masse de monnaies d'argent est protégée par seulement 84 millions d'or et encore faut-il prouver qu'il y en a autant, car vous ne voyez pas de pièces d'or en circulation.

(1) Nous ne reproduisons pas ici ce résumé. On trouvera en appendice la traduction française *in extenso* du discours de M. Foxwell.

En France, par contre, tous les canaux du pays sont saturés d'or en abondance. D'après ce que nous avons vu hier dans les caves de la Banque de France, je fais, bien entendu, de mon mieux pour arriver à une estimation aussi exacte que possible, il n'y a pas moins de 276 millions de francs en barres et monnaies étrangères d'or à Paris, auxquels se joignent 1,050 millions en or monnayé français, répartis sur Paris et la province. Cela nous fait environ 1,330 millions à la Banque, tandis que j'évalue la circulation dans le pays à environ 2,500 millions.

Comme résultat total, nous nous trouverions donc en présence d'un stock de 3,800 millions en or, contre environ 3,400 millions en argent, parmi lesquels certainement 600 millions en pièces étrangères qui doivent nous être remboursées en or. Vous conviendrez, messieurs, que c'est une situation autrement favorable que celle de la Hollande.

Un membre. — D'où viennent ces chiffres concernant les milliards qui peuvent exister en dehors de la Banque de France ?

M. Ottomar Haupt. — C'est le résultat d'un grand travail que j'ai fait ; il est vrai que c'est mon appréciation personnelle, mais je peux bien dire que mes chiffres ont été acceptés par quelques autorités bien connues, sans discussion.

M. Allard a beaucoup exagéré la portée de la dépréciation actuelle de l'argent sur le développement des prix des marchandises et sur le ralentissement des affaires en général, théorie propagée par lui, que je ne saurais nullement admettre. Tenez, messieurs, vous avez, en ce moment, une somme totale de 7 milliards d'argent en circulation dans le monde, figurant parfaitement comme monnaie d'or et sur laquelle la baisse dont il est question n'a eu et ne peut avoir aucune prise.

Vous avez, d'une part, en pièces de cinq francs, 4 milliards 200 millions, de l'autre, 500 millions en thalers allemands, 300 millions en florins hollandais, 1,700 millions en dollars américains, 200 millions en medjidjés turcs, etc.

Un Membre. — L'orateur est-il bien sûr de ses chiffres ?

M. Ottomar Haupt. — De quelques-uns je suis absolument sûr, puisqu'ils sont constatés par la frappe ; les autres dépendent de mon appréciation personnelle. Nous avons donc bien devant nous une somme de 7 milliards, sur laquelle, comme je viens de le dire,

la dépréciation actuelle de l'argent n'a eu jusqu'ici aucune influence, puisque ces monnaies se trouvent en ce moment sur un niveau absolument égal à celui de l'or.

Je dois faire remarquer en outre à M. Allard, qui est l'auteur d'un ouvrage bien connu sur la baisse de l'argent et qui est parfaitement à la hauteur des questions monétaires un peu partout, qu'il a complètement oublié l'Autriche. Ce pays se trouve aujourd'hui même avec une monnaie d'argent ayant une différence de valeur de 20 % de plus de ce qu'elle devrait être. Nous voyons, en effet, depuis des années déjà, la valeur du florin qui, intrinsèquement et évaluée en monnaie étrangère, ne ressort qu'à 80 kreutzer, portée à 1 florin, ce qui veut dire qu'à Paris où à Londres cette monnaie, qui ne devrait être que de 80 kreutzer se trouve surchargée, ainsi que naturellement toute la *valuta* austro-hongroise, de 20 %. Ce fait important, et pourtant complètement négligé par M. Allard, a évidemment une grande portée sur la question en général, et affaiblit singulièrement les arguments en faveur de la théorie avancée par cette école.

Je n'admets pas non plus l'idée d'une disette d'or dans le monde, ainsi qu'elle a été développée dans les discours de MM. Allard et Emile de Laveleye. Où voyez-vous donc la moindre gêne sur le marché monétaire d'un grand pays? A part quelques moments difficiles ou plutôt incommodes, il y a cinq ans, les expéditions du métal de pays en pays se sont toujours effectuées avec une régularité parfaite, et les taux d'intérêt se sont même tenus à un niveau excessivement bas aux principaux centres monétaires. Mais il y a beaucoup plus. Au temps du mouvement en faveur de l'or, trois pays sont entrés en scène, tous les trois également désireux d'accaparer le métal préféré à n'importe quel sacrifice. C'étaient l'Allemagne, les États-Unis et l'Italie. Eh bien, ils ont obtenu bien au delà de ce qu'il leur fallait, et à bon compte par dessus le marché. Car voici comment la situation se présente sous ce rapport en dernier résultat.

En 1871, l'Allemagne, qui ne voulait plus avoir de monnaies d'argent, se trouvait à la tête de seulement 110 millions de francs d'or; or, il résulte des calculs que j'ai faits et qui ont été acceptés par les premières autorités comme les meilleures estimations publiées, que ce pays, au commencement de la présente année, possédait environ 2 milliards 900 millions de ce métal.

D'autre part, d'après les évaluations de M. Kimball, les États-

Unis n'avaient, en 1875, qu'environ 900 millions d'or, et aujourd'hui ils possèdent 3 milliards 500 millions de ce métal, au bas mot. En dernier lieu, en 1882, l'Italie a acquis un nouveau stock de 400 millions d'or, et cela sans la moindre perturbation des grands marchés monétaires.

En présence de chiffres pareils, on ne peut réellement pas dire qu'il y ait une pénurie d'or. D'après les calculs de M. Soetbeer, le stock d'or dans les grandes Banques s'élevait, en 1877, à 2 milliards 890 millions ; en 1880, à 3 milliards 790 millions; en 1883, à 4 milliards 600 millions; en 1885, à 5 milliards 40 millions. Ce sont là des chiffres bien instructifs. Moi, je les ai complétés depuis et j'ai trouvé la situation suivante :

Stock, fin 1886, 5.668 millions de francs.
— 1887, 6.005 —
— 1888, 6.154 —

Nous voilà donc pour l'année dernière, pour la quantité du métal précieux détenue par les grandes Banques, en présence d'une augmentation de 500 millions sur 1886, tout bien compté. Mais, messieurs, cela ne nous indique pas qu'il y ait rareté d'or, et ces chiffres n'ont rien qui puisse étonner, puisque, d'après mes recherches et en pleine contradiction avec les chiffres avancés à tort par M. Emile de Laveleye, la terre peut nous rendre facilement de 250 à 300 millions d'or par an, déduction faite bien entendu du métal absorbé par la consommation industrielle.

M. Émile de Laveleye nous a, en outre, parlé de la diminution de la frappe des monnaies d'or; bien qu'il y ait eu un certain ralentissement à constater, nous avons pour cela des chiffres qui sont encore des plus considérables. D'après mes calculs, on avait, l'année dernière, fabriqué dans le monde plus de 500 millions d'or. En face de ces chiffres, tantôt constatés par la statistique officielle, tantôt dérivés de combinaisons parfaitement admissibles, il n'est pas possible de dire que l'or nous fait défaut.

M. Emile de Laveleye nous a également parlé de M. Soetbeer qu'il a cité comme un partisan du bimétallisme; or, ce savant, une des premières autorités en matière monétaire et à juste titre le père du monométallisme en Allemagne, a parfaitement écrit la phrase dont M. Laveleye nous a parlé et qui, en effet, est en faveur du double étalon, pourvu cependant que toutes les grandes nations l'adoptent sur la même base. Je peux même ajouter que M. Soetbeer m'a adressé ces mots à moi-même, lors de la publication de mon

dernier ouvrage, mais en les faisant immédiatement suivre par l'interrogation suivante : « Comment pouvez-vous jamais croire à une pareille utopie, c'est-à-dire à la possibilité que tous les pays du monde adopteraient l'usage de l'or et de l'argent avec un rapport fixé par traité ? »

Il me reste à vous présenter encore quelques chiffres qui pourraient vous intéresser ; c'est du reste ma spécialité. Si je vous ai ennuyé un peu par des citations trop fréquentes, j'espère que vous voudrez bien m'excuser en tenant compte de cette considération que les chiffres en disent souvent plus que les paroles, et que leur éloquence renverse souvent les arguments en apparence les mieux fondés. Voici donc les chiffres auxquels je me suis arrêté au commencement de l'année 1889 :

Pour tous les pays à étalon double, il y aurait une existence de 8 milliards 900 millions d'or et de six milliards 400 millions d'argent; pour les pays à étalon d'argent, 9 milliards 200 miliions d'argent et 1 milliard 600 millions d'or; pour les pays à étalon d'or 8 milliards d'or.

La circulation intermédiaire de 560 millions de francs en thalers allemands n'est pas comprise dans cette dernière somme ainsi que la monnaie d'appoint de différents pays. Nous avons donc, comme grands totaux et en chiffres ronds : 19 milliards en or, 16 milliards en argent, 3 milliards en monnaie d'appoint et 500 millions en billon. Ajoutez à ces chiffres 9 milliards en papier-monnaie à découvert, et vous pourrez vous rendre compte de la totalité des moyens de circulation dans le monde entier. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Fielden.

M. Grenfell pour M. Fielden. — Messieurs, vous connaissez tous M. Fielden qui a rendu de si grands services à la cause que nous défendons, à propos de la question du salaire des ouvriers. M. Fielden s'exprimant difficilement en français, je vous demande la permission de vous donner lecture de sa communication.

La voici :

Comme membre de la députation de la Ligue bimétallique anglaise, je désire dire quelques mots au Congrès, particulièrement en ce qui concerne les classes industrielles et leur attitude à l'égard du bimétallisme dans notre pays. Pendant plus de trente ans, j'ai été dans l'industrie des cotons, qui donne du travail à 600,000 ouvriers et qui en fait vivre au moins 2,000,000.

Je connais intimement leurs corporations, et les chefs ou délégués des branches de commerce principales du Nord de l'Angleterre.

Les chefs se sont réunis dans leurs conseils et ont pris la résolution unanime de soutenir le bimétallisme international. Parmi les corps représentatifs d'ouvriers qui se sont ralliés à notre cause, se trouvent les tisserands des comtés du Nord, les *trade's unions* de Manchester-Salford et de Newcastle.

Ces organisations représentent un nombre considérable d'ouvriers et exercent une très grande influence dans les questions sur lesquelles les membres sont d'accord.

Il est très raisonnable d'admettre que, dans une question aussi complexe que la question monétaire, les ouvriers se fient presqu'entièrement aux opinions de leurs chefs fidèles et éprouvés, comme ils font pour toutes les questions industrielles, et l'on peut affirmer que presque chacun des chefs des corporations ouvrières connues en Angleterre est bimétalliste. Quant aux questions de politique ou de parti, les classes ouvrières sont très divisées, mais sur toutes les questions de salaire et de travail, en règle générale, ils suivent les conseils de leurs chefs. Il est important de ne pas perdre ce fait de vue, car le bimétallisme en Angleterre est essentiellement « *non politique* ». Ce qui est devenu clair à l'esprit des chefs des corporations ouvrières, c'est qu'une mesure monétaire commune pour le monde entier serait la seule vraie base pour l'échange des produits du travail et de l'habileté.

Quand les économistes leur parlent du bon marché, ils disent qu'ils savent bien que le travail entre dans les frais de production et de distribution, et que l'on ne peut pas avoir les marchandises à vil prix avec de hauts salaires.

L'expérience des quinze dernières années a été pour les ouvriers très sérieuse.

Il faut admettre que la statistique des bureaux de bienfaisance est très défectueuse comme moyen de mesurer l'état des emplois et du travail, car, dans toutes les branches d'industrie, le travail a été très irrégulier, pendant que les grèves et les réductions de salaires ont été fréquentes.

L'industrie du coton se trouve dans une position très grave, causée par un déplacement du travail provenant principalement des difficultés de change entre les pays d'argent et d'or, et ce déplacement est regardé avec alarme par nos ouvriers, vu qu'il résulte de

causes monétaires et non de la supériorité des producteurs concurrents.

On a laissé aux monométallistes le soin de découvrir le moyen, pour le capital, de supporter des pertes persistantes pendant une longue période d'années sans amoindrir le chiffre des salaires, en telle sorte que les prix des marchandises puissent diminuer de 30 ou 40 pour cent, pendant que les prix du travail demeureraient intacts.

L'on a dit que la baisse des prix résulte d'une surproduction. S'il en était ainsi, l'adoption du bimétallisme n'aurait aucun effet sur es prix.

Mais d'autres monométallistes prétendent que nous voulons faire hausser les prix. Comment ? Si les prix doivent être relevés par le bimétallisme, il est clair que ce sera parce que tout le monde aura plus de monnaie à sa disposition et parce que les moyens d'acquisition du peuple seront améliorés ou augmentés.

Les ouvriers savent très bien l'importance de la stabilité, et c'est pour cela qu'ils sont alarmés des syndicats et des grandes spéculations qui se sont tellement accrus récemment, mais ils attribuent ces pratiques à la cessation des progrès dans les industries utiles et ordinaires.

Comme les mesures de longueur, largeur, poids et capacité sont irrévocablement fixées entre les nations dans une proportion strictement mathématique, et qu'on est arrivé à la certitude de cette proportion afin de reconnaître la valeur en monnaie, ou mesure, n'est-il pas évident que les étalons monétaires devraient aussi avoir une relation distincte, comme une mesure finale qui confirme toutes les autres mesures?

Il faut que les monométallistes comprennent qu'il n'y a aucune nation monométalliste qui applique son principe pour son commerce à l'intérieur. L'Angleterre elle-même fait circuler son argent à l'intétérieur suivant un rapport fixe de valeur.

Le petit commerce serait impossible si la relation des pièces d'or et d'argent n'était pas fixée par la loi.

Tout ce que nous désirons, c'est qu'un principe aussi indispensable et qui s'impose à un tel point pour le commerce intérieur de chaque pays, soit appliqué au grand commerce entre nations et individus.

Les ouvriers d'Angleterre savent que les principes injustes de l'échange ne peuvent jamais être que préjudiciables aux classes

ouvrières, et ils commencent à voir que le bon marché provenant d'une dislocation monétaire profite aux rentiers, augmente les charges nationales et municipales, diminue les salaires et détruit le travail.

Comme conclusion, je puis dire que j'ai été mêlé aux mouvements publics depuis longtemps déjà, les méthodes anglaises pour arriver à bout des sanctions législatives me sont bien connues, et je déclare qu'aucun mouvement n'a crû plus rapidement dans ces derniers temps que celui du bimétallisme : on le verra bien à la Chambre des communes quand la question lui sera soumise.

La prochaine foi que la France fera appel à un Congrès monétaire entre les nations, l'Angleterre se rendra à ce Congrès et s'y montrera instruite et éclairée. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Koch.

M. E. Koch. — Je ne dirai que quelques mots. Une bataille des plus mémorables a été livrée dans cette petite salle, pendant la semaine qui vient de s'écouler.

Le combat a duré quatre jours; il a été quelquefois très animé, mais au fond peu dangereux ; il n'y a eu ni tués, ni blessés, et chacun a remporté une décoration, les uns pour s'être battus, les autres pour avoir été simples témoins de la mêlée. Moi, j'ai gagné ma médaille, comme témoin très assidu, et j'ai trouvé sur cette médaille une inscription très remarquable qui est celle-ci : « *La sagesse fixe la fortune.* »

Ces questions ont un grand intérêt pour tout le monde et chaque fois que le Gouvernement français convoquera un Congrès de ce genre, ce Congrès sera très suivi, et excitera l'attention générale. C'est pour cela que je considère comme étant de mon devoir de témoin dans cette grande bataille de venir vous dire aussi brièvement que possible, quel est mon sentiment sur toutes ces questions.

J'ai adhéré, depuis treize ans, aux vues exprimées par M. Henri Cernuschi, en ce qui concerne la question monétaire. Je me suis efforcé de propager cette doctrine en Allemagne et partout. J'ai constaté que les propositions que M. Cernuschi a développées devant ce Congrès, en faveur du bimétallisme international, ont été vivement et très éloquemment combattues par plusieurs orateurs ; c'était leur droit; mais je tiens à dire que quelque brillants qu'aient été les orateurs du parti adverse, aucun n'a réellement refuté les vues de M. Cernuschi, parce que, je tiens à le dire, elles sont irréfutables.

Je ne conteste pas les chiffres que donne la statistique, je les accepte; mais je dis que, quelque opinion qu'on ait sur ce sujet, il ne s'agit pas ici de statistique, mais seulement de rétablir la paix monétaire universelle, pour remédier aux maux et aux dangers que M. Allard, M. le professeur Foxwell et M. le professeur de Laveleye vous ont déjà signalés.

Il me reste un autre devoir à remplir, et celui-là m'est des plus agréables : c'est la constatation que je veux faire que partout, dans le monde commercial comme dans celui de l'industrie et de l'agriculture, on est reconnaissant au Gouvernement français, autant que je le suis moi-même, d'avoir convoqué ce Congrès; et nous adressons tous nos remerciements à MM. les membres du Bureau qui ont bien voulu l'organiser. (*Vifs applaudissements.*)

J'ai fini, messieurs, et vous me permettrez de conclure en vous disant : Au revoir, à bientôt, à Paris ou à Londres. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — Avant de continuer la discussion, je dois donner connaissance au Congrès de la lettre suivante que M. Cernuschi m'a adressée à la date du 14 septembre :

Paris, le 14 septembre 1889.

A M. Magnin, gouverneur de la Banque de France

« Monsieur le Gouverneur,

« Je prends la liberté de vous remettre ci-jointe la somme de dix mille francs, en vous priant de la garder en vue d'un Concours que je vais ouvrir dans les termes suivants :

Concours bimétallique

« Un prix de dix mille francs sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur la question de savoir comment se comporterait dans le présent et dans l'avenir la valeur réciproque du métal argent et du métal or, si le système monétaire ci-après était simultanément introduit et pratiqué en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis et en France.

1° Monnayage libre et gratuit pour le public.

2° Unité monétaire bimétallique : le *Juste.* Le Juste en argent au poids et à la finesse de la pièce de 5 francs. Le Juste en or au poids et à la finesse d'un dollar d'or des États-Unis.

« Les manuscrits devront être déposés sous pli cacheté, soit à la Banque de France, soit à la Banque d'Angleterre, avant le 1er mai 1890, pour ensuite être transmis au très honorable M. Goschen, chancelier de l'Échiquier, qui voudra bien, je l'espère, accepter d'être juge de ce concours.

« Agréez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération très distinguée.

« Henri Cernuschi. »

(*Applaudissements répétés.*)

M. Henri Cernuschi. — Je désire qu'à l'occasion de ce prix on se livre à une discussion complète du sujet qui nous intéresse tous si vivement. Le temps nous presse. Si tout le monde ne s'y met pas dans la mesure de ses forces, nous ne ferons rien. Quant à moi, j'ai consacré à cette question toute mon existence. J'espère que tous ceux qui partagent nos idées nous encourageront, nous soutiendront dans cette lutte pour le bien de l'humanité. (*Applaudissements répétés.*)

Vous verrez que le problème, tel que je l'ai posé, supprime toutes les questions de statistique ou d'ordre académique. La question est présentée d'une manière si simple que tout le monde, les femmes et les enfants mêmes, la comprendront, du moins je l'espère. Mon plus grand désir est que la réponse au problème que je viens de poser soit de nature à porter partout la lumière sur la question qui nous divise.

M. Hermann Raffalovich. — Bien que le Congrès n'ait pas à voter sur les questions à l'ordre du jour, je crois qu'il pourrait être fait mention dans le procès-verbal qu'un vote de remerciement a été proposé pour reconnaître l'acte de générosité de M. Cernuschi, et je ne doute pas que MM. les monométallistes, aussi bien que les bimétallistes, ne s'empressent de l'accepter à l'unanimité. Je demande en même temps que la lettre de M. Cernuschi à M. le Président du Congrès soit autographiée et distribuée.

M. Henri Cernuschi. — Pourquoi ne pas demander aussi que je sois décoré? (*Rires et applaudissements.*)

Un Membre. — Nous sommes tous d'avis qu'il faut donner à cette question la plus grande publicité possible.

M. Magnin, *président*. — Je constate l'unanimité avec laquelle le Congrès, sans distinction d'opinion ni de sentiment, adresse des félicitations à M. Cernuschi.

En instituant ce concours, M. Cernuschi espère arriver ainsi plus promptement à la solution du problème monétaire, et tout le monde ne peut que le remercier de cet acte de libéralité qu'il vient de faire dans l'intérêt général.

Au reste, comme il s'agit d'un concours, il ne suffit pas qu'il en soit fait mention dans le compte rendu du Congrès, en même temps qu'il sera fait mention des remerciements que nous adressons à celui qui l'a institué ; il faut que la plus grande publicité lui soit donnée ; les conditions de ce concours doivent donc être envoyées à l'*Agence Havas* pour que tous les journaux les reproduisent, et je suis persuadé que M. Cernuschi donnera lui-même toute la publicité qui conviendra à la proposition dont il est l'auteur. J'espère, messieurs, qu'à l'issue de ce concours, quelque nouveau Congrès pourra discuter utilement et enfin résoudre cette question capitale qui nous intéresse et nous passionne tous. (*Applaudissements répétés.*)

Sir Meysey-Thompson. — Avec l'approbation du Congrès et celle de M. Cernuschi qui vient d'offrir un prix de dix mille francs pour le meilleur ouvrage sur la solution du problème monétaire, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de notre société anglaise la « *Bimetallic League* », un deuxième prix de cent livres sterling (1).

(*Applaudissements prolongés.*)

(1) Postérieurement au Congrès et durant l'impression de ce volume de procès-verbaux, nous avons reçu de Sir Henry Meysey-Thompson l'avis d'une modification dans cette proposition. Aux termes de sa lettre en date du 27 octobre 1889, Sir Henry Meysey-Thompson nous a informés que, d'accord avec MM. Cernuschi et Grenfell, il avait jugé plus utile de donner son prix non pas comme un deuxième prix après celui de M. Cernuschi, mais comme un prix pour la meilleure étude sur les avantages à attendre d'un système bimétallique. Le prix de Sir Meysey-Thompson sera donc donné séparément de celui de M. Cernuschi. Les juges de ce concours seront choisis par le conseil de la *Bimetallic league. (Note du Bureau.)*

Voici le programme du concours bimétallique de Sir Henry Meysey-Thompson :

« Concours Bimétallique

« *Prix offert par Sir Henry Meysey-Thompson*

« Un prix de cent livres sterling sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire

M. Denis Galet. — Messieurs, je suis le président de l'« Union des banquiers des départements » et, au nom de notre Société, je viens vous dire que nous nous intéressons vivement à la question monétaire et que nous formons des vœux pour sa prochaine solution. Je me réserve de consulter mes collègues de l'association pour ajouter, s'il y a lieu, un troisième prix au concours institué par M. Cernuschi.

M. Magnin, *président.* — L'incident étant terminé, nous reprenons la discussion interrompue. La parole est à M. Clément Juglar.

M. Clément Juglar. — Messieurs, je viens bien tard, mais enfin, puisque M. Cernuschi a bien voulu m'inviter à venir le combattre, je tiens à constater devant vous que, malgré tout ce qui a déjà été dit, nous avons conservé, nous partisans de l'étalon unique, notre croyance, notre foi, comme les bimétallistes ont conservé la leur.

A tout ce qui a été dit et si bien dit sur toutes ces questions, il reste peu à ajouter et je me résumerai en quelques mots. Mon objection principale portera sur le discours de M. Cernuschi. Je dois dire tout d'abord qu'il a fort maltraité les économistes qui, d'après lui, ne sont ni banquiers, ni commerçants et, par conséquent, n'ont aucune idée du doit et de l'avoir. Eh bien, s'il en est ainsi, si les économistes sont réellement des ignorants, parcequ'ils ne sont ni banquiers, ni commerçants, en un mot, si ce ne sont que des maladroits et des êtres nuisibles, je dois dire qu'en revanche les banquiers et les changeurs sont des gens très adroits, qui saisis-

sur la question des avantages qu'on pourrait espérer, si la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Hollande, la Belgique, l'Italie et l'Angleterre adoptaient simultanément le bimétallisme dans les conditions suivantes :

1° Monnayage libre et gratuit pour le public, en or et en argent.

2° Plein pouvoir libératoire pour l'or et pour l'argent dans une certaine proportion qui serait déterminée par les nations indiquées ci-dessus.

« Le mémoire devra démontrer les avantages qui pourraient résulter de l'adoption de ce système pour toutes les classes de la société, en s'appuyant spécialement sur les avantages qu'il produirait pour la classe ouvrière.

« Les manuscrits doivent être écrits en anglais ou en français, et envoyés sous pli cacheté, avant le premier mai 1890, à M. Henry Mac Niel, secrétaire de la Ligue Bimétallique Anglaise, 5, Cross-Street, *Manchester*.

« H. Meysey-Thompson. »

Kirby Hall, York, 17 octobre 1889.

sent immédiatement toutes les questions. Quand ils ont adopté une théorie, c'est le côté pratique qui les a entraînés. Il est dans la nature du commerce de rechercher la multiplicité des échanges; or, comment un banquier ou un changeur ne rechercherait-il pas toutes les occasions, tous les moyens de les multiplier? Plus on aura de monnaies, plus le change interviendra dans leur comparaison. On paye tantôt en or, tantôt en argent; de là des arbitrages, des différences de cours à niveler, en un mot toutes les utiles et très légitimes opérations du commerce. Mais si les économistes ne sont ni des commerçants, ni des banquiers, il y a, parmi eux, un grand nombre d'hommes d'affaires qui partagent leurs opinions. Faut-il citer M. Roy, l'ancien président de la Chambre de commerce de Paris, qui, avec la majorité de cette chambre, s'est déclaré pour l'étalon d'or? M. Germain, président du Crédit Lyonnais partage lui-même cette opinion; il l'a confirmée à l'Académie à l'occasion de la lecture du mémoire de M. Allard.

Si les économistes n'ont pas toutes les qualités d'un bon négociant, les banquiers et les changeurs sont trop engagés, trop intéressés dans cette question pour avoir une entière liberté d'appréciation; et je dirai...

M. Henri Cernuschi. — Je ne suis pas plus pour les banquiers que pour les changeurs, je suis pour la vérité et pour l'intérêt de tout le monde.

M. Magnin, *président*. — Je sais bien une chose, c'est que si vous concouriez jamais pour le silence, vous n'auriez pas le premier prix. (*Hilarité générale.*)

M. Clément Juglar. — ... Et je dirai que, dans cette question délicate, les banquiers et les changeurs devraient se récuser. Il y a là une question d'intérêt professionnel; il est clair que, plus il y aura de métaux, plus seront nombreuses leurs opérations. Pour qu'elles soient possibles et fructueuses, non seulement il faut plusieurs métaux, mais encore qu'en dehors des fluctuations du commerce, les métaux éprouvent des variations de prix sur les divers marchés du monde, d'après les cours des changes et la prime des métaux précieux.

Pour répondre aux principales objections des partisans du double étalon, je les résumerai ainsi :

1° Le 15 1/2, disent-ils, a toujours existé; il dépend de la loi de

le maintenir par une entente entre les quatre grandes puissances, en rouvrant pour la frappe les hôtels des Monnaies.

2° Le seul argument des monométallistes, ou plutôt des partisans de l'étalon d'or, c'est l'instabilité de la valeur relative des deux métaux.

3° Le 15 1/2 se maintiendra tant que l'accord des puissances durera.

4° La loi de Gresham, c'est-à-dire le maintien dans la circulation du métal déprécié et la disparition du métal qui a conservé son prix sur les marchés du monde, ne se fera sentir que dans les rapports avec l'étranger ; mais c'est précisément cette exportation que redoutent les partisans de l'étalon d'or. En supposant même qu'une partie seulement aille à l'étranger, l'autre partie sera aussitôt recueillie par les banquiers et par les changeurs, pour profiter de la prime des cours pratiqués sur les marchés du monde en dehors de l'union des quatre puissances.

A ces propositions les bimétallistes ajoutent que le métal non monnayé sous forme de lingots n'a pas de valeur, tandis que le papier, quoique sans valeur, en a une et enrichit celui qui le possède.

Pour justifier leur thèse de la nécessité de relever la valeur de l'argent afin d'avoir une plus grande abondance de monnaie, ils déclarent que si la monnaie était doublée, les prix seraient doublés, de même que si une récolte est de moitié moins considérable, les prix doublent.

Ils n'admettent pas que la production annuelle des mines d'argent ait une action sur la valeur du stock en circulation, ils ajoutent même que les deux métaux gardent naturellement leur proportion par rapport aux besoins ; si l'un manque, c'est l'or. Pour eux, on est en état de crise depuis 1873, surtout depuis la suppression de la frappe de l'argent ; de là une baisse de son prix qui n'a fait qu'accentuer celle qui avait précédé.

Nous n'insisterons que sur les quatre principales propositions. Et d'abord la première, celle sur laquelle repose toute la théorie, est-elle vraie ? Le rapport de l'argent à l'or sur le taux de 15 1/2 a-t-il toujours existé ? L'observation prouve le contraire. Le travail de M. Soetbeer qui nous a été distribué nous rappelle, ce que l'on savait déjà, qu'il n'en est rien.

	Rapport	Années.
Ce rapport a baissé de	9 à 11.43	de 1252 à 1495.
de	10.75 à 11.80	de 1501 à 1600.
de	12.25 à 14,50	de 1601 à 1660.
Il a été.....	de 15.00	en 1661.
	de 15.27	de 1701 à 1750.
	de 14.56	de 1751 à 1760.
	de 15.80	de 1821 à 1830.
	de 15.82	de 1841 à 1850.
	de 15,30	de 1856 à 1860.
	de 18.63	de 1881 à 1885.

Quoi de plus démonstratif ! Et encore nous n'opérons ici que sur les cours moyens, ce qui fait disparaître tous les grands écarts.

En France, le fameux décret royal de 1785, qui a établi le rapport de 15 1/2 bien avant la loi de germinal, a été pris au moment où les cours cotés sur les métaux précieux donnaient la proportion de 15.40 à 15.50. Mais, prévoyant le cas où elles ne se maintiendrait pas, on ajoutait qu e,pour la rétablir, on procéderait à une refonte de la monnaie, ce qui n'a jamais été exécuté, malgré les écarts qui se sont produits. Alors la loi de Gresham a fonctionné, le métal déprécié est resté seul en circulation, et l'or, n'étant pas estimé à son prix, comme l'oiseau jaune de M. Cernuschi, s'est enfui.

Le même fait s'est produit à toutes les époques sans qu'on veuille en tenir compte. En Angleterre, par suite de la suspension des payements, de 1797 à 1818, on ne pouvait pas admettre que le papier fût déprécié ; on prétendait que c'était l'or qui avait haussé de prix; malgré les enquêtes, malgré le mémoire de lord Liverpool en 1805 et le *Bullion report* de 1810, on ne savait comment prouver et comment expliquer cette dépréciation. Le *Bullion report* a cependant bien montré que l'observation des cours des changes en donnait la clé.

Il suffit donc dans un pays d'observer ces cours pour s'assurer si la *circulation métallique ou fiduciaire circule au pair*. Or, que voyons-nous de 1849 à 1850, depuis la fin des guerres de l'Empire jusqu'au premier arrivage d'or de la Californie ?

A la suite des troubles produits par la suspension des payements en Angleterre et par les guerres de l'Empire, après avoir vu les cours du change sur Londres tomber à 17 francs 60 cen-

times en 1811, se relever à 26 francs 10 centimes en 1816, pour fléchir de nouveau à 23 francs 50 en 1819, tout à coup en 1820, après la reprise des payements en Angleterre, *avec l'or comme étalon monétaire*, nous voyons les cours du change, Londres sur Paris, s'élever à 25 fr. 80 cent., soit de près de 60 cent. au-dessus du pair, avec la France qui avait conservé une circulation bimétallique or et argent. Cet écart, dépassant de 40 cent. l'écart normal qui peut se produire entre les monnaies de deux pays circulant légalement au pair à l'intérieur, indiquait de suite que l'argent n'était pas dans le rapport de 15 1/2 avec l'or et donnait le chiffre de la différence de prix entre les deux métaux.

Cet écart n'avait rien d'accidentel et de fortuit ; nous le retrouvons chaque année jusqu'en 1850 et quelquefois même plus considérable, puisqu'en 1832 et en 1833 les cours du change s'élèvent jusqu'à 26 fr.

Pendant toute cette longue période nous voyons les cours osciller de 25 fr. 95 à 25 fr. 40 cent.; dans quelques rares circonstances on se rapproche du pair pour s'en écarter aussitôt et remonter à 25 fr. 50 cent., 25 fr. 65 cent., de 0,25 cent ou de 0,45 cent. au-dessus du pair, ce qui représentait *la prime de l'or* par rapport à l'argent. En effet, pendant toute cette longue période, *l'or n'a pas circulé;* il y en avait cependant dans les mains du public, mais il fallait payer cette prime pour s'en procurer; par conséquent la loi de Gresham se faisait sentir, puisqu'il avait disparu de la circulation.

Rien ne montre mieux à quels écarts le commerce se trouvait exposé dans le règlement de ses opérations, la différence pouvant s'élever à près de 3 0/0 (1); la parité n'existant pas entre la valeur des deux métaux, il y avait un aléa considérable pesant sur les affaires : c'est l'objection la plus grande que l'on puisse élever contre le défaut de fixité du rapport de 1 à 15 1/2.

Pour la question qui nous occupe en ce moment, nous retiendrons ce fait que la frappe libre de l'argent dans le rapport de 15 1/2 avec l'or n'a pas empêché un écart de prix de se produire et de persister pendant trente ans, au détriment de la France dans ses rapports avec l'Angleterre.

(1) S'il n'y a pas concordance entre les cours du change donnés par M. Soetbeer et ceux que l'on trouve ici, c'est qu'ils ne sont pas relevés de la même manière. Soetbeer prend le cours du change à trois mois au lieu de le prendre à vue, c'est-à-dire au comptant ; de plus, il ne prend que le cours moyen à la fin de chaque mois.

Il est si vrai que cet état du change de Londres sur Paris tenait à la dépréciation de l'argent par rapport à l'or qu'en 1850, aussitôt les premiers arrivages d'or de la Californie, dès que le métal eut touché la Grande-Bretagne, il fit baisser la prime de l'or, lui permettant ainsi de se répandre en France ; et *aussitôt, l'écart anormal que nous signalions, non seulement a disparu, l'or étant offert, et par conséquent en baisse*, mais la prime s'est déplacée et a passé sur l'argent.

Dans la même année 1850, nous voyons coter la livre sterling le 18 mai 25 fr. 70 cent., et le 21 décembre 24 fr. 87 cent. soit 0, 48 cent. *au-dessus* du pair et 0, 35 cent. *au-dessous*.

On le voit d'une manière encore plus claire en observant la cote des deux métaux, la prime de l'argent et la perte de l'or, perte qui, pour ce dernier, s'est élevée à 3 pour mille.

Nous aurions désiré que M. Allard, avec l'autorité que lui donne sa longue pratique, appuyât ses intéressantes observations sur l'étude de la prime des métaux précieux et des cours du change sur Londres dans les pays ayant une circulation bimétallique, avant 1850, avant 1873 et depuis cette époque, car *c'est là le nœud de la question*.

Au moment où l'or commence à arriver en France, en 1850, la prime baisse de 18 francs à 1 franc pour mille ; dès l'année suivante, il y a 3 francs de perte pour mille. Sur l'argent, simultanément, un mouvement contraire se produit, de 1 fr. 50 la prime s'élève à 10 francs. En présence de l'abondante production de l'or et de sa dépréciation, l'argent hausse de prix. Voilà le premier effet de l'introduction de l'or sur le marché français ; mais bientôt les embarras commerciaux se manifestent dans les années 1855-1856 et amènent la crise de 1857 ; aussi voyons-nous la prime sur l'argent se tendre chaque année et s'élever jusqu'à 35 francs pour mille ; or, c'est par suite du bénéfice qu'offrait cette prime qu'on exportait ce métal sur une grande échelle, comme nous l'avons constaté.

Pendant la liquidation de la crise, en 1858, la prime retombe à 14 pour mille, puis bientôt la guerre éclate aux États-Unis, et sous l'influence de la disette du coton, qu'il faut se procurer à grands frais ailleurs et payer en métal, les transactions n'étant pas liées avec les nouveaux pays producteurs, la prime se relève à 25 francs d'abord, puis à 35 francs.

Malgré des besoins aussi pressants, l'or est cependant moins recherché ; du pair la prime se relève seulement à 3 pour mille, et

il ne faut pas s'en étonner quand on se rappelle qu'en Orient l'argent est plus demandé que l'or.

La guerre terminée en 1865, aussitôt la prime sur l'argent retombe à 15 francs, puis à 8 francs, et se maintient dans ces cours jusqu'à l'ouverture des hostilités en 1870.

En 1871-72-73-74, le payement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne nous rend le change toujours défavorable, et la prime des métaux porte la trace de cette fâcheuse situation. Aussi longtemps que nous avons des remises à faire à l'Allemagne, la prime de l'or varie de 12 à 8 pour mille et la prime sur l'argent de 12 à 15 pour mille; mais ce qui indique bien la cause toute artificielle et locale de la prime des deux métaux, c'est qu'aussitôt le dernier terme de l'indemnité versé, la prime disparaît pour l'or, et non seulement il en est de même pour l'argent, mais ici cette prime, qui n'existait que pour la France par suite des facilités que nous avions pour écouler ce métal en Allemagne, se trouve tout à coup *remplacée par la perte qu'il éprouvait déjà sur le marché général du monde*, et dès le mois de septembre 1873, les cours accusent 5 pour mille de perte; en 1874 on cotait 40 pour mille, et enfin en juillet 1875, 80 francs pour mille. En ce moment, la perte varie de 120 à 125 francs pour mille (1).

Avec une pareille plus-value à donner à l'argent en transformant les lingots en pièces de monnaie, on voit quelle extension eût prise le monnayage de ce métal si la commission monétaire n'y eût mis bon ordre en limitant la fabrication. Par le fait, la majorité de la commission internationale, quoique très disposée à maintenir les deux métaux en circulation dans les conditions de la loi de germinal, a bien été forcée de violer cette loi en suspendant la faculté illimitée du monnayage; les partisans de l'étalon unique d'or n'auraient pas agi autrement, et c'eût été leur premier pas pour arriver à la suppression complète du monnayage des pièces de cinq francs. Singulière situation, qui amène les partisans du double étalon, ceux-là même qui déclarent qu'on ne doit apporter aucun obstacle à la libre circulation des métaux, à imposer des mesures restrictives!

Pour le change, depuis le mois de mai 1850, c'est-à-dire depuis les arrivages d'or jusqu'au mois de septembre 1889, les plus hauts

(1) Voir à la 3e partie de ce volume (COMMUNICATIONS DIVERSES) la note de M. Juglar intitulée : *Du rôle des métaux précieux dans les règlements commerciaux, à l'intérieur et à l'extérieur, depuis les arrivages d'or de la Californie (1850)*.

cours entre Londres et Paris n'ont pas dépassé 25 fr. 40, soit 0 fr. 20 *au-dessus du pair*, *c'est-à-dire la somme nécessaire pour payer les frais de transport, la prime d'assurance, la perte d'intérêt* qu'entraîne le déplacement du métal. Même au moment où l'argent faisait prime, en 1850, en 1851, en 1853, en 1854, en 1865, en 1886, les cours du change ne se sont pas abaissés au-dessous de 25 francs ; l'écart en hausse et en baisse a toujours été *limité* à 0 fr. 20 en plus ou en moins, selon la tension de la prime des métaux à laquelle n'a manqué aucun des accidents qui peuvent la modifier : production des nouvelles mines d'or, disette, révolution, grande guerre, période de prospérité et de crise.

Au milieu de tous ces accidents contemporains, comme par le passé, la proportion de 15 1/2 n'a pu se maintenir ; tantôt l'or, tantôt l'argent a été exporté par suite de sa plus-value, quoique, jusqu'en 1873, la frappe n'ait pas été suspendue.

Avant cette fameuse année 1873, pendant laquelle d'un commun accord les partisans du bimétallisme ont d'abord limité la frappe de l'argent, unique cause selon eux du trouble dans les rapports des deux métaux, l'observation nous montre que ce n'est pas la première fois que cet accident se présente ; ce trouble, quoique moindre avant la découverte des mines d'or en 1850, n'en était pas moins assez grand pour avoir fait disparaître l'or de la circulation, donnant ainsi une éclatante confirmation à la loi de Gresham. Au moment des premiers arrivages d'or en 1850, la proportion a encore changé, mais alors en faveur de l'argent. La prime de l'or a non seulement baissé, elle a disparu et s'est transformée en perte, tandis que celle de l'argent se tendait de plus en plus. De 1850 à 1865, ce n'a été qu'une succession d'oscillations plus ou moins brusques, selon les accidents qui se rencontraient : crises commerciales, guerre de sécession, achat du coton dans l'Inde, payement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne. La rupture du rapport du 15 1/2 est donc bien antérieure à la suspension de la frappe ; mais est-il vrai et démontré que ce rapport se maintiendrait dans le monde par l'accord des quatre grandes puissances et par l'ouverture permanente des hôtels des monnaies à la frappe de ce métal ?

Nous ne le croyons pas, et voici pourquoi. La plus grande partie du monde restera encore en dehors de cette union, et il y aura toujours de grands déplacements de métaux précieux pour régler les opérations commerciales. Quand ils seront demandés, à quel taux les cotera-t-on ?

Sans doute, dans l'intérieur de ces États, la valeur de l'argent se maintiendra, puisque la Monnaie achètera toujours à un tarif fixe les lingots pour la frappe ; mais en sera-t-il de même de l'or? En présence de la surabondance de l'argent, l'or va, comme il l'a toujours fait, ou disparaître ou se cacher. Admettons qu'il reste en circulation ; en sera-t-il de même dans le reste du monde?

Faut-il rappeler qu'il n'y a qu'un petit nombre de peuples jouissant des avantages d'une monnaie métallique ; en dehors de ces nations privilégiées, le reste du monde est réduit à la monnaie de papier ou à de grossiers intermédiaires. L'Inde, la Chine, l'Orient en un mot, se sert de la monnaie d'argent. L'or lui-même, sans être monnaie légale, est accepté ; il suffit du reste qu'il soit valeur et marchandise en même temps que monnaie pour que les négociants et les banquiers l'acceptent dans les échanges. En dehors de l'union des quatre grandes puissances, il y aura donc encore la plus grande partie du monde et un grand nombre de nations qui, quoique privées de monnaie métallique ou n'ayant que la monnaie d'argent, auront besoin à certains moments, pour régler leurs opérations commerciales, l'échange des produits contre des produits ne pouvant pas toujours se faire, d'un solde en métal pour lequel ils auront un choix à faire entre l'or et l'argent. Si les deux métaux sont maintenus artificiellement au pair par suite de l'achat à un prix fixe des lingots d'argent pour la frappe d'après le tarif officiel de la Monnaie, là où ce tarif existe, il faudra choisir entre eux, dans les grands réservoirs des nations civilisées où s'accumule la plus grande partie du stock disponible, celui qui convient le mieux pour l'exportation. Il ne s'agira plus du tarif officiel, mais des prix sur les marchés du monde éloignés de ces places privilégiées. Quel métal prendre? L'or ou l'argent? Si la question se pose, il n'y aura pas d'hésitation, on prendra le métal qui, sous le moindre volume, a le plus de valeur. En expédiant du métal pour répondre à certains besoins, à des échéances de traites, de lettres de changes qui ne peuvent attendre, on ne négligera pas le retour ou le simple déplacement sur une place voisine, et le volume du métal jouera encore un grand rôle. L'or sera donc choisi pour tous les pays qui n'ont pas de circulation métallique, parce qu'on sait bien que ce métal, non seulement n'y *séjournera* pas, mais *n'entrera* même pas en *circulation; on le prendra au lieu et place des marchandises*, en vue de la réexpédition, dès qu'il y aura avantage à le faire.

Quant à l'argent, il ira en Orient, dans les pays qui ont une

circulation composée uniquement de ce métal comme dans l'Inde. Mais, malgré cette condition favorable, si on en relève le prix sur les marchés d'Europe, il y trouvera encore moins un débouché, puisque, même avec la baisse du prix actuel, ce métal est partout offert. De là dans ces pays, dans l'Inde surtout, *maintenue* par l'Angleterre à l'*étalon unique d'argent*, une situation qui ne répond pas à la théorie des bimétallistes, pour lesquels la dépréciation de l'argent est la cause de la baisse des prix ; là au contraire, malgré une baisse de 30 0/0 de l'étalon monétaire, les prix des divers produits n'ont pas varié.

La dépréciation de l'argent n'aurait donc pas eu la même action en Europe et en Orient? Comment peut-elle produire la baisse des prix sur les marchés d'Europe et être sans action sur les marchés d'Orient? Sans doute, si la vente des produits d'Europe n'était pas liée à des achats de produits d'Orient, il y aurait une perte de 25 à 30 0/0 sur la monnaie ou les lingots d'argent, mais dans les deux cas, les règlements se faisant en argent dans l'Inde, en or en Europe, la perte et les bénéfices se compensent par la différence des prix des marchandises sur les deux marchés (1).

Troublé par les variations de la prime des métaux précieux au moment des arrivages d'or de la Californie, en voyant la proportion de la valeur relative des deux métaux se porter du côté de l'argent, Michel Chevalier proposa de démonétiser l'or. C'eût été une fausse mesure, qui a été prise par les Pays-Bas et qu'on a heureusement évité de prendre en France. Depuis cette époque, la présence de deux métaux dans la circulation a été une source d'embarras sans cesse répétés pendant les crises de 1857, au moment de la guerre de la sécession, quand l'Angleterre a dû liquider immédiatement toute ses opérations avec les États-Unis. Le même état s'est produit en France au mois d'août 1870, au début de la guerre avec l'Allemagne, quand le commerce voulut liquider ses engagements. On avait bien senti la gravité de la situation ; or, on avait préféré avoir un compte disponible à la Banque en faisant escompter tout son portefeuille.

En 1863, la guerre déclarée, les ports fermés, il fallut chercher du coton ailleurs, créer de nouvelles cultures dans l'Inde et l'Égypte ; mais, sans contrepartie à offrir, il fallait payer en métal, surtout en

(1) Voir, à la 3e partie de ce volume (COMMUNICATIONS DIVERSES), la note de M. Juglar intitulée : *Sous quelle forme ont lieu les mouvements des métaux précieux depuis 1850 en France et en Angleterre.*

argent, et comme il faisait prime, la Banque de France ne voulait pas en donner. Son embarras était grand, et je me rappelle toujours les sombres couleurs sous lesquelles le gouverneur, M. Vuitry, me dépeignait la situation, en présence des demandes sans cesse répétées du métal qui faisait prime, c'est-à-dire de l'argent.

Malgré l'entente des quatre puissances, on se trouvera aux prises avec les mêmes difficultés. La présence des lingots d'argent dans les encaisses ne paraîtra pas une garantie suffisante pour l'émission des billets de banque; ou bien on rentrera dans les conditions des États moins riches qui, n'ayant pas de circulation métallique, n'ont qu'une circulation de papier. Avec un degré de plus de richesse, on aura une monnaie divisionnaire d'argent ou de cuivre pour le commerce de détail, pour les opérations au comptant.

Pour les grandes opérations commerciales, ce n'est plus du métal qui intervient, c'est du crédit, sous forme de promesses de payer. Il suffit de voir les milliards qui passent par les Banques ou les clearing houses au moment des liquidations et dans lesquels le métal ne joue qu'un rôle insignifiant de 2 à 3 0/0. Dans ces immenses mouvements des échanges, ce ne sont pas les banques qui donnent le crédit, c'est le commerce qui, par les effets de commerce, les lettres de change, se le donne à lui-même; la grande difficulté c'est de le faire circuler, ce qui est le rôle des banques, pourvu que le commerce n'en abuse pas.

Il n'y a guère que depuis une vingtaine d'années que les banques ont pris le développement que nous voyons aujourd'hui. Avant 1848, il n'y avait que quelques banques départementales avec un faible chiffre d'affaires; quelques banquiers de province faisaient l'escompte de la place et de rares compensations au dehors; on ne comprend même pas comment, avec des relations aussi étroites, elles pouvaient vivre, quand on voit de nos jours les bilans de la Banque de France monter jusqu'à 11 et 12 milliards, ce qui, dans quelques circonstances, peut paraître effrayant.

Dans un travail sur les crises commerciales et sur les banques, j'ai groupé les trois grandes nations, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis d'Amérique. De cette comparaison il résulte que si les escomptes de la Banque d'Angleterre ne sont pas plus importants, cela tient à ce que, en dehors de la Banque nationale, il y a de nombreuses banques qui prennent presque toutes les affaires; celles-ci n'ont recours à la Banque d'Angleterre que dans les moments d'embarras, et même pas pour des opérations d'escompte,

comme on pourrait le croire. D'après le détail de son bilan, quand elle le donne, on constate qu'au moment des crises, les avances sur valeurs ont joué un plus grand rôle que l'escompte du papier de commerce. On tient alors à avoir une somme disponible en compte courant à la Banque, pour parer à toutes les éventualités et puiser dans ses caisses ou dans sa circulation à l'aide des chèques. Faisant allusion à ce mécanisme en vue d'avoir toujours sous la main une *monnaie légale*, je me rappelle que M. de Laveleye nous signalait les embarras d'un gros négociant qui se laissait mettre en faillite, n'ayant que des lingots d'or en caisse !

M. Emile DE LAVELEYE. — J'ai parlé de Calcutta.

M. Clément JUGLAR. — Alors, je vous demande pardon, j'avais mal compris, mais ces lingots n'auraient-ils pas pu servir de gage pour une avance ?

Vous voyez combien dans ces moments le rôle du papier de commerce est considérable ; pour engager des affaires importantes, il n'est pas nécessaire d'avoir de l'or ou de l'argent, il suffit d'avoir du crédit ; il est vrai que ce crédit fait souvent commettre de grandes imprudences, mais il n'est pas moins vrai que la quantité de métal n'a pas la valeur qu'on lui attribue ; il s'agit surtout de savoir si vos valeurs de commerce sont bonnes, quelle en est la contrepartie et à quel taux on cote les changes étrangers.

Tout le monde suit sur les bilans des Banques de France, d'Angleterre et des États-Uuis les mouvements des métaux précieux, ces grandes marées qui les réunissent à un moment donné dans les encaisses et en élèvent le niveau à des sommes inconnues jusqu'ici, ce qui prouve bien que l'or ne manque pas, puis les dispersent peu à peu chaque année dans le monde jusqu'à l'explosion de la prochaine crise. C'est pour arrêter ce drainage des métaux précieux, cette baisse du niveau des réserves métalliques, que pendant longtemps on a employé sans succès, quand ils n'étaient pas funestes, les moyens les plus divers. La Banque d'Angleterre restreignait les échéances, supprimait même l'escompte du papier, la Banque de France rachetait avec prime aux banquiers des lingots qu'elle leur vendait le lendemain au pair. Depuis que l'on a reconnu la puissance d'action de l'élévation du taux de l'escompte, on a abandonné ces pratiques ridicules ; et ce taux, bien manié par la Banque d'Angleterre, peut maintenir le niveau de l'encaisse au point que l'on désire. Les variations peuvent surprendre et apporter quelque gêne

aux personnes engagées dans les affaires, mais elles leur révèlent la situation de la place, appellent leur attention sur les cours des changes étrangers et sur le prix auquel on peut se procurer de l'or sur les marchés du monde.

Aujourd'hui, partout on demande de l'or, mais on est maître de la situation; dès que le danger est signalé, on peut y porter remède en mettant l'or à son prix par la hausse du taux de l'escompte, comme le mécanicien d'une machine à vapeur vérifie, augmente ou diminue la pression selon la tension de la vapeur.

M. Emile de Laveleye.— Quelques économistes trouvent que la Banque de France, qui règle l'escompte, ne fait pas assez pour le commerce.

M. Clément Juglar. — Les directeurs de banques sont au courant des mouvements qui s'opèrent dans le monde entier ; c'est à eux que l'on s'adresse pour avoir de l'or, la baisse du niveau des encaisses l'indique à tous les yeux, et mieux que personne ils savent à quel prix il faut le faire payer pour qu'on ne le leur enlève pas.

En ce moment, loin d'être en pleine crise, à aucune époque l'argent n'a été plus facile, et cependant on dit et on répète que, depuis 1873, nous sommes dans un état de crise permanent ; eh bien, je dois dire le contraire et affirmer qu'à aucune époque les places de commerce n'ont été mieux liquidées.

La liquidation de la dernière crise de 1882, a été complètement terminée en 1886, et on pouvait déjà annoncer la reprise des affaires et la hausse des prix qui avaient subi une grande dépression en ce moment, quand on les rapprochait de ceux de 1882. La situation générale n'était plus la même, quoique en France la direction politique des affaires laissât beaucoup à désirer, la spéculation imprudente ayant liquidé, on allait repartir et nous allions être entraînés dans le même mouvement que les nations les plus civilisées, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne. Faire encore intervenir ici la rareté de l'or dont on a tant parlé pour expliquer la baisse des prix, sera difficile avec la hausse des prix qui se manifeste sans que rien ait été changé dans la circulation métallique; cette prétendue rareté de l'or n'a joué aucun rôle dans le passé, et ne jouera aucun rôle dans l'avenir, comme on peut le constater dès aujourd'hui. Les affaires s'engagent à l'aide de la circulation fiduciaire et non pas avec du métal; quand la crise éclate, c'est que les hauts prix ne permettent plus la vente des produits ou des valeurs.

Passons-nous en revue toutes les crises depuis le commencement du siècle, nous remarquons qu'il en a toujours été ainsi ; sans remonter aussi loin, bornons notre examen aux deux dernières crises, à celle de 1873 et à celle de 1882. La première a éclaté au moment même où l'Allemagne démonétisait son argent; c'est à partir de ce moment, dit-on, que la baisse des prix a paru et a persisté; mais cette baisse des prix s'observe après toutes les crises, elle a duré jusqu'en 1877, un peu plus longtemps qu'à aucune époque antérieure, parce qu'elle succédait à des prix plus élevés que tous ceux qu'on avait observés jusque-là. Quand la reprise des affaires s'est manifestée en 1878 et a continué avec la hausse des prix jusqu'en 1882, quand la crise a éclaté, les hauts cours cotés en 1873 non seulement n'avaient pas été dépassés, mais n'avaient pas été atteints, quoiqu'on fut bien au-dessus des bas cours cotés en 1877.

Si on ne suit pas ces oscillations sur les tableaux des prix dressés par M. Soetbeer, il faut l'attribuer à la période qui lui a servi de point de départ pour établir ses index numbers. Dans les premiers tableaux, il prend pour base la période 1865-69 qui représente 100, c'est-à-dire un chiffre moyen pris moitié dans la période de liquidation de la crise 1864-1866, moitié au début de la période prospère qui vient échouer en 1873.

Dans le tableau des prix de 100 produits pris à Hambourg, il prend comme point de départ les prix moyens de 1847-1850, c'est-à-dire les plus bas prix notés pendant la période de liquidation de la crise de 1847; puis, au lieu de noter un index-number résultat de la réunion des prix moyens d'un certain nombre de produits, il se borne à prendre les prix moyens annuels de chaque produit. Ces prix moyens d'une réunion de produits ou de produits isolés font disparaître les grands écarts, mais néanmoins dans le dernier tableau laissent bien apparaître les séries d'oscillations des prix en hausse et en baisse.

Dans le premier tableau d'après l'*Economist* anglais, voici les maxima et les minima des index-numbers,

		Maxima	Minima
Crise	1873	2.237	»
Liquidation	1879	»	1.676
Crise	1882	1.830	»
Liquidation	1885	»	1.550

Les maxima des prix se rencontrent toujours dans l'année de

l'explosion de la crise, ou dans celle qui la précède, les minima à la fin de la période qui la suit. Sur le second tableau des prix observés à Hambourg, il suffira de jeter un coup d'œil sur les produits de l'industrie, les métaux, le fer, les textiles, la laine, le coton, pour voir apparaître les hauts prix et les bas prix aux mêmes époques. La relation des mouvements des prix avec les crises et leur liquidation est donc bien établie (1).

Si on relève les prix tels qu'ils sont donnés par les mercuriales, les écarts sont beaucoup plus grands, la tendance à la hausse et à la baisse persiste pendant une série d'années qui constitue les périodes de prospérité ou de liquidation. On peut ainsi définir les crises la fin de la hausse des prix. Il est vrai qu'on n'a pas revu les hauts cours de 1873; heureusement qu'un pareil concours de circonstances ne s'est pas représenté. La baisse des prix qui, comme aux époques antérieures, a succédé n'a donc pas été attribuée à sa véritable cause, quand on lui donne comme point de départ la démonétisation et la dépréciation de l'argent; car cette dernière n'a pas été interrompue depuis 1873 et, la cause persistant, nous aurions dû voir les effets se manifester par une baisse continue des prix, tandis qu'il n'en a pas été ainsi. De 1878 à 1882, les prix se sont sensiblement relevés, sans atteindre ceux de 1873, on comprend pourquoi. La crise de 1882 les a encore précipités du haut cours au bas cours pendant la liquidation, mais dès 1886, malgré la dépréciation continue de l'argent, le relèvement des prix était sensible, on pouvait déjà le noter, aujourd'hui il est visible à tous les yeux. Tout s'explique, tout se comprend par l'étude des périodes de prospérité et de crise.

Vous le voyez, nous ne cachons rien, nous n'avons pas de parti pris, nous n'avons aucun intérêt dans la question, ce n'est pas un tableau de fantaisie que je viens de vous faire, c'est la réalité que j'ai reproduite. Il y a eu une baisse de prix énorme; mais, à partir de là, une hausse très sensible; je dirai donc, s'il y a eu hausse, quelque minime qu'elle ait été, la rareté du métal n'y a été pour rien; aujourd'hui, il y a encore une reprise des prix en hausse.

M. Alphonse Allard. — Il est bon de remarquer que, d'après vous, les prix donnés par M. Soetbeer ne sont pas les bons.

(1) Voir : *Des crises commerciales et de leur retour périodique en Angleterre, en France et aux États-Unis*, par Clément Juglar. (2e édition. Paris, 1889, Guillaumin, éditeur.)

M. Clément Juglar. — C'est-à-dire qu'ils ne peignent pas la situation aussi bien qu'on pourrait le désirer, par suite de l'emploi des moyennes et de la série d'années qui sert de point de comparaison.

En dehors de la situation du commerce et de l'industrie, il y a la crise agricole; on ne peut l'attribuer à la dépréciation de l'argent. Les mauvaises récoltes en Europe ont trouvé dans les bonnes récoltes de l'Inde et des États-Unis un moyen, non seulement de combler le déficit, mais encore de fournir à la consommation un tel stock de blé que les prix ont fléchi, à des taux qu'on ne voyait autrefois que par exception : de là une baisse sensible des fermages et cependant, malgré cette profonde perturbation qui est venue s'ajouter à toutes celles qui avaient précédé, notre pays s'est toujours brillamment relevé; notre situation financière, sauf au point de vue budgétaire, dépasse les prévisions les plus optimistes. Notre circulation métallique ne laisse rien à désirer, quoique la plus grande partie de l'argent de l'Union latine vienne s'accumuler ici. Il nous reste, après avoir répondu à toutes les demandes, un stock d'or supérieur à tout ce qu'on observe ailleurs ; quant à notre circulation fiduciaire, elle est au pair avec l'or. Quel que soit le relevé statistique sur lequel on jette les yeux, il nous montre l'activité de la reprise des affaires et nous prouve que nous sommes dans la période prospère par le seul fonctionnement de notre système économique, malgré cette crise agricole sur laquelle M. Allard a tant insisté et que nous déplorons comme lui. Si nous remontons avant la crise de 1882, nous constatatons des plus-values de dépôts des caisses d'épargne s'élevant à 200 millions par an, qui versés à la Caisse des dépôts et consignations à la disposition du Ministre des finances, venaient en aide aux dépenses budgétaires; quant aux recettes budgétaires, elles ont souvent dépassé les prévisions de 200 millions de francs. Ces plus-values n'ont pas duré, parce que nos députés ont dépensé bien davantage et, avec la crise, les déficits ont paru.

Si, sur les tableaux officiels, les salaires des ouvriers n'ont pas semblé varier après la crise, en fait c'étaient des salaires nominaux qu'il ne touchaient pas; on se rappelle l'émigration qui a eu lieu alors à Paris, un grand nombre d'ouvriers étaient retournés chez eux; quant à ceux qui sont restés, en supposant qu'ils aient touché le prix du tarif officiel, cela n'a été que sur une journée d'heures réduites, quand le chômage ne s'étendait pas à plusieurs jours par semaine.

Leur misère a été sensible ; pendant toute la période de liquidation, pour qu'ils aient pu résister, il fallait que leurs économies fussent bien grandes ; la plupart ont dû quitter les villes, retourner chez eux, où l'agriculture a repris ceux que le commerce et l'industrie ne pouvaient plus utiliser.

Voilà l'explication naturelle de tout ce que nous avons vu ; mais puisqu'on accuse toujours la suppression de la frappe d'être la cause de tout le mal, pourquoi a-t-on supprimé la frappe de l'argent? Je ne sais si vous vous rappelez cette fameuse séance de la Chambre des députés, où le ministre des finances est venu déclarer qu'on avait eu tort de permettre cette frappe à des banquiers et à des changeurs, alors qu'il y avait grand bénéfice à la pratiquer par suite de la baisse du prix de l'argent sous forme de lingots? Or, comme on lui reprochait de ne pas réserver ce bénéfice à l'État, il ajoutait qu'il y avait pris part et que le bénéfice réalisé serait porté en recette au budget. C'est à la suite de cette discussion que la frappe a été suspendue.

M. Allard. — L'Allemagne a démonétisé son argent en 1873, mais la France n'a commencé que plus tard à interdire la frappe.

M. Magnin, *président*. — Si vous remontez à cette époque, il y avait au moins, à ce moment-là, des bons de monnaie dont on a fini par échelonner la durée d'émission de trois mois à six mois, ce qui équivalait à une suppression de la frappe ; j'aurais pu, hier matin, vous montrer quelques-uns de ces bons qui remontaient à 1876, au moment où l'on a supprimé la frappe de l'argent.

M. Clément Juglar. — Il nous faudrait remonter bien avant 1873, c'est-à-dire presque immédiatement après la guerre, au moment où l'on se demandait ce qu'on pouvait faire, si nous voulions revenir à l'orgine des mesures qui ont été prises en ce qui concerne la suppression de la frappe.

Messieurs, j'ai terminé les observations que je voulais vous présenter et je conclus en disant que ce n'est qu'artificiellement et sur quelques points qu'on peut maintenir le rapport de 1 à 15 1/2. (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président*. — La parole est à M. Léopold Dreydel.

M. Léopold Dreydel. — Messieurs, je ne veux pas vous faire l'historique du double étalon. Depuis vingt ans, on a beaucoup

traité cette question, on a fait des enquêtes, écrit des brochures et des articles de journaux; en somme, on a noirci beaucoup de papier sans arriver à un résultat pratique.

Je crains que le Congrès actuel ne résolve pas davantage cette question épineuse.

Depuis quatre jours, j'ai entendu dans cette enceinte de très beaux discours pour et contre le bimétallisme qui m'ont fort intéressé, mais, bien qu'on prétende que de la discussion jaillit la lumière, franchement je ne suis pas plus éclairé qu'auparavant. J'ai vu seulement que tout le monde me paraît d'accord sur la nécessité de faire quelque chose pour sortir de l'état incertain où nous nous trouvons.

Nous fêtons l'anniversaire de la grande révolution, de cette révolution qui a fait sortir de l'ombre des hommes de génie, qui ont doté la France de lois impérissables, telles que : le code Napoléon, l'unité des banques, le système décimal et le système monétaire, que presque toutes les nations ont adoptés peu à peu.

Une seule nation a résisté longtemps, c'est l'Angleterre; elle a pourtant accepté, en 1844, le principe de l'unité des banques, grâce aux efforts de sir Robert Peel. Qu'elle accepte aussi notre système monétaire et elle s'en trouvera bien.

C'est la loi de 1803 qui a fixé définitivement le rapport de l'or et de l'argent, de 1 à 15 1/2.

De 1820 à 1850, il n'y a eu presque pas d'or en France. On l'achetait chez les changeurs avec une prime variant de 3 à 15 pour mille, selon les circonstances. Je ne parle pas de 1848 : cette année-là, on a payé jusqu'à 200 francs de prime, mais seulement pendant quelques jours.

A la Banque, il n'y avait que des pièces de 5 francs en argent.

Cela lui a permis de laisser son escompte à 4 °/₀ pendant ces trente ans, malgré l'élévation du taux à la Banque d'Angleterre à plusieurs reprises à 10 °/₀ et en Amérique de 15 à 20 °/₀.

Savez-vous pourquoi la Banque de France pouvait laisser son escompte à 4°/₀ ? Parce que elle n'avait pas d'encaisse d'or à protéger. Voilà un argument en faveur de l'argent.

A partir de 1850, la Monnaie de Paris frappa beaucoup d'or. Lorsque, en 1853, les mines de la Californie et de l'Australie en produisaient en grande abondance, et que la Belgique, la Hollande, le Brunswig et le Hanovre démonétisaient leurs monnaies d'or, l'or nous arriva en telle quantité, qu'on conseillait à notre gouvernement

de cesser la frappe, et même de démonétiser la monnaie existante. Il y avait, à cette époque, une campagne contre l'or, comme aujourd'hui contre l'argent. M. Michel Chevalier, parmi les économistes, et, parmi les banquiers, M. Benoît Fould, frère de M. Achille Fould, ministre d'État, étaient les plus fougueux adversaires de l'or.

L'or perdait déjà 1 1/2 %. Le gouvernement résista bravement. La Monnaie de Paris frappa jusqu'à 2 millions de francs par jour.

Si le gouvernement n'avait pas agi ainsi, l'or serait tombé à 10 % de perte, et le change sur Londres à 22 francs.

Douze ans après, lors de la guerre d'Amérique, l'Angleterre avait besoin d'argent pour l'Inde, la Chine et le Japon. Elle nous prenait nos pièces de 5 francs en payant jusqu'à 40 ‰ de prime. L'encaisse-argent à la Banque tomba à 30 millions, la monnaie divisionnaire comprise.

Ne trouvant plus de pièces de 5 francs, on recherchait même les pièces de 2 francs pour les convertir en lingots.

Il n'y avait donc à cette époque presque plus d'argent en France ; au plus, deux cents millions de francs.

La monnaie divisionnaire devenait très rare. Pour la retenir, on a créé cette malheureuse convention monétaire de l'Union latine entre la Belgique, l'Italie, la Suisse, la Grèce et la France. On réduisait le titre de la monnaie divisionnaire de 900 à 835 millièmes.

La guerre d'Amérique terminée, l'Angleterre n'avait plus besoin du métal argent, il revenait de nouveau en France. Vers cette époque, la convention monétaire n'avait donc plus de raison d'être, on aurait dû la dénoncer.

Au lieu de cela, on a commis la faute de la renouveler plusieurs fois, ce qui privait la France de sa liberté d'action.

Si elle avait été libre, elle aurait pu faire en 1873 pour l'argent ce qu'elle avait fait pour l'or en 1853. Elle aurait facilement absorbé les 500 millions de francs de thalers que la Prusse a jetés sur le marché. Mais l'Union latine a décidé de cesser la frappe. Pour retrouver sa liberté d'action, la France doit donc dénoncer la convention de l'Union latine.

En se débarrassant des 5 ou 600 millions de francs de ces pays, qui circulent en France, on pourrait peut-être essayer de reprendre la frappe.

Je suis certain que l'effet moral de cette mesure : « La France

frappe de nouveau des pièces de 5 francs », — ferait remonter le prix de l'argent.

Il faut conserver notre double étalon ; l'argent nous servira toujours de monnaie nationale.

Les autres pays n'ont qu'à nous suivre dans cette voie, en acceptant notre système monétaire.

L'Allemagne a fait un pas vers le double étalon en remettant ses thalers en circulation. Qu'elle continue !

L'Angleterre et l'Amérique sont plus intéressées dans cette question que nous.

L'Angleterre ferait bien d'accepter notre système et de commencer la frappe de 8 millions de livres en argent, soit 200 millions de francs. La Banque d'Angleterre n'aurait plus alors besoin de changer si souvent le taux de son escompte.

L'Amérique doit retirer ses greenbacks de la circulation et les remplacer par des dollars en or et en argent.

J'ai entendu dire que les Américains ne veulent pas prendre les dollars en argent, qu'ils préfèrent les greenbacks, et vous voulez que nous, Français, nous acceptions ces dollars ? Cela n'est pas sérieux.

L'Union universelle, comme M. Cernuschi la propose, ne peut pas être acceptée par la France, car son expérience avec l'Union latine, ne lui a pas si bien réussi !

Du reste, les traités ne sont bons et durables que quand chaque associé y trouve son avantage. Je ne vois pas le bénéfice que la France y trouverait.

Le stock d'argent en France n'est pas si énorme qu'on le croit généralement. En 1865, il n'y avait plus que 200 millions de francs et depuis on a frappé, selon Soetbeer, 630 millions de francs en pièces de 5 francs, et 230 millions en monnaies divisionnaires. Il faut y ajouter 700 millions de francs de monnaies belges et italiennes.

Pour terminer, je veux vous donner encore une preuve incontestable de la bonté de notre système monétaire et de l'utilité qu'il y a à le conserver sans rien y changer.

Lorsque, de 1871 à 1873, il nous a fallu tant de numéraire pour les besoins de la guerre et le payement des cinq milliards à l'Allemagne, nos billets de banque ne se sont jamais écartés du pair.

L'Angleterre, dont la puissance financière n'est contestée par personne, a vu de 1813 à 1815 ses billets perdre de 25 % à 30 %. C'est seulement en 1819 qu'elle a pu supprimer le cours forcé.

Après la guerre de la sécession en Amérique, les greenbacks ont perdu jusqu'à 185 %, c'est-à-dire que, pour 100 dollars en or, on payait 285 dollars en papier.

En Autriche, les billets de banque perdent, depuis 1848, entre 15 et 40 %; actuellement encore 15 %.

Les billets des banques d'Italie perdaient, en 1866, 25 % et encore maintenant, malgré la suppression du cours forcé, 2 %.

Les roubles russes perdaient dernièrement 50 %, mais, grâce à une bonne récolte et surtout par suite du concours que la France a donné pour diverses opérations financières, la perte n'est plus que de 35 %. Espérons qu'elle disparaîtra bientôt tout à fait.

Je ne vous parlerai pas des Républiques de l'Amérique du Sud; la perte des billets est permanente dans ces pays.

On a dit ici, et des économistes d'une très grande autorité ont appuyé cette assertion, que la France avait trop de numéraire. Vous me permettrez, messieurs, de n'être pas du tout de cet avis. Je ne suis qu'un simple mortel, mais je ne crois pas que nous ayions jamais trop d'or, parce que l'or et l'argent, vous le savez, c'est le nerf de la guerre! (*Applaudissements.*)

M. Magnin, *président.* — La parole est à M. Théodore Mannequin.

M. Théodore Mannequin. — Messieurs, M. Dana-Horton nous a dit que, dans les papiers de Newton, le promoteur de l'étalon unique d'or en Angleterre, on avait trouvé une note ainsi conçue ou à peu près :

Si l'or et l'argent avaient les mêmes valeurs relatives partout, leurs sorties alternatives d'un pays n'auraient pas de raison d'être.

Je ne vois rien dans cette note qui puisse autoriser la doctrine *bimétalliste*; j'y vois seulement que, attentif à tous les aspects du problème dont la solution lui était confiée, le grand physicien, à qui la science moderne doit l'admirable découverte de l'attraction universelle, avait aperçu celui-là et qu'il ne s'y était pas arrêté. Longtemps avant lui, les légistes anglais en avaient vu un autre beaucoup plus simple, mais absolument inefficace, quoi qu'on eût fait pour en assurer l'efficacité, celui-ci :

Si l'or et l'argent n'étaient pas fondus ou exportés, ils ne sortiraient pas de la circulation.

Newton n'avait pas à formuler celui-ci, qui était connu de tout le monde, mais il l'avait présent à l'esprit comme l'autre, pour, confor-

mément à la méthode mathématique, simplifier le problème à résoudre en les écartant tous deux. De cette manière, il arriva à la solution de l'étalon unique d'or après en avoir formulé ainsi les conditions.

« *Conserver l'argent dans la circulation et empêcher l'or d'en sortir* ».

Avec cette solution — que les Romains, sous l'empire de circonstances semblables, avaient déjà trouvée au commencement de l'ère chrétienne — l'or donne sa valeur commerciale à la monnaie, qui ne peut avoir d'autre valeur que celle de l'un des métaux dont elle est composée, et comme il est le plus riche de ces métaux, celui aussi dont la valeur varie le moins, sa fonction comme *étalon unique* garantit la plus grande stabilité possible de la valeur monétaire. Si nous considérons d'autre part que la monnaie est une mesure, la mesure de la richesse, nous comprenons de quelle importance peut être la plus grande stabilité possible de sa valeur. Figurons-nous un mètre dont la longueur varierait à l'insu de ceux qui l'emploient et ferait ainsi que, tantôt le vendeur, tantôt l'acheteur perdît à l'échange des marchandises dont il donne la mesure.

Cependant la monnaie doit se composer de trois métaux; telle est la condition de sa commodité, condition si évidente qu'il serait impertinent de l'expliquer; mais son exactitude n'en doit pas souffrir. A cet effet, Newton fit de l'argent une monnaie d'*appoint*, une espèce de *billon* comme le cuivre, une monnaie qui vaut plus légalement que commercialement, mais dont la plus-value, légale, conventionnelle, est acceptée par tout le monde et varie quand la valeur commerciale dont elle est le complément varie, mais en sens contraire, pour en compenser les variations. A cette condition les rapports de l'unité monétaire avec ses multiples et ses sous-multiples ne changent pas plus pour la monnaie que pour le mètre, et la monnaie est une mesure aussi parfaite que possible, et l'argent n'a pas plus de raison pour sortir que le cuivre, qui ne sort jamais. N'oublions pas que l'or étalon unique valant toujours autant comme marchandise que comme monnaie, ne sollicite personne à le fondre ou à l'exporter et qu'il n'a à son tour aucune raison spéciale pour sortir.

Avec leur abondance exceptionnelle depuis quarante ans, les métaux précieux ont baissé rapidement et, comme toujours depuis la découverte de l'Amérique, l'argent a baissé plus que l'or ; cepen-

dant celui-ci avait commencé à baisser plus que l'autre, et il n'en fallait pas davantage pour que le mécanisme aveugle du double étalon faisant sortir l'autre de la circulation n'amenât, bon gré, mal gré, l'étalon unique d'or à peu près partout en Europe et en Amérique. Voilà ce que les bimétallistes voudraient changer, au risque de changer du même coup la valeur de la monnaie, les prix de toutes choses et, par conséquent, la distribution de la richesse au profit des uns et au préjudice des autres. Ils prétendent que l'or a haussé, que l'argent a baissé artificiellement, que l'ancien rapport légal de leurs valeurs respectives, 15 1/2, est naturel, légitime, providentiel, et que la loi doit le rétablir pour le plus grand bonheur de l'humanité ; en un mot, ils veulent relever la valeur de l'argent avec l'appui d'une législation quelconque... Cependant, ils se défendent contre l'accusation de *protectionnisme* que les économistes leur adressent.

Serait-ce pour justifier tant de prétentions injustifiables que M. Dana-Horton aurait exhumé cette note de Newton que « *si l'or et l'argent avaient les mêmes valeurs relatives partout, leurs sorties alternatives de la circulation n'auraient plus de raison d'être.* » Mais si les mêmes sorties n'ont plus de raison d'être avec la solution du même Newton, une solution qui répond à toutes les exigences de la science et de la pratique, une solution consacrée par deux cents ans bientôt d'expérience dans le pays le plus commerçant du monde, l'Angleterre, que vient faire cette exhumation devant nous? Eh bien, messieurs, voici un exemple contemporain qui détruira jusqu'au prétexte d'une expérience future, favorable au *bimétallisme*.

Au commencement de notre siècle, avant l'émancipation des colonies espagnoles de l'Amérique, l'Espagne et ses possessions américaines étaient unies entre elles beaucoup plus étroitement que ne pourraient l'être des nations distinctes, au moyen d'une convention internationale comme les *bimétallistes* la demandent ; cependant les monnaies d'or et d'argent n'avaient pas chez elles les mêmes valeurs partout: tandis que l'once d'or valait 16 piastres dans la mère patrie et ses colonies orientales de l'Amérique, elle en valait 17 au Pérou, 17 1/4 au Chili et 18 en Bolivie. Mais là n'est pas l'enseignement le plus catégorique de cet exemple, il est dans les faits suivants qui méritent toute notre attention.

L'émancipation des colonies américaines de l'Espagne ayant changé les conditions dont les valeurs précitées dépendaient, la même once d'or, dans les mêmes pays, valut commercialement moins

de piastres qu'auparavant, bien que légalement elle y conservât ses anciennes valeurs, et alors les piastres et leurs divisions en sortirent, quoi qu'on fit pour les retenir... et comme les mêmes pays n'avaient pas encore de monnaies de cuivre, leur commerce intérieur n'avait plus que l'or pour ses échanges. Inattentifs à la cause de ce désordre, leurs gouvernants leur donnèrent des monnaies d'argent altérées, faussées, comme en Bolivie, au Pérou, en Colombie et dans les Provinces Argentines, ou du papier monnaie comme à Buenos-Ayres... et les prix de toutes choses haussèrent de 30, 50, 80 °/₀ plus ou moins, excepté, au grand préjudice des intéressés, les prix fixés par des contrats à longs termes, les appointements des fonctionnaires publics et une grande partie des salaires dont la hausse est toujours difficile partout. Je n'insiste pas, messieurs, vous savez comme moi tout ce qu'un pareil désordre peut enfanter, tout ce qu'il enfanta en effet de misères, de passions violentes et de convulsions politiques dans les anciennes colonies de l'Espagne en Amérique ; j'ajouterai seulement qu'à beaucoup d'égards il rappelle celui dont l'Angleterre souffrit si longtemps avant la réforme de Newton, celui dont un économiste anglais, Jacob, a dit qu'il avait engendré la cruauté des mœurs révolutionnaires dans son pays sous le règne de Charles I. Il faut voir à ce sujet le livre si savant, si honnête, si généreux de lord Liverpool.

Le régime capable de tant de désordres, voilà, messieurs, ce que préconisent aujourd'hui les *bimétallistes;* et le principal argument que ces praticiens émérites nous ont donné, pour en garantir la perfection, c'est que *la loi fait la valeur de la monnaie*. Suivant eux, en effet, la convention internationale qu'ils réclament fixerait indéfiniment et partout à 15 1/2 le rapport des valeurs respectives de l'or et de l'argent. N'auraient-ils donc pour se justifier devant nous qu'une pratique condamnée qui n'est plus : la pratique des rois faux-monnayeurs de jadis, et une pratique condamnable qui n'a jamais été encore : la pratique future ?

Messieurs, j'ai toujours raisonné devant vous dans l'hypothèse que la monnaie est une mesure et que la question monétaire qui nous est soumise est avant tout morale et politique ; je me crois donc autorisé, sinon obligé, à porter cette question sur le terrain international, neutre par conséquent de la science. Je pose donc devant vous les trois questions suivantes que j'ai l'espoir de résoudre à notre satisfaction commune et brièvement :

La monnaie est-elle une mesure ?

De quoi est-elle la mesure ?

A quelles conditions peut-elle répondre aux besoins moraux et politiques qu'elle suppose ?

Messieurs, si défectueuse qu'elle puisse paraître, la monnaie se compose toujours d'*unités*, de *multiples* et de *sous-multiples d'unités;* d'autre part, l'usage qu'on en fait donne naissance à *des rapports numériques* appelés *prix* ou *valeurs*, toujours composés à leur tour de *son unité*, des *multiples* et des *sous-multiples* de *son unité*. Il faudrait désespérer de la raison et de la logique si, avec de pareils caractères, on pouvait douter de sa nature métrologique.

Mais de quoi est-elle la mesure ? De la richesse, évidemment. N'est-il pas vrai que la richesse se *distribue* et que, à moins de la distribuer au hasard, capricieusement, il faut la mesurer ? N'est-il pas vrai qu'elle se distribue au moyen de l'*échange* dont la monnaie est l'instrument ? N'est-il pas vrai enfin, et cette considération est péremptoire, quel es *rapports numériques*, les *prix*, les *valeurs* résultant de l'usage qu'on en fait sont des *quantités de richesses* ?

Messieurs, il me serait bien difficile de répondre à ma troisième question, si préalablement je ne vous disais en quelques mots ce que j'entends par le mot *richesse*. La nomenclature économique laisse beaucoup à désirer touchant la nature de la chose que ce mot rappelle. Cette chose, messieurs, est une propriété, une propriété commensurable, une quantité, puisqu'on la mesure ; c'est la propriété commensurable de toutes les choses échangeables, quelles qu'en soient les formes et les substances. L'idée en est venue du fait que ces choses se distribuent et qu'elles doivent se distribuer équitablement entre les ayants droit à leur production.

Quant au fait moral et politique de sa mesure, le voici dans sa généralité la plus saisissante : en apportant au marché des échanges le résultat de son travail, chaque producteur veut en tirer au moins ce qu'il a dépensé pour l'obtenir. Sa dépense se faisant en monnaie, c'est de la monnaie qu'il en veut tirer, et il ne néglige rien pour en tirer le plus possible; mais il a des concurrents, et les consommateurs de son produit ont des ressources limitées. La quantité de monnaie qu'il obtient en échange de son produit est donc une résultante, un *prix courant*, à la formation duquel un nombre incalculable de volontés, de circonstances, de *mesures* ont concouru. Voilà, messieurs, ce qui caractérise la mesure de la richesse dont la loi économique s'appelle *offre* et *demande*.

Messieurs, je termine en affirmant cette vérité, qui devrait être

élémentaire en économie politique et en législation : toute loi nationale ou internationale qui altère les conditions naturelles de la production, de la distribution et de la consommation de la richesse, en altère la moralité au profit des uns, au préjudice des autres et engendre l'inégalité excessive des fortunes. A son tour, pour devenir plus excessive encore, cette inégalité engendre la spéculation à outrance dont nous sommes tous témoins, au grand effroi des esprits clairvoyants pour qui l'histoire est un enseignement. Cette inégalité, messieurs, c'est le gouffre où s'abîmèrent les civilisations passées, où pourrait aussi s'abîmer la nôtre.

Messieurs, le *bimétallisme* nous vient des États-Unis. Ce grand, ce merveilleux pays, qui vient d'élever une statue colossale au *génie de la liberté éclairant le monde*, fermerait-il les yeux à la lumière de son symbole ? Oui, messieurs, la liberté est la source de tous les droits, de tous les biens, de tous les progrès, et rien de ce qui la contrarie ne peut être droit, bien, ni progrès.

M. Magnin, *président.* — Messieurs, il est cinq heures et j'ai à soumettre un problème à la sagacité du Congrès; le voici dans toute sa simplicité.

Nous sommes arrivés au dernier jour de nos séances. Aux termes de notre règlement, le Congrès ne doit durer que quatre jours. Cependant nous avons encore quatre personnes inscrites pour prendre la parole, et nous ne sommes occupés à discuter, depuis mercredi, que les quatre premiers articles du programme. Il nous reste à aborder les cinquième, sixième et septième articles qui contiennent chacun deux et même trois paragraphes. Mais je crois que vous avez le désir de vous séparer. Voulez-vous continuer notre discussion, malgré le peu de temps qui nous reste ? (*Mouvements divers.*)

M. Léon Walls. — Je suis l'une des personnes inscrites et je renonce à prendre la parole, en vous demandant de vouloir bien insérer dans le compte rendu du Congrès ce que je devais exposer à notre assemblée.

M. Magnin, *président.* — Vous voudrez bien remettre votre mémoire à M. le Sécrétaire et je ne doute pas que le comité, qui sera chargé de la publication de nos débats, ne vous donne complète satisfaction. Je vous remercie d'avoir contribué à la solution du problème.

M. Pedro S. Lamas. — J'allais faire une même proposition au sujet du mémoire que je voulais présenter au Congrès.

M. Magnin, *président*. — Très bien !

MM. Boissonade et Albert Hentsch renoncent également à la parole.

M. Magnin, *président*. — Voilà déjà une des difficultés du problème résolue ; je savais bien que nous finirions par nous entendre (*rires*) ; mais nous ne sommes pas au bout de nos sacrifices ; nous allons passer au 5e article du programme dont le premier paragraphe est ainsi conçu : « Avantages et inconvénients des Unions monétaires de plusieurs États avec circulation réciproque. »

Voulez-vous entamer une dicussion sur ce point? (*Plusieurs voix : Non! Non! C'est impossible!*)

M. Magnin, *président*. — Personne ne demandant la parole, je passe au 6e article qui est ainsi conçu : « Entretien de la circulation « monétaire. Estimation du *frai* de la monnaie. Influence de l'usure « monétaire sur la prime des lingots et le taux des changes, etc. « etc. » ; Ce sont là des questions très importantes et qui demanderaient à elles seules tout un Congrès. Personne ne demande la parole sur ce 6e article? (*Silence.*) Ni sur le 7e article comprenant les *questions diverses?* (*Ajourné.*) Eh bien, messieurs, je crois que nous touchons au but.

Un Membre. — Monsieur le Président, je demande que le Bureau veuille bien accueillir les travaux des membres du Congrès qui n'ont pu les présenter en temps utile, et leur faire place dans le compte rendu détaillé.

M. Magnin, *président*. — Je ne crois pas que ce soit possible. En principe, nous ne pouvons publier que ce qui a été présenté au Congrès, prononcé, lu ou discuté devant lui. Exception pourra être faite en faveur des membres qui étaient inscrits et qui ont été contraints par l'heure de renoncer à la parole, mais nous ne pouvons aller au delà. Si nous insérions des notes ou des mémoires, sans qu'ils aient été discutés devant le Congrès, ni même annoncés ou déposés sur le bureau, nous sortirions de notre rôle, nous formerions une bibliothèque ; ce ne serait plus de la discussion contradictoire... Je ne sais pas si j'exprime bien l'opinion du Congrès? (*Plusieurs voix : Oui! Oui! Très bien!*)

M. Denis Galet. — Je demande la parole pour une explication relative au concours qui a été annoncé. Au moment où M. Cernuschi a proposé son concours sur la question monétaire, j'ai demandé la permission de consulter mes collègues de l'Union des banquiers des départements, pour voir s'il n'y aurait pas lieu d'ajouter un troisième prix à ce concours, mais on me fait observer qu'il est intitulé : « Concours bimétallique », et qu'il faut en quelque sorte faire adhésion à la doctrine bimétallique pour y participer. Ce ne serait pas le cas pour notre association de banquiers, qui est en grande majorité composée de partisans de l'unique étalon d'or. (Plusieurs voix : « *Non! La question est posée d'une manière générale* ». — *Bruits divers.*)

M. Henri Cernuschi. — Mon programme, tel qu'il est présenté, est intelligible pour tout le monde, et tout le monde peut y prendre part. J'attends la réponse à la question que j'ai posée. Mon but est d'arriver, le plus promptement possible, à la solution du grand problème qui nous occupe.

M. Magnin, *président*. — Permettez-moi de préciser. Il ne faudrait pas qu'il y eût de malentendu. M. Cernuschi a intitulé son concours de manière à ne laisser aucun doute sur l'objet qu'il poursuit : il s'agit d'un « *Concours bimétallique* »; or, M. Denis Galet, qui, dans un moment d'entraînement, voulait proposer un troisième prix, vient de dire qu'il ne pouvait, au nom de l'association qu'il représente, donner son adhésion qu'à la doctrine de l'unité d'étalon d'or. Il ne lui convient donc pas de proposer un prix pour traiter la question envisagée à un autre point de vue. (*Approbation.*)

Personne ne demandant plus la parole, il me reste une proposition à vous faire. Vous savez que le Congrès ne devait pas prendre de résolutions ; c'était un Congrès libre; chacun pouvait y exprimer son opinion, mais nous ne devions pas compter les voix, ni émettre de vote. Cependant, je voudrais que nous fissions une exception à notre règle: je vais vous proposer un vote qui obtiendra certainement l'unanimité et qui pourtant n'engagera personne.

Je demande au Congrès de vouloir bien exprimer au Gouvernement britannique toute la satisfaction qu'il a éprouvée d'avoir reçu dans son sein deux délégués officiels, MM. Fremantle et Murray, envoyés par le Gouvernement anglais pour assister à nos débats. (*Vifs applaudissements.*)

Votre vote unanime sera transmis au représentant de S. M. Bri-

tannique qui fera connaître à Londres combien nous avons été heureux d'avoir parmi nous ces deux hommes éminents, qui ont suivi avec la plus grande attention les travaux de notre Congrès. (*Applaudissements répétés.*)

Je n'ai plus que quelques mots à ajouter, et puis je vous rendrai votre liberté.

Laissez-moi donc vous dire que j'éprouve quelque chagrin à me séparer de vous. Depuis quatre jours, vous m'avez comblé de votre bienveillance. J'ai trouvé chez vous une urbanité si exquise, une courtoisie si parfaite et non seulement beaucoup de bonne volonté, mais une si grande bonne foi de part et d'autre, que je m'estime très heureux d'avoir été désigné pour présider ce Congrès; mais cette séparation, comme toutes celles qui viennent à la suite d'une fréquentation où l'on a éprouvé une grande satisfaction, n'est pas sans me laisser des regrets.

Je n'ai pas eu à prendre part aux délibérations du Congrès, ce n'est pas le rôle d'un président. Cependant mes opinions vous sont connues. Messieurs les partisans de l'unité d'étalon monétaire ont bien voulu me confier le soin de diriger les débats ; j'aime à penser qu'ils voudront bien reconnaître mon impartialité durant le cours de ces discussions. Quant à mes amis les bimétallistes, j'espère aussi ne les avoir pas trop favorisés dans tous ces débats où ils ont eu à lutter contre des adversaires très redoutables, et qui n'ont pas été moins éloquents qu'ils ne l'ont été eux-mêmes.

Messieurs, nous allons nous séparer. Vous recevrez prochainement un compte rendu des séances du Congrès ; nous le ferons aussi exact, aussi consciencieux que possible, avec tous les matériaux que nous avons amassés sur ces grosses questions, qui s'imposeront, dans un avenir plus ou moins rapproché, à l'attention de tous les hommes d'Etat et de tous les amis de l'humanité.

Quoique le problème monétaire ne soit pas encore entré dans ce qu'on peut appeler le domaine public, nous avons pu vous réunir ici au nombre de près de deux cents pour en discuter les solutions désirables ; mais bientôt l'opinion publique sera saisie à son tour de la question ; elle deviendra alors redoutable,et sa solution réclamera, dans un avenir prochain, les lumières et le concours de tous les hommes compétents, de tous les économistes, de tous les hommes de science, de tous les hommes de bien, qui veulent arriver à faire progresser notre civilisation dans le monde.

Je suis très honoré d'avoir présidé ce Congrès, comme j'avais

présidé la Conférence monétaire de 1881, dont je vois ici quelques représentants ; je vous remercie d'avoir pensé que je pouvais être votre fidèle interprète et je vous prie, messieurs, de compter sur ma reconnaissance.

(*Vifs applaudissements prolongés.*)

M. Moret y Prendergast. — Messieurs, en ma qualité d'étranger, je suis heureux d'user de ma prérogative en cette circonstance, j'ai l'honneur de vous proposer de voter des remerciements à M. le Président, qui a dirigé nos débats avec tant d'urbanité, tant de correction et tant d'impartialité.

Je vous propose également des remerciements à tous les membres du Bureau qui ont été pour nous d'une bienveillance très grande.

(*Applaudissements répétés.*)

M. Magnin, *président.* — Messieurs, le Congrès monétaire international est clos, et je lève la séance, ne pouvant pas mettre aux voix la gracieuse proposition de M. Moret.

(*Nouveaux applaudissements prolongés*).

La séance est levée à 5 heures 45 minutes.

CONGRES MONÉTAIRE INTERNATIONAL DE 1889

COMMUNICATIONS DIVERSES

B

OBSERVATIONS

En réponse à quelques unes des questions du programme du Congrès monétaire international de Paris.

Par M. J. Borst, de Delfzijl (Pays-Bas)

Art. 2. — *Recherche des causes de la baisse de l'argent par rapport à la valeur de l'or. — Doit-on attribuer cette baisse à l'accroissement de la production des mines? Ou à la suspension de la frappe illimitée de l'argent dans les États bimétalliques? Ou à ces deux causes réunies?*

A mon avis et sans aucun doute, la baisse de l'argent par rapport à la valeur de l'or doit être *uniquement* attribuée à la suspension de la frappe illimitée de l'argent dans les États bimétalliques.

De 1845 à 1852, la production de l'or a augmenté de 10 à 44 millions de livres sterling par an.

La Hollande, s'effrayant alors de la baisse du prix de l'or, adoptait l'étalon unique d'argent, mais la Banque d'Angleterre continuait d'acheter tout l'or qu'on lui offrait au prix fixe de L. 3. 17. 9 par once standard or. Les autres États ne suspendaient pas la frappe illimitée de l'or et le prix de l'or ne baissait pas — ne pouvait baisser.

De 1845 à 1873, la production de l'argent a augmenté de 5 à 13 millions de livres sterling par an.

Le prix de l'argent n'a pas baissé, parce que les autres États bimétalliques continuaient la frappe illimitée de l'argent.

De 1873 à 1886, la production de l'argent a augmenté de 13 à 22 millions de livres sterling par an, la frappe libre de l'argent fut suspendue dans tous les États bimétalliques et le prix de l'argent baissa de 60 à 44 pence par once standard.

En six ans et demi (1845-1853), la production annuelle de l'or a augmenté de 450 %. Le prix de l'or n'a pas baissé, parce que la frappe libre n'a pas été suspendue.

En vingt-huit ans (1845-1873), la production annuelle de l'argent a augmenté de 160 % et le prix de l'argent es tresté constant, parce que la frappe libre n'a pas été suspendue.

En douze ans (1873-1886), la production de l'argent n'a augmenté seulement que de 70 % et le prix de l'argent a baissé de

63 à 44 pence l'once standard. J'en conclus que c'est parce que la frappe libre de l'argent a été interdite dans tous les Etats bimétalliques.

La grande augmentation de l'or, mis en circulation après 1850, a déterminé pendant longtemps un taux d'intérêt très bas, car les Banques, inondées d'or, devaient, pour le placer, consentir leurs prêts à des conditions très modiques.

Ce bas intérêt déterminait à son tour la hausse des prix des denrées, et, par cette hausse des prix, l'or s'écoulait dans la circulation, car il est clair qu'avec des prix élevés une plus grande quantité de monnaie doit être en circulation : soit de l'or, soit de l'argent, soit d'autres moyens d'échange, dont toujours une certaine quantité d'or ou d'argent fait la base.

Si par suite d'une spéculation exagérée, il arrivait que les prix des denrées montassent dans une plus grande proportion que la quantité de monnaie n'aurait augmenté (une plus grande quantité de billets de banque peut, pour un temps assez court, faire l'office de la monnaie, mais seulement avec un haut escompte) la grande demande de monnaie causerait un taux d'escompte si élevé que, par suite des réalisations forcées, les prix des marchandises baisseraient en peu de temps jusqu'au niveau où ils se trouveraient en équilibre avec la quantité de monnaie.

Si ainsi la frappe libre de l'argent n'avait pas été interdite après 1873, l'argent *produit* dès 1873 se fût écoulé dans la circulation sans obstacle. Peut-être les prix des marchandises auraient-ils haussé dans une certaine mesure. Peut-être le seul effet qui en serait résulté eût-il été d'affaiblir les causes de la crise de 1873, car après l'excitation et la hausse des prix de 1873, une baisse devait suivre presque inévitablement, même si la quantité de monnaie (or et argent) s'était trouvée un peu augmentée.

Dans *tous* les cas, la lutte pour l'or (*strugle for gold*) n'aurait pas eu lieu si la frappe de l'argent n'avait pas été interdite. La hausse de l'escompte, qui en temps d'excitation doit servir à faire baisser successivement les prix des marchandises, a fonctionné dans un temps où les prix étaient déjà en pleine dépression.

Ceux qui ont lu, dans les derniers années, les rapports de l'*Economist* anglais sur le marché de la monnaie, ne peuvent pas nier que c'est seulement la lutte pour l'or (*strugle for gold*) qui a été la cause de la hausse de l'escompte, par suite de laquelle les prix des marchandises devaient baisser si longtemps et si formidablement.

Art. 3. — *Quels dommages la baisse de l'argent et les fréquentes fluctuations de sa valeur par rapport à la valeur de l'or, causent-elles au commerce en général, à l'industrie, à l'agriculture, aux finances des gouvernements ?*

La baisse de l'argent et les fréquentes fluctuations de sa valeur causent, comme cela a été indiqué par la Commission anglaise (*Currency commission*), beaucoup de troubles et difficultés entre les États à étalon d'or et les États à étalon d'argent.

La baisse de l'argent a causé de grands dommages à l'industrie et surtout à l'agriculture par la baisse des prix, tandis que les taxes et les impôts restaient au même niveau ou s'élevaient plutôt.

Il me paraît évident, et je l'attendais déjà en février 1888 en me basant principalement sur la grande quantité de métaux précieux dans les Banques, que nous sommes à la veille d'une hausse des prix, d'une prospérité générale de l'industrie pendant quelques années ou une couple d'années (réservé les cas de guerre, etc.,) et par cela *aussi* d'une hausse du prix de l'argent.

Après cela le *plus grand mal* de la suspension de la frappe de l'argent sera que, après une nouvelle crise qui arrivera tôt ou tard par une baisse des marchandises (après un haut escompte), le prix de l'argent tombera aussi et causera une crise aussi profonde et surtout aussi longue que celle que nous avons éprouvée depuis environ quatorze ans.

Art. 4. — *Examen des moyens proposés pour rémédier à cet état de choses* :

a. Rétablissement de l'ancien système bimétallique sur une base encore plus vaste au moyen d'une entente internationale.

Je crois que le seul remède serait la frappe libre des deux métaux précieux, ou l'adoption générale du monométallisme s'il y avait assez d'or ou assez d'argent pour régler les échanges des marchandises sur la base des prix actuels.

b. Adoption générale du monométallisme-or et démonétisation graduelle de l'argent. — Dans cette éventualité, quelles mesures transitoires serait-il nécessaire de prendre ?

L'adoption générale du monométallisme-or, avec la démonétisation graduelle de l'argent, causera, parce qu'il n'y a pas *assez* d'or pour cela, une baisse formidable des prix des marchandises et par cela même une crise si profonde, si effroyable, que peut-être

jamais le monde n'en aura éprouvé de semblable ; et sans doute une révolution terrible en serait partout la conséquence.

C'est pour ces motifs que je crois nécessaire de rétablir *promptement* l'ancien système bimétallique au moyen d'une entente internationale et, *si possible*, sur une base encore plus vaste qu'auparavant.

J. Borst.

Delfzijl, 7 septembre 1889.

C

LES SILVER-WARRANTS INTERNATIONAUX (1)

Projet de Traité monétaire présenté au Congrès monétaire

Par M. Henry Chevassus

(*Extraits.*)

Le projet de traité que j'ai l'honneur de soumettre au Congrès repose sur l'utilisation du métal blanc comme moyen de règlement international. Il ne prétend, d'ailleurs, priver l'or, en aucune façon, de ses attributions actuelles. Les deux métaux, or et argent, y jouissent tous deux de la plus essentielle de ces attributions, celle d'avoir force libératoire.

. . . . . .

Ma proposition comporte, en principe, un système de virements internationaux, qui, sans supprimer le droit pour le porteur du virement de faire voyager les espèces, en ferait disparaître la nécessité dans l'application journalière, en assurant l'existence effective de ces espèces en la garde des grands dépôts d'espèces métalliques monétaires, tels que la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Banque Impériale d'Allemagne, ou le Trésor des États-Unis.

Voici comment :

Projet de Traité monétaire international.

1. — Il sera créé une nouvelle espèce monétaire en métal argent, qui aura cours et force libératoire illimitée, concurremment avec l'or, dans tous les pays qui auront signé un traité à cet effet.

2. — L'unité fondamentale de la nouvelle espèce monétaire sera le kilogramme de métal argent à neuf dixièmes de fin, c'est-à-dire contenant 900 grammes d'argent fin et 100 grammes de cuivre.

3. — Le taux fixe légal entre la nouvelle espèce monétaire et les monnaies d'or en existence dans les différents pays, parties contractantes au traité, sera calculé sur le poids d'or fin contenu dans ces

(1) J'ai choisi le ferme « Silver-Warrant » composé du mot anglais « Silver » (et du mot « warrant, » passé dans la pratique commerciale) pour éviter la confusion qui existe en Français entre « argent », *argentum*, le métal lui-même, et « argent » dans ses acceptions figurées.

dernières, de telle sorte que 900 grammes d'or fin auront force libératoire égale à 15 kilogrammes 1/2 d'argent à neuf dixièmes de fin, de la nouvelle espèce monétaire.

4. — La nouvelle espèce monétaire sera frappée sous la forme de lingots d'argent, dont l'unité fondamentale déjà indiquée à la clause 1 sera le lingot de un kilogramme. Il sera frappé aussi des fractions et des multiples de l'unité fondamentale, suivant le tableau que voici :

	Lingot	« b »	1/40me	de kilogramme	soit	25	grammes.
	»	« c »	1/20me	»	»	50	»
Fractions.	»	« d »	1/10me	»	»	100	»
	»	« e »	1/8 me	»	»	125	»
	»	« f »	1/4 me	»	»	250	»
	»	« g »	1/2	»	»	500	»
L'Unité,	Lingot	« A »	1	kilogramme	soit	1,000	grammes.
	»	« B »	2 1/2	»	»	2,500	»
	»	« C »	5	»	»	5,000	»
Multiples	»	« D »	10	»	»	10,000	»
	»	« E »	12 1/2	»	»	12,500	»
	»	« F »	25	»	»	25,000	»

Chaque lingot portera :

1. — Un numéro d'ordre distinctif et individuel.
2. — L'indication complète de son poids et de son degré de fin ;
3. — Le poinçon d'un essayeur et affineur autorisé ;
4. — La marque de l'Hôtel des Monnaies où il aura été frappé et la date de frappe ;
5. — Le poinçon spécial de traité international.

5. — La frappe, l'émission et le contrôle des lingots d'argent internationaux seront constitués à l'état de monopole des gouvernements des parties contractantes, et seront confiés par chacun de ces gouvernements à un contrôleur-général des émissions internationales, revêtu des pouvoirs nécessaires.

6. — Une commission internationale permanente sera constituée, qui comprendra :

1 Le gouverneur de la Banque de France ;
2 » » » d'Angleterre ;
3 » » » d'Allemagne ;
4 Le contrôleur des monnaies des États-Unis ;

5 Le directeur des monnaies de chaque nation partie contractante au traité;

6 Un délégué du ministère des finances de chaque nation partie contractante au traité;

7 Un délégué spécial de chaque nation partie contractante au traité.

Cette commission se réunira une fois l'an, au moins, en temps utile, avant le 30 juin de chaque année :

1 Pour entendre et prendre en considération les rapports de chacun des différents contrôleurs-généraux ;

2 Pour déterminer le poids maximum, en kilogrammes, de la nouvelle espèce monétaire, que chaque gouvernement sera autorisé à frapper l'année millésime suivante, en sus et en plus des quantités déjà autorisées.

7. — Les contrôleurs-généraux seront autorisés, chacun pour son gouvernement :

1 A acheter du métal argent, au prix du marché, pour les besoins du traité ;

2 A ouvrir un compte auprès de, et à s'entendre avec la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Banque d'Allemagne et le Trésor des États-Unis, ou toute autre institution de même ordre dont il serait convenu dans chacun des autres pays admis à participer au traité, pour la garde des lingots internationaux et la mise en œuvre du traité.

8. — En représentation de chacun des lingots frappés en vertu du traité, le contrôleur-général du pays de frappe émettra un warrant qui portera identiquement les mêmes indications que le lingot lui-même. Il existera donc pour chaqne lingot individuel frappé, un warrant individuel lui correspondant. Les contrôleurs généraux seront autorisés à mettre ces warrants en circulation contre présentation, de la part du public, de la contre-valeur en or, au taux prévu par le traité et indiqué à la clause 3.

Cette individualisation de chaque lingot et du warrant correspondant est la caractéristique du système, la création d'un warrant pour chaque lingot ayant pour objet de permettre de transférer la propriété de portions spécifiques des métaux précieux par simple tradition du warrant, de porteur à porteur, sans qu'il y ait lieu d'opérer le transfert matériel du métal lui-même.

9. — Tout porteur d'un warrant pourra demander, à l'un quel-

conque des contrôleurs-généraux, de faire opérer le transfert matériel du lingot correspondant à ce warrant, des mains du contrôleur-général indiqué sur le warrant comme ayant garde du lingot, à celles de tout autre des contrôleurs-généraux. Ce transfert sera frappé d'une taxe déterminée. Le fait du transfert sera indiqué par voie d'endos sur le warrant, qui devra être échangé, dans un délai donné, contre un nouveau warrant émis par le contrôleur à qui aura passé la garde du lingot. L'ancien warrant sera annulé.

10. — Pendant toute la durée du traité, la Banque de France, la Banque d'Angleterre la Banque Impériale d'Allemagne, le Trésor des Etats-Unis, ainsi que les institutions prévues à la clause 7, recevront les warrants à présentation, et en verseront, à tout présentant qui l'exigerait, le montant en monnaies d'or, chacun de leurs propres nationalités, au taux fixe du traité prévu à la clause 3.

11. — Les contrôleurs-généaux publieront, hebdomadairement, un bulletin où seront énoncés :

1 Le montant total des warrants créés, chacun dans son propre pays, à la date du bulletin ;

2 L'entrée et la sortie, chacun pour son propre bureau, des warrants et des lingots pendant la semaine précédente.

12. — Chacun des pays, parties contractantes, sera responsable, à l'expiration du traité, du remboursement en or, au taux indiqué à la clause 3, des warrants de sa propre création.

. . . . . .

Voici maintenant les postulats sur lesquels s'appuie mon projet.

1. — La nécessité reconnue d'une entente monétaire entre les grands pays commerçants, pour faire cesser le chaos dans lequel nous pataugeons, surtout depuis que la suspension de la frappe libre de l'argent en Europe a détruit tout équilibre de change entre l'Orient et l'Occident, et a fomenté le désir d'accumuler des stocks d'or, dont il a déjà été parlé.

2. — Les conditions auxquelles on ne se soustraira pas dans un traité monétaire sont :

a. — La fixation de sa durée ;

b. — La détermination préalable des responsabilités en cas d'expiration et de non-renouvellement ;

c. — L'absence d'ingérence dans les arrangements monétaires actuels des différents pays parties contractanctes, en tant que cette ingérence prétendrait supprimer les dénominations nationales.

Il me paraît élémentaire d'affirmer qu'aucun pays ne voudra se lier indéfiniment, et je suis cependant au nombre de ceux qui croient que l'avantage d'une entente monétaire internationale est tel qu'une fois conclue il ne se trouvera rapidement plus que des partisans de son maintien.

La détermination des responsabilités découle de la fixation de durée. L'expérience de l'Union latine est probante à cet égard; il n'y a qu'à relire la discussion de cette question par les délégués de l'Union pour être convaincu que personne n'entrera dans une union nouvelle et plus vaste, en la laissant indécise.

Le maintien des systèmes monétaires en existence est également une condition indiscutable, et cela plus encore depuis que presque tous les grands pays (l'Angleterre exceptée) ont décimalisé leurs monnaies. Avant la décimalisation et alors que la réforme était encore à faire, on pouvait peut-être se bercer de l'idée que l'adoption d'un seul et même type était réalisable. Il n'y a plus à y rêver, et d'ailleurs le franc, qui seul repose sur une base scientifique, est une unité trop faible, étant donné les gros chiffres budgétaires, commerciaux, statistiques, sur lesquels on raisonne de nos jours. La livre sterling, sous ce rapport, serait préférable. J'ai donc choisi un type indépendant, qui mesure tous les autres, sans en supprimer aucun.

3. — L'inflation des prix — si je puis me permettre l'usage de ce mot — c'est-à-dire leur élévation factice et décevante, par suite d'une multiplication trop rapide du médium monétaire, n'est pas à craindre, soit que le régime des silver-warrants se pratique concurremment avec la frappe libre du métal blanc, soit qu'il se pratique sous le régime des contingents. Ceci m'amène à dire tout ce que je veux dire de la trop grande abondance présumée du métal blanc. Ni ceux qui nient le danger, c'est-à-dire les bimétallistes, ni ceux qui le craignent, c'est-à-dire les monométallistes-or, ne se sont bien rendu compte, je crois, du véritable degré d'importance qu'il faut accorder à l'augmentation des espèces métalliques, comme facteur normal de la hausse des prix. J'ose affirmer, pour ma part, qu'on ne doit lui en attribuer qu'une très minime.

Je ne parle pas ici, bien entendu, des cas exceptionnels, comme celui de la suspension de la frappe de l'argent, dont l'effet inévitable est de disloquer le change entre les pays qui ne font pas usage du même métal comme étalon monétaire. Ce que j'affirme, c'est que là où la production des métaux précieux ne vient que s'ajouter d'année en année à la masse déjà en existence, l'effet sur les prix, de ce chef, est imperceptible, et qu'il ne peut pas se mesurer sur la proportion entre la masse en existence seule et la production nouvelle. Les prix sont constamment sous l'influence de causes nombreuses, telles que le crédit, la spéculation, le développement de la prospérité générale, les améliorations dans les méthodes commerciales, financières (1) et industrielles, les inventions nouvelles, l'action protéenne de l'offre et de la demande effective et immédiate : causes qui agissent sans cesse sur eux avec une rapidité et dans une mesure incomparablement plus énergique, et parfois désastreuse. Il suffira de rappeler la fameuse enquête de Jevons, faite en 1863, primordialement pour établir que la trop grande production de l'or en avait amené l'avilissement et dans laquelle il n'arriva pas, cependant, à constater plus qu'une hausse de 9 1/2 °/₀ en dix-sept années ; tandis qu'il n'est pas une des causes que je viens d'énumérer qui ne soit capable d'en provoquer une aussi grande et plus grande dans l'espace d'une seule année.

Enfin, et pour conclure, la question monétaire comporte deux problèmes à résoudre :

1° Le rétablissement d'une parité de change entre l'Orient et l'Occident, pour mettre fin aux contre-coups dont sont frappées et à l'incertitude qui entrave certaines industries et certains commerces dans l'état de chose actuel, où l'or est une simple marchandise en Asie et l'argent une simple marchandise en Europe, supprimant ainsi le rôle efficace de l'étalon monétaire.

2° L'institution d'un type monétaire international, mesure de tous ceux qui existent, et d'un système de virements internationaux, qui venant s'ajouter à ce qu'a déjà fait le télégraphe, permette de déplacer instantanément la propriété effective des espèces métalliques. La spéculation moderne déplace elle-même, à chaque instant, d'une grande place financière européenne à l'autre, la propriété

(1) D'après un tableau dressé à Londres, les espèces métalliques ne figuraient, en 1884, que pour moins de un pour cent dans les paiements opérés par les banques de la Cité.

des valeurs mobilières. C'est là le dérivatif salutaire des crises financières, c'est ce qui les empêche de devenir des crises commerciales et de suspendre l'activité industrielle. Mais le change international qui est, pour ainsi dire, l'ouvrier de ce déplacement, est encore entravé par des solutions de continuité, des incertitudes, des hésitations, des frictions et des résistances mécaniques qu'il importe de faire disparaître.

Ces deux problèmes que je viens d'énoncer, le système des silver-warrants les résout tous deux.

D

NOTE PRÉSENTÉE AU CONGRÈS MONÉTAIRE

Par M. Albert Hentsch

Un fait domine toutes les discussions monétaires, c'est qu'il existe de par le monde pour environ 75 milliards de monnaie, dont environ 35 milliards d'or et 40 milliards d'argent. Il n'est donc pas étonnant que les changements de rapport entre la valeur des deux métaux aient une importance capitale.

L'expérience de ces dernières vingt années prouve d'une manière très nette que la baisse de l'argent par rapport à l'or, ou la hausse de l'or par rapport à l'argent, profite aux monométallistes-argent et nuit aux monométallistes-or. Au contraire, la hausse de l'argent ou la baisse de l'or aurait profité ou profiterait aux monométallistes-or comme l'Angleterre, au détriment des monométallistes-argent comme la Chine.

Cette sorte de loi étant admise et bien présente à notre esprit, la question monétaire pour chaque pays, étant donné un rapport quelconque existant entre les deux métaux, consiste essentiellement à chercher à prévoir quelles seront les fluctuations ultérieures de l'or et de l'argent.

Si vous croyez, vous France, Angleterre, Allemagne ou tout autre pays, si vous croyez que les chances de hausse ou de baisse de l'argent sont à peu près égales, restez dans le *statu quo*.

Si vous croyez que la baisse de l'argent n'a pas dit son dernier mot, soit par la suspension du « Bland bill » aux États-Unis, soit par la conversion de nouveaux pays au système de l'étalon d'or, dans ce cas cherchez à devenir monométallistes-argent, et cela *non pas pour empêcher la baisse de l'argent* et faire ainsi le jeu des monométallistes-or, mais au contraire avec l'espoir que votre changement de système n'aura pas une influence suffisante pour entraver la baisse de l'argent que vous prévoyez, et afin de pouvoir en profiter.

Si vous croyez au contraire que l'argent va remonter, soit par la conversion des États-Unis au monométallisme-argent, soit par une

entente internationale faite en dehors de vous, tachez de rester monométallistes-or, si vous le pouvez.

Enfin si vous êtes une puissance monétaire telle que vous ne puissiez ni rester monométallistes-or sans assister à une nouvelle débâcle de l'argent, ni devenir monométallistes-argent sans causer une hausse de l'argent au profit des autres nations et à votre détriment, dans ce cas devenez bimétallistes, reprenez la frappe illimitée de l'argent comme de l'or, soit sur la base du rapport actuel de ces deux métaux, si vous êtes isolés, soit sur la base de 15 1/2, si ce rapport vous paraît préférable et si d'autres nations puissantes sont disposées à conclure un accord avec vous pour y parvenir.

Et soyez certains d'une chose, c'est que, quel que soit le rapport entre l'or et l'argent adopté par les bimétallistes, si ces bimétallistes comprennent la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis, ce rapport restera fixe désormais, ou du moins, s'il est modifié, il tendra constamment à se rétablir de lui-même, à une condition toutefois, c'est que les bimétallistes exigent désormais de leurs Banques nationales la création de deux billets de banque distincts, remboursables les uns exclusivement en or, les autres exclusivement en argent, au lieu d'un seul billet remboursable en or ou en argent, *au choix de la Banque.*

Si ce système de billets avait existé en 1873, il est très probable que la grande crise causée par la baisse de l'argent n'aurait pas eu lieu. En effet, l'or et le billet-or auraient pu faire une prime plus ou moins forte dont la France aurait tiré un premier profit, mais la Banque de France n'aurait pu se refuser à livrer son or contre présentation de ses billets-or, ce qui aurait probablement suffi à rétablir l'équilibre un moment rompu entre les deux métaux. En tout cas, si la crise avait continué, la France devenue malgré elle monométalliste-argent aurait profité de la baisse de l'argent, au lieu d'en souffrir.

Paris, le 14 septembre 1889.

E

COMMUNICATION DE M. PEDRO S. LAMAS

Inspecteur général des bureaux officiels d'informations de la République Argentine en Europe, Directeur de la « Revue Sud-Américaine ».

(*Extrait.*)

Dans le programme de ce Congrès monétaire international, il n'est question que des circulations métalliques.

Est-ce que les savants ne considèrent le régime du papier-monnaie que comme un régime transitoire et que, pour cela, ils croient ne pas devoir le comprendre dans le cadre de leurs délibérations ?

Mais s'agit-il vraiment d'un régime exclusivement transitoire lorsqu'on constate que depuis 40, 50 et 100 ans il sert les transactions de nations populeuses, dont le développement de la richesse surpasse parfois en proportion la moyenne des nations les plus prospères ; exemple la République Argentine ?

Même en l'admettant comme système transitoire de circulation intérieure, le papier monnaie a le droit d'être mis sur le tapis dans un Congrès monétaire international.

Le jour viendra où on discutera à fond les idées de Sir Henry Parnell, qui disait que « le progrès du monde amènera la substitution de la monnaie métallique par la monnaie papier », de Ricardo, qui affirmait que « la circulation la plus parfaite est celle qui se compose exclusivement de papier » ; mais en attendant que cette réforme radicale soit mise à l'ordre du jour par la science monétaire, les métallistes de toutes les nuances auront beau faire pour se défendre contre une réalité qui s'impose, contre un fait qui éclate à tous les yeux, savoir : qu'il y a des nations dont la circulation intérieure se compose exclusivement de papier, dont les populations refusent de recevoir l'or et l'argent, qui maintiennent cependant avec les autres nations des rapports commerciaux qui se développent extraordinairement, dont les progrès économiques sont sans pareils, dont enfin le crédit financier est coté en Europe au-dessus de celui de plusieurs États dont la circulation est bimétallique ou monométallique-or.

La République Argentine a toujours vécu, sauf deux ou trois

intervalles passagers, sous le régime du papier-monnaie ; il en est de même du Brésil et, quant au Chili, dont le papier est un des plus dépréciés, on sait combien est prospère sa situation intérieure et combien est brillant le crédit de ses fonds d'État en Europe.

Je lisais, il y a huit jours, dans la revue financière du journal *Le Temps*, le passage suivant sur la République Argentine : « Ainsi « depuis 1878, la population a augmenté de 60 0/0, l'immigration « a quadruplé, le commerce extérieur a plus que doublé, l'étendue « des terres cultivées a augmenté de plus de 70 0/0, la production « des céréales a presque quadruplé, l'exportation des céréales est « plus de 30 fois supérieure en 1888 à celle de 1878, la longueur « des chemins de fer a quadruplé et la dette nationale n'a pas « doublé. »

J'ajouterai, messieurs, que tout ce progrès c'est l'œuvre du papier-monnaie; que, sans ce papier-monnaie, ce pays, qui n'a pas d'or, puisque celui qu'il possédait il a dû l'exporter pour outiller son vaste territoire, construire des chemins, creuser des ports, jeter des ponts, arpenter des terres pour les livrer aux colons, etc., ce pays, dis-je, aurait végété comme tant d'autres, faute de ce grand et puissant levier, la monnaie, une monnaie quelconque, sans le crédit, sans la commandite du capital nécessaire, indispensable aux travailleurs, crédit et commandite impossibles quand les caisses des banques sont vides faute de monnaie !

Je n'admets pas les intransigeances scientifiques. Les monométallistes-or nous disent : « N'ayez que de l'or dans votre circulation » ; les bimétallistes nous conseillent : « Organisez votre circulation sur la base des deux métaux précieux », sans descendre du Capitole de leurs croyances, sans se donner la peine d'aborder le terre-à-terre des situations spéciales de certains pays, tels que le Chili et la République Argentine.

Ces deux États, pour n'avoir recours qu'à leur exemple, qui suffit, du reste, pour la consécration de notre thèse, n'ont pas embrassé les croyances de Parnell et Ricardo, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas donné la *préférence* à la circulation du papier-monnaie sur celle des métaux précieux ; ils ne font que subir une situation qui s'impose, situation créée par des faits multiples, connus de tous, conséquence fatale du progrès économique, du développement de la richesse dans des proportions bien plus considérables que celle des moyens de circulation métallique disponibles.

On nous dit : « C'est votre faute, ne marchez pas si vite » c'est-à-

dire qu'on nous conseille d'enrayer notre progrès, de bâillonner nos populations qui crient : *En avant !* le *go ahead* de nos frères du Nord, de faire deux pas au lieu d'en faire un cent, de recevoir cent immigrants par jour au lieu d'en recevoir mille, de construire 50 kilomètres de chemins de fer par mois, au lieu d'en livrer autant chaque semaine au service public qui n'en a jamais assez !

Mais ce serait de la folie !

Mettre les menottes au progrès dans le but... dans quel but ? dans celui d'avoir une circulation intérieure à base métallique !

Du reste, toutes les forces des législations se heurteraient contre une force bien plus puissante, celle de l'impulsion acquise par un progrès qui est loin d'être factice, puisqu'il a pour base, pour raison d'être, pour moteur, des plaines immenses d'une fertilité inouïe, des mines richissimes, un climat délicieux et, par dessus tout, des organisations civiles et politiques offrant à tous l'exercice de toutes les libertés et la jouissance de toutes les garanties.

Donc il faut accepter les situations telles qu'elles sont et faire le possible pour les améliorer au lieu de prétendre ce qui, dans l'espèce, serait l'impossible, savoir : arrêter le char du progrès économique, du progrès social, voire même du progrès financier d'États qui vivent, qui s'épanouissent, qui grandissent et qui n'ont dans leur soleil qu'une tache : le cours forcé. Prétendre, pour faire disparaître cette tache, éteindre ce soleil, ce serait, nous le répétons, de la pure folie.

Le Chili et la République Argentine font tous leurs efforts pour sortir du cours forcé, du régime du papier-monnaie, et ce but ils le poursuivent, sauf palliatifs passagers et généralement inefficaces, par un seul et grand moyen : celui de l'augmentation de la production nationale ; et c'est justement pour réaliser ce *desideratum* qu'ils s'emploient à multiplier les bras disponibles par l'augmentation du courant immigratoire et à favoriser l'écoulement des produits par la construction des chemins de fer.

La véritable monnaie internationale, ce sont les produits, et c'est par leur exportation que la République Argentine et le Chili atteindront le but qu'ils se proposent, c'est-à-dire attirer de l'or chez eux après avoir comblé le déficit de l'exportation.

En attendant, il faut vivre sous le joug du papier-monnaie, joug dont il faut tenir compte, quoi qu'en disent les intransigeants de la science monétaire.

Entre le papier du cours forcé, naturellement soumis à la fluctua-

tion de valeur par rapport aux monnaies métalliques, entre cette situation et celle de la circulation monétaire de l'Angleterre, de l'Allemagne et des pays de l'Union latine, n'y a-t-il pas un terme moyen ?

Nous croyons que oui.

Ce terme moyen est la *conversion transitoire en argent.*

En attendant qu'on arrive à produire et à exporter plus qu'on ne consomme et qu'on n'importe, c'est-à-dire, en attendant que, l'or affluant dans le pays, on puisse rétablir la circulation bimétallique ou monométallique-or, question celle-ci que pour le moment nous ne saurions aborder et résoudre que d'une manière platonique, en attendant, disions-nous, que nous soyons en mesure de rétablir la circulation en or et en argent, nous pourrions avoir recours à une situation transitoire, celle de la circulation argent.

M. André Lamas, dans un projet qui est distribué aux membres de ce Congrès, visant la situation de la République Argentine, a exprimé toute sa pensée dans une formule complètement inédite, savoir : conversion obligatoire en argent et facultative (de la part des Banques) en or. Il va sans dire que pour le moment la conversion ne se ferait qu'en argent, en attendant que l'augmentation de la production permette la reprise indistincte de cette conversion en or ou en argent.

Ce projet a pour base la frappe libre de l'argent dans le rapport de la loi de germinal an XI.

Avec la frappe libre, on attire l'argent qui envahit le pays et qui se substitue au papier de cours forcé ; la dépréciation de la monnaie argent représentée, pour faciliter la circulation, par du papier convertible en argent, aurait pour limite la différence entre la valeur marchande du métal blanc et celle du métal jaune. En attendant, les classes travailleuses, continuant à être stimulées par les capitaux, activeraient la production destinée, une fois qu'il résulterait de la balance commerciale des soldes en faveur du pays, à attirer de l'or et à permettre la conversion en ce métal, conversion facultative de la part des banques, ce qui équivaudrait à l'établissement du bimétallisme.

En outre, la dépréciation de la circulation intérieure étant limitée, c'est-à-dire, la fixité relative et, en tous cas, suffisante de la monnaie étant rétablie, les capitaux européens qui se portaient d'eux-mêmes vers le pays (mouvement qui a presque totalement cessé, en vue de l'incertitude actuelle de la valeur du papier), pour

s'employer dans le commerce et dans les industries, voire même dans les titres et actions des entreprises locales, reprendraient leur course vers la Plata.

Voilà une question digne d'attirer l'attention de ce Congrès, d'autant plus qu'elle se rapporte à tous les pays soumis au régime du papier-monnaie, et qui font des efforts pour sortir de cette impasse.

On ne saurait contester que la circulation argent, ou papier convertible à vue et au porteur en argent, est préférable à la circulation papier de cours forcé, soit qu'on envisage cette situation du point de vue de la facilité des rapports avec des pays ayant une circulation métallique, soit qu'on considère l'avantage pour les transactions intérieures de la stabilité relative de la monnaie courante ; on ne saurait contester également qu'il est plus facile d'attirer de l'argent que de l'or dans un pays qui ne possède ni l'un ni l'autre de ces métaux ; exemple : on aurait beau rappeler que la frappe libre de l'or existe au Chili et à la République Argentine, l'or n'affluerait pas dans ces pays ; pourquoi ? mais, parce qu'il s'agit du métal le plus rare et pour lequel la frappe libre existe partout, tandis que la frappe libre pour l'argent, ce métal qui a été exclu de la circulation totalement ou presque totalement par l'Angleterre, par l'Allemagne et par l'Union latine européenne, attirerait à la Plata des masses énormes de métal blanc.

La frappe libre de l'argent existait en France, en Belgique et dans les autres pays de l'Union depuis 1865, dans le rapport de 15 1/2 à 1, lorsque l'Allemagne, en 1873, adopta le monométallisme-or, et on se rappelle ce qu'il advint alors : l'argent envahit la France et les autres pays de l'Union, ce qui obligea, en 1874, les signataires du pacte de 1865 à limiter la frappe de l'argent.

Ce précédent prouve bien que la frappe libre de l'argent dans le rapport de la loi de l'an XI, attirerait à la République Argentine et au Chili des masses énormes de ce métal, suffisantes tout au moins pour combler les besoins de la circulation.

Il est vrai que lorsque se produisait, en 1873-1874, l'envahissement de la France et de la Belgique par l'argent chassé de l'Allemagne, la spéculation avait en vue d'arrondir de suite l'opération en changeant l'argent monnayé pour des pièces d'or, mais il n'en est pas moins vrai qu'à cette époque l'argent en barres valait encore de 53 à 55 pence par once, tandis qu'aujourd'hui il n'en vaut que 42, ce qui offre à la spéculation une marge bien plus consi-

dérable de bénéfice, le rapport de 15 1/2 à 1 subsistant toujours et le jour n'étant pas bien éloigné où l'augmentation de la production permettra au Chili et à la République Argentine la conversion indistincte en or ou en argent.

En outre, s'il est vrai que la spéculation ne trouverait pas immédiatement à l'Argentine des pièces d'or pour les échanger contre les écus d'argent, comme il arrivait en Belgique et en France en 1873-1874, il n'est pas moins exact que les barres d'argent, immobilisées aujourd'hui dans les stocks de Londres, de Hambourg, etc., converties à la présentation en piastres par la Monnaie de Buenos-Ayres, pourraient s'échanger contre des peaux, des laines, des céréales (et ces produits exportés deviennent de l'or), à moins qu'elle ne préférât employer ses capitaux, à 8, 10, 12 °/₀, dans des opérations de banque à la République Argentine.

En décrétant la frappe libre de l'argent, les gouvernements du Chili et de la République Argentine devraient cependant se réserver le droit de suspendre cette faculté moyennant avis préalable de trois mois, par exemple, sauf à rétablir la frappe dans le cas d'une diminution de numéraire provenant soit de l'augmentation des transactions, soit de l'exportation temporaire ou passagère de quantités importantes d'argent monnayé.

On pourra objecter que c'est une lourde charge pour l'avenir que de frapper des sommes considérables d'argent, ou, en d'autres termes, de *nationaliser* des quantités relativement importantes de ce métal dans le rapport de 15 1/2 pour 1. Il serait aisé de détruire cette objection : en effet, la République Argentine pourrait arrêter la frappe de l'argent lorsque celle-ci atteindrait le chiffre de cent millions de piastres, équivalant à peu près aux 150 millions des émissions actuelles de papier de cours forcé, sauf à l'augmenter dans la proportion des exportations qui pourraient se produire afin de maintenir dans la circulation la même quantité d'argent monnayé.

Eh bien! tel est le développement de la richesse, la rapidité du peuplement du pays, que ce demi-milliard d'argent dans l'hypothèse de l'établissement de la circulation bimétallique d'ici quelques années, serait noyé dans la masse de quatre fois au moins cette somme de monnaie d'or; l'argent monnayé servirait seulement à combler les besoins de transactions journalières.

. . . . . .

En attendant que, l'équilibre rétabli, les États en question puis-

sent revenir à la circulation bimétallique, n'y aurait-il pas moyen d'organiser une situation transitoire qui présenterait moins d'inconvénients que le papier de cours forcé ?

Ce terme moyen peut-on le trouver ailleurs que dans le projet de M. André Lamas ?

C'est à quoi je voudrais bien que le Congrès répondît, avec l'autorité des savants parmi lesquels j'ai l'honneur de siéger.

Et je fais appel aux savants de l'Europe, à la veille de la réunion du Congrès continental de Washington dont on connaît les tendances et le but.

Je commencerai par déclarer, en parlant du Congrès en question, que je ne suis pas partisan de la doctrine Monroë, soit qu'on l'envisage du côté politique ou du côté économique.

L'inventeur de cette doctrine ne fut point, dans le nouveau monde, le président Monroë, ce fut Bolivar. C'est la politique du *pro domo mea* que le célèbre général voulut faire triompher dans le Congrès de Panama de 1824, en invoquant les dangers que la Sainte-Alliance créait pour la liberté du nouveau continent affranchi du domaine espagnol.

Il rêvait l'hégémonie continentale sous son épée ou sous son sceptre d'airain.

Le continent n'en voulut pas et, je l'espère, il ne voudra pas plus aujourd'hui de cette hégémonie de différente nature, sous l'omnipotence des *business men* de New-York, de San Francisco, de Boston et de Chicago.

Les Américains du Nord nous offrent l'appât de la circulation monétaire continentale d'argent; ils savent que nous avons besoin de régulariser notre circulation intérieure et font flamboyer devant nos yeux les mirages de l'internationalité de la monnaie d'argent. Je ne suis partisan de l'internationalité de la monnaie qu'avec de grandes restrictions et autant que cette monnaie a cours dans tous les pays avec lesquels un État entretient des rapports suivis et importants.

Or, la plupart des pays conviés à prendre part au Congrès de Washington font dix fois plus d'affaires avec l'Europe qu'avec les États-Unis.

Je n'admets la circulation d'argent que comme une mesure transitoire, qui préparerait l'avènement du régime bimétallique. La circulation continentale argent proposée par les Etats-Unis éloignerait la République Argentine et le Chili du but qu'ils se proposent, puis-

qu'ils s'engageraient par des traités au monométallisme-argent, imaginé par la Confédération du Nord comme un moyen d'attirer chez elle le commerce de dix-huit États, qui font déjà aujourd'hui avec l'Europe un commerce annuel de quelques milliards de francs.

Ni le Chili, ni la République Argentine, ni aucun des autres États de l'Amérique méridionale ne doivent, à mon avis, aliéner à aucun prix leur liberté d'action ni en matière monétaire, ni en matière commerciale.

Il est de leur intérêt de conserver leurs coudées franches. En plein essor, en plein développement, en pleine transformation, ces États ignorent quels seront leurs intérêts de demain.

Courtisés, en leur qualité de pays à débouchés pour les produits manufacturés, par les différentes puissances de l'Europe d'un côté et par les États-Unis de l'autre, ils peuvent tirer parti de cette situation.

A des droits prohibitifs ou pouvant être considérés comme tels, à des entraves mises à l'émigration, dont ils ne peuvent se passer pour peupler leurs vastes territoires, ils pourraient bien répondre par des représailles douanières; et c'est ainsi que, toujours à l'affût pour défendre leurs intérêts économiques, ils développeront la production nationale, base future du rétablissement de la circulation monétaire bimétallique qu'ils ambitionnent et qu'il appellent de tous leurs vœux.

F

MÉMOIRE DE M. LÉON WALLS

Délégué de la Commission argentine

Les nations civilisées emploient pour les transactions trois sortes de monnaies : *le billon*, *l'argent*, *l'or*.

Chacune de ces espèces a son rôle dans les échanges, rôle en rapport avec la valeur et le poids du métal employé.

Pendant longtemps on s'est appliqué à donner à la monnaie une valeur marchande égale à la valeur écrite.

La monnaie était ainsi l'étalon de la valeur. Elle était la marchandise par excellence.

A une époque où l'argent valait trente fois plus que le cuivre et quinze fois moins que l'or, on établit la frappe des monnaies sur cette proportion.

Des fluctuations survenues dans le prix marchand des métaux employés aux monnaies ayant modifié ces proportions, le système monétaire a été bouleversé. La monnaie de cuivre a cessé de porter avec elle sa valeur intrinsèque, elle est devenue *semi-fiduciaire*, et le fisc, acceptant la perte de la démonétisation, a retiré les pièces frappées suivant l'ancien système, consacrant ainsi le principe de la responsabilité de l'État.

En même temps il a émis des pièces franchement fiduciaires dans lesquelles le prix du métal n'entre que pour une faible part.

Le public a accepté le système sans difficulté.

Il est désormais admis que l'état peut émettre des monnaies fiduciaires ou semi-fiduciaires sous la condition de les retirer quand il en est besoin en remboursant au porteur la valeur écrite.

De l'argent.

Lorsque le métal argent se vendait à raison de 200 francs le kilogramme, la pièce de 25 grammes avait une valeur marchande de cinq francs.

La dépréciation du métal argent a changé cela. Il en résulte que la pièce de cinq francs a cessé d'être une monnaie internationale. On

ne peut plus l'exporter sans subir une perte. Elle est par conséquent enfermée dans le pays où elle a été frappée.

Si, comme on l'affirme, le stock en argent monnayé atteint dans l'Union latine le chiffre de huit milliards, les gouvernements qui ont frappé cette quantité énorme de monnaie d'argent doivent dès à présent se distribuer la perte résultant de la dépréciation du métal argent, suspendre la frappe en commun, prendre des mesures pour ne pas augmenter le déficit, dans le cas probable où la dépréciation continuerait.

C'est ici le lieu de rechercher les causes de la dépréciation du métal argent.

La dépréciation.

La principale cause du délaissement de la monnaie d'argent est la vulgarisation des billets de banque.

L'argent est lourd, volumineux, difficile à porter et à cacher.

A mesure que le capital se forme, le besoin de l'enfermer sous un petit volume devient plus impérieux.

Le papier sous la forme de billets de banque remplit avec avantage les fonctions de la monnaie, remplace les espèces métalliques et en diminue l'usage.

D'autre part, les procédés d'argenture découverts dans le milieu du siècle ont déterminé la fonte d'objets et de vaisselle en argent massif dont nos pères faisaient usage.

La dépréciation est venue surtout du retrait d'emploi qu'a subi le métal argent.

Lorsque l'Allemagne imitant l'Angleterre a démonétisé l'argent elle a fait preuve de sagacité et sa conduite aurait dû éclairer les nations latines.

Nous devons mentionner une troisième cause : la décadence du commerce de l'Extrême-Orient.

On sait que les Asiatiques ne connaissent d'autre monnaie que celle d'argent.

Autrefois l'Extrême-Orient n'achetait rien à l'Europe. Il lui vendait du riz, des épices, de la soie, qui étaient payés en monnaie d'argent, de là un drainage constant des pièces d'argent. Depuis que la balance commerciale est en faveur de l'Europe devenue fournisseur d'armements, navires, etc., le courant métallique s'est arrêté. Qui sait même s'il ne s'est pas établi en sens contraire ?

Enfin, il paraît que la production des mines d'argent a augmenté.

Il est donc probable que sauf l'imprévu la valeur du métal argent ne se relèvera pas, il est prudent de croire que la dépréciation ira en augmentant.

Mesures à prendre.

La suspension de la frappe s'impose sans discussion.

Mais en même temps il importe que chacun retire la monnaie qu'il a émise.

Nous indiquons comme moyen pratique la démonétisation des monnaies étrangères afin de les refouler vers le point de départ.

Cette mesure n'offre aucun inconvénient sérieux, la Belgique a démonétisé les monnaies d'or français sans causer aucun trouble, on pourrait donc l'imiter.

Ce triage opéré, l'argent serait employé à l'exclusion de l'or à former la réserve des banques, à constituer les dépôts et consignations, etc., etc.

Enfin l'Etat emploierait les pièces de cinq francs comme matière première pour la frappe des monnaies d'argent de petites coupures.

On arriverait ainsi sans grand préjudice pour le Trésor à retirer de la circulation une forte partie du stock monétaire argent, et à réduire la circulation à ses proportions normales.

La monnaie d'argent doit occuper, dans la circulation, une place entre le billon et l'or servant à tous les payements au dessous de 20 francs; nous croyons même qu'il conviendrait d'étendre son action jusqu'à 25 francs, en retirant les monnaies d'or de cinq, dix, et vingt francs.

De l'or

Depuis que la monnaie d'argent est devenue semi-fiduciaire, à la suite des circonstances que nous connaissons, le besoin d'une monnaie internationale portant avec elle sa valeur écrite est devenu plus impérieux.

La monnaie d'or est aujourd'hui la seule qui remplisse ce *desideratum*, elle est donc le seul moyen d'échange entre les nations, c'est la monnaie marchande par excellence. Elle voyage, part, revient, suivant que les nations ont à payer ou à recevoir.

Il importe par conséquent de lui conserver, de lui réserver, ce

rôle international en limitant autant que possible son emploi à l'intérieur.

Pour atteindre ce but nous conseillons la suppression de la monnaie de 20 francs.

En adoptant le type de 25 francs, on aurait l'avantage de se rapprocher de la livre sterling et de donner par conséquent plus de mobilité à la pièce d'or destinée à voyager en compagnie des autres monnaies marchandises.

Mais l'avantage principal consisterait à élargir la zone de la monnaie d'argent et à rendre presque éventuel l'emploi de l'or, par la création du billet national de 25 francs dont nous parlerons plus loin.

Il faut prévoir le cas de la disparition complète de la monnaie d'or.

Deux fois pendant le cours du siècle, nous avons vu l'or émigrer, comme il arrive toujours lorsque la proportion officielle entre les métaux monétisés se trouve en contradiction avec le prix marchand de ces mêmes métaux.

La proportion officielle étant de quinze pour un, il est arrivé que le métal or, valant sur le marché plus de quinze fois le métal argent, il y a eu avantage à échanger l'argent contre de l'or.

Ce phénomène économique se reproduira certainement. Il convient de prendre les devants et de chasser un métal qui s'en irait de lui-même.

Pour le remplacer sans ennui pour les particuliers il suffira de lui substituer le papier.

Le papier-monnaie

Le papier est l'idéal de la monnaie. Il a été long à s'établir grâce aux erreurs du premier moment.

Le souvenir des assignats n'est pas complètement effacé. Le cours forcé est encore en vigueur dans un certain nombre d'Etats, et nous n'oserions pas conseiller l'adoption d'une monnaie de papier dans tous les pays.

Cependant nous voyons, depuis un demi-siècle, l'Écosse vivre et prospérer sous ce régime.

L'Angleterre remue des capitaux énormes avec une somme de monnaie métallique relativement minime.

La monnaie fiduciaire, comme son nom l'indique, est basée sur la confiance, et la confiance ne s'impose pas.

En Angleterre, le plus petit billet est de cinq livres sterling, en France la plus petite coupure fiduciaire est de cinquante francs.

En l'abaissant à 25 francs, on atteindrait le but indiqué plus haut, celui de réduire à l'état fiduciaire tout le système de monnaie nationale, et de conserver l'or pour les échanges internationaux.

On comprend le but que nous poursuivons : conserver le bimétallisme, en assignant à l'argent le rôle de monnaie intérieure et à l'or le rôle de monnaie internationale.

Par ce moyen l'argent circulerait dans le pays pour les petits payements, et le papier-monnaie viendrait se joindre à lui pour les transactions intérieures.

L'or, devenu plus mobile, aurait une sphère d'action plus vaste. On ne le verrait circuler abondamment que dans les moments prospères; il irait au dehors combler les déficits.

Sorti lorsque le pays serait en déficit, il rentrerait par la douane qui exigerait le payement des droits en or.

La douane deviendrait ainsi le réservoir naturel de la monnaie internationale; c'est chez elle qu'on pourrait constater en tout temps l'état commercial du pays.

En temps d'abondance, elle verserait dans les banques l'excédent métallique de ses recettes, tandis que, dans les temps difficiles ou calamiteux, les importateurs lui achèteraient l'or reçu la veille pour opérer les payements du lendemain.

La doctrine que nous conseillons consiste à employer pour les transactions intérieures une monnaie semi-fiduciaire, circulant pour une valeur supérieure à sa valeur marchande : c'est ce qu'on appellerait de la fausse monnaie si l'État ne l'acceptait pour sa valeur écrite, et s'il n'était toujours prêt à la retirer lorsque les circonstances l'exigeront.

Les motifs qu'il a pour n'en pas opérer le retrait immédiat sont les suivants :

1° Pour éviter la perte considérable qui résulterait de ce retrait;

2° Parce qu'il faudrait toujours émettre une monnaie semi-fiduciaire, pour remplacer celle d'argent.

3° Parce que la démonétisation de l'argent s'opérant comme nous l'avons indiqué, il n'en résultera aucune perturbation dans les pays actuellement encombrés.

Ces mesures, comme on le comprend de reste, ne s'adressent qu'aux pays où circule abondamment la monnaie d'argent.

Ces pays n'ont pas cru à la dépréciation du métal argent, ils sont

placés entre une perte énorme réalisée immédiatement et une perte éventuelle réalisée lentement. Nous croyons que ce dernier procédé est préférable.

Quant aux nations qui se sont dégagées, nous allons examiner comment elles doivent employer la monnaie d'argent.

De la fonction de l'argent dans les pays où il est démonétisé

Si les nations latines ont commis une erreur déplorable en assignant à l'argent un rôle monétaire trop important, celles qui ont voulu supprimer complètement ce rôle ont également commis une erreur.

Il faut en excepter l'Angleterre, nation exceptionnelle, qui, ayant eu la première des capitaux en excès, les a placés au dehors et peut aujourd'hui rire de la balance commerciale, consommer plus qu'elle n'exporte, comblant le déficit avec le revenu des capitaux placés à l'étranger.

Hors de l'Angleterre, où se trouve le marché de l'or et qui par conséquent peut compter sur des rentrées régulières, comme un rentier peut compter sur ses fermages, les autres nations auraient tort de croire qu'elles peuvent se passer de l'argent comme monnaie semi-fiduciaire.

Le métal argent a des qualités trop connues pour qu'il soit utile de les énumérer ici ; il est, après l'or, celui qui, à poids égal, représente la plus grande valeur.

Il est encore, malgré ses fluctuations, le métal qui représente la valeur la plus stable.

Son rôle monétaire est donc indiqué, sa place est marquée entre le billon et l'or, entre le billon et le billet de banque. Il l'occupera longtemps encore quoi qu'on fasse.

Dans les pays où l'on a voulu chasser la monnaie, la remplacer complètement par du papier, on a bientôt senti les inconvénients de ce système.

Le papier est salissant, inconsistant, combustible, putrescible, facile à détériorer, et passant dans des mains impures il est bientôt méconnaissable, il se déchire, se perd facilement, en un mot il est impraticable comme menue monnaie, et tout à fait impropre à la remplacer.

Dans la République Argentine, où la monnaie de papier circule en concurrence du billon, il y a des billets de 25 centimes de francs.

Elle peut, en ce moment, témoigner des effets désastreux d'un système monétaire complètement fiduciaire.

La monnaie métallique est drainée dès que la balance du commerce est contre le pays.

Dès qu'à la suite d'un excès d'importation un déficit se déclare, l'or disponible s'enfuit et tous les efforts sont impuissants à l'arrêter.

Il n'en serait pas de même s'il existait dans le pays une monnaie semi-fiduciaire qu'on ne pourrait drainer sans éprouver une perte de 15 ou 20 pour cent.

La circulation intérieure de la monnaie ne serait pas affectée par les excès d'importation, et si, par impossible, l'exportation de la monnaie semi-fiduciaire s'effectuait, le gouvernement serait autorisé à recourir à des procédés héroïques pour arrêter les importateurs en délire.

L'argent, à notre avis, est indispensable à tout système monétaire, on ne saurait, dans l'état actuel de la science métallurgique, lui trouver un remplaçant.

On objectera sa dépréciation possible.

A cela nous répondons que tout autre métal se trouverait dans le même cas.

Il est, de tous les métaux connus, le moins exposé à une dépréciation brusque.

Même en admettant l'hypothèse de la dépréciation brusque, nous trouvons qu'on ne saurait s'en passer.

Les nations qui lui donneraient aujourd'hui dans la circulation monétaire le rôle modeste que nous lui assignons, auraient pour point de départ la dépréciation actuelle. Si elles adoptaient le type de l'Union latine, si la pièce de cinq francs pesait 25 grammes, l'Etat émetteur réaliserait, lors de l'émission, un bénéfice préalable, puisque ces 25 grammes lui coûteraient à peine quatre francs.

Il aurait, disons-nous, ce bénéfice en main, et si, à l'époque du remboursement, les 25 grammes d'argent avaient une valeur moindre, l'émetteur n'aurait en réalité éprouvé aucune perte.

Aux nations qui ont renoncé à la monnaie d'argent, nous conseillons d'y revenir dans une proportion que nous n'indiquerons pas ici, parce qu'elle ne doit pas être la même dans chaque pays.

Il est certain que dans les pays pauvres la proportion sera plus forte.

Dans les pays où la monnaie de papier est devenue familière et

circule facilement, la monnaie d'argent aura une place plus restreinte.

Mais, partout, les économistes doivent s'attacher à faire une place intermédiaire à la monnaie d'argent, afin de ne pas laisser les populations sous le coup d'un drainage dont l'effet serait désastreux.

L'existence d'une monnaie semi-fiduciaire circulant sous la garantie de l'État est aujourd'hui indispensable à tout système monétaire.

Ceux qui ont trop d'argent monnayé devront diminuer leur stock, ceux qui n'en ont pas assez devront augmenter la frappe.

Nous terminerons en posant un axiome qui pourra paraître étranger au sujet qui nous occupe, et qui pourtant s'y rattache intimement.

La monnaie fiduciaire ou semi-fiduciaire circulant exclusivement dans le pays de frappe, il importe d'avoir un instrument qui fasse rentrer la monnaie internationale lorsqu'elle est sortie par suite de circonstances accidentelles.

La monnaie internationale est l'or. Il ne peut en temps ordinaire rentrer que par la douane. Les droits de douane doivent toujours être payés en or.

Autre axiome

Il n'est pas possible de former une union monétaire là où n'existe pas l'union douanière.

La douane étant la muraille dans laquelle la monnaie semi-fiduciaire est enfermée, il y aurait un grand inconvénient à frapper le même type de monnaie dans deux pays séparés par la douane.

On s'exposerait à une contrebande monétaire qui s'opérerait au préjudice d'une des deux nations.

Paris, 11 *septembre* 1889

G

PREMIÈRE NOTE DE M. CLÉMENT JUGLAR

Du rôle des métaux précieux dans les règlements commerciaux, à l'intérieur et à l'extérieur, depuis les arrivages d'or de la Californie (1850).

L'importance que l'on attribue aujourd'hui à l'abondance des métaux précieux vient d'une fausse interprétation de leur rôle depuis les arrivages d'or de la Californie et de l'Australie en 1850. Tout en reconnaissant l'heureuse impulsion que ce nouveau courant métallique a donné aux affaires, il faut se rendre compte des conditions dans lesquelles cet effort a été produit. Cette masse métallique qui, tout à coup, est arrivée en Europe, y est-elle restée s'ajoutant au numéraire déjà existant? ou, après une modification de la proportion entre l'or et l'argent alors en circulation, s'est-elle répandue au dehors dans le monde selon les opérations du commerce et selon ses besoins? Pour répondre à ces questions, il faut suivre les mouvements des métaux précieux sur les documents officiels, là où nous pouvons les saisir au passage : les payements en banque, ou au Clearing House, les encaisses des banques et leur composition, les importations et les exportations, la frappe aux Hôtels des monnaies.

Un coup d'œil rapide sur les mouvements qui se produisent dans ces conditions si diverses nous permettra de suivre la circulation des métaux en dehors des opérations au comptant où le métal intervient pour chaque échange.

Les payements en banque et au Clearing House n'emploient qu'une somme infinitésimale, deux à trois pour cent des sommes qui passent par les caisses.

L'encaisse des Banques de France et d'Angleterre ,de 1849 à 1852, ne s'est accrue que de 200 à 250,000,000 de francs, puis, malgré la production toujours croissante des mines, le niveau des réserves métalliques a baissé jusqu'à l'explosion de la crise de 1857, alors que de 628 millions l'encaisse se trouvait réduite à 152 millions de francs, soit une baisse de 476 millions de francs.

Pour suivre les mouvements des métaux précieux, sans essayer de déterminer quel a été l'excédent réel des importations sur les exportations, notant seulement les sommes enregistrées à l'entrée et à la sortie pour l'or et l'argent, nous découvrons une partie du

mécanisme qui, sous l'influence de la prime de l'or et de l'argent et par suite des cours des changes, détermine ces grandes marées, ces flux et ces reflux auxquels nous assistons depuis 1850.

Importations et exportations réunies, le total des deux sommes, de 192 millions de francs dans la période de 1840-1847, s'élève à 1,612 millions de francs dans la période de 1865-1870.

La somme de métal qui voyage toujours, soit pour solder nos dettes à l'étranger, soit pour solder les dettes de l'étranger en France, a donc été toujours de plus en plus considérable. Dans ces immenses mouvements des métaux précieux, nous voyons que leur déplacement a eu lieu sous l'influence des variations de prix indiquées par les variations de leur prime. L'abondante production des mines de la Californie a fait baisser la prime de l'or, l'a même fait disparaître jusqu'à 3 °/₀₀ de perte, ce qui a déterminé son arrivée sur les marchés d'Europe, et a aussitôt relevé la prime sur l'argent. Pendant qu'on importait de l'or, on exportait de l'argent. Puis, la production des mines d'argent, de plus en plus abondante, a encore déplacé la prime; l'or a gardé son prix, mais la dépréciation de l'argent a paru, puis s'est accentuée jusqu'au point où nous la voyons aujourd'hui.

A aucune époque, sauf à de rares intervalles, les deux métaux n'ont circulé au pair; de là des déplacements continuels qui venaient s'ajouter à toutes les opérations de change et de banque; faut-il donc s'étonner si les changeurs et les banquiers regrettent cet heureux temps? Tel a été le résultat des importations d'or de la Californie et de l'Australie de 1850 à 1864.

De 1854 à 1874, la situation a changé. La guerre de la Sécession aux États-Unis ayant cessé et la *prime de l'argent ayant disparu*, un mouvement en sens contraire s'est produit; l'excédent des importations d'or, de 3.393 millions de francs de 1850 à 1864, s'abaisse à 1.686 millions de francs, pendant qu'au même moment, pour l'argent, l'excédent des exportations de 1.577 millions de francs est remplacé par un excédent des importations de 1.224 millions de francs.

Dans la seconde période, malgré la guerre de la Sécession, malgré la guerre de 1870, malgré le payement de l'indemnité des cinq milliards, pendant ces dix années, l'excédent total des importations des métaux sur les exportations s'élève à 2.910 millions de francs, soit un milliard de plus que dans la première période; mais la plus-value n'est pas donnée par le même métal, ce n'est plus l'or qui

domine, mais l'argent; l'argent, qui fuyait sous l'influence de la baisse de l'or dans la première période, revient avec la même rapidité dans la seconde, aussitôt que la prime est tombée au-dessous de 15 francs, et cela dès la fin de 1867, c'est-à-dire bien avant la guerre franco-allemande, avant que le vainqueur ait songé à démonétiser son argent, bien avant la suspension de la frappe aux hôtels des monnaies de l'Union latine et des États-Unis.

Du reste, un simple regard sur le tableau des variations de la prime des métaux donnera la clef de la situation aux deux époques.

Prime pour 1000 francs

	Or		Argent	
	Plus haut	Plus bas	Plus haut	Plus bas
1845-1849	18f.50	7f.	4f.	1f.50
1851	» 75	3 perte	10	4 50
1851-1857	4	3 —	35	5
1857-1864	4	pair	31	15
1865-1869	4	pair	30	8
1873	10	8	15	5 perte
1874	12	pair	7 perte	40 —
1875	pair	pair	35 —	80 —

II

DEUXIÈME NOTE DE M. CLÉMENT JUGLAR.

Sous quelle forme ont lieu les mouvements des métaux précieux, depuis 1850, *en France et en Angleterre*

Nous comprenons bien toute l'importance que les marchands de métaux et les banquiers attachent à l'ouverture des Hôtels des Monnaies, où les métaux précieux seront toujours *acceptés* pour la frappe à un *tarif fixe*, de sorte que, quels que soient les cours cotés sur le marché du monde, ils trouveront toujours un débouché pour les stocks dont ils seront détenteurs, privilège dont tous les négociants seraient bien heureux de jouir dans toutes les opérations commerciales. Pour la liquidation des grandes affaires, quand elles ne se balancent pas par une simple compensation fiduciaire au Clearing-House, ou en banque, est-ce toujours à l'argent monnayé que l'on a recours?

Observons encore ce que nous donne la pratique; voyons ce qui s'est passé jusqu'ici en France et en Angleterre.

M. Cernuschi nous disait qu'à l'état de lingots les métaux précieux, l'or et l'argent, n'avaient pas de valeur ou du moins une valeur relative très faible. Quels sont donc les mouvements de l'or et de l'argent d'après les relevés des importations et des exportations?

Un premier fait nous frappe de 1847 à 1875, en France et en Angleterre la proportion de l'argent paraît plus considérable dans les exportations que dans les importations; jusqu'en 1875, elles s'élevaient à près de moitié de la somme totale. De plus, quoique l'argent soit monnaie légale en France et que la suppression de la frappe ne date que de 1875, néanmoins, malgré cette faveur dont il jouissait jusqu'alors, depuis 1847 l'exportation de ce métal occupe une place aussi importante que dans les exportations de la Grande-Bretagne où la frappe à l'Hôtel des Monnaies ne lui était pas ouverte.

Retenons que là où l'argent était monnaie légale, avec la frappe libre, comme on le demande aujourd'hui, la proportion de l'argent dans les exportations était la même que là où la même faveur n'existait pas.

Voilà pour la proportion, mais la démonstration sera plus complète si nous observons sous quelle forme le métal blanc se déplaçait. Etait-ce sous forme de monnaies comme on l'assure ou sous forme de lingots? En France et en Angleterre, nous pouvons suivre ces mouvements sur les relevés des douanes et nous constatons que, de 1847 à 1867, c'est sous forme de lingots que l'exportation de l'argent a eu lieu, non seulement dans la Grande-Bretagne où il n'est monnaie légale que pour une somme minime comme appoint, mais même en France où il est monnaie légale pour toutes sommes. Si l'on n'est pas surpris de voir la proportion de l'argent en lingots s'élever à 98 et 99 °/o dans le total des exportations de ce métal en Angleterre, on remarquera qu'en 1857 et en 1864, en France, la proportion s'est élevée jusqu'à 34 et 50 °/o.

La frappe ne lui ajoute donc pas une valeur sensible, puisque pour l'exportation on a surtout recours aux lingots qui sont acceptés partout et qui permettent des arbitrages que l'on ne pourrait faire avec ce métal monnayé.

Ainsi, dans l'avenir comme dans le passé, même avec l'union des quatre grandes puissances, il y aura en dehors d'elles la plus grande partie du monde qui, sans circulation métallique ou avec une circulation métallique insuffisante, préférera les lingots d'argent à l'argent monnayé, les lingots dans ces cas ne se déplaçant que pour compenser des opérations qui ne peuvent l'être par une simple circulation fiduciaire.

Il en était ainsi quand, avec la frappe libre, la proportion du 15 1/2 était troublée par suite de la dépréciation de l'argent et surtout quand il faisait prime. Ce qui l'empêche de jouer le même rôle aujourd'hui, c'est sa dépréciation, son volume et *surtout les progrès* de la *circulation fiduciaire* dans ces dernières années, depuis le payement de l'indemnité des cinq milliards à l'Allemagne. Par circulation fiduciaire nous comprenons non seulement les billets de banque, mais encore tous les effets de commerce, les lettres de change, les mandats, les chèques, en un mot tout ce qui peut compenser une opération commerciale.

La France n'aurait jamais pu payer une somme aussi considérable si le monde entier n'était venu à son secours. Pour comprendre d'où ce secours est venu, il eût fallu voir la composition du portefeuille du Ministre des Finances en ce moment.

Grâce au syndicat des banquiers qu'il avait chargé de lui procurer le papier de change nécessaire pour faire des remises à l'Allemagne,

il était rempli d'effets de commerce, de mandats, de chèques, qu'on avait été recueillir sur tous les points du globe, en les créant même au besoin, les détournant de leur route accoutumée et, par des arbitrages et toutes les combinaisons de banque, les faisant arriver à Paris pour de là être transportés à Berlin, trajet qu'ils n'avaient jamais fait. On a creusé ainsi de nouveaux canaux qui depuis sont restés ouverts, des relations ont été établies et la circulation fiduciaire à partir de ce moment est entrée dans une ère nouvelle. On a eu à sa disposition, outre cette circulation fiduciaire en papier, l'or et l'argent. Mais l'argent est tombé au troisième rang; de là, avec les causes déjà énumérées, une nouvelle cause de dépréciation. Comme usage, même au pair avec l'or, la comparaison lui est très défavorable à cause de son volume et de son poids. Quand on a fait des exportations d'or, on ne peut se décider à reprendre les exportations d'argent que si l'on n'a pas autre chose; et avec la somme qu'il faudrait déplacer aujourd'hui, vu l'importance des opérations, on a dû même y renoncer; c'est de cet abandon que l'on se plaint. Même en rétablissant le pair des deux métaux sur le taux du 15 1/2, remettrait-on l'argent en mouvement comme autrefois? Nous ne le pensons pas.

CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL DE 1889

STATISTIQUE ET LÉGISLATION

I

RAPPORT

SUR LA STATISTIQUE UNIVERSELLE

DES MÉTAUX PRÉCIEUX

Production, monnayage, consommation industrielle de l'or et de l'argent

Par M. Alfred de FOVILLE

On trouvera ci-après une série de tableaux et d'indications concernant la production et le monnayage des métaux précieux dans le monde entier pendant les années 1851 à 1888.

Les tableaux I à V et les éclaircissements relatifs à la période 1851-1888, sont détachés d'un mémoire que M. Ad. Soetbeer a rédigé en vue du Congrès monétaire international auquel l'Exposition universelle de 1889 aura donné l'occasion de se réunir (1).

Les éléments des tableaux VI à XI concernant les années 1884 à 1887 ont été empruntés aux rapports annuels que publie à Washington le Directeur de la Monnaie des États-Unis (2).

On trouvera ensuite, accompagnés de quelques détails, les chiffres des fabrications monétaires de 1887 et 1888. Ces chiffres ont été donnés par M. Soetbeer dans le *Hamburgische Börsen-Halle* des 31 juillet et 1er août derniers, d'après les derniers rapports du Directeur de la Monnaie anglaise et du Directeur de la Monnaie américaine. Nous terminerons par quelques évaluations relatives à la consommation industrielle des métaux préciaux, et c'est encore M. Soetbeer qui nous fournira ces indications qu'il a groupées dans ses *Materialien zur Erlæuterung und Beurteilung der wirtschaftlichen Edelmettalverhæltnisse und der Wæhrungsfrage.*

MÉMOIRE DE M. AD. SOETBEER.

M. Soetbeer commence en signalant les causes de divergences

(1) Une traduction de ce mémoire est publiée ci-après.

(2) Voir le *Report of the Director of the Mint upon production of the precious metals in the United States during the calendar year 1888* et l'*Annual report of the Director of the Mint for the fiscal year ended june 30, 1888.*

qui existent entre ses évaluations personnelles et celles du Directeur de la Monnaie des États-Unis.

Par exemple, M. Kimball chiffre la production de l'argent en Allemagne d'après les quantités de minerais qui sont tirées des *mines* allemandes, tandis que M. Soetbeer indique les quantités extraites des minerais indigènes ou étrangers qui ont été traités dans les *usines* allemandes. Par suite, tandis qu'il évalue la production de l'argent en Allemagne, en se basant sur la statistique impériale, à 367,633 kilogrammes, pour l'année 1887, M. Kimball n'évalue cette même production qu'à 23,929 kilogrammes (1).

Pour les valeurs, les divergences tiennent en outre à ce que le kilogramme d'argent a été compté à des prix différents.

Dans les tableaux américains la parité du kilogramme de métal blanc ressort uniformément à 41,56 dollars d'or, soit 174 marks 55 pfennigs, tandis que M. Soetbeer établit ses calculs d'après les cours moyens annuels, de sorte que, dans ses évaluations, la parité du kilogramme d'argent varie d'année en année : 144 marks en 1885; 134 marks en 1886; 132 marks en 1887 et 127 marks en 1888.

Le tableau suivant rapproche les évaluations de M. Soetbeer de

I. — *Production universelle de l'or et de l'argent* (1885-1887)

ANNÉES	QUANTITÉS ÉVALUÉES		VALEURS ÉVALUÉES	
	Par M. SOETBEER	Par LE DIRECTEUR des Monnaies américaines	Par M. SOETBEER	Par LE DIRECTEUR des Monnaies américaines
	Kilogrammes		Millions de francs	
PRODUCTION DE L'OR				
1885	154.500	156.156	538.7	518.9
1886	161.450	149.338	562.6	496.2
1887	160.000	151.712	558.4	504.1
PRODUCTION DE L'ARGENT				
1885	3.176.000	2 841.573	571.7	590.5
1886	3.238.000	2.896.882	542.2	602.0
1887	3.414.000	3.016.044	563.2	626.7

(1) M. Soetbeer défend sa méthode d'évaluation en faisant remarquer que, pour obtenir le chiffre de la production à la mine, il faudrait défalquer du chiffre de la production totale à l'usine, les quantités extraites de minerais provenant d'importations; or personne n'est en état d'indiquer d'une manière précise la richesse des minerais importés.

celles de M. Kimball en ce qui concerne les années 1885 à 1887. Nous avons chiffré en francs les totaux qui avaient été indiqués soit en marks, soit en dollars.

Voici maintenant les indications générales se rapportant à la production des métaux précieux depuis le milieu du siècle.

II. — *Production annuelle de l'or et de l'argent* (1851-1888).

PÉRIODES	OR — MOYENNES ANNUELLES		ARGENT — MOYENNES ANNUELLES		VALEUR de la PRODUCTION de l'argent par rapport à l'or
	kilog.	millions de marks	kilog.	millions de marks	p. °/₀
1851-1860.....	200.569	559.6	895.552	162.5	29.0
1861-1870.....	190.042	530.2	1.220.167	219.5	41.4
1871-1880.....	173.159	483.1	2.209.838	363.4	75.2
1881-1884.....	149.509	417.1	2.803.636	424.6	101.8
1885-1888.....	159.000	443.6	3.366.000	427.4	96.4

La production totale des métaux précieux pendant les 38 années de la période 1851-1888 se décomposerait comme ci-après :

	QUANTITÉS. — kilogrammes.	VALEURS. — millions de marks.
OR.....	7.019.338	19.584.7
ARGENT.....	71.037.631	11.401.6

Ces chiffres seraient plutôt trop faibles, surtout pour l'or, attendu que, en Russie où la production du métal jaune est considérable, les déclarations relatives à l'extraction seraient généralement atténuées.

Donnons maintenant la statistique du monnayage universel depuis 1851 :

Le monnayage de l'or dans les États et les périodes précitées a employé 8,766,000 kilogrammes de fin, représentant une valeur de 24,456,856,000 marks. Cependant la production du métal jaune durant ces mêmes périodes ne se serait élevée qu'à 6 875,000 kilogrammes, représentant une valeur de 19,180 millions de marks. La production aurait donc été inférieure de 1,880,000 kilogrammes, représentant 5,277 millions de marks, au poids et à la valeur des fabrications monétaires. L'explication de ce fait se trouve dans

le chiffre énorme des refontes d'espèces. Quelques États exportant une grande partie de la monnaie d'or qu'ils fabriquent, parce que le change est généralement contre eux, ou bien à cause du cours forcé, et la transformation de monnaies étrangères en monnaies

III. — *Monnayage de l'or par pays* (1851-1888).

PAYS.	FABRICATIONS			
	DE 1851 à 1885.	DE 1886.	DE 1887.	DE 1888.
	millions de marks.			
Angleterre et Australie (1851-1885)...	4,879.3	92.6	137.3	141.0
Pays de l'Union latine (1851-1885)....	6,847.4	23.8	20.0	2.6
Allemagne (1857-1885).....	1,959.9	35.7	118.2	144.3
Pays-Bas (1851-1885).....	131.6	0.1	0.7	0.6
Pays scandinaves (1873-1885).....	106.2	6.3	1.7	» »
Espagne et Portugal (1876-1885).....	776.8	1.1	1.1	0.4
Autriche-Hongrie (1857-1885).....	341.8	11.1	11.1	11.4
Russie (1851-1885).....	2,716.3	61.2	87.3	88.7
États-Unis d'Amérique (1851-1885)....	5,345.1	121.6	100 7	131.8
TOTAUX.....	23,104.4	353.5	478.1	520.8

nationales étant relativement peu coûteuse, les monnaies d'or des États exportateurs ne tardent pas à être fondues. Pour donner une idée de l'importance de ces refontes, il suffira de rappeler qu'à Saint-Pétersbourg il a été frappé, depuis 1851, plus de 176 millions de pièces de demi-impériales, représentant plus de 1 million de kilogrammes d'or et près de 3,000 millions de marks, et que tout au plus le sixième de cette importante fabrication subsisterait encore. Aux États-Unis les monnaies étrangères qui entrent dans les caisses publiques sont livrées à la refonte. L'Allemagne, à la fin de 1878, avait transformé en monnaies impériales 262,180 kilogrammes de pièces d'or étrangères, représentant une valeur de près de 730 millions de marks, savoir : monnaies d'or françaises, 546,8 millions; russes, 68,5; américaines, 52,2; anglaises, 42,4; espagnoles, 17,9

Les stocks monétaires se réduisent également par suite de la fonte des espèces en lingots et en bijoux ; de plus, l'Inde anglaise, qui thésaurise, absorbe depuis 1851 environ 10 p. °/₀ de la production totale du métal jaune.

IV. — *Monnayage de l'argent par pays.* (*Valeurs nominales*) (1851-1888).

PAYS	FABRICATIONS			
	DE 1851 à 1885	DE 1886.	DE 1887.	DE 1888.
	millions de marks.			
Angleterre (1851-1888)	360.9	8.4	19.6	20.6
Pays de l'Union latine (1851-1888)	1,730.0	16.8	28.9	4.7
Allemagne (1857-1888)	1,163.7	4.8	3.0	4.1
Pays-Bas (1851-1888)	578.6	» »	0.3	» »
Pays scandinaves (1873-1888)	42.6	» »	0.6	0.6
Espagne et Portugal (1876-1888)	520.1	11.7	52.2	48.1
Autriche-Hongrie (1857-1888)	1,025.8	18.2	19.0	22.9
Russie (1851-1888)	586.0	5.5	6.5	4.9
Etats-Unis d'Amérique (1851-1888)	1,498.5	134.9	147.8	147.1
Inde anglaise (1850-51 à 1887-88)	3,428.4	199.6	88.7	207.1
TOTAUX	10,934.6	399.9	366.6	460.1

On pourrait compléter le tableau précédent, en indiquant les fabrications monétaires du Japon, celles qui ont été exécutées à Paris et à Berlin pour le compte de la Cochinchine et de l'Égypte, savoir :

PAYS.	1885.	1886.	1887.	1888.
	millions de marks.			
Japon (environ)	26.5	37.3	43.2	35 0
Cochinchine (Paris).	5.4	13.5	10.1	4.6
Égypte (Berlin)	» »	12.5	9.1	0.3

La quantité d'argent correspondant à toutes ces fabrications s'élèverait à 67 millions de kilogrammes et cette quantité représenterait à peu près la production totale du métal blanc durant les périodes désignées ci-dessus.

Bien que la refonte des monnaies paraisse avoir été bien moins considérable pour l'argent que pour l'or, il est certain que de grandes quantités de monnaies neuves ont été fabriquées avec de vieilles pièces. L'Allemagne, les pays scandinaves, à la suite de la revision de leur régime monétaire, ont fondu beaucoup de vieilles monnaies. En Italie, en Espagne, la circulation actuelle provient en grande partie de pièces démonétisées. Finalement, le monnayage

net de l'argent est loin d'avoir égalé la production. L'écart est surtout considérable depuis que la libre frappe de l'argent a été suspendue dans la plupart des États. Cependant, malgré l'énorme développement de la production du métal blanc, les États-Unis et l'Inde anglaise ont employé plus de la moitié des quantités qui ont été extraites dans les douze dernières années. C'est ce que montre le tableau suivant :

V. — *Monnayage de l'argent aux États-Unis et dans l'Inde*

ANNÉES	QUANTITÉS D'ARGENT MONNAYÉ			PRODUCTION UNIVERSELLE de l'argent	COURS MOYEN de l'once d'argent à Londres
	ÉTATS-UNIS	INDE ANGLAISE	TOTAL		
	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	d.
1877.....	683.200	672.400	1.355.600	2.388.600	54 13/16
1878.....	685.500	1.739.200	2.424.700	2.551.400	52 9/16
1879.....	683.400	778.200	1.461.600	2.507.500	51 1/4
1880.....	660.000	1.105.300	1.765.300	2.480.000	52 1/4
1881.....	672.300	471.500	1.143.800	2.592.600	51 11/16
1882.....	673.000	312.700	985.700	2.769.100	51 5/8
1883.....	703.700	785.600	1.489.300	2.895.500	50 9/16
1884.....	686.600	442.600	1.129.200	2.957 300	50 5/8
1885.....	697.000	644.200	1.341.200	3.176.000	48 5/8
1886.....	772.000	1.099.600	1.871.600	3.238.000	45 3/8
1887.....	846.800	493.500	1.240.300	3.414.000	44 5/8
1888.....	794.700	1.153.400	1.948.100	3.637.000	42 7/8
TOTAUX.	8.558.200	9.798.200	18.256.400	34.607.000	

On voit que les Etats-Unis et l'Inde anglaise, les seuls Etats où la frappe de l'argent ait été régulièrement continuée, emploient au moins la moitié de la production annuelle du métal blanc. Quant à l'autre moitié qui est disponible (1,370,000 kilogrammes en moyenne, annuellement), le frai, les pertes accidentelles en absorberaient de 300,000 à 400,000 kilogrammes; l'exportation en Asie et en Afrique, de 400,000 à 500,000, et le reste, 500,000 kilogrammes, alimenterait la consommation industrielle et artistique.

M. Soetbeer termine son important mémoire en insistant sur l'influence décisive que la politique monétaire des Etats-Unis et de l'Empire de l'Inde est appelée à exercer sur la question de l'argent.

On trouvera maintenant six tableaux que nous avons empruntés aux rapports du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis.

VI. — *Production de l'or par pays* (1884-1887).

(Quantités.)

PAYS	OR			
	1884	1885	1886	1887
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
États-Unis d'Amérique	46.344	47.848	52.663	49.654
Australie	42.558	41.287	39.761	41.119
Mexique	1.780	1.304	924	1.240
Russie	32.913	38.125	30.872	30.232
Allemagne	555	1.378	1.065	2.251
Autriche-Hongrie	1.658	1.774	1.774	1.877
Suède	20	47	67	84
Italie	195	195	195	195
Turquie	10	10	10	10
Angleterre	»	»	»	2
Canada	1.435	1.679	2.002	2.061
République argentine	118	118	30	45
Colombie	5.802	3.762	3.762	4.514
Bolivie	109	109	109	109
Chili	500	500	500	2.395
Brésil	952	1.204	1.502	1.502
Venezuela	7.033	7.033	5.020	5.020
Pérou	180	226	170	170
Costa-Rica	»	9	131	131
San-Salvador	»	»	»	100
Japon	296	265	492	564
Afrique	1.250	2.083	2.163	2.888
Chine	9.362	6.997	5.492	5.068
Inde anglaise	»	203	634	481
TOTAUX	153.070	156.156	149.338	151.712

VII. — *Production de l'argent par pays* (1884-1887).

Quantités).

PAYS	OR			
	1884	1885	1886	1887
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
États-Unis d'Amérique	1.174.206	1.241.578	1.227.141	1.283.855
Australie	4.525	25.220	29.403	6.422
Mexique	655.870	772.670	794.033	904.000
Russie	9.360	15.550	12.707	13.522
Allemagne	27.598	24.567	25.650	23.929
Autriche-Hongrie	49.300	52.748	52.748	53.891
Suède	1.816	2.326	3.081	5.828
Norvège	6.387	7.200	7.200	7.200
Italie	33.839	33.839	33.839	33.839
Espagne	54.335	54.335	54.335	54.335
Turquie	1.323	1.323	1.323	1.323
France	5.905	51.000	46.789	46.789
Angleterre	8.060	7.607	10.124	9.964
Canada	5.030	5.030	5.030	10.865
République argentine	11.500	11.500	1.444	722
Colombie	18.287	9.625	9.625	24.061
Bolivie	240.616	240 616	240.616	240.616
Chili	160.000	210.000	210.000	205.422
Brésil	»	2.640	141	141
Pérou	45.909	47.840	96.246	49.750
Honduras	»	»	»	1.799
San-Salvador	»	»	»	5.774
Japon	23.460	23.085	32.242	32.065
Afrique	238	1.274	3.165	432
TOTAUX	2.537.564	2.841.573	2.896.882	3.016.044

VIII. — Production de l'or par pays (1884-1887).

(Valeurs.)

PAYS	OR			
	1884	1885	1886	1887
	dollars	dollars	dollars	dollars
Etats-Unis d'Amérique.	30.800.000	31.800.000	35.000.000	33.000.000
Australie	28.284.000	27.439.000	26.425.000	27.327.000
Mexique	1.183.000	867.000	614.000	824.000
Russie	21.874.000	25.338.000	20.518.000	20.092.000
Allemagne	369.000	916.000	708.000	1.496.000
Autriche-Hongrie	1.102.000	1.179.000	1.179.000	1.247.450
Suède	13.000	31.000	45.000	55.550
Italie	129.600	129.600	129.600	129.600
Turquie	7.000	7.000	7.000	7.000
Angleterre	»	»	»	1.000
Canada	954.000	1.116.000	1.330.442	1.369.700
République argentine	78.000	78.000	20.000	30 000
Colombie	3.856.000	2.500.000	2.500.000	3.000.000
Bolivie	72.000	72.000	72.000	72.000
Chili	332.000	332.000	332.000	1.591.400
Brésil	633.000	800.000	998.000	998.000
Venezuela	4.674.000	4.674.000	3.336.000	3.336.000
Pérou	120.000	150.000	113.000	113.000
Costa-Rica	»	6.000	87.000	87.000
San-Salvador	»	»	»	66.400
Japon	197.000	176.000	327.235	375.000
Afrique	830.000	1.384.000	1.438.000	1.919.600
Chine	6.222.000	4.650.000	3.650.000	3.368.500
Inde anglaise	»	135.000	421.600	320.000
TOTAUX	101.729.600	103.779,600	99.250.877	100.826.800

IX. — Production de l'argent par pays (1884-1887).

(Valeurs nominales.)

PAYS	ARGENT			
	1884	1885	1886	1887
	dollars	dollars	dollars	dollars
Etats-Unis d'Amérique.	48.800.000	51.600.000	51.000.000	53.357.000
Australie	188.000	1.048.000	1.222.000	266.900
Mexique	27.258.000	32.112.000	33.000.000	37.570.000
Russie	389.000	646.000	528.100	562.000
Allemagne	1.147.000	1.021.000	1.066.000	994.500
Autriche-Hongrie	2.049.000	2.192.200	2.192.200	2.218.900
Suède	75.500	96.000	128.000	242.250
Norvège	265.500	299.000	299.000	299.000
Italie	1.406.350	1.406.350	1.406.350	1.406.350
Espagne	2.258.000	2.258.000	2.258.000	2.258.000
Turquie	55.000	55.000	55.000	55.000
France	245.000	2.420.000	1.944.550	1.944.550
Angleterre	325.000	316.000	420.750	414.100
Canada	209.000	209.000	209.000	451.550
République argentine.	478.000	478.000	60.000	30.000
Colombie	760.000	400.000	400.000	1.000.000
Bolivie	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000
Chili	6.650.000	8.727.600	8.727.600	8.537.350
Brésil	»	110.000	5.850	5.850
Pérou	1.908.000	1.988.000	4.000.000	2.067.650
Honduras	»	»	»	74.750
San-Salvator	»	»	»	240.000
Japon	975.000	960.000	1.340.000	1.332.650
Afrique	10.000	53.000	132.000	17.960
TOTAUX	105.461.350	118.095.150	120.394.400	125.346.310

X. — *Monnayage de l'or par pays* (1884-1887)

(Valeurs nominales)

PAYS	1884	1885	1886	1887
	dollars	dollars	dollars	dollars
États-Unis d'Amérique	23.991.756	27.773.012	28.945.542	23.972.383
Mexique	328.698	423.250	367.490	398.647
Angleterre	11.309.819	14.366.677	»	9.728.498
Australie	22.196.106	21.694.857	22.524.595	24.122.267
Inde	»	106.987	»	4.249
France	»	55.854	4.455.733	4.760.960
Monaco	»	164.648	289.500	»
Italie	62.165	635.873	227.771	»
Suisse	»	«	965.000	»
Espagne	4.983.004	2.435.108	2.369.765	»
Portugal	186.840	246.240	179.626	270.000
Pays-Bas	»	280.000	217.647	163.831
Allemagne	13.723.494	1.939.443	8.506.210	28.135.270
Autriche-Hongrie	2.444.004	2.791.958	2.684.139	2.669.750
Norvège	»	»	539.484	»
Suède	1.022.420	33.500	982.188	314.830
Russie	18.615.074	20.685.852	14.761.717	20.109.276
Turquie	»	»	3.652.000	»
Egypte	»	»	»	246.354
Japon	569.415	1.004.005	900.165	897.426
Chili	»	77.580	37.210	25.360
République argentine	»	984.000	1.988.670	9.173.370
Colombie	»	»	26.965	»
Brésil	»	58.738	20.653	»
Perse	»	»	»	»
TOTAUX	99.432.795	95.757.582	94.642.070	124.992.465

XI. — *Monnayage de l'argent par pays* (1884-1887)

(Valeurs nominales)

PAYS	1884	1885	1886	1887
	dollars	dollars	dollars	dollars
États-Unis d'Amérique	28.534.866	28.962.176	32.086.709	35.191.081
Mexique	25.377.378	25.840.727	26.991.804	26.844.031
Angleterre	3.204.824	3.540.719	2.031.194	4.142.136
Inde	17.353.531	48.487.114	27.121.414	44.112.013
Canada	»	»	225.000	85.000
France	23.160	»	29.795	1.719.742
Cochinchine	120.000	1.279.511	3.215.771	3.126.310
Belgique	»	»	921.768	583.632
Italie	2.121.953	230.831	1.795.364	6.253.200
Suisse	»	»	501.800	270.200
Espagne	6.738.971	3.678.314	5.057.506	11.389.414
Portugal	»	»	299.765	960.120
Pays-Bas	182.910	80.400	»	76.380
Allemagne	114.319	577.664	1.153.963	715.343
A reporter	83.771.912	112.677.456	101.431.853	135.498.602

XI. — *Monnayage de l'argent par pays* (1884-1887)
(Valeurs nominales). *Suite*

PAYS	1884	1885	1886	1887
	dollars	dollars	dollars	dollars
Report.....	83.771.912	112.677.456	101.431.853	135.498.602
Autriche-Hongrie....	4.987.781	4.147 659	4.384.433	5.556.395
Norvège.....	»	53.600	»	80.400
Suède.....	132.784	78.281	»	56.082
Danemark.....	»	»	13.624	»
Russie.....	1.238.746	964.769	1.304.101	1.551.710
Turquie.....	»	»	880.000	»
Siam.....	»	»	»	2.216.065
Egypte.....	»	»	3.204.151	2.159.690
Japon.....	3.599.912	6.320.927	9.086.077	10.279.555
Chili.....	»	»	144.750	500.000
République argentine.	»	564.080	966.080	333.000
Pérou.....	»	»	»	»
Colombie.....	1.400.949	1.326.266	592.065	1.685.000
Venezuela	»	»	1.354.826	»
Guatemala.....	»	»	1.286.345	»
Brésil	»	»	27.387	»
Perse	»	12.090	30.373	»
Honduras.....	»	106.510	»	71.978
Congo.....	»	»	»	19.300
Nicaragua	»	400.000	»	400.000
Singapour	»	»	»	177.000
Hawaï.....	700.000	»	»	»
Hong-Kong.....	»	»	»	400.000
Costa-Rica.....	»	112.936	148.036	»
TOTAUX.....	95.832.084	126.764.574	124.854.101	160.984.877

Voici maintenant les principales indications fournies par M. Soetber dans le *Hamburgische Bœrsen-Halle* relativement à la frappe des monnaies en 1887 et 1888, d'après les rapports du Directeur de la Monnaie anglaise et du Directeur de la Monnaie américaine :

ANGLETERRE. — Les chiffres de la fabrication de la Monnaie royale de Londres en 1887 et 1888 se décomposent comme il suit :

	1887	1888
	liv. st.	liv. st.
Monnaies d'or.....	1.908.682	2.032.955
— d'argent	861.498	756.578

En outre, la Monnaie de Londres a frappé pour le compte du Canada, de l'île de Terre-Neuve, de Hong-Kong, des établissements du Détroit, des monnaies représentant les valeurs suivantes :

	1887	1888
	liv. st.	liv. st
Monnaies d'or.....	»	10.417
— d'argent.....	114.700	272.000

Sur les 272,000 liv. st. de monnaie d'argent fabriquées en 1888, 216,000 ont été frappées pour Hong-Kong et les établissements du Détroit, c'est-à-dire pour l'Orient.

Les succursales australiennes de la Monnaie anglaise n'ont jamais frappé que des monnaies d'or. Voici les chiffres de la fabrication de ces établissements monétaires pendant les deux dernières années :

	1887	1888
	liv. st.	liv. st.
Établissement de Sydney.....	2.069.000	2.187.000
— de Melbourne.....	2.887.000	2.830.000
ENSEMBLE.....	4.956.000	5.017.000

Quant aux établissements monétaires de l'Inde anglaise qui fonctionnent à Bombay et à Calcutta, ils n'ont frappé, depuis deux ans, que des monnaies d'argent, savoir : 46,165,360 roupies en 1886-87 et 107,884,241 en 1887-88. Pendant la période décennale comprise entre 1878-79 et 1887-88, il a été frappé en moyenne par an 65,560,000 roupies Cette somme représente 691,000 kilogrammes d'argent fin.

ÉTATS-UNIS. — Voici les chiffres de la frappe des monnaies aux États-Unis :

	1887	1888
	dollars.	dollars.
Monnaies d'or.....	23.972.383	31.380.808
— d'argent (dollars étalons).	33.611.710	31.996.833
— divisionnaires d'argent..	1.579.371	1.034.773

PAYS DE L'UNION LATINE. — Les fabrications monétaires se chiffrent comme il suit :

	1887		1888	
ÉTATS	OR	ARGENT	OR	ARGENT
	francs.	francs.	francs.	francs.
France . .	24 668.190	8.910.583	554.140	5.763.622
Italie.....	»	32.400.000	2.433.950	»
Belgique...	»	3.024.000	»	»
Suisse.....	»	1.400.000	88.000	»

En Italie, les monnaies d'argent ont été fabriquées en grande partie avec de vieilles pièces napolitaines retirées de la circulation.

La Monnaie de Paris a frappé, en 1887, 3,126,000 piastres pour la Cochinchine et 500,000 gourdes pour Haïti ; en 1888, cet établissement a fabriqué, pour le compte de la Cochinchine, des piastres représentant une valeur de 5,702.168 francs. Toutes ces monnaies ont été établies avec de l'argent acheté sur le marché.

Allemagne. — Voici les chiffres de la fabrication des monnaies :

	1887	1888
	marks.	marks.
Monnaies d'or.....	118.215.420	144.288.750
— d'argent.....	3.005 644	4.155.999

En outre, la Monnaie de Berlin a frappé pour le compte de l'Égypte, en 1887, 43,520,608 piastres en argent et, en 1888, 5,202,400 piastres en or et 171,630 piastres en argent.

Pays-Bas. — Le gouvernement est autorisé à retirer de la circulation 25 millions de florins de monnaies d'argent pour les fondre et acheter de l'or avec le produit.

Voici le montant des fabrications monétaires des deux dernières années :

	1887	1888
	florins.	florins.
Monnaies d'or.....	407.540	355.850
— d'argent.....	190.000	»

Pays scandinaves. — La frappe des monnaies dans les pays scandinaves se chiffre comme il suit :

	1887		1888	
États	OR	ARGENT	OR	ARGENT
	couronnes.		couronnes.	
Danemark.....	»	»	»	233.149
Norvège.....	»	300.000	»	200.000
Suède.....	1.174.740	209.264	»	62.368

Russie. — Une loi du 7 décembre 1885 a modifié le système monétaire de la Russie. Les monnaies d'or et d'argent sont fabri-

quées au titre de 9/10. La monnaie divisionnaire d'argent ne contient que 5/10 de fin.

Voici le montant des fabrications des deux dernières années :

	1887	1888
	roubles.	roubles.
Monnaies d'or.....	26.055.035	26.510.095
— d'argent.....	510.508	500.023
— divisionnaires d'argent.	1.500.000	1.007.010

Autriche-Hongrie. — Voici le montant des frappes des établissements monétaires de Vienne et de Kremnitz :

	1887	1888
	florins.	florins.
Monnaies d'or.....	5.538.902	5.700.486
— d'argent.....	6.327.262	9.104.230
Thalers d'argent de Marie-Thérèse.	3.175.928	2.340.150

Espagne. — Depuis des années, la fabrication des monnaies d'argent en Espagne est alimentée en partie au moyen de vieilles pièces tirées des colonies espagnoles. A la fin de 1887, les importations de ces monnaies s'élevaient à 108,750,340 francs dont 70 millions provenant des Philippines. Ces vieilles pièces avaient été généralement frappées ailleurs que dans les établissements monétaires de la Métropole.

Voici le montant du monnayage des deux dernières années :

	1887	1888
	francs.	francs.
Monnaies d'or.....	»	»
— d'argent.....	59.012.510	53.219.445

Portugal. — Dans le Portugal, la circulation monétaire qui est basée sur l'or se compose surtout de livres sterling anglaises. Par suite le monnayage est insignifiant; voici d'ailleurs les chiffres.

	1887	1888
	milréis.	milréis.
Monnaies d'or.....	250.000	95.000
— d'argent.....	889.000	1.240.000

Japon. — Les frappes des deux derniers exercices se présentent comme ci-après :

	1887	1888
	—	—
	yen.	yen.
Monnaies d'or..	1.154.355	974.335
— d'argent.....	9.603.513	10.222.109

Chine. — La Chine serait en train de réorganiser la fabrication de ses monnaies. Un établissement monétaire aurait été établi pour commencer à Canton ; cet établissement pourrait frapper, paraît-il, de 2 à 3 millions de pièces de *cash* (60 p. 0/0 de cuivre et 40 p. 0/0 de zinc) et 100,000 pièces d'argent par jour.

Mexique. — Voici le montant des frappes exécutées pendant les deux derniers exercices :

	1886-87	1887-88
	piastres.	piastres.
Monnaies d'or.....	398.647	316.818
— d'argent.....	26.844.031	25.862.977

M. Soetbeer résume ensuite son travail dans les deux tableaux suivants, qui présentent le total du monnayage de l'or et de l'argent en 1887 et 1888 :

Monnayage de l'or.

	1887	1888
	marks.	marks.
Angleterre	38.174.000	40.660.000
Australie	99.136.000	100.340.000
États-Unis	100.684.000	131.799.000
Pays de l'Union latine..... ..	19.971.000	2.573.000
Allemagne	118.215.000	144.289.000
Pays-Bas.....	687.000	605.000
Pays scandinaves.....	1.688.000	»
Russie.....	87.290.000	88.730.000
Autriche-Hongrie	11.078.000	11.401.000
Portugal.....	1.134.000	432.000
Japon	4.830.000	4.076.000
Total.....	482.887.000	524.905.000

Ces fabrications représentent en poids 173,000 kilogrammes d'or pour 1887, et 190,000 kilogrammes d'or pour 1888. La production annuelle de ces deux années n'a guère dépassé 150,000 kilogrammes.

Dans son rapport pour l'année 1888, *upon production of the precious metals*, M. Kimball a évalué à 29,786,783 dollars le montant des monnaies d'or qui ont été fabriquées avec des pièces démonétisées. Cette évaluation serait fort au-dessous de la vérité. Par suite, le monnayage net serait beaucoup moins important qu'on ne le croit généralement. Cette observation conduit à deux conclusions. La première, c'est que le mouvement du monnayage ne donne pas la mesure exacte de l'accroissement du stock universel de l'or ou du stock d'or d'un pays ; la seconde conclusion, c'est que l'on aurait tort de déduire de la comparaison des quantités d'or produites avec les quantités d'or monnayées, qu'il ne restera pas assez de métal jaune pour donner satisfaction aux exigences de l'industrie.

Voici les chiffres concernant les fabrications totales de l'argent.

Monnayage de l'argent. — Valeur nominale.

	1887	1888
	—	—
	marks.	marks.
Angleterre	19.624.000	20.572.000
Inde anglaise	88.638.000	207.137.000
États-Unis	147.803.000	147.133.000
Pays de l'Union latine	28.945.000	4.669.000
Cochinchine	13.100.000	4.619.000
Allemagne	3.006.000	4.156.000
Égypte	43.500.000	170.000
Pays-Bas	323.000	» »
Pays scandinaves	573.000	557.000
Russie	6.525.000	4.868.000
Autriche-Hongrie	19.006.000	22.889.000
Espagne	47.800.000	43.107.000
Portugal	4.340.000	5.052.000
Japon	41.871.000	44.570.000
TOTAUX	465.054.000	509.499.000

Ces fabrications représentent en poids 2,583,000 kilogrammes d'argent pour 1887, et 2,830,000 kilogrammes pour 1888. Toutefois, les monnaies divisionnaires d'argent figurant dans les totaux ci-dessus, il y aurait lieu, si l'on veut tenir compte du titre inférieur de ces pièces, de retrancher des quantités précédemment indiquées de 60,000 à 65,000 kilogrammes.

Quant à la valeur marchande de l'argent monnayé pendant les deux années précitées, elle ne ressortirait qu'à 333 millions de marks et 352 millions de marks respectivement.

Reproduisons, pour terminer, une évaluation de la consommation industrielle et artistique des métaux précieux que M. Soetbeer a donnée dans la deuxième édition de ses *Materialien*.

Consommation industrielle et artistique annuelle de l'or et de l'argent.

PAYS	OR			ARGENT		
	CONSOMMATION brute 1	A DÉDUIRE de la colonne 1 pour emploi de vieilles matières 2	CONSOMMATION nette 3	CONSOMMATION brute 4	A DÉDUIRE de la colonne 4 pour emploi de vieilles matières 5	CONSOMMATION nette 6
	kilog.	p. 0/0	kilog.	kilog.	p. 0/0	kilog.
Etats-Unis	21.700	10	19.500	135.000	15	115.000
Angleterre	20.000	15	17.000	90.000	20	72.000
France	21.000	20	16.800	100.000	25	75.000
Allemagne	15.000	20	12.000	110.000	25	82.000
Suisse	15.000	30	10.500	32.000	25	24.000
Pays-Bas et Belgique	3.200	20	2.000	30.000	20	24.000
Autriche-Hongrie	2.800	15	2.400	40.000	20	32.000
Italie	6.000	25	4.500	25.000	25	19.000
Russie	3.000	20	2.400	40.000	20	32.000
Autres pays civilisés	2.300	»	2.000	50.000	20	40.000
TOTAUX	110.000	.....	90.000	652.000	.....	515.000

Cette estimation ne comprend, et il importe d'en faire la remarque ni l'Inde ni la Chine, pays où la bijouterie consomme des quantités importantes d'argent.

II

RAPPORT

SUR

L'ENQUÊTE MONÉTAIRE ANGLAISE

Par M. E. FOURNIER DE FLAIX

Parmi les documents les plus importants et les plus curieux à consulter sur la question monétaire contemporaine, il faut placer au premier rang l'enquête ordonnée en 1887 par le gouvernement anglais. Les travaux de cette enquête ont été entièrement publiés. Ils forment quatre volumes petit in-folio, d'un caractère très serré. L'ensemble représente plus de 1200 pages à deux colonnes ; c'est matériellement une œuvre considérable. Sa valeur scientifique n'est pas moindre. Elle comprend : 1° les dépositions et les mémoires des témoins ; 2° de nombreux appendix, dont les plus intéressants seront énumérés dans le cours de cette étude ; 3° les conclusions de la commission, très longuement exprimées et motivées.

Avant de rendre compte des principales dépositions, des appendix et des conclusions, il y a lieu de présenter quelques observations générales sur la conduite de l'enquête.

§ 1. *Conduite de l'enquête*

La commission de l'enquête a été constituée par déclaration royale du 26 juillet 1887.

La commission était composée de sir James Balfour, vice-président, baron Herschell, MM. Farrer, Chamberlain, Chaplin, Barbour, Fremantle, Birch, Houldsworth, H. Courtney, Montagu, sir Louis

Mallet, sir baron Lubbock. La commission a tenu quarante-huit séances, dont les quinze premières ont été présidées par sir Balfour, neveu du premier ministre, le marquis de Salisbury; il a présidé, de même que le baron Herschell, qui l'a remplacé au fauteuil, avec une rare distinction.

Les enquêtes anglaises, qui ont servi à éclairer tant de questions économiques, et, en particulier, les questions monétaires, sont conduites avec de tout autres idées que les enquêtes françaises. En général, le président parle le premier, mais il ne dirige nullement la discussion; chaque commissaire intervient quand cela lui plaît et prend à partie le témoin. Ces commissions sont habituellement composées de personnes très compétentes et d'opinions différentes. Il en résulte que les témoins ont affaire à forte partie et qu'ils sont interrogés dans des vues opposées. La commission anglaise comprenait précisément des spécialistes autorisés, engagés dans des sens différents sur la question monétaire, les uns fermement convaincus de la nécessité de ne rien changer à l'état actuel de la législation anglaise, c'est-à-dire *monométallistes*, puisque l'Angleterre ne remplit aucune des conditions du *bimétallisme*, les autres tout à fait bimétallistes. Les témoins ont dû répondre aux uns comme aux autres. Eux-mêmes appartenaient à des systèmes non moins contraires. Il en est résulté entre les commissaires et les témoins des débats très vifs, souvent très intéressants, mais parfois fastidieux à raison du retour des mêmes faits et des mêmes idées. En définitive, on pourrait comparer l'enquête monétaire, et en général les enquêtes anglaises, à des soutenances en Sorbonne par deux candidats parlant en sens opposés, tenus sur la sellette par des professeurs n'ayant pas la même manière de voir sur l'objet de la thèse. Les avantages de cette conduite des enquêtes sont considérables : les questions sont retournées, fouillées en tous sens; les points de vue les plus divers se succèdent; mais les inconvénients ne sont pas moins sérieux. De l'extrême contradiction résultent l'obscurité, l'incertitude et la confusion. Or, le problème monétaire contemporain étant lui-même fort complexe, obscur, incertain, il n'y a rien de surprenant à ce que les témoins aient multiplié les dépositions contradictoires, et à ce que les commissaires, n'ayant pu se mettre d'accord sur aucun point, aient été contraints de présenter trois rapports en sens diamétralement opposés, sans compter les réserves et les rapports particuliers de plusieurs d'entre eux.

§ 2. *Les dépositions*

Le nombre des témoins entendus a été de 38. Plusieurs témoins, à raison de l'importance ou de l'intérêt de leur déposition, ont comparu plusieurs fois. M. Gibbs, bimétalliste, ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, a été rappelé cinq fois ; M. Fowler, banquier, monométalliste, quatre fois ; M. le professeur Nicholson, M. Samuel Smith, M. Comber, M. le professeur Marshall, M. Fielden, chacun deux fois.

On peut classer les dépositions en quatre catégories : 1° les publicistes, statisticiens, savants, qui ont fourni des faits et des chiffres, en dehors de tout système préconçu ; 2° les témoins monométallistes; 3° les témoins bimétallistes; 4° les fonctionnaires du gouvernement anglais dans l'Inde. C'est dans cet ordre que nous allons résumer les débats de l'enquête.

§ 3. *Première catégorie. Dépositions techniques*

Les témoins qu'on peut placer dans la première catégorie sont : MM. Palgrave, Pixley, Hector Hay, Giffen, Sauerbeck, les professeurs Austen, Marshall, Nicholson, Mac Leod.

Les six premiers ont donné des renseignements et des chiffres sur la production, la consommation et les mouvements des métaux précieux ; MM. Mac Leod, Nicholson et Marshall, des appréciations d'un caractère économique sur le problème monétaire.

1°. — Statistiques monétaires

Les statistiques de MM. Palgrave, Pixley, H. Hay, Giffen, Sauerbeck, ont principalement porté sur les métaux précieux au XIXe siècle. Ces statistiques se contrôlent les unes les autres. La plupart ont pour fondement les relevés du bureau des mines de Washington ou les travaux de M. Soetbeer. On peut ajouter à ces statistiques les évaluations de M. Mulhall et celles de M. Valentine. Les différences constatées entre les évaluations diverses n'ont pas d'importance relativement aux changements survenus dans le stock des métaux précieux pendant le XIXe siècle.

On peut estimer en 1850 le stock de l'or à 14 milliards de fr. et celui de l'argent à 33 milliards, — ensemble 47 milliards. En 1800 le stock de l'or était de 11 milliards et celui de l'argent de 26 milliards. Il aurait donc augmenté, dans la première moitié du siècle, de 3 mil-

liards or et de 7 milliards argent. Nonobstant ces mouvements, le rapport de valeur n'avait varié, durant cette période de cinquante ans, que de 15 à 15 1/2.

Quelle a été depuis 1850 la production de l'or ?

De 1851 à 1885 elle aurait représenté, d'après M. Soetbeer, 6,383,388 kilog., d'une valeur de 17,810 millions de marks, soit en francs 22,262 millions.

Quant à la quantité d'argent, elle aurait été de 57,563,631 k., d'une valeur de 9,567 millions de marks, soit en francs 11,958 millions.

Pour saisir toute la portée de ces chiffres, il faut les rapprocher d'autres chiffres donnés par M. Soetbeer.

Production de l'or de 1493 à 1850 : 4,752,070 k.

Production de l'argent — : 149,826,750 k.

Les résultats des années 1886, 1887, 1888, n'ont pas modifié les proportions. La moyenne est demeurée la même pour l'or et pour l'argent.

M. Stewart Pixley a produit pour l'argent une statistique moins complète, et pour l'or un relevé de 668,945,280 L. depuis 1852, soit en francs 16,726 millions, différence, quant à l'or, de plus de 5 milliards avec M. Soetbeer. Les chiffres de M. Pixley sont à peu près ceux de M. Mulhall et de M. del Mar. Quels que soient les chiffres que l'on adopte, ceux de M. Soetbeer ou ceux de MM. del Mar, Pixley et Mulhall, il n'en est pas moins établi que, de 1850 à 1888, s'est accompli un changement extraordinaire dans la condition des métaux précieux. La production de l'or, en 38 ans, a été à peu près de 133 % comparativement à celle de 1493 à 1850. Le stock a plus augmenté en 38 ans qu'en 357 ans. Les témoins de l'enquête ne semblent pas avoir suffisamment mis ce fait en relief. La production de l'argent est loin d'avoir eu autant d'importance ; néanmoins elle a encore représenté près de 12 milliards à joindre à 22 milliards d'or : ensemble 36 milliards.

Par suite la production de 1850 à 1884 aurait porté le stock des métaux précieux de 47 milliards à 83.

C'est là le fait décisif qui domine tout le problème monétaire contemporain.

Les diverses dépositions de MM. Palgrave, Pixley, H. Hay, Giffen et Sauerbeck n'ont pas sensiblement modifié l'ensemble des résultats constatés par M. Soetbeer.

M. Pixley y a rapporté une évaluation donnée par M. Fawcett,

en 1883, du stock monnayé du globe, qui aurait été de : or 670,734,700 L., et argent de 524,133,970 L., ensemble 1,194,868,670 L., soit 29,875 millions. Or, en 1850, le stock monnayé n'était estimé qu'à 12,875 m. fr. Le changement est énorme.

M. H. Hay a évalué, d'accord avec la plupart des témoins, le stock métallique de l'Angleterre, à 100 millions de L. S. en or, ou 2,500 millions, et 20 millions L. S. argent. Il a appelé avec raison l'attention sur le *va-et-vient* perpétuel des métaux précieux, surtout de l'or, qui multiplie l'efficacité de leur action. Non seulement on les porte et on les transporte, en particulier l'or, de mille façons, mais on modifie à tout instant leur forme et leur emploi ; on les frappe ; on les fond ; on les convertit en lingots; on les refrappe ; on les transforme en bijoux; on fond les bijoux; enfin c'est un mouvement permanent dont il faut tenir d'autant plus compte que chaque année s'accroît le stock d'or employé par l'industrie, et les facilités de le transformer.

Aussi tous les statisticiens reconnaissent-ils l'abondance de l'or, l'extension de sa circulation et l'augmentation constante de son stock. M. H. Hay a signalé l'importance du stock d'or de l'Inde, où l'or circule en petits lingots, et l'emploi qu'on pourrait en faire.

A raison de sa situation à la tête de *Board of Trade* et de ses ouvrages, M. Robert Giffen a été particulièrement interrogé. Nous relevons dans ses réponses : 1° que le mouvement des métaux précieux en Chine donne en moyenne une exportation de 1 à 2 millions L. S. d'or; il y aurait en Chine, comme dans l'Inde, un stock d'or. Cette constatation a de l'importance au point de vue de l'éventualité d'établir dans l'extrême Orient une circulation monétaire d'or. Là où l'or circule en lingots, là où il est thésaurisé en bijoux, il est facile de constituer une monnaie d'or ; 2° que, bien qu'il ait fallu 100,000,000 L. S. ou 2,500 millions d'or pour la reprise des paiements en espèces aux États-Unis, les réserves en or du Trésor et des banques se sont élevées de 27 à 75 millions L. S. or ; 3° que l'opération d'or faite en 1884 par l'Italie est un autre indice de la circulation nouvelle de l'or, bien que cette opération n'ait pas eu l'importance de la substitution faite en France de l'or à l'argent ; 4° que, en ce qui concerne l'Angleterre, la circulation de l'or aurait diminué au lieu d'augmenter, et que les divers instruments de crédit (banknotes, chèques, mandats postaux et télégraphiques, compensations de clearings) n'auraient pas reçu un développement proportionnel à celui des affaires ; 5° que, bien que la demande d'or

pour l'Inde ait diminué depuis 1880, il doit exister dans l'Inde un stock d'or très considérable; 6° que l'Inde paraît avoir absorbé l'argent donné par la France en échange de l'or; que de 1855 à 1870 elle a ainsi pris 200 millions par an; que de 1870 à 1886 elle a demandé beaucoup moins; 7° que la Chine importe de l'argent comme l'Inde, 2,100,000 L. S. en 1884; 8° que, quelles que soient les oscillations dans la production, la consommation et l'emploi des métaux précieux, on constate, de 1200 à 1800, une tendance constante à la baisse de la valeur de l'argent (n° 755) en même temps qu'une tendance des prix à s'élever, mais que depuis 1800, sauf un court intervalle de 1850 à 1873, la tendance des prix a été à la baisse, quoique la valeur de l'argent ait encore sensiblement diminué; le sucre et le fer ont été cités comme exemple.

L'indication de cette tendance permanente de l'argent à la baisse est un fait monétaire d'ordre supérieur dans tout ce qui tient au problème monétaire. La déposition de M. Giffen demeure, à cet égard, l'une des plus considérables de l'enquête.

M. Sauerbeck partage l'opinion de M. Giffen sur le peu d'influence des banques et moyens de crédit à l'endroit de la circulation monétaire; il considère même que les mandats postaux et les chèques n'ont pas permis d'économiser l'or, malgré les progrès du nombre des banques, qui est passé en vingt ans, de 2417 à 3886; il cite comme argument la diminution du droit de timbre sur les banknotes et les lettres de change qui est tombé de 1,030,000 L. S. à 800,000 L. S. Aussi attribue-t-il la baisse des prix à l'insuffisance de la monnaie (10930) eu égard à la masse des marchandises.

La déposition de M. Austen, chimiste de l'hôtel des mines et professeur de métallurgie à l'école royale des mines, appartient également à la catégorie des dépositions techniques; elle doit être rangée parmi les plus importantes de l'enquête, peut-être la plus importante de toutes. Elle est accompagnée d'une note, page 325 de l'appendix du premier volume. Elle a surtout porté sur les conditions actuelles de production de l'argent.

L'argent se présente sous deux formes : ou bien il est associé à d'autres métaux, ou bien il est seul.

1° Il est associé à l'or, au plomb, au cuivre. Dans ces trois cas il est toujours exploité, puisque sa valeur propre vient en déduction du prix du métal associé. L'once d'argent revient à 2 deniers 1/2 si l'argent est associé à l'or; à 24 deniers s'il est associé au plomb, et à 23 deniers s'il est associé au cuivre.

2° Quant le minerai d'argent est à peu près pur, l'once revient à 17 deniers. Ce prix de revient paraît être le même pour les mines des États-Unis et pour celles du Mexique.

En 1883, la production totale de l'argent a été de 88,354,733 onces, ainsi réparties :

États-Unis	35.737.908
Mexique	22.872.732
Bolivie	12.376.860
Allemagne	7.417.642
Chili	4.119.125
Espagne	2.935.481
Autriche	1.568.562
Colombie	587.873
République Argentine	325.045
Divers	953.305

Cette quantité a été obtenue : 508,005 onces des minerais d'or, 7,200,000 des minerais de cuivre, 30,726,000 des minerais de plomb et 49,920,753 des minerais d'argent.

La moyenne du prix de revient est de 1 sch. 8 d. soit 1 sch. 6 1/2 d. par once standard; En août 1889, l'once standard était cotée à Londres 42 5/16. La différence est encore par once standard de 22 deniers 1/4. Pour que l'argent cesse d'être extrait avec profit, éventualité prévue par M. Bagehot, il faut que le prix de l'once standard à Londres tombe à 30 deniers 1/2, soit une baisse de 160 °/₀ sur l'ancien prix de l'once à 61 1/2 d.

Mais, même à ce taux, l'argent continuerait d'être produit à concurrence de près de la moitié de la quantité de 1883 (quantité qui a augmenté en 1888), puisqu'il n'est exploité que comme produit secondaire, accessoire des minerais d'or, de plomb et de cuivre. On fermerait les mines d'argent, que chaque année 40 millions d'onces d'argent seraient en moyenne disponibles sur le marché de l'argent.

Cette déposition a été suivie d'une assez longue discussion. Si on doublait subitement la valeur de l'argent, a demandé le président à M. Austen, n'y aurait-il pas à redouter une énorme extension de la production? M. Austen s'est contenté de répondre : « Le champ serait vaste en effet. »

M. Pixley, dans sa déposition, ayant évalué le coût moyen de production de l'once d'argent à 3 sch. 6 d., on a demandé à

M. Austen la raison d'une pareille différence avec ses évaluations. M. Austen a répondu que M. Pixley n'avait pu faire allusion qu'à certaines mines du Mexique sans importance.

M. Austen a fourni quelques détails sur les mines principales d'argent. Il compare leur fertilité à celle de la terre. *La Bonanza-king* en est le type. Elle est cependant située à une profondeur de 520 pieds. Pour donner une idée exacte de la prodigieuse richesse des mines américaines, M. Austen a ajouté que pour le plomb argentifère la proportion d'argent au plomb était : en Italie de 67 onces à la tonne ; en Espagne de 36 ; en Angleterre de 8 à 9 ; et que néanmoins la demande du plomb était assez intense pour que la *désilverisation* du plomb en Europe représentât le tiers de la production des États-Unis.

2°. — Théories monétaires.

Les dépositions de MM. Mac Leod, Nicholson et Marshall ont eu un autre caractère. Nous n'avons pas besoin de rappeler les travaux de M. Mac Leod. M. Nicholson, professeur d'économie politique à l'Université d'Edimbourg, vient de publier un ouvrage sur la monnaie ; M. Marshall est professeur d'économie politique à l'Université de Cambridge.

La fonction de la monnaie métallique, or ou argent, sur l'ensemble du mouvement économique, sur les prix, a dit M. Mac Leod, n'est que secondaire ; c'est le crédit qui remplit la fonction principale au moyen des banques et des instruments de crédit. Dans notre siècle et principalement depuis 1850, le développement du crédit, des banques, des instruments de crédit a été plus grand que l'accroissement des métaux précieux. Quelle influence la réserve d'or de la Banque d'Angleterre exerce-t-elle comparativement à l'ensemble des moyens de crédit de l'Angleterre ? Dans les paiements, règlements de compensations de Londres et des divers marchés anglais, c'est à peine si le numéraire entre pour 2 %. Dès lors c'est une pure illusion que d'admettre que les prix dépendent des stocks métalliques ; les prix dépendent du crédit ; on peut citer comme exemple typique l'Écosse. Dans nul pays du globe l'activité économique n'est plus grande qu'en Écosse ; dans aucun, l'or et l'argent n'ont un emploi aussi subalterne comparativement au crédit. C'est par le crédit que les banques d'Écosse ont transformé cette contrée, encore sauvage il y a deux cents ans, le crédit

au comptant, ce qui ne veut pas du tout dire le crédit représenté par de l'argent ou de l'or.

Inutile donc d'espérer qu'en accumulant dans les banques de l'or et de l'argent, on relèvera les prix. Les prix sont réglés par d'autres influences. La baisse actuelle est le résultat de causes diverses.

M. Mac Leod a accompagné sa déposition d'un *memorandum* reproduit comme appendix du deuxième volume de l'enquête. Dans ce *memorandum*, M. Mac Leod mentionne un rapport de M. Slater, de 1856. M. Slater établit que dans sa banque, sur 1,000,000 l. st. de recettes et de paiements, la répartition se faisait ainsi :

	Recettes		Paiements
	—	l. st.	—
Billets et lettres de change.	553.526		302.674
Chèques.	357.715		663.672
Banknotes et banquiers.	2.627		
Banknotes de la B. d'Ang.	68.554		22.743
Or.	28.089		9.427
Argent et cuivre.	1.486		1.484
Mandats de poste.	937		

Il estime que si le montant du numéraire est de 120,000,000 l.st., on doit évaluer à 6,000,000,000 l. st., ou cinquante fois plus, le montant des valeurs de crédit en circulation. Le numéraire et le crédit seraient par suite dans la proportion de 1 à 50.

Appliquant ces réflexions à l'Écosse, Mac Leod dit formellement :

« L'ensemble des engagements de banque de toute sorte en Écosse « représente 100 m. l. st. Ces 100 millions de crédit en Écosse « produisent exactement le même effet qu'un total égal en or (*as « an equal amount of gold*) sur les prix (*on prices*), et plus les « habitudes de banque sont pratiquées par la population, plus « grande est la puissance des banques. En réalité la banque « a pris un développement énorme en Écosse. »

D'après ces prémisses, M. Mac Leod a pu résoudre facilement toutes les questions débattues dans l'enquête : 1° l'Angleterre commandera toujours l'or, à raison de l'immensité de son commerce et de la supériorité de l'organisation de crédit (n° 7181); 2° au moindre besoin, elle n'a qu'à élever le taux d'escompte ou le prix de son crédit, l'or affluera de tous côtés pour profiter de cette hausse; 3° mais ce besoin d'or ne sera jamais que temporaire et

limité, la meilleure preuve c'est que depuis vingt ans, l'Écosse fait un commerce très étendu *sans un seul souverain* (7100); 4° ce qui est vrai de l'Écosse l'est aussi de l'Angleterre entière, où les progrès du crédit ont été énormes (7212), et en partie des Etats prospères de l'Europe (7211), notamment de la France; 5° aussi l'accroissement de l'or ou sa diminution, *a fortiori* ceux de l'argent, n'ont pas l'importance qu'on leur attribue; et si l'or augmentait tout à coup de manière à être porté à 6 milliards en Angleterre, les prix ne suivraient pas la même progression (n° 7202) — parce qu'il prendrait la place du crédit — (observation profonde; en effet, le crédit et les métaux précieux ne sont que des voitures différentes, mais des voitures du capital); 6° conséquemment, c'est au crédit qu'il faut demander l'explication de la baisse actuelle des marchandises (n° 7209) (autre observation profonde) — l'or est une voiture mécanique, le crédit est une voiture avec un conducteur — de là des différences fondamentales; 7° la spéculation a diminué, elle a disparu; elle est morte; elle trouve les prix trop élevés; elle s'abstient; l'or n'est pour rien dans cette situation; la baisse des prix actuelle est la réaction contre la hausse antérieure (n°s 7213 et 7221); 8° toutefois l'or exerce une action directe sur les prix, d'autant plus grande que l'organisation du crédit est inférieure, notamment chez les peuples à circulation fiduciaire non convertible. La convertibilité est l'expression de la fonction de l'or; mais elle est difficilement calculable (7258 à 7261). Réciproquement, chez les peuples où le crédit a reçu une organisation supérieure, la convertibilité est réduite à son minimum, ce qui permet à ces peuples de faire d'immenses affaires avec peu d'or; 9° l'extrême intérêt des questions de change international provient de ces différences de puissance de crédit entre les peuples : le change est la mesure fidèle de ces différences; les mouvements métalliques sont accessoires (n° 7300).

Ces idées ont provoqué de nombreuses critiques ou observations de la part des membres de la commission. Elles étaient, au fond, défavorables aux théories bimétallistes qui exagèrent l'influence des métaux précieux sur les prix.

M. Nicholson a fait deux dépositions, en se plaçant à un point de vue tout à fait opposé à celui de M. Mac Leod. D'ailleurs, M. Nicholson est partisan de la réforme de la législation monétaire de l'Angleterre dans le sens du bimétallisme.

L'étude de l'histoire du XVIe et du XVIIe siècle a conduit

M. Nicholson à se rendre compte du fait de la baisse extraordinaire de l'argent depuis 1873, de ses effets et des moyens d'y remédier. M. Nicholson attribue aux métaux précieux un effet direct, immédiat, quoique non total sur les prix. Pour lui, les causes de la baisse de l'argent ne proviennent ni de la production de l'or, ni de celle de l'argent, ni du développement du crédit, mais exclusivement des ventes d'argent de l'Allemagne et de la suspension de la frappe de l'argent par l'Union latine, par l'Allemagne et par quelques autres États. M. Nicholson serait donc d'avis de chercher la solution du problème monétaire dans l'application de la maxime : *Sublata causa, tollitur effectus.* Un traité international dans lequel l'Angleterre serait englobée, pourrait rendre à l'argent sa valeur en lui rouvrant les hôtels des monnaies et en lui restituant son efficacité libératoire universelle d'après le retour au rapport fixe de 15 1/2. Une fois que l'argent aurait recouvré sa valeur, il y aurait sur le marché monétaire une telle abondance de métaux précieux, invariables dans leur valeur, qu'il faudrait bien que les prix remontassent. Cette hausse des prix répandrait ses bienfaits de toutes parts, et le trafic international, n'ayant plus à redouter les variations des changes, pourrait se développer dans des proportions nouvelles et inconnues. M. Nicholson a ainsi donné corps à l'ensemble des théories ou des espérances qui constituent la doctrine bimétalliste. Au surplus, il a fait connaître ses opinions dans un livre récent qu'on lit avec un intérêt réel (*Money and monetary problem*, 1888).

Selon M. Nicholson, toutes les valeurs dans les affaires se règlent d'après l'étalon monétaire. Il faut donc que cet étalon soit invariable. S'il est variable, toutes les transactions sont atteintes et surtout les transactions à terme, qui sont les plus importantes. Tantôt le débiteur est favorisé, tantôt le créancier. Le crédit n'a point ici à intervenir; il ne fournit pas l'étalon de la valeur; or, un étalon simple ne saurait être invariable; les variations de deux étalons se compenseront. Le bimétallisme international fournira cet étalon à tous les peuples. L'étalon d'or n'a pas profité à l'Angleterre (n° 5551); elle n'a pas d'intérêt à le garder. La valeur de l'or n'est pas intrinsèque; elle est en grande partie *artificielle* (n° 5596). M. Nicholson n'a pas suffisamment développé ses idées sur ce sujet si important, peut-être décisif en matière monétaire. D'ailleurs la logique a conduit M. Nicholson à produire cet aveu redoutable.

M. Marshall ne partage pas les opinions de M. Nicholson, tout en acceptant certains changements dans la législation monétaire des principaux États. Comme M. Mac Leod, il fait une part moins large, il est vrai, au crédit et aux instruments de crédit dans l'établissement des prix, mais il croit devoir restreindre cette part à l'influence des billets de banque et du papier monnaie (10124).

Il ne pense pas que les lettres de change, billets, chèques, mandats divers, aient d'action appréciable sur les prix. Il cite la hausse des prix en Angleterre, pendant les années 1809 et 1810, à l'appui de son opinion. Il restreint ainsi notablement le lien de solidarité qui existerait entre les prix et les métaux précieux. D'ailleurs il envisage et il explique tout autrement la baisse des marchandises depuis 1877. En effet, d'après lui, l'argent aurait conservé à peu près son pouvoir d'achat (n° 9625) quant aux marchandises; ce pouvoir n'aurait baissé que relativement au travail. Toutefois, par travail (*work*), M.Marshall entend plutôt les profits que les salaires (n° 9823). Cette observation fort ingénieuse expliquerait pourquoi la situation monétaire a soulevé tant d'appréhension de la part des manufacturiers et si peu de la part des classes ouvrières. M. Marshall évalue, d'après une baisse hypothétique de l'argent de 30 %, à 12 % seulement la part à porter au compte de l'appréciation de l'or ou de la dépréciation relative de l'argent, et à 18 % la part à porter au compte des faits appartenant à la production même. Dans l'ensemble de ses trois dépositions, également intéressantes, M. Marshall occupe une sorte de moyenne entre M. Mac Leod et M. Nicholson. Aussi, sans être hostile à des changements dans la condition monétaire des États, il restreint et le pouvoir même des législations, et la portée des lois monétaires. Il repousse tout arrangement international. Dans l'état actuel des rapports des peuples, il n'entrevoit aucune apparition d'une monnaie internationale (n° 9887). C'est dire que, sans combattre le bimétallisme, il en amoindrit singulièrement les conditions, les garanties et les conséquences. D'abord, à raison des inconvénients matériels attachés à la circulation de l'argent, il croit indispensable d'installer une nouvelle catégorie de billets de banque, correspondant aux *silver certificates*. Le bimétallisme ou nouvelle législation consisterait en ce que tout particulier aurait le droit de se libérer, au moyen de ces nouveaux billets, ou d'argent dans une certaine proportion, au moyen d'or et de billets, convertibles en or dans une autre. Ce serait le bimétallisme *alternatif*. Mais il n'entre pas dans les vues de M. Marshall que tous les États ouvrent

leurs hôtels au monnayage illimité de l'argent, d'après le rapport immuable de 15 1/2 (9842 à 9861). Aussi ne se propose-t-il nullement de se servir d'un bimétallisme quelconque pour rendre aux marchandises leur ancienne valeur; 10 °/₀ de plus-value lui sembleraient d'autant plus suffisants (9652) que la hausse des prix ne lui apparaît pas comme l'un des *desiderata* universels de l'humanité. En outre, il se préoccupe, non sans raison, des effets de la loi de Gresham (page 49, 3e volume) au cas où les divers hôtels de monnaie frapperaient indifféremment or et argent à un rapport fixe. Comment se distribueraient alors les métaux précieux? Les habitudes, les occupations, les garanties, les capitaux, le savoir-faire des populations, n'auraient-ils pas une action décisive sur cette distribution? M. Marshall n'a pas examiné le cas de la rupture d'un traité international monétaire par suite d'une guerre, parce qu'il n'admet pas de traité international; mais son observation sur les effets de la loi de Gresham n'en doit pas moins être retenue.

Ainsi le système de M. Marshall consiste en ce que chaque État admettrait dans l'étendue de son propre territoire, sans obligation internationale, la valeur libératoire de l'argent dans une certaine proportion, sans obligation de monnayer l'argent *ad libitum* et sans engagement quant au rapport.

M. Marshall pense qu'il y aurait lieu, quant à l'Angleterre, de modifier sa législation fiduciaire et de renouveler sur d'autres bases le traité avec la Banque d'Angleterre. Il n'est pas favorable à la législation de 1844, d'autant plus qu'il pense que les *silver certificates* seraient appelés à une certaine extension.

M. Marshall a passé à côté d'une bien grosse question, qui n'a pas été soulevée dans l'enquête et qui peut-être méritait d'être abordée, d'autant plus que, d'après son opinion, les banknotes seraient le seul instrument de crédit qui agirait sur les prix. Eh bien! la législation de 1844, en admettant l'opinion restrictive de M. Marshall, peut-elle suffire après l'immense développement d'affaires qui a eu lieu depuis la loi de Robert Peel? On peut le contester très sérieusement. M. Marshall se contente de faire allusion à cet état de choses et de dire que toute nouvelle législation monétaire en Angleterre, aurait pour condition une nouvelle législation fiduciaire.

L'avantage du système de M. Marshall consiste à laisser de côté la question d'un traité international et à conseiller à l'Angleterre de modifier elle-même ses lois monétaires et fiduciaires.

A cet égard, les solutions proposées par M. Marshall ont un caractère plus réalisable que celles de M. Nicholson. M. Nicholson a eu le courage d'attribuer en partie, aux lois de l'Angleterre, les embarras monétaires dont elle souffre et les pertes qu'elle impose à l'Inde; il a été moins heureux dans l'indication des remèdes. M. Marshall a su les formuler.

§ 4. *Seconde catégorie. Dépositions bimétallistes*

Dans cette seconde catégorie, il y a lieu de classer les dépositions de M. Gibbs, l'un des directeurs et ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, de M. Grenfell, également directeur et ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, de M. Samuel Smith, membre de la Chambre des communes, de M. Williamson, négociant à Liverpool, de M. Robertson, de M. Schmidt, broker à Londres, de M. Fielden, de Manchester. M. le professeur E. de Laveleye, et M. Pierson, directeur de la Monnaie d'Amsterdam , M. Dana Horton, ont adressé dans le même sens des réponses écrites.

M. Gibbs a fait l'une des dépositions les plus étendues de l'enquête. Il a comparu cinq fois devant la commission. Sa haute compétence ne saurait être mise en question, quelque jugement que l'on ait le droit de porter sur ses opinions. M. Gibbs appartient au bimétallisme; il en est l'un des chefs.

La première déposition de M. Gibbs a été employée tout entière à établir que le changement de valeur entre l'or et de l'argent, dû à l'*appréciation* ou hausse de l'or, avait pour conséquence d'accroître l'incertitude qui était devenue le caractère principal des affaires, sous l'influence nouvelle du télégraphe électrique. Cette incertitude serait le fondement des variations incessantes dans les changes. Les fluctuations ne porteraient plus seulement sur les prix des marchandises, mais sur l'instrument avec lequel on les établit et au moyen duquel on conserve ou on transmet les capitaux. Plus grave en elle-même que la baisse, elle en serait en grande partie la cause. Ce qui confirmerait l'assertion de M. Mac Leod : « *La spéculation est morte* ». Reste à savoir si l'argent est le facteur réel de ce fait. D'ailleurs, M. Gibbs est loin d'attribuer la baisse des prix à des raisons exclusivement monétaires; il faut encore, selon lui, faire la part aux raisons économiques.

Dans la crise que cette baisse a provoquée, les peuples à circulation d'or souffriraient plus que les peuples à circulation d'argent, et les profits plus que les salaires. Ce dernier point peut être con-

sidéré comme acquis. M. Gibbs se trouve d'accord avec M. Marshall; mais on est loin d'être d'accord sur le premier. En tout cas, l'Angleterre exceptée, aucun peuple possédant une circulation légale ou effective d'or, ne fait entendre de plainte. Ce n'est pas à une cause monétaire qu'il faut attribuer l'état actuel de l'Italie.

Le fond des théories monétaires de M. Gibbs repose sur le fait de l'infériorité de l'or comme étalon monétaire, parce que sa valeur serait moins stable. M. Gibbs paraît avoir habité le Pérou et le Chili ; il fait encore des affaires importantes avec le Chili. Le Chili possède une circulation fiduciaire très dépréciée, avec une monnaie d'argent. Le change y descend à 45 °/₀. Malgré l'agio, le Chili prospère, et M. Gibbs y conduit d'heureuses opérations. M. Gibbs a été porté à comparer la baisse sur l'argent à l'agio sur le papier-monnaie du Chili. Il a constaté que si l'agio pouvait contrarier et parfois singulièrement préoccuper les capitaux, les salaires s'y accommodaient. Il en conclut qu'au fond l'argent est un étalon moins dangereux que l'or. Les spéculateurs de la République Argentine se trouvent également aux prises avec l'or ; la redoutable rigidité de cet étalon les embarrasse fort. Il n'est donc pas possible de s'associer à la théorie monétaire de M. Gibbs, c'est celle du bimétallisme ; mais ce n'est ni celle de l'expérience, ni celle de la science. L'or n'est pas un étalon commode, parce que c'est un étalon immuable. Il paraît changer, parce que tout change autour de lui. De même le soleil paraît tourner, lorsqu'il est relativement le point immobile autour duquel ses satellites se meuvent.

Les seconde et troisième dépositions de M. Gibbs contiennent l'exposition et la démonstration des remèdes pour tempérer, sinon pour surmonter la crise résultant de la baisse des prix et du changement opéré dans la valeur relative de l'or et de l'argent. Le bimétallisme serait ce remède; mais le bimétallisme complet : 1° ouverture des hôtels des monnaies à la libre frappe de l'or et de l'argent ; 2° rapport 15 1/2 ; 3° entier pouvoir libératoire d'après ce rapport. M. Gibbs admet que si ces bases monétaires étaient adoptées par les principaux peuples, non seulement, ce qui n'est pas contesté, l'argent reprendrait son ancien cours, mais que les prix se relèveraient proportionnellement, ce qui n'est pas aussi généralement reconnu, et que l'incertitude dans les changes disparaissant, les spéculations commerciales reprendraient leurs cours (n° 3739).

Les salaires participeraient à l'amélioration générale, malgré la hausse des marchandises (n° 3765). Il y aurait une plus-value universelle, une sorte de rosée d'or, ou d'argent (n° 3768).

Mais ce qui serait plus important, malgré l'adoption de cette nouvelle législation, le marché de Londres conserverait sa suprématie, et par suite c'est à Londres que l'or élirait son domicile. « *Gold would naturally converge into England. England would be overwelmed with gold and prices would rise* » (n° 5388). Ce qui veut dire que l'or se précipiterait sur l'Angleterre, qui en serait inondée. Les prévisions de M. Gibbs semblent fort raisonnables, car où l'or, expulsé de partout d'après la loi de Gresham, *démonétisé* dit M. Gibbs, pourrait-il trouver un asile meilleur qu'en Angleterre ? L'Angleterre n'est-elle pas le refuge de tous les grands exilés ? A raison de son immense étendue, le marché anglais ne serait-il pas celui qui offrirait à l'or le plus de garanties et les emplois les plus avantageux ? Qui le manierait mieux et paierait plus volontiers que les grands négociants anglais la prime élevée dont il jouirait?

M. Gibbs a bien saisi l'importance de l'objection. Aussi (n°s 4588 et suivants) a-t-il établi une explication nouvelle à l'endroit de la loi de Gresham. Cette loi est fort simple. Lorsque deux sortes de monnaies circulent dans un état, la moins chère tend à se substituer à la plus chère. Partout, en effet, le débiteur se libère avec les moyens qui lui coûtent le moins. C'est l'une des applications les plus universelles de la loi de la moindre action et de l'épargne de la force. Selon M. Gibbs, cette loi fonctionnerait automatiquement et sans que la volonté, c'est-à-dire la prévoyance humaine, y intervienne toujours ; elle donnerait lieu à des compensations ou à des alternatives qui en tempéreraient la rigueur (4580) ; par suite elle exercerait moins d'influence entre deux peuples qui auraient une législation bimétalliste qu'entre un peuple monométalliste et un peuple bimétalliste ; elle trouverait une limite dans le bimétallisme universel.

Le raisonnement de M. Gibbs est contradictoire avec cette avalanche d'or dont, selon ses prévisions, l'Angleterre serait saturée au cas de bimétallisme universel international. Cette avalanche n'aurait pas de raison d'être si le bimétallisme exerçait, quant à la loi de Gresham, l'influence qu'entrevoit M. Gibbs, et si elle a sa raison d'être, c'est que, même au cas du bimétallisme universel, il pourrait se produire des courants de nature à décider l'or à abandonner les peuples qui lui offriraient moins de garanties et

moins de profits, pour se réfugier chez ceux qui lui en donneraient davantage.

Il n'est pas impossible de trouver des hypothèses plausibles pour la formation de ces courants. Les traités internationaux ne sont pas éternels, une simple guerre suffit pour les rompre ; en ce cas l'équilibre monétaire, fondé sur un traité international, serait immédiatement troublé ; la loi de Gresham reprendrait toute sa force.

Enfin l'hypothèse d'un traité qui comprendrait tous les peuples est-elle discutable? Les colonies de l'Angleterre suivraient-elles la métropole? Tous les peuples détenteurs d'or accepteraient-ils ? Quelle situation serait faite à la Chine?

La déposition de M. Grenfell, bien que moins étendue que celle de M. Gibbs, est peut-être plus catégorique encore. M. Grenfell n'hésiste pas à reconnaître que l'adoption de l'étalon d'or en 1816 par l'Angleterre a été un malheur public et une cause de ruine (n° 4425), et qu'il est de l'intérêt de l'Angleterre de renoncer à cette législation. Il croit que l'Angleterre pourrait s'y décider sans entente préalable avec les autres peuples (4403), pourvu que la législation nouvelle fût applicable aux diverses parties de l'Empire anglais ; toutefois il ne donne pas le conseil de le tenter en dehors d'un accord préalable avec les principaux États. Selon M. Grenfell, la crise des prix est entièrement monétaire ; elle provient de la baisse de l'argent, causée elle-même par des mesures législatives diverses. Par suite de cette baisse, le stock métallique indispensable aux affaires est devenu insuffisant, bien que l'emploi des métaux précieux dans les paiements tende à se restreindre de plus en plus. M. Grenfell pense que la baisse actuelle s'aggravera s'il n'y est pas porté remède, et que notamment les salaires seront atteints par l'*appauvrissement du fonds des salaires*. Il n'a aucun doute sur l'efficacité d'un arrangement international, qu'il envisage comme une sorte de libre échange monétaire. Les législations actuelles de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Union latine lui semblent entachées de protectionnisme en faveur de l'or. Il réclame la liberté entière — mais il la limite néanmoins en ce qui concerne la valeur respective de l'or et de l'argent. Sur ce point essentiel, une discussion assez vive s'est engagée entre M. Grenfell et plusieurs membres de la commission (4261 à 4267). Il faut rétablir l'égalité métallique, a dit M. Grenfell, en donnant à chacun le droit de payer une livre (*one pound*) en or ou en argent, *mais pas le choix* pour les créanciers. La protection, en un mot, passerait de l'or à l'argent.

M. Samuel Smith, membre de la Chambre des communes, est un pessimiste. Il constate ou il croit constater une crise économique universelle, crise dans l'agriculture, crise dans l'industrie, crise dans le commerce, crise dans la richesse. Il y a moins de travail et plus de bras, moins de salaires comme moins de profits. Il évalue que le total du revenu de l'Angleterre serait tombé à 800 millions l. s. soit 20 milliards, ce qui attesterait une diminution sensible. Aussi, les revenus diminuant, signale-t-il une nouvelle distribution de la richesse, qui se manifeste dans le fait de l'accroissement général des dettes. Le capital passerait des mains de ceux qui travaillent aux mains de ceux qui ne travaillent pas; ainsi chaque année il est prélevé en Angleterre sur les bénéfices généraux : dette publique, 26,000,000 l. s. ; dette des chemins de fer, 20 millions; dette locale, 20 millions ; dette hypothécaire industrielle, 20 millions; loyer des maisons, usines, 42 millions; quant à la dette hypothécaire rurale ou urbaine, il ne l'évalue pas, mais elle a envahi toute la propriété. Cette situation ne dépend pas de l'appréciation de l'or; mais elle a pour conséquence une diminution du capital circulant de la société, au moyen de prélèvements qui privent la production, le travail, les salaires de ressources nécessaires; cette diminution pèse d'autant plus lourdement sur la production que la législation monétaire est plus imparfaite. Or, en Angleterre comme en d'autres États, la législation monétaire a restreint à l'or seul la fonction monétaire. Par suite la circulation (*currency*) se trouve privée de l'argent, élément essentiel, puisqu'il est le seul qui se rencontre dans les États les plus peuplés du globe; l'histoire monétaire enseigne que les prix sont en rapport direct avec la quantité de métaux précieux. Si les métaux précieux, or ou argent, se trouvent en quantité restreinte, les prix faiblissent, le capital social se constitue, s'accroît et se conserve plus lentement; il peut aussi diminuer plus vite. Telle a été la condition de l'Europe pendant le moyen âge. Aussi l'importation des métaux précieux, en quadruplant les prix, du XVIe au XVIIIe siècle, a-t-elle changé la condition de l'Europe. De la restriction à l'or seul de la qualité monétaire résulte un autre inconvénient; cette restriction aggrave la condition des débiteurs, modifie arbitrairement la distribution de la richesse. Sans doute les banques, les moyens du crédit, ont pris un grand développement depuis vingt-cinq ans, surtout en France et en Allemagne; mais tous les instruments de crédit sont contrôlés par le numéraire; tous aboutissent à l'or ou à l'argent;

tous ne fonctionnent que sous la garantie d'une conversion facultative en or ou en argent. Les moyens de crédit peuvent économiser une certaine masse de métaux précieux, mais cette économie ne saurait elle-même être supérieure à la nécessité de l'emploi, par les banques, des métaux précieux ; leurs réserves doivent être proportionnelles à leurs engagements.

Par suite il faut rendre l'argent à la circulation. La masse des métaux précieux utilisables devenant plus considérable, les prix tendront à se relever, et la condition générale de la société tendra à s'améliorer par l'accroissement des profits et des salaires.

L'ensemble de cette déposition a quelque chose de saisissant et d'original. M. Chamberlain en a présenté la critique en faisant remarquer que rien ne permettait d'affirmer que, quant à l'Angleterre notamment, les profits, les salaires, la richesse eussent sérieusement diminué; il a cité à l'appui de son opinion les résultats de l'*income tax* et le développement de certaines industries, en particulier celle du charbon.

Tel est encore le caractère de la déposition de M. Hermann Schmidt, broker à Londres. Les métaux précieux ont une action directe, immédiate, sur les prix. Les prix dépendent de la quantité des métaux précieux. Cette quantité, depuis 1816 et depuis 1873, a été restreinte. L'or est devenu la seule monnaie réelle ; par suite, l'argent a éprouvé une grande dépréciation. Il est maintenant sans emploi en Europe. De là la baisse générale des prix; en Europe seulement, l'or n'est pas rare ; néanmoins il est insuffisant à l'établissement des prix, à remplir la fonction monétaire. Il faut rendre à l'argent son emploi naturel en fixant par la législation le rapport nécessaire pour que cet emploi ait lieu. Aussi le rapport ancien de 15 1/2 vaut-il mieux que tout autre, parce qu'il donne plus de valeur à l'argent et augmente la quantité métallique.

M. Fielden, manufacturier à Manchester, a repris en l'aggravant la thèse de M. Samuel Smith. Selon lui, il y a moins de travail en Angleterre, une diminution nuisible des profits à raison de prélèvements énormes sur les revenus de la nation. Or, ces prélèvements qu'il évalue à 400 millions L. ne participent pas à la baisse des prix. C'est l'observation, mais beaucoup plus grave, faite par M. Samuel Smith. Sur ces 400 m. de prélèvements, M. Fielden a donné quelques renseignements curieux : dépenses de l'État 90 m., — dépenses locales 63 m., — chemins de fer (voyageurs) 32 m., — journaux 20 m., — sociétés diverses 15 m. La plupart de ces

prélèvements pourraient être ajoutés à ceux indiqués par M. Smith.

Ces prélèvements rendent la crise plus intense. Elle est considérable dans l'industrie du coton, l'une des plus importantes de l'Angleterre. Or, cette industrie est celle qui a été la plus atteinte par les conséquences de la situation monétaire.

Les dépositions de MM. Williamson, Robertson, ont aussi apporté des éléments nouveaux à l'enquête. M. Williamson reconnaît que l'or est entièrement insuffisant pour parer aux besoins monétaires. Comme M. Gibbs, il pense que l'Angleterre, menacée dans ses plus grands intérêts, doit prendre l'initiative d'un changement de législation. Sans admettre que le bimétallisme soit un remède complet à une situation difficile, M. Barr Robertson lui est favorable, à cause de l'insuffisance de l'or. D'après ses calculs, le stock d'or en 1887 serait moins élevé qu'en 1876, avec des besoins plus grands.

M. Robertson a dressé un tableau curieux des résultats monétaires d'un traité international bimétalliste d'après le rapport de 15 1/2. Il distribue les métaux précieux actuels : 900,000,000 l. aux États à or, — et 450 m. aux États à argent. Avec un rapport de 15 1/2, cette distribution serait modifiée : États à or 987,250,000 l., États à argent 362,750,000. — Avec un rapport de 21, — elle donnerait : États à or 856 m. l., — États à argent 428 m. l.

Il résulterait de ces calculs que la quantité de numéraire ne dépendrait pas du rapport, mais de la faculté libératoire. Les bimétallistes pourraient renoncer au rapport et à la frappe illimitée pour borner leur demande à la faculté libératoire qui, en effet, semblerait suffire à rendre à l'argent son emploi.

I. — Réponse de M. Pierson.

La réponse de M. le professeur Pierson, président de la Banque Néerlandaise, nous semble, eu égard à la compétence de M. Pierson et à la portée de ses arguments, mériter sérieuse considération.

1° La baisse de l'argent est due à l'augmentation de production de ce métal, à sa démonétisation en Allemagne et à la situation économique de l'Inde.

2° La baisse d'un grand nombre de marchandises provient également de l'accroissement de production de chacune d'elles et des moyens de transport.

3° L'or n'a eu qu'une influence sans importance dans cette baisse, car sa production n'a que très légèrement diminué.

4° Si cette baisse a été un mal pour le monde des affaires, en elle-même on ne peut la considérer que comme un grand bienfait.

5° Les prix ne sont pas déterminés par la quantité des métaux précieux, mais par l'ensemble des moyens de circulation ; une augmentation d'or n'opère pas autrement sur les prix qu'un accroissement de billets de banque convertibles, avec des réserves de monnaies ou de lingots, ou de crédits de banque.

Cette réponse est conforme à la déposition de M. Mac Leod.

6° Il n'y a pas de lien solidaire entre les fluctuations du crédit et les stocks d'espèces.

7° Depuis quinze ans les moyens de crédit n'ont pas augmenté. Selon nous, il y a lieu de faire toutes réserves à l'égard de cette réponse.

8° L'établissement d'un bimétallisme international serait un grand bienfait. M. Pierson réfute une à une les diverses objections qui ont été faites contre le bimétallisme, notamment celles de la contradiction avec la loi de Gresham, de la valeur particulière de chaque métal précieux, de la fixité du rapport et de la durée d'un arrangement international.

9° Les conséquences de l'établissement d'un bimétallisme international seraient une hausse momentanée des prix dans les États à étalon d'or et une baisse dans les États à étalon d'argent, puisque l'étalon d'argent aurait plus de valeur.

10° Le bimétallisme ne peut avoir lieu que sur la base du rapport de 15 1/2, parce que c'est celle qui a procédé au monnayage de l'argent ; tout autre rapport entraînerait une refonte monétaire extrêmement coûteuse.

Cet argument ne paraît pas décisif, quoiqu'une partie des embarras monétaires proviennent précisément du fait que les États reculent devant les frais d'une refonte nécessaire de l'argent. En effet, un traité international pourrait probablement être appliqué sans une refonte monétaire.

II. — Réponse de M. E. de Laveleye

1° La cessation du monnayage de l'argent est la cause de la baisse de valeur qu'il a éprouvée relativement à l'or ; cette baisse continuera si le *Bland-bill* est suspendu.

2° La baisse des prix, étant générale, doit être attribuée à une cause générale. Cette cause provient de l'insuffisance de la quantité d'or, qui a produit une contraction monétaire.

3° Toutefois cette baisse générale n'a affecté les salaires qu'en partie.

4° La baisse des prix a eu pour conséquence la stagnation des affaires et des difficultés dans les rapports avec les peuples à argent.

5° Les prix sont en rapport des moyens monétaires et des moyens de crédit, mais les moyens de crédit n'ont pas augmenté.

6° Personne ne met en doute la possibilité d'un arrangement international pour la libre frappe de l'or ou de l'argent comme monnaie libératoire (*legal tender*) d'après un rapport fixe. Les gouvernements n'auraient pas à imposer de rapport, mais celui qu'ils adopteraient deviendrait par cela même la loi du commerce. L'argent remonterait mécaniquement à la valeur de 61 d. 1/2.

7° Cet arrangement n'aurait pas d'effet immédiat sur les prix, parce que la quantité de métaux à frapper n'est pas assez considérable ; mais la baisse serait arrêtée ; bientôt la hausse reparaîtrait. Elle aurait un caractère universel et, comme s'appliquant à un très vaste territoire, elle serait lente et progressive.

M. Dana Horton, bien connu par sa belle publication de la Conférence de 1878, a été l'un des représentants du gouvernement américain aux conférences de 1878 et 1881. Ses réponses accusent un autre milieu ; elles sont enveloppées de longues explications qui leur enlèvent de la netteté et de la précision de celles de MM. E. de Laveleye et Pierson.

Les opinions de MM. Pierson et E. de Laveleye ont l'avantage de présenter, sous une forme concise, l'ensemble des opinions bimétallistes discutées dans l'enquête. Les commissaires bimétallistes tels que MM. Chaplin, Balfour, Louis Mallet, Barbour, Samuel Montagu, Houlds-Worth les partagent certainement, bien qu'elles n'aient pas été dégagées aussi nettement des dépositions contradictoires et des débats de l'enquête.

III. — Réponse de M. Dana Horton

1° La baisse de l'argent a eu pour cause les diverses législations faites contre l'argent ;

2° Ces lois sont également la cause de la baisse des prix ;

3° Ces deux baisses ont été défavorables aux intérêts commerciaux du globe ; les États à étalon d'or ont eu leur part dans les souffrances qui en sont résultées, d'autant plus, toutes choses égales d'ailleurs, que les prix sont en rapport direct avec la quantité de monnaie (*money*);

4° Il n'est pas possible d'indiquer actuellement de correspondance entre la quantité des métaux précieux et les fluctuations du crédit;

5° Les moyens de crédit n'ont pas augmenté, depuis quinze ans, d'une manière assez notable pour économiser le numéraire ;

6° Il appartient aux gouvernements de s'entendre pour la frappe de l'or et de l'argent comme monnaie libératoire, d'après un rapport fixe, et il est au pouvoir des gouvernements de maintenir ce rapport dans le monde commercial ;

7° Les effets d'une entente monétaire n'auraient rien de subit; ils consisteraient dans une amélioration du prix de l'argent et dans un nouvel élan imprimé à la production;

8° Le fait d'une entente présente plus d'importance que les conditions de l'entente; le rapport de 15 1/2 paraît être le meilleur, mais on pourrait le modifier.

§ 5. *Troisième catégorie. Dépositions monométallistes*

Ces dépositions n'ont eu ni moins d'importance, ni moins d'intérêt que celles des témoins bimétallistes. M. H. Blake, l'un des directeurs de la Banque d'Angleterre, et M. William Fowler, publiciste et banquier, occupent dans l'enquête une place analogue à celle de MM. Gibbs et Grenfell. M. Fowler a été rappelé quatre fois. Néanmoins la déposition de M. Blake produit peut-être un effet plus considérable.

M. Blake fait remarquer :

1° Que la production de l'or a augmenté, de 1850 à 1885, de 890 m. l. s. ou 22 milliards, tandis qu'elle n'avait augmenté, de 1493 à 1850, que de 660 m. l. s.; qu'ainsi l'accroissement a été plus grand en 35 ans qu'en 358 ans ; que si, sur ces 898 millions, 258 m. l. s. ont été absorbées par les emplois industriels, il en reste 640 m. l. pour les besoins monétaires; qu'en conséquence les réserves dans les banques qui, de 1870 à 1887, ne représentaient que 28 0/0 de la circulation, en représentaient 41 0/0 en 1885 ; que, d'après les calculs de M. Soetbeer, le stock d'or de plusieurs États s'était élevé de 145.000.000 l. s. en 1877, à 195 en 1881, et 252 m. l. s. en 1885 ; qu'ainsi il n'y a pas rareté d'or ;

2° Que le rôle des métaux précieux dans les paiements n'a pas augmenté et qu'en moyenne on ne peut pas l'estimer à plus de 2 0/0, que ce rôle est comme infinitésimal à côté de la fonc-

tion des moyens de crédit (7428), et que par suite il n'y pas appréciation de l'or ou hausse de la valeur de l'or, comparée à celle de l'argent et des prix.

La partie de la déposition de M. Blake relative aux marchandises et à leur prix est traitée de main de maître. Elle est irréfutable. Il suffit de la contrôler par les livres de MM. Neumann Spallart et Von Scherzer ;

3° Que la baisse des prix provenait du développement énorme donné à la production et des conditions nouvelles de la production. M. Blake a cité comme exemple, avec grande variété d'intéressants détails, le sucre, le thé, le café, le blé, le charbon, le fer, le cuivre, les produits chimiques, le cuir. Par suite de cet élan de la production, favorisé par l'amélioration des voies de transport et les progrès des arts et des sciences, les marchandises se sont présentées de toutes parts sur les divers marchés; le télégraphe a changé les moyens d'action des spéculations, et l'extrême concurrence a produit la baisse; mais cette baisse ne s'est pas étendue aux salaires; elle est presque en entier restée au compte des profits ; en tout cas, là où les salaires ont baissé, cette baisse n'a pas été proportionnelle à celle des subsistances et du coût de la vie ;

4° Que l'action de l'or sur les prix seulement n'a pas l'importance qu'on lui attribue;

5° Que la dépréciation était propre à l'argent; qu'elle n'avait rien à faire (n° 7504) avec celle des prix; que c'étaient deux faits simultanés mais non correspondants; que la dépréciation de l'argent avait pour cause l'accroissement de la production et la diminution des emplois ;

6° Que si cette dépréciation était funeste au gouvernement de l'Inde, elle n'avait aucune conséquence fâcheuse pour l'Inde elle-même, dont la condition économique s'était améliorée depuis quelques années;

7° Que les banques, les moyens de crédit divers, ont pris depuis 1870 une extension considérable (7422); que jamais le change n'a été plus fixe (n° 7421), et que l'action du crédit sur les prix est la même que celle des métaux précieux (7439,7556) ;

8° Que, par suite, un arrangement international bimétalliste ne saurait rien changer à l'état actuel du commerce et de la production, dû à des causes économiques et nullement à des causes moné-

taires; que l'*océan du crédit* domine la production et les prix tout autrement que les métaux précieux;

9° Qu'il est chimérique d'admettre que l'or et l'argent, au milieu d'une production toujours croissante, pourront toujours conserver la même valeur respective; qu'un traité international profitera exclusivement aux possesseurs de mines d'argent (n° 7425), mais sera impuissant à maintenir un rapport immuable entre l'or et l'argent;

10° Mais que ce traité pourrait créer de graves difficultés; que malgré ses stipulations, la valeur respective de l'or et de l'argent changerait; qu'il y aurait un métal plus cher et un métal moins cher; que le métal plus cher serait expulsé par l'autre (7426), et que rien ne garantirait, quant à l'Angleterre, que l'argent n'y prît la place de l'or;

11° Que, dans la baisse actuelle des prix et la baisse de l'argent, seule la baisse de l'argent est fondamentale (7451), et qu'il n'y a pas lieu d'espérer remédier à un état passager des prix au moyen d'un changement durable dans la valeur de l'argent, puisque ce changement est dans la nature des choses;

12° Qu'il faut dans les questions monétaires, qu'on ne saurait régler par des lois, laisser aller les choses à elles-mêmes, et s'accommoder à ce qu'on ne peut empêcher; que l'argent, métal inférieur, est délaissé pour l'or, métal supérieur, auquel tous les peuples ont toujours donné la préférence (n° 7471); que des traités quelconques ne changeront rien à cette préférence, et qu'un agio au profit de l'or constatera toujours la valeur des qualités intrinsèques qui lui appartiennent;

13° Que la supériorité de l'or repose non seulement sur les préférences des populations, mais sur des causes naturelles qui expliquent ces préférences (n°s 7566 à 7570), et que par suite il n'appartient pas aux gouvernements de lutter contre ces préférences (7526); que ces préférences pourront faire que l'or devienne le seul métal monétaire et que par suite il y ait une certaine contraction monétaire, mais que les inconvénients de cette contraction seront compensés par d'autres avantages, l'or étant de beaucoup le meilleur agent de paiement (7462);

14° Que l'emploi de l'or n'est pas seulement monétaire; qu'il est encore industriel, et qu'on n'entrevoit pas comment le rapport de valeur fixe entre l'or et l'argent, et qui résulterait de traités internationaux, pourrait s'appliquer à l'industrie; qu'il y aurait ainsi

deux rapports, celui légal, celui commercial, et qu'il n'y a pas de doute à avoir sur l'influence que celui-ci exercerait sur celui-la (7558-7565).

Cette observation, suscitée par sir John Lubbock, a une importance particulière. Il est clair qu'il arriverait, au cas d'un rapport factice de valeur monétaire de l'or et de l'argent, que l'or affluerait dans les emplois où il serait évalué à 21 contre 1 au lieu de 15 1/2 contre 1. Sir John Lubbock pense même que le monnayage même de l'or s'arrêterait;

15° Par suite, l'or tendrait à déserter ses emplois monétaires pour en rechercher d'autres, et certainement les thésauriseurs se développeraient partout; de même que la thésaurisation de l'or est générale dans l'Inde, l'argent, métal inférieur, deviendrait le seul ou le principal agent monétaire (n° 7487 et 7490); en ce cas, l'Angleterre et la France perdraient leur circulation d'or pour devenir des pays à argent comme l'Inde et la Chine, et cette influence inévitable de la loi de Gresham serait d'autant plus grande qu'il est peu probable que tous les États du globe prennent part au traité international.

Sir John Lubbock est intervenu dans cette partie de la déposition de M. Blake et l'a conduite avec une rare habileté;

16° Devant de pareilles éventualités, il n'est pas à présumer que l'on obtienne de l'Angleterre et de la France de modifier leurs législations monétaires.

Cette remarquable déposition a provoqué, avec les divers commissaires, de nombreuses discussions, en particulier de la part de MM. Barbour et Chaplin.

M. Fowler, qui a été interrogé quatre fois, a surtout insisté sur quelques points particulièrement importants de l'enquête. Ses réponses ont suscité de très vives discussions entre et avec les commissaires, notamment de la part de MM. Chaplin et Montagu.

1° La rareté de l'or est une fiction; si cette rareté était réelle, les réserves des banques seraient moins fortes et le taux de l'escompte plus élevé.

2° Non seulement il n'y a pas rareté d'or, mais il y a abondance de crédit. Sur ce point, M. Fowler est entré dans de nombreux détails sur les banques, les moyens de crédit, les dépôts et les relevés de banques. Il résulte des statistiques qu'il a produites que

du 1er janvier 1881 au 1er mars 1887, les réserves-or du Trésor de Washington ont augmenté de 23,727,000 l. s.; Banque de France, 25,082,470 l. s.; Banque de l'Empire allemand, 15,394,810 l. s. La Banque d'Angleterre, seule, a perdu 346,345 l. s.

Ces réserves ne donnent aucune idée de l'immense circulation de l'or. En effet, une partie des réserves en or doit être immobilisée dans les banques pour faire face à la circulation, mais tout le reste de l'or, soit dans les banques, soit chez les particuliers, circule. Aussi n'y a-t-il absorption de l'or que pour la partie immobile des réserves des banques. Il n'est pas vrai de dire que l'Italie et l'Allemagne ont absorbé de l'or ; cet or circule (7916).

3° Les moyens de crédit interviennent, comme la monnaie métallique ou les lingots, dans le mouvement des affaires et dans la fixation des prix ; les bank-notes font fonction de monnaie; à cet égard l'Angleterre pourrait réaliser des progrès (7737 et 7738), car de 1845 à 1885, malgré un développement énorme des affaires, la circulation fiduciaire (bank-notes) ne s'est élevée que de 39 à 41 millions l. s.

M. Fowler n'a pas examiné la législation de 1844.

4° Les prix dépendent moins des métaux précieux et des moyens de crédit que des conditions de la production, de l'offre et de la demande ; il faut faire une part à chaque influence. Un apport subit de métaux précieux, comme 20 millions l. s., pourrait n'avoir aucune action sur les prix. M. Fowler s'est appuyé de la haute autorité de Tooke.

M. Fowler a été amené, à propos des prix, à examiner les diverses tables des prix et des *index numbers;* il en a présenté la critique et montré l'insuffisance.

5° Les résultats d'un traité monétaire international en vue de rehausser les prix en augmentant, par des actes diplomatiques ou legislatifs, la valeur de l'argent, seraient au plus haut degré problématiques ; ils seraient incertains à deux autres points de vue. D'un côté, la valeur comparative des objets, même des métaux précieux, ne rentre pas dans le domaine de la législation (9276-8436); d'un autre côté, le rapport ne peut être fixe : il varierait selon les circonstances. Aussi M. Cernuschi attache-t-il moins d'importance au rapport qu'au pouvoir libératoire et à la frappe (n° 8363).

Ces opinions nettement formulées ont amené une vive discussion avec MM. Montagu et Chaplin ; au contraire M. Farrer est intervenu

pour serrer les derniers arguments de M. Fowler et résumer les débats.

En tout cas, M. Fowler repousse l'immixtion de l'Angleterre dans tout traité monétaire international. Ce traité sera l'affaire des autres grands pouvoirs. Il n'y voit que l'intérêt des propriétaires de mines d'argent (8433). Quant à l'Inde, les avantages de la baisse de la roupie ont plus que compensé les embarras du gouvernement (8445).

Ces deux dépositions ont été si complètes qu'elles ont donné une idée assez générale des théories monométallistes et des objections faites à un arrangement monétaire international.

M. Currie, au nom des intérêts permanents de l'Angleterre, repousse tout traité. Il dénie à l'État, au Parlement, le droit d'en signer un (6811, 6840). Selon lui, le peuple ne le ratifierait pas (6748). L'argent est un vieil instrument (*obsolete*) ; on n'en veut plus, on ne le recevrait pas en payement (6749); que faire d'un étalon monétaire qu'on peut produire à 5 deniers l'once? *L'argent a perdu sa qualité monétaire.* La supériorité de l'or ne se discute pas. Il est devenu abondant, il prend la place de l'argent. Cette substitution résume l'histoire monétaire du siècle (6718). La baisse des prix profite à tout le monde. L'or et le crédit suffisent. L'Angleterre est prospère. M. Currie a complété sa discussion par le tableau du progrès des banques en Angleterre.

M. Comber, de Manchester, reconnaît qu'une convention monétaire internationale pourrait exercer une certaine action sur les prix. Au surplus les effets monétaires de cette convention ne pourraient être que temporaires et la baisse succéderait à la hausse (8274). En réalité, l'or est un étalon plus stable que l'argent, et tôt ou tard sa supériorité s'imposerait; on ne peut avoir la pensée d'éliminer l'or (8298).

Les deux métaux doivent conserver leur emploi, à la condition que le rapport de valeur entre eux reste libre, c'est-à-dire variable. La double circulation fiduciaire à laquelle les Américains ont recours répond à la variabilité du rapport. M. Comber ne croit pas que l'Inde ait perdu avec l'étalon d'argent, pas plus que l'Angleterre avec l'étalon d'or. Au contraire, si sous l'influence d'un bimétallisme universel, l'argent devenait seul étalon monétaire, il se produirait une contraction monétaire, à raison de la hausse de l'argent, qui placerait l'Inde dans des conditions moins favorables que les conditions actuelles. C'est une application de la loi de Gresham (8269).

M. Comber a particulièrement insisté sur l'inefficacité d'une législation bimétalliste, même internationale, pour maintenir un rapport fixe de valeur entre l'or et l'argent (8309, 8274), et sur les conséquences de toutes sortes que produirait l'incertitude du rapport.

A ce sujet, M. John Lubbock a fait observer que cette variabilité du rapport serait singulièrement augmentée par les résultats d'un arrangement international qui comprendrait l'Inde et la Chine. En effet, les populations à or s'élèvent actuellement à 140 millions et celles à argent à 800 millions. Le mouvement qui entraînerait l'or vers celles-ci serait autrement redoutable que celui qui entraîne-l'argent vers celles-là.

Selon M. Raphaël, banquier à Londres, le mouvement bimétalliste serait affaire de pure spéculation, montée par les riches spéculateurs des chambres de commerce d'Angleterre (6916), auxquels une hausse énorme et subite sur les marchandises assurerait des bénéfices comparables à ceux des actionnaires des mines d'argent, dont les produits passeraient de 42 d. à 60. Comme M. Comber, M. Raphaël soutient que l'Angleterre a profité de la baisse des prix. Créancière de la plupart des peuples, qui la paient en marchandises, elle a reçu davantage (6989). Aussi il repousse tout arrangement monétaire contraire aux intérêts anglais (7028). L'Angleterre n'a pas d'argent à vendre comme les États-Unis, ou comme la France et l'Allemagne.

Lord Bramwell, M. Daniel Watney, lord Addington (M. Hubbard), se sont prononcés dans le même sens : lord Bramwell insistant sur le fait que tout bimétallisme présenterait plus d'inconvénients que d'avantages, à moins que l'on n'adopte le rapport actuel de 20 contre 1 (863); M. Daniel Watney proposant de remédier à la baisse des prix au moyen d'une augmentation de la circulation fiduciaire; tout traité international leur paraît chimérique, comme contraire aux intérêts contradictoires des divers États; lord Addington a remis une note dans laquelle il montre quels ont été les mouvements des métaux précieux depuis 1463. Il en conclut qu'il n'y a pas rareté d'or, que la baisse des prix ne peut lui être attribuée et que par suite l'établissement du bimétallisme, quoique construit, dans ses éléments et ses vues, sur des bases logiques, ne saurait être un remède à une situation où il n'a rien à voir.

Les documents écrits dans le sens des monométallistes sont au nombre de cinq :

I. — Lettre de M. le baron Alfred de Rothschild

Une lettre de M. Alfred de Rothschild, dans laquelle il se déclare énergiquement opposé à tout changement dans la législation monétaire de l'Angleterre.

II. — Réponse de M. le professeur Nasse, de Bonn

1° La baisse de l'argent est due aux changements intervenus dans les législations monétaires de la France, de l'Allemagne et des États scandinaves, et à l'accroissement de la production de l'argent qui a pris un caractère permanent;

2° La baisse des prix doit provenir de l'excès d'une hausse antérieure et surtout de l'augmentation des moyens de production ;

3° Si cette baisse avait une cause monétaire, elle serait contradictoire avec le maintien du taux des salaires ; elle aurait dû correspondre à un taux élevé de l'escompte ;

4° En examinant le mouvement des encaisses des banques, on ne constate aucun fait favorable à la rareté de l'or ;

5° Il serait facile au surplus d'y remédier avec une meilleure organisation des banques de crédit ;

6° La baisse des prix, dans ses causes comme dans ses effets, est un fait favorable ; une convention monétaire internationale pour la libre frappe et l'entière franchise libératoire de l'or et de l'argent d'après un rapport fixe, serait un heureux événement si elle pouvait être permanente et sévèrement respectée ; mais cette double condition étant irréalisable, M. Nasse ne saurait s'en faire l'avocat;

7° On ne peut lutter contre les préférences des populations en faveur de l'or. Aussi faut-il prévoir que la convention pourrait ne pas être loyalement exécutée; que certains peuples ne voudraient à aucun prix s'encombrer d'argent et se séparer de l'or ; les différends politiques, les haines nationales, les compétitions des gouvernements rendraient bientôt la situation insupportable, la convention serait dénoncée ; mais quelle serait alors la distribution des métaux précieux ?

8° La convention internationale n'aurait pas assez d'influence pour modifier les éventualités de production respective de l'or et de l'argent, ni les usages et besoins de l'industrie, ni les demandes des peuples qui n'ont pas d'or ou qui n'en ont que très peu. L'or continuerait à être recherché, à cause de ses qualités utilisables et des préférences qui en résultent, et comme le rapport de 15 1/2

exciterait énormément la production de l'argent, une prime agio s'établirait au profit de l'or et rendrait, en fin de compte, la convention inefficace ;

9° La convention aurait, il est vrai, pour effet de relever les prix, mais seulement à titre transitoire ;

10° Le rapport de 20 à 1 serait préférable au rapport de 15 1/2: il n'en aurait pas les avantages, il est vrai, mais il n'en aurait pas les inconvénients ; il produirait un trouble monétaire moins grand et moins dangereux ;

11° En dehors d'un traité international, certaines mesures pourraient être prises pour améliorer la situation monétaire, notamment en modifiant la législation fiduciaire en Angleterre et aux États-Unis, de manière à économiser l'or davantage ou à remettre l'argent en circulation ;

12° Si une circulation d'or peut aggraver, en cas de crise, la situation des peuples à or, en en restreignant les effets sur une zone plus limitée, on doit cependant la considérer comme une sauvegarde contre les spéculations exagérées, de même nature que la loi Robert Peel en Angleterre.

III. — Réponse de M. le professeur Lexis, de Gœttingue

1° La production universelle de l'argent est la cause permanente de sa baisse; les autres faits, tels que les ventes allemandes ou la suspension de la frappe de l'Union latine, n'ont eu qu'une influence secondaire. Si l'Union latine avait continué à monnayer de l'argent, *nul doute que son stock entier d'or ne lui eût été soutiré* au profit des États producteurs d'argent ; le métal le moins cher se serait substitué au plus cher.

2° Il n'est pas possible de prévoir l'avenir du prix de l'argent, ce prix dépend de la production,

3° Les causes principales de la baisse des prix sont l'accroissement général de la production dans l'industrie, le développement de l'agriculture chez tous les peuples, et le stimulant que la baisse de l'argent a donné à la production agricole des peuples de l'Orient.

La première de ces causes explique complètement la baisse éprouvée par les blés aux États-Unis, baisse qui a son correspondant dans celle des cuivres, occasionnée également par l'accroissement de la production qui, aux États-Unis seulement, est passée, de 1882 à 1885, de 40,000 à 74,000 francs. Ce développement exerce

sur les prix une tout autre action que les faits monétaires. A cet égard, même condition pour l'industrie que pour l'agriculture ; quant à l'influence que la dépréciation de l'argent a pu avoir sur les importations et les exportations dans les États à circulation d'argent, elle a été la même que celle du papier-monnaie dans les États à papier-monnaie. Ceux qui habitent les États à papier-monnaie savent, par une expérience quotidienne, que des mouvements, même considérables, dans l'agio de la monnaie métallique n'ont aucune action notable sur la vente au détail des produits inférieurs, les salaires, les gages. Tel est le cas en ce qui concerne le mouvement de valeur de la roupie comparée à l'or, quoique les causes de la baisse de la roupie ne soient pas les mêmes que celles de la baisse du rouble-papier ; aussi, si le change de la roupie éprouvait une nouvelle baisse dans l'Inde, en ce qui regarde le travail et le prix des produits du sol, elle conserverait pendant quelque temps le même pouvoir d'achat. Et cependant ces produits, évalués en or, seraient obtenus à un prix de revient moindre et par suite pourraient être vendus aux peuples à circulation d'or, soit avec un profit plus grand, soit à des prix moindres, avec un profit normal. Mais les effets des profits directs et indirects du change ne peuvent être que d'une durée temporaire ; aussi la différence du prix du blé entre Londres et Bombay finira par n'être pas plus grande qu'elle n'avait été alors que l'argent conservait son ancienne valeur, représentant seulement les frais de transport et de production.

L'accroissement de production suffit à expliquer la baisse des prix. L'abondance des moyens de circulation monétaire en France, en Allemagne, aux États-Unis, ne permet pas de penser que cette baisse provienne en quoi que ce soit d'une contraction monétaire. Tout au plus pourrait-on en reconnaître les indices en Angleterre à raison de la législation fiduciaire de 1844, cause de la sensibilité extrême du marché anglais. (Remarque pleine de sagacité.) Les Anglais ont poussé à l'excès l'économie des moyens divers de circulation. Ils ressentent peut-être les inconvénients de cet excès.

Enfin s'il y avait rareté d'or, il se manifesterait sur l'or une prime qui tendrait à s'élever d'autant plus que cette rareté serait plus réelle. Il en serait de même pour le taux de l'escompte.

4° La baisse des prix a été un bienfait d'autant plus général que les salaires sont encore plus élevés qu'en 1870, bien que cette baisse ait pu préjudicier davantage à certains États, notamment à l'Angleterre.

5° Il n'y a pas correspondance absolue entre les prix et les stocks métalliques. Jamais les réserves d'or et d'argent n'ont autant augmenté aux États-Unis que de 1878 à 1887, et cependant les prix ont baissé aux États-Unis et en Europe. Sans doute les prix montèrent en Allemagne et en Angleterre, de 1871 à 1873, par l'effet du paiement de l'indemnité de guerre de la France, mais ils montèrent aussi en France. Il n'y a pas non plus de correspondance absolue entre les stocks métalliques et le crédit. Le crédit ne paraît pas avoir pris une nouvelle extension.

6° Avec le concours complet de l'Angleterre, un traité international serait possible pour la libre frappe de l'or et de l'argent d'après un rapport fixé. Si ce traité devenait commun à tous les grands États, nul doute que le rapport ne fût plus facilement maintenu que par l'ancien système du quinze et demi de la France. L'argent remonterait rapidement au cours de 60 pence 7/8 l'once standard ; mais, quelle serait la durée de ce mouvement? cela dépendrait de la production des deux métaux. Si la disproportion augmentait entre les deux métaux, à raison d'une plus grande production d'argent et d'une moindre production d'or, *même une union bimétalliste universelle ne pourrait pas longtemps maintenir sur le marché libre le rapport convenu entre l'or et l'argent.* Le montant de la monnaie d'argent en circulation atteindrait bientôt le double, le triple et plus, de la quantité de l'or; la monnaie d'argent deviendrait le seul étalon général des valeurs, et l'or, comparé avec lui, jouirait d'une prime qui ne pourrait jamais être comprimée par une organisation quelconque du bimétallisme, car s'il lui est possible de prévenir la baisse d'un métal abondant, elle ne saurait empêcher la hausse d'un métal rare. La production de l'argent, qui représente actuellement 550 m. de m. par an, deviendrait beaucoup plus grande. La tendance de l'or, au contraire, serait vers la diminution. La production moyenne actuelle de 350 m. de m. paraît appelée à s'amoindrir dans peu de temps; sur cette masse 70 millions de m. sont absorbés par l'Inde, et 250 millions par la consommation industrielle, d'après le docteur Soetbeer ; de sorte que l'emploi monétaire de l'or est loin de correspondre à la quantité produite. Cet emploi pourrait même avoir lieu, en outre, en dehors de la forme monétaire. L'emploi industriel suffirait à la totalité de la production. Par suite, en dehors de tout rapport de valeur légale, l'or serait appelé à une prime dont profiterait toute monnaie d'or, proportionnelle à l'augmentation de l'argent.

On peut supposer que dans un laps de vingt ans le stock monétaire d'argent s'accroîtrait de 6 milliards de marks, tandis que les stocks monétaires de l'or ne s'élèveraient que de 200 m. de marks ; on peut considérer qu'un tel changement ne serait ni excessif ni funeste à l'humanité, pour permettre aux peuples qui n'ont qu'une ciculation de papier, de reprendre le remboursement en espèces ; mais le rapport officiel de valeur des deux métaux serait rendu entièrement illusoire par une hausse sur l'or qui n'aurait pas de limite.

7° Si l'ancien rapport de valeur était rétabli entre les deux métaux par une union bimétalliste, ce qui ne pourrait durer longtemps, il se produirait une lente dépréciation de la monnaie relativement aux marchandises ; toutefois l'influence de ce fait sur les prix serait moins grande qu'elle ne l'a été de 1850 à 1869, et même si la Russie et l'Autriche, ce qui est inévitable, profitaient de l'occasion pour remplacer le papier-monnaie par l'argent, cette influence l'affaiblirait encore.

8° L'adoption par une union bimétalliste du rapport de 20 à 1 ou 21 à 1 est bien plus à recommander que le retour à l'ancien rapport. La production de l'argent ne recevrait pas un stimulant exceptionnel et l'or conserverait les avantages de valeur dus à sa rareté, car le nouveau rapport correspondrait mieux aux besoins de l'avenir que l'ancien. L'Angteterre et l'Allemagne y auraient plus d'intérêt que la France et les États-Unis, exposés à une lourde perte si un nouveau rapport était adopté.

9° Peut-être serait-il possible de maintenir le prix actuel de l'argent par des achats collectifs d'argent qui ne dépasseraient pas 3,000,000 l. s. par an. On pourrait y faire face par un papier-monnaie basé sur une circulation d'or et garanti par de l'argent.

Ces accumulations d'argent ne pourraient jamais s'élever à un total inquiétant, parce que le prix d'achat serait fixé au-dessous des cours moyens des dernières années, et que l'argent serait revendu dès que les demandes le permettraient. Ce serait un office international d'argent. Les chances de pertes de cet office ne seraient pas considérables. Avec une diminution croissante de l'or, le papier-monnaie garanti par de l'argent, tout en respectant le principe de la circulation de l'or, deviendrait un utile auxiliaire de l'or et pourrait être émis dans une proportion considérable sans inconvénient.

Ainsi, dans sa remarquable réponse, M. Lexis prend une sorte

de position intermédiaire. Il est assez favorable à une entente bimétalliste, mais il n'admet pas une fixité du rapport. Il se prononce en faveur du rapport de 20 à 1, comme correspondant mieux aux faits actuels. En outre il propose un arrangement nouveau, reposant sur une circulation fiduciaire d'argent.

IV. — Réponse de MM. David, A. Wells

1° L'augmentation de l'argent et la reconnaissance par les peuples civilisés que l'or est le meilleur instrument des échanges et le meilleur étalon des valeurs, expliquent la baisse de l'argent. La recherche de l'or et l'abandon de l'argent sont le même fait que le remplacement d'une vieille machine par une nouvelle.

2° Une nouvelle baisse de l'argent est peu probable; au contraire, tout indique qu'il recouvrera la valeur qu'il a perdue, relativement à l'or. En effet, l'argent est l'instrument monétaire des peuples à prix et salaires bas, représentant la moitié de l'humanité. La demande d'argent de ces peuples ne peut que l'élever.

3° La baisse des marchandises est due à l'offre et à la demande ; à peine pourrait-on citer une seule marchandise dont la baisse puisse être attribuée à l'appréciation de l'or.

4° Si l'on a cru pouvoir qualifier cette baisse, de *depression of trade*, il n'en est pas moins vrai que le commerce en général est plus considérable qu'en 1873, et que la baisse des prix a profité aux populations.

5° Il n'y a aucune preuve que les peuples à circulation d'or aient souffert d'une contraction monétaire.

6° L'on n'admet aucun rapport entre les fluctuations des prix et les stocks métalliques.

7° Depuis quinze ans, il y a eu aux États-Unis un grand développement du crédit.

8° Un arrangement international monétaire est dans les choses possibles plutôt que dans les choses probables ; mais s'il intervenait, je pense qu'il ne pourrait être maintenu, parce que les conditions d'un rapport stable entre les métaux précieux échappent au contrôle des gouvernements. Autoriser l'adoption de rapport de 15 1/2 ou tout autre rapport, me semble une extravagance (*a folly*).

8° En dehors d'une union internationale, je ne vois aucune mesure pour maintenir un rapport fixe entre l'or et l'argent, qui ne puisse faire plus de mal que de bien.

9° Les troubles (*disturbance*) qui ont accompagné le changement

de valeur entre l'or et l'argent, ne revêtent pas d'autres caractères que ceux provenant de l'emploi d'une circulation dépréciée. Seulement ces troubles étaient particuliers, locaux ; ils sont aujourd'hui plus étendus ; mais des crises analogues se sont déjà produites sans avoir été un obstacle aux affaires, qui ont dû s'y accommoder.

§ 6. *Quatrième catégorie. Dépositions relatives à l'Inde*

Les dépositions relatives principalement à l'Inde sont celles de M. Waterfield, secrétaire de l'*India office*, de M. Barbour, membre de l'enquête, de M. Kenworthy Bythell, négociant à Manchester, de M. Wheeler de l'*Indian service*, de M. Barclay, négociant à Manchester, de M. Tidman, négociant à Manchester, de M. Provand, de M. David Mac Lean, de la *Hong-Kong and Shanghai bank*, de M. Baring, ancien ministre des finances de l'Inde, de M. Nisbeth de Liverpool, de M. Chapman, ancien secrétaire des finances de l'Inde, de M. Edouard Sassoon, négociant dans l'Inde, de M. Dadabhaï Naoroji, négociant dans l'Inde.

Il faut joindre à ces dépositions diverses lettres des lords hauts-commissaires des finances de l'Inde, un mémorandum de M. Clarmont Daniel relatif à l'Inde, une lettre du président de la Banque de Java, et trois documents officiels : le premier, relatif aux mouvements des marchandises, de l'or et de l'argent dans l'Inde, à la valeur du monnayage de l'argent, au montant des *Council Bills* et des *notes* du gouvernement; le second, concernant la statistique des prix et des salaires ; et le troisième, composant une table des importations de cotons manufacturés dans l'Inde, et des exportations d'argent de l'Inde.

L'ensemble de ces dépositions et de ces documents présente pour l'Angleterre et pour l'Inde un intérêt beaucoup plus considérable que pour les autres peuples ; nous les résumerons plus succinctement et seulement sur les points qui se rattachent aux questions monétaires, principalement à l'influence de la baisse de l'argent sur :

1° La condition économique de l'Inde; 2° son état financier; 3° les exportations de l'Inde, notamment de blé ; 4° les importations des marchandises dans l'Inde.

Toutes les dépositions attestent le fait acquis aux débats que, malgré la baisse de l'argent, le roupie ayant conservé toute sa valeur dans l'Inde, la condition économique de l'Inde s'est lentement améliorée; que le commerce d'importations de l'Angleterre a conti-

nué de se développer; que les avantages du change au profit des exportateurs, tout en constituant un stimulant à la culture du blé, n'ont pas provoqué une extension de culture aussi extraordinaire qu'on le supposait; et que le déficit budgétaire de l'Inde, dû aux pertes du change, demeurait le principal résultat, quant à l'Inde, de la baisse de l'argent. Quant à l'importance de ce déficit et aux moyens d'y rémédier, les avis ont différé.

1° M. Waterfield a fait deux dépositions. En dix ans les revenus du gouvernement de l'Inde ont passé de 38,215,000 l. s. à 44,250,000 l. s. La baisse de la roupie remonte à trente ans. La solde du soldat anglais, exigible en or mais payée en argent, a dû être augmentée à quatre reprises; par suite sa solde lui rapporte davantage, parce qu'il a indirectement profité de la baisse de la roupie; quant à la solde du soldat indigène, fixée en argent, elle est restée la même.

La baisse de l'argent a augmenté les charges du gouvernement, directement par la perte sur le change des remises ou des tirages qu'il fait, et indirectement, tous les corps locaux étant obligés de recourir à lui pour se procurer les ressources dont les prive l'état général de crédit; les capitalistes ne consentent qu'à lui des prêts remboursables en or. Les pertes du gouvernement l'obligent à augmenter les impôts ou à diminuer les dépenses. La baisse du prix en or des marchandises a été plus forte que la baisse du prix de l'argent en or. Les marchandises ont baissé plus que l'argent (1675); par suite, la valeur de la roupie dans l'Inde tend à se relever (1674) — la baisse du change n'a pas été un stimulant pour les exportations (1781), — si la baisse du change permet de convertir le prix en or du blé en un plus grand nombre de roupies, le paiement du prix en or des marchandises importées exige un plus grand nombre de roupies, il y a compensation (1785). — L'Inde acquiert dans les échanges l'or plus cher et l'argent moins cher; par suite, l'Inde livre moins de produits contre l'argent et plus contre l'or (1786 et 1787). — Depuis 1873, l'étalon d'argent a été plus stable que l'étalon d'or; cette stabilité a favorisé les producteurs, les débiteurs de l'Inde, plus que ceux de l'Angleterre et des autres peuples à étalon d'or (1811). — Le commerce de l'Angleterre avec l'Inde était représenté en 1874 par 100, et par 122 en 1885 (2520). — En 1870 l'exportation des fils de coton anglais représentait 34,000,000 l. st. et 49,000,000 l. st. en 1884 (2535). — L'Inde n'a pas trouvé d'avantages dans la baisse du prix du blé

en Europe (2551); le prix du blé dans l'Inde n'est pas le prix régulateur des divers marchés (2513). Le prix du blé dans l'Inde a baissé de 26 0/0, indépendamment de la baisse du change (2561), sous l'influence de causes directes, telles que la baisse des frets (2562).

2° M. Barbour a donné de nombreux renseignements sur les stocks métalliques et les ressources monétaires de l'Inde. Il estime que, de 1835 à 1886, il a été importé 130,000,000 liv. d'or dans l'Inde et 170,000,000 liv. d'argent, et qu'on peut évaluer à cette somme le stock métallique de l'Inde, à raison de la pratique de la thésaurisation, notamment dans les temples. Cette thésaurisation provient de l'insécurité et des chances de famine. Elle ne diminuera qu'avec l'amélioration de la condition économique et politique de l'Inde. Dans cette pratique séculaire, on donne la préférence à l'or (1197). Plus les familles sont riches, plus elles le recherchent.

3° Les dépositions de MM. Ken-Worthy Byttell, Robert Barclay Tidman et Wheeler ont principalement porté sur les relations commerciales de l'Angleterre avec l'Inde et de l'Inde avec l'Angleterre. La baisse de la roupie de 2 sh. ou de 1 sh. 10 à 1 sh. 6 a profité aux producteurs dans l'Inde; elle a été un stimulant pour les exportations (1932 et 1937). La valeur en or des produits de l'Inde est tombée de 30 0/0, pendant que la valeur en argent ne baissait que de 10 0/0, il y a donc eu une différence pour le ryot de 20 0/0, il a vendu 10 0/0 de moins et acheté 30 0/0 de moins (1939). La cause de la baisse ne provient pas de l'appréciation de l'or, mais de l'accroissement de la production et des changements de diverses conditions (1939). Les importations anglaises dans l'Inde sont actuellement stationnaires, tandis que les exportations de l'Inde augmentent (1927).

La baisse du change permet au ryot de vendre son blé à un prix plus élevé qu'avant la baisse (2144); aussi une baisse du blé aurait le même effet qu'une hausse du change (2176). Le change a également favorisé les progrès de l'industrie du coton dans l'Inde : au lieu de 1,700,000 broches en 1887, on en comptait 2,100,000 en 1886 (2332).

M. Provand, qui fait le commerce avec les Chinois, insiste sur les inconvénients, pour ce commerce et celui de la Chine, des fluctuations dangereuses du change.

M. Baring expose les nombreuses difficultés du gouvernement de l'Inde, la pauvreté de l'Inde et les dures conséquences des liens

qui rivent l'Inde à l'Angleterre. Il rappelle à cet égard, avec raison, les épreuves auxquelles l'Égypte a été soumise par l'empire romain (7096); aussi accepte-t-il sans enthousiasme le bimétallisme comme un remède temporaire à un état de choses funeste (7137). Il émet des doutes relativement aux avantages que l'Inde retire de la vente de ses blés (7001).

M. Nisbet fournit de nombreux détails sur la culture et le commerce du blé dans l'Inde. Il reconnaît que la baisse de l'argent les a favorisés dans une certaine mesure.

M. Chapman appelle l'attention de la commission sur les fonctions du capital dans la question monétaire et sur la nécessité d'en tenir compte. Les métaux précieux ne sont que des intermédiaires et des intermédiaires très différents. Il considère que, dans l'Inde, l'opinion est devenue défavorable à l'argent, et que l'on craint qu'il ne tombe à la condition du cuivre (10299). Favorable au bimétallisme, il emploierait au besoin un autre rapport que 15 1/2.

M. Dadabhaï Naorofi a fait remarquer que les souffrances actuelles de l'Inde provenaient de sa dépendance vis-à-vis de l'Angleterre et du défaut de garantie vis-à-vis de son gouvernement.

Les lords hauts-commissaires de l'Inde sont favorables à un traité international en vue d'améliorer les finances de l'Inde. Ils ne se prononcent pas sur la question du rapport légal de valeur entre l'or et l'argent.

§ 7. — *Rapport de la commission d'enquête*

La commission d'enquête a fait paraître un rapport final sur l'enquête. Ce rapport est divisé en trois parties. La première partie est signée des douze membres de la commission : un membre étant décédé, un autre s'étant retiré. La seconde partie est signée de MM. Herschell, Fremantle, John Lubbock, W. Birch, Farrer et L. Courtney. Ces membres représentaient plus ou moins l'opinion monométallique ; en tout cas, ils étaient défavorables à toute intervention actuelle de l'Angleterre dans une convention monétaire internationale. La troisième partie est signée des autres membres de la commission : ce sont les membres favorables à un arrangement international et au système bimétalliste. En outre, MM. Louis Mallet, Barbour et Montagu, appartenant à cette dernière opinion, ont joint des notes particulières à la troisième partie.

Il en résulte que la commission ne s'est trouvée d'accord que sur les points contenus dans la première partie du rapport, c'est-à-dire

sur certains faits, et qu'elle s'est divisée en deux groupes d'égale force : l'un favorable, l'autre contraire à tout traité international auquel l'Angleterre participerait.

I. — Première partie du Rapport

1° La première partie du rapport s'ouvre par un historique des métaux précieux aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, et le résumé de la statistique de leur production au XIXe siècle, avec indication du rapport de valeur entre l'or et l'argent.

2° Le rapport examine ensuite les causes de la baisse du prix en or de l'argent depuis 1873, où l'argent fut coté jusqu'à 62 3/4 l'once standard pour tomber, le 19 mai 1888, à 41 5/8 d.

Il signale : 1° l'accroissement de la production de l'argent; 2° les ventes d'argent de l'Allemagne s'élevant à 28,356,986 l. s. ; 3° les mesures relatives à la suspension du monnayage de l'argent par l'Union latine; 4° les mouvements d'importation et d'exportation de l'argent dans l'Inde ; 5° le montant des *Indian Council bills.*

De 1851 à 1855, la production moyenne de l'argent avait été de 8,019,350 l. s. ; elle s'est élevée, de 1881 à 1885, à 21,438,000 l. s. Sur ces quantités, les États-Unis ne représentaient que 75,000 l. s., de 1851 à 1855, et 8,521,450 de 1881 à 1885.

Quant à la frappe pour les États-Unis et l'Inde, elle est passée de 45,288,000 l. s. de 1851 à 1855, à 129,664,000 l. s. de 1876 à 1880, et 80,854,000 l. s. de 1881 à 1885.

Les importations d'argent *nettes* dans l'Inde, qui avaient monté, de 1851 à 1855, en moyenne à 2,384,590 l. s. par an, ont été, de 1881 à 1885, de 6,080,527 l. s. par an en moyenne. En 1887, elles ont représenté 9,218,751 l. s.

Les *Indian council bills*, qui, de 1851 à 1855, s'élevaient en moyenne par année à 3,370,269 l. s., ont représenté, de 1880 à 1885, en moyenne 16,026,268 l. s., et 15,358, 577 l. s. en 1887.

3° L'influence de ces diverses causes a été de modifier le rapport de valeur entre l'or et l'argent, tandis que, de 1801 à 1870, le rapport s'était montré stable, ne variant que de 15,83 à 16,30 pour 1, malgré l'accroissement parallèle ou successif de la production de l'or et de l'argent.

Ces causes suffisent-elles pour expliquer une baisse de 25 à 30 0/0 dans le prix en or de l'argent, d'autant plus que les importations de l'Inde ont augmenté et que la Chine importerait de l'argent au lieu d'en exporter?

Le rapport n'a pas tranché cette question.

4° Après avoir traité des causes qui ont modifié les conditions de l'argent, le rapport s'occupe de celles qui ont modifié la condition de l'or. D'une part la production a diminué, et d'autre part la demande a augmenté, soit pour les besoins des Etats et des banques, soit pour ceux de l'industrie. M. Soetbeer estimerait à 12,250,000 l. s. l'or annuellement consommé par l'industrie, et de 1877 à 1885 les encaisses de certaines banques et de quelques Trésors seraient passées de 144,500,007 l. s. à 252 millions l. s.

A cet égard deux opinions ont été indiquées dans le rapport. D'après l'une, cette situation aurait suffi à accentuer la valeur de l'or. D'après l'autre, le taux moyen de l'escompte témoignerait du contraire.

5° Quoi qu'il en soit, parallèlement à l'action de ces causes diverses sur les métaux précieux, on doit signaler une tendance assez générale des prix à la baisse. Cette tendance est indiquée dans un diagramme des cours des prix de 1851 à 1888.

6° En outre des causes qui ont agi sur l'argent et sur l'or, le rapport s'occupe encore de celles qui auraient agi sur les deux métaux. D'après les uns, ces causes ne seraient autres que la loi économique de l'offre et de la demande; et, d'après les autres, les mesures législatives de l'Union latine auraient seules réduit le rapport résultant des lois antérieures; ce qui amène le rapport à étudier les effets de ces causes sur les oscillations du change, sur la baisse du prix de l'argent en or, et sur les finances de l'Inde.

7° Existe-il des moyens de remédier aux résultats de l'action de ces diverses causes ? Le remède principal serait-il l'adoption du bimétallisme ?

Le rapport résume rapidement les divers arguments présentés pour et contre le bimétallisme et les moyens de l'organiser.

8° D'autres remèdes que le bimétallisme ont été indiqués: 1° une monnaie contenant une certaine proportion d'or et d'argent; 2° une circulation fiduciaire basée sur des encaisses avec une proportion convenue d'or et d'argent; 3° l'étalon boiteux de quelques États, c'est-à-dire la limitation de la frappe de l'argent; 4° l'adoption d'une monnaie d'or pour l'Inde ; 5° l'augmentation de la circulation fiduciaire ; 6° l'abolition en Angleterre du droit sur l'argenterie ; 7° l'invitation à la Banque d'Angleterre d'admettre l'argent dans son encaisse, avec la proportion du cinquième, conformément à la loi de 1844.

Le rapport ne se prononce sur aucun.

9° Après un résumé rapide des faits et de leur interprétation, cette partie du rapport se termine par la déclaration suivante :

« Nous sommes d'avis que la véritable explication des phéno-
« mènes que nous avons essayé d'éclaircir directement, doit être
« cherchée dans une combinaison de causes et ne peut être
« demandée exclusivement à aucune. L'Union latine a rompu
« en 1873 le lien qui existait entre l'or et l'argent et qui avait main-
« tenu le prix de ce dernier d'après un rapport constant. Depuis
« cette rupture, l'argent a été laissé sur le marché libre à
« l'influence de toutes les causes qui affectent le prix d'une mar-
« chandise.

« Nous n'avons pu nous mettre d'accord sur aucun autre
« point. »

II. — Seconde partie du Rapport

1° Dans cette seconde partie du rapport, les membres de la commission défavorables au bimétallisme, ont d'abord recherché quels ont pu être les maux (*evils*) qui auraient été la conséquence des changements relatifs de valeur des métaux précieux, soit quant aux variations du rapport et aux oscillations du change, soit quant à la baisse de l'argent.

Les fluctuations du change se compenseraient; elles auraient un caractère alternatif en général. Elles n'auraient d'influence permanente que pour l'Inde.

En ce qui est des effets de la baisse de l'argent, cette partie du rapport n'admet pas qu'elle provienne d'une appréciation de l'or, mais bien d'une dépréciation propre à l'argent lui-même, sous l'influence des causes ci-dessus indiquées.

Cette baisse de l'argent est parallèle, il est vrai, à une baisse des marchandises; mais cette baisse n'ayant pas un caractère général ni permanent, on ne saurait la considérer comme cause effective, d'autant plus que le dividende entre les prix et les stocks métalliques n'est pas établi.

La baisse des prix, comme les oscillations du change, a des compensations et résulte d'influences variables.

De même, les oscillations du change n'ont pas sur les prix l'influence qu'on leur attribue, et la production du blé n'a pas été favorisée dans l'Inde par la baisse de l'argent et du change.

2° Le rapport reprend la discussion des remèdes dont il a été question dans la première partie. Il repousse toute intervention : soit parce qu'il ne serait pas possible d'obtenir le concours de tous les États intéressés ; soit parce qu'il n'y aurait pas moyen de maintenir un rapport fixe ; soit parce qu'il serait difficile de choisir un rapport quelconque sans léser de graves intérêts, et sans donner aux taux un caractère factice ; soit parce qu'un traité international n'aurait aucune garantie de durée ; soit parce qu'il serait contraire aux intérêts de l'Angleterre ; soit parce qu'il aurait pour conséquence une prime élevée sur l'or.

Aussi recommande-t-il : 1° l'abolition du droit sur l'argenterie ; 2° des arrangements diplomatiques pour faciliter la frappe de l'argent ; 3° l'émission d'une circulation de billets de banque de petite valeur garantis par de l'argent.

En tout cas, il se prononce formellement pour le maintien de la législation monétaire et fiduciaire actuelle de l'Angleterre.

III. — Troisième partie du Rapport

Cette partie du rapport est beaucoup plus catégorique que les autres, quoique moins longue. Elle résume l'opinion des membres de la commission d'enquête favorables au bimétallisme sur le problème monétaire ; elle indique les moyens qu'ils proposent pour le résoudre.

Un premier paragraphe est consacré aux maux (*evils*) résultant des difficultés monétaires, et un second paragraphe aux remèdes pour parer à ces maux.

1° *Difficultés monétaires.* — Les maux auxquels ces difficultés donnent naissance, résultent :

A. — Ou du changement de rapport entre les métaux précieux et des fluctuations de leur valeur relative ;

B. — Ou de la baisse du change entre les États ayant une circulation d'or ou une circulation d'argent ;

C. — Ou de la baisse des prix en or ;

D. — Ou des effets de ces diverses causes sur certains intérêts.

A. — Le changement de rapport entre les métaux précieux et les fluctuations de leur valeur relative ont pour effet d'amoindrir le commerce entre les États possédant une circulation d'or et ceux possédant une circulation d'argent ; de favoriser le commerce dans les États à circulation d'argent aux dépens de ceux à circulation

d'or ; de décourager l'emploi du capital dans les États à circulation d'argent, et de retarder leur développement.

Tous ces effets se remarqueraient notamment dans l'Inde ; cette partie du rapport semble contradictoire avec elle-même. Comment les mêmes causes peuvent-elles en même temps favoriser le commerce des États à circulation d'argent, amoindrir leurs ressources et retarder leur développement?

Cette contradiction est manifeste quant à l'Inde. Ou bien, comme il résulte d'un grand nombre de dépositions, la condition économique de l'Inde a plutôt gagné que perdu à la baisse de l'argent et à celle parallèle des prix, ou bien elle a plutôt perdu que gagné. Au premier cas, les changements de valeur et les fluctuations du change des métaux précieux n'ont pas retardé le développement de l'Inde ; au second cas, l'Inde n'a pas été favorisée aux dépens des pays à circulation d'or.

B. — En même temps que se produisait la baisse des prix de l'argent en or, une baisse générale des prix en or avait lieu en Angleterre, qui possède l'étalon d'or, tandis que dans l'Inde la roupie conservait son pouvoir d'achat et que les prix en argent demeuraient fermes. Il en résulte que la valeur de l'argent n'a pas baissé en elle-même, bien qu'elle ait largement baissé dans sa valeur relative avec l'or; de là deux résultats favorables à l'Inde et contraires à l'Angleterre, du moins jusqu'à ce que les prix parviennent à l'équilibre. La production dans l'Inde est favorisée aux dépens du producteur de blé en Angleterre, de même que le manufacturier dans l'Inde est favorisé aux dépens des manufacturiers en Angleterre. Le manufacturier anglais est atteint dans ses ressources par le change. Quant à l'agriculteur anglais, il vend son blé proportionnellement moins cher que le ryot, parce que le prix est resté le même dans l'Inde et qu'il a baissé en Angleterre. Dans l'Inde, pays à argent, maintien des prix; en Angleterre, pays à or, baisse des prix.

C. — La baisse des prix en or (*gold price*) est un fait. Les causes sont plus difficiles à préciser. Sont-elles monétaires? Dépendent-elles de changements dans les conditions de la production ? Cette seconde explication ne paraît pas admissible, car les prix dans les pays à argent n'ont pas baissé; aussi pensons-nous que les causes sont monétaires.

Elles se ramènent toutes à *l'appréciation* dont profite l'étalon des valeurs dans les pays à circulation d'or. Cette appréciation exerce une influence funeste sur l'augmentation de richesse de la nation.

Il y a lieu de prendre des mesures pour rétablir sans retard la stabilité comparative de l'étalon des valeurs.

D. — Les effets de cette situation peuvent être étudiés d'abord dans l'Inde, puis en Angleterre.

Dans l'Inde, les finances publiques sont accablées par la perte du change, et les particuliers qui ont des remises à faire en Europe sont exposés aux mêmes pertes. Cette perte est du tiers au moins des remises.

Quant à l'Angleterre, elle trouve aujourd'hui une rude concurrence à ses exportations de fils de coton dans les exportations de fils de coton de la Chine et de l'Inde.

Nota. — *Les chiffres produits au Rapport ne paraissent pas favoriser réellement cette opinion.*

Parmi les avantages dont profite l'Inde, il faut mettre au premier rang la différence de valeur entre l'or et l'argent, non seulement pour ses exportations chez les peuples à or, mais encore chez les autres peuples à argent.

Toutefois, si on se place au point de vue des intérêts généraux de l'Angleterre, son commerce intérieur et extérieur serait surtout atteint par les récents changements dans la circulation, quoique d'autres causes y aient concouru. Le commerce du monde est maintenant soumis à deux étalons monétaires, au lieu d'un seul comme autrefois. Désassocciés l'un de l'autre, il ont perdu toute stabilité, et l'un d'eux a pris une plus-value que l'on doit considérer comme un mal pour le commerce, l'industrie et les classes laborieuses de l'Angleterre. Pas de distinction entre le commerce intérieur et extérieur.

Dans leur ensemble, les affaires ont diminué. En 1873 la propagation du commerce extérieur demande 2 l. s. 4 s. l. et seulement 1 l. s. 17. en 1886, on en trouve la preuve dans les relevés de l'*income tax*. De 1874 à 1886 l'accroissement dans les évaluations de l'ensemble du capital (proferty) et des profits n'a été que de 10 0/0 au lieu de 56 0/0 dans les douze ans antérieurs.

Aussi le travail a diminué, les salaires ont baissé, les intérêts calculés à l'année sont moins stables.

D'autre part les charges publiques, étant exigibles en or, sont plus lourdes.

Ces diverses causes ont accéléré, au lieu de le contenir, le mouvement protectionniste en Angleterre et pourraient exiger l'établissement de droits de douanes dans l'Inde.

Il y a lieu parsuite d'appliquer un remède monétaire à des causes

en partie monétaires. Il faut maintenir l'emploi des deux métaux précédents comme étalons dans les conditions antérieures à 1877, il faut rétablir le lien qui les unissait et qui a été rompu.

Nota. — Il y a lieu de signaler, en dehors des contestations des faits contenus dans l'enquête sur tous ces points : 1° qu'ils ont un caractère exclusivement anglais; 2° qu'il n'y a pas de proportion entre l'étendue des maux indiqués et les faits à l'appui, d'une part, et d'autre part, l'importance des remèdes proposés.

2° *Remèdes monétaires.* — Le remède principal consiste à revenir à l'état de choses antérieur à 1874. Si dans tous les États l'or et l'argent peuvent être librement monnayés et peuvent être échangés contre les marchandises d'après un rapport fixe, le marché de l'argent comparé avec l'or obéira à ce rapport. Ce système remédiera à tous les maux décrits plus haut.

Trois objections ont été faites contre ce système, et il y a lieu d'y répondre :

A. — Que le changement serait redoutable et constituerait une nouveauté dangereuse.

On répond qu'il ne ferait que rétablir un état de choses antérieur, avec cette différence que l'Angleterre devrait concourir à le maintenir.

B. — Que la condition du marché anglais et en particulier celle de Londres pourrait être compromise.

On répond que la prééminence du marché de Londres est antérieure à l'adoption par l'Angleterre de l'étalon d'or et s'est constituée sur le régime du double étalon ; que cette prééminence a pour fondement les tirages de traites étrangères sur Londres, et que le double étalon n'y apportera aucun changement; que l'option laissée aux débiteurs de payer en or ou en argent aura rarement d'effet, car le système étant maintenu dans son intégrité, personne n'aura d'intérêt à choisir un métal plutôt que l'autre.

C. — Que si le bimétallisme a pour résultat une diminution de la valeur de l'or, l'Angleterre, où l'or est principalement employé dans les paiements, perdra au profit des autres pays.

Renvoi au § 96 de la première partie du rapport.

D. — Que la mise en train et le maintien de ce système dépendent des conventions internationales, auxquelles les autres États pourront refuser leurs concours.

On répond que rien ne fait présumer ce refus ; que peu importe la retraite d'un ou deux États ; que ce refus préjudicierait plus à

ces États qu'aux autres et que cette objection est commune à tout traité international.

E. — Que les populations pourraient refuser leur concours à ce système et que les transactions pourraient continuer à se faire plutôt qu'avec d'autres.

Cette objection est plutôt une prévision qu'un argument. Il est difficile d'y adhérer, car il est bien certain que l'adoption du système nouveau ne pourrait avoir lieu qu'avec le consentement d'une portion notable de la nation.

F. — Que si les dettes contractées en or peuvent être réglées en argent, il y aura une perte pour les créanciers et une violation de la foi des contrats.

Cette objection paraît mériter très sérieuse considération; toutefois, le devoir des gouvernements, en vue du bien général de l'État, est de veiller à ce que l'État possède un étalon de valeur de la plus grande stabilité possible. Si l'établissement ou le maintien d'un pareil étalon peuvent préjudicier aux créanciers, on ne voit pas pourquoi les débiteurs en seraient privés.

En Angleterre, cette objection ne porte que sur le rapport de valeur, au cas où ce rapport différerait de celui du marché libre.

Enfin, elle ne peut être faite par ceux qui admettent que la baisse des prix est due à des causes propres à la production, car, si la rupture du pair bimétallique n'a pas donné lieu à l'appréciation de l'or, pourquoi l'or serait-il affecté par le retour du pair?

Ces objections réfutées, il y a lieu de maintenir qu'un seul métal précieux ne peut remplir la fonction monétaire, sans provoquer une révolution financière et commerciale par le changement dans les prix, et que pour prévenir cette éventualité, l'entente entre quelques États d'une certaine étendue pourra suffire.

Si cette entente ne se produit pas, l'or deviendra le seul étalon monétaire et tous les maux ci-dessus examinés s'aggraveront; sa valeur s'élèvera, les prix baisseront, la situation de l'Inde deviendra plus redoutable ; une nouvelle hausse de l'or pourrait présenter quant à l'Angleterre même, de sérieuses conséquences.

Tout autre remède serait inefficace. Il faut un arrangement international comprenant les principales nations du globe, telles que les États-Unis, l'Allemagne, les États de l'Union latine, l'Angleterre, l'Inde et les autres colonies anglaises qui donneraient leur concours.

Cet arrangement doit avoir pour objet : 1° la libre frappe de l'or et de l'argent en monnaie légale; 2° la fixation d'un rapport auquel

les pièces de chacun des deux métaux pourraient servir, *au choix du débiteur*, pour payer le créancier.

IV. — Annexes au Rapport

Sont annexées au Rapport :

1° Une longue lettre de M. Louis Mallet, dans laquelle les arguments en faveur d'un arrangement international sont de nouveau développés ;

2° Plusieurs notes de M. Barbour ;

3° Une note de M. Samuel Montagu, membre de la commission, dans laquelle il se prononce en faveur du rapport de 20 contre 1. M. Montagu craint que le rapport de 15 1/2 ne puisse être monétaire sur le marché libre. M. Montagu a rédigé un mémorandum particulier compris dans l'appendix. M. Montagu est le chef de la maison la plus importante de Londres pour le commerce des métaux précieux : son opinion a du poids.

Cette opinion a été adoptée par plusieurs témoins et notamment par M. le professeur Lexis, de Gœttingen. Elle correspond à l'état monétaire actuel et probablement à l'étape qui vient de se faire dans la valeur respective de l'or et de l'argent.

L'histoire des métaux précieux enseigne, en effet, comme l'a relevé M. Giffen, que l'argent a une lente tendance à baisser au fur et à mesure que ses emplois diminuent, soit par l'augmentation de l'or, soit par le développement des moyens de crédit.

Relever l'argent, par un traité international, de la diminution de valeur qu'il a subie sous l'influence des causes économiques, paraît contraire à l'histoire entière des métaux précieux ; constater l'état actuel de sa valeur et l'amplitude de l'oscillation accomplie de 1873 à 1887, serait se conformer, au contraire, aux enseignements de l'histoire et à l'expérience qui, en fait de métaux précieux et de monnaie, semblent devoir avoir le pas sur le raisonnement et les hypothèses.

III

RAPPORT

SUR LES « MATERIALIEN » DU Dr ADOLPHE SOETBEER

Par M. Adolphe COSTE

AVERTISSEMENT

La commission de statistique du Comité d'organisation du Congrès monétaire international de 1889 m'ayant chargé de faire une analyse du célèbre ouvrage du docteur Soetbeer sur les Métaux précieux et la Question monétaire, c'est ce travail que j'ai l'honneur de présenter au Congrès.

Ce résumé a été fait sur la 2e édition des *Materialien*, publiée à Berlin en 1886, et d'après la traduction française préparée par les soins de notre honoré collègue M. Ruau, directeur de la Monnaie. Il contient les idées principales et les conclusions du savant professeur de Gœttingue, mais il ne dispense pas de consulter les précieux documents contenus dans son ouvrage. Les hommes d'étude et de finance pourront désormais s'y reporter aisément, grâce à la traduction française due à la libéralité de M. le ministre des finances et au zèle de M. Ruau.

Dans le présent résumé, j'ai suivi l'ordre des matières du docteur Soetbeer, et j'ai fait successivement l'analyse des sept chapitres de l'ouvrage, dont voici l'énumération :

CHAPITRE PREMIER : *Production des métaux précieux* (1).
CHAPITRE II : *Rapport des valeurs de l'or et de l'argent.*
CHAPITRE III : *Emploi des métaux précieux.*
CHAPITRE IV : *Importation et exportation des métaux précieux.*
CHAPITRE V : *Existences et circulation des métaux précieux dans les pays civilisés.*
CHAPITRE VI : *Escompte et cours du change.*
CHAPITRE VII : *Variations dans les prix des marchandises en général et dans le pouvoir d'achat de l'or.*

---

(1) J'ai complété les tableaux de la production de l'or et de l'argent de 1885 à 1888, d'après les renseignements contenus dans le mémoire adressé par le Dr Soetbeer au Congrès et qui est reproduit ci-après. A. C.

CHAPITRE PREMIER

Production des métaux précieux

L'auteur emprunte à ses précédents ouvrages le tableau de la production des métaux précieux depuis la découverte de l'Amérique. Il l'a complété jusqu'en 1885. Suivant sa déclaration, les chiffres de 1493 à 1686 sont établis sur des probabilités ; à partir de 1687, ils s'appuient sur des données positives.

Le tableau donne par périodes (de vingt années jusqu'en 1800, de dix années jusqu'en 1850, et de cinq années à partir de 1850) la production *annuelle* moyenne de l'or et de l'argent. Les quantités sont estimées en kilogrammes, les valeurs en marks. Au sujet de l'estimation des valeurs, M. le docteur Soetbeer présente l'observation suivante :

« La valeur du kilog. d'or fin est calculée à 2790 M. (3,444 fr. 4/9). La valeur du kilog. d'argent fin avait été calculée uniformément, dans la 1re édition de cet ouvrage, à 180 M. (222 fr. 2/9), car une grande période s'était écoulée pendant laquelle le rapport normal de 15 k. 1/2 d'argent pour 1 kilog. d'or était resté constant. A proprement parler, cette évaluation n'est exacte que pour la période qui s'étend du commencement de ce siècle à l'année 1870. L'emploi de ce taux pour les années suivantes a été admissible aussi longtemps que le prix moyen annuel de l'argent depuis 1873 n'a pas semblé s'éloigner par trop du prix normal que nous avions adopté ; on l'a conservé aussi longtemps que la baisse dans la valeur de l'argent a été considérée comme un phénomène temporaire et qu'on a cru au retour prochain de l'ancien rapport de l'or à l'argent. Mais la baisse de l'argent a fait un nouveau pas depuis 1885, et l'espoir d'une réhabilitation, pour ainsi dire, de ce métal ou de l'établissement dans les pays civilisés du double étalon sur la base de l'ancien rapport français, a disparu ; il semble donc nécessaire d'abandonner une évaluation uniforme de la valeur de l'argent et d'établir les calculs en tenant compte du rapport existant réellement dans les différentes périodes. »

Je ne crois utile d'emprunter au tableau de M. Soetbeer et de ne reproduire ici que les quantités moyennes annuellement produites.

J'y joins cependant l'estimation de la valeur du kilogramme d'argent en marks, et j'en donne l'équivalence en francs sur le pied de 1 mark = 1 fr. 2345 (1).

Production totale annuelle des métaux précieux

PÉRIODES	OR KILOG.	ARGENT KILOG.	Valeur moy. d'un k. d'argent	
			EN MARKS	EN FRANCS
1493-1520	5.800	47.000	260	320.99
1521-1544	7.160	90.200	248	306.17
1545-1560	8.510	311.600	247	304.94
1561-1580	6.849	299.500	243	300. »
1581-1600	7.380	418.900	236	291.35
1601-1620	8.520	422.900	228	281.48
1621-1640	8.300	393.600	199	245.68
1641-1660	8.770	366.300	192	237.04
1661-1680	9 260	337.000	186	229.63
1681-1700	10.765	341.900	186	229.63
1701-1720	12.820	355.600	183	225.92
1721-1740	19.080	431.200	185	228.39
1741-1760	24.610	533.145	189	233.33
1761-1780	20.705	652.740	190	234.57
1781-1800	17.790	879.060	185	228.39
1801-1810	17.778	894.150	179	220.99
1811-1820	11.445	540.770	180	222.22
1821-1830	14.216	460.560	177	218.52
1831-1840	20.289	596.450	177	218.52
1841-1850	54.759	780.415	176	217.28
1851-1855	199.388	886.115	181	223.45
1856-1860	201.750	904.990	182	224.69
1861-1865	185.057	1.101.150	181	223.45
1866-1870	195.026	1.339.085	179	220.99
1871-1875	173.904	1.969.425	175	216.05
1876-1880	172.414	2.450.252	156	192.59
1881-1885	149.137	2.861.709	150	185.18

M. Soetbeer complète cet intéressant tableau par le détail de la production de l'or et de l'argent dans les différents pays producteurs, mais seulement pour la période de 1851 à 1885. Je ne reproduis ici que les chiffres relatifs aux quantités (en kilogrammes).

(1) Il résulte de cette conversion en francs, des nombres fractionnaires qui donnent aux évaluations de M. Soetbeer une apparence de précision qu'il n'avait probablement pas l'intention de leur donner. Je n'ai pas cru néanmoins pouvoir me permettre de ramener ma traduction en francs à des chiffres ronds.

Production moyenne annuelle de l'or

PÉRIODES	États-Unis	Australasie	Russie	MEXIQUE COLOMBIE BRÉSIL	AUTRES contrées	TOTAL	ESTIMATION DU DIRECTEUR de la monnaie D'AMÉRIQUE
1851-1855	88.800	69.573	21.730	7.710	8.575	199.388	
1856-1860	77.100	82.392	26.570	7.000	8.688	201.750	
1861-1865	66.700	77.634	24.084	7.650	8.989	185.057	
1866-1870	76.000	73.526	30.050	6.940	8.510	195.026	
1871-1875	59.590	63.129	33.380	7.240	10.655	173.904	
1876	60.000	49.156	33.600	7.200	16.000	165.956	
1877	70.300	45 045	41.000	7.100	16 000	179.445	171.453
1878	76.800	43.747	42.100	7.200	16.000	185.847	179.175
1879	58.300	43.307	42.600	7.100	16.000	167.307	163 675
1880	54.200	45.215	41.400	6.700	16.000	163.515	160.152
1881	52.200	45.564	38.500	6.600	16.000	158 864	155.016
1882	48.900	44.075	32.700	6.300	16.500	148.475	148.939
1883	45.140	40.705	35.800	6.400	16.500	144.545	141.733
1884	46.343	32.400	22.908	8.000	16.500	146.151	143.381
1885	50.000	41.150	31.200	6.300	25.850	154.500	156.156
1886	54.900	40.000	31.200	6.200	29.150	161.450	149.338
1887	52.100	41.000	30.350	7.250	29.400	160.000	151.712
1888	52.100	(41.500)	30.900	(7.000)	(28.500)	(160.000)	»

Production moyenne annuelle de l'argent

PÉRIODES	MEXIQUE	PÉROU BOLIVIE CHILI	États-Unis	Allemagne	AUTRES contrées	TOTAL	ESTIMATION DU DIRECTEUR de la monnaie D'AMÉRIQUE
1851-1855	466.100	218.600	8.300	48.960	144.155	886.115	
1856-1860	447.800	190.400	6.200	61.510	199.080	904.990	
1861-1865	473.000	191.100	174.000	68.320	194.730	1.101.150	
1866-1870	520.900	229.800	301.000	89.125	198.260	1.339.085	
1871-1875	601.800	374.700	564.800	143.080	285.045	1.969.425	
1876	601.000	350.000	933.000	139.779	300.000	2.323.779	
1877	634.000	350.000	957.000	147.612	300.000	2.388.612	2.174.610
1878	644.000	350.000	1.089.376	167.988	300.000	2.551.364	2.282.573
1879	699.000	350.000	981.000	177.507	300.000	2.507.507	2.313.731
1880	701.000	350.000	942.987	186.011	300.000	2.479.998	2.326.941
1881	721.000	350.000	1.034.649	186.990	300.000	2.592.639	2.458.322
1882	738.000	390.000	1.126.083	214.982	300.000	2.769.065	2.690.573
1883	739.000	510.000	1.111.457	235.063	300.000	2.895.520	2.812.972
1884	785.000	450.000	1.174.205	248.117	300.000	2.957.322	2.770.610
1885	736.500	455.000	1.295.000	309.418	380.082	3.176.000	2.841.573
1886	792.000	460.000	1.288.000	319.598	378.402	3.238.000	2 896.882
1887	784.000	435.000	1.373.500	367.633	453.867	3.414.000	3.016.044
1888	(800.000)	(430.000)	1.540.000	406.567	460.433	3.637.000	»

On remarquera qu'à partir de 1877, M. Soetbeer a mis en regard de ses évaluations totales, celles du directeur de la Monnaie des

Etats-Unis. Ces dernières sont, en général, un peu plus faibles. La différence porte sur les chiffres de la « production accessoire », comme l'appelle notre auteur, c'est-à-dire de la production des pays groupés sous la désignation : *Autres contrées*.

A la suite de ces tableaux, M. Soetbeer fait observer que, durant les trente-cinq années de 1851 à 1885, il a été produit 6,383.388 kil. d'or, soit 57 °/₀ du total de la production d'or depuis 1493 (11,135,458 kil.), tandis qu'il n'a été produit que 57,563,631 kilog. d'argent, soit 27 °/₀ seulement du total de la production d'argent (207,390,381 kil.).

A l'appui de sa statistique, notre auteur présente des observations sur la production de chaque pays. Je crois devoir séparer celles qui concernent la production de l'or de celles qui sont relatives à la production de l'argent.

§ 1. *Production de l'or*

En ce qui concerne la production de l'or dans les principaux pays producteurs, voici les opinions invoquées par M. Soetbeer :

États-Unis. « Si l'on considère dans leur ensemble, dit M. le professeur Lexis, les conditions de la production de l'or aux États-Unis, il faut admettre qu'on ne peut plus espérer découvrir des champs d'alluvion aussi vastes et aussi riches que ceux de la Californie, et que le lavage de l'or contribue de moins en moins à alimenter la production, bien que l'on découvre de temps en temps de nouveaux gisements venant enrayer ce mouvement rétrograde. Mais l'or provenant du traitement des alluvions ne représente plus déjà qu'une partie relativement faible de la production totale. Bien plus importante est la part provenant des anciens et immenses gisements de sables aurifères, et le montant de cette source de production pourra sans aucun doute être maintenu pendant de longues années au taux actuel, surtout si l'on écarte les difficultés extérieures qui se sont produites en Californie à la suite d'une application mal entendue du procédé hydraulique. — C'est de l'exploitation des mines de quartz qu'il faut attendre la production d'or la plus durable, et en ce moment tous les renseignements montrent une augmentation graduelle et considérable de ce genre de production. Il est déjà possible aujourd'hui de traiter des minerais beaucoup moins riches, qu'on considérait autrefois comme n'en valant pas la peine. On s'est efforcé plus particulièrement, par des procédés métallurgiques plus perfectionnés, d'éviter la perte qui

provenait jusqu'ici de ce fait que l'or contenu dans les pyrites sulfureuses ou dans l'or « rouillé » est réfractaire à l'amalgamation. On peut donc admettre que la production de l'or aux Etats-Unis est arrivée à un point où elle se maintiendra d'une manière à peu près constante pendant de longues années, et qu'elle fournira à la prochaine génération une somme qui ne s'éloignera pas beaucoup de 110 à 120 millions de marks par an » (39,400 à 43,000 kilog.).

Australasie. Le professeur Lexis évalue à 4,520,970 onces (1) la production de l'or pour les trois années 1882-1883-1884 dans l'Australasie(non compris l'Australie du Nord), soit une moyenne de 1,507,000 onces par an, et il ajoute : « 500,000 à 550,000 onces proviennent des exploitations d'alluvions, et 950,000 à 1,000,000 d'onces de l'exploitation des mines de quartz. Dans la première catégorie, les statistiques officielles comprennent également les anciens placers exploités hydrauliquement ou de toute autre manière; ils deviendront probablement beaucoup plus nombreux dans l'avenir et fourniront pendant un temps indéterminé un contingent d'or considérable. De même l'exploitation des mines de quartz est susceptible d'un accroissement de plus en plus grand, déterminé par la colonisation du pays, l'augmentation normale de la population et l'extension des lignes de chemins de fer. Les perfectionnements métallurgiques permettront, en outre, d'extraire des minerais une quantité d'or beaucoup plus grande que cela n'a été possible jusqu'à présent. Aussi ne pourra-t-on nous traiter d'optimiste si nous estimons pour l'avenir entre 100 et 110 millions de marks la production moyenne annuelle des mines d'or de l'Australie » (35,800 à 39,400 kilog.).

Russie. « Les diverses opinions émises sur l'état et sur l'avenir de la production d'or en Russie, dit M. Soetbeer, diffèrent beaucoup entre elles. L'exploitation est conduite, au point de vue technique, d'une manière tout à fait insuffisante; très peu de gros capitalistes sont intéressés à l'entreprise et la condition des travailleurs est très mauvaise. La majeure partie des ouvriers employés au lavage de l'or se compose de criminels et de vagabonds, aussi les vols et les détournements sont-ils à l'ordre du jour. Si l'on améliorait cette mauvaise situation, la production de l'or en Russie pourrait être

(1) 1 once poids de troy = 31 grammes 1027.

considérable. Striedler, dans une étude remarquable (*Revue russe*, 1883, livraisons 8 et 9), dit, entre autres choses, que la plus grande partie de l'or russe est produite par le lavage des sables aurifères, et qu'en proportion il y a très peu de mines en exploitation. L'accroissement de la production de l'or en Russie provient de ce qu'on est sans cesse à la recherche de nouveaux gisements, car la proportion d'or contenue dans le sable qui, au commencement, était très forte, diminue partout, excepté dans le district d'Olekminsk, et on pénètre de plus en plus dans les provinces de l'Est. De 1851 à 1860, la Sibérie orientale fournissait déjà les deux tiers de la production totale d'or en Russie ; depuis 1871 cette proportion s'est encore accrue. L'attention, dans ces dernières années, s'est surtout dirigée sur les nouveaux gisements découverts dans la province de l'Amour, mais là on ne peut plus rien espérer découvrir. Striedler en conclut que les augmentations de la production de l'or en Russie, reposant sur le traitement des sables aurifères, atteindra dans peu de temps sa limite extrême. On répond à ceci que si l'on ne doit pas compter sur une ascension continuelle et de longue durée de la production de l'or en Russie, cette production gardera son niveau très élevé pendant longtemps encore, grâce aux recherches géologiques qui font de grands progrès en Sibérie et dans la province de l'Amour, grâce aussi à l'amélioration des conditions économiques de ces pays, spécialement des moyens de communication, et aux progrès dans la méthode d'exploitation... Le professeur Lexis, qui depuis longtemps s'occupe spécialement de la production des métaux précieux en Russie, est d'avis (voir *Schmollers Jahrbuch*, de 1886) que la Russie est à même d'apporter pendant de nombreuses années encore à la production d'or du globe un contingent annuel de 60,000,000 à 70,000,000 de marks » (21,500 à 25,100 kilog.)

Ces trois estimations de M. Lexis, rapportées par M. Soetbeer établiraient dans l'avenir, pour les trois principaux pays producteurs d'or, un minimum constant de production annuelle de 270 à 300 millions de marks (96,800 à 107,500 kilogrammes), tandis que leur production moyenne annuelle, de 1871 à 1884, a été, d'après M. Soetbeer, de 404,900,000 marks (145,100 kilogrammes).

Mais il est juste de faire observer que sur d'autres points, on prévoit des accroissements de production. Voici notamment ce que dit M. Soetbeer à l'occasion du Brésil :

« L'ensemble de la production annuelle de l'or au Brésil n'a été,

en moyenne, dans ces dernières années, que de 1,000 kil. de fin environ. Des experts anglais prétendent que la production de l'or au Brésil est susceptible d'une grande extension, car, jusqu'à ce jour, on n'exploite que les filons à fleur de terre des gisements de quartz très étendus. La mine de Cujaba possède une quantité énorme de minerai aurifère (ce minerai a donné à l'analyse une moyenne de 0,380 onces d'or par tonne, mais on n'en extrait réellement que 0,159, ce qui occasionne une perte de 57 °/₀); il ne s'agit que de trouver une meilleure méthode d'amalgamation pour retenir l'or réfractaire qui se perd dans les *taillings*. »

§ 2. *Production de l'argent*

En ce qui concerne la production de l'argent, voici les opinions émises :

États-Unis. « Les rapports officiels, dit le professeur Lexis, montrent que la richesse en argent des États et Territoires du Pacifique est inépuisable, et que le développement annuel de cette richesse dépend uniquement de l'extension des chemins de fer, des progrès de la science et du concours du capital et du travail. La baisse du prix de l'argent a principalement pour effet de laisser à l'état brut une grande quantité de minerais pauvres qu'on ne fait qu'amasser dans l'espoir de la découverte de procédés de traitement plus économiques ou de la réhabilitation de l'argent. On découvre tous les jours de nouveaux filons qui sont encore une source de bénéfices, même au prix actuel de l'argent, et qui font plus que combler les lacunes produites à d'autres places. Les rapports américains signalent d'une manière spéciale l'importance ascendante de la Californie en tant que pays producteur d'argent par suite de la découverte de mines dans la province de San-Bernardino. »

Mexique. La production y est beaucoup plus élevée que ne l'indiquent les documents officiels, parce qu'il y a une exportation importante de métaux en barres qui n'est pas déclarée. En outre la valeur des minerais exportés n'est pas portée dans les statistiques de M. Soetbeer au compte du Mexique, l'or et l'argent qui en sont retirés figurant dans la production des pays où ont lieu la fonte et l'affinage.

Sur la puissance de production des mines, voici ce qui est relevé par M. Soetbeer dans les rapports des consuls allemands :

« Dans les pays situés à la frontière nord du Mexique, dit un rapport de 1882, l'exploitation actuelle des mines d'or et d'argent et les recherches pour en découvrir de nouvelles dans les Cordillères mexicaines, riches en gisements de métaux précieux, attirent de nombreux spéculateurs; il se produit dans cette région une immigration fabuleuse de capitaux, de travailleurs, mais aussi d'aventuriers; cela rappelle tout à fait la Californie et la région de la Nevada. Dans l'état de Sonora toutes les mines exploitées appartiennent à des sociétés américaines. Ce mouvement s'étend aujourd'hui aux provinces de Sinaloa, de Ohihuahua et de Durango; et l'on peut affirmer que là-bas chaque possesseur de mines est à la recherche d'une société américaine qui lui achète son exploitation. »

On lit dans le rapport pour 1885 du consul allemand à Oaxaca : « Les efforts considérables faits dans différents centres miniers ont amené en 1884 une augmentation dans la production de l'argent, supérieure d'environ 20 % à celle des années précédentes. Le gouvernement mexicain s'est efforcé d'attirer les capitaux étrangers en accordant des privilèges spéciaux à cette industrie. Mais ces tentatives, en présence du mauvais état du marché des métaux précieux, n'ont eu que peu de succès. La plus grande partie des nombreuses et riches mines d'or et d'argent est abandonnée, soit en raison du défaut d'esprit d'entreprise et du manque des moyens d'exploitation nécessaires, soit en raison des méthodes primitives et incomplètes de traitement qui ne donnent pas de résultat rémunérateur pour les minerais pauvres. »

Cependant M. Soetbeer ajoute : « La crise de l'argent, principal article d'exportation du Mexique, atteint très fortement ce pays, mais n'a pas amené de ralentissement dans la production de ce métal. La production a été grandement facilitée, et par de nombreuses améliorations dans les moyens de communication, et par de sérieux perfectionnements dans les procédés techniques d'exploitation. L'abaissement du prix de l'argent a produit une immense extension dans l'exploitation des mines de ce métal, car tous les possesseurs de mines veulent balancer par une production plus importante, la perte qu'ils éprouvent sur le prix de l'argent. »

Pérou, Bolivie, Chili. « Une grande incertitude règne, dit M. Soetbeer, sur toutes les données relatives à la production des métaux précieux au Pérou, au Chili et en Bolivie; aussi trouve-t-on souvent de grandes différences dans les diverses évaluations. »

Dans un rapport du consul d'Allemagne à Cochambamba (Bolivie), en 1879, il est dit : « L'exploitation des mines d'argent prend chaque jour une plus grande importance. Toutes les mines exploitées possèdent de très beaux et très riches minerais, et en produisent de très grandes quantités. Les plus grandes compagnies, comme celles de Huanchaca, Colquechaca, donnent à leurs actionnaires jusqu'à 50 % de dividende. Encouragées par ces résultats, plusieurs nouvelles sociétés se sont fondées avec des capitaux considérables dans le but d'exploiter d'anciennes mines abandonnées et d'en chercher de nouvelles; on prédit un bel avenir à ces nouvelles entreprises. »

M. Soetbeer ajoute : « Un rapport du 20 février 1884, de la Société américaine de La Paz, confirme tout à fait ces observations. »

Je ne crois pas devoir suivre le savant M. Soetbeer dans son examen très détaillé des chiffres de la production des métaux précieux, aussi bien dans les principaux pays susindiqués que dans tous les autres où la production de l'or et de l'argent n'est qu'accessoire. Je me suis borné à reproduire les observations d'un caractère plus général. Elles semblent pouvoir se résumer ainsi :

En ce qui concerne la production de l'or, de nouvelles grandes découvertes d'alluvions ou de sables aurifères ne paraissent pas très probables, et le rendement des anciens placers entre dans une période plutôt décroissante; par contre, l'exploitation des quartz aurifères prend une extension de plus en plus grande et, grâce aux chemins de fer et à l'intervention de puissants capitaux, devient de plus en plus méthodique. Somme toute, on serait assuré pour de longues années d'une production d'or de 121,000 à 132,000 kilogrammes par an.

En ce qui concerne la production de l'argent, des mines nombreuses et qui semblent inépuisables, disposées tout le long de l'axe montagneux du continent américain, depuis le Canada jusqu'au Chili, fournissent, dès maintenant, une production croissant d'année en année, et n'attendent qu'un rehaussement du prix de l'argent ou un abaissement du coût de l'extraction, pour prendre un essor encore plus considérable.

CHAPITRE II

Rapport des valeurs de l'or et de l'argent

L'auteur, dès le début de ce chapitre, présente deux tableaux détaillés. Le premier donne les prix de l'argent à Londres, mois par mois, de janvier 1851 à août 1886, d'après les cotes de Pixley et Abell ; il donne, en outre, les prix moyens annuels à Hambourg.

Le second tableau présente aussi, mois par mois, le rapport de l'or à l'argent : les chiffres de 1851 à 1880 ont été calculés par le regretté docteur O.-J. Broch pour la Conférence monétaire de 1881, mais les calculs ne paraissent pas avoir été faits sur les mêmes données que le précédent tableau, car il n'y a pas toujours concordance.

Après avoir livré ces deux documents à la sagacité du lecteur, M. Soetbeer fait l'historique des variations de la valeur de l'argent depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

Antérieurement à la découverte de l'Amérique, les rares documents recueillis montrent des rapports de valeur entre les deux métaux variant de 1 : 13 à 1 : 10.

Pour la période comprise entre la découverte de l'Amérique et l'année 1687, des données beaucoup plus nombreuses ont permis à M. Soetbeer de dresser les évaluations suivantes, pour l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, par périodes de vingt années.

PÉRIODES	RAPPORT MOYEN	PRIX DU KILOG. d'argent fin EN MARKS D'OR	PÉRIODES	RAPPORT MOYEN	PRIX DU KILOG. d'argent fin EN MARKS D'OR
1501-1520	1 : 10.75	260	1601-1620	1 : 12.25	228
1521-1540	1 : 11.25	248	1621-1640	1 : 14.»»	199
1541-1560	1 : 11.30	247	1641-1660	1 : 14.50	192
1561-1580	1 : 11.50	243	1661-1680	1 : 15.»»	186
1581-1600	1 : 11.80	236	1681-1700	1 : 15.»»	186

« Ce tableau montre, dit notre auteur, que pendant les XVIe et le XVIIe siècles (malgré de nombreuses et importantes variations et exceptions, suivant les pays et les époques, quand on considère les faits un à un), il se produisit une tendance générale à l'augmentation de valeur de l'or par rapport à celle de l'argent, ou, si l'on renverse la proposition, une diminution de la valeur de l'argent. Au com-

mencement de cette période de deux cents années on pouvait, pour 10 livres 1/2 d'argent fin, avoir 1 livre d'or fin ; à la fin de cette même période, on n'avait plus la même quantité d'or que pour 15 livres d'argent, ce qui fait une diminution de 30 % de la valeur de ce dernier métal. »

M. Soetbeer trouve que la transformation dans la valeur respective des métaux précieux qui se produisit principalement dans la première moitié du XVIIe siècle, offre une analogie frappante avec la transformation actuelle. Aussi pense-t-il qu'il ne faut pas négliger l'étude de cette époque.

« Quelles causes, dit-il, ont principalement amené, de 1601 à 1650, ce renchérissement extraordinaire de l'or? L'augmentation de la production de l'argent, qui a abaissé le prix de ce métal, en était-elle la seule cause? Ou la diminution de la production de l'or et la demande de plus en plus grande de ce métal y ont-elles aussi participé ? »

M. Soetbeer répond comme suit à ces questions :

« Si l'on examine les évaluations de la production des métaux précieux, on voit tout d'abord l'augmentation considérable de la production de l'argent qui a eu lieu en 1545 par suite de la richesse des mines de Potosi ; on ne s'étonnera donc pas qu'à la suite de ce fait l'argent ait subi une baisse considérable de 1550 à 1600. Cette baisse a eu lieu, mais graduellement et très modérément. De 1601 à 1620, nous voyons un changement analogue se produire dans le rapport de la valeur des métaux précieux. Dans les trente ou quarante années suivantes, l'or augmente de valeur d'une manière très rapide et très forte, et cependant il ne s'était pas produit de changement extraordinaire dans la production des métaux précieux. On dira peut-être ici qu'on ne ressentait qu' à cette époque les effets de la grande production d'argent des époques précédentes, et qu'on ne devait rechercher les causes véritables de la baisse de l'argent de 1621 à 1650 que dans les quantités considérables de ce métal qui étaient exportées depuis 1545 du Pérou, de Potosi et du Mexique. On ne peut pas nier absolument cette influence, mais, à notre avis, la principale cause de la grande et continuelle augmentation de valeur de l'or depuis 1620 est que la production d'or de la Nouvelle-Grenade et du Chili n'était pas suffisante pour répondre à la demande de ce métal qui devenait de jour en jour plus forte. Cette demande était surtout amenée par le constant état de guerre dans lequel se trouvait l'Europe à cette époque. On sait, en effet, qu'en

temps de crise, on amasse l'or plus qu'en aucun autre temps; en outre, le commerce international devenait de plus en plus considérable dans le courant du XVIIe siècle et, malgré l'extension toujours plus grande des règlements en effets de commerce, les envois de numéraire avaient augmenté. L'or, en raison de ses propres avantages et aussi pour éluder la prohibition existant déjà à cette époque d'exporter des métaux précieux, était beaucoup plus commode que l'argent pour ces envois de numéraire. Quelles qu'en puissent être les causes définitives, le fait indéniable est que, de 1621 à 1650, il s'est produit dans tous les pays civilisés un changement considérable dans le rapport de la valeur des métaux précieux. »

A partir de 1687, M. Soetbeer constate que les évaluations des prix relatifs de l'or et de l'argent reposent sur des bases certaines. De 1687 à 1833 il a emprunté ses données aux bulletins des cours de la Bourse de Hambourg, et depuis 1833 aux cotes des principaux courtiers en métaux précieux de Londres.

PÉRIODES	RAPPORT moyen	PRIX DE L'ONCE d'argent à Londres	PÉRIODES	RAPPORT moyen	PRIX DE L'ONCE d'argent à Londres
1701-1710	1 : 15.27	61 3/4 pence	1811-1820	1 : 15.51	60 13/16 pence
1711-1720	1 : 15.15	62 3/16	1821-1830	1 : 15.80	59 11/16
1721-1730	1 : 15.09	62 1/2	1831-1840	1 : 15.67	60 3/16
1731-1740	1 : 15.07	62 9/16	1841-1850	1 : 15.82	59 5/8
1741-1750	1 : 14.93	63 3/16	1851-1855	1 : 15.41	61 3/16
1751-1760	1 : 14.56	64 3/4	1856-1860	1 : 15.30	61 5/8
1761-1770	1 : 14.81	63 11/16	1861-1865	1 : 15.40	61 1/4
1771-1780	1 : 14.64	64 7/16	1866-1870	1 : 15.55	60 5/8
1781-1790	1 : 14.76	63 7/8	1871-1875	1 : 15.97	59 1/16
1791-1800	1 : 15.42	61 1/8	1876-1880	1 : 17.81	52 15/16
1801-1810	1 : 15.61	60 7/16	1881-1885	1 : 18.68	50 5/8

« Ce tableau démontre, dit M. Soetbeer, la stabilité remarquable du rapport de la valeur des deux métaux pendant une période de cent dix ans, si l'on y comprend vingt années du tableau précédent, 1681 à 1700... On aurait pu s'attendre à une baisse du prix de l'argent beaucoup plus forte, vu l'augmentation du trafic international et la grande production d'argent au Mexique. Si cette baisse n'eut pas lieu, cela provient de ce que les piastres espagnoles étaient devenues le moyen de paiement le plus employé dans la plus grande partie du commerce international; cela provient aussi de ce que l'argent trouvait un écoulement très rapide en Orient, où l'Europe l'échangeait avec un fort bénéfice contre

de l'or. On remarque même de 1751 à 1781 une baisse assez importante du prix de l'or, et ce fut, à n'en pas douter, le résultat de la production d'or au Brésil qui s'était singulièrement accrue et dont les effets se faisaient sentir à cette époque en Europe. »

Le docteur Soetbeer signale alors l'intervention des gouvernements à cette époque pour fixer le rapport de la valeur de l'or et de l'argent, et notamment la déclaration de Fontainebleau du 30 octobre 1785, qui établit pour la première fois le rapport de 1 à 15 1/2.

« On ne peut prétendre, fait-il observer, que ce rapport correspondît exactement en 1785 au rapport existant réellement dans les affaires courantes, car, à cette époque, le mark d'or ne valait réellement que 15 marks d'argent. La nouvelle ordonnance monétaire française avait clairement pour but d'élever le cours et la valeur nominale des nouvelles monnaies d'or, d'attirer ainsi les apports de ce métal dans les Hôtels monétaires et d'empêcher la fonte et l'exportation à l'étranger de ces nouvelles espèces...

« Depuis cette époque, le rapport de la valeur de l'or et de l'argent a changé en faveur de l'or... Les motifs de ce changement sont principalement l'état de guerre dans lequel s'est trouvée l'Europe jusqu'en 1815 et une production extraordinaire des mines d'argent du Mexique jusqu'en 1810, concordant avec une forte réduction de la production des mines d'or du Brésil. Quand la paix générale eut lieu, les paiements en espèce reprirent en Angleterre sur le pied de l'étalon d'or, ce qui amena une forte demande d'or, et le rapport devint environ 1 : 16, en faveur de ce métal. Depuis cette époque jusqu'en 1850, le rapport garda une certaine stabilité entre 1 : 15,95 et 1 : 15,62. L'or diminua principalement de prix les années où l'Angleterre avait besoin de grandes provisions de blé, car elle le payait en or qui se répandait sur le continent. Si l'or n'a pas plus augmenté de valeur pendant cette période, la cause en est dans l'accroissement de la production d'or en Russie qui compensait très heureusement la diminution de l'importation en Europe de l'or du Brésil, du Chili et de la Nouvelle-Grenade.

« La production proportionnelle des deux métaux fut complètement changée par la découverte et l'exploitation des gisements d'or de Californie et d'Australie ; l'or produit forma les deux tiers et l'argent seulement un tiers de la valeur de la production totale, soit l'inverse de la proportion existant avant cette découverte. A la même époque, les exportations d'argent en Asie

	PRIX DES MÉTAUX PRÉCIEUX A PARIS D'après Clément JUGLAR (Prime ou perte par 1.000 francs)						PRIX DE L'ARGENT A LONDRES D'après PIXLEY et ABELL (Pence par once standard au titre de 0,925.)		
	OR			ARGENT					
	MAXIMUM	MINIMUM	MOYENNE	MAXIMUM	MINIMUM	MOYENNE	MAXIMUM	MINIMUM	MOYENNE
1876	Pair	— 3/4	— 3/8	— 225	— 35	— 130	58 1/8	46 3/4	52 3/4
1877	+ 1	— 1	Pair	— 110	— 35	— 72 1/2	58 1/4	53 1/4	54 13/16
1878	+ 2 1/2	Pair	+ 1 1/4	— 170	— 98	— 134	55 1/4	49 1/2	52 9/16
1879	+ 6	Pair	+ 3	— 175	— 100	— 137 1/2	53 3/4	48 7/8	51 1/4
1880	+ 7	Pair	+ 3 1/2	— 135	— 117	— 126	52 7/8	51 5/8	52 1/4
1881	+ 7	+ 2	+ 4 1/2	— 140	— 115	— 127 1/2	52 7/8	50 7/8	51 11/16
1882	+ 4	Pair	+ 2	— 160	— 129	— 144 1/2	52 7/16	50	51 5/8
1883	+ 3	Pair	+ 1 1/2	— 167	— 146	— 156 1/2	51 3/16	50	50 9/16
1884	+ 4 1/2	+ 1	+ 2 3/4	— 162	— 155	— 158 1/2	51 3/8	49 1/2	50 5/8
1885	+ 5	Pair	+ 2 1/2	— 220	— 165	— 192 1/2	50	46 7/8	48 5/8
1886 (1er sem.)	+ 1	Pair	+ 1/2	— 250	— 215	— 232 1/2	46 15/16	44 11/16	46 1/16

NOTA. — La prime est marquée par le signe +, la perte par le signe —.

Je rappelle ici que, d'après la formule suivante : (Prix de l'argent en pence) ×, (Rapport de l'or) = 942,9956 (constante) on a les concordances suivantes :

61 pence	15.46	55 pence	17.14	49 pence	19.24	43 pence	21.93
60 —	15.71	54 —	17.46	48 —	19.64	42 —	22.45
59 —	15.98	53 —	17.79	47 —	20.06	41 —	23.»»
58 —	16.26	52 —	18.13	46 —	20.50		
57 —	16.54	51 —	18.49	45 —	20.95		
56 —	16.84	50 —	18.86	44 —	21.43		

orientale augmentèrent d'une façon considérable et on pouvait s'attendre à une dépréciation inévitable de l'or...

« De 1867 à 1872, le rapport moyen de la valeur de l'or et de l'argent est resté stationnaire aux environs de 1 : 15,50, mais toujour un peu en faveur de l'or. Depuis 1873, la hausse de ce métal s'accentua de plus en plus. C'est ce fait justement qui rappelle l'exemple des années 1620 à 1650, et qui, depuis cette époque, excite au plus haut degré l'intérêt des gouvernements, des économistes et des commerçants. »

Le docteur Soetbeer n'entre pas dans la discussion des causes qui ont amené la dépréciation de l'argent, il se borne à la mettre en lumière par le tableau des prix maxima, minima et moyens pour les années postérieures à 1875, à Paris et à Londres. (*Voir le tableau ci-contre.*)

« Le prix de l'argent au mois d'août 1886, était de 42 5/16 pence par once standard, soit 125 marks (= 154 fr. 31) par kilog. de fin. Ce prix, comparé au prix moyen de l'argent pendant les cinquante années comprises entre 1821 et 1870 (60 5/8 pence par once standard = 179 marks par kilog. de fin), accuse une diminution dans le prix de l'argent de 18 5/16 pence, c'est-à-dire de 30,20 °/₀ (1). »

CHAPITRE III

Emploi des métaux précieux

Le docteur Soetbeer fait remarquer que la statistique de la consommation ou de l'emploi des métaux précieux a une importance tout aussi grande que celle de leur production.

Il distingue trois modes d'emploi :

1° L'usage monétaire;

2° L'usage industriel (bijouterie, horlogerie, argenterie, dorure, etc.);

(1) Prix moyen du kilogramme d'argent fin : en 1885, 144 marks (= 177 fr. 77); en 1886, 134 marks (= 165 fr. 42); en 1887, 132 marks (=162 fr. 95); en 1888, 127 marks (= 156 fr. 78). (*Mémoire complémentaire*).

3° L'exportation dans les pays en dehors de notre civilisation, d'où les métaux précieux ne reviennent plus.

Enfin, pour expliquer les différences qui subsistent entre les chiffres de la production et les chiffres de la consommation ou des emplois définis, notre auteur admet l'existence d'une réserve occulte dans les pays civilisés, comprenant les thésaurisations de toutes sortes, les existences de métaux précieux n'ayant ni fonction monétaire ni fonction industrielle, ne servant ni de garantie aux titres de crédit ni de matière ou de provision pour les objets d'orfèvrerie et d'argenterie.

La statistique qui offre, sans contredit, le moins d'obscurité, est celle de la frappe des métaux précieux dans les principaux pays civilisés, M. Soetbeer la donne par périodes décennales, de 1851 à 1885, et par pays.

Je la résume par trois grandes périodes : 1851-1870, 1871-1880, 1881-1885, et pour permettre la comparaison, je fais ressortir la moyenne annuelle pour chaque période.

PÉRIODE	OR Mille M.	ARGENT (Val. nom.) Mille M.	MOYENNE ANNUELLE	
			OR Mille M.	ARGENT Mille M.
1851—1870	12.627.455	3.259.480	631.372.7	162.974.0
1871—1880	7.679.978	3.126.407	767.997.8	312.640.7
1881—1885	2.796.996	1.120.312	559.399.2	224.062.4
1851—1885	23.104.429	7.506.199		

Quels que soient la valeur et l'intérêt des statistiques du monnayage, M. Soetbeer nous avertit incidemment qu'il n'y attache pas une très grande importance pour l'étude de l'emploi des métaux précieux. En effet, il répond à une critique de M. Giffen, par l'observation suivante : « Il n'est pas très important, dit-il, en ce qui concerne la question des prix et de l'étalon monétaire, de distinguer si l'or employé dans l'industrie provient d'or monnayé ou non monnayé. Le monnayage de l'or n'augmente annuellement que de la différence entre la production nouvelle et la quantité employée dans l'industrie, exportée en Orient, ou détruite. *Les quantités frappées n'ont pas en elles-mêmes grande importance,* car une grande partie des pièces d'or nouvellement frappées

(comme les demi-impériales russes) est aussitôt fondue et n'entre jamais dans la circulation... Nous pensons, ajoute-t-il plus loin, qu'une moitié ou peut-être plus de l'or employé dans l'industrie provient de la refonte des monnaies... »

En sorte que le véritable problème que s'est posé dans son chapitre III le docteur Soetbeer, peut se formuler ainsi :

Etant donné le chiffre annuel de la production des métaux précieux, en défalquer les quantités absorbées par le frai, par les emplois industriels et par les exportations en Orient, pour déterminer un reste constituant l'emploi monétaire et la réserve occulte.

Dans cet ordre d'idées, on conçoit que l'auteur se soit efforcé avec le plus grand soin d'établir l'importance respective de ces différents emplois.

§ 1. *Frai de la monnaie*

En ce qui concerne le frai des monnaies, autrement dit la perte résultant de l'usure des pièces d'or et d'argent, M. Soetbeer la croit beaucoup plus faible qu'on ne l'a supposé jusqu'ici, « surtout, dit-il, à notre époque où l'art monétaire et les opérations de banque ont fait de si grands progrès, et où les grosses monnaies d'or forment la principale partie du fonds universel d'or monnayé en circulation. » Il rappelle différentes expériences qu'on peut résumer ainsi :

	Perte moyenne annuelle.
France et Suisse, pièces de 20 francs	1/5 pour 1000
Allemagne, doubles couronnes	1/7 —
Angleterre, souverains	1/4 à 1/3 —
— demi-souverains	1 —

et il conclut à une perte d'or annuelle de 700 ou 800 kilog. pour une circulation monnayée, dans les pays civilisés, de 11 ou 12 milliards de marks (3,942,000 à 4,301,000 kilog.).

Sur l'argent, le frai est beaucoup plus sensible ; néanmoins, « en y comprenant toutes les pertes accidentelles, si on estime cette perte à 50,000 kilog. par an, on l'aura estimée, dit notre auteur, plutôt trop forte que trop faible, et, malgré cela, elle ne s'élève même pas à 2 % de la production annuelle de l'argent à notre époque. »

§ 2. *Emplois industriels*

M. Soetbeer passe en revue dans ce paragraphe tous les pays de notre civilisation possédant des industries qui emploient les métaux précieux. Il accorde une attention particulière aux États-Unis, où se sont faites, à différentes reprises, des enquêtes sur l'emploi industriel de l'or et de l'argent. Je reproduis par catégories industrielles les chiffres totaux obtenus par M. Burchard en 1883; j'en rapproche les chiffres donnés en 1885 par M. Kimball, directeur actuel de la Monnaie des États-Unis, et que M. Soetbeer n'a pu insérer qu'après coup à la fin de son chapitre.

Emplois industriels de l'or aux États-Unis

	Enquête BURCHARD en 1883	Enquête KIMBALL en 1885
Joaillerie et horlogerie.....Dollars	12.409.698	8.869.876
Orfèvrerie (vaisselle, couverts, etc.).....	528.868	677.715
Feuilles d'or.....	1.084.824	677.354
Instruments de chirurgie, app. dentaires..	43.111	174.786
Optique.....	215.428	134.293
Plumes d'or.....	145.924	56.455
Produits chimiques.....	31.611	56.376
Divers...	»	190.944
Dollars	14.459.464	10.837.799

M. Soetbeer conclut des chiffres réduits de la seconde enquête, que l'on est parvenu à éliminer un certain nombre de doubles emplois figurant dans les chiffres de la première, mais il pense aussi que la consommation des métaux précieux a diminué aux États-Unis depuis 1883.

Nous ne suivrons pas notre savant auteur dans le détail de ses investigations en Angleterre, en France, en Suisse, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas, en Belgique, en Suède et Norvège, en Russie. Partout il constate qu'avec le développement de la population et du bien-être, l'emploi industriel de l'or a beaucoup augmenté. « Malheureusement, dit-il, on ne voit pas apparaître jusqu'à ce jour un progrès aussi considérable en ce qui concerne l'emploi industriel de l'argent. »

Emplois industriels de l'argent aux États-Unis

	Enquête BURCHARD en 1883	Enquête KIMBALL en 1885
Joaillerie et horlogerie.....Dollars	2.975.694	1.467.242
Argenterie.....	2.066.294	1.392.632
Feuilles d'argent.....	46.883	46.121
Instruments de chirurgie, app. dentaires...	20.728	127.801
Optique.....	23.782	48.948
Plumes.....	6.730	4.058
Produits chimiques,.....	416.419	381.088
Divers.....	»	7.523
Dollars	5.556.530	3.475.413

Voici, du reste, le tableau dans lequel il résume son évaluation de l'emploi industriel qui se fait actuellement chaque année des métaux précieux, et qui se totalise par 90,000 kilog. d'or et 515,000 kilog. d'argent, déduction faite du remploi des vieilles matières, évalué en moyenne à 15 ou 20 °/₀ pour l'or et à 20 ou 25 °/₀ pour l'argent.

Emploi industriel des métaux précieux

PAYS	OR			ARGENT		
	Emploi brut	Vieilles matières	Emploi net	Emploi brut	Vieilles matières	Emploi net
	Kil.	Kil.	Kil.	Kil.	Kil.	Kil.
Etats-Unis.....	21.700	2.200	19.500	135.000	20.000	115.000
Grande-Bretagne.....	20.000	3.000	17.000	90.000	18.000	72.000
France.....	21.000	4.200	16.800	100.000	25.000	75.000
Allemagne.....	15.000	3.000	12.000	110.000	28.000	82.000
Suisse.....	15.000	4.500	10.500	32.000	8.000	24.000
Pays-Bas-Belgique....	3.200	300	2.900	30.000	6.000	24.000
Autriche-Hongrie.....	2.800	400	2.400	40.000	8.000	32.000
Italie.....	6.000	1.500	4.500	25.000	6.000	19.000
Russie.....	3.000	600	2.400	40.000	8.000	32.000
Autres pays.....	2.300	300	2.000	50.000	10.000	40.000
TOTAUX.....	110.000	20.000	90.000	652.000	137.000	515.000

§ 3. *Écoulement des métaux précieux hors des pays de notre civilisation*

« De mémoire d'homme, dit M. Soetbeer, l'exportation des marchandises de l'Inde a toujours été supérieure, et de beaucoup, à

l'importation des marchandises, ce qui a toujours eu pour conséquence un afflux considérable de métaux précieux. ... Pline, écrivain latin, mort en 79 après J.-C., se plaint déjà qu'il ne se passe pas d'année où l'Inde ne prenne moins de 5,000,000 de sesterces, ce qui aujourd'hui voudrait dire 10,800,000 marks Dans un journal de voyages du français Bernier, publié en 1699, on voit que ce voyageur, qui avait passé plusieurs années à la cour de Delhi, écrivait au ministre Colbert ce qui suit sur les relations commerciales de l'Inde : « Quand l'or et l'argent ont circulé dans « le monde entier, ils s'écoulent finalement vers l'Inde, comme « dans un gouffre, d'où ils ne reviennent jamais. » Alexandre de Humboldt a évalué, pour la fin du XVIIIe siècle, l'écoulement de l'argent vers l'Inde et l'Asie orientale à environ 25 millions de piastres par an... M. Van den Berg, pour le XVIIIe siècle tout entier, estime à environ 23 millions de marks par an l'exportation de l'argent d'Europe aux Indes orientales !...»

En ce siècle, l'écoulement des métaux précieux vers l'Inde a subi des phases diverses. De 1801 à 1813, l'importation des métaux précieux à Calcutta, Bombay et Madras était annuellement de 40 millions de marks. Elle s'est élevée à 90 millions de marks après l'abolition de la Cie des Indes orientales, pour disparaître presque entièrement ensuite pendant quelque temps. De 1834 à 1850, l'excédent des importations (de métaux précieux) resta à peu près constante aux environs de 50 millions de marks par an. De 1851 à 1885 le total des excédents d'importation des marchandises de l'Inde, d'après les données officielles du commerce de ce pays, s'est élevé, en trente-cinq ans, à la somme phénoménale de 6,893 millions de roupies. (Le total des excédents d'importation des métaux précieux pendant la même période s'élève officiellement à 3,590 millions de roupies (1), savoir : 2,392 millions en argent et 1,197 millions en or.)

Quel est l'emploi des énormes sommes d'or et d'argent qui restent dans l'Inde? — « Une petite partie de l'or importé, dit M. Soetbeer, est frappée en monnaies du pays ; en cinquante ans, c'est-à-dire depuis 1835, cette frappe ne s'est élevée qu'à 2,352,399 roupies. Le reste (environ 1,276 millions de roupies) a servi à fabriquer des bijoux ou a été accumulé sous forme de souverains anglais ou australiens par les riches indigènes ou par les princes indiens dans

(1) La roupie équivaut en poids d'argent fin à 2 fr. 37 1/2.

leurs trésors. L'or, une fois parti dans l'Inde, est perdu presque sans exception pour la circulation. Les indigènes sont naturellement des observateurs attentifs dans ces questions, et il ne leur a pas échappé, dans ces derniers temps, que la valeur de l'argent par rapport à celle de l'or avait diminué dans les bazars, aussi les bijoux et les réserves d'argent sont-ils beaucoup moins prisés dans ces dernières années; dans l'Inde comme ailleurs, l'or tend de plus en plus à remplacer l'argent (1).

« Tout l'*argent* importé a été converti en roupies. Une partie importante de ces roupies est encore dans la circulation, dans les trésoreries du gouvernement ou dans les banques; le reste de ces monnaies a servi à la fabrication de bijoux, soit qu'on les ait refondues, soit qu'on les ait employées telles quelles ; une partie repose encore dans les trésors. »

Dans ces dernières années, la moyenne des excédents annuels d'exportation des marchandises de l'Inde a augmenté notablement, et cependant la moyenne des excédents annuels d'importation de l'argent a diminué. Pourtant, « en raison de l'augmentation de la production de l'argent et de sa baisse de prix, on devait s'attendre à une augmentation plutôt qu'à une diminution dans l'importation de ce métal ». M. Soetbeer emprunte cette observation au *Banker's Magazine* de Londres (mai 1886).

L'explication de ce fait est dans l'application d'une partie des excédents d'exportation des marchandises au paiement des intérêts de la dette de l'Inde. On constate, en effet, l'accroissement progressif des « Council bills », c'est-à-dire des traites sur les caisses de l'Inde négociées à Londres par le Gouvernement indien. Outre les intérêts de la dette, il y a des remises de fonds importantes faites en Europe pour le compte des Européens établis dans l'Inde.

M. Soetbeer cite aussi l'opinion de M. Barbour, secrétaire des finances pour l'Inde, qui a publié à Calcutta un ouvrage remarquable (*The theory of bimetallism and the effects of the partial demonetisation of silver on England and India*).

« L'opinion généralement répandue, dit M. Barbour, est que l'Inde peut absorber toute quantité d'argent et que cette absorption dépend

(1) Dans une longue note fort intéressante, M. Soetbeer fait part de ses informations personnelles au sujet de l'augmentation considérable des prix des denrées et de la main d'œuvre (50 °/o) aux Indes durant ces dernières années; il montre aussi la passion croissante des Hindous pour les bijoux d'or.

Variations du Stock d'or monnayé des pays civilisés.

	Production de l'Or	EMPLOI NON MONÉTAIRE DE L'OR				Emploi monétaire et Réserves	Stock monétaire et Réserves à la fin des différentes périodes	
		Frai et Pertes	Emploi industriel net	Écoulement en Asie et en Afrique	Total		KIL.	MILLION DE M.
1850	—	—	—	—	—	—	1.200.000	3.348
1851-1860	2.006.000	5.000	280.000	100.000	385.000	1.621.000	2.821.000	7.871
1861-1870	1.900.000	7.000	570.000	300.000	877.000	1.023.000	3.844.000	10.725
1871-1880	1.732.000	8.000	840.000	110.000	958.000	774.000 (dix ans)	4.618.000	12.884
1881-1885	746.000	4.000	420.000	150.000	574.000	172.000 (cinq ans)	4.790.000	13.364

uniquement du prix des produits indiens; cette opinion n'est pas exacte.... L'Inde a besoin d'une importation annuelle (d'argent) de 30,000,000 de roupies environ, et peut-être du double. Il n'est pas probable que ces quantités soient dépassées dans l'avenir, à moins d'emprunts gouvernementaux importants ou d'événements imprévus. »

Le docteur Soetbeer examine ensuite l'importation des métaux précieux dans les autres pays d'Orient (Chine, Japon, Colonies hollandaises), et il arrive à cette conclusion :

« Si nous récapitulons d'une manière approximative les quantités de métaux précieux qui ont été enlevées ces cinq dernières années (1881-85) au stock monétaire des pays civilisés par l'exportation *en Asie et en Afrique*, nous n'exagèrerons pas en les évaluant à environ 30,000 kg. d'or et 1,500,000 kg. d'argent et même plus, en moyenne par an. »

Comme conclusion, notre auteur a dressé le précieux tableau qui précède des « variations qui se sont produites de 1851 à 1885 dans le stock d'or monnayé des pays civilisés. » (*Voir ci-contre.*)

En ce qui concerne l'argent, M. Soetbeer n'a pas cru pouvoir tenter la même évaluation ; il a même supprimé le tableau y relatif qui figurait dans la première édition.

Il n'entre pas dans mon rôle de rapporteur de suppléer au silence d'un savant tel que M. Soetbeer; je me bornerai simplement à rapprocher pour les deux métaux les principales données contenues dans ce chapitre.

Consommation annuelle	OR kil.	ARGENT kil.
Frai des monnaies.....	700 ou 800	50,000
Emploi industriel net.....	90.000	515.000
Exportation en Asie et en Afrique.	30.000	1.500.000
ENSEMBLE.....	120.800	2.065.000
Production annuelle (1881-85)....	149.137	2.861.709
Restes imputables à l'emploi monétaire ou à la réserve occulte.....	28.337	796.709
Soit par rapport à la production	19 %	27 à 28 %

Je crois devoir terminer l'analyse de ce chapitre par le mot même de M. Soetbeer : « On ne peut nier la grande incertitude qui règne dans toutes les évaluations à ce sujet. »

CHAPITRE IV

Importation et exportation des métaux précieux

M. Soetbeer constate l'importance que l'on attache dans tous les pays à la statistique du mouvement des métaux précieux, et qui semble une tradition de l'ancien *système commercial*, mais il fait ressortir en même temps l'incertitude des données officielles à cet égard. On peut en juger par la discordance extraordinaire qui s'observe dans les chiffres respectifs fournis par les nations entre lesquelles se produit le mouvement d'importation et d'exportation. Il n'y a guère de concordance qu'entre les statistiques réciproques de l'Angleterre et des États-Unis. Partout ailleurs, il faut renoncer à vérifier l'exactitude des mouvements des métaux précieux par le contrôle des contre-parties.

En ce qui concerne les différents pays considérés en particulier, il peut néanmoins être intéressant de considérer les variations du mouvement des métaux précieux suivant les périodes. M. Soetbeer reproduit les statistiques officielles année par année. Je les résume dans un tableau synoptique par années et par périodes.

TABLEAU

	GRANDE BRETAGNE				FRANCE				ITALIE				ETATS-UNIS				ALLEMAGNE				Pays-Bas, Belgique Austro-Hongrie, Russie, E. scandinaves, Espagne. OR ET ARGENT
	OR		ARG.		OR		ARG.		OR		ARG.		OR		ARG.		OR		ARG.		
	Excédents d'Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp. Exp.
	Millions de liv. st.				Millions de francs.				Millions de lires				Millions de dollars				Millions de marks				Millions de fr.
											OR et ARG										
1871	0.9	—	3 5	—	—	214	16		»	»	—	9	—	59.8	—	17.4	»	»	»	»	
1872	—	1.3	0.6	—	—	53	102	—	»	»	—	1	—	40.8	—	25.3	—	66	99	—	
1873	1.5	—	3.2	—	—	109	181	—	»	»	24	—	—	36.2	—	27.0	301	—	13	—	
1874	7.4	—	0.09	—	431	—	361	—	»	»	2	—	—	14.5	—	23.6	—	18	—	21	
1875	4.5	—	1.1	—	470	—	185	—	»	»	—	3	—	53.3	—	17.9	—	13	—	9	
1876	7.0	—	0.6	—	504	—	140	—	»	»	12	—	—	23.2	—	17.4	66	—	—	13	
1877	—	4.9	2.3	—	436	—	106	—	»	»	—	4	—	0.3	—	15.0	26	—	10	—	
									OR		ARG.										
1878	5.9	—	—	0.2	236	—	119	—	—	13	—	22	4.4	—	—	8.0	167	—	12	—	
1879	—	4.2	—	0.2	—	168	76	—	—	24	3	—	1.0	—	—	5.7	81	—	—	7	
1880	—	2.4	—	0.3	—	213	39	—	—	0.4	11	—	77.1	—	—	1.2	—	9	—	3	
1881	—	5.5	—	0.1	10	—	51	—	54	—	11	—	97.5	—	—	6.3	—	31	—	4	
1882	2.4	—	0.3	—	—	29	—	29	63	—	50	—	1.8	—	—	8.7	—	11	—	8	
1883	0 7	—	0.1	—	—	70	—	15	34	—	42	—	6.1	—	—	9.5	—	21	—	14	
1884	—	1.3	—	0.4	46	—	55	—	9	—	—	14	—	18.3	—	11.5	—	15	—	26	
1885	1.4	—	—	0.4					—	90	19	—	18.2	—	—	17.2	18	—	—	16	
					(1851-60)						OR et ARG.				OR et ARG.						
1858-60	11.4	—	—	2.7	3.184	—	—	1.390					(1851-60)		—	417.4					
1861-70	55.5	—	0.7	—	1.910	—	305	—	(1862-70)		—	10	»	»	—	354.4					
													OR		ARG.		(1872-75)				
1871-75	13.0	—	8.4	—	526	—	845	—	»	»	13	—	—	204.6	—	111.1	204	—	82	—	
1876-80	1.4	—	2.3	—	795	—	480	—	»	»	—	37	58.8	—	—	47.4	332	—	—	—	592 —
									OR		ARG.										144 —
1881 85	—	2.3	—	0.5	—	44	62	—	69	—	109	—	105.4	—	—	53.2	—	60	—	68	(1881-884) 202
						(1881-84)															

NOTA. — Les résultats de la dernière colonne sont surtout influencés par les excédents d'exportation (or et argent) de la Russie : 1871-75, 86 millions 8 ; 1876-80, 462 millions ; 1881-84, 565 millions de francs.

CHAPITRE V

Existence et circulation des métaux précieux dans les pays civilisés

En entreprenant la statistique des circulations et des stocks monétaires,le docteur Soetbeer fait remarquer que les informations relatives aux encaisses des banques importantes et aux Trésors de quelques États reposent sur des données précises, or, c'est la partie la plus mobile du stock monétaire ; l'autre partie, qui reste en la possession du public, demeure à peu près constante dans chaque contrée, aussi longtemps du moins qu'il ne se produit pas d'événements extraordinaires.

En ce qui concerne la circulation non métallique, notre auteur fait observer qu'il ne suffit pas de considérer l'importance des billets de banque sans couverture métallique et qu'il faudrait aussi envisager l'ensemble des dépôts et des autres obligations exigibles auquel l'encaisse métallique des banques doit faire face. Dans sa statistique, M. Soetbeer n'a pu néanmoins comprendre dans la circulation que les billets de banque. Je combine ici dans un même tableau, en les abrégeant, les deux récapitulations fournies par M. Soetbeer pour les encaisses en or des banques, de 1872 à 1885, et pour les évaluations des stocks monétaires fin 1885.

M. Soetbeer, dans son tableau récapitulatif des encaisses-or des banques, n'a pas fait figurer la Banque de l'Empire (Banque de Prusse) et les autres banques d'émission de l'Allemagne; il se plaint, en effet, de n'avoir pu obtenir la décomposition de l'encaisse de la Banque de l'empire, dont il estime le fonds moyen en argent à 260 ou 280.000.000 de marks (sur une encaisse totale de 618.242.000 marks). Pour les autres banques d'émission de l'Allemagne, en octobre 1885, l'encaisse - or était de 77.966.000 marks d'or; l'encaisse - argent de 2.716.000 marks en thalers, et de 1.067.000 marks en monnaies d'argent de l'Empire.

Observation. — M. Soetbeer fait observer que « ceux qui voudront avoir une évaluation spéciale de la circulation des monnaies dans un pays (la circulation privée), n'auront qu'à soustraire de la

BANQUES ET TRÉSORS	ENCAISSES-OR DES BANQUES fin 1885 (Millions de marks) par banque	groupement	STOCKS MONÉTAIRES en 1885 (Millions de marks) or	or et argent	PAYS	PROPORTION DE L'OR %
B. d'Angleterre, banques d'Irlande et d'Ecosse..	564.8	564.8	2.220	2.652	Grande-Bretagne.....	84
Bs d'Australie.....	263.6	»	680	746	Colonies anglaises (sans l'Inde)...	91
B. des Pays-Bas.....	81.4	81.4	80	349	Pays-Bas.....	23
B. nationale belge.....	55.6				Belgique.....	
B. de France.....	925.9				France.....	
Bs d'émission italiennes et Trésor italien.....	396.8	1.417.6	4.195	7.395	Italie.....	57
Bs d'émission suisses....	39.3				Suisse.....	
B. austro-hongroise.....	138.1	138.1	160	530	Autriche-Hongrie..	30
B. de l'Empire et autres banques d'émission de l'Allemagne et Trésor de guerre.....	»	»	1.744	2.636	Allemagne...	66
B. impériale et autres banques d'émission suédoises.....	24.6					
B. de Norvège.....	21.8	98.4	115	157	Etats scandinaves..	73
B. nationale danoise.....	52.0					
B. d'Etat russe.....	545.1	545.1	770	1.050	Russie.....	73
Trésor et banques nationales des Etats-Unis...	1.408.1	1.408.1	2.464	3.756	États-Unis....	66
Diverses banques.....	»	»	936	1.936	Autres états d'Europe et d'Amériq.	48
TOTAUX ET MOYENNE..			13.364	21.207		63

quantité totale le montant de l'encaisse des banques ». Le présent tableau ne permet cette évaluation que pour l'or, M. Soetbeer n'ayant point recensé les encaisses-argent.

Voici maintenant l'évaluation détaillée du stock monétaire et de la circulation de chaque pays :

Angleterre.

	D'après M. Freemantle. Fin 1884. (En mille liv. st.)	D'après M. Haupt. Fin 1885.
Or dans les banques.....	123.309	36.000
Or dans la circulation.....		75.000
Argent (monnaies d').....	19.877	21.600
Bronze (id.)		1.600
ENSEMBLE.....	143.186	134.200
Billets sans couverture..... ...		12.000
TOTAL.....		146.200

Colonies anglaises (moins l'Inde, l'Asie australe et l'île Maurice.

Or plus de	12.000.000
Argent id.	2.000.000
L. st	14.000.000

Pays-Bas et Colonies.

	D'après M. Haupt. Hollande.	Colonies.
	(En mille florins.)	
Or à la Banque	48.000	
Or dans la circulation	15.000	3.000
Argent à la Banque	96.000	
Argent dans la circulation	55.000	190.000
Monnaie divisionnaire	9.000	18.000
Ensemble	223.000	211.000
Papier-Monnaie de l'État	10.000	
Billets sans couverture	50.000	
Total fin 1885	494.000	

Fr a nce.

	D'après M. de Foville.	D'après M. Haupt.	D'après M. Soetbeer.
	(En milliers de francs.)		
Or à la Banque	5.118	1.157	4.200
Or dans la circulation		3.300	
Argent à la Banque	2.800	1.086	3.000
Argent dans la circulation		2.400	
Argent divisionnaire		250	
Bronze		60	300
Ensemble	7.918	8.253	7.500
Billets sans couverture		675	
Total fin 1885		Fr 8.928	

Belgique

	(Mille francs)
Or à la Banque	69.500
Or dans la circulation	310.500
Argent à la Banque	32.700
Argent dans la circulation	217.300
Argent divisionnaire	48.000
Ensemble	678.000
Billets sans couverture	265.000
Total fin 1885 Fr.	943.000

« Il faut remarquer, dit M. Soetbeer, en ce qui concerne la circulation des billets, que 70 à 80 millions de francs en valeurs de premier ordre sur l'étranger et immédiatement réalisables en or, sont conservés par la Banque nationale comme couverture des billets. »

Italie

	M. Simonelli (3 juin 1885)	Statisticiens italiens (1885)	M. Ferraris (juin 1885)
Or dans le Trésor d'État...	224.400	219.000	
Or dans les Banques.....	280.800	280.000	600.000
Or dans la circulation.....	60.000	75.000	
Argent dans le Trésor.....	5.900	80.000	110.000 décimales
Argent dans les Banques..	33.100	44.000	27.000 bourbo-
Argent dans la circulation.	50.000	50.000	niennes
Argent divisionnaire.....	170.000	171.000	170.000
Bronze.....		75.000	76.000
Ensemble.....	824.200	994.000	983.000
Papier-monnaie d'État.....		238.000	
Billets sans couverture....		612.000	
Total en mille lires.....		1.844.000	

Suisse

	(Mille francs)
Or.....	90.000
Argent (5 francs).....	70.000
Monnaie d'appoint.....	20.000
Ensemble.....	180.000
Billets sans couverture.....	54.510
Total.....	234.510

Autriche-Hongrie

	(Mille florins)
Or.....	80.000
Argent.....	150.000
Billon.....	48.000
Ensemble.....	278.000
Papier-monnaie.....	338.000
Billets sans couverture.....	165.000
Total en mille florins.....	781.000

Allemagne

	En 1870	En 1885
	(En mille marks)	
Or (non compris le Trésor de guerre).....	91.000	1.550.000
Or en lingots et monnaies étrangères à la Banque de l'Empire.....	»	194.000
Argent (thalers).....	1.500.000	450.000
Argent (monnaies de l'Empire).....	»	442.000
Argent divisionnaire.....	85.000	»
Monnaies étrangères et Banque de Hambourg...	76.000	»
Cuivre et nickel.....	»	40.000
ENSEMBLE.....	1.752.000	2.676.000
Papier d'État.....	184.000	»
Billets sans couverture.....	359.000	499.000
TOTAUX en mille marks.....	2.295.000	3.175.000

Le Trésor de guerre est en outre de 120 millions de marks en or.

États Scandinaves

	Danemark	Suède	Norvège	Union
Or dans les banques.....	46.260	21.630	19.410	87.300
Or dans la circulation....	3.000	11.000	1.000	15.000
Argent.....	18.500	15.500	5.000	39.000
Bronze.....	700	900	300	1.900
En mille couronnes.	68.460	49.030	25.710	143.200
Billets sans couverture.	23.830	64.140	17.740	105.710
Totaux.....	92.290	113.170	43.450	248.910

« Si l'on tient compte, dit M. Soetbeer, de la couverture en valeurs étrangères des billets de la Banque de Norvège, le montant des billets sans couverture n'est que de 8.472.000 couronnes à la fin de 1885. »

Russie

Or à la Banque impériale (fin 1885).....	170.346
Or chez les particuliers.....	10.000
Argent à la Banque impériale (fin 1885).....	1.126.404
Argent chez les particuliers.....	10.000
Billon..... 70.000 à	80.000
En mille roubles, environ.....	1.396.750
Papier-monnaie, fin 1885	907.000

Ces évaluations, en ce qui concerne la Russie, n'ont pas été présentées par le docteur Soetbeer sous la forme tabulaire ci-dessus,

ce qui semble indiquer qu'il ne leur accorde pas le même degré d'exactitude qu'aux évaluations relatives aux autres pays.

États-Unis

Or au Trésor public et dans les banques nationales...	335.252	586.728
Or dans la circulation.....	251.476	
Argent au Trésor et dans les banques nationales.....	199.744	307.659
Argent dans la circulation.....	107.915	
Total au 1er novembre 1885, en mille dollars.....		894.387

Le total des billets en circulation, tant de l'État que des banques, est porté par M. Soetbeer à 662.528.000 dollars, dont il faut, à ce qu'il semble, déduire la réserve métallique du Trésor et des banques nationales pour avoir le chiffre des billets à découvert. M. Soetbeer n'a pas fait ce calcul, à raison de l'incertitude qui règne au sujet des certificats de dépôt d'or, tantôt considérés comme métal par les banques et tantôt comme papier à l'égard du Trésor.

Récapitulation

M. Soetbeer présente dans un tableau récapitulatif les stocks monétaires d'or et d'argent qu'il attribue aux différents pays. Ils sont évalués en millions de marks. J'y ai joint la conversion en millions de francs, en faisant observer, comme précédemment, qu'il en résulte quelques fractions qui donnent au travail de M. Soetbeer une apparence de précision à laquelle il n'a certainement pas voulu prétendre.

Stocks monétaires des différents pays en 1885

	(EN MILLIONS DE MARKS)			(EN MILLIONS DE FRANCS)		
	Or	Argent	Total	Or	Argent	Total
Grande-Bretagne.....	2.220	432	2.652	2.741	533	3.274
Colonies anglaises (sans l'Inde)	680	66	746	839½	81½	921
Pays-Bas.....	80	269	349	99	332	431
France, Italie, Belgique, Suisse.	4.195	3.200	7.395	5.179	3.950½	9.129½
Autriche-Hongrie.....	160	370	530	197½	457	654½
Allemagne.....	1.744	892	2.636	2.153	1.101	3.254
États scandinaves....	115	42	157	142	52	194
Russie.....	770	280	1.050	950½	346	1.296½
États-Unis	2.464	1.292	3.756	3.042	1.595	4.637
Autres contrées d'Europe et d'Amérique.	936	1.000	1.936	1.155½	1.234½	2.390
TOTAUX.....	13.364	7.843	21.207	16.499	9.682½	26.181½

CHAPITRE VI

Escompte et cours du change

Ce chapitre fort court consiste principalement en tableaux des variations du taux de l'escompte et du cours du change sur Londres, sur les principales places commerciales, de 1851 à 1885.

Je me bornerai à reproduire le résumé suivant.

Moyenne de l'escompte sur les principaux marchés

PÉRIODES	LONDRES Banque d'Angleterre	PARIS Banque de France	BERLIN Banque de Prusse	HAMBOURG escompte privé	VIENNE
1851-1860	4.12	4.16	4.39	3.40	4.44
1861-1865	4.90	4.83	4.47	3.30	5.11
1866-1870	3.62	3.07	4.67	3.27	4.54
1871-1875	3.75	4.86	4.50	3.77	5.16
1876-1880	2.87	2.65	4.17	3.24	4.34
1881-1885	3.43	3.34	4.28	3.37	4.06

CHAPITRE VII

Variations dans les prix des marchandises en général et dans le pouvoir d'achat de l'or

Ce chapitre final est le plus développé et aussi l'un des plus importants de l'ouvrage.

Le docteur Soetbeer commence par déclarer que la question monétaire a pris, avec le développement du crédit et des banques, un caractère tout différent de celui qu'elle avait autrefois. « Dans l'antiquité et au moyen âge, dit-il, le stock des métaux précieux existant dans les pays alors civilisés était le facteur le plus important pour la fixation des prix, qui sont l'expression en monnaie de la valeur des marchandises. Les échanges en nature n'avaient aucune influence sur les prix en argent, et, à cette

époque, les transactions à terme ne jouaient pas un rôle plus considérable. » Aussi, voit-on les prix s'élever avec l'abondance des métaux précieux et s'abaisser avec leur raréfaction. Ce sont ces faits qui ont amené la « théorie de la quantité » presque généralement professée jusque vers 1840.

Mais bientôt une nouvelle opinion se fit jour dans un ouvrage publié en 1843 par J. Helferich. « A la fin de la période comprise entre 1815 et 1830, dit cet auteur, lorsque le flux des métaux précieux fut soudainement interrompu, nous avons retrouvé, en dépit de la diminution en Europe du medium circulant, à peu près les mêmes prix que ceux existant sur le marché du continent à l'époque où l'or était le plus abondant... La monnaie, en tant que moyen d'échange, et c'est là, semble-t-il, la caractéristique du commerce moderne, tend à perdre de plus en plus son influence sur les prix des marchandises... Les changements dans le medium métallique circulant, s'ils sont amenés par des causes qui leur sont propres et indépendantes de l'état du commerce, sont peu importants lorsqu'on les compare aux changements si extraordinairement variés qui peuvent se produire dans la situation du commerce. En tout cas, ces changements sont peu de choses quand on les compare à ceux que peut continuellement amener le crédit. Le crédit a cette propriété remarquable de pouvoir séparer complètement les deux fonctions de la monnaie, sa fonction comme mesure de valeur et sa fonction comme moyen d'échange. Il peut faire de n'importe quelle marchandise un moyen d'échange tout en laissant la monnaie mesure de valeur. Dans les premiers âges, lorsqu'il n'existait d'autre moyen d'échange que celui qui était également une mesure de valeur, lorsque la conservation des biens acquis était incertaine, et le peu de développement du commerce un obstacle à l'usage du crédit, les changements dans le seul moyen d'échange existant exerçaient nécessairement une grande influence sur les prix. La situation est bien différente à notre époque... Les prix des marchandises dépendent de leur valeur d'échange, et l'argent est dit cher ou bon marché suivant le niveau plus ou moins élevé des prix. Les changements dans le cours de l'argent doivent être considérés comme les effets et non comme les causes des variations dans le cours des marchandises. »

En dépit de cette explication, à laquelle M. Soetbeer attache visiblement une grande valeur, les phénomènes qui se sont produits récemment dans la tenue générale des prix (la hausse consi-

dérable de 1850 à 1860, la réaction en baisse qui a succédé à la « période de spéculation effrénée des années 1872 et 1873 »), ont été généralement attribués, d'une part, à la colossale production d'or de l'Australie et de la Californie, d'autre part, à la suspension de la libre frappe de l'argent dans tous les États de l'Europe.

M. Goschen disait en 1878, à la Conférence monétaire internationale de Paris, que la démonétisation continuelle de l'argent, occasionnerait une catastrophe financière et commerciale sans précédent. « L'opinion de M. Goschen, dit M. Soetbeer, que l'accroissement du pouvoir d'achat de l'or était la véritable cause de l'abaissement des prix, est admise et soutenue par beaucoup de gens en Angleterre, et bien plus encore par les champions du bimétallisme sur le continent. »

M. Giffen n'hésite pas à attribuer dans cet abaissement des prix une plus grande importance à la rareté de l'or qu'à la multiplication des marchandises et à la diminution des prix de revient par suite des progrès de l'industrie et des moyens de transport.

« Comme on pouvait s'y attendre, dit M. Soetbeer, M. Giffen ne maintient pas la « théorie de la quantité » dans la forme absolue qu'elle devait avoir et qu'elle avait dans le système économique simple d'une époque où il n'existait pas de moyens de crédit, du moins où le crédit n'avait pas atteint un développement sérieux ; il accommode cette théorie au système économique compliqué de notre époque de perfectionnement dans l'organisation des banques et du crédit. Il répète que les moyens pour restreindre l'usage des espèces ont déjà atteint en Angleterre leur plus grand développement depuis quelques années. Toutes choses restant les mêmes, l'augmentation de la population et de la production demandera une augmentation correspondante dans les monnaies destinées aux transactions journalières et dans les quantités d'or formant l'encaisse des banques, si on veut empêcher une baisse dans le niveau des prix et des salaires. La pénurie d'or se fera d'abord remarquer dans les réserves des grandes banques, et influera indirectement mais nécessairement sur le taux de l'escompte et sur les prix. Voilà pourquoi M. Giffen pense qu'à moins qu'il ne se produise une augmentation dans le stock monétaire actuel, une baisse dans le prix des marchandises est inévitable. »

Les bimétallistes en Allemagne partagent cette opinion, et le docteur Arendt explique ainsi le mécanisme de l'influence des métaux précieux sur la fixation des prix. Un pays règle sa circula-

tion métallique suivant ses besoins au moyen de l'escompte. S'il se produit un afflux considérable de métaux précieux, le taux de l'escompte diminuera dans tout le pays et cela donnera un stimulant à la production. Au contraire, un faible stock de métaux précieux produira certainement en peu de temps une insuffisance dans le medium circulant et l'on sera obligé, comme on le fait aujourd'hui en Angleterre, d'attirer les métaux précieux par des taux d'escompte élevés. Les autres pays, qui ne peuvent perdre leurs métaux précieux, sont atteints par cette situation, et la hausse dans les taux d'escompte se généralise ; forcément, la production en est entravée.

Le docteur Arendt pense que la baisse de l'argent a été la cause de la baisse des prix, parce que la force d'achat des pays à étalon d'argent (Asie orientale et Amérique) a diminué, et que ces pays ne peuvent plus acheter les produits industriels d'Europe, si ce n'est à des prix excessivement faibles... En même temps la baisse de la valeur de leurs monnaies leur permet d'exporter à bas prix dans les pays à étalon d'or. Il existe donc dans ces dernières contrées un double motif de dépréciation des prix qui devait forcément se produire par la simultanéité d'une diminution dans la demande et d'une augmentation dans l'offre. Ainsi l'étalon d'or conduirait au renchérissement de l'or, et ce renchérissement aurait un effet contraire à celui des droits de douane protecteurs : il encouragerait l'importation et restreindrait l'exportation.

Après avoir exposé les arguments des publicistes qui attribuent la baisse des prix des marchandises à la baisse de l'argent et à la rareté de l'or, M. Soetbeer présente les raisons opposées par leurs adversaires.

M. Hansard, en Angleterre, attribue la baisse des prix des marchandises à leur surproduction et celle-ci à l'emploi toujours croissant de la vapeur dans les manufactures et les transports. Il pense qu'aucune pénurie d'or n'a été éprouvée en Angleterre, comme le prouve le faible taux moyen de l'escompte maintenu par la Banque d'Angleterre pendant ces dix dernières années. Pour vingt-cinq articles (sucre, thé, café, riz, indigo, gingembre, laine, coton, jute, tabac, cochenille, soude, salpêtre, peaux, suifs, bois de construction, fer, cuivre, étain, blé, charbon, cacao, poivre, soie, viande — ces quatre derniers sans dépréciation), il montre que si, de 1874 à 1883, le prix collectif s'en est abaissé dans la proportion de 2,500 à 2,111, les quantités offertes s'en sont élevées dans

la proportion de 2,500 à 3,310. Suivant M. Hansard, le besoin de l'or dans les payements se fait de moins en moins sentir. Le système de crédit sous forme de chèques ou d'ordres de banque prend une très grande extension : l'ensemble des transactions annuelles de la Chambre de compensation de Londres a été pour la période 1871-1875 de 23,613 millions de livres sterling et pour la période 1881-1885 de 29,816 millions de livres sterling.

Le professeur E. Nasse, en Allemagne, ne trouve pas que la démonstration soit faite de la baisse générale des prix par rapport à l'époque antérieure à la période de spéculation de 1871-74. La baisse est évidente pour les matières premières et les articles dégrossis ; elle s'explique par l'exploitation de nouvelles et fertiles contrées dans presque toutes les parties du globe, par la production moins coûteuse de presque tous les produits agricoles et d'un grand nombre de produits miniers, par l'abaissement extraordinaire des frais de transport. Par contre, les salaires des travaux ordinaires ou artistiques, les prix de détail, surtout pour les articles courants entièrement finis, se sont maintenus au même taux que précédemment,

M. Leroy-Beaulieu, en France, conteste également que la dépréciation de l'argent et la diminution dans la production de l'or soient les causes de la baisse dans les prix des marchandises. Cette baisse est amenée par le défrichement des nouvelles contrées, par la facilité du transport des capitaux produits dans les vieilles contrées et qui sont d'un rapport plus considérable dans les pays neufs, par l'amélioration des moyens de commmunication par terre et par mer, par l'abaissement du fret et des tarifs de chemins de fer, et enfin par tous les progrès mécaniques, chimiques et techniques accomplis dans la fabrication. Il n'est aucunement nécessaire, pour le maintien des prix, que la quantité du métal précieux formant l'étalon augmente en proportion de l'extension et, si l'on peut ainsi parler, du volume du commerce. L'usage du télégraphe, les compensations d'un marché à l'autre, l'emploi des valeurs mobilières internationales, les billets de banque, les chèques, rendent beaucoup moins nécessaire qu'autrefois le recours aux métaux précieux, en même temps que la réduction du frai, des pertes et de la thésaurisation permet de les utiliser plus complètement sans déperdition.

Après avoir exposé les opinions contradictoires sur la question des prix, M. Soetbeer aborde les faits, mais il présente auparavant cette remarque que les discussions qu'il vient de citer concernent

presque exclusivement les prix du gros. Cependant « ils ne doivent pas être seuls considérés, et peut-être ne doit-on pas les mettre en première ligne lorsqu'il s'agit d'apprécier exactement le pouvoir d'achat de l'or. Les commerçants et les manufacturiers, dit-il, gémissent de plus en plus dans ces dernières années sur la rareté de l'or, sur la baisse des prix et sur la stagnation du commerce, mais, par contre, nous entendons beaucoup de gens également intéressants se plaindre de la cherté de la vie et de la baisse de la valeur de la monnaie. »

M. Soetbeer cherche à traduire par quelques chiffres choisis, empruntés à la statistique des salaires et traitements, des fermages et loyers, et des dépenses de consommation, ce sentiment général d'une baisse de la valeur de la monnaie et d'un enchérissement de la vie qui en serait la conséquence. Je résume ces chiffres en un tableau où je n'ai réuni, pour la facilité des comparaisons, que des nombres proportionnels; on trouvera les chiffres réels dans l'ouvrage de notre auteur. (*Voir le tableau.*)

M. Soetbeer conclut de ces divers exemples que la statistique du prix des marchandises en gros ne peut seule suffire à résoudre la question du pouvoir d'achat de l'or.

Cette réserve faite, il expose la méthode des *Index numbers*, instituée en Angleterre en 1863 par le professeur Jevons, et suivie depuis par l'*Economist* de Londres. Cette méthode consistait à prendre les prix moyens d'un certain nombre de marchandises en gros durant la période 1845-1850 (six années) à supposer chacun d'eux égal à 100 et, sur cette base, à faire une comparaison proportionnelle du prix des mêmes articles au 1er janvier ou au 1er juillet de chaque année. « M. Newmarch et les écrivains de l'*Economist* de Londres, ajoute M. Soetbeer, ont continué ces calculs jusqu'à l'époque actuelle pour quarante-sept articles. Les prix d'un certain nombre d'articles similaires ont été groupés pour faire le calcul proportionnel de telle sorte qu'à la fin il est resté vingt-deux articles, et les *index numbers* s'appliquant à leurs prix sont calculés comparativement aux prix des années 1845 à 1850. En additionnant ces vingt-deux *index numbers*, et en prenant 2,200 comme base pour les années 1845 à 1850, on obtient l'*index number* collectif qui sert à indiquer annuellement les changements dans le niveau des prix. Les articles compris dans la liste de l'*Economist* sont les suivants : café, sucre, rhum, thé, tabac, beurre, blé, pommes de terre, bœuf, mouton, porc, soie, lin, fil de lin, chanvre, laine, bois

Augmentation des salaires, des loyers et des dépenses de 1850 à 1885

SALAIRES DU BATIMENT A HAMBOURG	1848-1851	1874-1878	1879-1886
Tailleurs de pierres	100	198	198
Poseurs de pierres, 1re classe	100	180.3	180.3
Id. 2e classe		165.9	165.9
Manœuvres, 1re classe	100	226.6	226.6
Id. 2e classe		215.8	215.8
Journaliers	100	204.5	204.5

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT PRUSSIEN (1)	(1850)	(1860)	(1872)	(1886)
Employés de la catégorie I (moyenne : 1,123 marks en 1886)	100	117.3	167.5	174.3
Employés de la catégorie II (moyenne : 2,199 marks)	100	135.2	183.6	202.4
Employés de la catégorie III (moyenne : 3.659 marks)	100	108.1	136.0	146.5

DOMAINES DE PRUSSE	(1850)	(1860)	(1870)	(1886-1887)
Loyer d'un hectare (anc. provinces) Marks	14.10	17.55	26.46	38.25
Loyer d'un hectare (nouv. provinces) Marks	»	»	39.60	52.85

MAISONS A HAMBOURG	(1850)	(1860)	(1870)	(1885)
Loyers importants (9 maisons)	100	144.6	169.7	215
Loyers faibles (10 maisons)	100	106.3	134.7	208.5

CONSOMMATION TOTALE	(1850)	(1860)	(1870)	(1885)
Famille d'ouvriers (Brunswick)	100	»	151	171
Famille d'employés (Id)	100	»	170	209
Hospice gén. de Hambourg (2)	100	116	141.2	226.7
(moyenne de la journée d'entretien)	(1841-50)	(1851-60)	(1861-70)	(1881-85)

(1) J'ai calculé les chiffres proportionnels d'après les moyennes successives indiquées par M. Soetbeer.
(2) En 1871-75, 205; en 1876-80, 241.

de campêche, indigo, huile de baleine, pétrole, bois de construction, suif, cuir, salpêtre, potasse, cuivre, fer, plomb, acier, étain, charbon, coton écru, coton filé, articles de coton » (1).

La principale critique adressée à cette méthode (et les auteurs sont les premiers à en reconnaître le bien-fondé), est que les chiffres totaux sont établis sans qu'on tienne compte de l'importance relative des produits. Le blé, par exemple, n'y compte pas plus que l'indigo. « M. Palgrave, dit M. Soetbeer, s'est efforcé de mettre les totaux des *index numbers* (auxquels on attache beaucoup d'importance en Angleterre) à l'abri de la critique faite contre eux de ne pas tenir compte de l'importance relative des produits. Il a ainsi amené M. Nash à employer dans son « Memorandum » un nouveau mode de calcul des *index numbers* pour les vingt-deux articles composant la liste de l'*Economist*. Pour les nouveaux *index numbers*, la base (100) n'est pas prise pour les années 1845 à 1850, mais pour les années 1865 à 1869. En outre, M. Nash assigne à chaque article un chiffre indiquant son importance relative. Son Memorandum contient enfin un calcul semblable pour les prix de gros, d'après la commission permanente des valeurs, des vingt-deux articles français dont voici la liste : café, sucre, céréales, bœufs, beurre, riz, tabac, graine de laine, huile de palme, suif, soie, coton, laine, peaux, charbon, fer, acier, cuivre, plomb, zinc, soieries, lainages, gants.

Voici le tableau comparatif des *index numbers* pour les prix anglais suivant les deux méthodes et des *index numbers* pour les prix français. (*Voir ci-contre.*)

Viennent ensuite d'après M. Palgrave, les index numbers des prix de sept articles sur les marchés indiens, rapprochés de la baisse de l'argent par rapport à l'or.

Les prix sur lesquels ces *index numbers* ont été établis sont, pour le riz ordinaire et le blé, les prix moyens de six marchés. Pour les autres articles, les prix ont été relevés dans les ports d'exportation. « En raison de la situation si différente de chacune des provinces de cet immense pays (l'Inde), il a été impossible, dit M. Soetbeer, d'établir si les prix s'étaient élevés dans l'intérieur.

(1) La liste donnée en tête des diagrammes est un peu différente : café, sucre, thé, tabac, blé, viande fraîche, coton, soie, lin, chanvre, laine de mouton, indigo, huile, bois de construction, suif, peaux, cuivre, fer, plomb, zinc, coton de Pernambuco, fil de coton, cotonnade.

Mais il est certain que les salaires des maçons, charpentiers, forgerons, etc., ont augmenté partout. »

M. Soetbeer ne s'est pas borné à la reproduction de ces documents. Pour suppléer à l'insuffisance des index numbers anglais, il a dressé, avec l'aide du Bureau des statistiques commerciales de Hambourg, des tables de prix de 100 marchandises, depuis 1847 jusqu'à 1885, et il les a complétées avec les chiffres des statistiques

	PRIX ANGLAIS		PRIX FRANÇAIS
	Index numbers totaux sans égard à l'importance relative des Marchandises.	En ayant égard à l'importance relative des Marchandises.	En ayant égard à l'importance relative des Marchandises.
1865-69	2.200	2.200	2.200
1870	1.995	1.975	2.000
1871	1.981	2.046	2.250
1872	2.132	2.197	2.310
1873	2.237	2.298	2.300
1874	2.207	2.378	2.125
1875	2.098	2.125	2.085
1876	2.044	2.186	2.090
1877	2.064	2.205	2.107
1878	1.910	2.081	2.010
1879	1.676	1.805	1.915
1880	1.918	1.967	1.937
1881	1.782	2.054	1.900
1882	1.830	1.908	1.855
1883	1.755	1.924	1.756
1884	1.660	1.750	
1885	1.550	1.669	
Pourcentages correspondant aux index numbers ci-dessus.			
1865-69	100	100	100
1870	91	90	91
1871	90	93	102
1872	97	100	105
1873	102	104	105
1874	100	108	97
1875	95	97	95
1876	93	99	95
1877	94	100	96
1878	87	95	91
1879	76	82	87
1880	87	89	88
1881	81	93	86
1882	83	87	84
1883	80	88	80
1884	75	80	
1885	70	76	

	Riz commun	Blé	Coton	Huile de ricin	Graine de lin	Jute	Peaux	Baisse de l'argent
1865-69	100	100	100	100	100	100	100	1.000
1870	84.8	99.2	92.8	102.2	92.9	136.2	114.7	965.0
1871	72.2	70.4	79.5	99.6	95.0	129.1	129.9	992.1
1872	70 0	78.0	93.1	112.0	102.8	110.7	125.4	976.1
1873	79.8	82.1	77.2	106.8	106.7	103.2	156.8	958.8
1874	114.4	83.0	60.4	101.7	102.6	118.7	166.0	950.5
1875	94.5	67.3	63.5	79.7	87.2	101.2	144.7	927.7
1876	106.6	63.8	67.7	84.5	89.8	115.5	143.1	879.8
1877	106.4	82.4	73.0	116.8	99.3	135.6	121.8	891.9
1878	139.5	116.1	74.1	128.6	106 3	141.5	130.0	849.1
1879	132.8	106.2	85.2	110.8	110 4	142.8	144.2	856.3
1880	97.1	95.0	77.2	92.6	99.1	146.7	158.4	856.1
1881	74.6	83.9	71.5	87.7	91.4	135.0	141.1	853.5
1882	73.3	82.6	68.8	86.2	81.2	98.8	134.0	837.6
1883	92.1	82.2	66.2	92.8	88.1	123.3	162.4	838.1
1884	113.1	72.9	74.1	90.4	90.7	106.4	161.4	828.3
1880-84	90.1	83.3	71.5	89.9	90.1	122.1	151.4	842.7

commerciales anglaises, par les prix de 14 articles d'exportation de l'Angleterre. En prenant les prix moyens de 1847-1850 comme base, il a calculé par années et par périodes quinquennales les *index numbers* de chaque article.

Je ne reproduirai pas les tables détaillées des prix de ces 114 articles, je me bornerai à donner ici la récapitulation par catégories de produits et par périodes quinquennales, mais auparavant il faut indiquer la composition des différentes catégories :

I. Produits agricoles : 20 articles : Froment, Farine de froment, Seigle, Farine de seigle, Avoine, Orge, Maïs, Sarrasin, Pois, Haricots blancs, Pommes de terre, Houblon, Graine de trèfle, Graine de colza, Huile de navette ou de colza (?), Huile de lin, Tourteaux, Sucre brut, Sucre raffiné, Alcool de grains et de pommes de terre.

II. Produits de l'élevage et de la pêche : 22 articles : Viande de bœuf, Viande de veau, Viande de mouton. Viande de porc, Lait, Beurre, Fromage, Suif, Graisse, Peaux, Peaux de veau, Cuirs, Crins de cheval, Soies de porc, Plumes (pour literie), Os, Cornes de bœuf, Colle-forte, Œufs, Harengs, Poissons secs, Huile de poissons.

III. Fruits étrangers et dérivés : 7 articles : Raisins secs, Raisins de Corinthe, Amandes, Prunes sèches, Huile d'olive, Vins français (sans le vin de Champagne), Vin de Champagne.

IV. Produits coloniaux (sans le coton) : 19 articles : Café, Cacao,

Thé, Poivre, Piment, Cannelle du Malabar, Riz, Sagou, Arrack, Rhum, Tabac, Indigo, Cochenille, Bois de campêche, Bois rouge (?), Bois d'acajou, Bambous, Huile de palme, Ivoire.

V. Produits miniers et métallurgiques : 14 articles : Houille, Fer brut, Fer forgé, Acier, Plomb, Zinc, Etain, Cuivre, Mercure, Soufre brut, Salpêtre brut, Sel, Chaux, Ciment.

VI. Matières textiles : 7 articles : Coton, Laine, Lin, Chanvre, Soie, Cordages, Chiffons.

VII. Divers : 11 articles : Guano, Gomme élastique, Gutta-percha, Résine, Prussiates et chromates, Poix, Potasse, Soude, Bougies, Goudron, Cire.

VIII. Articles d'exportation anglaise : 14 articles : Filés de coton, Tissus de coton bonne qualité unie, bonne qualité imprimée, Bas et chaussons, Fil à coudre, Verre commun et bouteilles, Filés de lin, Tissus de lin unis, Toile à voiles, Filés de laine, Draps, Flanelles, Etoffes de laine, Tapis. (*Voir le tableau p. 404.*)

« Des 114 articles que nous avons étudiés dans les tableaux précédents, dit M. Soetbeer, si l'on compare l'année 1885 à la période 1847-50, 51 ont augmenté dans leur prix de plus de 5 °/₀, 55 ont baissé de plus de 5 °/₀, et les 8 autres sont restés stationnaires. D'un autre côté, si l'on compare l'année 1885 à la période 1871-75, on constate une hausse de plus de 5 °/₀ dans les prix de 10 articles seulement, une baisse de plus de 5 °/₀ dans ceux de 90 articles, et aucun changement important dans ceux de 14 autres.

« Le manque de place ne nous permet pas de plus longues remarques sur ces tableaux. Le but principal des remarques que nous venons de faire est de montrer que les prix de gros sont sujets à d'importants et à de fréquents changements, que beaucoup de facteurs influent sur leurs cours, et qu'il est excessivement difficile d'arriver à une conclusion certaine sur le niveau réel des prix de gros à une époque déterminée par rapport à une autre.

« Si néanmoins nous voulions consigner sommairement le résultat de nos recherches sur les changements survenus dans le pouvoir d'achat de l'or, nous dirions que, comparé à l'époque immédiatement antérieure à la grande production d'or, le prix de l'existence dans ces trente dernières années s'est élevé de 60 à 80 °/₀ pour la plus grande partie de la population en Allemagne. De 1871 à 1875 il n'y a pas eu, en général, de hausse plus importante. Le niveau général des prix de gros dans ces cinq dernières années est

Nombres proportionnels représentant les prix moyens des groupes de marchandises

	1847-50	1851-55	1856-60	1861-65	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85
I. Produits agricoles.....	100	129.99	131.84	124.46	137.74	144.90	138.12	130.77
II. Élevage et pêche.....	100	114.79	132.31	128.24	136.35	154.57	146.76	150.65
III. Fruits étrangers et dérivés.....	100	110.43	134.72	114.13	121.54	131.50	138.91	134.41
IV. Produits coloniaux (sans le coton).....	100	110.97	122.61	118.64	118.32	130.72	126.38	119.91
V. Mines et métallurgie...	100	107.03	113.59	102.11	95.47	116.90	94.35	81.55
VI. Matières textiles.....	100	105.20	107.12	131.83	129.17	117.17	102.33	96.65
VII. Divers.....	100	106.65	108.21	144.33	105.90	114.98	96.79	91.11
VIII. Fils, tissus et verrerie d'exportation anglaise.	100	98.47	102.41	127.56	130.55	126.44	111.70	103.28
Ensemble des 114 articles...	100	112.22	120.91	123.59	123.57	133.29	123.07	117.68

de 18 °/₀ supérieur à celui des années antérieures à 1851, mais de 12 °/₀ inférieur à celui de la période 1871-75.

« Toutes ces évaluations cependant ne peuvent et ne doivent être regardées que comme des approximations ».

L'ouvrage est complété par une annexe contenant :

1° Un exposé sommaire du système monétaire du Royaume-Uni, des colonies anglaises, des Indes anglaises, des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Union scandinave, des Pays-Bas et de l'Union latine ; 2° Des diagrammes figurant aux yeux les statistiques contenues dans le texte.

On trouvera ces documents et ces graphiques à la suite de la traduction française publiée par les soins de M. Ruau, directeur de la Monnaie.

IV

MÉMOIRE

SUR LA

PRODUCTION DE L'OR & DE L'ARGENT

DE 1885 A 1888

Par M. le Dr Ad. SOETBEER

(Traduction) (1)

J'ai donné dans mes « Matériaux pour faciliter l'étude et l'intelligence des rapports économiques des métaux précieux, etc..., (2e édition Berlin, 1886) » des renseignements d'ensemble sur la production présumable de l'or et de l'argent jusqu'en 1884. Dans ces derniers temps, on m'a prié de différents côtés de mettre à jour ces renseignements et de les publier. J'avais l'intention d'attendre pour cela l'année 1892 afin de rassembler les données pour la période de 40 ans qui s'est écoulée de 1851 à 1890 et de compléter en même temps jusqu'à cette dernière époque les données et évaluations statistiques contenues dans ce volume et qui ont une importance prédominante pour l'étude des rapports des métaux précieux aussi bien que pour celle des problèmes monétaires en général. Un autre motif de publier le résultat de mes recherches résidait dans ce fait que la direction de la Monnaie aux États-Unis donne régulièrement depuis quelques années, dans ses rapports, des renseignements étendus sur la production totale de l'or et de l'argent dans les différents pays.

On ne peut méconnaître, d'autre part, que dans des recherches statistiques de la nature de celles dont il est ici question, et qui comprennent des données à peu près exactes et des évaluations plus ou moins arbitraires, il ne soit nécessaire de se livrer à un travail

(1) Cette traduction française a été faite par les soins de M. Ruau, directeur de la Monnaie de Paris, auquel nous adressons nos vifs remerciements pour sa parfaite obligeance en tout ce qui a concerné les travaux du Congrès monétaire. — On a cru ici devoir diviser le mémoire de M. Soetbeer en quatre sections, pour la facilité des recherches, mais le lecteur est prévenu que ce sectionnement n'existe pas dans le texe allemand.

permanent de révision. Ce travail est utile lors même que les données fondamentales émanent d'autorités considérables et ont été soumises à l'examen d'hommes compétents. Il y a d'autant plus lieu de procéder ainsi qu'il existe non seulement des discordances secondaires, mais une différence capitale dans les méthodes d'évaluation servant à calculer la part contributive de chaque pays dans la production totale des métaux précieux. On aura certainement une plus grande confiance dans la sûreté relative et l'exactitude approximative de la statistique dont il est question, quand les conclusions des différentes informations indépendantes les unes des autres présenteront dans leur ensemble une conformité réelle.

L'exemple suivant démontrera les conséquences de l'emploi de deux méthodes différentes.

§ 1er. — *Raison des discordances existant dans les évaluations de la production des métaux précieux.*

La production de l'argent en Allemagne est évaluée très différemment comme suit :

ANNÉES	DANS LA STATISTIQUE OFFICIELLE DE L'EMPIRE		DANS LE RAPPORT DU DIRECTEUR DE LA MONNAIE DES ÉTATS-UNIS Sur la production des métaux précieux.	
	kilog.	Valeur en marks	kilog.	Valeur en dollars
1885	309.418	44.137.793	24.507	1.021.000
1886	319.598	42.707.549	25.650	1.066.000
1887	367.633	48.158.010	23.929	994.000
1888	406.567	51.425.269	»	»

On voit, d'après ces chiffres, que la production de l'argent en Allemagne est évaluée respectivement à 8 % et à 9 % de celle donnée exactement dans la statistiqne de l'Empire.

La cause de ces différences énormes réside dans ce fait que la statistique de l'Empire donne les résultats de l'exploitation minière en Allemagne (y compris les minerais étrangers argentifères qui y ont été importés et traités), tandis que le directeur de la Monnaie des États-Unis n'admet comme production allemande que l'argent présumé contenu dans les minerais indigènes (1).

des États-Unis n'admet comme production allemande que l'argent présumé contenu dans les minerais indigènes (1).

(1) M. Kimball, dans ses données antérieures sur la production de l'argent en Allemagne, déduisait des chiffres fournis à ce sujet par les publications

(1) M. Kimball, dans ses données antérieures sur la production de l'argent en Allemagne, déduisait des chiffres fournis à ce sujet par les publications

Une autre différence importante provient de ce fait que dans mon travail la valeur (calculée en or) de l'argent produit est fixée d'après le prix moyen de l'argent pendant chaque année (ce prix a été de 144 m. par kilog. d'argent fin en 1885, de 134 m. en 1886, de 132 m. en 1387 et de 127 m. en 1888), tandis que, dans les calculs américains, la valeur du kilog. d'argent ressort uniformément à 41.56 d. ou à 144 m. 55, ce qui, pour 1888, par exemple, fait une différence de 37 %.

L'évaluation de la production des métaux précieux dans un pays, non d'après le produit brut de ses mines, mais d'après le produit du traitement des minerais, a évidemment cette conséquence que les quantités extraites d'or ou d'argent des minerais et qui sont comprises dans la statistique de la production d'un grand nombre de pays doivent être déduites de nos évaluations, opération qui ne se fera souvent qu'avec des limites d'erreur très étendues.

Si, en raison des divergences d'opinion sur la méthode de calcul la plus convenable, les données qui vont suivre sur la production des métaux précieux dans les différents pays et sur la valeur de l'argent produit, diffèrent en un grand nombre de points des renseignements contenus dans les rapports déjà cités du directeur de la Monnaie des Etats-Unis, nous reconnaîtrons volontiers que les « matériaux » rassemblés dans ces rapports avec le plus grand soin d'après des données détaillées sur la production indigène et des informations recueillies par les représentants américains dans les différents pays producteurs, représentent la base la plus importante pour nos tableaux récapitulatifs qui, sans eux, manqueraient encore plus de fondements positifs que cela n'a lieu aujourd'hui. Outre ces

officielles 88.000 kilog. d'argent en chiffres ronds comme provenant du traitement de minerais étrangers; cette déduction faite, il serait encore resté 156.400 kilog. pour la production de l'année 1886, par exemple.

En ce qui concerne l'or produit en Allemagne, on peut le considérer comme provenant presque exclusivement du traitement des minerais étrangers, cependant le rapport américain estime la production d'or des mines allemandes à 2.251 kilog. d'or pour 1887 et à 1.810 kilog. pour 1888.

Les quantités d'or qui proviennent d'une simple refonte ou de l'affinage de métaux complets ne sont pas prises en considération. Nous rappelons aussi incidemment que l'Etablissement d'affinage d'or et d'argent de Francfort-sur-le-Mein a livré au commerce les quantités suivantes d'or affiné : 5.777 kilog. en 1885; 5.920 kilog. en 1886; 6.360 kilog. en 1887 ; 6,400 kilog. en 1888 ; ces chiffres permettent de conclure à une augmentation de l'emploi industriel de l'or.

renseignements, nous nous sommes servi principalement des données contenues dans les archives commerciales allemandes sans parler de quelques informations occasionnelles. Avant de présenter nos calculs sur la production des métaux précieux dans ces derniers temps, nous croyons nécessaire de rappeler quelques observations relatives à la statistique des métaux précieux, observations auxquelles on n'accorde ordinairement pas assez d'attention. On ne doit pas demander à une statistique de ce genre plus qu'elle ne peut donner, même en opérant avec la plus grande circonspection, et dans les conditions dont nous avons déjà parlé; de plus, toutes les données en chiffres ne représentent que des évaluations approximatives, établies d'après des procédés méthodiques, mais avec des limites d'erreur étendues. D'autre part, on ne devra pas rejeter d'une manière absolue de la statistique des métaux précieux, à cause de leurs défauts qu'il est nécessaire d'admettre à l'avance, les données courantes, car on ne peut s'en passer maintenant, et elles arriveront en somme assez près de la réalité dans leurs points principaux et dans leur ensemble.

Nous disons formellement « dans leurs points principaux et dans leur ensemble » parce qu'il serait téméraire de considérer comme exacts les tableaux de la statistique des métaux précieux en étudiant isolément chaque pays et chaque année pour en tirer des conséquences particulières. Dans quelques États, la production n'est pas évaluée par années ordinaires, mais par années financières se terminant le 31 mars ou le 30 juin, et vouloir substituer à ces dernières des années ordinaires serait un travail des plus considérables et des plus difficiles. Il faut remarquer, dans les données sur la production des métaux précieux qui proviennent des états d'exportation ou des registres des Monnaies, que, la plupart du temps, l'année de la production précéde celle de l'exportation ou de la frappe, en sorte qu'il ne peut pas, par conséquent, y avoir de concordance. Par suite, toutes les évaluations pour des années isolées manquent d'exactitude, mais il est évident qu'il se produit une compensation pour des périodes assez longues et que cette incorrection ne peut nuire au but de nos recherches. C'est pour cela que, dans les cas où il n'existe pas de données positives, nous donnons des chiffres ronds qui, la plupart du temps, méritent plus de confiance que d'autres données ayant une plus grande apparence d'exactitude.

§ 2. — *Production de l'or de* 1885 *à* 1888.

Dans les tableaux qui vont suivre, et pour l'année 1888, nous avons inscrit provisoirement, en ce qui concerne les pays dont la protion d'or ou d'argent ne nous est pas spécialement connue, les chiffres de l'année précédente, à moins que nous n'ayons eu connaissance par des indications certaines d'une augmentation ou d'une diminution de cette production ayant justement eu lieu en 1888.

On ne peut comparer que d'une manière approximative et sous toutes réserves nos chiffres de la production des métaux précieux de 1884 à 1888 avec ceux établis pour les périodes antérieures dans nos « Matériaux », car il y a quelques différences dans la méthode de calcul que nous avons employée pour établir ces derniers, différences qu'on ne peut maintenant supprimer sans des difficultés considérables. En somme, ces faits ne gênent pas considérablement la comparaison des différentes périodes entre elles.

L'auteur de ce travail accueillera avec reconnaissance toute rectification et toute addition à ces données, et il en tiendra compte dans une révision postérieure.

A. — *Production de l'or d'après le poids*

	1885	1886	1887	1888
	Kil. de fin	Kil. de fin	Kil. de fin	Kil. de fin
États-Unis	50.000	54.900	52.100	52.100
Australasie	41.150	40.000	41.000	(41.500)
Russie	31.200	31.200	30.350	30.900
Mexique, Colombie, Brésil	6.300	6.200	7.250	(7.000)
Vénézuéla et Guyane	7.000	9 250	5.900	(3.000)
Afrique du Sud (Transvaal, etc.)	509	977	1.328	5.600
Chine, Indes Orientales et Japon	10.000	10.000	10.000	10.000
Allemagne et Autriche-Hongrie	3.152	2.871	4.128	(4.000)
Autres pays	5.189	6.052	8.044	(5.900)
TOTAUX	154.500	161.450	160.000	(160.000)

D'après les données et les évaluations de M. Kimball, directeur de la Monnaie aux États-Unis, la production totale de l'or s'est élevée en 1885 à 156.156 kilog., en 1886 à 149.338 kilog., et en 1887 à 151.413 kilog. Si l'on additionne les résultats des trois années 1885, 1886 et 1887, la différence entre nos deux évaluations est un peu inférieure à 4 % et d'une importance relativement faible par rapport à l'ensemble de la production. Les causes principales de ces différences résident dans les faits dont nous allons parler.

élevée en 1885 à 156.156 kilog., en 1886 à 149.338 kilog., et en 1887 à 151.413 kilog. Si l'on additionne les résultats des trois années 1885, 1886 et 1887, la différence entre nos deux évaluations est un peu inférieure à 4 % et d'une importance relativement faible par rapport à l'ensemble de la production. Les causes principales de ces différences résident dans les faits dont nous allons parler.

B. — *Production de l'or d'après la valeur*

(1 kilog. d'or fin = 2790 marks)

	1885	1886	1887	1888
	Millions de marks	Millions de marks	Millions de marks	Millions de marks
États-Unis	139.5	153.2	145.4	145.4
Australasie	114.8	111.6	114.4	(115.8)
Russie	87.0	87.0	84.7	86.2
Mexique, Colombie, Brésil	17.6	17.3	20.2	(19.5)
Vénézuéla et Guyane	19.5	25.8	16.5	(8.4)
Afrique du Sud (Transvaal, etc.)	1.4	2.7	3.7	15.6
Chine, Indes Orientales et Japon	27.9	27.9	27.9	27.9
Allemagne et Autriche-Hongrie	8.8	7.9	11.5	(11.2)
Autres pays	14.5	17.0	22.4	(16.5)
TOTAUX	431.0	450.4	446.7	(446.5)

La production de l'or aux *États-Unis*, basée sur des recherches continues et intelligentes faites dans chaque district minier, a donné les résultats suivants :

	Onces de fin			d'une valeur de	
En 1885 :	1.538.325,	soit 47.848	kilog.	31.800.000	dollars
En 1886 :	1.593.125,	— 52.663	—	35.000.000	—
En 1887 :	1.596.375,	— 49.654	—	33.000.000	—
En 1888 :	1.604.841,	— 49.917	—	33.175.000	—

On a affiné dans les établissements d'affinage publics et privés les quantités d'or suivantes :

En 1887 : 1.863.260 onces de fin, d'une valeur de 34.665.302 dol.
En 1888 : 1.666.568 — — 34.451.009 —

Nous renvoyons à la partie qui traite de la production de l'argent pour la question de l'importation et de l'exportation des minerais d'or et d'argent. Nos chiffres sont plus élevés que ceux des rapports du directeur de la Monnaie des Etats-Unis ; cette différence provient de ce que nous tenons compte de l'or produit par le traitement des minerais et des métaux étrangers importés, tandis que ces quantités ne sont pas comprises dans les rapports américains.

En ce qui concerne la production de l'or en *Australasie*, le directeur de la Monnaie de Melbourne, M. G. Anderson, a établi un tableau d'ensemble qui donne pour la période de 1851 à 1887 un chiffre global de 82.504.697 onces, dont 53.042.350 onces pour Victoria, 11.220.187 onces pour la Nouvelle-Zélande, 9.912.082 onces pour la Nouvelle-Galles du Sud et 5.607.142 pour le Queensland ; il estime

d'autre part aux quantités suivantes l'or produit pendant les trois années 1885 à 1887 :

1885 : 1.442.910 onces
1886 : 1.389.607 —
1887 : 1.436.953 —

L'or livré par les mineurs est calculé dans notre travail au titre moyen de 11/12 de fin. Les différentes publications officielles ou privées admettent pour l'once d'or brut une valeur de 3 1/2, 3 7/8 ou 4 liv. st.; ces différences d'évaluation expliqnent les maintes petites discordances des différentes statistiques.

Nous n'avons pas encore de renseignements sur l'importance de cette production en 1888 ; nous savons seulement que le Queensland a donné 481.643 onces cette année contre 425.923 onces en 1887.

Dans cette estimation ne sont pas comprises les quantités assez importantes d'or que les mineurs chinois emportent sans déclaration du Queensland dans leur patrie.

Nous possédons sur la production de l'or en *Russie* un grand nombre de données qui se réclament toutes de leur origine officielle, mais qui, pour les années prises isolément, diffèrent sensiblement entre elles. Plusieurs causes ont pu amener se résnltat : en premier lieu, les calculs sont établis dans certaines données pour les années ordinaires et dans d'autres pour les années financières ; de plus, il peut s'agir, d'un côté, d'or fin, d'un autre côté, d'or à un titre inférieur; enfin, il se peut encore que la production soit parfois évaluée tout simplement d'après les frappes à la Monnaie de Saint-Pétersbourg où l'or extrait est livré. Nous présentons ci-dessous quelques-unes des évaluations qui ont été établies pour les années 1881 à 1887 :

ANNÉES	DONNÉES Du Rapport du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis	MONNAIES FRAPPÉES EN RUSSIE	DONNÉES DE M. O. HAUPT
	Dollars.	Roubles.	Pouds de fin. Roubles.
1881	24.431.048	27.144.051	1052 = 14.374.000
1882	23.867.935	22.735.045	1239 = 16.919.000
1883	19.552.532	30.407.056	1796 = 24.523.000
1884	21.874.129	23.126.038	2350 = 32.000.000
1885	25.338.218	26.802.088	2327 = 31.700.000
1886	20.518.000	26.800.000	
1887	20.092.000	26.055.035	
1888		26.510.095	

Le journal de Saint-Pétersbourg a publié en 1883 une note singulière de M. Ivanow, qui prétendait que la production de l'or en

Russie avait été de 57.000.000 de roubles en 1882 tandis que celle de l'Australie n'avait été que de 50 millions pendant la même année. Nous pourrions citer sur l'importance de la production de l'or en Russie des données encore plus éloignées de la réalité. Dans ces conditions, il nous semble préférable, pour l'uniformité, d'établir nos calculs, en attendant, sur la base des registres de la Monnaie de Saint-Pétersbourg, tout en sachant que la production et la frappe de l'or ne concordent pas absolument pour les années isolées, mais doivent être prises dans leur ensemble ; il est évident de plus que la quantité d'or réellement produite est de beaucoup supérieure aux livraisons, en raison des fraudes opérées par les mineurs. Les déserteurs des exploitations russes ont crée depuis 1881 dans les districts chinois de l'Amour une nouvelle production d'or; cette production se confondait à l'origine avec la production de la Russie, alors que les officiers de la couronne payaient 3 roubles 40 copecks le solotnie d'or; mais depuis elle a cherché un écoulement plus avantageux par la Chine, ce qui explique l'extension prise dans ces derniers temps par l'exportation de l'or par les ports de la Chine et en particulier par Tien-Tsin. M. Kimball, s'appuyant sur l'autorité de M. le Dr Ivan C. Michels, évalue la production de l'or dans le district chinois de l'Amour à 9.362 kilog. en 1884 et à 6.997 kilog. en 1885; il faudra tenir compte plus tard de cette quantité dans l'étude de l'exportation de l'or en Chine. (1)

M. Kimball, d'après la documents officiels qu'il a reçus à ce sujet, évalue dans son rapport aux quantités suivantes la production de l'or en *Mexique*, en *Colombie* et au *Brésil*.

	1885	1886	1887
Mexique.....	1.304 kilog.	924 kilog.	1.240 kilog.
Colombie.....	3.762 »	(3.762) »	4.514 »
Brésil	1.204 »	1.502 »	(1.502) »

Ces chiffres concordent d'une manière absolue, en ce qui concerne le Mexique et la Colombie, avec ceux tirés des rapports des consuls, qui se trouvent dans les archives du commerce allemand et que nous avons pris en sommes rondes. D'après des données officielles, la production de l'or au Mexique a été la suivante :

(1) Les « Petermanns Mitteilungen » de 1889, nº VII, contiennent un article de N. Latkin intitulé : « Les lavages d'or de la région de l'Amour ». Il est dit

1884-85	914.000 pesos	(1.352) kilog.
1885-86	1.026.000 »	(1.518) »
1886-87	1.047.000 »	(1.550) »
1787-88	1.031.000 »	(1.526) »

La production dn Mexique est donnée ici un peu plus élevée que dans le rapport de M. Kimball. L'exportation de l'or de la Colombie est évalué pour 1887 à environ 3,000,000 de pesos; la production de ce pays a dû augmenter un peu l'année dernière (1888). Au Brésil, par contre, la production de l'or a beaucoup diminué ces derniers temps, et les données ci-dessus, qui sont calculées d'après l'exportation par Rio-de-Janeiro, sont vraisemblablement trop élevées.

Depuis deux ans, on fait beaucoup de bruit autour de l'accroissement extraordinaire de la productiou de l'or au *Transvaal* et dans quelques autres contrées de l'Afrique du Sud. Un nombre infini de société par actions, avec un capital d'environ 8 millions de livres sterling, se sont formées pour l'exploitation des gisements d'or de ces pays, et cette affaire a donné lieu à une spéculation folle. Dans la plupart des cas, le capital placé est complètement perdu ; très peu de mines donnent des bénéfices méritant une mention, et distribuent des dividendes. Ce dernier point n'a aucune importance pour le but de notre travail, car une seule chose nous intéresse, c'est de connaître l'existence et l'importance des quantités d'or tirées effectivement des mines et mises définitivement dans la circulation, que ce soit avec bénéfice ou avec perte. L'ensemble de l'or exporté de ces pays, de 1871 à 1887, s'est élevé à 877,568 livres sterling, soit 6,450 kilos, à savoir 410,402 livres par le Cap et 467,166 livres par Natal. L'exportation déclarée de l'or au Transvaal a été de 69,503 livres en 1885, de 133,534 livres en 1886, de 235,937 livres en 1887, et est évaluée à environ 770,000 livres en 1888. Il a été importé d'Afrique en Grande-Bretagne de l'or pour une valeur de 221,569 livres sterling en 1887 et de 847,054 livres en 1888. D'après un rapport du consul français à Prétoria, la « Witwaterssand Mine » a produit en douze mois, de décembre 1887

dans cet article : « Les gisements de sable aurifère, découverts daus la région annexée de l'Amour, sont d'une richesse qui dans l'avenir dépassera de beaucoup celle de tous les autres centres aurifères de Sibérie » La totalité de l'or extrait jusqu'en 1886 dans la région de l'Amour s'élève à environ 3.113 pouds (plus de 51.000 kilog.)

à novembre 1888, 241,686 onces d'or d'une valeur de 19,051,790 fr., et on peut évaluer la production de la Lydenburg Mine entre 6,000 et 8,000 onces par an. On s'attend du reste à un accroissement encore plus considérable de cette nouvelle production d'or.

Nous avons parlé plus haut de l'importance qu'avait atteinte depuis plusieurs années la production de l'or dans le district chinois de l'Amour, et nous avons rappelé en même temps que ce métal n'avait bientôt plus pris le chemin de la Russie mais bien celui de la Chine. L'excédent de l'exportation de l'or par tous les ports de la Chine a été, d'après les registres des douanes, de 2,137 taëls en 1885, mais ces chiffres sont trop faibles, et une quantité considérable d'or est exportée sans déclaration. Il a été exporté de Chine à destination des pays suivants :

ANGLETERRE		INDE ANGLAISE	
	Livres sterling.		Roupies.
1885	1.190.743	1884-85	9 258.330
1886	1.158.297	1885-86	11.161.148
1887	1.051.520	1886-87	9.251.590
1888	1.052.741		

Ces chiffres prouveraient que la Chine a mis chaque année, de 1885 à 1888, dans la circulation une quantité d'or dépassant 15,000 kilos ; cet or aurait été principalement produit par les mines du pays, car le métal rapporté du Queensland dans leur patrie par les mineurs chinois ne peut cependant fournir qu'un faible appoint à ces quantités considérables. L'exportation de l'or de Chine en Angleterre n'a pris une grande extension que depuis 1885, tandis que l'importation dans l'Inde Anglaise de l'or chinois a depuis de longues années une grande importance (1). On n'avait pas donné à la production de l'or en Chine l'attention qui lui est due jusqu'au jour où M. Giffen,a fait remarquer son importance, dans sa déposition devant la « Gold and Silver Commission ». Nous aurions donné des chiffres encore plus élevés pour cette production, si nous n'avions craint d'être taxés d'exagération et de nous exposer

(1) L'importation de l'or chinois dans l'Inde Anglaise a été en moyenne par an de 13,460,000 roupies de 1879-80 à 1883-84, tandis qu'elle n'atteignait en Angleterre pendant la même période que le chiffre de 98,500 livres sterling.

au reproche de manquer de preuves suffisantes. Il est très difficile de savoir si la production du métal jaune en Chine se maintiendra au taux qu'elle a atteint d'une manière si rapide dans ces dernières années.

La production de l'or dans l'*Inde Anglaise* (Mysore, etc...) est demeurée bien au-dessous des espérances entretenues autrefois à ce sujet par les spéculations de Bourse, et donne de mauvais résultats proportionnellement au capital engagé. Un petit nombre de mines ont donné un bénéfice. Jusqu'en 1886, la production de l'or indien était tout-à-fait insignifiante; on l'estime à 66,266 livres sterling en 1887 et à 134,550 livres pour 1888.

La production de l'or au *Japon* est évaluée officiellement à 265 kilos pour 1885, 492 kilos pour 1886, et 564 kilos pour 1887.

Les quantités d'or produites en Chine, au Japon et dans l'Inde Anglaise peuvent être évaluées à un minimum de 10,000 kilos par an dans ces derniers temps, et nous acceptons provisoirement ce chiffre global, sous toutes réserves.

La production des mines d'or de Callao au *Vénézuéla* a été fort importante jusqu'il y a environ deux ans ; elle a diminué énormément depuis 1887, et a presque entièrement cessé dans ces derniers temps. L'exportation par Cindad-Bolivar s'est élevée, en 1885, à 172,064 onces d'or, d'une valeur de 16,403,469 bolivars. En 1886, les mines de Callao donnaient encore 223,548 onces d'or, mais en 1887 elles ne produisirent plus que 95,352 onces, et moins encore en 1888, soit 74,892 onces.

La production des mines d'or de la *Guyane Française* et de la *Guyane Hollandaise* a baissé d'une manière extraordinaire dans ces derniers temps. On évalue la production de la Guyane Hollandaise à 983 kilos d'or en 1885, à 753 kilos en 1886, à 1,007 kilos en 1887 et à 1,033 kilos en 1888, d'une valeur de 1,410,795 florins; d'un autre côté, la Guyane Française qui, en 1879, avait donné 2,174 kilos d'or, est tombée à 1,664 kilos en 1885. M. Kimball, dans son rapport, ne parle pas d'une manière spéciale de cette production.

Nous avons compris sous la rubrique « *Autres Pays* » l'or produit au Canada, dans l'Amérique Centrale, au Pérou, en Bolivie, au Chili, dans la République Argentine, sur les côtes occidentales de l'Afrique, en Nouvelle-Calédonie et en Suède. La production de l'or dans le plus grand nombre de ces pays a une importance minime; nous n'en parlons ici que pour rendre notre travail aussi

complet que possible. Les pays qui ont le plus d'importance, au point de vue qui nous occupe, sont le Canada avec 2,061 kilos en 1887, les pays des côtes occidentales de l'Afrique avec environ 2,500 kilos en 1887, et le Chili avec 1,500 kilos également en 1887. Nous donnerons plus tard, dans une étude plus complète de la production des métaux précieux, un aperçu plus exact de la production de l'or dans chacun des pays producteurs secondaires.

§ 3. — *Production de l'argent*

A. — *Production de l'argent d'après le poids.*

	1885	1886	1887	1888
	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.
États-Unis	1.295.000	1.288.000	1.373.500	1.540.000
Mexique	736.500	792.000	784.000	(800.000)
Pérou, Bolivie, Chili, République Argentine	455.000	460.000	435.000	(430.000)
Allemagne	309.418	319.598	367.633	406.567
Angleterre et France	190.000	180.000	240.000	260.000
Autres pays	190.082	198.402	213.867	(200.433)
TOTAUX	3.176.000	3.238.000	3.414.000	3.637.000

B. — *Production de l'argent d'après la valeur*

	1885	1886	1887	1888
	Millions de marks	Millions de marks	Millions de marks	Millions de marks
États-Unis	186.7	172.6	181.3	195.6
Mexique	106.0	106.1	103.5	(101.6)
Pérou, Bolivie, Chili, République Argentine	65.5	61.6	57.4	(54.6)
Allemagne	44.5	42.8	48.5	51.6
Angleterre et France	27.3	24.1	31.7	33.0
Autres pays	27.4	26.6	28.2	(25.5)
TOTAUX	457.4	433.8	450.6	461.9

La production de l'argent en Allemagne, en Angleterre et en France repose principalement sur le traitement des minerais d'argent ou d'autres minerais argentifères qui sont importés dans ces différents pays. Nous avons calculé la valeur de l'argent produit d'après les prix moyens annuels de ce métal, de 1885 à 1888, soit 144,— 134,— 132,— et 127 marks par kilogramme de fin. Si l'on se

sert dans les calculs de l'ancien prix normal, de 180 m. par kilog. la valeur de l'argent produit ressort à 571,7 millions de marks en 1885, à 582,8 millions de marks en 1886, à 614,5 millions de marks en 1887, et à 654,7 millions de marks en 1888.

Le dernier rapport du directeur de la Monnaie de Washington donne comme suit, en poids et en valeur, la production de l'argent aux *États-Unis* d'après des renseignements très complets provenant de chaque district minier :

1885	1.241.578 kilog.	51.600.000 dollars.
1886	1.227.141 »	51.000.000 »
1887	1.283.855 »	53.357.000 »
1888	45.783.632 onces de fin.	59.195.000 »

La valeur de l'argent est calculée ici, suivant l'étalon monétaire du pays, sur le pied de 41,56 dollars par kilogramme de fin ; il n'y est pas tenu compte, par conséquent, de la dépréciation de l'argent.

Dans ces chiffres est compris l'argent fin présumé contenu dans les minerais indigènes exportés, mais non le métal produit aux États-Unis par le traitement des minerais étrangers importés.

En appliquant notre méthode, qui, comme nous l'avons fait remarquer dans nos préliminaires, s'occupe uniquement, pour la répartition de la production entre les différents pays, de l'argent produit finalement, il est nécessaire, pour établir nos calculs, de faire une opération inverse. Comme aux États-Unis on importe et on traite des quantités importantes de minerais d'argent étrangers, principalement mexicains, et d'autres minerais argentifères, la production de ce pays ressort dans notre travail à un chiffre plus élevé que dans le rapport du directeur de la Monnaie des États-Unis; il est évident que la production totale ne sera pas modifiée si l'on déduit de la production d'un pays qui exporte des minerais, les quantités d'argent correspondantes. On ne peut se livrer ici à une évaluation approximative que sous toutes réserves, bien que le poids des minerais exportés soit connu d'une manière à peu près exacte, parce qu'on ne possède pas de renseignements complets sur la teneur en métal précieux de ces minerais. D'après les registres des douanes, la valeur des minerais d'or et d'argent importés aux États-Unis a été en 1887 de 4.228.107 dollars, contenant pour 3.736.812 dollars d'argent, et en 1888 de 5.684.093 dollars. On

évalue à 125.153 dollars seulement la valeur des minerais d'or et d'argent exportés de ce pays en 1888.

Si notre méthode de calcul nous conduit à des chiffres plus élevés que ceux du rapport américain pour la production de l'argent aux Etats-Unis, le résultat inverse se produit pour le *Mexique*. La production de l'argent dans ce pays, y compris les minerais d'argent et argentifères exportés, est évalué officiellement à 33.226.000 dollars pour 1884/85, à 34.112.000 dollars pour 1885/86, à 34.600.000 dollars pour 1886/87 et à 34.912.000 dollars pour 1887/88. Dans nos données précédentes, nous avons déduit de ces chiffres, par une évaluation approximative, les sommes y comprises pour les minerais d'argent ou argentifères qui ont été exportés. Les registres officiels témoignent d'une exportation de minerais d'argent pour une valeur de 1.504.000 dollars en 1884/85, de 2.202.000 dollars en 1885/86 et de 4.562.000 dollars en 1886/87.

Pendant de longues périodes, le *Pérou*, la *Bolivie*, le *Chili* et la *République Argentine* produisirent, en même temps que le Mexique, la plus grande partie de l'argent nouveau ; il suffit de nommer les mines de Cerro de Pasco et de Potosi. La production de l'argent dans ces pays, pendant les dernières années, a subi de grandes fluctuations ; les données statistiques et les évaluations faites à ce sujet diffèrent considérablement entre elles. Le directeur de la Monnaie des États-Unis donne, dans son rapport, les chiffres suivants :

	PÉROU	BOLIVIE	CHILI	RÉPUBLIQUE ARGENTINE	ENSEMBLE
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
1885	47.840	240.616	210.000	11.500	509.956
1886	96 246	(240.616)	(210.000)	1.444	547.306
1887	113.000	(240.616)	205.422	30.000	589.038

Ces données, sauf dans les cas où le manque de renseignements spéciaux force à une simple répétition des chiffres des années précédentes, sont principalement fondées sur l'ensemble de la valeur déclarée des métaux précieux et des minerais d'argent ou argentifères exportés par mer de ces pays. L'exportation de ces minerais a augmenté extraordinairement dans ces derniers temps, comme on peut s'en rendre compte d'après la statistique de l'importation à Hambourg et en Angleterre. On a trouvé, en effet, plus avantageux

de faire opérer la fonte et le traitement de ces minerais en Allemagne et en Angleterre où les connaissances techniques sont très développées. La valeur des minerais importés, dont il est ici question, a été la suivante d'après les registres des douanes :

	1885	1886	1887	1888
A Hambourg	Marks	Marks	Marks	Marks
Minerais d'or et d'argent.	2.142.000	5 493.000	14.216.000	14.030.000
Minerais de cuivre argentifères.....	1.723.000	2.293 000	1.972.000	1.148.000
En Angleterre	Livres st.	Livres st.	Livres st.	Livres st.
Minerais d'argent.....	180.000	186.800	201.900	190.000

Si nous admettons, comme approximativement exacts dans leur ensemble, les chiffres du rapport américain, il faut, conformément à notre méthode de calcul, en déduire la valeur des minerais d'argent, des minerais de cuivre et de plomb argentifères qui ont été exportés. En raison de l'extension croissante du traitement des minerais à l'étranger, on ne pourra nous taxer d'exagération si nous déduisons de la production 55.000 à 150.000 kilog. d'argent, pour le métal contenu dans les minerais exportés avec déclaration.

En ce qui concerne les évaluations de la production de l'argent dans l'Amérique du Sud, surtout lorsqu'il s'agit d'années isolées ou de l'un ou de l'autre des différents pays, on ne peut ni ne doit disconvenir qu'elles ont eu jusqu'à ce jour un grand caractère d'incertitude; nous ne les avons utilisées, dans notre ouvrage, que sous cette réserve. Nous citerons cependant à titre documentaire et sans nous y arrêter longuement quelques renseignements accidentellement exacts.

La production de l'argent au *Pérou* en 1885 est évaluée, dans le bulletin des mines de Lima, à environ 84.000 kilog., soit 3.491.000 soles et, dans un rapport de la légation d'Amérique, à 47.822 kilogrammes seulement, soit 1.987.000 soles; un rapport de même origine évalue la production de 1887 à 49.750 kilogrammes. M. Gibbs, ministre des États-Unis à La Paz, dans un rapport du 20 février 1884, n'évalue pas à moins de 16.000.000 de dollars, soit à près de 400.000 kilog., l'argent produit en *Bolivie* pendant l'année 1883. Nous trouvions déjà à cette époque ces chiffres trés exagérés, et depuis, d'autres personnes encore ne les ont pas acceptés; un rapport de même source, pour l'année 1887, estime la production moyenne de l'argent dans ce pays à 10.000.000 de

bolivars, soit 50.000.000 de francs. En 1887, on a frappé, dans ce pays, 1.763.451 bolivars et on a exporté pour une valeur de 8.159.229 bolivars de lingots et de minerais d'or et d'argent; les minerais y sont compris pour 2.375.346 bolivars; et l'or pour 49.000 bolivars. La production des métaux précieux au *Chili* s'est élevée, d'après une statistique officielle vérifiée, à 500 kilogr. d'or et à 210.000 kilog. d'argent; les minerais d'or et d'argent exportés sont compris dans ces chiffres. M. le chargé d'affaires Seibert évalue, dans un rapport du 28 février 1889, l'exportation des lingots d'argent au Chili : en 1884, à 66.466 kilog.; — en 1885, à 155.617 k.; — en 1886, à 154.546 k.; — en 1887, à 193.737 k.; et celle des minerais d'argent : en 1884, à 5.227 kilog.; — en 1885, à 229.218 k.; en 1886, à 76.586 k.; — en 1887, à 215.398 k. On se rend compte, d'après ces extraits, des variations qui se manifestent, pour les années prises isolément, dans la production de l'argent, et de l'incertitude qui règne dans cette statistique.

Nous ferons encore remarquer incidemment les différences de prix que présentent les minerais d'argent, dont la valeur est naturellement fixée pour chaque espèce de minerai d'après sa teneur moyenne en métal précieux. Suivant la statistique commerciale de Hambourg, les prix des minerais d'argent importés dans ce port des côtes occidentales de l'Amérique oscillaient entre 34 marks et 345 marks par 100 kilogrammes.

L'Office impérial de Statistique à Berlin donne d'une manière complète et exacte la statistique de la production de l'argent en *Allemagne*, d'après les renseignements qui lui sont adressés chaque année de toutes les exploitations de mines. Nous avons déjà insisté, au commencement de ce mémoire, sur les trop grandes différences que présentent les données du dernier rapport du Directeur de la Monnaie des États-Unis relativement aux nôtres; ces différences proviennent principalement de ce que ce rapport exclut de la production allemande tout l'argent tiré des minerais étrangers et n'y laisse entrer que celui tiré des minerais indigènes. Aussi se produit-il ce fait singulier que, dans le tableau général de la production du monde entier en 1887, la part contributive de l'Allemagne est représentée par une valeur de 1.496.000 dollars d'or et de 994.500 dollars d'argent seulement. Les renseignements exacts manquent sur les quantités de minerais argentifères importés qui ont été employés pour la production de l'argent en Allemagne. La statistique du mouvement des marchandises dans le rayon des

douanes allemandes donne cependant quelques chiffres sur l'importation des minerais d'or, d'argent et de platine. En 1887, il est passé par les douanes allemandes 15.869.400 kilogrammes de minerais représentant une valeur de 22.203.000 marks; de ces minerais, 2.129.600 kilog. provenaient du Chili, 2.897.800 kilog. du Mexique et du Centre-Amérique, 4.597.400 kilog. du Pérou, 4.603.700 kilog. des autres contrées de l'Amérique et 706.200 k. de l'Australie. De plus, il avait été importé d'Espagne pendant la même année 111.909 doubles quintaux en minerais de plomb et de cuivre argentifères. L'importation par mer des minerais d'or et d'argent s'est élevée, en 1887, à 16.319.900 kilog., représentant une valeur de 22.676.920 marks et, en 1888, à 17.237.363 kilog. représentant une valeur de 22.193.170 marks. La valeur des minerais de cuivre aurifères et argentifères importés à Hambourg, pendant ces deux années, a été de 2.263.000 marks pour 2.052.900 kilog., et de 1.642.250 marks pour 1.228.320 kilog.

Les minerais importés contribuent, pour la part la plus importante, à la production de l'argent en *Angleterre*. L'importation de « minerais d'argent ou de minerais dont la valeur principale réside dans l'argent qu'ils contiennent » s'est élevée en valeur à 1.030.488 livres sterling en 1886, à 1.378.156 liv. en 1887, et à 1.495.972 liv. en 1888; la part de l'Australie dans cette importation a pris dans ces dernières années une importance croissante; ainsi, elle s'est élevée de 219.587 liv. en 1886, à 624.349 liv. en 1887 et à 679.174 liv. en 1888. Une grande quantité de minerai, d'une valeur de 252.000 livres en moyenne par an, de 1885 à 1888, est également importée d'Espagne. Du moment que le rapport américain ne comprend pas l'argent tiré de ces minerais dans la production de l'Angleterre, il aurait dû indiquer l'Australie comme pays producteur d'argent. Nos évaluations de l'argent produit dans les mines anglaises sont vraisemblablement beaucoup trop faibles, et nous attendons une rectification sur ce point, nos chiffres ne comprenant pas le métal précieux tiré des minerais étrangers de cuivre et de plomb argentifères. La part du traitement des minerais indigènes de plomb ne s'élève qu'à 8.000 ou 10.000 kilog.

L'argent produit en *France* provient principalement du traitement des minerais espagnols; on l'évalue à 51.000 kilog. en 1885, à 46.789 kilog. en 1886 et à 54.314 kilog. pour une valeur de 8.690.240 fr. en 1888.

En dehors des pays dont nous avons parlé spécialement, un

grand nombre d'autres contrées produisent de l'argent, et plusieurs d'entre elles fournissent des données officielles à ce sujet. Nous ne publierons pas ces renseignements pour le moment, car ils semblent de faible importance, comparés à l'ensemble de la production. Nous donnerons cependant, en les empruntant à la publication américaine que nous avons déjà citée, les quantités d'argent produites dans différents pays de 1885 à 1887, et cela pour expliquer les chiffres sommaires que nous avons adoptés.

Production de l'argent dans différents pays.

	1885	1886	1887
	kilog.	kilog.	kilog.
Espagne	(54.335)	(54.335)	(54.335)
Auriche-Hongrie	52.748	51.739	53 391
Italie	33.839	(33.839)	33.839
Japon	23.085	32.242	32.065
Russie	15.550	12.707	13.522
Colombie	9.625	9.625	24.061
Suède et Norvège	9.326	10.281	13.028

L'argent contenu dans les minerais exportés qui, suivant notre méthode, vient en déduction de la production d'un pays parce que le métal produit dans les usines étrangères est déjà compris dans la production de ces contrées, fait certainement partie des quantités attribuées ci-dessus à l'Espagne.

§ 4. — *Production moyenne des métaux précieux de* 1851 *à* 1888, *Monnayage et emploi de l'or et de l'argent. Stocks.*

Plus on consacre de temps et d'activité à l'étude consciencieuse de la statistique de la production et de l'emploi des métaux précieux, plus il est facile de se convaincre qu'à peu d'exception près les chiffres cherchés sont d'une nature très incertaine, ne pouvant prétendre qu'à plus ou moins de vraisemblance et à une tendance vers la réalité. On remarque, en outre, que les chiffres ronds cités méritent presque toujours plus de confiance que les données positives paraissant calculées au plus juste, et l'on acquiert la conviction qu'il faut continuellement procéder à la révision des évaluations. Depuis l'origine nous avons conduit toutes nos recherches dans cet esprit, et c'est dans les mêmes dispositions que nous les continuerons à l'avenir.

Pour conclure, il ne paraîtra pas superflu de comparer les données précédentes, qui comprennent les quatre années de 1885 à 1888, à celles des périodes antérieures depuis 1851, et de faire ressortir les différences importantes qui s'y présenteront. Nous ferons toutefois observer que l'exactitude de la comparaison sera légèrement atténuée par ce fait que nous avons conservé ces dernières données dans l'état où elles ont été publiées dans nos « Matériaux de 1886 » et que, pour être complètement dans la vérité, il eût fallu, afin de demeurer conséquents avec notre méthode, corriger quelques chiffres. Néanmoins l'ensemble des résultats présentés ne sera pas affecté d'une manière considérable.

Production moyenne des métaux précieux etc..... pendant différentes périodes à partir de 1851.

PÉRIODES	PRODUCTION de l'or		PRODUCTION de l'argent		RAPPORT de la production de l'or à celle de l'argent d'après la valeur		RAPPORT de valeur de l'or à l'argent
	Kil. de fin	Valeur en millions de M.	Kil. de fin	Valeur en millions de M.	Or	Argent	
1851-1860	200.569	559.6	895.552	162.5	100.0	29.0	15,03-15,86
1861-1870	190.042	530.2	1.220.167	219.5	100.0	41.4	15,09-15,72
1871-1880	173.159	483.1	2.209.838	363.4	100.0	75.2	15,43-20.17
1881-1884	149.509	417.1	2.803.636	424.6	100.0	101.8	17,83-19,05
1885-1888	159.000	443.6	3.366.000	427.4	100.0	96.4	18,86-22,65

On peut évaluer d'une manière approximative aux quantités suivantes, l'ensemble des métaux précieux produits pendant les 36 années qui se sont écoulées de 1851 à 1888 :

Or.... 7.019.338 kg. d'une valeur de 19.584,7 millions de marks.
Argent. 71.037.639 — 11.401,6 —

Nous croyons qu'en réalité les quantités d'argent et principalement d'or mises en circulation depuis 1851 pourraient être estimées comme s'élevant plus tôt au-dessus qu'au-dessous de ces chiffres malgré leur énormité apparente. En ce qui concerne la production d'un certain nombre de pays, comme par exemple du Mexique ou de la Russie, pour laquelle notre travail ne tient compte que des quantités déclarées, il est très vraisemblable que la valeur des métaux précieux qui évitent chaque année la déclaration et l'enregistrement, s'élève à plusieurs millions de marks; et il est également vrai que les productions de faible importance, disséminées en

maints endroits et dont on ne s'occupe pas dans la statistique, sont insignifiantes quand on les prend une à une pour les comparer à la production totale, mais que somme toute en prenant leur ensemble elles représentent une valeur importante.

Si l'on admet l'exactitude approximative des données sur la production de l'or et de l'argent depuis 1851, on doit involontairement se demander le mode d'emploi de ces quantités énormes et l'importance des stocks employés actuellement encore aux besoins monétaires.

Le principal mode d'emploi des métaux précieux a toujours été, jusqu'à ce jour, la transformation en instruments de circulation ; c'est ainsi que depuis 25 siècles environ, l'or et l'argent sont convertis en monnaies. Les statistiques des établissements monétaires à notre époque ne laissent rien à désirer. Nous possédons, principalement depuis le commencement de l'exploitation des richesses de la Californie et de l'Australie, des renseignements certains et complets sur les monnayages de la plupart des États. Nous connaissons ainsi les quantités de métaux précieux qui, dans les 38 dernières années, c'est-à-dire depuis 1851, ont été mises en circulation sous forme de monnaies, ou sont entrées dans les encaisses métalliques des Banques. Les chiffres suivants que le manque de place nous oblige à présenter sous une forme concise fournissent des données sur la statistique des monnaies.

Monnayage de l'or, de 1851 *à* 1888

	1851-1885	1886	1887	1888
	Mille marks	Mille marks	Mille marks	Mille marks
Angleterre et Australie (1851-1885)	4.879.302	92.570	137.310	141.000
Union monétaire latine (1851-1885)	6.847.394	23.813	19.971	2.573
Allemagne (1857-1885)	1.959.881	35.740	118.215	144.289
Pays-Bas (1851-1885).....	131.600	112	687	605
Etats scandinaves (1873-1885)	106.158	6.347	1.688	»
Espagne et Portugal (1876-1885)..	776.819	1.050	1.134	432
Autriche-Hongrie (1857-1885).....	341.824	11.138	11.078	11.401
Russie (1851-1885)	2.716.314	61.200	87.290	88.730
Etats-Unis (1851-1885).....	5.345.132	121.571	100.684	131.799
TOTAUX.....	23.104.429	353.541	478.057	520.829

On voit d'après ce tableau qu'il a été frappé en monnaies d'or dans ces pays depuis 1851 (pour quelques-uns à partir d'une date postérieure) jusqu'à la fin de 1888 une somme totale de 24,456,856,000

marks soit 8,766,000 kil. d'or fin; d'autre part, nos calculs et nos évaluations nous donnent une production d'or pendant les mêmes années d'environ 19,180,000,000 de marks, soit 6,875,000 kil. d'or fin. Ces chiffres montrent que le monnayage de l'or aurait dépassé la production de plus de 1,880,000 kil. d'or fin soit, en valeur, de 5,277,000,000 de marks. Cet excédent des frappes sur la production paraît surprenante au premier abord; mais ce fait ne peut être contesté. Il est cependant facile à expliquer, lorsque l'on considère les progrès accomplis à notre époque dans la fabrication des monnaies et que l'on se rend compte de l'importance et de la continuité des refontes et des refrappes de monnaies d'or existantes. Ces refrappes sont surtout favorisées par leur bon marché relatif et par le désir qui pousse les établissements monétaires à conserver et même à développer l'activité de leurs fabrications. Une autre cause influe également sur ce fait, c'est que les monnaies d'or de certains États ne trouvent pas d'emploi considérable dans leur pays d'origine à cause du cours forcé d'un papier-monnaie non convertible, et qu'elles ne sont pas conservées à l'étranger sous leur forme primitive. Si, dans un pays, l'influence du temps produit une usure des monnaies d'or nationales les plus anciennes, si de plus ces monnaies ne sont pas régulièrement retirées aux frais de l'État et sont par conséquent repoussées par lui dans la circulation, il arrive tout naturellement qu'avec des cours de change défavorables à ce pays, les pièces d'or de plein poids deviennent meilleur marché que les lingots et sont par conséquent refondues pour en faire des lingots.

Pour que l'on puisse se faire une idée approximative de l'importance de ces refontes et de ces refrappes de monnaies d'or (il est évident que l'on y emploie de préférence les pièces les plus récentes et les plus lourdes), nous rappellerons les faits suivants : depuis 1851, la Monnaie de Saint-Pétersbourg a frappé plus de 176.000.000 de demi-impériales, renfermant un poids d'or fin de plus de 1 million de kilogrammes et représentant une valeur d'environ 3.000.000.000 de marks. La sixième partie à peine en existe peut-être encore. Il y a aux États-Unis une règle fixe qui ordonne de refondre et de refrapper toutes les monnaies étrangères d'or et d'argent reçues par les caisses publiques. L'Allemagne avait refondu, jusqu'à la fin de 1878, pour les frappes qu'elle a effectuées à la suite de sa réforme monétaire, non compris l'or en lingots et les anciennes monnaies d'or des États allemands retirées de la circulation, des monnaies d'or étrangères représentant un poids fin

de 262.180 kilogrammes et une valeur de 730 millions de marks environ. La répartition par nationalité de ces monnaies était la suivante :

Monnaies Françaises	546.807.061	m.
» Anglaises	42.414.232	»
» Russes	68.514.775	»
» Espagnoles	17.887.994	»
Dollars et aigles des États-Unis	52.185.643	»

Et qui pourrait connaître la part des monnaies refondues dans les 616.208 kilogrammes d'or en lingots qui ont été employés aux nouvelles frappes d'or de l'Allemagne? De plus, une quantité assez importante de monnaies d'or est refondue directement chaque année par les industriels qui travaillent ce métal; dans la plupart des cas, cette manière de se procurer le précieux métal est plus commode qu'aucune autre et n'est pas plus coûteuse dans les manufactures de peu d'importance que l'achat de l'or en lingots.

Aussi complète est notre connaissance du montant des nouvelles frappes, aussi imparfaite est celle des quantités de monnaies d'or retirées de la circulation pour la fabrication d'objets de luxe, pour d'autres emplois industriels ou pour la conversion en lingots ; cette perte éprouvée par le stock monétaire métallique doit avant tout être compensée par de nouvelles frappes pour qu'il ne se produise pas un resserrement de la circulation. Ce n'est donc qu'un pur sophisme que de vouloir déduire de l'importance des frappes nouvelles qui ont lieu chaque année, l'accroissement du stock monétaire d'or d'un pays quelconque ou du monde entier. Par contre, il paraîtrait plutôt admissible de se faire une opinion sur la perte dans le cours d'une année ou d'une plus longue période en anciennes monnaies d'or, d'après le tableau comparatif des encaisses-or des banques et des caisses publiques les plus importantes à des époques déterminées et d'après l'évaluation des monnaies d'or que l'on suppose exister aux mêmes époques dans les mains du public. Suivant une évaluation approximative qui a été essayée, et cela avec des limites d'erreur très étendues, le stock monétaire existant à la fin de 1885, en Europe, en Australie et aux États Unis, y compris 5.040.000.000 de marcks qui sont conservés dans les encaisses des Banques ou quelques Trésors d'État, était de 13.400.000.000 de marks. Nos recherches n'ont pas encore porté sur le point de savoir à quelle somme on pourrait évaluer ce même stock monétaire à la

fin de 1888, ayant connaissance d'une production de 1.343 millions de marks d'or pendant ces trois dernières années et d'un monnayage de plus de 1.352 millions de marks en nouvelles monnaies d'or pendant la même période. Toutefois, il ne nous paraît pas douteux que l'ensemble du stock monétaire d'or ait augmenté d'une manière considérable. La population de l'Europe, de l'Australie et de l'Amérique du Nord s'accroît actuellement de plus de 1 1/2 p. 0/0 par an, et il est fort probable que le besoin de moyens métalliques de circulation se met au même pas, si l'on peut parler ainsi, que cet accroissement de population ; on peut donc admettre une augmentation normale du stock monétaire d'or, depuis 1885, de 600 à 900 millions de marks (soit environ 200 millions de marks par an), vu que dans l'état actuel des rapports de la circulation et des opérations de banques, la *théorie de la quantité* ne devrait pas trouver ici son application; l'usage des monnaies d'or dans les relations journalières s'est, en effet, beaucoup restreint dans un grand nombre de transactions importantes, et cette diminution dans l'emploi de l'or progressera vraisemblablement encore. Nous rappellerons à ce sujet la manière dont les monnaies d'or effectives sont remplacées en Écosse et dans les pays Scandinaves par des billets de banque de faible valeur, la diminution importante dans l'usage des monnaies d'or que l'on attend de l'émission en Angleterre des billets de banque de 1 livre sterling et, avant tout, les expériences faites aux États-Unis sur ce point. Le rapport paru récemment sous le titre de « Report of the director of the Mint upon production of the precious métals, etc. » (Washington, 1889), évalue la quantité de dollars frappés aux États-Unis, jusqu'au commencement de 1889, au chiffre approximatif de 607.605.686 dollars, dont 301.507.286, déduction faite de ceux existant dans le Trésor de l'État et les Banques nationales, devaient se trouver dans la circulation. On avait beaucoup contesté autrefois l'exactitude approximative de ces chiffres que tout le monde considère comme bons aujourd'hui ; toutefois, la connaissance de ce que sont devenues ces monnaies d'or, sans parler d'environ 40 millions de dollars qui circulent dans les États du Pacifique, demeure une énigme difficile à résoudre, Le Directeur de la Monnaie nous communique à ce sujet un extrait de la « Commercial and Financial Chronicle » de New-York, où il est dit entre autres choses : « Quant à l'or qui est en circulation, tout ce qui existe doit circuler dans les États du Pacifique, car dans les États de l'Est, de l'Ouest

et du Sud, il n'y a pas un individu sur cent qui, dans l'espace d'un an, reçoive dans ses affaires courantes un certificat d'or ou des monnaies d'or. Mettez cette observation en balance avec ce fait : Au 1er janvier 1889, il y avait 60.779.321 dollars d'argent en circulation aux États-Unis, le reste des 307 millions étant représenté par des certificats d'argent. En ce qui concerne 60 3/4 millions de dollars, nous pouvons affirmer que toute personne qui, l'année dernière, a donné en payement de quelque achat un billet de cinq dollars, s'est vu offrir comme monnaie d'échange neuf fois sur dix un ou plusieurs de ces dollars. Une telle ubiquité pour 60 3/4 millions de dollars d'argent prouve assez clairement que s'il y avait un tant soit peu d'or monnayé dans la circulation, on en rencontrerait souvent. » — « Nous admettons qu'il y a 40.000.000 de dollars en circulation, et cependant, en déduisant ce chiffre, il reste 279.210.682 dollars (1) dont on ne peut spécifier l'usage. »... « La conclusion de ces faits est patente : ou bien 275.000.000 de dollars existent actuellement dans les caisses particulières des citoyens des États-Unis, où les chiffres de la Monnaie sont complètement erronés. Comme nous venons de le dire, c'était là une supposition à laquelle nous étions tentés de croire autrefois; mais, dans ces derniers temps, nous avons suivi avec grand soin les statistiques de l'exportation et de l'importation de l'or, en comparant les expéditions et les chiffres correspondants des pays qui reçoivent notre or ou qui nous en expédient; nous avons constaté d'autre part que les chiffres de la production et de la consommation sont établis avec la plus grande conscience, aussi avons-nous été forcés de renoncer à l'avis que nous avions émis, n'ayant pu découvrir où une erreur considérable aurait pu se glisser. »... « Nous croyons qu'il n'existe pas de faits permettant de supposer un écoulement par le Canada. Nous ne connaissons pas d'ailleurs d'autre moyen ou de théorie plausible qui nous permît d'attaquer les chiffres de la Monnaie ; il faut donc supposer que l'or disparu est thésaurisé. »

Il semble presque incompréhensible qu'une population si essentiellement pratique et recherchant autant les bénéfices que celle des États-Unis s'abandonne au penchant prédominant des nations de

(1) La différence qui existe entre ces chiffres et ceux que nous avons produits plus haut s'explique par ce fait que le stock dont il est ici question est évalué à 704.608.169 dollars, dont il y a lieu de déduire 425.395.487 dollars pour les encaisses du Trésor et des Banques et 40.000.000 pour la circulation des États du Pacifique.

l'Orient gouvernées par un despote, et thésaurise d'une manière infructueuse des métaux précieux en laissant dormir dans ses caisses plus de 1.500 millions de marks de capital métallique, sans intérêt et sans une émission correspondante de papier, pendant les périodes de calme ; mais il ne se présente, en fait, aucune autre explication plausible de l'inactivité de cette grande quantité de dollars d'or dont l'existence est incontestable. Si tel est le cas, il n'y a aucune raison de rechercher si quelques millions de dollars de plus ou de moins sont mis en réserve de cette manière et sont, en attendant, retirés de la circulation. D'autre part, il semble relativement de peu d'importance, en regard de réserves monétaires d'or aussi considérables laissées sans emploi, et de la circulation générale, que la production annuelle de l'or s'élève ou s'abaisse de quelques kilogrammes ou de quelques unités pour cent.

L'excédent de l'importation de l'or aux Indes Anglaises s'est élevé, d'après les registres des douanes de ce pays, pendant la période de 1850/51 à 1884/85, à 1.197 millions de roupies, et depuis lors, en 1885/86, à 27.629.000 roupies, et, en 1886/87, à 27.177.000 roupies. Cet écoulement d'or vers l'Inde, pays où ce métal est thésaurisé, ne doit pas être négligé dans la solution de la question de savoir où demeure l'or nouvellement produit. On peut admettre avec une assez grande vraisemblance que plus de 10 p. °/₀ de l'or produit de 1851 à 1888 ont été absorbés par l'Inde. Un travail d'ensemble sur l'emploi industriel de l'or continue à faire défaut jusqu'à présent; nous ne parlons pas évidemment des recherches faites à ce sujet aux États-Unis. Si l'on admet qu'en moyenne la moitié environ de l'or nouvellement produit à notre époque est employée dans l'industrie, il faut avouer que les raisons et les renseignements font défaut pour trouver cette évaluation trop élevée ou trop faible, mais il est vraisemblable, à notre avis, que cet emploi doit continuellement s'accroître, vu l'augmentation annuelle de la population et du bien-être général.

Monnayage de l'argent de 1851 *à* 1888

Valeurs nominales

	1851-1885	1886	1887	1888
	mille marks	mille marks	mille marks	mille marks
Angleterre (1851-1888).....	360.883	8.318	19.624	20.572
Union monétaire latine (1851-1888)	1.729.947	16 833	28.945	4.669
Allemagne (1857-1888).....	1.163.733	4.849	3.006	4.156
Pays-Bas (1851-1888).....	578.608	»	320	»
Etats Scandinaves (1873-1888)...	42.594	56	573	537
Espagne et Portugal (1876-1888).	520.103	11.698	52.140	48.107
Autriche-Hongrie (1857-1888)....	1.025.784	18.200	19.006	22.889
Russie (1851-1888).....	586.050	5.480	6.525	4.868
Etats-Unis (1851-1888).....	1.498.497	131.864	147.803	147.133
Inde Anglaise (1850/51, 1887/88).	3.428.364	199.626	88.638	207.137
TOTAUX.....	10.934.563	399.954	366.580	460.088

On peut encore citer quelques autres pays qui ont fabriqué des monnaies d'argent dans ces dernières années :

	1885	1886	1887	1888
	Mille marks	Mille marks	Mille marks	Mille marks
Japon..... environ.	26.500	37.300	43.200	(35.000)
Cochinchine (à Paris).....	5.400	13.500	13.100	4.562
Égypte (à Berlin).....	»	12.500	9.100	350

Les frappes d'argent sont données dans les tableaux précédents d'après la valeur nominale des espèces. En calculant l'importance de ces frappes d'après l'argent fin employé, on se fait une idée beaucoup plus exacte de la situation. Les monnaies d'argent fabriquées de 1551 à 1888 représentent ainsi environ 67.000.000 de kilog. d'argent fin pour une production de 67.000.000 de kilog. également pendant la même période. De très grandes quantités d'anciennes monnaies d'argent sont évidemment refondues et servent à la fabrication des nouvelles espèces ; l'évaluation en est très incertaine ; il est certain toutefois que cette opération n'atteint pas de loin pour les monnaies d'argent la même importance que pour les monnaies d'or. L'introduction de l'étalon d'or en Allemagne et dans les États Scandinaves a eu pour conséquences le retrait et la refonte dans ces pays d'une grande quantité d'anciennes monnaies d'argent (il reste cependant encore en Allemagne pour 400 à 450 millions de marks, d'anciennes pièces de 1 thaler). Les nouvelles frappes d'argent en

Espagne, en Italie, etc...., ont été faites, pour la plus grande partie, à l'aide des anciennes monnaies nationales qui avaient été retirées de la circulation. Lorsque la frappe des monnaies courantes d'argent fut suspendue dans les États de l'Union monétaire latine, en Hollande et dans d'autres pays, l'emploi de ce métal à des usages monétaires (deux pays dont nous allons nous occuper plus loin présentent cependant une brillante exception) devint très faible, surtout vis à vis de la production toujours croissante. Les deux pays auxquels nous venons de faire allusion, sont les États-Unis et les Indes Anglaises, dont les ateliers monétaires ont toujours été, jusqu'à ce jour en pleine activité. Nous donnons ci-dessous, évaluées en kilog. d'argent fin, les frappes qui ont été effectuées dans ces pays.

	MONNAYAGE de l'argent aux Etats-Unis	MONNAYAGE de l'argent aux Indes-Ang.	ENSEMBLE	PRODUCTION totale de l'argent	PRIX MOYEN de l'argent à Londres
	kilog. de fin	kilog. de fin	kilog. de fin	kilog. de fin	Pence par once
1877	683.200	672.400	1.335.600	2.388.600	54 13/16
1878	685.500	1.739.200	2.424.700	2.551.400	52 9/16
1879	683.400	778.200	1.461.600	2.507.500	51 1/4
1880	660.000	1.105.300	1.765.300	2.480.000	52 1/4
1881	672.300	471.500	1.143.800	2.592.600	51 11/16
1882	673.000	312.700	985.700	2.769.100	51 5/8
1883	703.700	785.600	1.489.300	2.895.500	50 9/16
1884	686.600	442.600	1.129.200	2.957.300	50 5/8
1885	697.000	644.200	1.341.200	3.176.000	48 5/8
1886	772.000	1.099.600	1.871.600	3.238.000	45 3/8
1887	846.800	493.500	1.240.300	3.414.000	44 5/8
1888	794.700	1.153.400	1.948.100	(3.637.000)	42 7/8
TOTAUX.	8.558.200	9.798.200	18.256.400	34.607.000	

D'après ce tableau, les établissements monétaires des États-Unis et de l'Inde Anglaise ont monnayé un peu plus de la moitié de l'argent produit pendant la même période. Quel a été l'emploi de l'argent n'ayant pas servi au monnayage et dont le montant est de 1.370.000 kilog. environ. Il est très difficile de répondre d'une manière satisfaisante sur ce point et l'on est obligé de se contenter d'une évaluation approximative. Si l'on estime à 300.000 ou 400.000 kilog. en moyenne (déduction faite des matières provenant d'anciennes monnaies retirées, mais y compris les pertes accidentelles ainsi que celles occasionnées par le frai) l'argent employé chaque année pour la fabrication des monnaies par les États de l'Europe et de l'Amérique, depuis la grande réforme monétaire qui a commencé en 1870, il reste encore 1.000.000 de kilog. dont il

faut expliquer l'emploi. On peut évaluer vraisemblablement à 400.000 ou 500.000 kilog. l'argent qui s'écoule vers l'Asie et l'Afrique, non compris les matières nécessaires à la frappe des roupies et dont nous avons déjà tenu compte. La moyenne de l'importation de l'argent dans l'Inde Anglaise est plus élevée que celle du monnayage dans ce pays ; en outre, il convient d'ajouter à cette importation les frappes effectuées pour la Cochinchine et Hong-Kong, celles du Japon, les piastres mexicaines qui trouvent leur placement dans les colonies des Détroits et en Chine, les envois d'argent de la Hollande à Java, les thalers de Marie-Thérèse exportés en Afrique, les monnaies exportées par Kiachta, etc... On peut trouver trop élevée ou trop faible notre évaluation à 400.000 ou 500.000 kilog. en moyenne de l'argent qui s'est écoulé chaque année vers ces pays, nous la conserverons néanmoins dans notre travail. Il est évident d'autre part que l'évaluation des quantités d'argent employées dans l'industrie est également très incertaine, et que l'on peut trouver le chiffre de 500.000 kilog. trop élevé ou trop faible. En regard de ces données approximatives, on peut affirmer avec confiance que, d'une manière ou d'une autre, il a dû se produire, dans ces deux dernières années, un emploi de l'argent correspondant à l'augmentation de la production. On ne connaît pas, en effet, l'importance des quantités d'argent qui se sont amassées chez les producteurs ou les commerçants, et il est certain d'un autre côté que tout l'argent apporté sur le marché trouve dans un temps très court son écoulement, même à un prix de baisse. Il est certain qu'un changement dans la politique monétaire des États-Unis ou de l'Inde Anglaise, qui serait suivie dans ces pays de la suspension ou de la limitation de la frappe de l'argent, aurait une influence sérieuse sur le futur rapport de valeur des métaux précieux. C'est donc dans ces deux contrées que réside la solution proprement dite de la question de l'argent.

Gœttingen, le 12 août 1889.

V

TRAVAUX POUR LE CONGRÈS MONÉTAIRE

Présentés par M. Ottomar Haupt

Évaluation des Stocks monétaires
dans le monde en 1889 (millions de francs).

1° *Pays à double étalon.*

Pays	Or	Argent	Monnaie d'appoint	Billon	Billets à découvert.
France	3.800	3.400	300	65	366
Belgique	270	280	41	15	260
Italie	460	72	150	76	876
Suisse	80	73	25	5	63
Grèce	3	»	11	5	97
Pays-Bas	170	280	15	4	140
Espagne	200	530	190	57	420
Roumanie	20	47	30	6	78
Turquie	370	180	50	»	»
États-Unis	3.520	1.575	375	85	1.500
Totaux	8.893	6.437	1.187	318	3.800

2° *Pays à étalon d'or.*

Pays	Or	Monnaie d'appoint	Billon	Billets à découvert
Allemagne	2.900	560 (1)	56	600
Angleterre	2.700	540	40	300
Australie	550	37	»»	»»
Canada	80	30	»»	220
Cap de Bonne-Espérance	170	12	»»	»»
Malte-Gibraltar	40	10	»»	»»
Danemark	70	26	1	34
Norvège	30	7	1	25
Suède	60	22	1	78

(1) Les anciens thalers dont le stock s'élève à environ 560 millions de francs continuent à former valeur légale pour toute somme à raison de 3 marks en or.

Finlande	20	12	1	»»
Portugal	230	50	11	24
Egypte	670	27	2	»»
République-Argentine	350	14	2	400
Brésil	100	30	4	400
Cuba	100	5	»»	220
TOTAUX	8.070	1.382	119	2.301

3° *Pays à étalon d'argent.*

PAYS	OR	ARGENT	MONNAIE d'appoint	BILLON	BILLETS à découvert.
Autriche	200	340	70	24	1.000
Russie	950	33	190	25	1.670
Chine	»»	3.750	»»	»»	»»
Inde	»»	4.000	»»	»»	»»
Straits	»»	600	»»	»»	»»
Bolivie	»»	10	»»	»»	»»
Colombie	»»	20	»»	»»	»»
Chili	»»	20	»»	»»	»»
Japon	470	220	84	44	280
Mexique	20	240	»»	2	»»
TOTAUX	1.640	9.233	344	95	2.950

Encaisses métalliques des grandes Banques

dans les trois dernières années (en millions de francs).

	Fin 1886		Fin 1887		Fin 1888	
	Arg.	Or.	Arg.	Or.	Arg.	Or.
Banque de France (1)	1.114	1.252	1.193	1.115	1.235	1.016
— d'Allemagne	237	600	239	720	239	834
— d'Angleterre (2)	»»	470	»»	498	»»	484
— Nationale d'Italie	23	185	39	180	40	195
— d'Émission	20	120	17	132	31	146
— de Belgique	29	70	28	70	30	63

(1) En juin 1889, l'encaisse-or à la Banque de France s'élevait déjà à 1.147 millions, et en septembre elle avait atteint 1.330 millions, présentant ainsi une augmentation de 314 millions dans l'espace de cette année.

(2) En juin 1889, la Banque d'Angleterre disposait de 593 millions de francs en or.

Banque d'Espagne.....	190	50	200	67	213	67
— Néerlandaise ...	204	144	206	102	170	126
— de Russie.....	4	841	4	841	4	841
— de Suisse.....	21	51	24	54	23	54
— de Norvège.....	»»	42	»»	55	»»	62
— de Suède.....	4	19	6	22	6	21
— d'Émission Suède	15	12	17	11	17	11
— de Danemark...	»»	68	»»	80	»»	77
— Aust.-Hongroise	277	166	290	177	308	147
— de New-York...	»»	372	»»	356	»»	385
Trésor américain.....	1.158	1.206	1.265	1.525	1.300	1.625
TOTAUX.....	3.296	5.668	3.528	6.005	3.616	6.154

Frappe de l'argent aux Indes et en Amérique

mise en rapport avec la production annuelle (en kilos d'argent fin).

Années	Frappe aux Indes	Frappe en Amérique	Total	Production. totale
1877	672.400	683.200	1.355.600	2.388.600
1878	1.739.200	685.500	2.424.700	2.551.400
1879	778.200	683.400	1.461.600	2.507.500
1880	1.105.300	660.000	1.765.300	2.480.000
1881	471.500	672.300	1.143.800	1 592.600
1882	312.700	673.000	985.700	2.769.100
1883	785.600	703.700	1.489.300	2.895.500
1884	442.600	686.600	1.129.200	2.957.300
1885	644.200	697.000	1.341.200	3.176.000
1886	1.099.600	772.000	1.871.600	3.238.000
1887	493.500	846.800	1.240.300	3.414.000
1888	1.153.400	794.700	1.948.100	3.637.000
TOTAUX..	9.698.200	8.558.200	18.156.400	34.607.000

VI

NOTE STATISTIQUE

Adressée au très honorable G.-J. GOSCHEN, M. P., Chancelier de l'Échiquier.

Par Sir Rawson William Rawson
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

(*Traduction*)

Cher Monsieur Goschen,

M. Chaplin a donné avis d'une motion à la Chambre des Communes au sujet du bimétallisme. Je crois que l'information contenue dans le tableau annexé jette un jour qui a sa valeur sur cette question. En conséquence, je prends la liberté de vous la communiquer, après l'avoir fait imprimer pour son plus commode examen par vous-même et par d'autres.

Le but du tableau est de montrer, en ce qui concerne le Royaume-Uni, et pour autant d'années que possible :

1° Le rapport, entre d'une part, l'argent à son prix sur le marché, évalué en or à son prix-étalon de 3 liv. 17 sh. 10 d. (£ 3.18 s. 0 d.), et, d'autre part, le prix moyen des marchandises importées ;

2° Le pouvoir d'achat de l'or à son prix-étalon et de l'argent à son prix sur le marché ;

3° Le rapport du pouvoir d'achat de l'argent à celui de l'or.

J'omets les années 1854-5 parce que les prix furent alors anormalement affectés par la guerre de Crimée. Je fais porter ma comparaison sur les années 1856-7 et 1886-7 plutôt que sur 1887-8, les deux dernières de la série, parce que les deux précédentes se ressemblent entièrement, tandis que l'année 1888 diffère très considérablement de chacune d'elles. Mais j'ai ajouté une seconde comparaison avec la seule année 1888. Je ne prends pas une plus grande étendue d'années pour la comparaison, parce que 1858 et 1859 furent des années exceptionnelles, qui ont été suivies par des années ressemblant entièrement à 1856-7.

J'expliquerai d'abord la composition du tableau, et j'indiquerai ensuite les conclusions à en tirer.

La colonne n° 2 montre le prix moyen des marchandises importées, par tonne de registre. Les chiffres sont tirés de ma « *Suite à la*

Revue des tarifs et du commerce de l'Empire britannique dans laquelle la méthode de calcul est entièrement expliquée, méthode qui a été examinée et approuvée par des juges compétents.

La colonne 3 montre le prix moyen, sur le marché, de l'argent en barres.

La colonne 4 montre le rapport du prix de l'argent sur le marché dans la colonne 3 au prix des marchandises de la colonne 2, compté en or au prix étalon de £. 3. 17 s., 10 d. (L. 3. 18 s. 0 d.).

Les colonnes 5 à 7 montrent les quantités en poids d'or et d'argent respectivement requises pour acheter une tonne de registre des importations suivant la valeur de celles-ci dans la colonne 2.

a. Colonne 5: quantité d'or au prix-étalon de £ 3. 17 s. 10 d. (£ 3. 18 s. 0 d.), par once.

b. Colonne 6: quantité d'argent à un prix fixe de 60,83 d. par once, qui est l'équivalent du rapport de 15,50 à 1.

c. Colonne 7 : quantité d'argent au prix moyen sur le marché dans l'année.

La colonne 8 montre le rapport du pouvoir d'achat de l'argent au prix sur le marché dans l'année, et celui du prix de l'or au prix étalon de £ 3. 18 s. 0 d. par once.

Voici maintenant les principales conclusions qu'il semble possible de tirer de ce tableau.

1° En comparant les deux premières années 1856-7 avec les années 1886-7, il résulte des colonnes 2 et 5 que les prix moyens des marchandises ont baissé, ou, en d'autres termes, que la hausse de l'or a été de 34 pour cent. En ne faisant la comparaison qu'avec la seule année 1888, le changement a été un peu moindre : 32 1/2 pour cent.

2° Mais la colonne 3 montre que le prix de l'argent a baissé en 1886-7 seulement de 28,6 pour cent, ou 5,4 pour cent de moins que celui de toutes les autres importations. En 1888, la différence a été seulement de 2 1/2 pour cent.

3° La colonne 4 montre que le rapport du prix de l'argent suivant sa valeur sur le marché au prix des marchandises qui, en 1886-7, était de 15,4 à 1 ou à peine au-dessous du rapport-étalon avec l'or (15 1/2), est monté en 1886-7 à 17 : 1, soit de 10,4 pour cent. En 1888, il était retombé à 16,1, soit une hausse de 4,3 pour cent seulement. En d'autres termes, jusqu'en 1888, l'argent s'est mieux tenu que les autres marchandises; mais, pendant cette année, son prix est retombé lourdement, tandis que la valeur

des autres marchandises s'élevait légèrement; et, en conséquence, l'argent retomba à 16,1.

4° On verra dans la colonne 3 que, à l'exception de l'année 1861, l'argent s'est tenu au-dessus de son prix-étalon de 60,83 d. jusqu'en 1869, et qu'il ne commença à baisser matériellement qu'en 1873, et qu'en 1888 il était tombé d'une chute presque ininterrompue à 29,5 pour cent au-dessous de l'étalon ; mais la colonne 4 montre que, par rapport au prix des marchandises, il fut bien plus instable avant 1869, qu'entre cette année et 1888, les variations étant plus fréquentes et plus soudaines, et presque également importantes.

5° Les colonnes 5 et 6 montrent nécessairement les mêmes résultats comparatifs que dans la colonne 2. La colonne 6 a été calculée pour établir une comparaison avec la colonne 7.

6° La colonne 7 montre, d'accord avec la colonne 4, que le pouvoir d'achat de l'argent a été de 9,4 pour cent plus grand en 1886 et 1887 qu'en 1856-7 ; mais, en 1888, il a été seulement de 3,2 pour cent plus grand. Elle montre aussi très clairement la violence des fluctuations en 1858, 1864, 1867, 1885 et 1888; ainsi que la stabilité comparative entre 1869 et 1885, la grande hausse ayant commencé en 1882, avec des interruptions en 1884 et en 1888.

7° La dernière colonne n° 8 montre, en ce qui concerne le rapport de l'argent à l'or durant la période, que de 1856 à 1872, le rapport ne s'éleva jamais au-dessus du rapport-étalon de 15 1/2 à 1, et qu'en douze de ces dix-sept années, il se tint légèrement au-dessous. En 1873-4, il s'éleva un peu ; en 1875-6, il haussa rapidement, et depuis lors il est monté, avec des fluctuations, jusqu'à 21,8, et au plus haut à 43,4 pour cent en 1888.

8° Un point très important est qu'en 1888 le rapport de l'argent aux marchandises et son pouvoir d'achat, comme le montrent les colonnes 4 et 7, n'ont que peu varié sur ceux de 1856, mais que ce peu a été en sa faveur. En 1888, le rapport s'est élevé de 15,6 à 16,1 pour 1 ; c'est-à-dire, en d'autres termes, que 80 onces d'argent auraient servi à acheter autant que 82 (81,9) onces environ en 1856.

9° Un autre point à considérer est que ce chiffre de 80 onces est la moyenne exacte des 33 années, et que, durant la période entière, le pouvoir d'achat n'a jamais varié de plus de 5 pour cent au-dessus ou au-dessous de la moyenne, excepté en trois occasions, savoir : 1858, 1863-66 et 1885-87.

J'ai l'honneur d'être, cher M. Goschen, votre très dévoué.

RAWSON W. RAWSON

Londres. Mai 1889.

ANNÉES	PRIX MOYEN des marchandises importées par tonne de registre	PRIX MOYEN de l'argent par once standard	RAPPORT de L'ARGENT au prix des marchandises (15,5 étant le rapport étalon avec l'or)	QUANTITÉS D'OR ET D'ARGENT respectivement nécessaires à l'achat d'une tonne de registre d'importation, en moyenne			
				OR à L 3.18 s par once standard	ARGENT à 60,83 d par once standard	ARGENT au prix moyen de l'année	Rapport du pouvoir d'achat de l'argent à celui de l'or
1	2	3	4	5	6	7	8
	£	d		oz	oz	oz	
1856	20,9	61,25	15,6	5,36	82,4	81,9	15,2
7	21,5	61,75	15,2	5,51	84,8	83,5	15,1
8	18.6	61,25	17,5	4,77	73,3	72,8	15,2
9	19.7	62,0	16,8	5,05	77,7	76,2	15,1
1860	20,9	61,75	15,7	5,36	82,4	81,2	id.
1	20,5	60,75	id.	5,25	80,9	80,9	15,4
2	21,0	61,5	15,6	5,38	82.8	81,9	15,2
3	22,3	61,25	14,6	5,64	88,0	87,3	15,5
4	24,3	id.	13,4	6,23	95,8	95,1	15,2
5	22,3	61,0	14,6	5,64	88,0	87,7	15,5
6	22,2	id.	id.	5,69	87,5	87,3	15,3
7	20,6	60,5	15,6	5,28	81,2	81,7	15,5
8	21,2	id.	15,1	5,43	83,6	84,1	id.
9	20,4	id.	15,7	5,23	80,5	80,9	15,4
1870	20,3	id.	15,9	5,20	80,0	80,5	15,5
1	20,1	id.	16,0	5,15	79,2	79,7	15,4
2	19,8	60,25	16,3	5,07	78,1	78,8	15,5
3	19,7	59,25	16,0	5,05	77,7	79,9	15,8
4	19,4	58,25	id.	5,10	78,5	80,0	15,7
5	19,6	56,75	15,4	5,02	77,3	82,9	16,5
6	17,8	52,75	15,7	4,56	70,2	80,9	17,7
7	id.	51,75	16,4	id.	id.	78,0	17,1
8	17,3	52,5	16,1	4,43	68.2	79.0	18,0
9	17,2	51,25	15,9	4,41	67,9	80,5	18,2
1880	17,1	52,25	16,3	4,38	67,4	78,1	17,9
1	id.	51,75	16,1	id.	id.	79,2	18,0
2	16,6	51,5	16,5	4,25	63,5	77,3	17,2
3	16,2	50,5	16,6	4,15	63,9	77,0	18,5
4	16,8	id.	16,1	4,30	62,3	79,8	19.7
5	14,4	48,5	17,9	3,69	56,8	71,2	19,3
6	14,1	45,25	17,0	3,61	55,6	74,8	20,7
7	13,9	44,5	id.	3,56	54,8	75,0	21,0
8	14,3	42,87	16,1	3,66	56,4	80,0	21,8
Pourcentages : Différence entre la moyenne de 1886-7.... et celle de 1856-7.	Diminution 34,0	Diminution 28,6	Augmentation 10,4	Diminution 34,0	Diminution 34,0	Diminution 9,4	Augmentation 37,6
entre 1888..... et la moyenne de 1856-7.....	Diminution 32,5	Diminution 30,0	Augmentation 4,3	Diminution 32,5	Diminution 32,5	Diminution 3,2	Augmentation 43,4

VII

MÉMOIRE

Relatif à la situation monétaire des Pays-Bas

Présenté au Congrès Monétaire International, par M. G.-M. Boissevain (d'Amsterdam).

Les lois dont dépend actuellement la situation monétaire des Pays-Bas, par rapport à la monnaie-étalon, sont au nombre de trois ou quatre : la loi du 26 novembre 1847 (b. d. l. 69); les lois du 6 juin 1875 (b. d. l. 117) et du 9 décembre 1877 (b. d. l. 215), dont la seconde ne fait que prolonger indéfiniment l'état de choses établi seulement provisoirement par la première ; et la loi du 27 avril 1884 (b. d. l. 97.)

Par la loi du 26 novembre 1847 le système de l'étalon unique d'argent fut adopté pour les monnaies néerlandaises, et les monnaies-étalons suivantes furent créées :

Le florin, qui — est-il dit dans la loi — est l'unité du système monétaire des Pays-Bas ;

Le rixdale ou pièce de 2 florins et demi ;

Le demi-florin.

Le contenu du florin fut fixé à 9 grammes 450 d'argent fin ;

Poids : 10 grammes, avec une tolérance de 3 millièmes de ce poids, tant au-dessus qu'au-dessous,

Titre : 945/1000 avec 1 1/2 millième de tolérance ;

Poids du rixdale : 25 grammes, avec tolérance de 2/1000es

Poids du demi-florin : 5 grammes, avec tolérance de 5|1000es

Le titre des deux est semblable à celui du florin et la même tolérance est accordée pour eux.

La liberté de la frappe des monnaies-étalons d'argent (à la Monnaie du Royaume) est expressément reconnue par la loi. Le prix du monnayage serait fixé par décret, ce qui fut fait par décret du 29 juin 1848 à 1 fl. 20 par kilogramme pour toutes les monnaies-étalons d'argent ; prix modifié par décret du 19 novembre 1857 à 1 florin pour les rixdales, 1 fl. 15 pour les florins et 1 fl. 55 pour les demi-florins.

La loi du 6 juin 1875 revenant sur la décision prise par la loi de 1847, adopta comme monnaie-étalon, en outre des monnaies-

étalons d'argent, la pièce en or de dix florins, qui fut créée comme suit :

Contenu : grammes 0,6048 d'or fin par florin,

Poids : grammes 6,720 avec tolérance de 2 millièmes de ce poids,

Titre : 900/1000es avec 1 1/2 millième de tolérance.

La liberté de la frappe de la pièce de dix florins en or (à la Monnaie du Royaume) fut expressément reconnue par la loi, contre un monnayage fixé par décret à 5 florins par kilog; mais par contre la fabrication libre des monnaies-étalons d'argent, qui avait déjà été suspendue une première fois du 27 mai 1873 jusqu'au 1er mai 1874, et de nouveau depuis le 11 décembre 1874, resta suspendue provisoirement jusqu'au 1er janvier 1877, — terme qui fut prolongé par la loi du 30 décembre 1876, jusqu'au 1er janvier 1878, — et indéfiniment par la loi du 9 décembre 1877.

Par la loi du 27 avril 1884, il ne fut pas introduit de nouvelle modification dans le système monétaire des Pays-Bas, mais elle autorisa le ministre des finances « au cas et pour autant qu'il le jugera nécessaire en vue de la situation monétaire » à faire démonétiser un montant de 25 millions de florins monnaie-étalon d'argent au maximum, et à faire vendre cet argent en lingots par l'entremise de la Banque Néerlandaise.

Ce qui donne sa grande signification à cette loi, c'est le but que le législateur s'est proposé en la décrétant, à savoir « le maintien de la valeur de la monnaie néerlandaise en général au pair de la valeur intrinsèque de la monnaie-étalon d'or ». Ce but est clairement exprimé dans l'exposé des motifs de la loi, ainsi que dans une note du gouvernement en date du 10 juin 1884, par laquelle le gouvernement tint à expliquer lui-même l'origine et le but de la loi.

Ainsi ladite note dit au sujet du but de la loi : « Partant de l'hypothèse que la Banque (Néerlandaise) n'aurait plus d'or pour les besoins du commerce, ce projet de loi lui donnait la faculté de mettre à la disposition des banquiers des lingots d'argent, provenant de la fonte de rixdalers, à des prix qui rendent l'envoi des lingots d'argent absolument pareil à celui de l'or. Le prix de l'argent étant noté journellement à Londres, la tâche de la Banque, agissant comme agent du Gouvernement est assez simple. L'or faisant défaut, elle cède au commerce des lingots d'argent, dont le prix est fixé d'après celui du marché de Londres. La perte provenant de la différence entre le prix nominal des rixdalers et le prix

réel des lingots qui proviennent de cette fonte est supportée par l'État ». Et encore : « Pour bien juger la mesure que le Gouvernement est autorisé à mettre à exécution par la loi du 27 avril dernier, il faut surtout se rendre compte du mal qu'entraînerait pour les habitants de notre pays une dépréciation de 15 ou 20 °/₀ (ceci s'écrivait en juin 1884) de son numéraire. La dépréciation de l'argent comme métal ne s'est heureusement pas encore étendue aux monnaies. Il s'agit donc de se prémunir contre cette éventualité. En mettant des lingots d'argent à la disposition du commerce, quand l'or est sur le point de disparaître, ces lingots remplaceront l'or pour les remises en métal, et le commerce se verra protégé contre une hausse des cours du change au-dessus des maxima existants (dans la parité-or) et contre une élévation possible du taux de la rente (de l'intérêt, escompte et intérêt sur avances). Cette mesure aura en outre l'immense avantage d'empêcher les monnaies de devenir trop abondantes, car de la trop grande abondance découle la dépréciation ».

Afin de bien se rendre compte de la portée de la loi il sera aussi utile de consulter un opuscule de MM. le Dr A. Vrolik, ancien ministre des finances, et N.-G. Pierson, actuellement président de la Banque Néerlandaise, délégués des Pays-Bas à la Conférence Monétaire Internationale de 1881, intitulée : *La situation monétaire des Pays-Bas en* 1883 ». Ce mémoire fut présenté par les auteurs au congrès scientifique qui fut tenu au mois de septembre 1883 à Amsterdam, et contient entre autres la lettre qui fut adressée en septembre 1882 par eux-mêmes au ministre des finances pour l'engager à proposer la mesure qui fait l'objet de la loi.

La monnaie-étalon des Pays-Bas consiste donc actuellement en monnaie-étalon d'argent et monnaie-étalon d'or. Ces deux sortes de monnaies sont « monnaie légale » pour tous payements à faire, c'est-à-dire que les deux ont puissance libératoire illimitée. Mais la frappe libre de la monnaie-étalon d'argent est suspendue indéfiniment et celle de la monnaie-étalon d'or est seule autorisée.

De fait, le législateur a donc réduit la monnaie-étalon d'argent à une position qui est intermédiaire entre la véritable monnaie-étalon et la monnaie d'appoint. Elle fait encore office de monnaie-étalon

dans les payements qui se font à l'intérieur du pays, mais sa valeur, qui en vérité est devenue une valeur fiduciaire, se règle uniquement sur la valeur de la monnaie-étalon d'or. Celle-ci est la seule véritable monnaie-étalon, celle qui peut servir pour liquider les transactions internationales comme pour les payements à l'intérieur, qui peut être exportée sans que les changes se départent du niveau actuel et qui peut être augmentée par de nouvelles frappes. Et cette position n'est pas seulement accidentelle mais voulue, comme il résulte clairement de ce qui vient d'être dit au sujet de la loi de 1884.

Le rapport de valeur qui a été adopté entre le métal or et le métal argent en 1875, lorsque l'étalon d'or fut adopté à côté de l'étalon d'argent, est de 1 : 15,625, le florin d'argent contenant 9,450 grammes d'argent fin, et la monnaie d'or 0,6048 grammes d'or fin par florin.

La commission monétaire de 1872 avait proposé dans son premier rapport la pièce d'or de 10 florins, à 0,60966 grammes d'or fin par florin afin de se conformer au rapport entre l'or et l'argent de l'Union latine, et dans son second rapport la pièce d'or de 10 florins, à 0,60561 grammes d'or fin par florin, pour revenir au rapport entre l'or et l'argent adopté par le législateur en 1847, quand on passa de l'étalon d'or à l'étalon d'argent. Mais le Gouvernement proposa la pièce de 10 florins à 0,6048 grammes d'or fin, pour que 12 florins de monnaie néerlandaise fussent à peu près égaux à 25 francs;

$$(1 \text{ fr.} = 0.6048 \times 12 = 7.2576$$

$$20 \text{ fr.} = \frac{5.8065 \times 25}{20} = 7.2581) \text{ ce qui fut adopté.}$$

Quant à la situation monétaire présente aux Pays-Bas, elle est comme suit :

D'après de calculs communiqués par le Président de la Banque Néerlandaise dans son dernier rapport annuel et fondés sur les calculs de l'Intendant et du Conseil de la Monnaie, la circulation

monétaire aux Pays-Bas était au 31 décembre 1888, en chiffres ronds, de

150.252.000 florins monnaie-étalon d'argent et monnaie d'appoint (1),
47.495.000 florins monnaie-étalon d'or.

Sur ces sommes, la Banque avait en caisse :

89.915.000 fl., monnaie-étalon d'argent et monnaie d'appoint.
23.158.000 fl., monnaie d'or.

(De plus, elle avait en caisse, à ladite époque, environ 37.500.000 florins d'or en lingots et en monnaies étrangères),

Et il y avait en circulation active dans le pays :

60.337.000 fl., monnaies-étalons d'argent et monnaies d'appoint et
24.437.000 fl., monnaie d'or.

D'après le bilan hebdomadaire de la Banque du 31 août dernier, celle-ci avait en caisse à ce jour :

75.900.000 fl. monnaie-étalon d'argent et m. d'appoint
23.100.000 » monnaie d'or
43.300.000 » or en lingots et en monnaies étrangères

ensemble : 142.300.000 fl. formant la couverture métallique de Fl. 206.100.000 billets en circulation, et, en outre, son portefeuille de devises sur l'étranger s'élevait à 37.400.000 florins.

A cette date la circulation monétaire et fiduciaire dans le pays devait s'élever à environ :

(1) D'après les calculs de l'Intendant de la Monnaie, la somme de 150.252.000 florins, monnaie d'argent et d'appoint, qui se trouvait à la Banque et en circulation active au 31 décembre dernier, se composait comme suit :

Monnaie-étalon d'argent			140.803.000	florins
Monnaie d'appoint d'argent				
à 25 c.	3.898.000	florins		
à 10 «	3.521.000	»		
à 5 «	248.000	»		
ensemble :	7.667.000	»	9.449.000	»
Monnaie d'appoint en bronze	1.782.000	»	150.252.000	»

60.000.000 fl., monnaie-étalon d'argent et m. d'appoint (1);
24.500.000 fl., monnaie d'or;
206.100.000 fl., billets de la banque;
12.000.000 fl., billets de l'État.

Il résulte de ces chiffres qu'à ladite date (fin août dernier) la circulation monétaire aux Pays-Bas, prise en son entier, était composée comme suit :

Monnaie-étalon d'argent et monnaie d'appoint en circulation active	60.000.000 fl.
A la Banque	76.000.000
Total : monn.-étalon d'argent et m. d'appoint	136.000.000 fl.
Monnaie d'or en circulation active	24.500.000 fl.
» » à la Banque	23.100.000
Lingots d'or, etc	43.300.000
Portefeuille sur l'étranger à la Banque	37.400.000
Total en or ou équivalent d'or	128.300.000 fl.

Soit au total :	*Millions de florins* argent	or
Argent et or, suivant détail ci-dessus	136	128
mais en tenant compte de la réserve qui est faite par la loi de 1884, on peut diminuer encore le total de l'argent de	25	
et ajouter par contre à l'or		17
ce qui fait au bout du compte	111 contre	145

Seulement il faut aussi tenir compte de la circulation monétaire aux Indes Orientales (2) qui, comme il est connu, consiste presque

(1) La monnaie d'argent qui est sortie dernièrement des caisses de la Banque (89.900.000 fl. au 31 décembre 1888 et seulement 75.900.000 fl. au 31 août dernier) n'est pas entrée dans la circulation du pays, mais a été exportée aux Indes Orientales (Java), qui, au cours d'un peu plus d'un an, ont absorbé environ 23 millions de monnaie argent. Au 31 décembre 1887, l'encaisse-argent et monnaie d'appoint de la Banque s'élevait à 98.469.000 fl.

(2) Le système monétaire des Indes Orientales a été réglé par les lois du 1er mai 1854 (b. d. l. 75) et du 28 mars 1877 (b. d. l. 42). La première de ces deux lois décréta que les monnaies-étalon desdites Indes seraient le florin des Pays-Bas qui, — y est-il dit, — serait aussi l'unité monétaire des Indes néerlandaises, le rixdale et le demi-florin. La seconde adopta pour les Indes comme pour les Pays-Bas comme monnaie d'étalon, en outre des monnaies étalon d'argent, la pièce de dix florins en or, créée par la loi du 4 juin 1875.

uniquement en monnaie - étalon d'argent et en monnaie d'appoint. Il n'y a, pour ainsi dire, pas du tout de monnaie - étalon d'or dans la circulation active, et la Banque de Java n'en a qu'un stock peu important (1).

Il est impossible de faire une évaluation quelque peu exacte du montant de la monnaie en circulation aux dites Indes. M. Haupt dans son livre : *L'Histoire monétaire de notre temps*, l'évaluait à 190 millions, mais la justesse de cette évaluation est fortement contestée. Un montant de 100 millions, y compris l'encaisse-argent de la Banque de Java, sera probablement bien plus près de la réalité. Mettons 125 millions d'argent, et avec 5 millions d'or à la dite Banque, nous trouvons alors comme total général pour les Pays-Bas et les Indes :

236 millions de monnaie d'argent
et 150 millions de monnaie d'or (ou équivalents).

Mais en considérant ainsi la situation monétaire des Indes et celle des Pays-Bas comme formant un seul ensemble, il faudra aussi tenir compte du fait qu'il y a alors à ajouter un territoire de grande importance à celui de la mère patrie pour la circulation monétaire-fiduciaire.

En dernier lieu, il faudra toujours aussi, pour bien apprécier la situation monétaire des Pays-Bas, ne pas oublier que la Banque Néerlandaise, qui par la position qu'elle occupe est la grande régulatrice de la circulation monétaire du pays, a toujours prêté et continue de prêter un secours efficace au gouvernement pour le maintien de la monnaie en général dans la parité exacte de la monnaie-étalon d'or.

A ce sujet, on ne peut faire mieux que de consulter le dernier rapport annuel du Président de la Banque Néerlandaise (le rapport du 15 mai dernier) où l'on lit ce qui suit :

« Servir l'intérêt public, telle fut aussi notre unique préoccupation, lorsqu'il fallut adopter une ligne de conduite par rapport à la situation monétaire.

« Les événements des dernières vingt années relatifs à cette situa-

(1) D'aprés le bilan du 31 mars 1889, la Banque de Java avait alors en caisse :
Monnaie-étalon d'argent et monnaie d'appoint..... 36.228.000 fl.
Et monnaies d'or, tant néerlandaises qu'étrangères..... 4.915.000

tion vous sont connus. Je m'abstiens de toute appréciation ou critique au sujet de ce qui s'est passé. Je veux seulement vous rappeler quelle en a été la portée. Le législateur a adopté l'or comme étalon monétaire, tant pour les Pays-Bas que pour les colonies, mais il n'a pas démonétisé la monnaie d'argent, et il n'a autorisé pareille démonétisation qu'en cas de nécessité, pour un montant limité. La Banque n'avait pas à se demander si elle approuvait cet arrangement ; elle devait uniquement se bien rendre compte du but que le Gouvernement s'était proposé et mettre tous ses soins à prêter son assistance à l'accomplissement de ce but pour autant que cela lui serait possible sans négliger sa tâche principale.

« Le but était double : maintenir la circulation monétaire toute entière, et ce tant ici même qu'aux colonies, dans la parité de la monnaie-étalon d'or, de manière à ce que les cours des changes sur l'étranger ne se départissent point de la parité-or; et, en second lieu, épargner autant que possible au Trésor les frais d'une démonétisation de monnaie d'argent. Quant à ce point, la Banque ne pouvait, à vrai dire, que peu de chose ; elle pouvait seulement tenir compte de cet intérêt du Trésor public en fixant le taux de l'escompte et des avances sur valeurs. Mais pour ce qui est du premier point, la ligne de conduite qui s'imposait à elle de ce chef était toute tracée. Il lui fallait veiller à ce que la monnaie d'or ne se répandît pas trop dans le pays, mais bien au contraire s'amassât le plus possible dans ses caves, afin que, si les cours des changes montaient au-dessus de la parité-or, elle en eût de fortes sommes à sa disposition. Et puis, le cas échéant, elle ne devait pas hésiter à faire usage de cet or, c'est-à-dire à céder pour l'exportation, et cela sans aucune prime, tout ce qu'il faudrait d'or pour empêcher la hausse du change. Telle est la règle de conduite à laquelle la Banque s'arrêta, et elle y est restée fidèle. Il en résulte une base certaine pour toutes les opérations commerciales du pays avec l'étranger ; l'on a maintenant la certitude que la Banque, non seulement achète toujours de l'or à un prix fixe, mais que de même elle en vend toujours à un prix également fixe ou-peu s'en faut, aussi longtemps qu'elle a ce métal en caisse et pour autant que c'est nécessaire pour prévenir la hausse des changes ».

VIII

LOI MONÉTAIRE DU GRAND-DUCHÉ DE FINLANDE

Promulguée le 9 août 1877

Traduction et communication au Congrès monétaire

Par M. le Dr L. Mechelin, sénateur de Finlande

Nous ALEXANDRE II, par la grâce de Dieu Empereur et Autocrate de toutes les Russies, Tsar de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc., d'accord avec la diète de Finlande, nous abrogeons les Manifestes impériaux du 29 décembre 1809 et du 4 avril 1860, ainsi que les règlements du 12 juin 1860 et du 8 novembre 1865, et nous décrétons la loi monétaire suivante pour le Grand-duché de Finlande :

Article premier

La monnaie finlandaise a pour base l'or comme unique mesure de valeur.

Art. 2

L'unité monétaire est le marc. Le marc se subdivise en cent pennis. L'unité de poids des monnaies est le gramme français.

Art. 3

Il sera frappé deux monnaies d'or, l'une de dix marcs, l'autre de vingt marcs. La première contiendra 2 28/31, et la seconde 5 25/31 grammes d'or fin.

Art. 4

Pour le monnayage, neuf parties d'or fin sont alliées à une partie de cuivre; l'alliage ainsi obtenu s'appelle or à monnayer.

Mille grammes ou un kilogramme d'or à monnayer donneront trois cent dix pièces de dix marcs ou cent cinquante-cinq pièces de vingt marcs.

La pièce de dix marcs pèsera par conséquent 3 7/31 grammes et la pièce de vingt marcs 6 14/31 grammes.

Art. 5

Quant au titre et au poids des monnaies d'or tels qu'ils sont fixés plus haut, il sera toléré un écart de 15/10000 au-dessus ou au-dessous du titre normal et de 20/10000 au-dessus ou au-dessous du poids normal. Cependant la tolérance en poids pour la totalité des

pièces de monnaie tirées de dix kilogrammes d'or à monnayer ne pourra pas dépasser cinq grammes.

ART. 6

Auront cours désormais comme monnaie d'appoint et pour leur valeur nominale en marcs et penni toutes les monnaies finlandaises d'argent et de cuivre, frappées jusqu'ici en vertu du Manifeste impérial du 4 avril 1860 et des règlements du 12 juin 1860 et du 8 novembre 1865. Seront par conséquent monnaies d'appoint les pièces de deux marcs, d'un marc, de cinquante penni et de vingt-cinq pennis en argent, de dix, de cinq et de un penni en cuivre. Lesdites pièces continueront à être frappées conformément aux prescriptions ci-dessous édictées.

ART. 7

Le métal qui servira au monnayage des pièces d'un et de deux marcs en argent sera un alliage de 125/144 d'argent fin avec 19/144 de cuivre, soit à peu près 860/1000 de fin. L'alliage pour les pièces de cinquante et de vingt-cinq penni sera de 750/1000 d'argent fin avec 250/1000 de cuivre.

ART. 8

La pièce de deux marcs contiendra 8,99806 grammes, et celle d'un marc 4,49903 grammes d'argent fin.

Le poids sera :

pour la pièce de deux marcs.....	10,36576 grammes
pour la pièce d'un marc.....	5,18288 grammes
pour la pièce de cinquante penni.....	2,54944 grammes
pour la pièce de vingt-cinq penni.....	1,27472 grammes

ART. 9

L'écart de titre toléré pour les monnaies d'argent sera de trois millièmes au-dessus ou au-dessous du titre légal.

L'écart de poids toléré sera :

pour la pièce de deux marcs..	12,86	millièmes au-dessus ou au-dessous du poids normal.
pour la pièce d'un marc.....	17,14	
pour la pièce de 50 penni ...	26,14	millièmes au-dessus ou au-dessous du poids légal
pour la pièce de 25 penni ...	5228	

Toutefois, la tolérance pour 2.000 pièces de 2 marcs pesées ensemble ne dépassera pas 7/10000 du poids normal, et pour

4.000 pièces d'un marc 15/10000. De même l'écart de poids toléré pour 8.000 pièces de 50 penni pesées à la fois est de 10/1000, et pour 16.000 pièces de 25 penni pesées à la fois, de 15/1000.

ART. 10

La monnaie de cuivre sera fabriquée de manière que 16 38/100 kilogrammes de cuivre donnent en monnaies une valeur nominale de 128 marcs, c'est-à-dire :

1.280 pièces de dix penni
ou 2.560 pièces de cinq penni
ou 12.800 pièces de un penni.

ART. 11

La tolérance admise pour les pièces de dix penni est de un pour cent et pour les autres monnaies de cuivre, de deux pour cent.

ART. 12

Il appartient à l'Empereur et Grand-duc de fixer les dimensions des monnaies, l'empreinte, la légende et tout ce qui concerne leur apparence extérieure.

ART. 13

Quiconque apporte à la Monnaie de Finlande au moins 40 grammes d'or pour y être convertis en espèces, recevra de la Banque de Finlande, après vérification du titre et du poids du métal, la valeur en monnaies d'or de l'or fin par lui apporté, moins une retenue d'un tiers pour cent de cette valeur pour couvrir les frais de monnayage ; mais il ne pourra être perçu aucune autre taxe ou indemnité quelconque.

ART. 14

Il ne peut être frappé de monnaie de billon pour le compte d'un autre que l'État finlandais. Les régents de la Banque feront savoir quand le besoin de monnaie de billon se fait sentir et il en sera frappé alors dans la proportion reconnue nécessaire.

ART. 15

Les monnaies d'or frappées conformément aux articles 3, 4 et 5 de la présente loi, seront reçues en payement pour quelque somme que ce soit, pourvu qu'elles ne soient rognées ni usées au delà des limites fixées ci-dessous.

Les monnaies de billon seront reçues pour tous payements par les caisses de l'État et la Banque de Finlande ; mais les particuliers ne sont tenus de les recevoir que pour l'appoint de 10 marcs en

pièces d'un et de deux marcs, de 2 marcs en pièces de 50 et de 25 penni et de 1 marc en monnaie de cuivre.

Art. 16

Toute monnaie d'or, d'argent ou de cuivre rognée, coupée, percée ou ayant subi quelque autre dommage volontaire, n'aura plus cours légal.

Art. 17

Les monnaies d'or ayant perdu par l'usure plus d'un demi pour cent du poids qu'elles doivent avoir selon l'art. 4 de la présente loi, ne pourront pas être imposées comme payement aux particuliers; mais les caisses de l'État les recevront pour leur valeur primitive tant que la perte de poids ne dépassera pas deux pour cent.

Il s'ensuit de cela que les pièces de 10 marcs doivent peser au moins 3 13/62 grammes et celles de 20 marcs au moins 6 13/31 grammes pour être reçues en payement par les particuliers; et que les pièces de 10 marcs pesant au moins 3 5/31 grammes et celles de 20 marcs du poids de 5 10/31 grammes seront encore reçues par les caisses de l'État.

Les particuliers ne sont pas tenus de recevoir en payement les monnaies de billon assez usées pour que l'empreinte ne soit pas distinctement visible, mais les caisses de l'État les recevront tant qu'il sera possible de constater qu'elles ont été frappées à la Monnaie de Finlande.

Art. 18

Les monnaies ayant cessé d'être instrument de payement légal et le billon ayant perdu plus de quatre pour cent de son poids normal ne pourront pas être remis en circulation, une fois qu'ils auront été reçus dans une caisse de l'État ou à la Banque de Finlande.

Art. 19

Chacun est admis à échanger à la Banque de Finlande une monnaie ayant perdu sa valeur légale pour d'autres que la Couronne contre une monnaie de même espèce et ayant cours.

La Banque est autorisée à échanger à la caisse du Trésor les pièces ainsi reçues contre des espèces ayant cours.

De même aussi, la Banque de Finlande, qui est tenue d'accepter et de changer les monnaies du pays, pourra toujours changer ses monnaies de billon contre de l'or à la caisse du Trésor.

IX

NOTE STATISTIQUE

Sur le développement de systèmes monétaires uniformes ou concordants, et sur l'extension du système métrique, dans les divers États du monde civilisé.

Par M. DE MALARCE

Secrétaire perpétuel de la Société des Institutions de prévoyance de France, Conseil administratif au ministère du commerce (Caisse nationale d'Épargne).

Le but de tout Congrès monétaire est, en définitive, de préparer les voies pour rallier un jour les divers peuples civilisés dans une union monétaire, non moins utile aux relations de famille et de commerce que l'Union postale universelle, par exemple. — Il peut donc être très utile, très intéressant de voir les progrès déjà réalisés dans ce sens ; et c'est pourquoi j'apporte ici une note statistique sur le développement, dans ces dernières années, de systèmes monétaires conformes ou concordants, et sur l'extension du système métrique, qui semble entraîner ce mouvement d'unification des mesures monétaires.

Cette note statistique a été commentée, le 4 février 1889, à l'Académie des sciences par M. Faye, président du Bureau des Longitudes, qui a fait ressortir comment ces constatations de progrès accomplis servent les progrès à venir.

1° Extension du système métrique des poids et mesures.

En 1887, les États où le système métrique décimal est *obligatoire* comprennent une population de 302 millions d'habitants, en augmentation de 53 millions sur 1877.

Les États où le système métrique est autorisé par la loi comme *facultatif* (Angleterre, certaines colonies britanniques, Canada, États-Unis) comprennent 96,9 millions d'habitants, en augmentation de 19 millions sur 1877.

Et les États où le système métrique est *légalement admis en principe* ou *appliqué partiellement* (*pour les douanes*) (Russie, Turquie, Inde britannique notamment) comprennent une population de 395 millions, en augmentation de 54 millions sur 1877.

Au total, le système métrique est légalement connu, dans le

monde civilisé, parmi 794 millions d'habitants (794,817,796), en augmentation de 126 millions sur 1877 ; cette augmentation est due à l'accroissement de la population des États déjà affiliés au système, et à l'affiliation de nouveaux États. Ces 794 millions d'habitants représentent une proportion de 60,6 pour 100 de la population du monde civilisé, c'est-à-dire des États qui ont des recensements ou des évaluations officielles de population, et qui comptent 1,311 millions d'habitants.

La Chine, le Japon et le Mexique ont des systèmes divers, *décimaux mais non métriques ;* ils représentent une population de 474 millions d'habitants.

Les autres peuples civilisés, non compris dans les données ci-dessus résumées, ont des systèmes *non décimaux* et *non métriques ;* ils représentent une minime fraction du monde civilisé, moins de 43 millions d'habitants.

2° *Systèmes monétaires*

Les cinq États qui forment l'Union monétaire latine de 1865 (France et ses colonies, Belgique, Italie, Suisse, Grèce) comprennent, en 1887, une population de 111 millions d'habitants.

Trois États (Autriche-Hongrie depuis 1870 ; Monaco, 1879; Finlande, 1878 ; Russie, 1887) frappent certaines pièces conformes au système français et qui ont été admises par décision du Gouvernement français dans nos Caisses publiques, et, par suite, à la circulation légale en France. Ces Etats représentent une population de 144 millions d'habitants.

Ainsi donc, 255 millions d'habitants participent à une circulation internationale suivant le système français.

Quatre États d'Europe (Roumanie, 1867 ; Espagne, 1868; Serbie, 1873 ; et Bulgarie, 1880), un Etat d'Afrique (Congo, 1887), un État d'Asie (Perse), et neuf États d'Amérique (République argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Haïti, Nicaragua, Pérou, Uruguay et Venezuela) ont frappé des monnaies conformes au système français, ou concordantes ; ils représentent une population de 56 millions d'habitants.

Au total, les États qui ont frappé des monnaies conformes au système français ou concordantes, admises ou non admises en France, comprennent 311 millions d'habitants (311,265,493), au

lieu de 162 millions en 1877 (1); *ces* 311 *millions forment* 23,7 *pour* 100 *de la population du monde civilisé* (1,311 millions).

En dehors de ces États, qui tendent à l'uniformité des monnaies suivant le système français et à une circulation internationale, restent notamment dans leurs systèmes divers et particuliers : l'Angleterre (49 millions avec ses colonies ordinaires), le Canada (4,3), l'Inde britannique (257), l'Allemagne (47), les Pays-Bas (33 avec leurs colonies), l'Union scandinave (8,8), le Portugal (4,7), la Turquie (35), le Maroc (12), la Chine (426), Siam (5,7), le Japon (38), les États-Unis (55,5), le Mexique (10), le Brésil (12,9).

Il faut reconnaître que s'il reste beaucoup à faire encore, quelque chose a été fait, et quelque chose d'assez notable, puisque depuis ces dernières années, le mouvement vers l'uniformité des monnaies s'accentue, comme on le voit par l'adjonction de l'Autriche, de la Russie et des États Hispano-américains.

(1) L'adjonction de la Russie en 1887, a apporté là un contingent de 103 millions d'habitants.

APPENDICE

DISCOURS DE M. FOXWELL

Prononcé le 14 septembre 1889 au Congrès monétaire international (6e séance) (1).

Traduction de M. Arthur RAFFALOVICH, *l'un des Secrétaires du Congrès*

Monsieur le Président,

Avec votre permission, j'ai l'intention de parler en anglais, une langue avec laquelle la plupart des membres du Congrès sont familiers. Je m'efforcerai, en parlant lentement et distinctement, de me faire comprendre du Congrès.

Mon premier devoir, monsieur, est de vous remercier, au nom des délégués anglais, de la grande courtoisie que vous nous avez témoignée hier à la Banque de France et ensuite des égards dont j'ai moi-même été l'objet, en étant autorisé à prendre la parole dans la séance de ce matin, au lieu de la fin de la séance d'hier. Tous ceux qui ont entendu hier le brillant discours de M. Passy comprendront que je n'étais pas désireux de lui succéder immédiatement.

Je dois confesser un certain étonnement de la tournure prise par les débats. Pour ma part, je pensais que nous avions été convoqués afin d'examiner dans un esprit pratique les mesures nécessaires pour parer à une crise grave. Au lieu de cela, nous avons été fort occupés à discuter les principes élémentaires de la science monétaire, principes que je croyais établis à présent et hors de toute contestation. Nous avons entendu quelques admirables discours. C'est un plaisir rare que d'écouter des discours comme ceux de M. Levasseur, de M. de Laveleye, de M. Passy et d'autres que je pourrais nommer.

Cependant, en général, nous aurions pu désirer que la discussion tendît plus directement à quelque résultat pratique, à quelque arrangement d'affaire, à quelque accord en vue d'une action future. Il se peut qu'en Angleterre la question soit plus avancée, mais il y a chez nous une aversion à consacrer son temps à autre chose qu'au côté pratique de la question, et nous avons pensé que le Congrès avait été convoqué pour examiner le sujet à ce point de vue.

Mais je ne veux pas perdre mon temps à de vains regrets. Les bimétallistes n'ont rien à redouter d'une discussion des principes élémentaires. Nous vous invitons à cette discussion, nous croyons que nous ne pouvons qu'y gagner.

Il est toutefois de première importance que nous l'entamions avec une con-

(1) Voir le texte anglais, page 201 de ce volume.

ception exacte de la situation existante. Et cela me conduit à dire ce que je crois être le principal avantage de congrès comme celui-ci. Ses membres rencontrent là une occasion excellente de se renseigner sur l'état exact de l'opinion dans les divers pays représentés.

Il me paraît clair, d'après certains comptes rendus de la presse française et certaines remarques faites au Congrès, que les délégués anglais n'ont pas réussi à donner une impression correcte de la situation en Angleterre. Je constate, par exemple, que deux journaux importants, le *Messager de Paris* et le *Journal des Débats*, ont donné un résumé insuffisant du discours de M. Grenfell. On lui fait dire que l'un des principaux obstacles au bimétallisme en Angleterre résulte de l'obstruction par les économistes. Ce qu'il a indiqué, en réalité, c'est l'obstruction à la Chambre des communes et les préjugés des économistes de la génération antérieure. Je montrerai que le bimétallisme ne rencontre pas d'opposition de la part des économistes de l'école moderne. De plus, c'est seulement le côté négatif du discours de M. Grenfell qui a été relevé. M. Grenfell a fait des réserves que, moi, comme un homme plus jeune, je puis trouver excessives, dans son désir de ne pas éveiller des espérances dans d'autres pays. Mais il a aussi parlé du grand mouvement populaire dans le Lancashire, du mouvement dans la Chambre d'agriculture, des cent bimétallistes de la Chambre des communes et de la députation extraordinairement influente, comprenant des représentants des deux Chambres du Parlement et de toutes les classes de la société, qui a été reçue au mois de mai 1889 par lord Salisbury et M. Goschen. Je me propose donc d'en dire quelques mots, avant de traiter quelques-unes des objections au bimétallisme, soulevées par M. Passy, M. du Puynode, M. Levasseur, etc.

Laissez-moi dire que je regrette de devoir de nouveau faire allusion à la position en Angleterre, dont il a déjà été tant parlé. Je regrette que, nous autres délégués anglais, nous ayons dû nous mettre tellement en avant. Nous ne supposons pas un instant que l'opinion publique anglaise mérite plus d'attention que l'opinion d'autres États européens. Mais, comme l'a dit M. Horton, la dernière Conférence internationale a mis la question de l'union monétaire dans la main de l'Angleterre, et il est naturel de se demander quelle réponse l'Angleterre peut vraisemblablement donner. Il y a encore une autre raison de s'appesantir sur l'opinion anglaise. Celle-ci a subi une évolution remarquable depuis dix ans, et il n'est pas sûr qu'on apprécie complètement à l'étranger la portée de ce changement. Bien qu'en France vous ayez un système monétaire bimétallique, je doute que, jusqu'à une époque récente, vous ayez compris clairement les principes sur lesquels repose ce système. Vous étiez bimétallistes sans le savoir avant Wolowski. En tout cas, c'est une erreur de croire que les Anglais aient été des monométallistes conscients. Ils étaient monométallistes par des préjugés fondés sur un accident historique, mais, jusqu'en 1879, la question du double ou du simple étalon n'avait jamais été épuisée, elle n'avait même pas été clairement soulevée. Depuis lors, la question est venue à l'ordre du jour. Elle a été examinée dans une foule d'é-

crits, de discours et d'articles. Nous avons eu une commission parlementaire singulièrement compétente, qui a reçu des dépositions de tous les côtés, et qui a publié un rapport très complet.

Le résultat, c'est que l'opinion des hommes intelligents, à l'esprit ouvert, a progressé sans interruption dans le sens du bimétallisme. Prenez, par exemple, la question vitale de la fixité du rapport. Il y a quinze ans, l'opinion des économistes en Angleterre aurait déclaré qu'il était arbitraire et impraticable de maintenir une relation fixe de valeur entre les deux métaux. Avec la seule exception notable de M. Giffen, qui sur beaucoup d'autres points est d'accord avec notre manière d'envisager la situation, les économistes anglais concéderaient aujourd'hui que, sur ce point au moins, la théorie bimétallique est saine. Je ne sais pas quel peut être l'avis du professeur Rogers là-dessus. Tous les autres professeurs, autant que je puis le savoir, admettent la théorie bimétalliste. Je puis mentionner M. L. Courtney, un ancien professeur, aujourd'hui suppléant du Speaker à la Chambre des communes, les professeurs Marshall, Sidgwick, Munro, Edgeworth, Nicholson, Gonner, Symes et Sorley : tous, ils admettent la possibilité de maintenir la relation déterminée, la fixité du rapport, à de certaines conditions, quoi qu'ils puissent différer d'opinion sur le meilleur rapport à choisir et sur l'avantage politique qu'il peut y avoir à entrer dans une union monétaire.

Comment cette évolution s'est-elle effectuée? Laissez-moi revenir pour un instant à notre histoire monétaire. Au XVIIIe siècle, il n'est pas douteux qu'il existait une certaine espèce de bimétallisme, mais c'était un bimétallisme qui faisait corps avec le système mercantile. Il y avait un conflit de rapports, chaque nation ayant le sien, choisi en vue d'infliger des maux ou une perte de métaux précieux aux nations voisines. C'était une sorte de guerre monétaire. La Révolution française a changé tout cela. Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir au sujet des changements constitutionnels effectués par les hommes de la Révolution, ils avaient une qualité caractéristique qui assure leur gloire éternelle : leur désintéressement. Dans tous leurs projets, dans toutes leurs réformes, ils ont visé le bien de l'humanité. En Angleterre, Newton avait indiqué un meilleur système, mais c'est l'honneur de la France d'avoir, la première, rendu le bimétallisme international, en établissant la frappe illimitée des deux métaux à un rapport fixe. L'importance de cette nouvelle politique a été si peu comprise à l'époque, que lord Liverpool, dans le fameux mémoire sur lequel l'étalon d'or anglais est fondé, ne fait aucune allusion à ce changement. Il semble avoir complètement ignoré ce qui se passait en France : sa politique était absolument insulaire. C'est là un des nombreux défauts de ce Mémoire qui a été, à mon avis, glorifié outre mesure. Il contient certainement une foule de renseignements historiques, mais on dit qu'il faut en attribuer la paternité à l'archéologue Ruding, tandis que les passages touchant la politique monétaire sont probablement de lord Liverpool et ne se distinguent ni par les vues scientifiques ni par le sens politique de l'homme d'état.

Les principes que posa lord Liverpool n'ont pas été mis en question durant les cinquante années qui ont suivi. Le système fonctionnait bien, en ce qui nous touche, parce qu'il était soutenu par le bimétallisme en vigueur en France. Les économistes anglais ne savaient rien du système français. Après 1850, John Stuart Mill était le chef de l'école anglaise. Sa description du bimétallisme est une parodie grotesque, et ceux sur lesquels il avait de l'influence n'ont abordé ce sujet qu'avec des préventions fortement hostiles. Mais, en 1870, une nouvelle influence s'est fait sentir, celle de Jevons, l'un des esprits les plus originaux et les plus brillants parmi les économistes anglais.

Jevons, qui avait une grande admiration pour les économistes français, et qui avait tant fait pour encourager les Anglais à les étudier, avait eu son attention tournée vers le bimétallisme par Wolowski; la clarté de ses conceptions sur le sujet de la valeur lui permit de suite de saisir le principe du rapport fixe, qu'il a expliqué de la manière la plus frappante. Actuellement, il n'y a pas en Angleterre d'économiste dont l'influence soit aussi grande que celle de Jevons, et cette influence augmente tous les ans. Il a complètement détrôné Mill, en Angleterre et en Hollande; sa théorie de la valeur fait de rapides progrès dans les principaux pays. On dira qu'il n'était pas lui-même un bimétalliste. Mais les principes qu'il a établis conduisent droit au bimétallisme. J'ose penser, ayant été honoré de son amitié, qu'il aurait incliné en fin de compte vers une politique bimétalliste. En tout cas, il vaut la peine de remarquer que tous ses élèves sont bimétallistes, en ce qui touche la théorie. Quelles que soient les réserves qu'ils fassent sur des points de politique ou de détail, tous acceptent le principe du rapport fixe. Je désire insister sur ce point, parce que c'est justement ce principe que M. Passy trouve une pierre d'achoppement. C'est le principe même sur lequel en Angleterre nous sommes tous d'accord, et que M. Passy déclare être absurde, si absurde que son absurdité seule suffit à rendre le bimétallisme impraticable.

Cela m'amène à faire une observation sur un autre point qui a également fourni matière à des malentendus. On a beaucoup parlé du Rapport de la commission anglaise, mais l'essence de ce Rapport ne semble pas avoir été bien saisie par plusieurs orateurs. M. du Puynode, M. Passy et d'autres ont représenté la Commission comme divisée en deux partis d'égale force, également opposés l'un à l'autre sur tous les points. Je désire faire remarquer que la Commission a été d'accord sur presque toutes les questions théoriques acceptées par les bimétallistes et qu'en particulier elle a admis la théorie du rapport fixe, à laquelle M. Passy attache justement une si grande importance et qui, à ses yeux, est impossible à force d'absurdité.

On doit toujours se souvenir qu'en ce qui touche la masse du public, la discussion du bimétallisme est de date récente en Angleterre, ce que l'on pourrait dire de la France, à la seule exception de Sismondi. Il me paraît qu'en évaluant le progrès fait dans la direction du bimétallisme depuis quelques années, mon collègue M. Grenfell a été un peu trop pessimiste. Il a peut-être été trop sous l'influence de l'opinion de la ité. Je désire parler avec grand

respect de l'opinion de la Cité, lorsqu'elle résulte d'un examen approfondi. Mais la Cité de Londres est toujours conservatrice en matière de finance; elle souffre de l'inertie due à la prospérité, elle est trop absorbée par les affaires. C'est plutôt le Lancashire qui conduit l'Angleterre. Nous avons un proverbe qui dit : « Ce que le Lancashire pense aujourd'hui, l'Angleterre le pensera demain. » On sait que Manchester a été le berceau du mouvement libre échangiste. C'est donc un fait significatif que les succès principaux de la ligue bimétalliste aient été remportés dans le Lancashire, où des hommes de toutes les classes, appartenant à toutes les nuances politiques sont unis pour proclamer le bimétallisme.

Il n'y a pas longtemps que 20.000 livres ont été souscrites à un seul dîner à Manchester, afin de fournir les fonds à une propagande destinée à mettre les avantages du bimétallisme sous les yeux de toutes les classes. Je ne puis m'empêcher de rappeler la fameuse souscription provoquée par l'*Anti Corn Law League* et le succès atteint par cette ligue.

Je désire particulièrement insister sur le fait que le bimétallisme en Angleterre est un mouvement populaire. On dira : Comment pouvez-vous convaincre l'ouvrier qu'il a quelque chose à redouter d'une baisse des prix? Est-ce que le bon marché n'est pas tout ce dont il a besoin? Mon ami, M. Fielden, pourra donner une réponse satisfaisante à cette question. Je dirai seulement à présent que l'ouvrier du Lancashire est un homme intelligent, à longues vues. « A quoi bon, dit l'un d'entre eux à lord Salisbury, avoir du pain à 6 pence, si l'on n'a que 4 pence pour l'acheter? » Nulle part l'effet déprimant d'une baisse des prix n'est ressentie aussi vivement que dans les districts manufacturiers. Aussi est-ce là que les bimétallistes sont le plus forts. Il n'est pas douteux cependant que la question monétaire soit très compliquée, et il est regrettable qu'il faille la discuter dans des réunions populaires. Mais cela me paraît inévitable dans la condition actuelle de la vie politique et, pour ma part, je crois que, malgré les difficultés du sujet, le peuple anglais, qui est très sensé, et qui se donne beaucoup de peine pour se renseigner, arrivera finalement à une solution saine, et appliquera demain la politique que les économistes recommandent aujourd'hui.

Discutons maintenant la question générale. Tout d'abord, je dirai que les bimétallistes anglais ont pris une position modérée. Ils ne prétendent pas que le bimétallisme portera remède à tous les maux de la société, mais ils affirment qu'un bon système monétaire guérira des inconvénients d'un mauvais. Aujourd'hui la baisse des prix est universellement reconnue, ainsi que la crise qui en résulte. M. Levasseur même est d'accord avec nous jusqu'à dire que la crise est due à une cause monétaire. Nous en tirons la conclusion logique qu'il faut un remède monétaire.

En France cependant, vous me semblez prendre la baisse des prix d'un cœur plus léger que nous ne saurions le faire. Je ne regarde pas cette baisse comme un simple accident du commerce, comme une simple perturbation des marchés. J'y vois un grand danger social, un trouble des relations entre

les classes économiques, une cause de mécontentement révolutionnaire. Cela conduit à une disposition générale à répudier les contrats qui sont devenus iniquement lourds. Comme l'a dit M. Arendt, c'est un encouragement puissant à la protection et à ses tarifs prohibitifs. Si ce côté de la question ne m'était pas apparu, mon intérêt aurait été bien plus faible. La théorie du bimétallisme est ingénieuse et aurait exercé sur moi une certaine fascination, mais c'est seulement lorsque j'ai compris les graves conséquences sociales d'une baisse des prix que je suis devenu un bimétalliste enthousiaste.

Je désire ne pas être mal compris ici; je ne suis pas un *inflationist*. Les bimétallistes anglais visent simplement à la stabilité,à la fermeté des prix; nous ne sommes pas les avocats d'une expansion monétaire (*soft-money*). Cependant, si l'on nous demandait de choisir entre la hausse et la baisse des prix, nous préférerions la hausse. A nos yeux, une hausse est moins chargée d'inconvénients qu'une baisse. Toute perturbation des contrats monétaires est mauvaise. Cependant l'effet général de la hausse des prix est de stimuler l'industrie et, somme toute, est avantageuse pour toutes les classes. La baisse produit une diminution d'emploi et cause un tort sérieux aux classes laborieuses, au profit des inactifs et des « retraités ». Quelle est la position des économistes français sur ce point fondamental? J'ose croire qu'ils n'ont pas montré en traitant cette question leur finesse logique habituelle. Que demandent-ils en réalité? Stabilité des prix ou bon marché? M. Levasseur a dit qu'il était pour la stabilité. Mais, tout d'un trait, il ajoute qu'il veut le bon marché. Il ne peut avoir l'une et l'autre. Une baisse continue et générale des prix n'est certainement pas de la stabilité. Nous, nous avons fait notre choix : nous sommes pour la stabilité. Mais est-ce que le bon marché n'est pas un avantage? Pas nécessairement, et l'avantage peut être obtenu d'une autre façon. Ce que M. Levasseur et nous désirons tous, c'est l'amélioration du sort de toutes les classes. On peut y arriver par deux chemins : ou les prix peuvent tomber, les revenus restant fixes; ou bien les prix rester fixes et les revenus augmenter. Nous préférons la seconde alternative. Quelqu'un au courant des finances pourra croire qu'il importe peu de voir se réaliser l'une ou l'autre de ces deux conditions, mais il n'en est pas de même pour la grande masse du peuple. Socialement, politiquement, la différence est vitale. L'ouvrier résistera toujours à une baisse du salaire-argent, même si son salaire réel augmente. C'est parce que son *standard* de confort augmente continuellement qu'il ne sent pas ainsi le progrès dans le salaire réel et qu'il se refuse d'y croire. M. Giffen, qui s'attend à une baisse des prix, mais qui est monométalliste, ne croit pas qu'il faille un remède monétaire. Il faut, suivant lui, que l'ouvrier reconnaisse les faits et accepte un salaire-argent moindre. C'est facile à dire, mais je ne voudrais pas être chargé de faire accepter par l'ouvrier la baisse de son salaire-argent. Cette difficulté a précisément produit les grèves récentes dans toute la portion occidentale du monde. Je ne suppose pas que l'économiste français soit assez optimiste pour penser que, si la baisse des prix

continue sans interruption, le salaire-argent puisse également baisser dans la même proportion. Comment veut-on faire face à cette difficulté?

M. Passy, qui n'est pas toujours d'accord avec ses collègues, nous dit que nous avons assez d'argent. Quelle est la pierre de touche? La seule preuve véritable, c'est l'*index number*. Si l'*index number* baisse d'une façon continue, les prix sont instables, et cela indique que l'argent est rare. M. Passy dit ensuite que nous avons du papier de banque. Sans doute, mais s'il pense que cela peut nous permettre de nous passer de métal, MM. Magnin et Grenfell ne seront pas de son opinion. C'est l'importance de la réserve métallique qui forme la limite dernière de l'émission des billets de banque, les autres choses étant égales. Laissez-moi dire ici que je conviens que l'argent de poche de l'avenir sera le billet de banque. Les bimétallistes ne rêvent pas de forcer les gens à porter beaucoup d'argent dans leur poche. Mais le billet de banque, comme les *Bland certificates*, doit avoir quelque part un fondement métallique.

Supposons cependant que nous puissions tomber d'accord sur les avantages de la stabilité des prix. Reste toujours la question : Comment atteindre à la stabilité des prix? Je serai bref ici, parce que M. de Laveleye a fait admirablement la démonstration probante que le double étalon sera plus stable que l'étalon unique. Un étalon d'argent serait préférable à l'étalon d'or seul. Ainsi, depuis 1873, tandis que l'or renchérissait continuellement, la valeur de l'argent est restée, pour ainsi dire, sans variations. M. Passy se trompe en supposant que l'argent s'est déprécié. La modification est du côté de l'or. Mais, même si l'argent n'était pas meilleur que l'or, le double étalon serait plus stable qu'un étalon formé avec l'un des deux métaux. C'est la plus simple conclusion tirée du principe des probabilités.

De plus, le public désire avoir le libre usage des deux métaux. Nous ne pouvons pas proscrire l'un des deux de la circulation. On se servira de l'or en Occident et de l'argent en Orient. Il ne peut y avoir de monnaie internationale fondée sur l'étalon unique. Nous avons besoin d'un pair fixe de change entre les deux grands métaux monétaires. Cela m'amène à la question du rapport fixe.

M. Passy, dans son éloquent discours, a fait un appel passionné à la sainteté des « lois naturelles ». C'est peut-être répondre suffisamment à cet appel que de demander s'il y a quelque chose de « naturel » à restreindre la frappe de l'un des deux métaux monétaires. Mais, sans doute, M. Passy, comme les économistes du siècle dernier, identifie les « lois naturelles » avec la politique du laissez-faire. Toute intervention ou tout contrôle de la part de l'État est à ses yeux une violation des « lois naturelles ». Je ne puis accepter cette position; je n'ai pas besoin de m'étendre là-dessus. Il n'est pas nécessaire de rappeler au Congrès que l'invocation de la loi naturelle n'a pas toujours été un bon guide en matière de législation. Mais il semble qu'il y ait encore un autre sens suivant lequel M. Passy regarde le rapport fixe comme non naturel. M. Passy le considère comme arbitraire, non usuel, comme une

ingérence dans le mécanisme ordinaire de l'offre et de la demande. Des marchandises ordinaires, nous dit-il, ne peuvent avoir des relations fixes de valeur. Leur valeur variera avec le prix de revient et les changements du marché. C'est là une objection très commune, mais certainement sans force. Jevons a établi d'une façon indiscutable qu'une relation fixe peut exister, dans le commerce ordinaire, entre deux marchandises qui ont, à un degré déterminé, la faculté de se substituer l'une à l'autre. Je puis répondre qu'en Angleterre il y a un grand nombre de cas de ces rapports fixes en dehors de l'ingérence de l'autorité : par exemple dans les modes de transport concurrents et les journaux concurrents. Pour prendre une analogie plus stricte, voyez le mouton et le bœuf. Aussi longtemps qu'il est pratiquement indifférent au peuple anglais de consommer l'une ou l'autre de ces deux espèces de viande, aussi longtemps il ne pourra exister un grand écart dans leur valeur relative, quelles que soient les modifications dans le prix de revient. Il est exact que ces modifications du coût affecteront beaucoup les quantités de chaque viande apportées au marché et consommées. Mais, jusqu'à ce qu'une espèce de viande ait complètement chassé l'autre de la consommation, le rapport de valeur entre les deux ne sera pas sensiblement altéré, tant que le goût du public restera le même. Je ne vois rien d'arbitraire ou de non naturel à cela. Mais c'est précisément l'opération du rapport fixe bimétallique, en vertu du pouvoir légal libératoire, les deux métaux, sous un régime bimétallique, pouvant se substituer l'un à l'autre dans les réserves des banques et ailleurs encore. Par suite, ils s'échangent à un taux fixe déterminé par la loi qui donne les conditions de la substitution. La théorie est parfaitement claire, l'action parfaitement naturelle. Tout ce que le gouvernement fait, c'est de déclarer établi le rapport qui, à un point de vue largement international, semble répondre le mieux aux besoins du public.

Voilà l'action gouvernementale que M. Passy condamne comme non naturelle. Il serait aussi raisonnable de protester contre les canaux comme étant une violation de la loi naturelle. Cependant l'introduction des canaux a été un des plus grands progrès qui aient jamais été réalisés. N'est-ce pas quelque chose de paradoxal que de trouver M. Passy prêchant ces doctrines de Rousseau dans le centre même de la civilisation, dans l'enceinte d'une Exposition dont le grand objet est de célébrer le triomphe de l'art sur les incertitudes et les défaillances de la nature ! Pourquoi laisser les affaires monétaires rester à la merci des accidents? Il y aura toujours une certaine proportion d'éléments réfractaires au calcul dans le commerce. Pourquoi en augmenter l'importance? Pourquoi ajouter aux incertitudes nécessaires d'autres incertitudes dues à un mécanisme monétaire imparfait?

J'aurais été heureux si, à mon retour en Angleterre, j'avais été en mesure de dire quelle politique les économistes français recommandent. Je crains de ne pouvoir faire aucune déclaration sur ce point. M. Coste se déclare pour le *statu quo*. Mais, il n'y a pas de *status;* il n'y a seulement qu'un mouvement de transition. Deux choses sont possibles : ou bien le bimétallisme, ou bien

l'entière démonétisation de l'argent. Nous ne pouvons rester comme nous sommes. La question véritable, c'est de savoir si nous devons réhabiliter l'argent dans ses fonctions de monnaie pleinement libératoire, ou le réduire à l'état de jeton, de monnaie de billon.

Un certain résultat sera peut-être rendu évident par le Congrès. Sauf M. Passy, personne n'a eu le courage de demander la démonétisation de l'argent; personne n'a proposé le monométallisme-or universel. Il est clair que nous avons abandonné la folie à courte vue de 1867. M. Passy désire, il est vrai, vendre l'argent existant au prix du marché. C'est logique, mais cela signifie démonétisation, et les collègues de M. Passy répudient cette façon de voir. M. Levasseur recule devant cette politique. Je ne suis pas sûr d'avoir complètement compris la portée des propositions de M. Levasseur. Suivant moi, il demande la liberté de la frappe de l'argent, au taux du marché, à 15 1/2; mais avec la restriction de son pouvoir libératoire au payement des sommes au-dessous d'une certaine limite, disons 5 livres (125 francs) (1). Cela me paraît être du bimétallisme, mais sous une forme incomplète et dangereuse. Si la frappe est réellement illimitée, il est clair que le prix du marché haussera rapidement, jusqu'à ce qu'il ait atteint un point, 15 1/2, au delà duquel l'État sera incapable d'acheter sans perte ; mais en même temps les pièces d'argent ont une efficacité limitée comme pouvoir libératoire; il y aura donc un encombrement de ces pièces et une prime sur l'or. C'est une nouvelle forme de l'étalon boiteux. MM. Coste et Levasseur sont vraiment à mi-chemin sur la route du bimétallisme; la logique les forcera à compléter leur voyage.

Peu de gens réfléchis ne sentent pas avec les bimétallistes les grands inconvénients de la situation présente, mais on recule devant l'adoption définitive des idées bimétallistes, par suite d'une vague appréhension de dangers possibles dans l'avenir, résultant d'une surabondance d'argent. Voyons les pires conséquences qui peuvent se produire sous l'un et l'autre système. Avec une très grande abondance d'argent relativement à l'or, sous le régime bimétallique, l'encaisse des banques serait principalement composée d'argent. Les banquiers pourraient y trouver un léger inconvénient. Le public en général ne saurait rien du changement. Les prix se maintiendraient. Aucun danger qu'ils subissent une hausse appréciable. La tendance est toujours à la baisse, mais aussitôt qu'une hausse s'affirme, elle est neutralisée dans une large mesure par une extension du commerce. Nous l'avons vu en 1850. Quelle serait la situation sous un étalon d'or? Il y aurait une grande baisse dans la valeur de l'argent exprimée en or, qui disloquerait le commerce de l'Orient; il y aurait une rareté croissante de l'or et une baisse terrible des prix. Les phénomènes de 1873 à 1887 continueraient sous une forme très aggravée. J'ai déjà dit quelles conséquences sérieuses cette crise aurait socialement et politiquement. Nous touchons là le danger réel du monométallisme-or. Les inconvénients, s'il y en a, qui pourraient naître du bimétallisme sont peu de chose en comparaison.

Je reconnais, comme l'ont suggéré quelques orateurs, que les dangers

1) La limite indiquée par M. Levasseur est celle de 500 francs (25 livres). Voir page 116.

d'une baisse des prix pourraient être moins sévèrement sentis en France, un pays de petits propriétaires vivant en partie de leurs terres, qu'en Angleterre, pays de salariés, où tous les produits passent par le marché. Mais la France aussi a ses grandes villes et ses grands districts manufacturiers; elle est profondément intéressée dans la question par l'importance de sa dette publique. Je ne crois pas d'ailleurs que la France, par pur égoïsme, voudrait se tenir à l'écart d'une grande mesure de réforme internationale qui, si même elle n'avait pas d'autre utilité, serait la condition indispensable d'une monnaie internationale, le couronnement des mesures dues à l'esprit cosmopolite de la Révolution de 1789. Dans le passé, le monde comptait sur la France pour soutenir les intérêts de la civilisation, pour préférer des vues idéales à des vues matérielles, tandis qu'on reprochait à l'Angleterre son matérialisme et son insularisme. Je suis convaincu que, dans l'avenir, ces reproches ne seront pas mérités par l'Angleterre, et je ne veux pas croire qu'il faille les appliquer à la France. Nous pouvons sûrement nous unir tous pour remédier par un accord international aux maux qui sont résultés d'une perturbation monétaire c'est-à-dire d'une perturbation internationale.

INDEX ALPHABÉTIQUE

Des membres qui ont pris part aux travaux du Congrès et des auteurs cités dans les discours et les documents.

Addington (lord) : 341.
Allard (Alphonse) : Motion, 27. Discours, 117. Observations, 238, 240. — Cité, 99, 139, 155, 175, 195, 214, 229, 239.
Anderson (G.) : 411.
Arendt (Otto) : Discours, 32. — Cité, 73, 139, 169, 207. 395, 460.
Austen : 77, 213, 318.
Balfour : 31, 48, 149.
Barbour : 350, 351, 382.
Barclay (Robert) : 350.
Baring (Eveling) : 135, 350.
Bastiat : 198.
Bentham : 193.
Bernier : 381.
Birch : 46, 351.
Bismarck (prince de) : 33, 181.
Blake : 75, 335.
Bodio : 91.
Boisguillebert : 157.
Boissevain (G.-M.) : Motion, 41. Discours, 77. Mémoire, 441. — Cité, 117, 146, 191, 213.
Borst (J.) : Communication, 259.
Bramwell (lord) : 341.
Broch (O.-J.) : 371.
Burchard : 154, 379.
Calonne (de) : 55, 62.
Cavendisch et Hachett : 155.
Cernuschi (Henri) : Discours, 42. Observations, 70, 89, 107, 111, 225. Concours bimétallique, 221, 222, 251. Projet de convention, 257. — Cité, 58, 73, 75, 78, 84 et s., 95 et s., 101, 115, 169, 170, 182, 220, 243, 291, 339.
Chaplin : 30, 31, 48, 149, 437.
Chapman : 351.
Chevalier (Michel) : 51, 57, 157, 163, 174, 185, 233, 242.
Chevassus (H.) : Présentation de son projet, 199. Projet, 263.
Claremont Daniell : 76.
Cochut (André) : 51.
Comber : 340.
Coste (Adolphe) : Présentation de son rapport, 26. Discours, 55. Observation, 165. Rapport sur les *Materialien*, 361. — Cité, 42, 74, 80, 85, 116, 139, 211, 464, 465.
Courtney (Léonard) : 46, 204, 351, 459.
Currie : 340.
Dadabhaï Naorofi : 351.
Dana Horton (S.) : Discours, 159. — Cité, 170, 244, 334, 458.
Dreydel (Léopold) : Observation, 35. Discours, 240.
Edgeworth : 204, 459.
Farrer : 46, 351.
Ferraris : 390.
Fielden : Communication, 217. — Cité, 137, 206, 331, 461.
Fould (Benoît) : 242.
Fournier de Flaix (E.) : Présentation de son rapport, 26. Observation, 65. Discours, 73. Rapport sur l'enquête monétaire anglaise, 313. — Cité, 84, 116, 117 et s., 169, 172, 174, 213.
Foville (Alfred de) : Présentation de son rapport, 26. Rapport sur la statistique universelle des métaux précieux, 297. Cité, 389.

Fowler : 338.
Foxwell (*H.-S.*) *:* Discours anglais, 201; traduction, 457. — Cité, 168.
Freemantle : 46, 351, 388.
Frère-Orban : 83.
Galet (*Denis*) *:* Observations, 224, 251.
Gaudin : 185,
Germain (*Henri*) *:* 225.
Gibbs : 124, 172, 326.
Giffen (*Robert*) : 72, 145, 167, 204, 208, 317, 360, 377, 395, 415, 459, 462.
Gladstone : Lettre à M. Grenfell, 30. — Cité, 33, 36, 139, 179.
Goschen : 29, 35, 42, 73, 122, 129, 222, 395.
Gonner : 204, 459.
Grenfell (*H.-R,*) *:* Discours, 27. Lecture de la communication de M. Fielden, 217. — Cité, 73, 133, 203, 206, 329, 458, 460.
Gresham : 75, 169, 192, 226 et s., 325, 328, 338.
Grey (*lord*) *:* 76.
Hansard : 396.
Haupt (*Ottomar*) *:* Discours, 213. Travaux statistiques, 434. — Cité, 388, 412, 447.
Hay (*H.*) *:* 317.
Helferich (*J.*) *:* 394.
Hentsch (*Albert*) *:* Communication, 270.
Herschell (*baron*) : 46, 351.
Hume (*David*) : 57, 156.
Ivanow : 412.
Jacob : 247.
Jevons (*Stanley*) : 120, 174, 205, 210, 268, 398, 460, 464.
Juglar (*Clément*) : Observation, 131. Discours, 224. Première note, 288. Deuxième note, 291. — Cité, 87.
Kardorff (*de*) : Communication lue par M. Arendt, 33.
Ken-Worthy Byttel : 350.
Kimball : 213, 215, 298 et s., 302 et s., 379, 407, 410, 412 et s., 428.
Koch (*E.*) : Discours, 220.
Lalande (*Armand*) *:* Discours, 142. — Cité, 154, 156, 184 et s.
Lamas (*André*) : 275.
Lamas (*Pedro S.*) *:* Communication, 272.
Latkin (*N.*) . 413.
Laveleye (*Emile de*) *:* Observations, 91, 236. Discours, 167. — Cité, 86, 101, 106, 109, 115, 119, 191, 196, 209, 215, 235, 333, 463.
Law : 97, 157.
Leroy-Beaulieu (*Paul*) *:* 52, 170, 397.
Levasseur (*Emile*) *:* Discours, 84. Reprise du discours, 95. — Cité, 119 et s., 156, 160, 165, 169, 171, 173, 175, 176, 187, 207, 211, 461, 462, 465.
Lexis : 59, 74, 76, 168, 343, 360, 365 et s., 368.
Lieben : 139 et s.
Liverpool (*lord*) : 38, 156, 162, 181, 204, 227, 247, 459.
Locke : 38, 156, 162, 174.
Lubbock (*John*) *:* 46, 338, 341, 351.
Mac Culloch : 57.
Mac Leod : 320 et s., 326.
Magnin (*J*) *:* Discours d'ouverture, 22. — Allocutions et observations diverses, 69, 153, 201, 223, 240, 249, 250, 251. Allocution finale et clôture du Congrès, 252.
Malarce (*de*) : Note statistique, 198, 453.
Mallet (*Louis*) *:* 351.
Mannequin (*Théodore*) *:* Premier discours, 36. Deuxième discours, 244. — Cité, 152.
Marshall : 74, 76, 168, 204, 324, 459.
Mechelin (*L.*) *:* Communication de la loi monétaire de Finlande, 70, 449.
Mees : 79.
Meysey-Thompson (*Henry*) : Discours, 148. Concours bimétallique, 223. — Cité, 195.
Michels (*Ivan C.*) : 413.
Mill (*John-Stuart*) *:* 205, 460.
Montagu (*Samuel*) : 62, 150, 351, 360.
Montesquieu : 155.
Moret y Prendergast : Discours, 35. — Remerciements au Président et au Bureau du Congrès, 253.
Munro : 204, 459.
Nash : 400.
Nasse : 74, 76, 168, 342, 397.
Necker : 157.
Neuwirth : 168.

Newmarch : 398.
Newton : 28, 38, 162, 170, 204, 244 et s., 459.
Neymarck (*Alfred*) : 126.
Nicholson : 168, 204, 322, 459.
Nisbet : 351.
Palgrave : 400.
Parnell (*Henry*) : 272.
Passy (*Frédéric*) : Observation, 166. Discours, 182. — Cité, 205, 208, 210, 460, 463 et s.
Passy (*Hippolyte*) : 184.
Peel (*Robert*) : 70, 241, 325, 343.
Pellegrini : Allocution, 69.
Pierson (*N.-G.*) : 168, 177, 332, 443.
Pixley (*Stewart*) : 316, 319, 371.
Pline : 381.
Prince-Smith : 168.
Provand : 350.
Puynode (*Gustave du*) : Discours, 153. Observation, 166. — Cité, 161, 171, 172, 206, 460.
Raffalovich (*Arthur*) : Discours, 139. Traduction du discours de M. Foxwell, 212, 457.
Raffalovich (*Hermann*) : Motion, 222.
Raphael : 341.
Rau : 168.
Rawson (*Rawson W.*) : Note statistique, 437. — Cité, 89.
Ricardo : 272.
Robertson : 332.
Rogers : 204, 459.
Roscher : 57, 168.
Rothschild (*Alfred de*) : 342.
Rouvier : Lettre à M. Magnin, 19. Allocution au Congrès lue par M. Magnin, 20. — Cité, 118.
Roy : 225.
Ruau : 70, 155, 201, 361, 406.
Ruding : 205, 459.
Salisbury (*lord*) : 24, 29.
Sauerbeck : 318.
Say (*Jean-Baptiste*) : 179.
Say (*Léon*) : 57, 192.
Schaeffle : 168.
Schmidt (*Hermann*) : 331.
Sidgwick : 168, 204, 459.
Simonelli : 390.
Sismondi : 173, 206, 460.
Smith (*Samuel*) : 330
Soetbeer (*Adolphe*) : Présentation de la traduction française des *Materialien*, 70. Analyse du mémoire présenté au Congrès, 297 et s., 306 et s. Analyse des *Materialien*, 361. Mémoire *in extenso* (traduction) sur la production de l'or et de l'argent de 1885 à 1888, 406. — Cité, 48, 56, 63, 88, 120, 127 et s., 154, 168, 174, 216, 226 et s., 237 et s., 315.
Sorley : 204, 459.
Spitzer (*Charles*) : Communication, 66.
Stein (*von*) : 168.
Suess : 168, 174.
Symes : 204, 459.
Tidman : 350.
Van den Berg : 381.
Vrolik (*A.*) : 443.
Vuitry : 234.
Wagner (*Adolf*) : 168.
Walker : 168.
Walls (*Léon*) : Communication, 249, 280.
Waterfield : 349.
Watney (*Daniel*) : 341.
Wells (*A.*) : 347.
Wheeler : 350.
Williamson : 332.
Wolowski : 173, 203, 205, 433, 460.
Young (*Arthur*) : 157.

TABLE DES MATIÈRES

ORGANISATION DU CONGRÈS

PAGES.

COMITÉ D'ORGANISATION 3
INVITATION AU CONGRÈS 5
PROGRAMME DU CONGRÈS 6
ORDRE DU JOUR 7
LISTE DES MEMBRES DU CONGRÈS 8
PAYS ÉTRANGERS REPRÉSENTÉS AU CONGRÈS 15

SÉANCES DU CONGRÈS

PREMIÈRE SÉANCE :

Lettre de M. Rouvier, ministre des finances 19
Allocution du ministre 20
Constitution du Bureau 21
Discours de M. Magnin, président du Congrès 22
Communications du secrétaire 25
Motion de M. Allard 27
M. Grenfell 27
M. le docteur Otto Arendt 32
M. Moret y Prendergast 35
M. Théodore Mannequin 36

DEUXIÈME SÉANCE :

Motion de M. Boissevain 41
M. Henri Cernuschi 42
M. Adolphe Coste 55
M. Charles Spitzer 66

TROISIÈME SÉANCE :

M. Pellegrini, président d'honneur 69
Présentation d'ouvrages 70
M. Henri Cernuschi 70
M. E. Fournier de Flaix 73
M. G.-M. Boissevain 77
M. Emile Levasseur 84
M. Emile de Laveleye, observation 94

QUATRIÈME SÉANCE :

M. Émile Levasseur 95
M. Alphonse Allard 117
M. Arthur Raffalovich 139

PAGES.

M. Armand Lalande 142
Sir Henry Meysey-Thompson 148

CINQUIÈME SÉANCE :

M. Magnin, à propos de la visite à la Banque 153
M. Gustave du Puynode 153
M. Dana Horton 159
M. Émile de Laveleye 167
M. Frédéric Passy 182
Communications diverses 198

SIXIÈME SÉANCE :

M. Magnin, à propos de la visite à la Monnaie 201
M. H.-S. Foxwell (*texte anglais*) 201
M. Ottomar Haupt 213
M. Fielden (par l'organe de M. Grenfell) 217
M. E. Koch 220
Communication du Président : Lettre de M. Cernuschi instituant un concours bimétallique. — Explications y relatives 221
Intervention de sir Meysey-Thompson 223
M. Clément Juglar 224
M. Léopold Dreydel 240
M. Théodore Mannequin 244
Dépôt de communications diverses 249
Ajournement des 5e, 6e et 7e articles du programme 250
Observations relatives au concours bimétallique 251
Allocution finale du Président 252
M. Moret y Prendergast : Remerciements au Président et au Bureau. 253

COMMUNICATIONS DIVERSES

A. — CONVENTION BIMÉTALLIQUE; projet de M. *Cernuschi* 257
B. — OBSERVATIONS en réponse à quelques-unes des questions du programme, par M. *J. Borst*, de Delfzijl 259
C. — LES SILVER-WARRANTS INTERNATIONAUX ; projet de traité monétaire par M. *Henry Chevassus* 263
D. — NOTE présentée par M. *Albert Hentsch* 270
E. — COMMUNICATION de M. *Pedro S. Lamas* 272
F. — MÉMOIRE de M. *Léon Walls* 280
G. — PREMIÈRE NOTE de M. *Clément Juglar* 288
H. — DEUXIÈME NOTE de M. *Clément Juglar* 291

STATISTIQUE ET LÉGISLATION

I. — RAPPORT SUR LA STATISTIQUE UNIVERSELLE DES MÉTAUX PRÉCIEUX, par M. *Alfred de Foville* 297
II. — RAPPORT SUR L'ENQUÊTE MONÉTAIRE ANGLAISE, par M. *E. Fournier de Flaix* 313
§ 1. Conduite de l'enquête 313
§ 2. Les dépositions 315

PAGES.

§ 3. Dépositions techniques 315
§ 4. Dépositions bimétallistes 326
§ 5. Dépositions monométallistes 335
§ 6. Dépositions relatives à l'Inde 348
§ 7. Rapport de la commission d'enquête 351

III. — Rapport sur les « Materialien » du Dr Ad. Soetbeer, par M. *Adolphe Coste* 361
Chap. I. Production des métaux précieux 362
Chap. II. Rapport des valeurs de l'or et de l'argent 371
Chap. III. Emploi des métaux précieux 376
Chap. IV. Importation et exportation des métaux précieux .. 385
Chap. V. Existences et circulation des métaux précieux dans les pays civilisés 387
Chap. VI. Escompte et cours du change 393
Chap. VII. Variations dans les prix des marchandises en général et dans le pouvoir d'achat de l'or 393

IV. — Mémoire sur la production de l'or et de l'argent de 1885 à 1888, par M. le Dr *A. Soetbeer* 406
§ 1. Raison des discordances existant dans les évaluations de la production des métaux précieux 407
§ 2. Production de l'or de 1885 à 1888 410
§ 3. Production de l'argent de 1885 à 1888 417
§ 4. Production moyenne des métaux précieux de 1851 à 1888. Monnayage et emploi de l'or et de l'argent. Stocks 423

V. — Travaux présentés par M. *Ottomar Haupt* 434

VI. — Note statistique adressée à M. Goschen par sir *Rawson William Rawson* 437

VII. — Mémoire relatif a la situation monétaire des Pays-Bas, par M. *G.-M. Boissevain* 441

VIII. — Loi monétaire du grand-duché de Finlande, traduction et communication de M. le Dr *L. Mechelin* 449

IX. — Note statistique de M. *de Malarce* 453

Appendice : Discours de M. *Foxwell* (traduction) 457
Index alphabétique des membres qui ont pris part aux travaux du Congrès et des auteurs cités dans les discours et documents 467
Table des Matières 471

Le Mans. — Typographie Ed. Monnoyer.

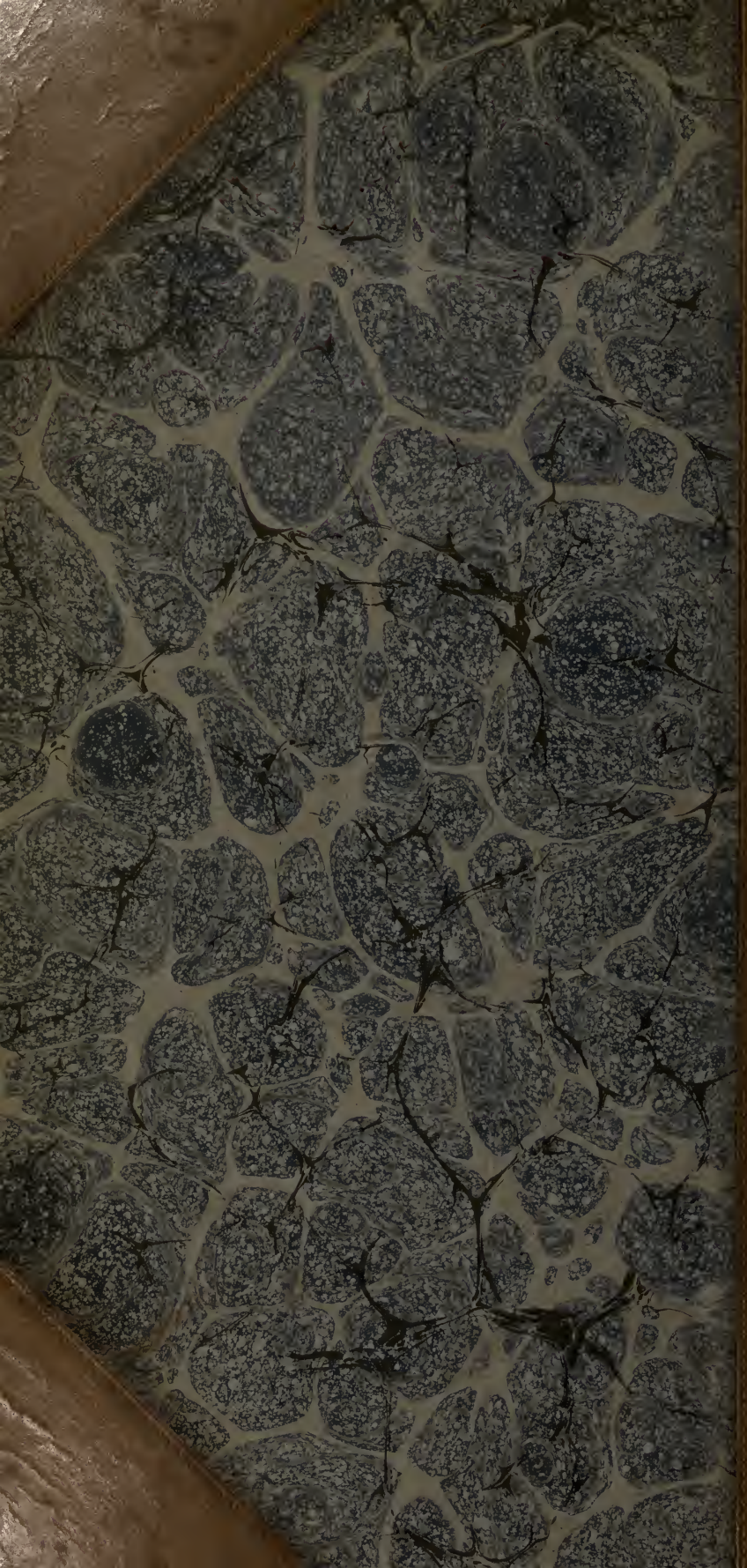
EcF
C7498c

409256
Congrès Monétaire International, Paris,1889.
Congrés Monétaire International...

DATE.

NAME OF BORROWER.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED